

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉBATS

COMPTE RENDU IN EXTENSO DES SÉANCES

III/67

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 89

Session 1966-1967

Séances du 30 janvier au 3 février 1967

A V E R T I S S E M E N T

Simultanément à cette édition en langue française, des éditions ont paru aussi dans les trois autres langues officielles des Communautés, en allemand, en italien et en néerlandais.

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues des Communautés.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède :

(A) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.

(I) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.

(N) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

Session 1966-1967

Séances du 30 janvier au 3 février 1967

SOMMAIRE GÉNÉRAL

(Un sommaire détaillé figure en tête du compte rendu de chaque séance)

Séance du lundi 30 janvier 1967

1. Reprise de la session	1	mune de gestion de contingents à l'im-	
2. Excuses	1	portation	6
3. Désignation d'un nouveau membre du		Résolution sur la proposition modifiée de la	
Parlement européen	2	Commission de la C.E.E. au Conseil concer-	
4. Félicitations à M ^{me} Strobel, nommée mi-		nant un règlement relatif à l'établissement	
nistre	2	graduel d'une procédure commune de gestion	
5. Félicitations à M. Vals, élu président du		de contingents quantitatifs à l'importation dans	6
groupe socialiste	2	la Communauté	
6. Conférence parlementaire de l'association		12. Réglementation des échanges de matières	
entre la C.E.E. et les E.A.M.A.	2	grasses entre la Communauté et la	
7. Renvois en commissions	2	Grèce	7
8. Dépôt de documents	3	Résolution sur la réglementation des échanges	
9. Procédure de vote sans débat	5	de matières grasses entre la Communauté et	
10. Ordre des travaux	5	la Grèce	7
11. Règlement relatif à une procédure com-		13. Budget supplémentaire de recherches et	
		d'investissement de la C.E.E.A. pour	
		1966	7
		Résolution sur le projet de budget supplémen-	
		taire de recherches et d'investissement de la	
		C.E.E.A. pour l'exercice 1966	12
		14. Ordre du jour de la prochaine séance . .	12

Séance du mardi 31 janvier 1967

1. Adoption du procès-verbal	13	objectifs généraux « acier » de la Communauté	
2. Objectifs généraux « acier » — Situation		1970	73
charbonnière et sidérurgique	13	Résolution relative à la situation du marché de	
Résolution sur le mémorandum de la Haute		l'acier et à certaines questions de charbon de	
Autorité de la C.E.C.A. sur la définition des		la Communauté	75
		3. Ordre du jour de la prochaine séance . .	76

Séance du mercredi 1^{er} février 1967

1. Adoption du procès-verbal	77	6. Politique sociale européenne	78
2. Vérification de pouvoirs	78	Résolution sur les perspectives de la politique	
3. Dépôt de documents	78	sociale européenne à la suite de la session du	
4. Ordre des travaux	78	Conseil de ministres du 19 décembre 1966 . .	109
5. Renvois en commission	78	7. Prévention des accidents du travail . . .	111
		Résolution sur les problèmes de la prévention	
		des accidents du travail dans la Communauté	114
		8. Ordre du jour de la prochaine séance . .	115

Séance du jeudi 2 février 1967

1. Adoption du procès-verbal	118	4. Situation économique de la C.E.E. . . .	118
2. Composition des commissions	118	5. Nombre et composition des commissions	
3. Dépôt d'une proposition de résolution avec		du Parlement européen	127
demande de discussion d'urgence	118	Résolution relative au nombre et à la compo-	
		sition des commissions du Parlement européen	128

6. Modification de l'ordre du jour	129	C.E.E. au Conseil relatives aux directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré	145
7. Marché mondial du sucre	129		
Résolution sur les problèmes relatifs à l'organisation du marché mondial du sucre	137	11. Règlement concernant le concours du F.E.O.G.A.	149
8. Règlement relatif aux prix communs des céréales	138	Résolution portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement portant prorogation du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1, du règlement 17/64/C.E.E. concernant le concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour l'année 1965	149
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales	139	12. Règlement concernant l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie	150
9. Règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du prélèvement	142	Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant, en ce qui concerne la France et l'Italie, le règlement n° 70/66/C.E.E. portant organisation d'une enquête de base dans le cadre d'un programme d'enquêtes sur la structure des exploitations agricoles	151
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/C.E.E. en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine	143	13. Dépôt d'un document avec demande de discussion d'urgence	152
10. Directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré	145	14. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre	153
Résolution portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission de la		15. Ordre du jour de la prochaine séance	155

Séance du vendredi 3 février 1967

1. Adoption du procès-verbal	158	C.E.E. au Conseil concernant une directive concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires	177
2. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre (suite)	158		
Résolution portant avis du Parlement européen sur une proposition de règlement du Conseil concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968	159	5. Directive relative aux tracteurs agricoles à roues	179
3. Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur	163	Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil, relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres, relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, sièges de conducteurs et plates-formes de chargement)	181
Résolution portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à : — une directive concernant le rapprochement des législations relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteur ; — une directive concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur	165	6. Directive relative à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur	184
4. Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires	172	Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur	185
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la		7. Calendrier des prochaines séances	188
		8. Adoption du procès-verbal	188
		9. Interruption de la session	188

Table nominative

SÉANCE DU LUNDI 30 JANVIER 1967

Sommaire

1. Reprise de la session	1
2. Excuses	1
3. Désignation d'un nouveau membre du Parlement européen	2
4. Félicitations à M ^{me} Strobel, nommée mi- nistre	2
5. Félicitations à M. Vals, élu président du groupe socialiste	2
6. Conférence parlementaire de l'association entre la C.E.E. et les E.A.M.A.	2
7. Renvois en commissions :	
MM. le Président, Vredeling	2
8. Dépôt de documents	3
9. Procédure de vote sans débat : M. le Pré- sident	5
10. Ordre des travaux	5
11. Règlement relatif à une procédure com- mune de gestion de contingents à l'impor- tation :	
Vote sans débat d'une proposition de résolution faisant suite à un rapport complémentaire de M. Vredeling, fait au nom de la commission du commerce extérieur	6
M. le Président	6
Texte de la résolution adoptée	6
12. Réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce :	
Vote sans débat d'une proposition de résolution faisant suite à un rapport complémentaire de M. Faller, fait au nom de la commission des associations Texte de la résolution adoptée	7
13. Budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1966	
Discussion d'un rapport de M. Merten fait au nom de la commission des bud- gets et de l'administration :	
M. Merten, rapporteur	7

MM. Pedini, Margulies, membre de la Commission de l'Euratom ; Merten, au nom du groupe socialiste ; Pedini, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Margulies	8
Adoption de la proposition de résolution	12
Texte de la résolution adoptée	12
14. Ordre du jour de la prochaine séance	12

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 17 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Reprise de la session

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 2 décembre dernier.

2. Excuses

M. le Président. — MM. Burgbacher, Gaetano Martino, Pleven, Rossi et Faure s'excusent de ne pouvoir assister à la présente session.

M. Starke s'excuse de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

J'ai également reçu une lettre d'excuses de M. le président de la Commission de la C.E.E. qui ne pourra être présent.

Mes chers collègues, je profite de cette circonstance pour regretter l'absence de M. le président Hallstein ; je pense que vous la regretterez avec moi. Sa grande connaissance des problèmes, son expérience sont nécessaires à nos débats.

Le calendrier des sessions du Parlement étant fixé plusieurs mois à l'avance, il me paraît normal que l'exécutif soit à la disposition du Parlement.

La Commission exécutive ne peut oublier qu'elle est responsable devant nous. Je suis convaincu qu'il s'agit aujourd'hui d'une difficulté tout à fait exceptionnelle qui ne portera pas préjudice à l'heureuse collaboration qui a toujours existé entre les deux institutions.

3. Désignation d'un nouveau membre du Parlement européen

M. le Président. — En date du 26 janvier 1967, le Bundestag de la république fédérale d'Allemagne a désigné M. Walter Behrendt en remplacement de M^{me} Strobel, appelée à faire partie du gouvernement fédéral.

La vérification de ce mandat aura lieu après la prochaine réunion du bureau, étant entendu que, conformément à l'article 4, paragraphe 5, du règlement, notre collègue siégera provisoirement avec les mêmes droits que les autres membres du Parlement.

Je vous félicite, Monsieur Behrendt, et je vous souhaite une cordiale bienvenue.

(Applaudissements)

4. Félicitations à M^{me} Strobel, nommée ministre

M. le Président. — Chers collègues, je félicite également M^{me} Strobel, ministre du gouvernement fédéral allemand, qui, de la tribune de ce Parlement, assiste à notre débat et que je suis heureux de saluer.

Madame, nous sommes ici nombreux à nous réjouir que vous ayez été appelée à des fonctions ministérielles importantes et, en même temps, à regretter les conséquences de cette nomination qui nous prive de la présence et de la collaboration de l'un des membres les plus éminents de cette assemblée.

Membre du Parlement européen depuis 1958, M^{me} Strobel a pris une part active à nos travaux, en particulier à ceux de la commission de l'agriculture dont elle a été vice-présidente, et à ceux de la commission politique.

Son rapport général sur l'activité de la Communauté économique européenne, qu'elle présenta en octobre dernier, lui valut les félicitations unanimes de ses collègues.

Élue en 1962 vice-présidente du Parlement européen, elle s'y fit apprécier autant par ses interventions aux réunions du bureau que par la façon courtoise mais ferme avec laquelle la première vice-présidente du Parlement européen présidait les séances plénières.

Elle avait accédé aux fonctions de présidente du groupe socialiste, alors que M. Birkelbach quittait cette assemblée. Le départ de M. Birkelbach avait d'ailleurs été unanimement regretté, tout comme celui de M^{me} Strobel qui, comme présidente du groupe, connut alors une tâche difficile.

Je suis persuadé que le Parlement voudra féliciter avec moi notre collègue et lui transmettre nos meilleurs vœux pour l'accomplissement de ses nouvelles fonctions. Nous n'oublierons pas qu'elle a fait tous

ses efforts pour étendre les pouvoirs et rehausser le prestige de notre Parlement.

Nous sommes persuadés qu'elle restera à Bonn un fervent défenseur de l'idéal européen.

(Applaudissements)

5. Félicitations à M. Vals, élu président du groupe socialiste

M. le Président. — J'ai reçu du groupe socialiste l'information que M. Vals vient d'être élu président de ce groupe.

Je me permets d'adresser nos félicitations à notre collègue M. Vals, nouveau président du groupe socialiste de ce Parlement.

(Applaudissements)

6. Conférence parlementaire de l'association entre la C.E.E. et les E.A.M.A.

M. le Président. — Je rappelle que du 10 au 14 décembre 1966 a eu lieu à Abidjan la réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés.

Comme suite à cette réunion, j'ai reçu du président de la Conférence le texte de la résolution adoptée le 14 décembre 1966.

7. Renvois en commissions

M. le Président. — Dans sa réunion du 17 janvier 1967, le bureau élargi a autorisé :

- la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement à faire rapport sur les résultats de la réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association ;
- la commission sociale à faire rapport sur les perspectives de la politique sociale européenne à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966.

Par ailleurs, dans cette même réunion, le bureau élargi a saisi pour avis :

- la commission du commerce extérieur sur les accords mondiaux à conclure en matière de produits laitiers, de viande, de sucre et de matières grasses végétales ; la commission de l'agriculture a été saisie pour examen au fond le 11 mars 1966 ;
- la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement sur des problèmes liés à la politique de la Communauté vis-à-vis des pays tiers et des organisations internationales ;

Président

la commission politique a été saisie pour examen au fond et la commission du commerce extérieur pour avis le 13 septembre 1966 ;

- la commission de l'énergie, conformément à l'article 38, paragraphe 3, dernière phrase du règlement, sur l'exposé de M. le président de la Haute Autorité sur l'état des questions charbonnières et sidérurgiques après la session du Conseil spécial de ministres du 22 novembre 1966 ; la commission du marché intérieur a été saisie pour examen au fond et la commission du commerce extérieur ainsi que la commission économique et financière pour avis, le 29 novembre 1966.

Enfin, les recommandations adoptées lors de la réunion des 6 et 7 janvier 1967 par la commission parlementaire mixte C.E.E.-Turquie ont été, conformément à la résolution adoptée le 22 mars 1965, renvoyées à la commission des associations pour examen au fond et, pour avis, à la commission politique et à la commission du commerce extérieur.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, compte tenu du fait que dans la résolution de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Turquie, une place importante est consacrée à la situation des travailleurs turcs dans les pays de la Communauté, je voudrais vous demander s'il n'est pas possible de saisir la commission sociale pour avis.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, il est prévu que le bureau doit statuer, mais je suis persuadé qu'il ne verra aucun inconvénient à ce que la commission sociale soit saisie pour avis.

Dès maintenant, je vous donne acte de votre intervention.

8. Dépôt de documents

M. le Président. — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :

a) *Des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A. :*

- une lettre en réponse aux résolutions du Parlement européen sur les projets de budgets de fonctionnement de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour l'exercice 1967 (doc. 159) ;

Ce document a été renvoyé à la commission des budgets et de l'administration ;

b) *Du Conseil de la C.E.E.A. :*

- le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966 (doc. 158) ;

Ce document a été renvoyé à la commission des budgets et de l'administration ;

c) *Du Conseil de la C.E.E. des demandes de consultation sur :*

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant une directive relative à l'emploi de certains agents conservateurs pour le traitement en surface des agrumes ainsi qu'aux mesures de contrôle pour la recherche et l'identification des agents conservateurs dans et sur les agrumes (doc. 151) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de la protection sanitaire pour examen au fond, et pour avis, à la commission de l'agriculture et à la commission du commerce extérieur ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant une directive portant modification de la directive du Conseil relative au rapprochement des réglementations des États membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (doc. 152) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de la protection sanitaire pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant une décision relative aux formalités requises par les États membres dans leurs échanges mutuels (doc. 156) ;

Ce document a été renvoyé à la commission du marché intérieur pour examen au fond et, pour avis, à la commission du commerce extérieur ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement portant prorogation du délai prévu à l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour l'exercice 1965 (doc. 157) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales (doc. 160) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement concernant certaines mesures d'organisation commune dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968 (doc. 161) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'orga-

Président

nisation commune des marchés dans le secteur des céréales (doc. 162) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (doc. 163) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc (doc. 164) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement portant modification du règlement n° 13/64/C.E.E. en ce qui concerne le lait et la crème de lait, frais non concentrés ni sucrés (doc. 176) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 70/66/C.E.E. en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie (doc. 177) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture.

d) *Du groupe des libéraux et apparentés :*

- une proposition de résolution, présentée par M. Gaetano Martino, relative à des programmes communs dans le domaine de la recherche scientifique et du progrès technologique (doc. 170) ;

Ce document a été renvoyé à la commission politique pour examen au fond et, pour avis, à la commission de la recherche et de la culture.

e) *Des commissions parlementaires :*

- un rapport complémentaire de M. Vredeling, fait au nom de la commission du commerce extérieur sur la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement graduel d'une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté (doc. 153) ;
- un rapport de M. Berkhouwer, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 26) relative à une directive concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radioélectriques produits par les véhicules à moteur (doc. 154) ;

- un rapport de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire, sur les problèmes de la prévention des accidents du travail dans la Communauté (doc. 155) ;

- un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 157) relative à un règlement portant prorogation du délai prévu à l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation pour l'année 1965 (doc. 165) ;

- un rapport de M. Estève, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 127) relatives aux directives concernant :

1. la lutte contre la gale verruqueuse ;
2. la lutte contre le nématode doré (doc. 166) ;

- un rapport de M. Wohlfart, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 60) relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, sièges de convoyeur et plates-formes de chargement) (doc. 167) ;

- un rapport complémentaire de M. Faller, fait au nom de la commission des associations, sur la réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (doc. 168) ;

- un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 144) relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/C.E.E. en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine (doc. 169) ;

- un rapport de MM. Dittrich et Troclet, fait au nom de la commission sociale, sur les perspectives de la politique sociale européenne à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966 (doc. 171) ;

- un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission économique et financière, sur le memorandum de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970 (doc. 172) ;

- un rapport de M. Blaisse, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur le fonctionnement du marché de l'acier et sur certaines questions du marché du charbon comme suite à l'exposé fait par le président de la Haute Autorité au Parlement européen le 29 novembre 1966 (doc. 173) ;

Président

- un rapport de M. Merten, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. (doc. 158) pour l'exercice 1966 (doc. 174) ;
- un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les problèmes relatifs à l'organisation du marché mondial du sucre (doc. 175) ;
- un rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 101) relative à une directive concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires (doc. 178).

9. Procédure de vote sans débat

M. le Président. — Avant de procéder à la fixation de l'ordre des travaux, j'informe le Parlement que, conformément à la réglementation adoptée le 14 juin 1965, la commission du commerce extérieur et la commission des associations demandent que les rapports de M. Vredeling et de M. Faller soient appelés sans débat.

Si, au moment de l'appel de ces rapports, aucune inscription n'est enregistrée, je mettrai immédiatement aux voix la conclusion de la commission compétente, les rapports ayant été dûment distribués.

10. Ordre des travaux

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Dans sa réunion du 17 janvier, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre des travaux.

Depuis lors, la commission de la protection sanitaire a demandé que le rapport de M. van der Ploeg relatif aux matières pouvant être ajoutées aux spécialités pharmaceutiques en vue de leur coloration, soit retiré de l'ordre du jour de la présente session.

Par ailleurs, la commission politique m'informe qu'elle n'est pas en état de présenter pendant la présente période de session le rapport sur « la nécessité de sauvegarder, dans l'exécutif unique, les caractéristiques propres au traité d'Euratom », dont le Parlement l'avait chargée le 18 octobre 1966.

En conséquence, le bureau élargi vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

Cet après-midi :

- Deux rapports, selon la procédure de vote sans débat :

1. Rapport complémentaire de M. Vredeling sur une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation ;

2. Rapport complémentaire de M. Faller sur la réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce.

Ensuite, rapport de M. Merten sur le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966.

J'attire l'attention de nos collègues sur le fait que ce rapport n'a pu être adopté par la commission que vendredi dernier. En conséquence, il n'a pas été possible de le distribuer avant aujourd'hui.

Je propose qu'il soit maintenu à l'ordre du jour de la présente séance.

Il n'y a pas objection ? ...

Il en est ainsi décidé.

Mardi 31 janvier 1967

9 h à 10 h 30 :

- Réunions des groupes politiques.

10 h 30 et 15 h :

- Rapport de M. Kriedemann sur la définition des objectifs généraux acier ;
- rapport de M. Blaisse sur la situation charbonnière et sidérurgique.

La Haute Autorité, par lettre du 19 janvier 1967, a demandé que ces rapports fassent l'objet d'une discussion commune.

Mercredi 1^{er} février 1967

9 h à 11 h 30 :

- Réunions des groupes politiques.

11 h 30 à 13 h

- Réunions des commissions.

15 h :

- Rapport de MM. Dittrich et Troclet sur la politique sociale européenne ;
- rapport de M. Hansen sur la prévention des accidents de travail.

Jeudi 2 février 1967

9 h à 11 h :

- Réunions des groupes politiques.

11 h :

- Réunion du Comité des présidents.

11 h 45 :

- Exposé fait au nom de la Commission de la C.E.E. sur la situation économique de la Communauté.

Président

15 h :

- Rapport de M. Lückner sur le marché mondial du sucre ;
- rapport de M. Klinker sur un règlement concernant l'organisation des marchés du sucre ;
- rapport de M. Dupont sur un règlement relatif aux prix communs des céréales ;
- rapport de M. Richarts sur un règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du prélèvement ;
- rapport de M. Estève sur les directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et contre le nématode doré ;
- rapport de M. Vredeling sur un règlement concernant le concours du F.E.O.G.A.

Vendredi 3 février 1967

9 h 30 :

- Rapport de M. Drouot L'Hermine sur des directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur ;
- rapport de M. Jozeau-Marigné sur une directive concernant l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires ;
- rapport de M. Wohlfart sur une directive relative aux tracteurs agricoles à roues ;
- rapport de M. Berkhouwer sur une directive relative à la suppression des parasites radioélectriques produits par les véhicules à moteur.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces propositions sont adoptées.

11. Règlement relatif à une procédure commune de gestion de contingents à l'importation

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote, sans débat, de la proposition de résolution faisant suite au rapport complémentaire de M. Vredeling, fait au nom de la commission du commerce extérieur, sur la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement graduel d'une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté (doc. 153).

Aucun orateur ne s'étant fait inscrire, je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Mes chers collègues, vous venez, pour la première fois, d'appliquer la procédure de vote sans débat.

Je me permets, comme président, d'émettre le vœu que les commissions n'hésitent pas à proposer l'application d'une telle procédure, car il est du plus grand intérêt, non seulement pour le prestige, mais aussi pour la qualité des travaux de ce Parlement, que la plupart des sujets d'une grande technicité ne donnent lieu à aucune discussion en séance publique et puissent faire l'objet d'un vote rapide par notre Parlement.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement graduel d'une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté

Le Parlement européen,

- vu la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement graduel d'une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté (doc. C.E.E. COM (66) 370 final du 27 septembre 1966) ;
- vu le rapport complémentaire de sa commission du commerce extérieur (doc. 153) ;
- vu la résolution adoptée à ce sujet par le Parlement européen ⁽¹⁾ et le rapport auquel elle fait suite (doc. 50, 1966-67 du 10 mai 1966) ;

1. Constate avec satisfaction que, dans sa proposition modifiée au Conseil, la Commission de la C.E.E. a repris, soit selon la lettre, soit dans leur esprit, la quasi totalité des modifications proposées par le Parlement, et *n'insiste pas* sur le maintien des autres modifications qu'il a proposées ;

2. Approuve dès lors la politique suivie en l'occurrence par la Commission de la C.E.E. ;

3. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite à la Commission et d'en informer également le Conseil de la C.E.E.

⁽¹⁾ J.O. n° 96 du 28 mai 1966, p. 1546/66.

12. Réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote, sans débat, de la proposition de résolution faisant suite au rapport complémentaire de M. Faller, fait au nom de la commission des associations, sur la

réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (doc. 168).

Aucun orateur ne s'étant fait inscrire, je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur la réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce

Le Parlement européen,

- vu la proposition modifiée d'un règlement du Conseil relatif aux importations de matières grasses en provenance de la Grèce (COM (66) 407) ;
- vu le complément à la proposition modifiée relatif aux importations précitées (COM (66) 429) et
- vu la proposition de règlement du Conseil relative aux critères de fixation du montant forfaitaire pour l'huile d'olive n'ayant pas subi un processus de raffinage, obtenue à partir d'olives récoltées en Grèce et en provenance de la Grèce (COM (66) 411) ;
- compte tenu du rapport établi en la matière (doc. 106, 1965-1966) et de la résolution adoptée à ce propos par le Parlement ⁽¹⁾ ;
- vu le rapport complémentaire de la commission des associations (doc. 168) ;

1. Constate que le règlement n° 162/66/C.E.E. ⁽²⁾ correspond à l'opinion qu'il a émise à la suite de la proposition qui lui avait été présentée (doc. 26, 1965-1966) ;

2. Approuve en conséquence la politique de la Commission de la C.E.E. en cette matière ;

3. Invite toutefois instamment la Commission de la C.E.E. à veiller à ce que l'article 149 du traité C.E.E. soit appliqué de telle sorte que les dispositions en soient pleinement respectées ;

4. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la Communauté économique européenne la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite.

⁽¹⁾ J.O. n° 209 du 11 décembre 1965, p. 3117.

⁽²⁾ J.O. n° 197 du 29 octobre 1966, p. 3393.

13. Budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1966

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Merten, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966 (doc. 174).

La parole est à M. Merten.

M. Merten, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à faire une observation d'ordre technique. Vous avez signalé que le rapport que je vais présenter a été distribué aujourd'hui seulement aux membres du Parlement. Je vous prierai de bien vouloir m'en excuser. En outre, la proposition de résolution ne se trouve pas, comme à l'accoutumée, à la fin du rapport, mais au début de celui-ci, vraisemblablement à la suite d'une erreur

des services techniques. Au surplus, je vous prie de vous référer au texte que vous avez sous les yeux.

Le présent budget supplémentaire prévoit l'octroi à la Commission de la C.E.E.A. de crédits de paiement dans le cadre de son budget annuel. Monsieur le Président, le Parlement a déjà insisté précédemment sur le fait que l'écart entre les crédits d'engagement, d'une part, et les crédits de paiement, d'autre part, lui semblait trop grand dans le cadre du budget global de l'Euratom. A maintes reprises, le Conseil a réduit le montant des crédits de paiement proposés par la Commission et a considérablement diminué les demandes de la Commission en matière de crédits d'engagement.

La structure du budget global reste intacte, mais la solvabilité de la Commission en est affectée et ce manque de liquidités a déjà mis la Commission, dans un passé récent, dans l'impossibilité de respecter ses engagements. Voilà assurément une mauvaise publicité pour les institutions européennes.

Merten

Évidemment, les demandes de crédits de paiement de la Commission sont déterminées par la date probable d'achèvement d'un certain nombre de projets, date à laquelle elle devra régler certaines factures, indépendamment des obligations juridiques, dont les échéances sont connues. Il peut arriver que certains projets ne soient pas réalisés aussi rapidement que l'avait prévu initialement la Commission et il peut également arriver que les factures soient présentées avec un certain retard. Il en résulte évidemment une certaine insécurité lors de l'établissement de l'échéancier. Dans le passé, et dans le cas présent également, le Conseil a tenu compte de cette marge d'insécurité en ce sens qu'il paie ou qu'il autorise la Commission à payer le plus tard possible. Ce fait a également eu une incidence sur l'élaboration et la présentation du présent rapport. Au lieu des 20 millions d'unités de compte sollicités par la Commission au mois d'août 1966, le Conseil n'en a accordé que la moitié. Les projets auxquels la Commission se référerait au mois d'août pour demander des crédits, ont également été modifiés en fonction de la situation existant en décembre 1966, date à laquelle le Conseil a pris sa décision en la matière.

Monsieur le Président, l'exécutif a marqué devant notre commission son accord sur la décision du Conseil et sur la nouvelle répartition des crédits. Il serait plus exact de dire qu'elle s'en est accommodée. La Commission s'efforce de retarder les paiements arrivés à échéance, de satisfaire d'abord les créanciers privés et de laisser attendre les organisations publiques dont elle est débitrice, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal puisque ces organisations relèvent précisément des États qui sont tellement réticents à accorder des crédits de paiement.

En ce qui concerne l'annexe à ce budget supplémentaire, il est, entre autres, étonnant que les demandes de la Commission pour le réacteur ESSOR soient entièrement supprimées dans le chapitre des réacteurs organiques. Il ne faudrait pas en déduire que les travaux entrepris sur ce réacteur ont été abandonnés ou le seront bientôt. Cela ne signifie rien d'autre qu'à la suite de tergiversations dont la Commission n'est pas responsable, certains paiements arriveront à échéance plus tard que prévu.

En conclusion, je voudrais attirer votre attention sur la proposition de résolution que nous vous demandons d'approuver. Il me semble notamment qu'il convient de mettre en évidence le paragraphe 3 de cette proposition, qui demande au Parlement d'insister à nouveau sur le fait que le projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom pour l'exercice 1967 soit présenté dans les plus brefs délais. Monsieur le Président, le 29 novembre 1966, le Parlement a déjà déploré que le budget de recherches et d'investissement n'ait pas été présenté, conformément aux dispositions du traité, au 31 octobre 1966, et avait exprimé le désir que le budget soit présenté pour le 31 décembre 1966. Malheureusement, nous devons constater, à la fin du mois de

janvier 1967, que le Conseil n'a toujours pas pris de décision à propos de ce budget ; c'est pourquoi il convient d'accorder une importance particulière au paragraphe 3 de la proposition de résolution présentée au Parlement.

Par ailleurs, la commission des budgets et de l'administration invite le Parlement à approuver la proposition de résolution qui arrête définitivement le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 1966.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pedini.

M. Pedini. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, j'approuve la résolution que nous soumet M. Merten et je le remercie de son exposé. Je tiens, moi aussi, à dire l'inquiétude que m'inspire le fait de voir réduit à 10 millions le budget supplémentaire de 19 millions pour la recherche de l'Euratom. Ce qui nous préoccupe surtout, c'est que cette réduction de 9 millions ne devrait pas affecter les travaux sur le réacteur Eco-Essor, car nous ne voudrions pas que ce manque de crédits compromette la poursuite du projet Orgel qui, comme nous le savons tous, est lié au développement du programme Eco-Essor. C'est pourquoi nous aimerions que la Commission nous donne des précisions à ce sujet. Nous nous associons au vœu que le budget de recherches de l'Euratom pour l'exercice 1967 soit non seulement approuvé dans les plus brefs délais, mais qu'il comprenne également les 9 millions qui n'ont pas été accordés dans le budget supplémentaire.

Je vous dirai à cette occasion que j'ai l'impression que le budget de recherches de l'Euratom pour l'exercice 1967 sera approuvé d'autant plus rapidement qu'on aura éliminé certaines équivoques et certaines difficultés dans les relations entre les gouvernements qui sont membres de l'Euratom, équivoques et difficultés qui semblent s'être accentuées ces derniers temps. C'est pourquoi je voudrais recommander à la Commission de bien vouloir clarifier la situation afin que l'activité de l'Euratom puisse à nouveau s'entourer de cette sérénité et de cette confiance sans lesquelles le budget et surtout l'activité des centres nucléaires pourraient être compromis. Je pense que notre Parlement aura l'occasion de revenir sur tous ces problèmes au cours de la prochaine session de mai, lorsque des informations détaillées seront données sur le projet Orgel.

Je me rallie donc aux conclusions du rapporteur et j'espère que la Commission pourra nous rassurer et dissiper nos inquiétudes.

M. le Président. — La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans son exposé introductif, M. Merten a fourni aux questions que le rapport avait laissées ouvertes, une réponse détaillée qui a fort obligé la

Margulies

Commission de l'Euratom. Je tiens à l'en remercier. Je me bornerai du reste à souligner ce que je me suis déjà permis de déclarer devant la Commission.

L'attitude du Conseil a fait naître certaines difficultés en ce sens que nous avons été contraints de surseoir à des paiements venus à échéance, c'est-à-dire de régler au printemps de 1967 des montants que nous aurions dû payer au cours du dernier trimestre de 1966. Je soulignerai néanmoins que les crédits qui ont été mis à notre disposition, y compris les 10 millions d'unités de compte supplémentaires dont nous discutons aujourd'hui, nous ont permis de la sorte de respecter nos engagements sans que les travaux — et ici je réponds à la question posée par M. Pedini — aient subi le moindre retard et sans que les paiements arriérés aient abouti à une quelconque augmentation des coûts.

Ils nous ont également permis d'éviter le recours à des crédits intérimaires pour lesquels nous aurions dû verser des intérêts. Si je soulève la question, c'est qu'on n'est que trop enclin à penser que des retards dans les paiements entraînent des difficultés en matière de prix ou des augmentations de coûts. Grâce à la décision de la Commission, déjà évoquée par le rapporteur, de satisfaire en premier lieu les créanciers privés et de différer les paiements aux organismes d'État lorsque nous sommes à court de disponibilités, nous avons pu éviter de tomber de Charybde en Scylla. Je me dois toutefois de dire, une fois encore, que le fait de ne pas se libérer dans les délais n'ajoute pas au prestige de la Communauté.

En ce qui concerne le projet spécial ECO-ESSOR, nous n'avons pas sollicité 10 millions d'unités de compte, mais 2,9 millions. Du fait qu'en cours de construction, certaines modifications ont été apportées au projet, il s'est avéré extrêmement difficile d'en estimer le coût avec quelque précision. De ce fait, il y a eu un retard dans le paiement des travaux effectués, retard dont nous ne sommes d'ailleurs pas responsables, celui-ci étant plutôt imputable aux fournisseurs. En conséquence, nous n'avons pas besoin de ce montant dans l'immédiat ; il arrivera à échéance au cours du premier trimestre.

Je puis assurer M. Pedini que les travaux effectués au réacteur d'essai ECO-ESSOR n'ont souffert d'aucun retard, ces travaux seront poursuivis activement jusqu'à la réalisation complète du projet.

Les 9 millions d'unités de compte que le Conseil vient de nous refuser, nous espérons pouvoir les obtenir dans le budget de l'exercice 1967 sans qu'ils y apparaissent sous forme de chiffres. De même que chaque année, nous ferons l'appel des fonds qui, selon des calculs prévisionnels aussi précis que possible, seront nécessaires pour effectuer les paiements dus en 1967. Du fait que le deuxième programme quinquennal arrive bientôt à expiration, ce montant sera cette année plus proche de celui inscrit au budget que ce ne fut le cas jusqu'ici. En effet, il

ne faudra plus contracter de nouveaux engagements, mais seulement payer des travaux touchant à leur fin.

Nous croyons que le Conseil comprendra la situation et nous espérons, comme vous, Monsieur le Président, et comme tous les délégués ici présents, que le Parlement pourra bientôt se saisir du budget de 1967.

Je tiens une nouvelle fois à remercier M. Merten et la commission des budgets et de l'administration pour le soin et la minutie avec lesquels ils ont rédigé le rapport. Je me réjouis de constater qu'aucune objection n'a été élevée contre l'octroi de crédits de paiement à concurrence de 10 millions d'unités de compte.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Margulies.

La parole est à M. Merten, au nom du groupe socialiste.

M. Merten. — (A) Monsieur le Président, au nom de mon groupe, je voudrais ajouter quelques mots aux déclarations que j'ai faites dans mon rapport.

Le groupe socialiste se sent profondément préoccupé par le fait que jusqu'à présent le budget de recherches et d'investissement de l'Euratom pour l'exercice 1967 n'a pas encore été présenté. C'est au Conseil lui-même qu'il tient à en faire part.

Un autre motif d'inquiétude est l'absence de tout programme de transition pour les exercices 1968 et suivants. Cette fois, c'est à la Commission que mon groupe tient à dire ses appréhensions.

J'ai lu, ces jours-ci, un article très intéressant dans le « Figaro ». Avec votre permission, Monsieur le Président, j'en citerai une phrase, une seule, prononcée par le ministre responsable d'un des États membres. Il dit ceci : La recherche scientifique qu'on omet de faire coûte beaucoup plus cher que celle qu'on fait. A mon sens, cela ne vaut pas seulement sur le plan national, mais également sur le plan de la Communauté.

Les ministres compétents des autres États membres n'ont pas manqué, eux non plus, d'avoir à ce sujet des paroles d'or, des paroles qu'on ne peut que souligner, qu'on ne peut qu'approuver sans réserve et qui disent exactement ce qui, aujourd'hui, fait toute l'importance de la science et de la recherche dans la vie politique et publique.

Mais alors, je ne cesse de me poser la question : Que font ces mêmes personnes au Conseil de ministres ? Car ce que nous apprenons à l'issue des séances du Conseil — dont les délibérations ont lieu à huis clos et ne sont connues que par leurs résultats — ne correspond absolument pas à ce qui a été dit aux tribunes officielles à l'occasion d'un congrès ou d'une quelconque remise de prix.

Plus d'une fois nous avons fait remarquer dans cette enceinte que c'est dans les laboratoires et les

Merten

instituts de recherche que se décide le sort industriel de la Communauté. En effet, la décision ne tombe plus, comme autrefois — l'histoire est là pour nous l'apprendre — dans les conférences diplomatiques ou sur les champs de bataille.

Conscient de cette évolution, le Parlement, se fondant sur d'excellents rapports rédigés aussi bien par ses commissions que par des membres de l'exécutif, est intervenu à plusieurs reprises pour que la politique de la recherche, la politique scientifique et les problèmes technologiques à long terme soient mis au point d'un commun accord. A cet égard — je le reconnais avec gratitude — nous avons rencontré auprès des trois Commissions beaucoup de compréhension. Je vous rappelle tout particulièrement les propositions de M. Marjolin, de M. de Groote et de M. Carrelli, qui ont été décisives pour l'avenir de la Communauté et qui ont été chaleureusement acclamées dans cette assemblée. Plus que toute autre chose, ces propositions sont la condition sine qua non du développement de la Communauté.

Tout cela a été accompli, et beaucoup d'autres choses encore ; en ce moment même, la commission politique et la commission de la recherche et de la culture élaborent de nouveaux rapports sur le problème. Et pourtant, il y a des questions qui restent sans réponse ; il y a des appels du Parlement qui semblent être faits dans le désert. Nous avons souvent l'impression d'être dans un studio d'émission aux parois insonorisées, dans lequel il n'y aurait ni résonance, ni écho. Le Conseil de ministres reste muet. Car on ne peut pas qualifier de réponse les déclarations que le Conseil nous fait ici occasionnellement : tout ce qui a été dit n'a servi au fond qu'à éluder le véritable problème avec beaucoup d'habileté et de suite dans les idées.

Ainsi, malheureusement — et c'est tout ce que je voulais prouver — les déclarations optimistes de quelques ministres des États membres ne constituent pas encore l'opinion du Conseil de ministres lui-même. Si je pouvais emprunter un exemple au domaine des arts, je dirais que nous avons en quelque sorte affaire à des chanteurs qui sont d'excellents solistes, mais qui ne seraient jamais capables de former ni chœur ni quatuor.

Je soupçonne le Conseil de ministres d'être trop sous la dépendance de ses experts et de ses représentants permanents. Dans la mesure où des informations nous parviennent sur les délibérations de ces comités, nous pouvons constater que le Conseil ne s'écarte que dans les cas les plus rares des propositions élaborées et présentées par ces derniers.

Le budget de recherches et d'investissement nous en fournit un exemple typique. Ce budget a été discuté par le comité des experts ; les représentants permanents s'en sont saisis à leur tour. Mais il n'a pas été soumis au Parlement et il n'a pas fait l'objet d'un échange de vues avec la Commission, bien que celle-ci l'ait présenté comme prévu pour le 30 sep-

tembre 1966, et que le Conseil de ministres eût été en mesure de respecter les délais prévus par le traité.

Monsieur le Président, cette situation préoccupe le Parlement d'autant plus que nous sommes entrés dans la dernière année du plan quinquennal et que nous nous alarmons des informations de la presse nous annonçant, par exemple, que la Commission de l'Euratom a pris la précaution de dénoncer, pour la fin de l'année 1967, les obligations que lui impose le traité à l'égard des instituts de recherche des Six, et cela dans la mesure où les contrats de recherche et d'association ne viennent pas automatiquement à échéance à la fin de l'année. Une telle information peut faire naître le soupçon — non fondé j'en suis sûr, et fort éloigné des intentions de la Commission — que l'on s'est mis en devoir de liquider petit à petit cette entreprise communautaire qu'est l'Euratom. Vu l'absence d'un programme pouvant servir de prolongement au plan quinquennal en cours, il ne reste sans doute à la Commission qu'à se libérer de certains engagements s'étendant au delà de cette année. Mais l'opinion publique est alertée, si bien que les agents au service de l'Euratom, en particulier le personnel scientifique et le personnel de recherche, se mettent dès maintenant à la recherche d'autres emplois, complètement ignorants qu'ils sont du sort qui les attend au delà du 1^{er} janvier 1968.

Mon groupe estime qu'il faut non seulement poursuivre les activités de l'Euratom, que jusqu'ici les pays de la Communauté ont menées avec tant de succès, mais aussi développer davantage encore la recherche à l'intérieur comme en dehors de l'Euratom, étant donné que si l'on veut promouvoir l'expansion économique, les travaux doivent porter sur d'autres domaines encore que celui de l'énergie atomique.

Certains membres de la Commission et du Parlement n'ont pas manqué de dresser l'inventaire des possibilités fort nombreuses qui s'offrent dans ce domaine ; si donc le Conseil de ministres n'a toujours pas informé le Parlement du sort réservé à ses suggestions et à ses propositions, cela ne peut tenir à un manque de travaux préparatoires.

Monsieur le Président, je m'en voudrais de susciter ici, aujourd'hui, une discussion de principe sur l'Euratom. Je voudrais simplement mettre certains points particulièrement en lumière, car je sais qu'au mois de mars, et également au mois de mai, nous serons de toute façon appelés à nous pencher sur le fond du problème.

Je serais heureux si cette assemblée voulait nous croire lorsque nous disons qu'à notre avis non seulement le moment est venu, mais qu'il est grand temps qu'au sein des Commissions et du Parlement les problèmes de la politique commune dans les domaines de la science, de la recherche et de la technologie soient enfin tirés au clair.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pedini, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Pedini. — (1) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser si je demande une fois encore la parole au nom de mon groupe, mais je tiens à préciser que le groupe démocrate-chrétien s'associe pleinement aux paroles que vient de prononcer M. Merten. Il est certain que le fait que nous soyons parvenus à la fin du mois de janvier sans connaître l'état prévisionnel de l'Euratom pour l'exercice 1967 nous préoccupe, d'autant plus que ce budget devrait être concluant en ce qui concerne le second plan quinquennal.

Nous savons également que, pour une série de raisons qui ne sont pas toutes imputables à la Commission, il n'a pas encore été possible de mettre au point le troisième plan de recherche de l'Euratom.

Bien que — je le répète une fois de plus, Monsieur le Président — nous approuvions cette résolution, car l'octroi d'un crédit supplémentaire représente tout de même un pas en avant, nous faisons nôtres les préoccupations exprimées par M. Merten et nous demandons que le débat que nous venons d'engager soit approfondi le plus tôt possible en confirmant que le groupe démocrate-chrétien appuiera toute initiative permettant à l'Euratom de contribuer à une politique commune de la recherche dans les pays de la Communauté.

M. le Président. — La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'accepte sans nul doute quelques-unes des observations que viennent de formuler M. Merten, au nom du groupe socialiste, et M. Pedini, au nom du groupe démocrate-chrétien, notamment celles qui visaient à souligner l'importance générale d'une politique des sciences et de la recherche. Il n'est guère possible de surestimer l'importance des travaux qui doivent être effectués dans ce domaine. Nous sommes tous intéressés, ainsi qu'il a été dit très justement au cours de ce débat, à ce que cette nécessité soit unanimement reconnue et que nous soyons enfin mis en mesure d'entreprendre les travaux préliminaires dans ce domaine.

Je passerai maintenant à deux domaines entièrement distincts l'un de l'autre que M. Merten a abordés au nom de son groupe. En premier lieu, il a critiqué le fait que le budget de 1967 et le programme de recherches de 1967 n'aient pas encore été présentés au Parlement. Il s'est référé, si j'ai bien compris, à une lettre du président du Conseil. J'estime que nous ne pouvons pas traiter cette question sans rappeler que le Conseil doit surmonter, dans ce domaine, une difficulté considérable résultant du fait que la Commission a demandé en même temps une seconde modification au deuxième programme quinquennal. Même si cette modification ne porte que sur un seul point du programme, les difficultés que soulève ce problème n'en sont pas moins grandes. Étant donné qu'il s'agit là d'une condition

préalable à l'établissement du budget de l'exercice 1967, nous devons tenir compte du fait qu'en dépit des efforts très énergiques déployés par le Conseil et ses institutions, il n'a pas été possible de trouver une solution.

L'élaboration du programme de recherches pour la période postérieure au 1^{er} janvier 1968 n'a subi aucun retard. Certes, sur ce point, la discussion est sans cesse attisée par des interviews de journalistes et des déclarations de ministres ; cela contribue naturellement à animer le débat sur la poursuite des travaux de l'Euratom au delà du 1^{er} janvier 1968. Aussi bien sommes-nous très reconnaissants du fait qu'on en parle, même si le contenu de ces interviews et de ces déclarations n'est pas toujours réjouissant.

Le programme a été dénommé « programme d'action ». Dans l'intervalle, beaucoup de choses ont changé. Les réacteurs sont devenus compétitifs. Le progrès technique a placé de nombreuses questions sous un jour nouveau. On ne peut purement et simplement parler d'un troisième programme de recherches. C'est pourquoi nous avons donné à ce programme le nom de « programme d'action » pour la période postérieure au 1^{er} janvier 1968.

Ce programme a été élaboré suivant la voie tracée par le traité. Le comité consultatif de la recherche nucléaire doit être consulté. Nous devons prendre avis auprès de nos instances scientifiques et techniques et c'est à ce moment-là seulement que nous présenterons notre proposition de programme d'action au Conseil. Pour l'instant, il est prématuré de faire cette proposition. Elle deviendra actuelle au plus tôt lors de l'élaboration du budget de l'exercice 1968. Si je suis bien informé, ce budget ne doit être présenté qu'au mois de septembre de l'année en cours.

La Commission travaille intensivement à l'édification de ce programme d'action. Si les travaux préliminaires sont terminés, elle communiquera probablement ces jours-ci les premières propositions au comité consultatif de la recherche nucléaire ; en tout cas, telle est son intention. Ce comité sera alors en mesure d'engager la discussion.

Je voudrais maintenant insister sur un point. Si le budget de 1967 est présenté avec un certain retard tout au moins au Parlement, il n'en est pas de même du programme de recherches.

Toutefois, nous serions tous intéressés à ce que les États membres se décident à faire connaître leurs vues sur la poursuite de l'activité de la Communauté européenne de l'énergie atomique. Car il s'agit là d'une condition préalable importante pour le déroulement ultérieur des travaux. Les documents nécessaires seront mis à la disposition du comité consultatif ces jours prochains afin que l'on puisse engager la discussion sur un plan concret.

M. Merten fait observer que la réalisation hâtive de quelques contrats à long terme a suscité une certaine inquiétude. Je peux dire qu'en l'occurrence, il

Margulies

s'agissait uniquement d'une mesure de prudence. Les résiliations visaient uniquement à prévoir un délai relativement plus court au lieu de délais s'étendant sur plusieurs années, cela afin qu'il soit possible, au cas où le Conseil déciderait de ne pas poursuivre les travaux relatifs à ces deux projets, de les abandonner en temps utile. Mais je ne crois pas que ce soit là le sens de notre discussion. Le Conseil décidera de l'ampleur et de la forme des futurs travaux, auxquels la Commission attache de toute façon une grande importance. Je ne voulais, par conséquent, qu'apporter une précision supplémentaire.

Permettez-moi de revenir à nouveau à la recherche technique. M. Merten a rappelé que de nombreux débats ont eu lieu au Parlement à ce sujet. Je déplore quelque peu que son exemple des « parois insonorisées » s'applique non pas exclusivement au Conseil de ministres, mais aussi au Parlement. En effet, les propositions très précises faites par M. Carrelli, en tant que membre de la Commission de l'Euratom, n'ont pas non plus trouvé d'écho dans cette assemblée. En conséquence, les travaux préliminaires

que nous considérons à la fois comme utiles et possibles, n'ont pu être effectués. Il s'agit en l'occurrence de délimiter le problème, de déterminer une fois pour toutes ce qui se cache sous le concept de « recherche technologique », quelle est sa signification précise, où sont les retards dont on parle tellement. Sur ce point, les avis sont très divergents. Ce sont là des travaux que l'Euratom pourrait certainement accomplir avec les possibilités existantes et sans crédits nouveaux si nous étions encouragés d'un côté ou d'un autre. Nous espérons donc que nous recevrons encore des encouragements en ce sens. Nous ne manquerons pas, à ce moment-là, de nous mettre immédiatement au travail.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Margulies.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966

Le Parlement européen,

— vu le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966 établi par le Conseil (doc. 158) ;

— vu le rapport de sa commission des budgets et de l'administration (doc. 174) ;

1. Constate qu'en allouant 10 millions d'unités de compte au titre de crédits de paiement, le Conseil contribue à la normalisation de la situation financière du budget de recherches et d'investissement de l'Euratom ;

2. Souhaite que les paiements qui découlent des engagements contractés dans le cadre du deuxième programme de recherches et de formation puissent, conformément aux critères d'une gestion financière normale, être effectués dans leur totalité au moyen des crédits prévus à cet effet dans le projet de budget de recherches et d'investissement pour 1967 ;

3. Insiste à nouveau sur le fait que le projet de budget de recherches et d'investissement doit être présenté et approuvé dans les plus brefs délais ;

4. Approuve — sous réserve des considérations ci-dessus exprimées — le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement établi par le Conseil pour l'exercice 1966 ;

5. Constate que par conséquent le projet de budget supplémentaire est réputé définitivement arrêté ;

6. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de l'Euratom la présente résolution ainsi que le rapport auquel elle fait suite.

14. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mardi 31 janvier, à 10 h 30 et à 15 h, avec l'ordre du jour suivant :

— Rapport de M. Kriedemann sur le mémorandum de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970 ;

— rapport de M. Blaisse sur le fonctionnement du marché de l'acier et sur certaines questions du marché du charbon comme suite à l'exposé fait par le président de la Haute Autorité le 29 novembre 1966.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h)

SÉANCE DU MARDI 31 JANVIER 1967

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	13
2. Objectifs généraux « acier » — situation charbonnière et sidérurgique. — Discussion commune d'un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission économique et financière, et d'un rapport de M. Blaisse, fait au nom de la commission du marché intérieur :	
M. Kriedemann, rapporteur	14
M. Blaisse, rapporteur	18
M. Bech, rapporteur pour avis de la commission du commerce extérieur ..	22
M. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M ^{me} Elsner, au nom du groupe socialiste ; MM. Catroux, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Coppé, vice-président de la Haute Autorité	24
Suspension et reprise de la séance ...	34
MM. Seuffert, au nom du groupe socialiste ; Pedini, Armengaud, Coppé, Armengaud, M ^{me} Gennai Toniatti, MM. Battista, Berkhouwer, Sabatini, Oele, Dichgans, Hellwig, membre de la Haute Autorité ; Berkhouwer, Hellwig, Blaisse, rapporteur ; Reynaud et Linthorst Homan, membres de la Haute Autorité ; Berkhouwer, Linthorst Homan, Coppé, Kriedemann, rapporteur ; Blaisse, rapporteur	34
Proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Kriedemann :	
Explication de vote : M. Armengaud ..	73
Adoption de la proposition de résolution	73
Texte de la résolution adoptée	73
Proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Blaisse : Préambule et paragraphes 1 à 14. — Adoption	74
Paragraphe 15 :	
Amendement de M. Armengaud : MM. Armengaud, Seuffert, Blaisse,	

rapporteur. — Rejet de l'amendement et adoption du paragraphe 15	74
Paragraphe 16. — Adoption	74
Explication de vote sur l'ensemble : M. Armengaud	75
Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution	75
Texte de la résolution adoptée	75
3. Ordre du jour de la prochaine séance	76

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 10 h 30)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Objectifs généraux « acier » Situation charbonnière et sidérurgique

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion commune des rapports :

- de M. Kriedemann, fait au nom de la commission économique et financière, sur le mémorandum de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970 (doc. 172) ;
- de M. Blaisse, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur le fonctionnement du marché de l'acier et sur certaines questions du marché du charbon comme suite à l'exposé fait par le président de la Haute Autorité au Parlement européen le 29 novembre 1966 (doc. 173).

Président

La parole est à M. Kriedemann, rapporteur de la commission économique et financière.

M. Kriedemann, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'industrie sidérurgique de la Communauté connaît des difficultés de nature diverse, des difficultés qui varient selon les régions. Elles sont une source d'inquiétude croissante, non seulement pour ceux qui sont directement touchés, mais aussi pour tous ceux qui craignent la perte de leur emploi ; je songe par ailleurs aux conséquences qui résulteront des tentatives faites pour surmonter ces difficultés.

Elles sont également inquiétantes pour tous ceux qui ont conscience que l'industrie sidérurgique n'est pas une quelconque branche de l'économie parmi beaucoup d'autres, mais qu'elle occupe aujourd'hui encore une position clé qui doit demeurer intacte si les efforts entrepris dans tous les domaines par tous ceux qui participent à la vie économique doivent avoir une chance de réussite.

Avec l'inquiétude croît également l'incertitude quant à l'opportunité et à l'efficacité de la Communauté. Car au cours de toutes ces années, il n'a évidemment échappé à personne qu'il s'agit d'une branche de l'économie pour laquelle il existe une organisation spéciale, à savoir la Communauté du charbon et de l'acier, la première et la plus ancienne intégration en Europe. Cette organisation a été justement créée à l'époque afin de surmonter plus facilement de tels problèmes.

Et l'on sait évidemment qu'en raison de l'existence de cette Communauté, ont été sensiblement réduites les possibilités pour les différents États membres de faire ce qui leur semble utile et également les possibilités pour les entreprises d'essayer de sauver la situation par les moyens qu'ils estiment les plus appropriés.

De là naît justement cette incertitude dont je viens de parler. Il s'agit d'une question que nous devons prendre très au sérieux. Nous qui sommes réunis ici, nous sommes des députés. Nous devons dans nos circonscriptions électorales ou partout ailleurs répondre à ceux qui nous posent ce genre de questions : Mais au fond que faites-vous donc ? Qu'est-ce qu'il se passe au Parlement ? S'y passe-t-il réellement quelque chose ? Quelles sont vos responsabilités ?

Nous ne vivons pas sur les hauteurs qui sont celles — d'après ce que j'ai pu entendre — où le Conseil de ministres délibère, ou ne délibère pas — lorsqu'il renvoie des décisions à plus tard, comme nous venons encore de l'apprendre. Nous ne pouvons pas non plus tirer notre épingle du jeu avec des formules diplomatiques auxquelles certains s'exercent si adroitement et qui sont parfois la seule façon d'esquiver une prise de position concrète. Nous, en tant que députés, nous sommes obligés

de donner des réponses concrètes si nous ne voulons pas que notre raison d'être même soit remise en question.

Cela signifie à notre avis — c'est-à-dire de l'avis du rapporteur qui parle ici au nom de la commission économique et financière et de l'avis de ceux qui ont approuvé ce rapport — que nous devons essayer dans ce Parlement de discuter des problèmes qui préoccupent nos concitoyens et pour lesquels il faut trouver une solution, d'en discuter d'une façon accessible à tous et en prenant nos responsabilités. C'est leur droit le plus strict. Le Parlement est le seul organe de la Communauté où la discussion est publique. Il représente l'opinion publique. Dans cette enceinte sont réunis, tout au moins symboliquement, les peuples d'Europe. C'est la raison pour laquelle nous devons nous efforcer dans cette enceinte de mettre les points sur les i.

Nous nous rendons tous parfaitement compte que ce n'est pas facile. Toute autre forme de discussion est plus aisée. Mais si nous ne voulons pas voir — je me permets de le dire brutalement — l'idée de l'intégration et même de toute l'organisation communautaire tournée en ridicule par ceux qui, au départ, n'étaient pas favorables aux tentatives d'intégration et qui constatent maintenant avec plaisir qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas ou qui ont tout intérêt à renforcer les doutes qui se manifestent de plus en plus dans les milieux intéressés, alors il faut que nous fassions nos preuves ici : je le répète, nous devons mettre les points sur les i de façon que tout le monde le sache.

Nous y sommes d'autant plus obligés que nous avons sous les yeux un exemple alarmant. Je pense à la crise charbonnière, à tout cet ensemble de problèmes qui nous permet sans aucun doute de parler de crise. Pour l'acier, nous n'en sommes heureusement pas encore au point de devoir parler déjà de crise. Mais l'évolution de la situation charbonnière nous a appris qu'il n'est pas nécessaire d'attendre longtemps et qu'il n'est pas nécessaire de rester longtemps sans rien faire pour que d'un processus qui est en lui-même encore tout naturel, surgisse une crise véritable.

C'est pourquoi, il est indispensable que nous abordions tous les problèmes en toute franchise. Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que nous sommes également tenus à le faire pour un autre motif. Car la démocratie parlementaire n'est pas, même de nos jours, une affaire qui a et qui garde sa raison d'être dans le fait même qu'on s'en réclame, il faut constamment la mettre à l'épreuve. Le Parlement est le premier endroit où l'on se doit d'apporter la preuve que le système parlementaire est parfaitement en mesure d'intervenir efficacement dans le débat ainsi que dans les efforts faits en vue de résoudre ce genre de problèmes posés par le développement économique.

Kriedemann

C'est justement ce que nous voulons provoquer par la présentation de notre rapport. C'est dans ce but que nous avons posé toute une série de questions et certains ont trouvé qu'il y en avait même trop. Je ne conteste pas que ce rapport contienne une quantité de questions. Parmi elles, il y en a auxquelles il a déjà été répondu sous l'une ou l'autre forme — dans une conversation personnelle, par la déclaration de l'une ou l'autre des personnes intéressées à cette question et peut-être même en commission. Parfois il y a même eu plusieurs réponses.

Si ces questions ont été posées et si la commission déclare expressément dans son rapport qu'elle s'attend à ce qu'on réponde ici même à ces questions, c'est justement pour porter ces problèmes à la connaissance du grand public et pour provoquer un débat, non à huis clos à la Haute Autorité, au Conseil de ministres, dans les commissions parlementaires, mais ici, en public.

De quoi s'agit-il ? Notre industrie sidérurgique, disais-je, est en difficulté, et ces difficultés sont de diverses natures. Sans aucun doute elles relèvent en partie de la conjoncture. M. Blaisse, rapporteur de la commission du marché intérieur, nous en parlera plus spécialement tout à l'heure. Mais il ne faut pas méconnaître qu'il s'agit très souvent et je dirais même surtout de problèmes d'ordre structurel. La place de l'acier dans l'économie générale s'est modifiée. Et nous savons déjà à l'heure actuelle qu'elle continuera encore à se modifier. Cela résulte du rapport peu satisfaisant qu'il y a entre possibilités de production et possibilités de débouchés. L'offre est plus grande que les possibilités de consommation. Que cela n'apparaisse pas pour l'acier sous forme de montagnes de stocks, c'est une autre question, mais cela ne la simplifie pas. Ce déséquilibre se répercute sur les recettes et celles-ci sont en liaison directe avec les possibilités pour l'industrie de procéder à des investissements et à des modernisations.

Ce sont là des choses qui ne se manifesteront probablement dans toute leur ampleur que dans un avenir assez lointain. Toutefois, nous pouvons déjà reconnaître les problèmes dès maintenant et nous devons nous employer à les résoudre dans l'espoir qu'il n'est pas encore trop tard.

Il faut constater en outre que la demande d'acier ne s'accroît pas au même rythme que le développement économique en général. L'acier en tant que matériel de construction, de matière première par excellence, a vu grandir des concurrents tels que par exemple le plastique dans l'un ou l'autre domaine et le ciment. Nous avons pu lire que des concurrents de l'acier ont réussi à fabriquer une cuve à pression en béton armé pour une centrale nucléaire ; jusqu'à présent, cela a toujours été un des chefs-d'œuvre de la sidérurgie de transformation — et des entreprises de transports — de

fabriquer ces cuves à pression en acier. Cela aura certainement été pour beaucoup une surprise désagréable de constater que l'on peut maintenant également fabriquer cet élément en béton, à un prix inférieur et plus facilement puisque l'on peut le réaliser sur place.

C'est un exemple frappant de la situation concurrentielle à laquelle l'acier se trouve confronté à l'heure actuelle. Les investissements dans le secteur sidérurgique et dans la production de l'acier étant très importants — ce sont toujours de grandes installations, elles ont même tendance à s'agrandir et ne se construisent pas d'un jour à l'autre — il n'est pas nécessaire d'être prophète pour savoir dès à présent que le déséquilibre actuel augmentera plus qu'il ne diminuera, même si l'on fait preuve d'optimisme quant à l'accroissement des besoins au cours des années allant jusqu'à 1970 et auxquels se réfère le document sur lequel nous faisons rapport aujourd'hui. Le déséquilibre entre l'offre et la demande, avec toutes ses conséquences, continuera donc à subsister. C'est là un processus que l'on ne peut pas abandonner à lui-même ; il doit faire l'objet d'une action politique. Il arrivera tous les jours, tant qu'il existera une industrie moderne, que des structures économiques se modifieront, que les conditions des activités économiques, du développement technique, etc., changeront. Il en a toujours été ainsi. Il existe des secteurs importants dans lesquels il ne viendrait à l'idée de personne de demander à un Parlement ou à une Haute Autorité de s'occuper de ces problèmes. On en laisse évidemment le soin à ceux qui y sont directement intéressés, c'est-à-dire aux entrepreneurs et à leurs partenaires.

Mais en l'occurrence, il faut tout de même, je crois, constater qu'il s'agit d'un secteur — je l'ai déjà dit — qui est d'une importance tellement décisive pour le fonctionnement de ce tout qui est une des bases mêmes de notre économie que l'on ne peut pas spéculer sur l'éventualité que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes.

La question de la compétitivité de la production sidérurgique de la Communauté doit être considérée en liaison étroite avec la compétitivité des entreprises qui transforment l'acier et qui doivent alors entrer en concurrence avec les marchés tiers. Même si l'on était tenté de dire que la transformation de l'acier est beaucoup plus intéressante, à tous points de vues, et plus importante pour l'économie que la production de l'acier, il saute aux yeux combien étroit est le lien entre transformation et production. Pour surmonter le déséquilibre entre les possibilités de production et les besoins et d'autres problèmes tels que celui des investissements à bon escient, de la modernisation et de tout ce qui se rapporte au renforcement des capacités de concurrence, il y a de nombreux remèdes. Certaines solutions sont en discussion et l'on en parle beaucoup, parfois même trop. Et les esprits spéculent !

Kriedemann

Si nous essayons aujourd'hui de provoquer un débat — la réussite de ce débat dépendra de la contribution de tous ceux qui sont réunis ici, dans cet hémicycle, — c'est aussi parce que nous voulons profiter de l'occasion pour faire taire tous les bruits spéculatifs et parce que nous nous attendons à recueillir, grâce à cette discussion, les informations qui doivent se trouver à l'origine de tout effort fait en vue de résoudre correctement un tel problème.

L'un se promet pour ainsi dire déjà monts et merveilles de l'appel que nous lançons à la bienveillance et au bon sens des intéressés pour attirer leur attention sur les conséquences que la situation comporte. Un autre déclare que nous nous trouvons déjà dans une situation qui exige des moyens beaucoup plus radicaux. On parle même de quota de production pour certaines entreprises, c'est-à-dire de l'autorisation ou de l'interdiction pour une entreprise de produire.

En raison des conséquences de toute cette évolution, en particulier du progrès technique irréversible et de la présence de nombreux producteurs d'acier qui n'existaient même pas il y a quelques années, ainsi que des répercussions de ces éléments sur le marché mondial et, de ce fait, également sur les prix, sur les recettes et sur les chances futures d'investir en temps voulu, on parle également de la nécessité de conclure des accords mondiaux pour le marché de l'acier.

Quelles que soient les propositions que l'on ait pu faire, cette question doit à notre avis sortir aussi vite que possible du stade des discussions platoniques et faire l'objet de décisions politiques. Malheureusement, le Parlement n'est pas compétent en premier ressort. Cela résulte de ce que nos Communautés ont une base démocratique défectueuse et du fait aussi que les éminents rédacteurs des traités ont apparemment très bien pu se représenter une intégration européenne avec un minimum d'esprit démocratique. Le Conseil de ministres ne souffre pas de ce que le Parlement a souvent caractérisé de lacune au point de se croire obligé de l'éliminer.

Mais il faut maintenant sortir tout cela des discussions platoniques. Si le Conseil de ministres, à qui il incombe de prendre les décisions définitives et de l'activité duquel tout dépend, ne peut visiblement pas se décider à prendre en temps voulu les décisions politiques qui s'imposent, nous avons le devoir vis-à-vis de nos électeurs et de l'opinion publique de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'y obliger.

La discussion d'aujourd'hui ne vise pas à faire connaître l'avis définitif du Parlement européen sur les problèmes de la politique de l'acier restés officiellement sans réponse. La commission économique et financière estime que cela doit être bien plutôt

le début d'une discussion dont le résultat doit être la mise au point de décisions concrètes politiquement défendables et voulues. Il ne suffira pas que nous prenions tout simplement ici des décisions que nous transmettrons alors au Conseil de ministres. Nous savons tous ce qu'il en résulterait pour en avoir fait maintes fois l'expérience.

Mais cette procédure ouvrira peut-être à l'un ou l'autre d'entre nous la possibilité de s'entretenir, sur la base d'exigences concrètes, avec son propre gouvernement sur ce que le gouvernement alors, pour sa part, aura ou n'aura pas fait à propos de ces questions dans les réunions du Conseil de ministres. C'est une des choses à envisager aujourd'hui au cours de nos débats.

Il s'agit, comme je l'ai déjà dit, d'un début. A la fin de cette discussion doit se cristalliser l'avis du Parlement européen sur une politique moderne de l'acier. Mais il ne s'agit pas de prendre cette question à la légère.

Nous n'avons jamais pensé à glisser dans le jeu de la Haute Autorité la mauvaise carte, c'est-à-dire à laisser à la Haute Autorité le soin de mettre en évidence les choses les plus pénibles. Nous savons tous par expérience que même pour les politiciens, il est plus facile de ne pas nommer les choses par leur nom.

Il existe en effet toute une série de problèmes épineux pour lesquels c'est le cas. Je pense par exemple aux problèmes de la dimension des entreprises, de la concentration d'entreprises en unités plus grandes, de la réunion d'une puissance économique plus grande entre peu de mains. On peut discuter à perte de vue de ces questions. Il est certain que le principe lui-même appelle de réelles réserves et de sérieuses critiques.

Mais si à cela s'oppose la nécessité d'en arriver à de telles concentrations, si nous nous voyons obligés d'y consentir parce que c'est la seule possibilité de sauvegarder la compétitivité et tout ce qui s'y rattache, nous devons alors être prêts à prendre les décisions nécessaires, même si cela ne cadre pas parfaitement avec certains principes, ou prête le flanc à critiques. Ou alors on s'abstient de faire ce qui est indispensable, et l'on est prêt à accepter toutes les conséquences que cela comporte. Comme je l'ai déjà dit, cela n'est qu'un de ces problèmes épineux.

La question du transfert des implantations en est une autre. L'impression se dégage souvent à ce propos — dans les régions qui se sentent défavorisées, dans les régions traditionnellement productrices d'acier — que ce sera le méchant voisin qui par ruse ou grâce aux capitaux dont il dispose, attirera dans sa région les entreprises intéressantes et abandonnera les autres régions à leur triste destin. Des discussions sur cette base ne permettent évidem-

Kriedemann

ment pas d'en arriver à des solutions objectives et raisonnables ni de renforcer la cohésion au sein de la Communauté.

Dans ce cas non plus, nous ne voulons pas que la Haute Autorité soit la seule à dénoncer la situation et devienne par la suite, en quelque sorte, le bouc émissaire qui est à l'origine de tous les maux et qui doit être considéré comme responsable de tout. Nous voulons, en soulevant le problème et en lui donnant une réponse si possible précise, essayer uniquement de présenter la situation de manière objective. Il est évident que des répercussions sur le plan social et sur d'autres plans sont liées aux modifications nécessaires tant pour les milieux intéressés que pour les contrées et les travailleurs, et il est tout aussi évident que, dans une orientation politique quelle qu'elle soit, nous avons également le devoir de nous occuper des conséquences qui en découleront sans qu'il soit nécessaire d'en faire spécialement mention. Mais dans le rapport, nous avons malgré tout attiré l'attention sur ce point.

Il est clair que la commission économique et financière ne pose pas ces questions uniquement dans l'espoir que la Haute Autorité va enfin mettre les points sur les i ; cela résulte du fait même que sur l'un ou l'autre des problèmes, par exemple la question de la dimension des entreprises, la question de la localisation des entreprises, etc., nous avons déjà donné notre avis. Nous estimons que nous le devons à cette Assemblée, mais nous n'entendons pas ainsi préjuger de sa propre décision. Nous voulons seulement lui offrir une base de discussion permettant de préparer une décision. C'est surtout ainsi que je vous prie de comprendre les questions posées.

Ces questions ont été posées, je le répète, non pas pour satisfaire notre curiosité, non pas pour obliger la Haute Autorité à se fixer, mais dans l'intention d'ouvrir sur ce sujet, devant cette Assemblée et devant l'opinion publique, une discussion différente de ce qu'elle a été jusqu'aujourd'hui, un sujet très débattu dans tous les milieux et sur lequel les opinions les plus diverses ont été exprimées. A ce propos, on ne peut ignorer que la faute de tous ces malentendus, du temps déjà perdu et de la confiance envolée, est à rechercher dans l'attitude du Conseil de ministres qui — mais ce n'est pas seulement le cas dans ce domaine — n'a apparemment pas encore suffisamment conscience de sa responsabilité, telle qu'elle paraît nécessaire pour renforcer la confiance en la Communauté, voire même en être la condition première.

Je vais, par un exemple, vous montrer que cette situation ne peut durer. C'est avec un sentiment de tristesse que je me rappelle comment, en novembre, le président de la Haute Autorité nous a informés de ce qui s'est passé au Conseil de ministres. On y a parlé du charbon à coke. Le président

Del Bo a dit lui-même dans son exposé qu'il s'agissait là d'un des points épineux de l'économie charbonnière, mais aussi d'un des facteurs essentiels de l'économie sidérurgique. C'est pourquoi la Haute Autorité a soumis au Conseil de ministres une proposition en vue de résoudre ce problème, proposition sur laquelle le Conseil de ministres n'a pu trouver un accord avant les vacances d'été de l'année passée, bien qu'il s'agisse non seulement d'un point épineux de notre politique communautaire, mais également d'un problème qui existe depuis fort longtemps. Et bien qu'aucune décision n'ait été prise, on a annoncé comme un succès le fait que tous les ministres soient tombés d'accord pour se déclarer prêts à faire élaborer des propositions à ce sujet et que, justement en raison de sa grande importance, ils s'occuperaient de cette question à la prochaine session.

Voilà un exemple de ce que je considère comme inacceptable. La « prochaine session » devait avoir lieu un trimestre plus tard. Entre-temps, nous avons appris par la presse que la décision — qui avait été prise, je crois, le 28 novembre — de se réunir le 2 février pour entendre ces propositions était par trop hâtive. Il s'agissait bien là apparemment d'une décision hâtive, car la réunion a été depuis remise provisoirement au 12, je crois.

Bref, voilà ce que je voulais vous rappeler pour vous faire comprendre clairement ce que nous voulons dire lorsque nous déclarons : cela ne peut pas continuer ainsi. Ce genre de manœuvres dilatoires, cette façon de faire semblant de faire quelque chose, c'est justement cela qui est mortel pour la foi en la Communauté et pour la bonne volonté, et ce n'est que de cela qu'elle peut vivre et non pas de la routine.

Permettez-moi pour terminer d'ajouter encore un mot à l'intention des représentants de la Haute Autorité. Nous ne les avons jamais traités dans cette assemblée de « technocrates européens apatrides ». Tout comme nous nous considérons un Parlement européen, comme nous connaissons nos responsabilités et que nous avons toujours lutté et que nous continuerons à lutter, comme tous les parlementaires de tous les temps ont dû le faire contre ceux qui détiennent le pouvoir, parce que nous sommes persuadés que sans la participation de l'opinion publique, par le truchement des représentants élus, rien ne peut se faire et que rien ne peut fonctionner dans notre monde moderne, nous n'avons jamais mis en doute dans cette Assemblée que pour faire l'Europe et pour réussir l'intégration, un exécutif européen était indispensable. Et si l'on peut comprendre qu'il est très difficile pour les gouvernements et les ministres d'abandonner et de transférer leurs propres pouvoirs et compétences, nous n'avons jamais douté dans cette haute Assemblée qu'un exécutif n'était pas une sorte de bureaucratie ministérielle dégénérée, mais bien plutôt un

Kriedemann

service indispensable pour le fonctionnement de la Communauté.

Je dis cela aujourd'hui parce qu'il me tient particulièrement à cœur qu'au cours de ce débat, il ne subsiste pas de malentendu entre l'Assemblée et la Haute Autorité. Nous sommes des alliés, alliés contre ceux qui n'ont pas encore compris qu'aujourd'hui, sur notre continent et dans notre Communauté, qui ne représente qu'une toute petite partie de notre planète, il n'est plus possible de régler quelque chose pour soi-même sans le faire également et simultanément contre les autres. On ne peut même pas essayer de rechercher une solution à deux, la discuter entre soi, sans qu'il en résulte des inconvénients pour les autres, pour l'attitude des autres à l'égard de la Communauté qui a été faite à six et non à deux ou à trois.

Nous avons souvent entendu critiquer la Haute Autorité ; c'est justement au-dehors qu'on le fait. J'ai entendu une quantité de plaintes contre la Haute Autorité, mais je n'ai au fond entendu personne se plaindre du Conseil de ministres. Il tombe si manifestement sous le secret — ne serait-il pas plus exact de parler de « chasse gardée » —, il est apparemment tellement inconnu des milieux les plus divers que l'on ne sait même pas quelles sont ses responsabilités, tandis que nul n'ignore ce qu'est la Haute Autorité.

J'ai d'ailleurs aussi la plus grande compréhension — tout cela je le dis pour bien me faire entendre par les représentants de la Haute Autorité — pour son attitude très réservée qui parfois nous a également gênés. En effet, lorsque l'on pense aux grands problèmes de la « fusion », on peut se demander ce qu'il en résultera. Ce ne sera pas une solution prise selon des points de vue objectifs, mais ce sera, si cela doit se produire un jour, le résultat d'un compromis dont je me sens incapable de dire qu'il sera bon. Ceux qui y sont pour ainsi dire directement intéressés ne pourront peut-être faire autrement que de dire : qu'ils fassent comme ils peuvent. Personnellement, je préfère ne pas m'engager actuellement.

Je comprends donc parfaitement que la Haute Autorité n'ait pas toujours fait ce qu'elle aurait peut-être pu faire ou qu'elle aurait peut-être pu essayer de faire passer au Conseil de ministres, étant donné la situation délicate dans laquelle elle se trouve, tout comme la Communauté se trouve dans une situation délicate, très délicate. C'est pourquoi la Haute Autorité ne doit à aucun moment se sentir sur le banc d'accusation. Elle ne doit pas éprouver le besoin de se défendre, car on ne lui reproche rien. Nous lui demandons uniquement de nous aider à mener un débat public, comme je l'ai suggéré tout à l'heure, de mettre sur le tapis, et cela d'une façon aussi claire que possible, les questions et les réponses qui sont essentielles pour prendre une décision politique.

J'espère que ce débat fera la preuve que le Parlement est capable de remplir sa tâche. J'espère que le déroulement, les résultats et la poursuite de ce débat prouveront également que le Parlement n'a pas l'intention de rester passif et qu'il veut saisir la possibilité qui lui est offerte — il n'y a plus beaucoup de telles possibilités — pour éviter, par un avis donné en temps voulu, par des mesures opportunes dans le secteur de l'acier, ce qui n'a malheureusement pas été évité dans celui du charbon.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Blaisse, rapporteur de la commission du marché intérieur.

M. Blaisse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je crois que l'initiative fut bonne d'étudier simultanément les divers problèmes qui se posent au marché sidérurgique européen, problèmes auxquels deux commissions ont chacune consacré un rapport.

Initialement, une certaine confusion régnait à propos de la question de savoir si une distinction pouvait se faire entre les problèmes à long et à court terme et s'il était raisonnable de désigner deux rapporteurs. On courait en effet le risque d'un manque de parallélisme entre certaines conceptions qui aurait pu nous amener à développer des idées différentes dans les propositions de résolution.

Or, bien que ci et là il y a un glissement d'accent, je crois pouvoir dire que sur l'essentiel on en est arrivé à une conception commune.

Sur deux points, l'unité de vues entre les deux commissions est complète. Il importe, je pense, de mettre ces points en lumière, la commission du marché intérieur y attachant une grande importance.

Le premier point sur lequel M. Kriedemann et moi-même, et donc aussi les deux commissions, sommes d'accord est que la situation préoccupante dans laquelle le marché de l'acier se débat aujourd'hui ne doit pas être considérée comme procédant de difficultés d'ordre purement technique qui n'appellent que des mesures de caractère économique et financier. Notre commission estime notamment qu'il s'agit avant tout d'une crise politique. M. Kriedemann s'est longuement arrêté à cet aspect de la question, mais au sein de notre commission également nous avons constaté — et c'est pourquoi ce débat sera d'une grande utilité — que le Conseil de ministres n'est pas, au fond, animé d'une volonté politique suffisante pour parvenir à une solution communautaire.

J'en viens ainsi au deuxième point important, que l'on retrouve comme un leitmotiv tout au long de notre rapport : les solutions recherchées ne doivent pas être uniquement des solutions nationales, elles doivent aussi être communautaires.

Blaisse

L'équilibre créé par le traité et notamment le traité de la C.E.C.A. entre, d'une part, les activités des États membres et, d'autre part, leurs responsabilités et leurs obligations dans le cadre de la Communauté des Six, doit conduire à une harmonie, doit nous inciter à rechercher, mais aussi à trouver des solutions communautaires.

Nous nous trouvons, je l'ai déjà dit, confrontés aux difficultés qui ont surgi sur le marché de l'acier en Europe. Nous ne pouvons les considérer indépendamment de ce qui se passe sur le marché mondial. Pas plus que la commission, je n'ai l'intention de donner de graves conseils à des pays tels que les États-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne qui se ressentent fortement des vicissitudes du marché européen de l'acier. Nous ne pouvons considérer ces problèmes comme une affaire spécifiquement européenne. Les mêmes difficultés se produisent à l'échelle mondiale, où l'on observe des phénomènes semblables à ceux avec lesquels nous sommes aux prises.

Je n'ai pas l'intention de commenter longuement les différentes parties de mon rapport. Je présume que les membres de cette Haute Assemblée en auront pris connaissance.

Il ne sera cependant pas inutile d'insister sur quelques points et de souligner ceux qui ont tout spécialement retenu l'attention de notre commission.

Les difficultés auxquelles nous devons faire face sont connues. Elles proviennent essentiellement du manque d'équilibre entre, d'une part, la capacité de production et l'extension qu'elle est appelée à prendre au cours des prochaines années et, d'autre part, l'utilisation de cette capacité, c'est-à-dire des possibilités effectives de production. En 1964, le taux d'utilisation était encore de 90 %. En 1965, il était de 84 % et aujourd'hui il est tombé à 78,5 %. En soi, ce n'est pas encore catastrophique. Nous avons vu dans d'autres pays aussi, et notamment aux États-Unis, qu'un taux d'utilisation relativement bas n'empêchait pas la situation d'être normale ou satisfaisante et de ne donner lieu à aucune préoccupation. Mais, considérée sous un autre angle, la situation dans la Communauté des Six doit être jugée différemment. En effet, la capacité de production est utilisée trop intensivement par rapport à la demande. On veut coûte que coûte accroître la production en se livrant à une concurrence meurtrière — un aspect du marché européen que nous ne devons pas oublier — qui entraîne une détérioration des prix et, de là, une diminution des bénéfices, voire des pertes. A cela s'ajoute que les coûts, notamment les coûts salariaux, grèvent de plus en plus lourdement la sidérurgie de notre continent. Cet état de choses entraîne à son tour une insuffisance des moyens d'autofinancement allant de pair avec une raréfaction de l'argent sur le marché des capitaux et des frais supplémentaires occasionnés par le recours à d'autres sources de finan-

cement. Ce cercle vicieux a pour effet de faire monter la tension au point que la situation sur le marché de l'acier en devient inquiétante.

En même temps, nous constatons qu'il existe en Europe un grand nombre, voire, et c'est l'avis de notre commission, un trop grand nombre d'entreprises sidérurgiques : nous en avons compté 345 au total. A elle seule, l'Italie possède 147 entreprises autonomes. Notons également que ce secteur regroupe 550 000 travailleurs et leurs familles. Ceci nous oblige à regarder la situation en face, ce que d'ailleurs la Haute Autorité n'a pas manqué de faire.

Il ne s'agit donc pas — M. Kriedemann l'a déjà dit — de critiquer l'action de la Haute Autorité, mais plutôt de critiquer l'absence, au Conseil de ministres, d'une volonté politique de rechercher des solutions communautaires. Mais inutile de s'étendre sur une question qui a déjà fait l'objet d'une mise au point claire et minutieuse.

Monsieur le Président, quelles sont les possibilités de rétablir l'équilibre et de créer les conditions d'une concurrence saine et normale, également à long terme ; quelles sont, autrement dit, les possibilités de mener une politique adéquate ? La réponse, c'est notre rapport qui l'expose dans le détail.

Il y a tout d'abord les moyens indirects ; ceux notamment que vise le traité lorsqu'il stipule que la Haute Autorité doit en premier lieu intervenir par des voies indirectes.

Mais le traité énonce aussi des moyens directs à mettre en œuvre lorsque les circonstances l'exigent. A l'époque, le législateur n'a pu prévoir certains cas, ni, par conséquent, les régler dans le traité. Il a cependant tenu compte du fait que l'apparition de circonstances imprévues pourrait nécessiter l'élaboration d'une réglementation particulière. C'est la raison d'être de l'article 95, paragraphe 1, du traité.

Nous avons longuement traité des moyens indirects.

L'article 46 régit l'activité de la Haute Autorité dans le domaine des programmes. Il règle leur mise au point et dit comment il faut donner des indications concernant la production, la consommation, l'exportation et l'importation.

L'article 47 offre la possibilité de vérifier les informations fournies.

Dans le cadre de l'article 56, des consultations peuvent avoir lieu sur les investissements et l'aide financière que la Haute Autorité peut octroyer.

Il y a ensuite l'article 60 auquel — reconnaissons-le honnêtement — les infractions sont multiples. Cet article concerne, on le sait, les barèmes de prix des produits régis par le traité de la C.E.C.A.

Enfin, nous avons quelques mesures importantes de politique commerciale qui fort heureusement

Blaisse

trouvent dans une mesure croissante leur application sur le plan communautaire, bien qu'à cet effet le traité présente de graves lacunes. On ne peut donc que féliciter la Haute Autorité d'avoir réussi à amener les États membres à une position commune sur certains points, notamment en ce qui concerne les tarifs extérieurs et la politique à suivre à l'égard des pays situés derrière le rideau de fer.

M. Bech a élaboré un avis particulièrement intéressant et techniquement bien au point ; ce document est annexé à notre rapport. Si j'y fais allusion c'est parce qu'il s'agit ici d'un programme d'action rationnel qu'en accord avec notre commission la Haute Autorité a estimé devoir élaborer. Ce programme contient diverses mesures qui doivent être appliquées simultanément.

C'est à un ensemble de mesures que je songe constamment. L'intervention indirecte par la voie des programmes, l'échange d'informations, la confrontation de ces programmes, dans le cadre de l'article 56 du traité, avec les objectifs à long terme, avec la politique économique générale des États membres, l'application d'une politique de prix active et d'une politique commerciale coordonnée, telles sont les premières tâches de la Communauté.

Le point de vue de notre commission sur ce « paquet » de mesures, comme j'appelle le programme d'action de la Haute Autorité, est exprimé au paragraphe 15 de la proposition de résolution.

La grande majorité des membres de notre commission votera en faveur du programme de la Haute Autorité, dont ils escomptent de bons résultats.

Néanmoins, Mesdames, Messieurs, nous sommes parfaitement conscients de la gravité de la situation et, si confiant que l'on puisse être quant à son efficacité, nous trouverions anormal que l'on se contente d'attendre simplement l'issue d'une action indirecte.

Il conviendrait, croyons-nous, que la Haute Autorité examine s'il ne faut pas aussi prendre d'autres mesures, des mesures plus rigoureuses ayant une incidence plus directe sur la production et l'écoulement. La Haute Autorité devrait voir en même temps dans quelle mesure le traité de la C.E.C.A. lui en procure les moyens.

Monsieur le Président, nous avons longuement discuté cette question. A notre avis, il n'y a pas lieu, à l'heure actuelle, de recourir à des interventions directes telles que celles qui sont énoncées à l'article 58 du traité. Nous estimons que cet article a été prévu pour d'autres situations. Peut-on vraiment parler de « crise manifeste » et de « réduction de la demande », termes qui figurent au premier paragraphe de cet article ?

Celui-ci prévoit en outre un système de quota de production ne laissant qu'une marge de manœuvre réduite pour aménager, sur le plan structurel comme

sur le plan conjoncturel, la situation existant à l'intérieur même des États membres. Notre commission estime — et il serait intéressant qu'à ce sujet la Haute Autorité fasse connaître officiellement sa position — que s'il faut jamais procéder à une action plus en profondeur, à une intervention plus poussée, à l'instauration d'une coopération plus étroite entre les entreprises, il y aura lieu de le faire sur la base de l'article 95 et non de l'article 58.

Un deuxième point que nous devons considérer est la relation entre, d'une part, les activités nationales, les plans élaborés ou en cours de préparation et, d'autre part, la politique communautaire, la responsabilité de la Haute Autorité et des autres organes de la Communauté, tels que le Conseil des ministres.

En France et en Belgique, on est très actif au niveau national. En Allemagne aussi, en matière de coopération, les plans sont très avancés : je songe à la création de quatre comptoirs sidérurgiques, initiative qui pose d'ailleurs, vu les dispositions de l'article 65, certains problèmes quant à leur admissibilité.

De plus, si jamais de telles mesures sont autorisées, elles devront de toute façon être approuvées par la Communauté. Il faudra les harmoniser dans le cadre du traité. Il en est de même pour les plans qui existent en France et en Belgique. Ils ne peuvent être considérés isolément ni indépendamment des règles du traité instituant la C.E.C.A.

Permettez-moi de demander à la Haute Autorité, au nom de la commission du marché intérieur, comment elle conçoit la relation entre ces activités nationales et sa propre responsabilité, c'est-à-dire sa propre politique. Partage-t-elle le point de vue que nous avons exposé dans notre rapport ?

En tout état de cause, nous ne pouvons approuver de telles solutions que si elles sont compatibles avec la politique de la Haute Autorité et de la Communauté dans son ensemble.

Je voudrais maintenant vous entretenir d'un problème qui n'a pas été examiné d'une manière approfondie par notre commission mais qui a quand même été discuté. Nous nous sommes en effet interrogés sur les critères que la Haute Autorité applique lorsqu'elle intervient pour réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande — je songe à certaines décisions et communications concernant la politique des prix intervenues dans le cadre des articles 46, 47 et 54 — et lorsque, dans un autre domaine, par exemple dans le cadre de l'article 26, elle essaie d'influer sur l'évolution. Autrement dit, quels sont les critères appliqués pour assurer la « discipline » des employeurs et des travailleurs dans le processus de production ?

J'espère que la Haute Autorité n'envisage pas d'entraver le progrès technique, d'empêcher l'ac-

Blaisse

croissement, l'amélioration et la rationalisation de la production. Si en élaborant des programmes, elle entreprend ça et là de freiner la production, elle devra faire face à certains problèmes de caractère structurel pouvant résulter, par exemple, du fait que la production installée le long des côtes est plus rentable que celle établie à l'intérieur du pays. De nouveaux problèmes apparaîtront, relevant de la politique régionale et des structures sociales de la Communauté. De quels critères la Haute Autorité s'inspire-t-elle pour élaborer une programmation qui ne revêt pas un caractère contraignant mais seulement indicatif ? Quels sont les principes qui guident la Haute Autorité lorsque dans une entreprise déterminée elle entend donner un coup de frein, au détriment peut-être de son expansion normale, tout en veillant, bien entendu, à ne pas faire obstacle au progrès technique ? A fortiori la question devra-t-elle se poser le jour où il sera nécessaire de régulariser la production. La Commission l'a dit clairement : intervenir dans la production est toujours hasardeux étant donné que, ce faisant, il n'est guère possible d'agir en toute objectivité. Il s'agira de procéder au « gel » de certaines unités de production ce qui soulèvera immédiatement la question de savoir quel sort doit être réservé aux installations périmées et quelle doit être la politique à suivre à l'égard d'installations absolument désuètes et complètement amorties, mais néanmoins encore rentables. Il s'agira, enfin, aussi de savoir comment la situation se présente si on la considère à la lumière des objectifs à long terme. C'est là une tâche difficile qui soulève de nombreux problèmes.

J'aimerais, je le répète, connaître l'opinion de la Haute Autorité en la matière et notamment sa réponse à la question de savoir comment une politique concrète pourrait être menée avec succès.

Il existe, en Italie et aux Pays-Bas, des programmes indicatifs qui vont à l'encontre d'offres déjà faites et même déjà acceptées, qui vont, autrement dit, à l'encontre d'une saine expansion fondée sur une saine concurrence. Devons-nous prêter notre concours à cette tendance ou, au contraire, devons-nous nous y opposer ? J'aimerais savoir ce que la Haute Autorité pense de tout cela ; son avis nous aidera à nous faire une opinion. Je suis un peu réservé sur ce point parce que j'espère — cela est dit aussi dans notre résolution — que grâce au bon sens des employeurs et des travailleurs qui doivent arriver ensemble à des résultats satisfaisants au sein de l'entreprise, la discipline nécessaire pourra être instaurée.

D'autre part, nous devons bien nous rendre compte qu'à la longue toute installation périmée est appelée à disparaître, que le moment est venu, dans l'industrie sidérurgique aussi, de les éliminer. Dans notre rapport, nous proposons plusieurs moyens en vue d'améliorer la production et de la rendre plus rentable. Nous songeons notamment à une rationali-

sation plus poussée de cette production et à une plus grande spécialisation. Nous sommes également très favorables à la fusion et à la concentration. Nous croyons qu'une forte concentration de la production permettra de trouver facilement une solution au problème de l'élimination totale ou partielle des usines périmées. Des unités de production d'une certaine envergure permettent de résoudre ce problème plus facilement et de prendre des mesures plus rationnelles en vue de remédier à d'éventuelles répercussions sociales.

Nous avons en outre plaidé pour un recours plus intensif à l'acier dans l'industrie du bâtiment et les chemins de fer. Nous avons également parlé longuement de la nécessité de fournir aux producteurs d'acier les matières premières et l'énergie à des prix basés sur les cours mondiaux.

Le problème du charbon à coke et du coke est également très important à cet égard. Il est inadmissible que certains producteurs soient contraints de payer beaucoup plus cher que d'autres le charbon à coke et le coke importés de pays tiers. Après avoir examiné cette question avec la commission de l'énergie, nous sommes arrivés à la conclusion qu'un système communautaire de paiements compensatoires offrirait la possibilité de leur assurer une meilleure position tant sur le marché de la Communauté que dans la concurrence avec les fournisseurs des pays tiers.

J'ai déjà parlé des répercussions sur le plan social. Vous trouverez à la fin de notre proposition de résolution des considérations qui, je crois, ne laissent place à aucune équivoque. Avant que des décisions soient prises, nous devons connaître avec précision les conséquences qu'une certaine évolution et notamment une fusion pourrait entraîner pour les travailleurs.

La politique à mener en l'espèce devra être communautaire dans toute l'acceptation du terme.

Monsieur le Président, en parlant au début de mon intervention de solutions communautaires, j'ai fait allusion à certains plans nationaux. Notre commission estime que ces plans nationaux doivent pouvoir s'inscrire dans la politique générale de la Communauté.

Or, nous apprenons qu'en de nombreux endroits on procède à des négociations bilatérales. Je signale à ce propos qu'un article très intéressant paru cette semaine dans l'« Express » révèle une prise de contact entre M. Debré, ministre français des finances, et M. Strauss, ministre des finances de la république fédérale d'Allemagne, qui ont examiné dans quelle mesure les produits français exportés en Allemagne et les produits allemands exportés en France pouvaient être taxés à la frontière.

Nous avons parlé aussi de la possibilité de stabiliser le niveau des prélèvements compensatoires.

Blaisse

Une commission mixte a été créée et chargée d'examiner les problèmes relatifs à l'acier. C'est ici que surgit le problème très préoccupant de l'interpénétration. On se demande dans certains milieux si un marché libre du charbon et de l'acier est bien la solution qui convient et s'il nous appartient vraiment de contribuer à cette interpénétration. Ne devons-nous pas plutôt modérer quelque peu notre ardeur et nous contenter, par exemple, de fixer un certain niveau (1964) afin que l'industrie garde également ses chances sur le plan national ?

En tout cas, l'entreprise n'est pas sans risques. Des circonstances peuvent évidemment se présenter qui nécessitent une intervention ; pour le charbon, par exemple, elles sont prévues à l'article 37. Toutefois, nous refusons de croire que ces circonstances très particulières existent d'ores et déjà sur le marché de l'acier. Nous voulons respecter le traité de Paris.

C'est pourquoi j'attache beaucoup de prix à ce que la Haute Autorité nous dise les informations qui peuvent être fournies sur ces consultations bilatérales, sur ce freinage et sur les efforts déployés pour se ménager réciproquement. Jusqu'où est-on allé ? La Haute Autorité participe-t-elle aux consultations ? C'est un point qui m'intéresse particulièrement.

J'en arrive ainsi à la fin de mon intervention. Dans une proposition de résolution que nous avons voulu claire et précise, nous avons consigné les points principaux. Nous avons confiance dans l'ensemble des mesures que la Haute Autorité a discutées avec nous. Nous avons ajouté qu'une intervention s'imposait dès qu'il apparaîtrait qu'aucun résultat ne pouvait être obtenu par l'action conjuguée de la Haute Autorité, du Conseil de ministres, des gouvernements nationaux et des entreprises elles-mêmes, action sur laquelle je vous ai donné mon avis. C'est pourquoi la grande majorité des membres de notre commission approuve la politique que nous suivons actuellement. J'espère que la Haute Autorité voudra une nouvelle fois en exposer clairement les principaux points devant les membres de ce Parlement.

En terminant, j'évoquerai un dernier point qui me préoccupe fortement. Il s'agit d'une situation vers laquelle nous nous acheminons lentement, mais sûrement. Il importe de se demander si cette évolution est souhaitable, s'il faut qu'on la favorise ou qu'on la freine et, dans ce dernier cas, dans quel domaine et par quels moyens ?

Le problème est le suivant. Dans l'agriculture, pour des raisons d'ordre social et régional et dans l'intérêt général, nous nous accommodons depuis des années d'une réglementation stricte de la production et de l'écoulement imposée par l'autorité publique. Nous constatons que la nécessité de telles réglementations se fait de plus en plus sentir dans

d'autres secteurs et tout d'abord dans l'industrie des matières premières. Cela pourrait, me semble-t-il, conduire à une discipline et une organisation plus poussées que ce ne fut le cas pendant les dix dernières années. Le problème qui se pose alors est le suivant : le régime sera-t-il celui de la liberté dans la discipline, ou de la discipline dans la liberté, et ce non seulement dans l'industrie sidérurgique mais aussi dans de nombreux autres secteurs : les industries des métaux non ferreux, l'industrie textile et, bientôt, celle du papier, pour n'en citer que quelques-unes.

Irons-nous dans cette direction ? Convient-il de suivre cette voie ou peut-on encore imaginer d'autres solutions ? Tels sont, Monsieur le Président, les problèmes que nous avons à résoudre.

Voilà pourquoi j'ai tenu à les mettre particulièrement en lumière. Nous croyons que pour le moment, la liberté dans la discipline est encore possible dans la sidérurgie mais nous n'hésiterons pas si les circonstances l'exigent à l'avenir, à passer au stade de la discipline dans la liberté.

Monsieur le Président, c'est par ces remarques générales que je terminerai mon intervention.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Bech, rapporteur pour avis de la commission du commerce extérieur.

M. Bech, rapporteur pour avis. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les graves problèmes auxquels doivent faire face nos six pays dans le secteur du charbon et de l'acier ne découlent pas seulement de facteurs intracommunautaires ; ils sont conditionnés dans une très large mesure également par des facteurs inhérents aux relations de la Communauté avec les pays tiers.

Dans son avis, la commission du commerce extérieur a examiné la situation actuelle sur le marché du charbon et de l'acier de la Communauté au regard du commerce avec les pays tiers.

Elle a pris position sur la question fondamentale qui se pose dans ce domaine : faut-il, en ce moment, compléter les mesures intérieures à l'étude, qui visent à un renforcement de la discipline sur le Marché commun, par des mesures aux frontières extérieures de la Communauté ?

Cette question revêt des aspects différents pour le secteur du charbon et celui de l'acier, ces secteurs étant toutefois largement interdépendants en ce qui concerne notamment l'approvisionnement de la Communauté en charbon à coke. En effet, le charbon à coke doit être considéré comme le nœud du problème charbonnier. Il est d'une importance décisive pour l'économie sidérurgique. Si l'appro-

Bech

visionnement de nos sidérurgies en charbon à coke qui n'est pas substituable par d'autres sources d'énergie, dépend encore essentiellement du charbon communautaire, il faut cependant souligner que les importations de charbon américain à bas prix, qui couvrent déjà près de 10 % des besoins des aciéries de nos six pays, ont obligé les mines de la Communauté à des alignements en matière de prix qui pèsent lourdement sur la rentabilité de la production charbonnière européenne.

Pour faire face à cette situation qui est singulièrement aggravée par le fait que le traité de Paris ne prévoit pas de politique commerciale commune à l'égard des pays tiers, la Haute Autorité pourrait, d'une façon autonome, prendre des mesures tarifaires sur la base de l'article 74, paragraphe 3, du traité.

Mais de telles mesures auraient pour conséquence immédiate une hausse des prix du charbon à coke, ce qui aggraverait les coûts de production en sidérurgie et aurait pour effet de détériorer les conditions de concurrence et la compétitivité de nos aciéries sur le marché mondial.

La solution qui répond le plus à l'esprit communautaire serait, en ce moment, un système de contingents à l'importation. Mais une telle solution se heurte, en l'absence d'une politique commerciale commune prévue par le traité, à des difficultés insurmontables découlant notamment des intérêts divergents des États membres en ce domaine.

Ainsi, le système de subventions à l'écoulement du charbon à coke, prévu par la Haute Autorité, semble être le seul remède efficace à la situation actuelle, alors que ce système est de nature à maintenir les importations des pays tiers à leur niveau actuel et qu'il n'entraîne pas d'augmentation du prix du charbon pour les producteurs sidérurgiques.

Dans ces conditions, la commission du commerce extérieur approuve la position de la Haute Autorité qui n'a pas proposé de mesures aux frontières extérieures de la Communauté pour assainir le marché du charbon à coke, étant entendu toutefois que les mesures actuellement proposées en ce domaine et qui concernent uniquement le fonctionnement interne du marché charbonnier ne doivent avoir qu'un caractère temporaire.

La Haute Autorité a, en effet, prévu que la réglementation en matière de subventions ne doit rester en vigueur que jusqu'au 1^{er} juin 1968, date à laquelle une politique commerciale commune devra être réalisée et appliquée également au secteur du charbon.

Mesdames, Messieurs, si les problèmes actuels sur le marché du charbon à coke sont conditionnés dans une large mesure par l'absence d'une politique commerciale commune, nous constatons que la situa-

tion est tout à fait différente dans le secteur sidérurgique.

La Haute Autorité a réussi en 1964 à instaurer partiellement une politique commerciale commune dans le secteur sidérurgique en convainquant les États membres d'adopter un tarif extérieur unifié sans y être contraints par le traité.

En effet, par ses recommandations au titre de l'article 74-3, du traité de Paris, la Haute Autorité avait amené les États membres à prendre des mesures de sauvegarde de caractère périphérique pour faire face à des difficultés particulières découlant notamment de la pression croissante exercée par les importations provenant de pays tiers.

Ces mesures consistaient notamment dans une augmentation des droits d'importation conjuguée à l'attribution de contingents tarifaires, ainsi que dans une limitation quantitative des importations en provenance des pays à commerce d'État et dans l'interdiction d'aligner les prix aux offres en provenance de ces mêmes pays.

Grâce à l'ensemble de ces mesures, un meilleur équilibre a pu être réalisé dans le bilan des échanges extérieurs. Dans les propositions de la Haute Autorité soumises au Conseil de ministres, au mois de novembre dernier, aux fins de redresser la situation du marché commun de l'acier, on prévoit le maintien pur et simple de l'ensemble des mesures périphériques prises en 1964 et qui ont été jusqu'ici prorogées chaque année.

Pour surmonter les difficultés actuelles du marché sidérurgique de la Communauté faut-il renforcer la protection aux frontières extérieures de la Communauté ?

C'est à cette question fondamentale qu'il nous appartient de donner une réponse dans le cadre de la définition d'une politique commerciale commune de la Communauté en tenant compte de la situation des échanges extérieurs de nos six pays dans le secteur de l'acier.

En examinant le bilan de ces échanges pour ces dernières années, on constate que la Communauté exporte aujourd'hui à peu près 20 % de sa production d'acier, alors que les importations des pays tiers ne représentent environ que 3 % de la production communautaire. Les difficultés actuelles dans le secteur sidérurgique sont avant tout d'ordre interne, alors que la diminution des prix et de la rentabilité affaiblie qui en résulte ne dépend que dans une très faible mesure du niveau du prix mondial et du mécanisme d'adaptation de l'article 60 du traité de Paris.

Ainsi, un renforcement des mesures de protection aux frontières extérieures de la Communauté ne serait pas de nature à améliorer la situation sur le marché de l'acier de la Communauté mais pour-

Bech

rait, au contraire, aggraver les difficultés alors que, comme nous venons de le voir, la Communauté est largement tributaire du marché mondial.

Au lieu de rendre son marché sidérurgique moins accessible aux pays tiers, la Communauté doit s'efforcer de mener une politique commerciale qui favorise une issue positive des négociations Kennedy. D'un autre côté, la position de la Communauté au Kennedy round serait notoirement affaiblie par la suppression pure et simple des mesures arrêtées en 1964.

Ainsi, votre commission du commerce extérieur est arrivée à la conclusion que le maintien du système de protection mis en place en 1964, tel qu'il est proposé par la Haute Autorité, répond dans une large mesure aux impératifs qui se dégagent en ce moment du bilan des échanges extérieurs de nos six pays dans le marché sidérurgique.

Si, à l'heure actuelle, les efforts de la Haute Autorité et du Conseil de ministres se concentrent essentiellement sur l'assainissement du marché intérieur, il apparaît cependant clairement qu'une solution définitive ne pourra être trouvée si l'on néglige les aspects que revêtent les problèmes sidérurgiques sur le plan du marché mondial où l'on constate également un déséquilibre fondamental et croissant entre la production et la demande.

Dans les années à venir, l'évolution du marché mondial sera largement influencée par l'accroissement des capacités de production dans certains pays, comme le Japon, les pays de l'Est et différents territoires d'outre-mer associés à la Communauté.

Au regard de cette évolution sur le marché mondial, l'issue des négociations Kennedy revêt, pour la Communauté, une très grande importance.

Il apparaît actuellement que la simple réduction tarifaire envisagée de 50 % ne manquerait pas de laisser subsister une grande disparité entre les protections à la frontière des grands producteurs mondiaux d'acier.

L'élimination de ces disparités ne peut être atteinte que par une harmonisation générale du niveau des droits de douane de tous les grands pays producteurs d'acier dans le sens d'un abaissement général des barrières commerciales.

Mesdames, Messieurs, la commission du commerce extérieur a constaté avec satisfaction que la Haute Autorité s'est engagée dans cette voie, suivie d'ailleurs par les États-Unis.

Les problèmes sidérurgiques de la Communauté ne pourront trouver à la longue de solution si les efforts tendant à un renforcement de la discipline sur le Marché commun ne sont pas corroborés par des efforts analogues sur le marché mondial.

Certes, il ne faut pas se dissimuler les difficultés auxquelles se heurtera la réalisation d'une certaine discipline sur le plan mondial.

La commission du commerce extérieur a constaté avec satisfaction que la Haute Autorité a déjà pris une série d'initiatives dans cette voie sous forme de contacts bilatéraux avec certains pays tels que le Japon, l'Autriche et le Royaume-Uni.

On a pu enregistrer avec satisfaction que lors de la dernière séance du conseil d'association à Luxembourg, qui s'est tenue au début de ce mois, le gouvernement britannique a pris l'initiative de proposer la création d'un comité permanent mixte, C.E.C.A.-Royaume-Uni, qui serait chargé de l'étude des problèmes que pose le marché international de l'acier.

Il est indispensable d'étendre le système de ces contacts bilatéraux à d'autres pays producteurs d'aciers tels que les États-Unis, les pays scandinaves, etc.

Mesdames, Messieurs, à l'examen des problèmes que soulève la crise sidérurgique dans l'optique de la politique du commerce extérieur de la Communauté, il apparaît clairement que la solution des difficultés actuelles exige en premier lieu un renforcement de la solidarité des États membres. Mais cette solidarité restera sans effet valable à longue échéance si elle ne débouche pas sur une solidarité internationale créant les conditions pour assurer un renforcement de la discipline sur le marché mondial sidérurgique, dont la sidérurgie communautaire sera, à l'avenir, de plus en plus tributaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en raison de l'importance des problèmes qu'ils abordent, le groupe démocrate-chrétien a consacré une réunion d'une journée entière à l'étude approfondie des rapports de nos collègues Blaisse et Kriedemann. Du fait qu'il s'agit de questions qu'aucun État membre ne peut résoudre comme bon lui semble et dont on ne viendra à bout que grâce à une solution communautaire, le Parlement européen est l'endroit tout désigné pour un examen de la situation actuelle du marché de l'acier. Pour tous les pays membres et pour la Communauté cette situation soulève un problème hautement politique et non pas seulement un problème économique.

L'institution de la Communauté européenne du charbon et de l'acier devrait précisément permettre de résoudre un problème communautaire de cette sorte. Depuis lors rien n'a vraiment changé, même si, élaboré dans des circonstances différentes de

Illerhaus

celles d'aujourd'hui, le traité présente des lacunes qu'il importe de combler sans délai.

Mon groupe se rallie entièrement au jugement qu'avec beaucoup de pondération le rapport de M. Blaisse porte sur la situation. Dramatiser les événements en les présentant sous un faux jour serait rendre un bien mauvais service à la sidérurgie. Ce qui importe, c'est d'aviser en toute lucidité aux mesures qu'il est possible de prendre, et qui doivent alors aussi, bien entendu, être appliquées.

Permettez-moi tout d'abord de relever un point qui me paraît extrêmement important : l'industrie sidérurgique européenne est, dans son ensemble, tout à fait compétitive ; elle gardera toujours sa raison d'être et sa position sur le marché mondial. Toutefois, pour surmonter les difficultés auxquelles se heurte en ce moment cette branche économique si importante pour notre Communauté, il est nécessaire, selon nous, d'arrêter sans tarder les mesures suivantes :

1. Durant les années passées, on a laissé prendre à la capacité de production de l'industrie sidérurgique — force est maintenant de le reconnaître — une ampleur disproportionnée à la demande, sans qu'en compensation les installations périmées fussent fermées. La responsabilité en incombe incontestablement à l'industrie sidérurgique qui s'est trompée dans ses prévisions. Mais sans doute doit-on également se demander si l'on n'a pas cru qu'un jour on accorderait des primes pour la fermeture des installations vétustes, comme ce fut naguère le cas dans le secteur des mines de houille. Je pense toutefois que la Haute Autorité, elle non plus, n'est pas sans reproche, qui n'a pas, dans sa politique de crédit et d'investissement, tenu compte avec suffisamment de rigueur et d'efficacité de ce problème des fermetures. Lorsque je revendique de l'argent d'une communauté ou des pouvoirs publics, il me faut naturellement aussi tolérer leurs interventions. Il en est autrement pour un chef d'entreprise qui investit son propre argent.

A présent, la première chose à faire est de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'acier. En ce qui concerne le choix des actions à engager, la préférence de mon groupe va sans conteste à une meilleure application des articles 46 et 47 du traité de la C.E.C.A., c'est-à-dire à une élaboration plus poussée des estimations et des programmes, lesquels — et nous attachons une grande importance à ce point — devraient ensuite être concrétisés pour chaque entreprise individuellement. Des producteurs mêmes, on doit pouvoir attendre que, faisant confiance à ces prévisions détaillées et appliquées aux situations concrètes, ils fassent preuve de plus de discipline que ce ne fut souvent le cas jusqu'à présent. Ou alors ils doivent supporter les conséquences de leurs erreurs.

Si, néanmoins, ce système devait se révéler inopérant, il serait difficile de ne pas devoir recourir aux

dispositions du traité prévoyant l'institution de quota de production. A cet égard toutefois, un recours à l'article 58, trop rigoureux dans son schématisme, ne nous semble guère indiqué. La procédure à suivre devrait plutôt se fonder sur l'article 95 et prévoir une réglementation nouvelle, plus souple et mieux adaptée aux circonstances présentes. A notre avis, sa mise en œuvre ne manque pas de fondements juridiques puisque la situation particulière où se trouve actuellement le marché de l'acier n'est pas prévue par le traité.

Toutefois, je tiens, Mesdames et Messieurs, à répéter qu'avant d'appliquer une telle mesure, il faut avoir complètement épuisé toutes les possibilités qu'offre l'article 46. C'est pourquoi nous nous félicitons des efforts entrepris actuellement en ce sens par la Haute Autorité.

2. Au problème de la fermeture des capacités périmées, que nous venons d'évoquer, se rattache étroitement celui de la concentration de l'offre. Il va de soi que les grandes entreprises sont mieux à même de procéder à la fermeture des installations vétustes, comme elles sont aussi mieux équipées pour prendre des mesures de rationalisation ou de modernisation. De même, pour des raisons techniques, économiques et financières, il semble indispensable aujourd'hui, si l'on veut affronter la concurrence sur le marché mondial, de constituer de grosses unités de production.

Des considérations analogues militent aussi en faveur de la création d'organisations communes, au sujet de laquelle des négociations sont d'ailleurs en cours. Il vous intéressera de savoir, Mesdames, Messieurs, que 29% seulement des entreprises sidérurgiques de la Communauté produisent plus de 4 millions de tonnes par an, tandis qu'aux États-Unis le chiffre correspondant est de 72%. Le fait que dans notre industrie sidérurgique les prix continuent à se détériorer montre clairement, lui aussi, que jusqu'ici la concurrence n'a cessé d'être très vive dans ce secteur. Si aujourd'hui nous considérons que certaines concentrations sont nécessaires, c'est que, dans de nombreux cas, nos entreprises n'ont ni les dimensions ni les capacités financières requises pour la construction des installations gigantesques qui caractérisent l'industrie sidérurgique moderne. Rien n'obligerait de telles concentrations à se cantonner dans les limites d'un État membre ; elles pourraient, et c'est dans la nature même d'un Marché commun, se faire par-dessus les frontières nationales.

Je voudrais cependant insister à ce propos sur un aspect auquel mon groupe attache la plus grande importance : il faut, en tout cas, quelques concentrations ou organisations communautaires que l'on crée, sauvegarder le jeu de la concurrence. Celui-ci, en effet, est à nos yeux une condition essentielle d'un développement de la sidérurgie qui soit sain et réponde aux exigences modernes. La Haute Autorité a également un rôle important à jouer en ce

Illerhaus

domaine, puisque les dispositions du traité lui permettent d'assurer par d'éventuels contrôles ou contraintes, le libre jeu de la concurrence.

3. Pour certaines industries sidérurgiques européennes, c'est dans le secteur des matières premières, en l'espèce le charbon à coke, que réside le nœud du problème. Cette question a déjà été si souvent débattue dans cette enceinte que je n'ai plus à l'exposer en détail. Je me bornerai à rappeler la résolution adoptée par le Parlement européen au mois de novembre dernier ainsi que les déclarations faites par MM. les rapporteurs sur ce point. Depuis lors, l'opinion se répand de plus en plus que nous devons offrir le charbon à coke à l'industrie sidérurgique de la Communauté aux prix pratiqués sur le marché mondial. C'est là je pense une nécessité qu'il nous faudra reconnaître. Nous attendons du Conseil de ministres et de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qu'ils mettent rapidement en œuvre la solution communautaire projetée pour le problème du charbon à coke et nous espérons que le Conseil pourra prendre des décisions à ce sujet dès sa prochaine réunion.

4. Nous accordons également un intérêt particulier à une plus grande transparence ainsi qu'à une meilleure surveillance des prix, afin que les intérêts légitimes des consommateurs d'acier puissent être dûment pris en considération. Il importe surtout d'éviter que les utilisateurs de la Communauté soient placés dans des conditions moins favorables que les autres.

5. J'ai déjà signalé la nécessité de combler certaines lacunes du traité de la C.E.C.A. Elle s'impose particulièrement dans le domaine commercial. L'unification dans le domaine des échanges extérieurs, que le traité n'a pas prévue — et c'est incontestablement une erreur — est un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique commune dans le secteur de l'acier. Nous exhortons les États membres à ne pas demeurer sourds aux suggestions que leur adresse la Haute Autorité, alors que l'unité de vues a déjà été réalisée en ce qui concerne les droits de douane appliqués à l'acier.

Il est également urgent de donner une forme communautaire à la politique d'importation du charbon, qui influe puissamment sur la position concurrentielle des industries sidérurgiques. Ces répercussions montrent elles aussi le rapport étroit existant entre la politique commune de l'énergie et la politique commune de l'acier. De par l'importance qu'auront en ce domaine aussi les décisions de politique commerciale qui seront prises au cours des négociations Kennedy, elles méritent qu'on les signale.

6. Comme ils sont axés sur des régions déterminées de la Communauté, les problèmes actuels de l'industrie sidérurgique soulèvent également des

questions particulièrement graves dans les domaines de la politique régionale et de la politique sociale. Il convient, de ce fait, d'élaborer en temps utile des plans efficaces de reconversion prévoyant, entre autres, des mesures concernant l'implantation de nouvelles entreprises, la rééducation professionnelle, etc., de manière à maintenir le taux de l'emploi et le niveau de vie qui prévalent dans ces régions, et à éviter — comme le souligne à juste titre le rapport Blaisse — que les modifications de structure ne s'effectuent aux dépens des travailleurs. Je tiens à affirmer expressément ici combien salutaires se révèlent les aides que la Haute Autorité peut accorder en vertu du traité. Il faut reconnaître qu'à cet égard les travailleurs relevant de la C.E.C.A. bénéficient d'un avantage appréciable par rapport aux travailleurs des autres secteurs.

7. La solution des problèmes de l'acier ne peut intervenir isolément, elle doit s'inscrire harmonieusement dans l'ensemble de la politique économique et dans l'évolution générale de la Communauté. Les gouvernements devraient présenter leurs plans nationaux, surtout en matière d'investissements, en temps utile pour qu'ils puissent être coordonnés à l'échelon de la Communauté. Puisque nous avons une Communauté, nous devons toujours nous efforcer de trouver des solutions communautaires et ne devons pas nous contenter de solutions nationales isolées. De même que la commission économique et financière, nous sommes d'avis, à cet égard, qu'il faut parvenir à une meilleure harmonisation entre les objectifs que poursuit la politique économique à moyen terme et les objectifs « acier » des États membres. Je tiens à répéter, Mesdames, Messieurs, qu'il serait extrêmement dommageable que chaque État membre se mit en tête de résoudre les problèmes à sa façon. En l'espèce, seule une conception communautaire peut nous être d'un réel secours.

L'intérêt que présente le rapport Kriedemann que nous discutons également aujourd'hui est indéniable, encore que le fait de se composer surtout d'une longue liste de questions lui confère un caractère assez particulier. Mais, comme il est de tradition dans cette Assemblée, il porte la marque de la personnalité de son auteur ; nous respecterons donc la forme de ce rapport et nous nous rallions du reste à la proposition de résolution qui y fait suite.

Pour ce qui est du rapport Blaisse, j'ai déjà signalé combien mon groupe approuve cette excellente analyse de la situation. J'ajouterai que nous approuvons pleinement les conclusions et les solutions proposées dans la résolution. Quant aux aspects particuliers des problèmes abordés, plusieurs membres de mon groupe préciseront leur point de vue au cours de ce débat.

Pour conclure, je lance à nouveau un pressant appel à tous les intéressés — la Haute Autorité et le Conseil de ministres, les gouvernements des États membres et l'industrie sidérurgique — afin qu'ils

Illerhaus

prennent au plus vite et d'un commun accord les mesures que je viens de commenter, et ce pour que soient rapidement surmontées les difficultés qui affectent en ce moment une des industries essentielles de notre Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{me} Elsner, au nom du groupe socialiste.

M^{me} Elsner. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous avons été d'avis à la commission économique et financière de discuter en même temps devant le Parlement les deux rapports Kriedemann et Blaisse, et nous l'avons donc demandé. Car la position que vous aurez demain sera conditionnée par ce qui se passe dans le secteur de l'acier. On ne saurait dissocier les deux choses, et nous tomberions fatalement dans des redites ici, si nous voulions séparer deux thèmes si étroitement liés entre eux. Au nom du groupe socialiste, ainsi qu'au nom de la commission économique et financière, je tiens ainsi à remercier très cordialement les rapporteurs qui ont su analyser la situation avec tant de pénétration.

En outre, je tiens à adresser mes remerciements à l'orateur qui m'a précédée, M. Illerhaus, et à lui présenter mes chaleureuses félicitations à l'occasion de son anniversaire.

(Applaudissements)

Cependant, au sujet du rapport de M. Kriedemann, qui vient de faire l'objet de certains reproches ici-même, je dois bien dire à M. Illerhaus que c'est la commission économique et financière qui a estimé que nous devons le présenter sous la forme qu'il a. En réalité, ce qui compte, ce n'est pas que le rapport ne contienne que des questions, ou même en contienne trop, c'est qu'il s'agit au fond d'un catalogue de questions qui ne fait que voiler la réponse, sous-entend clairement la réponse, cette réponse que nous cherchons ainsi à provoquer, et à entendre dans cette enceinte. Ceci dit, nous prouvons tranquillement, je crois, — vous l'avez dit d'ailleurs vous-même — nous déclarer d'accord sur cette nouvelle forme de rapport.

Bien des choses ont déjà été dites et malheureusement je ne pourrai qu'en répéter quelques-unes, ne serait-ce que parce qu'il faut bien qu'au cours d'un tel débat chaque groupe donne son avis.

Les objectifs généraux que la Haute Autorité nous a soumis reflètent assez bien les incertitudes et aléas de la situation. A l'heure actuelle, la consommation n'est pas en équilibre avec les capacités de production, et cela ne sera pas le cas dans un proche avenir, c'est-à-dire jusqu'en 1970. Nul doute que les estimations faites par la Haute Autorité en ce qui concerne l'écoulement et les débouchés restent encore excessi-

vement optimistes, ainsi d'ailleurs qu'on peut se l'entendre dire en s'entretenant avec les experts, et le déduire de l'attitude de certains gouvernements. Elles ne seront vraisemblablement pas confirmées. A supposer donc que rien n'intervienne par ailleurs, tout ceci pourrait bien conduire, dans la Communauté, à un marché de l'acier qui se détruise lui-même par une guerre de concurrence, par le jeu de pratiques internes de dumping, cela jusqu'à ce que soit ruiné un nombre suffisant d'entreprises. Ce serait-là une image quasi classique pour un libéral de Manchester.

Seulement l'industrie sidérurgique de la Communauté a atteint des proportions, des dimensions telles qu'elle ne nous permet plus de l'abandonner ainsi à une telle cure, à un tel auto-traitement. Elle n'est que trop le fondement de notre économie. Trop de personnes sont touchées par elle. Et ceux qui sont concernés par cette situation exigent de nous une réponse. Le traité de la C.E.C.A. a quinze ans d'existence et le but de ce traité était tout de même bien d'assurer à notre Communauté des aciéries prospères et saines qui lui permettent d'avoir confiance et de travailler. Et c'était donc aussi l'objectif du traité de veiller à instaurer sur le marché sidérurgique cet ordre, cette organisation, qui fait encore complètement défaut aujourd'hui et qui, selon toutes prévisions, fera encore malheureusement défaut pendant bien des années, si rien n'est fait.

Afin de ne pas trop me répéter, j'aimerais n'insister ici que sur deux aspects du problème. Le premier est celui des investissements. Les auteurs du traité n'ont certes pas perdu de vue que la coordination des investissements, sous forme d'auto-contrôle volontaire, constitue une clé de la prospérité du marché de l'acier, assurant aussi bien aux consommateurs un approvisionnement adéquat à des prix intéressants qu'une activité rentable aux entreprises elles-mêmes. Il est indiscutable cependant que cette politique d'investissement n'a pas été un succès. A-t-elle été menée inconsidérément ? Est-ce la faute des entreprises qui ne se sont pas soucies des conseils donnés, est-ce la faute de la Haute Autorité, du Conseil, qui n'ont pas fait suffisamment usage de leurs droits, ou bien du traité qui ne prévoit pas des moyens suffisants pour intervenir énergiquement ? Ce point devrait être éclairci dans le courant de notre discussion d'aujourd'hui, sinon nous nous retrouverons demain confrontés avec les mêmes problèmes qu'aujourd'hui, et la situation sera telle que chaque entreprise continuera de se comporter comme si elle était seule au monde.

Ce qui est vrai des investissements l'est, mutatis mutandis, des fermetures. Elles sont incontestablement indispensables. Mais d'après quel schéma, quel critère devons-nous agir ? M. Blaisse a déjà insisté sur ce problème et, à mon avis, à juste titre. Des directives suffisent-elles en ce cas ? Ne devons-nous pas faire davantage, ne devons-nous pas prodiguer

Elsner

des encouragements, ne devrions-nous pas définir une politique, et le cas échéant, laquelle ?

Voici le deuxième aspect de la question. Dans les objectifs généraux on ne cesse de parler de la Communauté comme d'une unité ; c'est certes une chose désirable, mais malheureusement cette unité est loin d'être une réalité. C'est dire que nous nous abusons quelque peu quand nous parlons aujourd'hui d'une crise sidérurgique de toute la Communauté.

L'industrie sidérurgique rencontre des difficultés en France, en Belgique, au Luxembourg et au premier chef en Allemagne. Mais les usines installées près de la côte, en Italie et aux Pays-Bas, sont, elles, beaucoup moins touchées. Malgré leurs conditions de départ tout à fait différentes, ces deux groupes d'aciéries tentent cependant de coexister.

Et ce qui se déroule sous nos yeux, c'est une lutte des moins favorisés contre les plus favorisés. Les plus favorisés ont pour le moment — il faut bien le dire — tous les avantages de leur côté : de plus grandes unités structurelles, le charbon américain à bon marché, des minerais de haute teneur à bon marché, à des conditions de transport intéressantes. Mais cette lutte, en définitive, ne peut être que préjudiciable à tous.

Nous savons aussi que les installations aujourd'hui moins favorisées de par leur position sont celles justement qui continueront d'utiliser notre charbon communautaire non seulement aujourd'hui, mais encore demain, voire peut-être après-demain. Ceci signifie, en d'autres termes, qu'il y a des inconvénients liés à l'implantation que l'on ne peut pas pour le moment ni à long terme écarter purement et simplement dans l'intérêt général de notre économie.

A ce propos, je pense tout naturellement de nouveau aux travailleurs de ces régions. Il est relativement simple d'implanter des industries dans un site propice, si l'on part de zéro. Mais déplacer ou fermer toute une série d'industries anciennes est une entreprise que personne ne peut réaliser en quelques années. Il y a lieu, en effet, de se soucier du sort des travailleurs. M. Illerhaus a déjà insisté sur ce point. Il s'agit plus précisément de leur réadaptation et de leur remplacement. Seule une conjoncture favorable dans l'ensemble permet que ce placement s'effectue sans difficultés. Celui qui ne réfléchit pas à tout cela se précipite et précipite avec lui la Communauté dans des difficultés politiques imprévisibles.

A quoi aboutit cette diversité de conditions au départ ? Je ne suis à même que de vous produire certains chiffres pour l'industrie sidérurgique allemande. Peut-être d'autres orateurs pourront-ils le faire pour les industries des autres États membres.

En 1964, l'industrie sidérurgique allemande a produit 37,3 millions de tonnes d'acier ; en 1966, elle n'en a produit que 35,3 millions de tonnes. La

régression est donc considérable. Pour 1977, on escompte que ce chiffre sera encore plus bas.

Mais ce ne sont pas seulement ces faits qui rendent la situation aussi critique. Récemment, la Haute Autorité a fait savoir que les prix de l'acier se situent en moyenne à 19 % en dessous des barèmes. De son côté, l'industrie sidérurgique allemande se plaint qu'aujourd'hui les recettes par tonne d'acier sont de 60 DM inférieures à celles de 1960. M. Kriedemann a expliqué quelles en sont les répercussions ; je n'ai donc pas besoin de m'y attarder. Outre une crise charbonnière, nous assistons à un affaiblissement de l'industrie sidérurgique.

Dans ces conditions, que reste-t-il d'autre à l'État, sinon de se porter au secours des régions et des secteurs économiques qui sont touchés ? Ne faisons donc pas comme si ce n'était qu'une menace. Nous sommes au beau milieu des difficultés !

Lorsque je lis ou entends dire que la France et la République fédérale vont se mettre ensemble pour discuter des problèmes du marché sidérurgique et peut-être prendre les mesures communes, cela ne me réjouit pas du tout en tant qu'Européen. Cela ne devrait pas vous réjouir non plus, car ce serait là un moyen de passer outre la Communauté, moyen cependant que les circonstances pourraient nous forcer d'adopter. Si nous agissons ainsi, si chacun en vient à faire cavalier seul — il faut le dire à nos amis dont le pays ne connaît pas une telle crise — ce serait la fin définitive de la Communauté. N'attendons pas d'en être là. Donnez donc à vos gouvernements qui vont à Luxembourg, donnez-leur donc la volonté de résoudre en commun les problèmes du marché commun.

Quels sont donc les problèmes où nous pourrions progresser ? On les a déjà tous cités ici même : péréquation des coûts du coke au moyen d'une caisse communautaire, contrôle amélioré des investissements et des prix de l'acier — à mon avis, ceci sera difficile — et attribution de quota de production — sur ce point je suis sceptique. En mettant les choses au mieux, cette dernière mesure ne serait qu'un expédient momentané. Elle ne sera pas en tout cas la bonne voie à suivre dans l'avenir. Il nous faudra encore en parler sérieusement afin de trouver peut-être une meilleure solution, d'avoir de meilleures idées.

Là où nous devons faire quelque chose, c'est dans le domaine des dimensions des entreprises. Le mémorandum sur les objectifs généraux de la politique sidérurgique contient beaucoup d'idées intéressantes à ce sujet ; on y trouve des comparaisons intéressantes avec d'autres États producteurs d'acier, comme aussi des conseils très utiles pour ce qui devrait être fait. Tout cela, on peut le lire dans le mémorandum. Mais il ne dit mot de la manière, des moyens de parvenir à des résultats. C'est ce point qui devrait nous occuper.

Elsner

De plus, malheureusement, les chiffres fournis par le memorandum ne sont pas ventilés par États membres. Aussi ne permet-il pas de voir comment les problèmes s'accumulent dans certaines régions, en sorte qu'il devient réellement urgent de les résoudre. C'est précisément parce que l'on ne peut le voir que je puis m'expliquer l'attitude de quelques-uns de nos amis — je dirais presque une certaine schizophrénie — qu'ils ne cessent d'adopter à l'encontre des concentrations, des ententes et accords analogues.

Les fusions, dans la mesure où elles laissent subsister un nombre d'entreprises suffisamment grand, seraient à coup sûr le meilleur moyen de mettre de l'ordre sur notre marché de l'acier. Mais nous vivons dans un monde qui est basé sur la propriété et ne peut ignorer de nombreuses obligations. Nous savons que parfois l'on ne peut réaliser ses désirs qu'en faisant des détours, qu'en passant donc par des étapes intermédiaires. Les comptoirs allemands pour l'acier représentent sans doute une telle étape intermédiaire. Parce que depuis longtemps nous sommes devenus, nous socialistes, des pragmatistes, nous avons jeté par-dessus bord les doutes que nous avions au début, dans l'intérêt même d'une marche en avant. On ne saurait se contenter de parler d'unités plus grandes : on doit s'acheminer aussi vers leur réalisation.

Ce que nous souhaitons aujourd'hui de la Haute Autorité, ce sont des propositions concrètes, c'est la définition précise d'une politique en matière de marché sidérurgique qui aille au delà de ses dernières propositions. Ce que nous attendons du Conseil de ministres, c'est le courage de mettre en œuvre cette politique. Faute de quoi, il n'y aura qu'un sauve-qui-peut général. Ce serait alors vraiment la fin du marché commun de l'acier. Il m'est difficile de me représenter ce qui resterait alors de la Communauté économique.

C'est parce que nous ne voulons pas que cela arrive, que nous avons pris l'initiative de ce débat public. Et c'est parce que nous ne voulons pas tout cela que le groupe socialiste donnera son appui à toute proposition raisonnable qui nous ferait accomplir des progrès.

En ce sens, je puis vous dire que nous approuverons donc, nous aussi, les propositions de résolution qui nous ont été présentées.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Catroux, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Catroux. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je n'insisterai pas sur l'état du marché sidérurgique communautaire : les orateurs qui m'ont précédé l'ont excellemment décrit. Je me bornerai

à rappeler brièvement que, depuis plusieurs années, nous avons assisté à une importante chute des prix à l'exportation qui, combinée avec une dangereuse distorsion entre les capacités de production et la demande, s'est traduite en particulier par une désorganisation du marché commun de l'acier et par ce que la Haute Autorité appelle une « situation désastreuse des prix ». Telle que la question se pose, — et là je rejoins M^{me} Elsner — il s'agit maintenant de savoir si l'existence même de la C.E.C.A. n'est pas en danger.

Il me semble, en effet, que c'est dans cet esprit, et ceci est particulièrement vrai dans cette enceinte, que doit être abordé ce problème bien plus qu'en s'enfermant dans le carcan d'un juridisme dépassé par les événements.

La difficulté croissante des ventes à la grande exportation et leur niveau de prix peu rémunérateur ont conduit un certain nombre de sidérurgies de la C.E.C.A. à reporter une part grandissante de leurs disponibilités à l'exportation sur les marchés communautaires. Dans le même temps, ces mêmes sidérurgies — il s'agit essentiellement de celles des Pays-Bas et de la Belgique — accroissaient sensiblement leur capacité de production alors même que leurs débouchés intérieurs n'augmentaient que modérément et que leurs ventes à l'exportation régressaient sensiblement.

Quelques chiffres illustreront clairement cette constatation. Entre 1960 et 1965, l'accroissement de la production d'acier brut de l'Allemagne fédérale et de la France s'est élevé à 5 044 000 tonnes, alors que l'accroissement de la production des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de l'Italie atteignait globalement 8 132 000 tonnes. Dans le même temps, l'accroissement de la consommation apparente d'acier brut s'élevait, en Allemagne fédérale et en France, à 4 245 000 tonnes, alors que, dans les autres pays de la C.E.C.A., il se montait à 4 031 000 tonnes.

Ceci démontre donc qu'en cinq ans, la différence entre l'accroissement de la production et l'accroissement de la consommation intérieure n'a été que de 799 000 tonnes en Allemagne et en France, alors qu'elle s'élevait à 4 101 000 tonnes en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg.

Autre constatation : en 1960, les exportations de produits sidérurgiques de l'Union belgo-luxembourgeoise représentaient 43% de la production de celle-ci. Au cours du premier semestre 1966, elle n'en représentait plus que 31,6%. Pendant la même période, les livraisons belgo-luxembourgeoises vers la C.E.C.A. sont passées de 34,4% à 45,5%.

L'augmentation de la production belgo-luxembourgeoise de 1960 à 1965 qui, pour les quatre cinquièmes, est le fait de la sidérurgie belge, a été réalisée pour plus des deux tiers par un accroissement des livraisons sur les marchés allemand et français.

Catroux

Cet accroissement n'a pu être obtenu que par une diminution systématique des prix pratiqués, consentie d'autant plus aisément que ceux-ci demeureraient encore plus rémunérateurs que les prix de la grande exportation.

Cette situation s'est aggravée en 1966 par suite de la mauvaise tenue du marché allemand. On a assisté tout au long de cette année à un reflux des livraisons belges, luxembourgeoises et italiennes vers le marché français où les importations en provenance de la C.E.C.A. ont augmenté de 13% par rapport à 1965, absorbant entièrement l'augmentation de la consommation intérieure de produits sidérurgiques.

Nous en sommes donc arrivés à une situation telle que l'accroissement rapide des échanges intracommunautaires, considéré longtemps comme la preuve la plus éclatante de la réalisation progressive du marché unique, ne traduit plus en fait qu'une concurrence acharnée, désordonnée et stérile que se font les producteurs de la Communauté sur leurs marchés respectifs.

Car, Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est bien de l'esprit même du Marché commun qu'il s'agit. Il est hors de doute qu'à l'origine, l'un de ses buts majeurs était de permettre l'accroissement de la pénétration des pays ayant un marché intérieur peu développé vers les pays à marché intérieur important.

Mais on est allé à la fois trop vite et trop fort dans une période de crise mondiale de l'acier. Certains pays, particulièrement la Belgique et la Hollande, alors même qu'ils connaissaient les difficultés qu'ils rencontreraient à écouler leurs produits sidérurgiques, ont développé d'importantes capacités de production dont on peut d'ailleurs se demander, lorsqu'on connaît le niveau actuel du prix de l'acier dans le monde, quelles seront les possibilités d'amortissement.

Ces pénétrations accélérées qui s'exercent essentiellement vers l'Allemagne et vers la France seraient d'ailleurs plus concevables à l'heure actuelle si elles n'avaient pas uniquement comme moteur l'espoir de trouver sur les marchés de la C.E.C.A. des prix supérieurs à ceux de la grande exportation.

Or, au cours des années 1955-1960, à un moment où les prix étaient particulièrement favorables à la grande exportation, aucun de ces producteurs n'est venu soulager certains marchés intérieurs de la C.E.C.A. que les capacités de production nationales suffisaient à peine à satisfaire.

La Haute Autorité de la C.E.C.A. a souvent démontré, notamment à l'occasion des multiples contacts que notre Parlement entretient avec elle, qu'elle était parfaitement consciente de la dégradation de la situation des prix sur le marché de l'acier

dans la Communauté et qu'elle était décidée à adopter des solutions efficaces.

Au cours de notre dernière session, le président Del Bo nous avait fait part des propositions qu'il avait présentées devant le Conseil de ministres de la C.E.C.A., et les différents rapports que nous étudions aujourd'hui contribuent, dans une large mesure, à dégager les diverses solutions possibles.

Il est certain que les mesures préparées par la Haute Autorité sont, dans leur esprit, des mesures sages et efficaces à long terme. On peut malheureusement craindre que leur mise sur pied, leur application et surtout leur efficacité ne demandent un délai tel que, dans l'intervalle, la situation actuelle du marché de l'acier continue à se dégrader dans des proportions catastrophiques.

Afin de laisser à ces mesures le temps nécessaire à leur efficacité, il faut que la Haute Autorité, appuyée par les gouvernements, puisse enrayer de façon rapide la baisse continue des prix de l'acier. Il est évident à cette fin qu'un blocage au niveau actuel des échanges intracommunautaires entraînerait une très rapide élévation des prix pratiqués sur les marchés sidérurgiques de la Communauté. Ce blocage permettrait, en effet, d'alléger la pression que les importations, directement ou indirectement, par le jeu de la concurrence virtuelle, exercent sur les prix intérieurs.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit, en aucune façon, ni de réduire ni *a fortiori* de supprimer ces échanges intracommunautaires, base même du marché commun.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de protéger ce marché commun contre lui-même dans une crise de conjoncture, c'est de faire en sorte que l'esprit qui a présidé à son organisation ne se détruise pas lui-même. Il est en effet certain que si, dans les prochains mois, une solution efficace n'était pas trouvée certains gouvernements en seraient réduits à prendre eux-mêmes des mesures de protection qui porteraient gravement atteinte à l'esprit communautaire. Je crois pouvoir dire au sein de ce Parlement que ce serait la pire des solutions.

Ce qu'il faut obtenir c'est une sorte de *stand-still* qui stabiliserait les échanges intracommunautaires au degré atteint dans un passé récent, en 1965 par exemple. Or, Monsieur le Président, mes chers collègues, ce tonnage représente plus de neuf fois celui de 1952, alors que la production d'acier dans la C.E.C.A. n'a fait que doubler depuis cette date.

Ces mesures, si elles étaient prises, devraient bien sûr n'être considérées que comme des mesures provisoires, la liberté totale des échanges intracommunautaires devant à nouveau être la règle, lorsque le marché de l'acier aurait retrouvé un équilibre nouveau.

Catroux

Il serait, d'autre part, hautement souhaitable que soit confié à la Haute Autorité ou à l'exécutif unique qui lui succédera, le soin de contrôler et de coiffer une telle limitation. On pourrait prévoir, par exemple, des réunions périodiques qui, suivant l'évolution du marché de l'acier, l'assainissement de ses prix, reverraient les conditions du *stand-still* pour permettre à l'ensemble des industries sidérurgiques des six pays de se développer harmonieusement.

De même faudrait-il alors souhaiter que la Haute Autorité, profitant d'un nouvel équilibre du marché, puisse mettre sur pied un système cohérent et juste de coordination des investissements. S'il avait été engagé il y a quelques années, cet effort de coordination aurait sans doute permis d'éviter des réalisations coûteuses et superflues.

Dans cet effort, la Haute Autorité devrait rechercher et obtenir l'appui des professionnels eux-mêmes. Comme le fait justement remarquer la proposition de résolution qui nous sera soumise à l'issue de l'examen du rapport de M. Blaise c'est en définitive « une libre discipline entre les producteurs » qui permettra de rétablir un équilibre entre la production et la consommation. Il est hors de doute, en ce domaine, qu'une définition et une interprétation nouvelles des règles en matière d'ententes devront être trouvées, différentes de celles découlant de la rédaction d'un traité dont tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il ne correspond plus à la réalité des choses.

Ne nous y trompons pas, Monsieur le Président, mes chers collègues, le problème auquel nous devons faire face aujourd'hui est d'une importance capitale. Il se situe dans un contexte mondial qui a été complètement bouleversé. Le Japon, qui a quadruplé sa production d'acier depuis 1952, annonce qu'il va la doubler encore au cours des prochaines années. Les pays de l'Est vont bientôt se poser en concurrents redoutables sur nos marchés. Les découvertes de gisements de minerais riches un peu partout dans le monde, les modifications profondes des conditions de transports maritimes favorisent l'éclosion de nouvelles sidérurgies et bouleversent les conditions d'implantation des usines.

Le problème est de savoir si on donnera aux sidérurgies de la C.E.C.A., à toutes les sidérurgies de la C.E.C.A., les moyens de faire front dans la bataille qui s'est engagée. L'Europe, dans ce contexte de concurrence acharnée, sera particulièrement visée.

Cardons-nous de rendre inéluctables certaines réactions de désespoir qui entraîneraient rapidement un éclatement du Marché commun conduisant à ce que l'on a appelé justement la « balkanisation de l'Europe ».

Ce qui est en cause, c'est l'avenir d'une industrie capitale pour le développement industriel de l'Eu-

rope unie. Cet avenir conditionne la vie de centaines et de centaines de milliers d'hommes dans les six pays de notre Communauté. Que les mutations techniques ou commerciales ne nous fassent pas perdre de vue que c'est, au bout du compte, de leur sort qu'il s'agit et non de celui d'une doctrine économique ou d'une construction juridique.

J'espère donc, comme nos rapporteurs, comme les orateurs de ce matin, que notre débat trouvera son écho non seulement dans les résolutions de la Haute Autorité et du Conseil de ministres, mais, au delà même, dans nos Parlements nationaux, afin que s'éveille et se forme une opinion publique européenne dans le sens de l'unité européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé, dernier orateur inscrit ce matin.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — (N) Monsieur le Président, la Haute Autorité se félicite vivement que le Parlement ait pris l'initiative de ce débat après le discours fait en novembre dernier par M. Del Bo, son président. Ceci permet en effet à la Haute Autorité d'exposer son point de vue sur un projet d'une grande actualité, tout en dissipant certains malentendus.

Tout d'abord, cependant, je voudrais excuser M. Del Bo, encore malade et qui regrette vivement de ne pouvoir assister à ce débat consécutif à son discours de novembre dernier.

A titre d'introduction, j'aimerais faire les trois remarques suivantes :

En premier lieu, je voudrais insister sur le fait que les problèmes affectant le marché de la sidérurgie ne sont pas comparables à ceux que doit résoudre l'industrie houillère de la Communauté, comme d'ailleurs la commission économique et financière l'a justement fait observer. La raison en est double. D'une part, la consommation d'acier dans la Communauté continue de croître, bien qu'à un rythme moins rapide, contrairement à la consommation houillère, qui, depuis de nombreuses années, accuse une baisse d'ordre structurel.

En deuxième lieu, les conditions géologiques de l'extraction houillère en Europe constituent un très sérieux handicap par rapport à certains concurrents mieux placés, alors que le problème de l'industrie sidérurgique — ceci ne vaut pas seulement pour la Communauté, mais également pour ses concurrents — est essentiellement celui d'une offre excédentaire.

Dans les objectifs généraux de la Haute Autorité, publiés récemment, l'accent est mis sur la confiance que nous avons quant au développement futur de la consommation d'acier.

Coppé

De l'avis de nos experts, les besoins d'acier globaux, de 88 millions de tonnes en 1965, devraient pouvoir atteindre 95 millions de tonnes en 1970 ; cela correspondrait à une augmentation de 8 %. D'aucuns estiment que nos chiffres sont pessimistes. C'est pourquoi l'opinion que l'expansion de l'acier serait arrêtée n'est nullement justifiée. Il existe bien, à l'heure actuelle, certaines difficultés du côté de l'offre, et la capacité excédentaire peut même encore s'accroître dans une certaine mesure. C'est que toute modernisation conduit automatiquement à accroître la capacité, tout nouveau haut fourneau et tout nouveau laminoir l'emportant en dimension sur ceux qu'ils remplacent.

Ensuite, je voudrais insister sur le fait que le problème de l'acier peut trouver une solution dans le seul cadre de la Communauté. Il est manifeste que les gouvernements se préoccupent actuellement des problèmes structurels que leur pose leur industrie sidérurgique. Il est nécessaire toutefois que les plans établis à l'échelon national s'insèrent harmonieusement dans le cadre communautaire, dont les grandes lignes sont indiquées dans les objectifs généraux « acier », et que ces plans nationaux soient confrontés les uns aux autres afin d'éviter qu'il n'en résulte des divergences ou des distorsions.

La semaine passée, la Haute Autorité a eu un entretien avec les représentants des travailleurs. Elle a pu constater à cette occasion que les travailleurs, peut-être davantage que d'autres, ont parfaitement conscience de ces nécessités ; en effet, ce sont toujours eux, dans le passé, qui furent les victimes de la stagnation économique résultant tôt ou tard du protectionnisme national.

En revenir à des solutions non communautaires au stade actuel de l'intégration, se traduirait par l'apparition de très amples problèmes économiques et sociaux dans le secteur de l'acier, qui est déjà intégré depuis de nombreuses années. Les courants commerciaux à la fois nouveaux et naturels qui résultent de cette intégration comportent des avantages pour tous les pays. Le retour à des solutions non communautaires aurait des suites imprévisibles. Seule une vue d'ensemble insuffisante peut inciter certains à proposer de pareilles mesures lesquelles, à leur tour, conduiraient d'autres États participants à recourir à des mesures unilatérales.

Toutefois, il me faut immédiatement ajouter que si seules les solutions communautaires permettent de réaliser l'objectif envisagé, les moyens mis en œuvre à cet effet doivent l'être à la fois par les entreprises, les autorités nationales et les institutions de la Communauté. On doit dire aussi que dans bien des cas, les mesures devront être insérées les unes dans les autres à chacun de ces trois niveaux.

C'est ainsi, par exemple, que les autorités nationales ont parfois pris la place d'entreprises qui n'avaient plus, à elles seules, pu résoudre leurs diffi-

cultés d'ordre financier. De cette manière, les projets de l'industrie peuvent être également incorporés dans le cadre plus vaste des plans de développement régional. La Haute Autorité est très favorable à toutes tentatives visant l'établissement de programmes par secteurs. De notre côté, nous collaborons dans ce domaine avec la C.E.E. et souhaitons que notre action devienne, aussi rapidement que possible et dans le cadre plus général des programmes indicatifs, un élément organique de l'économie globale du marché commun. Cette coopération avec la Commission de la C.E.E. s'explique également par les travaux de notre Comité ad hoc pour l'industrie sidérurgique, au sein duquel siège un représentant de la Commission de la C.E.E.

C'est pourquoi un effort simultané s'avère nécessaire, et qu'en outre, tous les moyens dont disposent les entreprises, les pouvoirs publics et la Communauté doivent être mis en œuvre afin de trouver une issue aux difficultés actuelles.

Il est vrai qu'une action simultanée et commune requiert une coordination assez poussée. A cet égard, le traité de Paris, par son article 26, fournit le cadre approprié. Le Conseil a déjà approuvé une proposition de la Haute Autorité en vue d'assurer par cette voie la coordination recherchée.

Je voudrais saisir cette occasion pour souligner que le traité de Paris, contrairement à ce que l'on entend fréquemment, offre un éventail de moyens suffisant, bien qu'il ait été signé dans des circonstances économiques différant entièrement des circonstances actuelles. Encore faut-il dire qu'il est parfois difficile de remplir les conditions prévues par lui.

Ainsi, par exemple, des difficultés peuvent se présenter dès lors que l'on veut réaliser une discipline en matière de production.

L'article 58 du traité, qui vise un état de crise manifeste, ne s'applique que dans le cas d'une baisse de la demande. Il faut donc recourir à l'article 95, applicable lorsqu'on est en présence d'une situation non prévue par le traité. A cet effet, toutefois, les propositions de la Haute Autorité doivent recueillir l'unanimité du Conseil de ministres.

Je mentionnerai comme deuxième exemple le fait que le traité de la C.E.C.A. ne prévoit rien en matière de politique commerciale communautaire, ce qui n'empêche que nous avons pu surmonter des difficultés en ce domaine en recourant à des mesures périphériques, par application, notamment, de l'article 74, alinéa 3, en partie également avec l'accord unanime des gouvernements.

Les mesures permettant de limiter les ajustements de prix en réponse aux offres provenant de pays à commerce d'État sont également fondées sur l'article 95.

Coppé

Je saisis l'occasion pour remercier M. Bech de l'appui donné par sa commission à l'accord conclu par le Conseil d'association avec la Grande-Bretagne, en vue de suivre en commun l'évolution sur le marché mondial.

En outre, nos dispositions relatives à la réadaptation et à la reconversion permettent d'accorder aux travailleurs et notamment aux régions une aide de plus en plus importante.

En 1966, un montant de 10 millions d'u.c. a été consacré à cet effet, contre 3 à 4 millions d'u.c. au cours des années précédentes.

Il va sans dire qu'une solution des difficultés actuelles d'ordre structurel pourrait être trouvée plus aisément et dans une perspective plus large si les dispositions du traité de Paris avaient déjà pu être adaptées dans le cadre de la fusion des Communautés. Ceci n'empêche, toutefois, que notre traité nous offre des possibilités communes pour tenir tête aux difficultés actuelles. Toutefois, leur mise en application exige beaucoup d'esprit inventif ainsi que la volonté politique de rechercher des solutions en commun.

Permettez-moi de présenter les observations suivantes sur certains points particuliers des rapports :

Le rapport de M. Kriedemann porte sur la question de l'implantation, de la localisation des entreprises. Dans son discours, le rapporteur a insisté à juste titre sur le caractère délicat de cette question et sur les nuances devant être apportées à toute solution. Permettez-moi de répéter à ce sujet que les problèmes qui, dans ce domaine, préoccupent notre industrie sidérurgique, ne sont pas insurmontables.

Les propositions relatives aux subventions en faveur des fines à coke originaires de la Communauté, que nous avons transmises au Conseil de ministres il y a déjà quelques mois, ces subventions étant destinées à ramener les prix au niveau des prix des charbons de coke importés, peuvent être considérées comme une première réponse au problème si important qu'est celui de la localisation des entreprises.

Je voudrais attirer l'attention de M. Kriedemann, qui a émis certains doutes à cet égard, sur le fait que si plusieurs membres de la Haute Autorité ne détiennent plus de mandat réel — trois membres travaillent sur la base d'un mandat déjà expiré — cela ne nous a jamais amenés à nous soustraire à l'examen de ce problème difficile. Au contraire, nous avons très courageusement assumé nos responsabilités.

D'autre part, nous espérons que les membres du Parlement continueront de porter leur attention sur cette question dans leurs Parlements nationaux respectifs. J'exprime notamment ma reconnaissance

à M. Illerhaus pour l'appui qu'il a donné à notre proposition.

Permettez-moi de conclure en vous disant que les quinze ans d'existence de la C.E.C.A. suffisent à prouver, d'eux-mêmes, que l'économie moderne est une économie de mutation et d'adaptation ininterrompues.

Changement progressif en ce qui concerne l'implantation, la localisation industrielle. En Europe, l'acier se détache de sa base traditionnelle, à savoir les charbons et le minerai de fer du sol.

Modifications en matières de transports : sous nos yeux s'accomplit rien de moins qu'une révolution en matière de frets maritimes. Les transports à l'intérieur de la Communauté n'ont suivi que dans une mesure insuffisante cette révolution et n'y ont pas encore donné de réponse. C'est d'ailleurs le cadre dans lequel doit être considérée l'action que la Haute Autorité a déployée ces dernières années en matière de transport, étant donné que les transports européens, je viens de le dire, n'ont pas encore apporté une réponse complète.

Modifications sociales aussi : plus de 600 000 travailleurs sur un total d'environ 1 500 000 ont quitté les industries de la C.E.C.A. depuis 1953, l'année où nous nous sommes réunis ici même pour la première fois.

Si l'on ne veut subir passivement ces changements, on doit disposer de moyens efficaces. C'est notamment notre action dans le domaine social qui a montré ce dont nous sommes capables. L'essentiel, toutefois, c'est de susciter un dynamisme continuellement renouvelé quant aux mesures devant être prises ainsi qu'un esprit pragmatique quant aux solutions qui doivent être recherchées.

J'espère que l'on pourra constater que c'est dans cet état d'esprit que la Haute Autorité affronte effectivement les problèmes soulevés par les industries relevant de la C.E.C.A.

La Haute Autorité suivra avec le plus grand intérêt les débats de ce Parlement. Certains problèmes étant encore en cours d'évolution, il serait très imprudent de vouloir répondre d'une manière définitive aux questions posées relativement aux problèmes mis à l'ordre du jour par les deux rapports — je pense notamment au rapport de M. Kriedemann.

A la fin du présent débat, MM. Reynaud et Hellwig s'efforceront, pour autant du moins que je n'y aurais pas moi-même donné de réponse, de fournir tous renseignements sur les questions déjà portées à l'ordre des discussions et devant encore être examinées au cours du débat.

Pour conclure, je remercie MM. Kriedemann et Blaisse de la manière dont et de l'esprit dans lequel ils ont mis les différents problèmes à l'ordre du

Coppé

jour. Ils ont ainsi rendu un grand service à l'information. En outre, ils ont prouvé que le Parlement européen était désireux de tirer un maximum de profit du discours fait ici même par le président Del Bo en novembre 1966.

Par ailleurs, notre discussion peut constituer un excellent préalable à l'organisation d'un débat analogue au sein des Parlements nationaux, où il sera également des plus utiles.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Coppé.

Nous allons maintenant interrompre la discussion jusqu'à 15 heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h, est reprise à 15 h.)

PRÉSIDENCE DE M. FURLER

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

Dans la poursuite du débat sur les rapports de MM. Kriedemann et Blaisse, la parole est à M. Seuffert, au nom du groupe socialiste.

M. Seuffert. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas un sujet agréable que celui dont nous traitons aujourd'hui. Il n'est pas de ceux qui suscitent la bonne humeur. Permettez-moi cependant, avant de vous donner l'avis du groupe socialiste notamment sur le rapport de M. Blaisse, que c'est un plaisir d'avoir à commenter un aussi bon rapport. Non seulement parce que nous pouvons souscrire entièrement à ce rapport et aux conclusions auxquelles il aboutit, mais parce qu'il s'agit d'un excellent rapport : l'absence de notre collègue me met à l'aise pour le dire. Le rapport n'est pas très volumineux, en dépit de l'importance du problème dont il traite. Mais il n'en est que meilleur, car il va à l'essentiel, il est à la fois concis et précis. Je tiens donc à féliciter le rapporteur et si je le fais, ce n'est pas pour la forme.

Monsieur le Président, il est question, dans la proposition de résolution de la commission, de la situation préoccupante du marché de l'acier. Je pense que personne ne peut sérieusement prétendre que la commission exagère ou se montre alarmiste.

Il vous a été remis deux rapports faisant l'histoire de cette situation. Les documents dont vous disposez vous fournissent un certain nombre de données et de chiffres. La Haute Autorité vous a déjà donné aujourd'hui même quelques précisions

et elle vous en donnera d'autres au cours du débat. Je n'ai donc pas à répéter ce qui a déjà été dit.

Le premier problème, c'est celui de la situation qui caractérise le marché mondial à la suite de la constitution de nouvelles capacités de production considérables. Il y a ensuite le phénomène parallèle de la mutation radicale des moyens techniques de transport, et ses répercussions sur la structure des coûts. Enfin, il s'est produit un recul spécifique de la consommation d'acier, dont l'accroissement ne suit pas l'évolution d'autres facteurs et du taux de croissance de l'économie mondiale. Cette évolution menace de compromettre la position de la Communauté sur le marché mondial. D'autre part, il s'est manifesté dans l'aire communautaire des tensions, dues également, dans une certaine mesure, aux mutations qui ont affecté le domaine des transports et qui, parfois, ont complètement bouleversé les données du problème de la localisation des industries. Les différences de degré de concentration entre les divers pays membres constituent une autre source de difficultés. Enfin, jouent également un rôle en la matière le caractère parfois contradictoire des politiques nationales et des mesures prises par les différents États.

De mauvaises dispositions ont été prises, ou en tout cas des dispositions qu'il faut bien juger comme telles après coup, et l'on peut légitimement douter que dans la situation qui en résulte, toutes les entreprises disposent de possibilités financières, de possibilités de financement suffisantes pour faire face ne serait-ce qu'aux nécessités de la rationalisation et du progrès technique. Telle est la situation.

Nous savons bien que les chiffres actuels ne suffisent pas, à eux seuls, à justifier nos inquiétudes. En effet, si l'on considère l'ensemble de la Communauté, ces chiffres répondent grosso modo aux prévisions qui ont été effectuées jusqu'ici, mais en fait, et c'est là un symptôme des tensions qui sont apparues, l'évolution particulièrement défavorable qui s'est produite en République fédérale a été masquée, compensée par une évolution beaucoup plus favorable dans les autres États membres. Ce qui est beaucoup plus préoccupant, ce sont les chiffres des prévisions relatives aux prochaines années, les tendances qui se dessinent et menacent d'aggraver la situation.

L'acier est un objet très important, probablement l'objet le plus important de la politique économique à moyen terme et des programmes que nous envisageons de mettre en œuvre, que nous allons mettre en œuvre. C'est qu'on ne s'y prendra jamais trop tôt — et c'est bien là le sens du débat d'aujourd'hui — non seulement pour étudier la situation, mais aussi pour envisager de prendre et pour prendre des mesures qui nous éviteront d'avoir un jour à recourir à des termes plus forts pour qualifier la situation, d'avoir à parler, peut-être, d'une crise, pour prendre des mesures qui nous permettent d'éviter, d'essayer d'éviter, dès le début, de retomber

Seuffert

dans les fatales erreurs auxquelles ont conduit, dans le domaine du charbon, un optimisme excessif, la peur d'affronter les problèmes, l'esprit de facilité et de démission. Il s'agit donc de définir en temps utile une politique sidérurgique de la Communauté, ni plus ni moins.

Il résulte du rapport et de la proposition de résolution de la commission que l'on compte, pour commencer — je dis bien : pour commencer — appeler et inciter les entreprises, les entrepreneurs, les milieux économiques eux-mêmes, à assumer la mise en œuvre d'une telle politique de l'acier, d'une façon concertée ou non, sur la base, bien entendu, des prévisions de la Haute Autorité, lesquelles devront à cet effet, comme il ressort également des rapports, être établies de façon détaillée et aller jusqu'à fournir des chiffres concernant les diverses entreprises, chiffres qui devraient, d'une façon générale, s'imposer plus impérativement et plus directement à l'attention des intéressés.

D'autre part, il faut renforcer le système de notification à la Haute Autorité des programmes d'investissement des entreprises et surtout, les possibilités qu'a la Haute Autorité de discuter ces programmes avec les entreprises et de faire valoir son point de vue. Voilà l'idée.

Précisons que comme l'indique le rapport, les dispositions prises à cet effet sont déjà très avancées. La commission souligne dans sa proposition de résolution que sur cette base, il faudra tout d'abord faire appel à la discipline et à la sagesse des entreprises.

Monsieur le Président, ce qu'on attend ainsi des entreprises, ce à quoi on les invite, ne peut pas consister uniquement ou essentiellement dans les ententes de cartellisation ou des ententes de contingentement ou autres — ce n'est pas du tout ce qu'on attend d'elles —, voire, à plus forte raison, dans des ententes illégales et contraires au traité. Nous avons des raisons de le souligner. Monsieur le Président, notre commission a eu connaissance de rapports de la Haute Autorité, rapports dont la presse d'ailleurs fait état, signalant que de nombreuses ententes contraires au traité, liant de nombreux partenaires, avaient déjà été mises sur pied et avaient dû, en fin de compte, être reconnues. La Haute Autorité a attiré notre attention sur la source de difficultés que constitue pour elle le fait que ses droits de contrôle sont réduits en certains points par le traité lui-même. Reste à savoir quelles conclusions il faut tirer de l'expérience ou quelles conclusions on pourra en tirer. En tout cas, la Haute Autorité nous a fait part de sa résolution de s'assurer à l'avenir, en dépit des difficultés qui subsistent, de meilleures possibilités d'action, d'examiner de plus près les situations et de veiller à une mise en œuvre effective du traité.

La Haute Autorité mérite tout notre appui à cet égard et il importe de tenir compte de son expé-

rience en la matière, y compris lorsqu'on se pose la question de savoir si, par exemple, la fusion des exécutifs appelle la création et la mise en place d'une autorité autonome, chargée de s'occuper de ces problèmes.

C'est donc là le premier appel que l'on adresse à l'économie. Sans vouloir me pencher sur les pronostics que l'on peut faire quant au succès éventuel de cet appel, je voudrais souligner, Monsieur le Président, que de l'avis des membres de la commission — les membres du groupe socialiste sont, en tout cas, résolument de cet avis — si le succès escompté ne se manifeste pas sans tarder ou s'il est insuffisant, il faudra recourir sans délai aux possibilités qu'offre le traité de prendre d'autres mesures, de prendre toutes les initiatives nécessaires. Nous sommes convaincus que le plus grand danger, ce serait de tergiverser. Rien ne serait plus dangereux que d'attendre trop longtemps.

Monsieur le Président, il ressort de la proposition de résolution que la commission estime nécessaire des mesures de rationalisation, la mise en place de plus grandes unités de production, des progrès techniques, la fermeture d'installations périmées et bien d'autres choses encore, et qu'à cet effet, elle juge nécessaire et normal, ou tout au moins souhaitable, de procéder à un regroupement d'entreprises, c'est-à-dire, naturellement, à une concentration des entreprises.

M^{me} Elsner vous a déjà dit ce matin que notre groupe n'y voit aucun inconvénient. Si des initiatives doivent être prises en ce sens, il serait particulièrement utile et particulièrement souhaitable que ces concentrations se fassent dans un cadre plus large que celui des frontières nationales. Si des obstacles d'ordre juridique ou fiscal s'y opposent, il faudrait les éliminer. J'estime d'ailleurs qu'il ne faut pas surestimer l'importance de ces obstacles. L'expérience montre que même dans les conditions juridiques actuelles, ces associations internationales sont facilement réalisables. Je m'attarde volontiers sur ce point, car je tiens à souligner qu'il faut absolument éviter un morcellement du marché et que toutes ces mesures peuvent très bien contribuer à renforcer le caractère communautaire du marché plutôt que l'affaiblir, et avoir un caractère vraiment et concrètement communautaire.

L'interpénétration, nouvelle et belle idée, une de plus, à laquelle on peut associer de belles séries de chiffres, l'interpénétration, donc, peut, dans une certaine mesure — ce serait une erreur d'en faire un critère absolu — être considérée comme un critère de la réalisation progressive du Marché commun. En tout cas, elle est plutôt un signe de progrès et n'a rien d'inquiétant.

Je dis tout cela sans oublier que jusqu'ici, c'est surtout la république fédérale d'Allemagne qui semble avoir le plus souffert des tensions qui sont

Seuffert

apparues au sein du Marché commun à la suite des modifications des conditions de localisation des entreprises résultant notamment de l'évolution qui s'est produite dans le domaine des transports, tensions auxquelles j'ai déjà fait allusion. Je le dis quand même et je répète que les entraves au fonctionnement du Marché commun, le morcellement du Marché commun, la remise en cause des réalisations du Marché commun sont la dernière chose qu'on devrait envisager et se proposer comme but. Je regrette de devoir constater que si j'ai bien compris, mes vues en la matière et celles de mon groupe sont à l'opposé de ce que notre collègue Catroux a déclaré ce matin. Il faut bien en faire la constatation.

Autre point, la proposition de résolution de la commission pose aussi la question de savoir s'il faut envisager d'amender le traité. On peut, bien entendu, examiner la question. Mais je voudrais dès maintenant vous inviter à ne pas accorder à ce point une importance exagérée. Le traité lui-même, le rapport en témoigne et on l'a déjà dit au cours du débat d'aujourd'hui, offre toute une série de possibilités d'agir sur le marché. L'article 95, surtout, où il est expressément question de mesures et d'éventualités que le traité n'envisage pas par ailleurs, offre un éventail pratiquement illimité de possibilités de mesures et de contrôles.

La mise en œuvre de cet article suppose, bien entendu, l'existence d'un Conseil de ministres sachant prendre ses responsabilités et décidé à agir.

Mais lorsqu'on a affaire à un Conseil de ministres irrésolu, incapable de prendre des décisions, que ce soit en matière de charbon à coke ou à propos d'autres problèmes — il faut bien, Monsieur le Président, mettre le doigt sur cette plaie — lorsqu'on a affaire à un Conseil de ministres qui se refuse à prendre effectivement ses responsabilités d'institution communautaire, il est vain d'amender le traité et le meilleur traité du monde ne peut être d'aucun secours.

On ne peut donc pas justifier sa résignation en invoquant la prétendue nécessité de modifier le traité ; il est faux de prétendre que le traité ne permet pas d'agir. On peut faire quelque chose. Ce qui importe avant tout, ce n'est pas de modifier le traité, c'est de l'appliquer résolument, dans un esprit vraiment communautaire.

Monsieur le Président, il y a aussi les questions sociales qui sont liées au problème. La commission les a soulevées et elle se devait de le faire. Il ne s'agit pas seulement des questions sociales inhérentes à toute modification structurelle. Il s'agit plutôt de questions découlant directement de la position concurrentielle, sur le plan international, de l'industrie sidérurgique de la Communauté.

Voyons de quoi il s'agit. Les entreprises de la Communauté estiment ne pas pouvoir travailler

avec des taux aussi peu élevés d'utilisation de leur capacité que ceux qui ont cours ailleurs. C'est-à-dire qu'elles ne sont pas disposées, nous souhaitons d'ailleurs qu'elles ne le soient jamais, et l'on peut même dire, je pense, qu'elles ne sont pas en mesure et qu'il faut souhaiter qu'elles ne le soient jamais, de se résigner aux conséquences qu'impliquent nécessairement pour la main-d'œuvre des entreprises, du point de vue des conditions de travail et des conventions collectives, des taux aussi peu élevés d'utilisation des capacités. Nous nous sommes également penchés sur cette question.

La commission a souligné la nécessité de l'élaboration de nouveaux rapports qui permettent de suivre les mesures qui seront prises en vue de résoudre le problème et surtout, qui rendent compte du rythme selon lequel ces mesures seront prises. Elle s'est ainsi réservé de revenir sur la question.

Je le répète, après nombre des orateurs qui m'ont précédé : on ne saurait surestimer l'importance du problème. Je tiens à y insister à nouveau, au nom de mon groupe, et en réitérant mes remerciements au rapporteur, je vous invite à adopter le rapport et la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pedini.

M. Pedini. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'approuve moi aussi les propositions de résolutions. J'aimerais cependant faire quelques observations dans cet important débat.

Il est très regrettable qu'en une journée tellement importante, alors que nous discutons de la crise de l'acier et des conséquences qu'elle pourrait avoir pour une des institutions qui nous tiennent le plus à cœur, qu'aucun ministre des six pays de la Communauté européenne ne soit présent. L'importance du sujet eût en effet pleinement justifié la présence des représentants des gouvernements ; ne discutons-nous pas de mesures qui peuvent influer sur l'avenir même de l'institution compétente, la C.E.C.A. ?

Je reconnais la valeur des rapports qui nous ont été présentés, mais je pense quand même que le débat devrait être élargi, qu'il faudrait lui donner un caractère général et tenir compte de certains aspects de la situation mondiale, et que c'est surtout à nous, les parlementaires, que doit échoir cette tâche.

La crise européenne de l'acier ne touche en effet pas seulement la politique des six pays de la Communauté mais toute la politique industrielle de la Communauté. Comment pourrions-nous trouver des solutions si nous ne comprenons pas que nous devons également tenir compte de certaines répercussions et de certains événements mondiaux, pour pouvoir freiner la crise de l'acier européen ? Cette situation

Pedini

cache cependant également un danger politique (je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus), et l'Express a choisi le moment opportun, me semble-t-il, en publiant hier un article de la plume d'un journaliste connu, sur la crise de l'acier. Dans cet article, l'auteur craint que cette crise n'amène les différents pays de la Communauté à prendre des mesures douanières qui, toutes justifiées qu'elles puissent être du point de vue technique, compromettraient la nature même du Marché commun.

Cet article parle également — il me semble que M. Blaisse l'a signalé — d'un comité franco-allemand qui préparerait un règlement bilatéral des exportations et des importations d'acier. Cette crise s'insère donc dans un ensemble politique qui ne peut pas ne pas retenir l'attention du Parlement européen et de tous ceux qui sentent que la construction communautaire est aujourd'hui encore profondément menacée par des tendances nationalistes.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je suis également d'accord avec ceux qui disent qu'il faut prendre des mesures qui nous permettent de sortir au plus tôt d'une crise qui pourrait toucher, non seulement l'important secteur de l'acier, mais aussi les institutions communautaires.

D'autre part s'il est vrai que notre marché présente certains aspects anarchiques, s'il est vrai qu'il pêche par certaines structures de production (d'autres collègues en parleront avec plus de compétence), nous devons reconnaître qu'en réalité, pour ce qui est de l'acier, la Communauté est le producteur qui, comparé avec d'autres importants producteurs mondiaux, pratique actuellement, le moins le dumping. La différence qui existe entre le prix de l'acier sur le marché intérieur et sur le marché extérieur est bien inférieure à celle que l'on enregistre en Amérique, au Japon et chez nos voisins Anglais. C'est en grande partie à la Haute Autorité de la C.E.C.A. que l'on doit cette situation d'un ordre relatif dans notre position internationale, et la commission du commerce extérieur a bien fait de nous recommander, par la voix de notre rapporteur, M. Bech, de ne pas chercher à remédier aux difficultés que connaît le marché par des protections tarifaires qui loin de résoudre le problème, affaibliraient plutôt la forte position que nous tenons sur le marché mondial de l'acier.

Il y a cependant quelque chose qui ne va pas à l'intérieur de notre Communauté : les prix ne sont pas rémunérateurs. S'il est vrai qu'en travaillant, comme elles le font actuellement, à environ 70-80 % de leur capacité de production, nos entreprises ne fournissent pas un travail suffisamment rémunérateur, alors que les entreprises des États-Unis font un travail parfaitement rémunérateur, en n'employant que 50 % de leur capacité de production, cela signifie évidemment que quelque chose ne fonctionne pas dans notre système de production, dans l'organisation de notre marché.

J'approuve les mesures que propose la C.E.C.A., surtout celles qui incitent les entreprises à moderniser leurs installations, à abandonner les installations vétustes et à introduire de nouveaux systèmes de production. J'approuve également la C.E.C.A. lorsqu'elle incite à un nouvel effort vers la concentration des entreprises. Il s'agit là de mesures à long terme.

A mon avis cependant, ces mesures, surtout celles qui concernent la concentration des entreprises, doivent être appliquées avec circonspection et prudence, afin que certaines entreprises, situées dans certaines zones à forte tradition sidérurgique, ne perdent pas des dimensions que l'on peut qualifier de typiques et de physiologiques. Quelles sont ces entreprises ? Il s'agit d'entreprises qui résistent encore grâce à l'efficacité de leur travail et qu'il n'y a donc pas de raison de faire disparaître. D'aucuns penseront que, comme je viens de l'Italie du Nord, d'une zone à forte implantation sidérurgique, caractérisée par l'existence d'un grand nombre de petites entreprises, je songe ici à une situation locale particulière. Je n'éprouve aucun scrupule à dire que je défends effectivement les moyennes entreprises sidérurgiques de Lombardie et de Brescia, car (nous avons pu le constater personnellement, depuis la naissance de la C.E.C.A., elles ont réussi, au travers de difficultés, d'efforts et de périodes d'anarchie il est vrai, à dépasser le stade artisanal, pour atteindre des dimensions rentables, perfectionner leurs installations, spécialiser leurs productions, et aboutir ainsi à une situation qui, tous comptes faits, peut être citée en exemple à d'autres pays.

Il y a donc des zones dans lesquelles la concentration est nécessaire et opportune ; il y a des zones dans lesquelles elle doit s'adapter au milieu, en raison notamment de l'influence que les diverses entreprises exercent sur l'emploi local.

Quoi qu'il en soit, je crois, Monsieur le Président, que nos propos d'aujourd'hui sur l'acier sont aussi avivés par le contexte politique dans lequel ils se placent. Discutons-nous de la crise de l'acier ou discutons-nous des effets de cette crise sur la Communauté du charbon et de l'acier, c'est-à-dire sur la C.E.C.A. ?

Supposons un instant que la fusion des exécutifs et celle des traités aient eu lieu. Si nous discussions aujourd'hui de la situation de la sidérurgie européenne dans ces conditions, la crise de la sidérurgie se présenterait certainement sous des dehors moins dramatiques qu'aujourd'hui.

Il y a eu la crise du charbon, l'acier peut connaître la siépe, tout comme demain le ciment, et d'autres industries de base encore ; mais si tous les secteurs de base sont rassemblés dans un ensemble harmonieux, obéissent aux mêmes règles, la crise semble moins grave, les secteurs se soutiennent mutuellement.

Pedini

La sidérurgie traverse en ce moment une crise. Je suis moi aussi convaincu qu'elle peut être résolue avec de la patience, du temps, si on la considère comme faisant partie d'un tout ; mais ce à quoi nous devons veiller, c'est d'éviter que cette crise du charbon et de l'acier n'entraîne la C.E.C.A. tant que nous ne serons parvenus, non pas tellement à la fusion des exécutifs, mais bien à la fusion des traités et à l'instauration d'une Communauté unique. Dès ce moment en effet, nous nous trouverons devant un grand nombre d'industries de base, devant tout un contexte organique, un marché gouverné et gouvernable par des critères uniformes.

Il me semble toutefois, Monsieur le Président, qu'une autre remarque s'impose : la crise de l'acier, la crise que traversent ces entreprises qui n'ont pas encore atteint une dimension suffisante ou qui n'ont pas encore suffisamment modernisé leurs installations, n'est-elle qu'une crise due à l'orientation donnée par la C.E.C.A. ou bien plutôt une crise plus générale qui mettrait en cause la réglementation actuelle de l'économie industrielle de la Communauté ?

Je crois qu'il est du devoir d'un Parlement de regarder toujours vers l'avenir et surtout d'essayer d'opérer selon des processus de synthèse. Nous disons que pour moderniser les installations sidérurgiques, il faut des prêts particulièrement avantageux, et un effort accru dans la recherche scientifique ; mais c'est là, Mesdames et Messieurs, faire appel à des critères qui ne s'appliquent pas seulement à l'acier, à des critères de bonne administration industrielle qui intéressent tous les secteurs de l'industrie de base sur un marché moderne.

C'est pourquoi je pense que ce ne sont pas tellement les industries de la C.E.C.A. qui parviendront à assainir la sidérurgie, bien que cette institution puisse utiliser de la manière qui lui semble la plus justifiée les instruments que le traité met à sa disposition. A mon avis, ce résultat ne pourra être atteint que si nos gouvernements considèrent le problème sidérurgique comme un problème communautaire et surtout comme un problème d'institutions économiques, d'ordre économique, d'orientation générale, de politique économique de la Communauté, dont celle-ci doit être l'expression.

Monsieur le Président, il y a un autre problème qui nous préoccupe beaucoup : notre sidérurgie n'est pas en expansion. Si nous comparons le rendement de notre sidérurgie avec celui de la sidérurgie américaine, nous voyons cependant que la différence entre les deux marchés de production n'est pas dramatique ; nous soutenons même bien la comparaison ! Mais en réfléchissant à ce qui arrivera au cours des prochaines années, nous devons reconnaître que si nous ne réussissons pas à obtenir de notre système industriel de production de l'acier, ce dont nous avons besoin pour renforcer la recherche scientifique et technologique dans le domaine

de la production et des emplois de l'acier, nous courrons vraiment le risque d'être dépassés par les sidérurgies japonaise et russe qui, elles, consacrent beaucoup plus à la recherche que ne peut le faire la sidérurgie européenne qui est obligée de se contenter de maigres bénéfices.

La C.E.C.A. a déjà beaucoup fait dans ce domaine mais, seule, elle ne peut tout faire. Pour qu'il soit possible d'investir une partie des profits de la production dans la recherche scientifique, il faut augmenter la rentabilité des investissements et du travail ; il faut que les entreprises disposent de moyens d'autofinancement supérieurs à ceux dont elles ont bénéficié jusqu'à présent.

Nos préoccupations portent donc aussi sur le problème de la recherche scientifique. Mais est-il possible de mener une politique industrielle visant à résoudre cette question sans aborder aussi le problème des revenus, du fisc, de l'encouragement à la recherche, des amortissements ? Autant de problèmes qui ne concernent pas seulement la sidérurgie (nous en parlons aujourd'hui parce que la sidérurgie est en crise), mais tous les grands secteurs de l'industrie de base de la Communauté. Je voudrais donc dire, Monsieur le Président, qu'à mon avis le moment est arrivé de définir une politique industrielle commune dans le cadre de certaines institutions économiques communes ; une politique indispensable pour mettre en valeur toutes les industries de base qui ont besoin de se renouveler, de se moderniser et de faire de la recherche scientifique.

Tout cela, la C.E.C.A., même si elle peut y contribuer, ne peut le faire à elle seule ; ce sont les différents gouvernements et la Communauté qui doivent agir.

C'est pourquoi je me demande si nous ne pourrions pas, lors d'une des prochaines sessions de ce Parlement, qui — avouons-le franchement — a malheureusement perdu une partie de ses pouvoirs politiques ces derniers temps, convoquer devant nous les ministres des finances qui se sont réunis à La Haye pour parler des problèmes fiscaux et financiers liés à l'industrie de la Communauté ; ou si nous ne pourrions pas convoquer les ministres de nos six pays qui discutent en ce moment du plan pour la recherche technologique communautaire.

Je me demande, Monsieur le Président, si ce ne sont pas là les vrais problèmes sur lesquels il faut entamer avec les gouvernements une discussion qui sensibiliserait davantage l'opinion publique que ne le font nos discussions techniques.

Cela étant dit, j'accepte les propositions faites ici par la C.E.C.A. J'en reconnais toutefois les limites, c'est pourquoi je pense qu'elles doivent être accompagnées d'autres mesures complémentaires de politique économique qui devront être prises par les gouvernements.

Pedini

Quant aux concentrations, je reconnais qu'elles sont une nécessité évidente de notre temps : il faudrait toutefois qu'elles s'adaptent aux circonstances ambiantes. Si l'on peut donc admettre des « concentrations d'entreprises au sens général », dans certaines circonstances il peut cependant se révéler préférable de préconiser des accords entre entreprises visant à la création de bureaux communs de vente. Je me demande toutefois — et je soumetts le problème à la Haute Autorité parce que je ne suis pas un technicien en la matière — si, dans les cas où l'individualité de l'entreprise représente pour celle-ci une cause de vitalité, il ne faudrait pas étudier et même prévoir des formes d'accords *ad hoc* dans les programmes de production de l'acier.

Il est essentiel de toute façon de songer à un plan de développement à long terme (je crois que notre collègue Battista va d'ailleurs nous entretenir de cette question), un plan dans lequel l'orientation donnée par la C.E.C.A. devra être déterminante, étant donné que les programmes ne peuvent être établis que dans le cadre d'une grande communauté. Mais comme je l'ai déjà dit, je suis convaincu qu'il nous faut également tenir compte — et pas seulement pour la sidérurgie — de certains problèmes d'orientation du commerce mondial, si nous voulons réaliser une politique industrielle qui ne soit pas coupée de la réalité.

Un grand nombre d'entre nous connaissent les pays en voie de développement et savent, bien que cette tendance semble s'atténuer depuis quelque temps, que beaucoup de ces pays ont l'ambition de supporter la charge que représente l'installation d'entreprises sidérurgiques pilotes.

Tant que nous nous désintéresserons des pays en voie de développement, les investissements coûteux et inutiles continueront à se multiplier ; et ces pays alourdiront ainsi encore davantage le marché de l'acier et devront vendre à perte, sans même calculer l'amortissement des installations.

Si, au contraire, notre monde, le monde libre, le monde hautement industrialisé, ce monde qui est le « cœur » du monde en voie de développement, fait siens et affronte les problèmes des pays pauvres, dans le cadre de la conférence de Genève et dans celui de la Convention de Yaoundé, alors il sera possible de penser à une répartition utile de tâches productives. Si nous pouvons un jour disposer d'investissements et compter sur une politique du crédit qui permette aux pays nouveaux d'augmenter leur capacité de consommation, nous pourrions probablement amener le marché mondial à une coopération rationnelle des secteurs, parmi lesquels la sidérurgie pourrait elle aussi jouer un rôle plus précis et mieux défini.

On a parlé, il y a un certain temps, d'une sorte de plan Marshall de la C.E.C.A. Nous n'avons toutefois pas eu suffisamment connaissance des

détails ; et nous ne pouvons pas non plus prétendre que la C.E.C.A. affronte l'ensemble des problèmes de la politique industrielle et encore moins de la collaboration avec les pays en voie de développement.

Des occasions se présentent sur le plan mondial (la négociation Kennedy en est un exemple) ; des accords commerciaux de caractère mondial s'annoncent également ; et j'applaudis, pour ma part, à des initiatives que je sais en cours et par lesquelles la C.E.C.A. essaie d'entrer en contact avec d'autres communautés productrices d'acier en vue d'arriver à des accords de caractère régional. Mais les accords de caractère régional eux aussi ne sont possibles que dans le contexte global d'une politique que le monde des pays avancés doit mener à l'égard des pays en voie de développement.

C'est pourquoi j'ai estimé devoir dire, au début de mon intervention, que les discussions en cours recouvrent des sujets politiques qui ne peuvent échapper à notre examen, et qu'il existe des conditions mondiales dont nous ne pouvons faire abstraction et qui doivent arriver à modifier également certaines règles traditionnelles du marché.

Peut-on aujourd'hui, alors que nous devons régler nos rapports commerciaux avec les autres pays, encore parler du dumping dans les mêmes termes qu'il y a vingt ans, lorsque l'économie était complètement différente ? Il s'agit, en substance, de procéder à une révision des critères économiques traditionnels, il s'agit de réviser les rapports commerciaux si nous voulons faire quelque chose de sérieux et ne pas intervenir seulement lorsqu'il y a crise.

Ainsi, si aujourd'hui nous voulons vraiment réaliser l'Europe, il nous faut affronter des problèmes concrets, dans un esprit communautaire, et chercher en particulier à instaurer et à réaliser une politique économique et commerciale commune.

D'autre part, même les mesures qui ont été suggérées ici ne pourront avoir qu'une efficacité passagère. Il ne sera possible d'obtenir un résultat positif que lorsque nous aurons pris conscience du fait que nous construisons une nouvelle organisation étatique qui a besoin non seulement de disposer d'institutions et d'un droit propres, mais aussi d'une économie d'ensemble.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, vous me permettrez de faire quelques observations sur le problème délicat qui nous est soumis.

D'abord une observation liminaire. J'ai toujours considéré qu'il était impossible de guérir une épi-

Armengaud

démie ou d'en éviter le retour sans analyser ses causes et chercher à proposer puis appliquer des remèdes.

Mon intervention se divisera donc en deux parties.

La première, très brève, car M. Catroux a dit l'essentiel ce matin sur ce point, consistera en un rappel des difficultés actuellement rencontrées, en un examen cursif de la situation et de ses causes.

La deuxième envisagera les remèdes possibles.

En ce qui concerne la situation actuelle et ses motifs, M. Catroux a fait observer que nous nous trouvions en présence d'un marché complètement désorganisé, non seulement par l'excès de production à l'échelle mondiale, mais également par le désordre des investissements à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

Dans certains pays, en effet, l'accroissement de la capacité a dépassé à tel point les limites du raisonnable qu'il a conduit les intéressés, faute d'un marché extérieur, à déverser leurs excédents de production sur le marché intérieur de la C.E.C.A. en cassant les prix.

Je ne veux donc pas revenir sur ce qu'a dit M. Catroux, ni sur les chiffres qu'il a mis en avant. Je me rallie simplement à ses observations sur les causes.

Quelles sont les conséquences de cette situation ?

Sur le plan social, il n'est pas douteux que, dans toutes les régions où l'industrie sidérurgique connaît une situation difficile, la main-d'œuvre est inquiète quant à son avenir. Elle se pose, par conséquent, la question de sa reconversion éventuelle. Chacun sait à quel point une reconversion dans ce domaine est malaisée. Témoins les difficultés que nous avons rencontrées nous-mêmes en France quand il a fallu fermer les aciéries du Boucau ou bien reviser la politique sidérurgique du bassin du Centre-Midi.

Je n'insisterai donc pas sur ce problème social. Certains collègues du groupe socialiste l'ont évoqué ce matin. Mes amis du groupe libéral en sont tout aussi conscients.

Il faut donc sur ce point tenir compte des conséquences sociales graves de la situation actuelle si elle persistait.

Quant aux conséquences financières, il est évident que, à partir du moment où l'industrie sidérurgique n'est plus en état de gagner normalement de l'argent, la puissance de ses entreprises se réduit, l'endettement s'accroît. Dans certains pays, l'industrie sidérurgique a été amenée à demander, au besoin dans le cadre d'un plan professionnel, une aide de l'État. Cela a été le cas de l'industrie sidérurgique française avec le plan que la Haute Autorité a d'ailleurs considéré comme raisonnable et a accepté.

Mais, à continuer dans cette voie, on risque de voir toute une série de plans professionnels s'établir à l'échelle de nos six pays et, par là même, le Marché commun éclater ce qui serait une conséquence politique sérieuse.

En face, que voyons-nous ? Les États-Unis où, sans doute, la production sidérurgique n'atteint pas la pleine capacité des usines. Néanmoins, on constate que les zones d'influence des grands producteurs sidérurgiques américains sont réparties — je ne dis pas selon une entente, à cause de la *Federal Trade Commission*, mais selon une sorte de *gentlemen agreement* surveillé par le gouvernement — de manière à éviter que les prix ne s'effondrent. Par ailleurs, la dimension des entreprises américaines en la matière ne fait que croître. Quant aux marges de profit qui sont importantes, elles sont infiniment supérieures aux nôtres puisque, d'après le numéro du mois d'août dernier de « *Fortune* » qui fait l'analyse de la situation des principales sociétés mondiales, on constatait que les profits s'élevaient à 8 % du chiffre d'affaires pour *Armco* et *National Steel* et à 6 % pour l'*U.S. Steel*, *Bethleem Steel* et *Republic Steel*. Quand on connaît la puissance de ces entreprises, on peut se rendre compte de la situation délicate dans laquelle vont se trouver les sidérurgies européennes, infiniment moins puissantes et n'ayant pas les ressources financières suffisantes pour faire les investissements rendus indispensables du fait de l'évolution technique.

J'en viens maintenant à la deuxième partie de mon propos : les solutions possibles, sur lesquelles il faudrait se pencher. Je ne crois pas, en effet, qu'il faille simplement limiter nos débats à une discussion théorique sur les avantages, les vertus et les défauts de la Haute Autorité ou des gouvernements.

Je veux simplement noter au passage qu'à propos des solutions à envisager, je suis, ce matin, resté sur ma faim après l'intervention de M. Coppé. J'aurais pensé que représentant la Haute Autorité avec tout ce que ce vocable comporte, il aurait énuméré un certain nombre de solutions possibles. Le Parlement aurait été ainsi saisi de quelques suggestions sur lesquelles, en commun, nous aurions débattu, car après tout, c'est le rôle des gouvernements, ou de ceux qui s'en prétendent les membres, d'exposer au Parlement les voies sur lesquelles elle se dirige, ou quelles sont les solutions qu'elle propose pour résoudre une difficulté.

Malheureusement, la Haute Autorité a fait, à cet égard, une nouvelle fois la preuve de sa faiblesse. Je n'insisterai pas sur ce point. Il m'appartient donc, en tant que membre du Parlement, sans aller jusqu'à faire des suggestions définitives, d'ouvrir l'éventail d'un certain nombre de solutions possibles.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — Me permettez-vous de vous interrompre, Monsieur Armengaud ?

M. le Président. — Monsieur Armengaud, permettez-vous que M. Coppé fasse une observation ?

M. Armengaud. — Bien volontiers, Monsieur le Président.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — Je ne voudrais souligner le fait que si la Haute Autorité — c'est-à-dire moi-même et les deux collègues dont j'ai annoncé ce matin la réponse — n'a pas pu intervenir après les deux rapporteurs, c'est parce que le Bureau du Parlement en a décidé ainsi. Si j'ai eu l'autorisation de m'exprimer après les porte-parole des groupes, c'est le maximum que nous ayons pu obtenir. Donc, si le débat ne porte pas sur l'ensemble des éléments de la Haute Autorité, il est des personnes qui n'y peuvent rien, notamment nous-mêmes.

M. Armengaud. — Si je comprends bien, votre mutisme est dû à une question de procédure.

M. Coppé. — Parfaitement.

M. Armengaud. — Revenons, si vous voulez, aux solutions constructives. Vous avez créé, Messieurs de la Haute Autorité, un comité *ad hoc* en liaison avec le Conseil de ministres. Ce comité a soumis un certain nombre de suggestions tendant à des mesures, les unes conjoncturelles, rétablissant dans l'immédiat l'ordre et l'équilibre du marché, les autres structurelles afin de rendre la sidérurgie européenne compétitive à l'échelle mondiale.

Les réformes structurelles sont essentiellement fondées sur l'emploi optimum des investissements sidérurgiques, c'est-à-dire sur l'adaptation de la sidérurgie européenne aux besoins de l'Europe et aux rigueurs financières et techniques de la concurrence internationale.

Mais lié par la rigueur du traité, le comité *ad hoc* n'est pas allé très loin. Il est resté prudent dans ses formulations, encore que quelques idées apparaissent dont il y a lieu de faire état.

Passons donc en revue les solutions théoriquement possibles en essayant d'aller un peu plus loin que le comité *ad hoc*.

Je voudrais, avant d'entrer dans une voie plus constructive, dire un mot du traité lui-même. Je n'insisterai pas sur l'aspect juridique du traité interdisant la division des marchés, exigeant le libre accès des utilisateurs aux sources de production sans restriction ni réserve, regardant toute entente comme une atteinte à la vertu en matière économique. Toutefois, certains articles prévoient l'état de crise ou les circonstances inattendues : les articles 58 et 95. D'autres peuvent être interprétés.

Ce matin, M. Illerhaus a précisé que l'article 58 était difficilement applicable. M. Coppé l'a d'ailleurs répété. En effet, il n'y a pas réduction de la demande et « *stricto sensu* » à interpréter le texte en juriste de droit étroit, il n'est pas question évidemment d'appliquer cet article.

Seulement il convient de reconnaître que, dans l'état actuel des choses, on enregistre en fait un excès des offres et qu'il y a manifestement une crise, s'il n'y a pas de crise manifeste.

En revanche, l'article 95 permet de faire face aux situations inattendues et je suis d'accord pour qu'on recourt à cette procédure plutôt qu'à l'autre qui soulève des discussions. Profitons donc de cet article 95 pour envisager l'éventail des solutions.

La première, c'est le contrôle effectif de tous les investissements, leur coordination totale, l'interdiction provisoire de capacités nouvelles.

La deuxième, ce sont les programmes prévisionnels trimestriels, obligatoires.

La troisième, c'est le contrôle des prix, voire la fixation de prix minima.

La quatrième, c'est l'interdiction des alignements en cas de rabais déraisonnables.

La cinquième, c'est la limitation des échanges intracommunautaires.

La sixième enfin, c'est la réduction des centres de décisions commerciales en développant et en créant des comptoirs de vente puissants ; M. Pedini vient d'y faire allusion.

Voyons d'abord la coordination des investissements.

La Haute Autorité, dans cette hypothèse, exigerait des entreprises des déclarations d'investissements beaucoup plus détaillées que celles qui sont actuellement connues. Elle demanderait en outre aux gouvernements de réunir à Luxembourg des hauts fonctionnaires nationaux qui dans chaque pays dirigent les organismes de prévision ou de planification, en vue d'une harmonisation des programmes d'investissements dans la sidérurgie communautaire.

Mais cette solution, pour être souhaitable, est probablement très tardive. Engagée il y a quelques années, elle aurait sans doute permis d'éviter des réalisations coûteuses telle que la construction en Belgique de deux puissantes installations de laminage de tôles minces, dans un pays dépourvu de toute industrie automobile, ou l'inutile accélération de l'expansion de l'industrie sidérurgique italienne.

En tout cas, elle demeure souhaitable afin d'éviter le renouvellement de telles erreurs. Mais encore conviendrait-il de s'assurer que cette décision ne remette pas en cause les programmes établis à l'échelle nationale en liaison avec les services de

Armengaud

la Haute Autorité, de manière à éviter des à-coups dans des décisions prises à grand peine avec l'accord des professionnels intéressés.

Quoi qu'il en soit, cette coordination des investissements n'aurait d'effet qu'à plus ou moins long terme. J'indique incidemment que toute restriction de la production sur une base uniquement linéaire et prenant comme période de référence soit l'année 1965 soit l'année 1966 léserait forcément les producteurs qui à la demande de la Haute Autorité ont, depuis trois ou quatre ans, et c'est le cas en Allemagne, au Luxembourg, en France, volontairement restreint leur production et les investissements tendant à accroître les capacités de production.

Au surplus la coordination des investissements n'a de sens que si elle conduit à des réformes structurelles profondes renforçant les capacités à haute rentabilité, regroupant le plus possible les capitaux par-dessus les frontières, permet les concentrations financières avec des programmes de reconversion, les travailleurs étant bien entendu assurés qu'il n'en découlera pas de conséquences sociales graves pour eux. Le comité ad hoc a d'ailleurs fait référence à ces possibilités.

Mais cela suppose aussi la coordination communautaire des aides nationales à la sidérurgie sous peine d'avoir six marchés nationaux et non plus un Marché commun et l'obligation de prévoir des sanctions en cas de non respect des plans et des programmes.

La réussite de cette solution suppose aussi un travail commun en étroite liaison entre la Haute Autorité, les gouvernements et les professions, à l'échelle européenne. En effet, dans une profession aussi organisée, des plans de ce genre établis sans une telle liaison n'auraient pas de sens.

Dès lors, cela suppose aussi une forte administration à l'échelon de la C.E.C.A., comme la possibilité d'imposer des sanctions, à moins que la Haute Autorité ne délègue ses pouvoirs aux gouvernements ou à la profession organisée, ce qui nous conduirait à un cartel analogue à celui que nous avons autrefois, encore qu'à mon sens, un cartel surveillé par la Haute Autorité ne pourrait présenter les mêmes inconvénients. C'est là question de volonté et de courage de la part de la Haute Autorité. Si les gouvernements ne sont pas capables de résister à des groupes de pression, c'est que ce ne sont pas de vrais gouvernements.

(Sourires)

Cette coordination des investissements suppose, par conséquent, ou bien des ententes de spécialisation, approuvées par la Haute Autorité, ou bien des concentrations importantes, accompagnées de fermeture de certaines usines. Cela est d'autant plus nécessaire que le progrès technique nous y pousse.

Nous avons entendu l'un de nos collègues, membre de la Commission d'Euratom, nous indiquer que les disponibilités en chaleur seraient telles, que des techniques nouvelles sidérurgiques sont devant nous si l'on pense à l'horizon 1980. Par conséquent, il est indispensable que cette coordination fasse leur place à de tels investissements nouveaux sous l'effet de techniques révolutionnaires.

Comme toute concentration soulève des problèmes sociaux sérieux, il faut évidemment que des réformes de structure commencent à les régler avant que l'on passe au règlement des problèmes financiers, ce qui, une fois encore, nous amène à penser que la coordination des investissements n'aura pas d'effet à court terme.

J'en viens maintenant à la deuxième solution, solution à plus court terme : il s'agit de l'établissement de programmes prévisionnels stricts obligatoires, étendus à tous les produits laminés. Mais cela n'a de sens que si ces programmes sont établis et connus chaque trimestre et portent, bien entendu, sur l'ensemble de la production sidérurgique et s'adressent à chacune des entreprises. En effet, il ne servirait à rien de faire des programmes généraux comme ceux que nous connaissons actuellement, car ils permettraient simplement aux intéressés d'assurer, en fonction de leurs désirs propres, une redistribution de l'ensemble de la production, sans pour autant mettre un frein aux errements actuels, à savoir que certaines entreprises poussent à fond de train leur production et que d'autres la freinent, ce qui a créé le désordre que nous vivons actuellement.

Au surplus, si l'on établit des programmes prévisionnels à court terme, définis par produits et par entreprises, il faut qu'il y ait des sanctions en cas de rupture des décisions. Or, à cet égard, M. Hellwig s'est borné à indiquer, dans une conférence de presse, que la Haute Autorité se réservait la possibilité de demander aux entreprises ayant dépassé les taux de production moyens, qu'elles s'expliquent sur les raisons de leur dépassement. Mais, s'expliquer, cela n'est pas se voir appliquer pour autant une sanction ; par conséquent, ce n'est pas suffisant et cette procédure n'aurait aucun effet à elle seule. Il faut aller plus loin et prévoir les sanctions, ce qui présuppose un règlement spécifique. A cet égard, la Haute Autorité doit nous faire aussi des propositions.

Enfin, s'il entrait dans les vues de la Haute Autorité de n'établir que des programmes globaux, valables pour l'ensemble du marché, cela n'empêcherait pas les errements actuels de continuer à se manifester et par là même un accroissement massif des échanges intracommunautaires dans le désordre.

Aussi, des programmes prévisionnels n'ont de sens que si la Haute Autorité peut contrôler de façon permanente les opérations et sanctionner les dépassements des entreprises, ce qui me ramène à la

Armengaud

question du contrôle avec les difficultés que j'évoquais tout à l'heure.

Troisième solution : fixation de prix.

Il conviendrait d'abord, pour faire respecter vis-à-vis des consommateurs le principe de non-discrimination et pour maintenir la transparence du marché et la loyauté de la concurrence, de faire cesser les pratiques de prix contraires aux dispositions de l'article 60 et aux décisions prises en application de cet article. Dans ce but devrait être envisagé un renforcement des contrôles effectués par les soins de la Haute Autorité, grâce, sans doute, à la collaboration des gouvernements.

Une telle méthode pourrait se montrer très efficace pour déceler et réprimer les irrégularités commises du fait du manque actuel de liaisons entre les pouvoirs d'administration et de contrôle.

En effet, l'article 60 vise nommément les pratiques contraires aux articles 2, 3 et 4 du traité C.E.C.A. L'article 2 précise que la Haute Autorité doit « veiller à assurer la répartition la plus rationnelle de la production », ce qui n'est pas le cas de certains producteurs qui font, loin de leur lieu de fabrication, des offres de prix avec rabais portant atteinte à la distribution normale d'acier dans des zones où d'autres producteurs aussi bien équipés, devraient normalement pouvoir écouler leur production.

Il doit être envisagé aussi de compléter la réglementation existante en matière de prix de façon à rendre plus difficiles les possibilités de dissimulation consécutives au manque d'homogénéité des barèmes et à la disparité des conditions de vente.

Reste enfin une autre solution, c'est celle des prix minima.

Elle présente néanmoins des inconvénients à l'exportation, ce qui est évidemment important. On peut cependant faire une observation à cet égard. Sans doute, ne faut-il pas empêcher certaines exportations à prix marginaux, mais inversement il est fâcheux de les encourager, à peine d'inciter les producteurs considérés à intensifier leur concurrence à l'intérieur du Marché commun, du fait qu'ils auront des difficultés à l'exportation.

Enfin, la Haute Autorité, si elle a fait son métier, doit connaître pour la majeure partie des produits les prix justes, ceux d'usines modernes. Dès lors, elle pourrait fixer pour ces productions essentielles des prix indicatifs et considérer comme une opération de concurrence excessive voire déloyale des offres au-dessous de ces prix.

La quatrième solution consiste dans l'interdiction des alignements.

On peut ainsi envisager que la Haute Autorité prenne une décision enjoignant aux entreprises de

lui détailler leurs livraisons par produits et les prix correspondants : prix de barème, alignements sur barème C.E.C.A., alignement sur offres de pays tiers, rabais divers, etc.

Ainsi la Haute Autorité se ferait une idée plus claire des prix effectivement pratiqués. Mais son information demeurera nécessairement incomplète, car une partie des ventes fait actuellement l'objet de rabais occultes, consentis aux utilisateurs. En fait, cela ne se comprend que si derrière cette mesure de pure information la Haute Autorité décide de dispositions restreignant la faculté d'alignement entre producteurs, et cela en vue d'obliger les entreprises qui vendent une trop grande partie de leur production au-dessous de leurs barèmes, à abaisser ceux-ci ou à ne pas vendre au rabais.

Cette solution est théoriquement séduisante mais elle présente, dans l'état actuel des choses, deux inconvénients. La faculté d'alignement, prévue par l'article 60, constitue pour les producteurs situés loin des principaux centres de consommation une condition essentielle à leur survie. Si elle venait à être abrogée, ces producteurs devraient ou bien accepter de restreindre leurs ventes aux zones considérées ou d'abaisser leurs prix de barème.

Une telle mesure, si elle n'est pas complétée par d'autres dispositions, ne ferait donc que maintenir ou accélérer la dégradation des prix à l'intérieur de la Communauté.

Cette méthode présenterait un autre inconvénient, à moins que la Haute Autorité ne prenne des dispositions pour y remédier. En effet, en raison de la politique des prix pratiquée dans certains pays, notamment en France et en Allemagne, où les prix des produits sidérurgiques sont très sérieusement surveillés, le fait que les entreprises sidérurgiques proposent des barèmes en baisse les empêcherait en période de haute conjoncture de les relever, puisque les gouvernements s'opposeraient, du fait de leur politique de prétendue stabilisation des prix, à relever les prix des produits sidérurgiques. Par conséquent, l'industrie sidérurgique, en la circonstance, souffrirait d'avoir fait d'elle-même des efforts afin de rendre clairs leurs prix à des niveaux moins élevés.

Une autre solution, la cinquième, serait la limitation des échanges intracommunautaires. M. Catroux vous a dit ce matin quelle était l'importance de ceux-ci et le désordre que ces échanges avaient provoqué sur le marché. Le problème consiste en réalité à mettre de l'ordre dans les échanges intérieurs de la C.E.C.A., car il n'y a pas de mesure valable à long terme, si on ne commence pas par en prendre à court terme.

La Haute Autorité considère sans doute que les interpénétrations constituent la preuve éclatante du

Armengaud

bon fonctionnement du Marché commun. Cependant on peut se poser la question de savoir si l'augmentation massive de ces échanges n'est pas excessive. J'ai évoqué tout à l'heure la répartition par grandes zones qui se faisait entre les grandes sociétés américaines de production d'acier. J'ai vu moi-même dans le bureau du président d'une grande usine sidérurgique américaine les tableaux montrant la répartition des livraisons par zones à l'intérieur des États-Unis. Cette répartition était dûment approuvée, aussi bien par la division antitrust du département de la justice que par la Federal trade commission. Pourquoi ? Parce que les prix sont à peu près les mêmes à la production et qu'il est évident qu'une concurrence fondée uniquement sur le truquage des prix des transports n'a aucun sens et ne fait que surcharger les coûts des industriels en cause, sans bénéfice pour les consommateurs.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de supprimer les échanges intracommunautaires, mais ne peut-on pas les stabiliser ? Ils sont aujourd'hui neuf fois plus élevés qu'en 1952. En outre, il s'agit évidemment de mettre un frein plus généralement parlant aux importations, aussi bien intracommunautaires que de celles venant de l'extérieur, afin d'alléger la pression que cet excès d'échanges exerce sur les prix.

J'ai évoqué tout à l'heure la situation difficile de la sidérurgie européenne, difficile quant à ses marges bénéficiaires. Pour ne parler que de la sidérurgie française, que je connais mieux que les autres, les résultats bruts de la sidérurgie française, en 1966, tomberont aux environs de 6 % de son chiffre d'affaires, alors que le commissariat au plan avait indiqué que pour répondre aux besoins, aussi bien du plan français que du programme de la Haute Autorité, il fallait que les résultats bruts de la sidérurgie française atteignent au moins 15 %. Nous sommes donc loin du compte.

Il s'agit donc, en fait, avec la limitation des échanges intracommunautaires, d'une discipline à la fois librement consentie mais également surveillée par la Haute Autorité.

Quelles sont les critiques que l'on peut faire à ce système ? C'est évidemment que la limitation des échanges intracommunautaires pour l'acier peut nous conduire dans d'autres industries, ainsi que l'a dit M. Pedini tout à l'heure, à des limitations des échanges au sein de la Communauté économique européenne, par conséquent dans d'autres domaines que ceux de l'acier et le charbon, car des freinages de ce genre ont évidemment vertu d'exemple.

Par ailleurs, le traité, aux termes de l'article 4, interdit qu'aucune entrave ne soit apportée à la libre circulation des produits. Il interdit aussi tout cloisonnement des marchés. De son côté, l'article 65 interdit la répartition des marchés. Quoi qu'il en soit, la lecture du rapport du comité ad hoc nous montre que les avis sont partagés sur la légitimité

du freinage des échanges intracommunautaires, ce qui prouve en tout cas les lacunes du traité et l'esprit peu réaliste dans lequel il a été rédigé en 1951.

Mais cela dit, rendre rigoureux comme le prévoit le comité ad hoc, le programme prévisionnel de chaque producteur, n'est-ce pas indirectement limiter les échanges intracommunautaires et, en fait, les discipliner, et dire sous une autre forme un peu la même chose ?

En outre, le comité ad hoc n'est pas loin d'accepter dans son principe la limitation de ces échanges, lorsqu'il écrit en toutes lettres : « Qu'il est nécessaire d'obtenir que les entreprises de la Communauté n'ajoutent pas à la concurrence déjà très vive entre les grands exportateurs mondiaux l'effet aggravant d'une concurrence entre elles », et qu'il déclare par ailleurs : « Qu'il faut inciter les entreprises orientées vers l'exportation à ne pas tenter d'augmenter leurs ventes à l'intérieur du Marché commun. »

Ce sont là deux manières d'exprimer la nécessité de freiner les échanges intracommunautaires.

J'ajouterai en faveur de cette limitation qu'il existe un précédent. L'isolement du marché belge du charbon il y a quelques années montre que déjà la liberté absolue de circulation d'un produit couvert par le traité est restreinte et peut être modifiée.

Il n'y a donc pas à s'étonner de suggestions tendant à réglementer de tels échanges intracommunautaires pendant le temps nécessaire à l'assainissement de la situation présente.

Enfin, je vous ai dit tout à l'heure qu'aux États-Unis eux-mêmes la répartition de la production se faisait à l'échelle des grandes entreprises et que, de ce fait, on freinait les échanges à l'intérieur du marché des États-Unis, que l'on peut comparer à celui de l'Europe des Six.

Reste la dernière solution, qu'a évoquée M. Pedini, à savoir la création de grands et puissants comptoirs de vente qui auront l'exclusivité de la commercialisation de la production de certaines grandes entités sidérurgiques. En effet, ils constitueraient des unités puissantes de commercialisation en réduisant le nombre de centres de décisions, eux-mêmes en rapport constant avec les usines et les clients et guidant les usines vers un taux de marché correct pour chaque produit.

Voilà, mes chers collègues, quelques suggestions que je me permets de livrer à la Haute Autorité.

J'en ferai une autre. Je pense qu'il faut également réformer ou amender le traité ou l'appliquer de façon moins systématique. Car de deux choses l'une : ou la Haute Autorité considère que l'article 95 lui permet de faire fi d'un certain nombre d'autres dispositions qui la bloquent et, dans ce cas-là, qu'elle le dise et qu'elle s'explique — ce qu'elle n'a pas

Armengaud

fait jusqu'à présent — ou bien elle considère qu'il faut, au contraire, parce qu'elle est gênée aux entourloupes, modifier le traité pour l'adapter à la situation présente.

En effet, le traité a été conçu et rédigé pour permettre aux Européens de se procurer librement du charbon allemand et d'éviter tout refus de vente d'acier, motif pris de l'intégration verticale de l'industrie allemande avec les charbonnages et l'industrie mécanique.

Cette conception de 1951 est totalement dépassée. Elle n'avait déjà presque plus de sens à l'époque. Je me souviens encore d'avoir alors rompu des lances avec M. Monnet. Lorsqu'il m'expliquait que, dans une industrie de ce genre, il fallait faire jouer la libre concurrence et la liberté d'acheter aux sources de production, je lui répondais qu'il s'agissait d'industries où l'organisation communautaire devait prévaloir sur la compétition.

Enfin, le problème social est important.

Le traité a été interprété comme fondé sur la libre concurrence, en fait pour des produits dont l'un, le charbon, n'est plus recherché par la Communauté et dont l'autre est produit dans le monde par des professions puissamment organisées qui ont su réduire leur concurrence entre elles à l'échelon national.

Sa rédaction est tellement stricte qu'en matière de prix, de pénurie ou de surproduction, les articles en cause rendent difficile une intervention de la Haute Autorité sans qu'elle prétende qu'ainsi on torture le traité, ou qu'on le viole.

Alors je pense qu'il faut reconnaître les faits qui sont têtus.

Cherchons ensemble avec la Haute Autorité et le Conseil à assouplir le traité ou son interprétation. Il faut rendre effective, totale et constante la coordination des investissements d'une façon rigoureuse et pas seulement ceux pour lesquels vous intervenez financièrement.

Il faut permettre une politique communautaire commerciale.

Il faut s'assurer que par une action jointe de la Haute Autorité et de la profession on arrive à définir une répartition raisonnable des investissements, définir des zones de commercialisation propres à chaque groupe avec des plages de recouvrement modérées.

Il faut pouvoir déclarer l'état de crise quand des désordres sérieux interviennent dans la production ou la commercialisation et que ceux-ci mettent en cause l'avenir des entreprises saines.

Il faut tempérer, s'il le faut, les échanges intracommunautaires et les alignements sur les prix de

bases ou de barèmes, voire le dumping des échanges intracommunautaires.

Il faut rendre, quand il le faudra, impératifs les programmes prévisionnels en période de basse conjoncture, enfin encourager les ententes de spécialisation et les comptoirs de commercialisation.

Tout cela n'est pas prévu à la lettre dans le traité, mais c'est en filigrane dans le rapport du comité *ad hoc*. Une fois encore, je me répète, ou bien l'article 95 vous le permet, et il faut que vous en expliquiez et que, d'accord avec le Conseil, vous fassiez des propositions ; ou il ne le permet pas, et, dans ce cas-là, aidez-nous à modifier le traité.

D'ailleurs les mêmes problèmes vont se poser, selon nous, à l'intérieur de la C.E.E. L'industrie aéronautique, l'industrie nucléaire, l'industrie chimique, l'industrie du ciment vont, un jour ou l'autre, connaître les mêmes ennuis. L'aéronautique et l'industrie nucléaire les connaissent déjà. Aussi, je ne comprends pas que pour ces industries qui mettent en œuvre d'immenses capitaux et des responsabilités considérables à l'échelon de la puissance publique et des entrepreneurs, la C.E.E. ne se soit pas déjà engagée dans la voie de leur organisation communautaire. Si nous ne cherchons pas à assurer la coordination, et si nous ne freinons pas la concurrence dans de tels domaines, nous nous trouverons devant des situations très graves.

Par conséquent, ce que vous avez à faire, c'est de vous « mouiller » pour essayer d'entraîner la Commission de la C.E.E., là aussi, dans la voie de l'organisation de certaines industries et vers une économie organisée, concertée, au lieu d'une économie de pure concurrence.

Je voudrais maintenant conclure.

Messieurs les membres de la Haute Autorité, je viens de vous offrir, sur un plan strictement personnel d'ailleurs, un éventail de solutions. A vous de choisir après discussion avec le Conseil ; à vous de vous en expliquer avec la profession, dont le concours vous est nécessaire. Ne vous contentez pas d'accords nationaux, tel que celui de la sidérurgie française avec le gouvernement français, car ce serait accepter des politiques strictement nationales plus ou moins bien concertées.

A l'heure de la mini-jupe, ayez un peu plus que du mini-courage ou de la mini-imagination. Je voudrais que vous ne vous réfugiez pas derrière l'alibi du juridisme le plus étroit.

Vous êtes responsables du sort d'immenses capitaux, de la situation sociale de masses considérables de travailleurs. Nous attendons donc vos propositions plus fermes que celles du comité *ad hoc* comme des projets de réforme ou d'interprétation du traité pour l'adapter à la situation actuelle de l'acier et du charbon.

Armengaud

Voilà ce que je vous demande, à vous, Haute Autorité.

Cela dit, en ce qui concerne les propositions de résolution qui nous sont soumises, je voudrais faire une observation de pure forme. Il n'est pas possible de les voter toutes deux, intégralement, car la première fait confiance à la Haute Autorité, ce qui est faire preuve, à mon sens, de beaucoup d'optimisme, tandis que la seconde demande à la Haute Autorité de bien vouloir nous faire des propositions, ce qui est tout à fait différent.

Je souhaiterais, tout au moins, sur le plan de la procédure, que les présidents des deux commissions intéressées se réunissent pour coordonner ces deux textes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{me} Gennai Tonietti.

M^{me} Gennai Tonietti. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à plusieurs reprises au cours de ce débat, on a fait observer que depuis quelques années les entreprises relevant de la C.E.C.A. voient leur marge bénéficiaire diminuer et qu'elles ont par conséquent encore plus de peine à soutenir la concurrence sur le marché mondial de l'acier. On signale un déséquilibre manifeste entre l'offre et la demande et l'on estime que ce déséquilibre est la cause première du malaise actuel parce qu'il détermine un niveau insuffisant des prix de vente.

Il est opportun que nous connaissions bien les causes de ce phénomène avant de proposer les mesures aptes à y porter remède.

On sait que depuis le début de la période d'après-guerre jusqu'à 1960-1961, le marché a été caractérisé par une pénurie de production et qu'il y a eu, de la part des producteurs, un effort pour s'adapter à la demande. Après 1960, nous avons eu un revirement de la situation, et un excédent de l'offre.

Quelles sont les raisons de ce phénomène ? Certaines sont assurément diverses, d'autres évidentes et les troisièmes beaucoup plus difficiles à déceler.

Il est incontestable que la consommation par tête a atteint un certain point de saturation. Dans de nombreux pays, le taux d'expansion des secteurs industriels dont la consommation spécifique d'acier se situe à un niveau élevé, est inférieur à celui d'autres secteurs.

L'amélioration de la production elle-même a conduit à préférer les produits légers. Il y a eu en outre la concurrence d'autres matières telles que les matières plastiques.

Il faut considérer en outre le fait que des industries de production ont surgi dans des pays naguère encore importateurs d'acier. D'autres facteurs encore ont contribué au développement de la production : beaucoup de pays se sont lancés dans l'aventure sidérurgique, peut-être mus par des ambitions politiques tout à fait compréhensibles du reste, étant donné l'importance de cette industrie de base. Ils s'y sont lancés alors que peut-être ils ne disposaient pas des garanties nécessaires pour assurer une production économique et rationnelle.

De plus, la technique de la production a connu des changements dont on doit se garder de sous-estimer la portée : ainsi par exemple ce que l'on a désigné sous le nom de procédé Linz-Donawitz, procédé qui en faisant intervenir l'oxygène dans la fabrication de l'acier a sûrement accéléré et amélioré la production.

Il faut tenir compte également de l'augmentation des dimensions des entreprises et aussi des mesures que dans certains pays les gouvernements ont été amenés à prendre pour des raisons sociales.

Nous ne pouvons pas non plus oublier que des erreurs ont pu se produire dans certains pays en ce qui concerne l'élaboration des programmes.

En un mot, on peut dire que les critères sur lesquels doit se fonder une politique saine de développement des capacités de production, sont divers et importants.

Toutefois, nous sommes portés, du moins en tant qu'Italiens, à rejeter une opinion tendancieuse qui s'est fait jour au cours d'une réunion de la commission du marché intérieur : on a reproché à la Haute Autorité de la C.E.C.A. de ne pas avoir livré bataille aux capacités de production qui dans certains pays, notamment en Italie, se trouvaient en excédent. A notre avis, un pays a le droit, et même le devoir vis-à-vis de ses industries de transformation, de produire dans les meilleures conditions. D'autre part, la configuration géographique de l'Italie est telle que ce pays, avec ses côtes découpées, se prête plus qu'aucun autre à l'implantation de ces industries sidérurgiques côtières qui se développent de plus en plus dans tous les pays.

Je pense que cette accusation d'excès de production que l'on porte contre l'Italie s'adresse en réalité moins aux vaillantes petites industries de la région de Brescia qu'à ces nouvelles implantations formant un cycle complet qui ont fait leur apparition en Italie. Toutefois, il convient de dire que les dimensions du marché italien portent la demande à 15 millions de tonnes, et que la production récente de 13 700 000 tonnes a permis d'importer 1 million de tonnes des pays du marché commun.

Notons en outre que l'insuffisance des bénéfices obtenus par les entreprises communautaires se fait sentir beaucoup plus dans le cadre de la C.E.C.A.

Gennai Toniatti

que dans le reste du monde occidental. Ce problème a d'ailleurs été abordé il y a quelques instants par un de nos collègues.

Il est opportun, par conséquent, que nous en distinguions et étudions les causes et que nous y trouvions les remèdes appropriés. Les producteurs de la Communauté ont dû à un moment donné abaisser leurs prix à un niveau de moins en moins rémunérateur, en raison de la concurrence acharnée qui est exercée par les nouveaux pays producteurs, notamment les pays d'Europe orientale et surtout le Japon qui produit à des coûts réduits et exporte à des prix avantageux.

Afin de compenser l'insuffisance de leurs recettes à l'exportation, les exportateurs traditionnels de la Communauté ont, cela va de soi, accru leurs ventes dans les pays du Marché commun. Celui-ci présentant des signes de saturation, on en est arrivé, à la suite de l'application du système « des alignements », à un abaissement général des prix intérieurs au niveau des prix de l'exportation. Naturellement les prix réduits du marché extérieur, contre lesquels le faible taux du tarif extérieur commun offrait un rempart insuffisant, ont contribué à ce développement.

Étant donné que la possibilité d'influer sur la demande dans une mesure suffisante semble plutôt limitée, nous estimons que le meilleur moyen d'obtenir des recettes plus substantielles est de réduire l'offre. Mais ici se pose un problème : la Haute Autorité, soit par la persuasion, soit par la contrainte, devrait exercer une action en ce sens. A notre avis toutefois, en recourant à la persuasion, c'est-à-dire en formulant pour chaque entreprise et chaque catégorie de produits des programmes indicatifs trimestriels de production, la Haute Autorité risque d'obtenir un résultat extrêmement modeste. Songeons en effet non seulement à l'hétérogénéité des situations de marché, mais aussi à la diversité des situations des entreprises sur le plan structurel. Nous estimons par conséquent qu'il serait plus utile et plus efficace que les contacts soient pris avec les associations professionnelles de producteurs plutôt qu'avec chaque entreprise en particulier.

L'autre voie, celle de la contrainte, avec l'imposition de quota de production établis en vertu des articles 58 et 95 du traité, auxquels on a fait allusion à diverses reprises au cours de ce débat, nous semble une formule trop rigide et risque également d'aboutir à des discriminations entre pays et même entre entreprises.

Si ce système doit être appliqué, il est nécessaire qu'il tienne compte des possibilités d'absorption des différents marchés. Bien entendu, il serait absurde de prendre de telles décisions au moment présent (même dans le cas de la sidérurgie italienne), et de fixer des quota de production à partir des ni-

veaux de consommation des années précédentes, niveaux aujourd'hui largement dépassés.

D'autre part, il convient de considérer que toute politique tendant à réduire l'offre sur le marché communautaire doit obligatoirement s'accompagner d'un renforcement des frontières extérieures de la Communauté, sans quoi le sacrifice imposé aux entreprises communautaires, qu'il soit accompli de force ou de plein gré, apporte un avantage non pas à ces entreprises, mais aux exportateurs des autres pays. Mais si l'on estime que le renforcement des frontières industrielles est inconcevable, et pour des raisons tant commerciales que politiques je ne puis que me rallier à ce point de vue, la limitation de la production risque dès lors de se résoudre en une perte sèche pour les entreprises productives de la Communauté.

C'est pourquoi, sans envisager une majoration des droits de douane, on pourrait en tous cas exercer un contrôle judicieux sur les conditions de vente des produits importés dans la Communauté.

On nous propose un moyen souple et efficace — que du reste le traité lui-même prévoit — pour régulariser l'offre et améliorer les conditions du marché commun de l'acier. Ce moyen consisterait à appliquer le dernier alinéa de l'article 60.

Dans la politique de vente des entreprises, le recours à l'alignement devrait, aux yeux de la Haute Autorité, constituer une exception et non la règle car en principe le vendeur devrait vendre aux conditions fixées par son barème de façon à appliquer des conditions égales à des opérations comparables.

En toute hypothèse, nous estimons que la limitation des alignements fondée sur des critères quantitatifs ou sur d'autres critères, toujours dans la perspective d'une politique économique saine, permettrait une répartition plus rationnelle des ventes et des productions sur le Marché commun et donnerait à toute entreprise économique la possibilité d'obtenir de meilleurs revenus sur son marché naturel.

Des mesures de ce genre ne sauraient être considérées comme une atteinte au principe de l'interpénétration des marchés ; elles sont destinées à rétablir l'ordre là où règne l'anarchie. L'interpénétration nous semble justifiée lorsqu'elle permet de compléter le cycle de la production et lorsqu'elle contribue à niveler les prix à l'intérieur du Marché commun ; au contraire, elle n'a plus de raison d'être et même elle devient dangereuse lorsqu'elle est opérée à l'aveuglette, sur des marchés où elle se superpose à une offre déjà existante, et selon des conditions qui provoquent un abaissement anormal des prix. En pareil cas, les entreprises de transport maritime et terrestre se trouveraient être les seules bénéficiaires.

A ce sujet, nous aimerions émettre quelques observations d'ordre social.

Gennai Tonietti

On propose une réduction de la production, autrement dit de l'offre. Mais une telle mesure ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le plan social, en particulier dans les pays où le chômage sévit de façon permanente et dans ceux qui sont sur le point de connaître un phénomène identique. Si nous ne voulons pas que dans ces pays le coût de production, pour des raisons sociales, dépasse toutes les prévisions imaginables, nous devons réduire la main-d'œuvre, avec les répercussions sociales dont on a parlé. C'est là un problème dont la gravité ne doit pas échapper, et n'échappera certainement pas à l'attention de la Haute Autorité et des gouvernements des six pays.

Aussi bien nos collègues qui m'ont précédé à la tribune que moi-même, nous avons signalé les causes auxquelles il semble juste d'imputer les difficultés que traverse actuellement le marché de l'acier ; nous avons également signalé quelques remèdes limités. Nous estimons que la difficulté est d'importance et nous souhaitons que l'on s'oriente vers une solution, fût-elle provisoire — une solution ardue, à n'en point douter — afin d'écarter un danger très grave, à savoir celui d'une véritable crise dans un secteur essentiel de l'économie communautaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Battista.

M. Battista. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, aujourd'hui nous discutons surtout de quelques aspects critiques du secteur sidérurgique, en plus de ceux qui caractérisent le secteur du charbon. Cela fait désormais quinze ans que nous sommes habitués à parler du secteur charbonnier, et de session en session, nous revenons sur la crise qui l'affecte, sans cependant jamais avoir trouvé, me semble-t-il, de solution appropriée. Or, voilà depuis quelque temps que nous nous heurtons également à une menace de crise dans le secteur sidérurgique. Mais alors cette crise, dira-t-on, n'est-ce pas la crise même de la Communauté du charbon et de l'acier ? Si les deux secteurs confiés à cette Communauté se trouvent ainsi dans une situation critique, n'est-ce pas que la Communauté elle-même est au bord de la faillite ? Je dirais qu'il s'agit là de l'aspect le plus grave du problème que nous sommes en train d'examiner aujourd'hui. Et, comme nous sommes attachés à cette première institution de la Communauté, qui a ouvert la voie à l'intégration économique européenne, nous déplorons vivement cette situation et nous sommes naturellement préoccupés par cette question fondamentale, c'est-à-dire par cette crise du secteur sidérurgique, qui est un des secteurs de base de toute économie. Je me suis efforcé d'examiner attentivement certaines données. Je me suis surtout référé ici au rapport de M. Blaisse ainsi qu'à celui de M. Kriedemann, bien entendu. Tous deux ont fait un excellent exposé, et nous ont soumis une série d'éléments qui

nous permettent de discuter du problème, je ne dirai pas avec compétence, mais du moins avec une certaine connaissance de la question.

Voyons un peu cette crise de plus près : si elle existe, comment se présente-t-elle, quelles en sont les causes ? Je me reporte au tableau du rapport de M. Blaisse, page 5, dont il résulte que le taux d'utilisation des entreprises sidérurgiques de la C.E.C.A. atteint 84,2 % de leur capacité. Ces chiffres se rapportent à 1965. Il ressort de ce même tableau (que j'ai tout lieu de considérer comme exact, dans la mesure où il reprend le mémorandum sur la définition des objectifs généraux « acier » de la Communauté pour 1970), toujours pour ce qui est de l'année 1965, qu'aux États-Unis l'utilisation de la capacité des installations sidérurgiques est de 80,8 %.

Ces deux données devraient m'amener à la conclusion, erronée du reste, que les États-Unis d'Amérique se trouvent dans une situation pire que l'Europe, puisque nous avons un taux d'utilisation plus élevé. Nous verrons par la suite que ce n'est pas le cas ; toujours est-il que ce sont là les chiffres.

Lorsque nous examinons la balance commerciale du secteur sidérurgique, nous constatons que la C.E.C.A. importe 2 418 000 tonnes d'acier, et en exporte 18 871 000, tandis que les États-Unis, au contraire, importent 10 526 000 tonnes d'acier et en exportent 2 575 000. Il s'ensuit que pour la C.E.C.A. la balance commerciale des produits sidérurgiques présente un actif de 16 millions de tonnes, tandis que celle des États-Unis accuse un passif de quelque 8 millions de tonnes. On ne peut pas dire, du moins d'après ces chiffres (il y en aura d'autres par la suite), qu'il existe une crise. Notre balance commerciale est positive. Les industries sidérurgiques de la C.E.C.A. exportent 18 millions de tonnes d'acier et en importent à peine 2,5. De ce point de vue donc, la situation est rassurante.

J'ajoute également que le taux de 84 % est suffisamment élevé, car aucun pays, les pays à économie d'État exceptés, ne fait travailler ses installations à 100 % ; ainsi, lorsqu'on projette la construction d'une nouvelle entreprise, on prévoit même toujours une production maximale, car il est évident que la nouvelle unité à ériger doit pouvoir faire face à l'évolution future. Pour ce qui est, par exemple, des transports aériens, nous savons que les compagnies aériennes du monde entier ont un coefficient d'utilisation de 50 %, et personne ne parle d'une crise des transports aériens. Je me rappelle que j'ai eu autrefois à m'occuper des produits pétroliers. Les sociétés pétrolières souhaitaient atteindre un coefficient d'utilisation de 70 %, afin de s'assurer une bonne marge ; au-dessous de 70 %, elles auraient enregistré une perte.

Ainsi, les 84,2 % devraient être considérés comme un coefficient d'utilisation satisfaisant. Mais on peut

Battista

rétorquer à cela — et c'est ce que va faire la Haute Autorité — que pendant la période de 1965-70 de nouvelles entreprises sidérurgiques sont entrées ou vont entrer en service, dont la production accrue ne sera pas absorbée par une consommation accrue, ce qui fait qu'en 1970 le coefficient d'utilisation descendra vraisemblablement aux environs de 80 %. Mais cette situation non plus n'est pas désastreuse et elle ne le serait même pas si ce taux devait être légèrement inférieur à 80 %.

Toujours sur la base des indications fournies abondamment par la Haute Autorité de la C.E.C.A. (je la remercie ici de nous avoir livré, dans cette longue étude sur les objectifs de la sidérurgie pour 1970, tant de données statistiques et tant de réflexions inspirées de ces données), on prévoit une réduction du taux d'accroissement de la consommation d'acier entre 1965 et 1970. Cette réduction non plus n'est pas une chose importante car, tandis que jusqu'ici l'accroissement annuel de la consommation était de 4,3 % en moyenne, on a prévu que pendant la période quinquennale de 1965 à 1970, elle oscillerait entre 3,1 et 3,7 %. Ainsi donc la consommation continuera d'augmenter, même si le rythme de cette augmentation doit être plus faible que les années précédentes.

Or, si tout cela peut donc nous tranquilliser dans un certains sens, la situation n'en est pas rassurante pour autant. Elle ne l'est pas, car si nous examinons les bilans des entreprises sidérurgiques, nous constatons qu'ils ne sont pas satisfaisants. Afin de pouvoir distribuer des dividendes aux actionnaires, on a été obligé, malheureusement, de réduire les réserves, les fonds d'amortissement et les fonds d'investissement destinés à l'amélioration ou au remplacement des installations ; c'est pourquoi, aujourd'hui, les bilans des entreprises sidérurgiques se trouvent en déséquilibre plutôt critique.

Voilà ce qui nous préoccupe. Mais pourquoi cette situation est-elle plutôt critique ? Pour l'instant, du moins d'après les indications que j'ai pu lire, les produits sidérurgiques n'ont pas eu à subir d'attaque de l'extérieur, car, si nous avons exporté 18 millions de tonnes de produits sidérurgiques en 1965, nous n'en avons importé que 2,5 millions.

D'après les données que nous possédons — celles qui m'ont été fournies se rapportent à 1965, étant donné que les administrations n'ont pas encore pu mettre au point celles de 1966, et eu égard à l'exposé de M. Del Bo, on n'a pas l'impression que la situation se soit sensiblement modifiée — on ne constate donc aucune agression de la part d'autres États. Pourtant, ce danger existe.

Mais d'où vient alors cette menace d'une crise de la sidérurgie, crise qui nous préoccupe tous et en premier lieu la Haute Autorité, responsable de cet important secteur de la vie économique de nos

pays ? Elle provient essentiellement de la position désavantageuse où se trouvent les entreprises sidérurgiques en raison de leur bilan qui, s'il n'est pas passif en apparence, l'est néanmoins en fait, car, pour pouvoir distribuer des dividendes aux actionnaires, ces entreprises ont dû réduire les fonds de réserve indispensables à leur activité, à leur essor futur.

Lorsque notre commission a étudié cette menace de crise qui se profilait à l'horizon, je lui ai demandé quelle était la part de responsabilité imputable aux facteurs conjoncturels, d'une part, et aux facteurs structurels, d'autre part. Le représentant de la Haute Autorité a répondu très honnêtement que l'enquête sur ce problème n'avait pas été menée jusqu'au bout, mais qu'elle était en tout cas nécessaire et que, par conséquent, la Haute Autorité avait pris toutes mesures appropriées. Il est évident que s'il faut prendre des mesures, la première qui s'impose, c'est de diagnostiquer la maladie, avant de voir s'il est possible de la guérir par des moyens immédiats, s'il s'agit d'une maladie passagère comme le sont les phénomènes conjoncturels, ou bien, s'il s'agit d'une maladie organique et donc structurelle, de déterminer les thérapeutiques à appliquer. A la base de tout, il y a donc une question d'étiologie de la maladie.

Madame Gennai Tonietti a énuméré un certain nombre de raisons à la base de cette menace de crise. Bien entendu, ces raisons sont multiples et je ne voudrais pas répéter ce que notre collègue a dit avec tant de compétence. Encore dois-je dire ceci : avant toute chose, il y a un état de fait, et c'est que la sidérurgie en Europe est extrêmement vieillie, c'est qu'il existe des entreprises vétustes, des entreprises anti-économiques (il s'agit là du domaine structurel qu'il faut assainir avant tout) ; en second lieu, il y a un problème de marché, car il est impossible d'imaginer que l'augmentation puisse suivre le rythme accéléré qu'elle avait connu à partir de 1950 : en 1952, l'Italie ne produisait guère plus de 3 millions de tonnes d'acier, autrement dit sa production était à peine supérieure à celle du grand-duché de Luxembourg.

Aujourd'hui, la consommation de produits sidérurgiques en Italie est de 15 millions de tonnes environ. Tout en produisant 12 à 13 millions de tonnes d'acier, l'Italie est obligée d'en importer environ 1 million.

Toutes ces indications montrent l'essor prodigieux pris par la production sidérurgique, en particulier dans certains pays, comme l'Italie par exemple, qui, ayant un niveau de bien-être inférieur à celui des autres pays de l'Europe des Six, a dû développer en toute hâte ces secteurs de production pour faire face à la demande accrue sur le marché, à la suite de l'essor économique de la nation. Mais cet état de choses ne peut certainement pas durer indéfini-

Battista

ment ; on atteint , à un moment donné, un plafond déterminé, plafond à partir duquel, logiquement, la courbe ascendante de la consommation sidérurgique doit s'infléchir progressivement, à mesure que l'on approche de l'optimum économique.

Il faut donc tenir compte de cette loi ; et il ne faut pas oublier non plus que la meilleure qualité d'acier — que l'on obtient grâce à des procédés plus modernes — réduit la consommation en poids de l'acier. Si je me reporte à mes expériences de jeune ingénieur, je me rends compte aisément de la réduction sensible de la quantité de fer utilisée aujourd'hui, par rapport aux calculs qu'on établissait il y a quelque 40 ans. Ainsi donc, à structures égales, la consommation d'acier est plus faible aujourd'hui. (On connaît mieux, entre autres, les réactions de l'acier aux différentes sollicitations.) Il s'agit là d'un autre facteur important à faire entrer en ligne de compte.

Il faut considérer, en même temps, l'important facteur qu'est la substitution à l'acier des alliages légers et du plastique. Tout le monde connaît ce palace de 9 étages en matière plastique qui a été construit à Genève. Nous n'en sommes bien entendu qu'à la phase expérimentale, mais la voie est ouverte.

C'est pourquoi il faut regarder vers l'avenir en fonction de toutes ces constatations que nous faisons chaque jour. Tout cela, nous devons l'examiner sans tarder pour ne pas devoir prendre des mesures hâtives. Malheur à nous si, sous la pression de l'urgence, nous devons prendre des mesures qui pourraient nuire à l'organisation finale de ce secteur essentiel !

On a parlé d'instaurer des quota pour les producteurs d'acier, des quota librement consentis, bien entendu. Si, demain, ces producteurs veulent aboutir grâce à une auto-discipline à des accords sur l'harmonisation et la coordination de leurs productions, il n'y a rien de mal à cela. Je dirais même que ce serait une bonne chose. Mais je ne voudrais pas qu'on aboutisse à cette solution au moyen d'une réglementation de la Haute Autorité. Dans ce cas, il serait nécessaire de faire proclamer ce qu'on appelle la « crise manifeste », mais à mon avis, il n'y a pas lieu de prendre une décision aussi grave. De toute façon, ce serait commettre une lourde erreur que d'imposer une programmation par la fixation de quota. Qu'arriverait-il en effet ? Prenons une entreprise sidérurgique vétuste, de type antiéconomique : si le propriétaire avait la certitude de vendre le quota de production qui lui a été assigné par le programme de répartition, il ne serait sûrement pas enclin à moderniser son usine. Si l'établissement de quota devait provoquer une augmentation du prix de l'acier, ce phénomène se répercuterait naturellement sur l'acier transformé. Ainsi, cette augmentation entraverait ou réduirait l'expor-

tation de tous les produits dans lesquels entrent de façon prédominante l'acier et ses dérivés. Tout cela doit être bien pesé (et j'en arrive maintenant au fond du problème), si nous estimons que cette crise dépend en grande partie de facteurs structurels, et non de facteurs conjoncturels. Toutefois, il y a aussi des facteurs conjoncturels, dans la même mesure où il y en a eu dans les crises économiques dans quelques-uns de nos pays, par exemple en Italie en 1964 et actuellement dans la république fédérale d'Allemagne. Ces phénomènes, qui sont des phénomènes généraux et contrôlables, agissent de telle sorte, que si l'ensemble de l'économie d'un pays traverse une crise, cette crise se répercute sur l'acier, qui est un des éléments de la production. Mais, si la crise qui nous menace actuellement résulte avant tout de facteurs structurels, c'est-à-dire de la vétusté des entreprises, de leur mauvaise localisation géographique, ou encore du fait qu'elles sont trop petites, et partant forcément anti-économiques, alors ce problème doit être examiné à fond. J'ai posé cette question devant la commission et je la répète ici, devant la Haute Autorité. La résolution présentée par la commission économique et financière renferme un paragraphe qui y fait allusion. Il faut établir un plan, mes chers collègues ! Dans la résolution il est question d'un programme et non pas d'un plan. Mais peu importe les mots. Il s'agit de la même chose. Nous avons besoin d'un programme, je le répète ; nous devons savoir avant tout quelle est la situation réelle des industries de la Communauté ; nous devons procéder à un recensement qui nous indique les industries rénovées, celles qui sont, disons, économiques, celles qui ont exploité les progrès et les ressources de la technique ; nous devons voir quelles sont les entreprises dont les installations ont besoin d'être transformées, quelles sont celles qui ne tireraient aucun avantage d'un aménagement parce qu'elles devraient repartir à zéro. Ce programme, la Haute Autorité doit l'étudier en commun avec les gouvernements, de façon à savoir dès à présent quelles sont les initiatives à prendre. En effet, il serait grave de prendre aujourd'hui des mesures provisoires et de ne pas s'attaquer aux fondements de ce problème, de ce problème si important.

Il s'agit donc de s'aviser de ce qu'il faut faire. Cette tâche, nous avons eu la chance de pouvoir l'accomplir en Italie, en 1948, au moment où fut adopté le plan Sinigallia. L'Italie avait une sidérurgie modeste, vétuste, qui ne pouvait plus subvenir aux besoins de la nation, ni être rémunératrice pour ses propriétaires. Tout le monde (et en particulier M. Coppé, qui a suivi cette politique dès son début) se rappellera que le plan Sinigallia fut heureusement mis en œuvre à un moment où l'on ne parlait pas encore de la C.E.C.A. Approuvé en 1948, ce plan fut mis à exécution immédiatement et, au moment de la signature du traité de Paris, une disposition particulière a autorisé l'Italie à bénéficier pendant cinq ans de droits de sauvegarde, précisément pour

Battista

lui permettre de mener à bien la transformation de ses entreprises. M. Coppé sourit, parce qu'il s'agit de souvenirs un peu lointains déjà, encore que nous soyons toujours sur la brèche ! Il y a eu de longues discussions au Conseil de ministres. L'Italie a fait preuve de courage : elle a renouvelé presque toutes ses entreprises ; elle a fermé celles qui étaient absolument antiéconomiques, c'est-à-dire qui ne pouvaient être aménagées. C'est ainsi que la sidérurgie italienne est passée de 3 millions à 15 millions de tonnes et qu'elle est aujourd'hui très moderne. Il y a encore en Italie, bien sûr, des entreprises vétustes, mais elles sont en voie de disparition. Prenez par exemple la région dont est originaire mon ami Pedini, la zone de Brescia : là aussi, il y avait de vieilles entreprises (à tel point que lorsqu'on voulait dire, en Italie, qu'une entreprise sidérurgique était vétuste, on disait : « c'est une entreprise bresciane ») ; aujourd'hui, pourtant, toutes ces entreprises sont modernisées. On a procédé à des concentrations, et on a pu réaliser la production à cycle intégral. Aujourd'hui, l'industrie sidérurgique de Brescia, elle aussi, est en de bonnes conditions, ou, du moins, elle est sur le point de l'être. Je me souviens du cas de Lecco, de cette petite ville italienne (ceux qui ont lu « I promessi sposi » de Manzoni la connaissent peut-être) qui ne comptait pas moins de 47 entreprises, de 47 petites entreprises familiales et pour ainsi dire artisanales. Je suis allé voir ces gens et je leur ai dit ceci : ou bien vous faites la concentration de vos entreprises, ou bien il faudra vous résigner à disparaître. Ceux qui ont préféré la concentration ont donné le départ à une importante industrie sidérurgique, celle de la Galecta. Les autres ont préféré fermer leurs portes.

Aujourd'hui, nous sommes menacés par une crise. Je remercie la Haute Autorité (j'ai une grande estime pour ses représentants parce que je les connais personnellement) d'avoir parlé de ce problème. Aujourd'hui il est temps encore, aujourd'hui nous pouvons encore intervenir utilement, mais nous ne pouvons le faire qu'à la condition que la Haute Autorité s'attache sans délai, avec toute la compétence qui est la sienne et l'aide de ses collaborateurs, qui travaillent depuis de longues années dans le secteur du charbon et de l'acier, à l'étude approfondie du problème ; qu'elle établisse un diagnostic exact de la situation et précise les mesures structurelles et conjoncturelles à prendre ; qu'elle détermine quels sont les financements à autoriser et à refuser ; qu'elle prépare, en accord avec les gouvernements, un programme de modernisation et, éventuellement, de développement de l'industrie sidérurgique. Tout cela n'est pas difficile à réaliser, à condition que les gouvernements fassent preuve de bonne volonté, car celle de la Haute Autorité ne fait pas de doute. Ainsi, nous pourrions entamer cette action d'assainissement qui sera utile à toute l'économie de la Communauté.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. BATTAGLIA

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer.

M. Berkhouwer. — (N) Permettez-moi, Monsieur le Président, de témoigner tout d'abord mon attachement à la France et à la langue française en vous citant un proverbe français. « Du choc des idées jaillit la lumière ». Nous avons assisté ici, à « un choc des idées » dont je ne puis que me réjouir.

Je suis d'avis que dans un Parlement il doit y avoir des divergences d'opinion. Parfois, le Parlement n'aurait-il pas, sur certains points, fait preuve d'une trop grande unanimité ?

Après ce proverbe français, je vous citerai un philosophe allemand. En me préparant à ces débats, les paroles de Karl Jaspers me sont venues à l'esprit, qui a dit : « L'Europe est devenue petite. Il faut vivre le regard posé sur le globe entier ».

Monsieur le Président, je ne puis m'empêcher de songer à ces paroles lorsque, comme aujourd'hui — je pense notamment aux déclarations de M. Pedini et d'autres — les mots mondial, global, reviennent sans cesse, ce dernier employé surtout dans le sens strict du terme.

Je me suis demandé, en songeant aux paroles de Karl Jaspers, dans quelle perspective il fallait nous placer pour discuter de cette question si importante.

On nous met pour ainsi dire au défi de réaliser une Europe au caractère ouvert. Ce caractère ouvert, c'est souvent du bout des lèvres que nous le professons. Pratiquement, on nous somme de choisir : voulons-nous une Europe ouverte ou fermée, une Europe progressiste ou conservatrice, je dirais presque une Europe extravertie ou intravertie ? Dans ce dilemme, je me trouve diamétralement opposé à M. Catroux et sa doctrine.

Je regrette d'ailleurs que M. Catroux soit venu uniquement pour parler et non pour écouter. Il enfreint ainsi un des principes les plus élémentaires de toute discussion parlementaire : si on y prend la parole, on y prête aussi l'oreille. L'interlocuteur est un élément essentiel de tout débat. C'est porter atteinte à une de ses règles fondamentales que de l'oublier.

Pour ce qui est de la doctrine de M. Catroux, je voudrais me faire l'interprète des pays du Benelux dont l'union ici est sans faille. M. Catroux présente les choses comme s'il fallait, autour de la France, construire un mur chinois. Et ce n'est sans doute pas pousser trop loin les choses que d'établir ce rapprochement entre la Chine moderne et la France d'aujourd'hui, ces deux pays s'étant reconnus mutuellement. La grande muraille devrait être dressée contre les importations d'acier en provenance des

Berkhouwer

« bas pays » que sont la Belgique et la Hollande. Alors, au nom de ces « bas pays » dont j'ose ici me faire l'interprète, je proteste énergiquement contre ce dessein.

La proposition de M. Catroux méconnaît totalement, à mon sens, le caractère du Marché commun. En fait, elle plaide en faveur d'un retour à la situation où les Six constituaient des zones isolées et protégées. M. Seuffert a également abordé ce sujet.

L'interpénétration constitue, paraît-il, une épine dans le pied de certains. Mais, je vous le demande, que serait l'essence même d'un marché commun si ce n'était l'interpénétration ?

On parle de crise. Je crois que nos amis allemands ont un terme plus approprié. Ils parlent de « krisenhafte Situationen », de situations critiques. De la crise il a été dit, à bon droit, qu'il suffisait d'en parler souvent pour qu'on la fasse naître. Que la crise menace ou non, on la déclencherait à force de l'appeler par son nom.

Sans déjà se demander si ses origines sont d'ordre structurel ou conjoncturel, peut-on vraiment parler de situation de crise ? Je crois plutôt que nous assistons à une évolution quelque peu turbulente, à une sorte de mouvement centrifuge qui se traduit par un déplacement vers les côtes. Les industries établies à l'embouchure de nos grands fleuves ou le long des côtes s'approvisionnent à bon marché en minerais et en charbon venant d'outre-mer.

L'exode vers le littoral ne se manifeste pas uniquement au Benelux. Usinor s'est établi à Dunkerque, Klöckner à Brême, Sidmar projette de s'implanter sur le canal de Gand à Terneuzen, l'Italie construit une nouvelle aciérie à Tarente, sur la côte. Le phénomène est général.

Monsieur le Président, on parle beaucoup du charbon à coke. Mais ne devrait-on pas penser aussi à ce que nous apportera un avenir fort prochain ? Un expert en matière atomique m'a appris que sous peu il sera possible d'utiliser, pour la fabrication de l'acier, la chaleur résiduelle provenant des réacteurs rapides dont la température atteint 1 100 C° alors que 500 à 600 C° suffisent pour produire de l'électricité. Je vois peut-être trop loin, mais je voudrais demander à la Haute Autorité si elle songe déjà à ces nouvelles possibilités.

Monsieur le Président, nous ignorons bien des choses. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Et plus on en sait, plus on a l'impression d'en savoir peu.

J'avoue mon ignorance, Monsieur le Président. Lorsque devant un simple parlementaire on parle d'une situation extrêmement complexe où règnent la crise et de multiples difficultés, il se dit : les choses vont mal ; nul doute que les pertes sont graves.

Car en Hollande, un marchand de fromage, pour citer un exemple bien de chez nous, enregistre des pertes lorsque ses affaires périclitent.

Or, il m'intéresserait particulièrement de savoir si dans l'industrie sidérurgique européenne, les pertes sont considérables. La question me paraît aussi simple qu'évidente.

Il me semble que si l'offre est excédentaire — au fond nous sommes aux prises ici avec la loi de l'offre et de la demande — on devrait pouvoir obtenir facilement tout ce qu'on demande.

Dans ces conditions, n'est-il pas étonnant que, plaçant des commandes à l'étranger, certains utilisateurs de produits sidérurgiques s'entendent répondre : nous regrettons, mais notre contingent est épuisé. On se demande de quel contingent il peut bien s'agir. Ce contingent repose-t-il sur une limitation de la production ou sur certains accords ?

L'an dernier, j'ai posé un certain nombre de questions à ce sujet. Mais le dialogue n'est pas terminé.

Il semble qu'un grand nombre de marchandises ne sont livrables qu'en quantités limitées, et ce pour des raisons que j'ignore.

Quoi qu'il en soit, le simple profane ne peut manquer de s'en étonner. Il s' imagine, en effet, que le marché doit être submergé de ces produits.

Tout à l'heure, j'ai parlé d'un dilemme, Monsieur le Président : optons-nous pour une politique axée sur le progrès ou au contraire pour une politique conservatrice en nous efforçant d'insuffler une vie artificielle à bon nombre d'entreprises périmées ?

J'aimerais beaucoup que la Haute Autorité, qui est si experte en la matière, me dise quel est le rapport entre la productivité du travail en Europe et celle atteinte aux États-Unis ?

N'a-t-on pas prétendu cet après-midi qu'en fait, nous étions capables d'autant d'efficacité, ou presque, que les Américains ?

Est-il exact que le nombre de travailleurs par tonne d'acier s'élève à 3 500 aux États-Unis et à 5 500 en Europe ?

Quelle est l'entreprise européenne qui approche le plus de la moyenne américaine ?

Si je suis bien renseigné, il existerait en Europe aussi des entreprises pouvant à ce propos se mesurer avec les entreprises américaines.

Il est partout question de désintégration nationale.

J'ai eu mon attention attirée sur un article paru dans « l'Express » de cette semaine et ayant pour titre « L'Europe bute sur la tôle ». Je suis heureux que de tels articles puissent voir le jour. Cela mon-

Berkhouwer

tre combien grande est la liberté dont jouit encore la presse dans ce pays qui nous est cher.

Il y est clairement exposé tout ce qui se fait en ce moment en matière de protection et de désintégration nationales. Je ne songe pas seulement aux tarifs de concurrence potentielle. La Commission de la C.E.E. s'est mise en devoir d'agir contre ces tarifs. En cela elle dépasse la Haute Autorité. Du moins s'apprête-t-elle à faire quelque chose. M. Armengaud a déjà abordé le sujet. J'ai compris qu'il n'appréciait pas tellement le plan de coopération entre l'État français et son industrie sidérurgique. J'en suis fort aise. On nous a parlé d'autre part d'un « plan professionnel ». J'ai lu notamment que dans le cadre de ce plan, l'État français accorde des bonifications d'intérêt à la sidérurgie. Nous en sommes encore à peser le pour et le contre alors que la Haute Autorité dispose d'ores et déjà de nombreuses possibilités qui lui permettent d'intervenir de diverses manières.

Il m'intéresserait de connaître la position de la Haute Autorité à l'égard de ces bonifications. N'est-elle pas d'avis qu'elles vont carrément à l'encontre des dispositions de l'article 4 du traité ?

La France n'est cependant pas la seule à enfreindre cet article. J'ai appris que la Belgique nourrissait également des projets dans ce sens.

En république fédérale d'Allemagne on semble manier à merveille la taxe compensatoire de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cela ne manquera pas d'intéresser nos amis allemands qui auront à ce propos un mot à dire dans leur Parlement.

C'est pourquoi nous nous réjouissons tellement de les entendre proclamer : Mesdames, Messieurs, veillez au grain dans vos propres parlements. Le précepte est excellent ; quant à moi, c'est bien volontiers que je m'y conformerai.

Je pose la question à M. Coppé et à ses collègues : est-il exact que cette taxe compensatoire vient de passer de 8 à 9,5 % et que le Bundestag a envisagé, selon « l'Express », de soumettre tous les articles électriques et métallurgiques aux normes de sécurité en vigueur en Allemagne en vue d'en freiner un peu les importations ? Fort heureusement ces projets ont été, paraît-il, noyés. Je voudrais demander à nos amis allemands d'exercer une pression suffisante pour qu'ils ne fassent pas de nouveau surface. Je leur fais entièrement confiance sur ce point et ne m'étendrai donc pas davantage sur la question.

Monsieur le Président, au cours des récents entretiens de M. Kiessinger et du général de Gaulle, leur entourage se serait penché sur la question de savoir s'il ne fallait pas s'en prendre au « plan professionnel » et à la taxe compensatoire en vue, par exemple — échange de bons procédés — de les supprimer l'un et l'autre. Cela cadre tout à fait bien avec le nouveau projet dont « l'Express » fait état : il a été

décidé de créer un « comité mixte franco-allemand pour examiner les problèmes posés par les exportateurs belges ; ceux-ci gâchent les prix ».

Si j'ai bien compris, la France et l'Allemagne envisageraient aussi des discussions bilatérales à propos de la tôle. Qu'en pense la Haute Autorité ? C'est une question simple, Monsieur le Président, à laquelle la Haute Autorité n'aura aucune difficulté à répondre. Tout cela se passe-t-il d'un commun accord avec la Haute Autorité ? Avec l'approbation de la Haute Autorité ? Ne voit-elle là rien de contraire au traité ? N'estime-t-elle pas devoir réagir ? Quels moyens pense-t-elle mettre en œuvre pour s'y opposer.

Je puis à ce propos rassurer M. Coppé qui a dit : « le mandat de trois d'entre nous est arrivé à expiration ». Un homme politique ne dit jamais rien qui ne serve une intention. Quelle était donc la sienne lorsqu'il prononçait ces paroles ?

Les membres de l'exécutif songeraient-ils à abandonner leurs activités ? Il ne manquerait plus que cela ! Selon le traité — je songe notamment à l'article 10 — ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement. Aussi, ces messieurs peuvent-ils tranquillement poursuivre leur tâche, car ils ne sont pas prêts d'être remplacés. Il y a là une raison de plus pour que la Haute Autorité fasse tout ce qui est en son pouvoir afin de remplir ses obligations communautaires.

Monsieur le Président, ce ne sont pas les ententes qui manquent dans la Communauté. C'est du fonctionnement du marché de l'acier que je veux parler. J'ai devant moi une publication du Parlement européen. Je crois qu'il serait bon, Monsieur le Président, que l'on publie régulièrement des nouvelles à l'issue des réunions des commissions. C'est ainsi qu'à la suite de la réunion de la commission du marché intérieur, notre service de presse a publié un texte dans lequel je lis : « M. Linthorst Homan répondant à la question posée dans l'intervalle par M. Berkhouwer, a déclaré que le dossier de l'enquête qui avait été constitué est considérable et que beaucoup d'ententes interdites par l'article 65 ont été constatées ». M. Seuffert a également abordé la question.

J'ai devant les yeux la communication de M. Linthorst Homan, membre de la Haute Autorité, telle qu'elle a été publiée et selon laquelle, comme je viens de vous le lire, le dossier est considérable et de nombreuses ententes interdites ont été constatées. Je n'entends pas approfondir la question. Pour moi, libéral que je suis, la démocratie ne s'accommode pas trop facilement d'une puissance politique incontrôlée, ni d'une puissance économique incontrôlée. Car c'est à cela, je crois, que nous nous voyons confrontés. Je soumetts le problème à la Haute Autorité et au Parlement. Comment parviendrons-nous jamais à nous en sortir ? Comment atteindrons-nous à une même trans-

Berkhouwer

parence, à une même limpidité qu'aux États-Unis ? Quoi qu'on puisse reprocher aux États-Unis, la loi anti-trust qui y est appliquée permet d'y voir clair. Qu'est-ce que la Haute Autorité compte faire avec ce dossier considérable des ententes ?

Il s'agit d'une industrie de base qui emploie 500 000 travailleurs européens. Les industries transformatrices de l'acier en comptent autant. Mais comparées à l'industrie sidérurgique, leur importance pour la Communauté ne s'arrête pas là, surtout lorsqu'on les considère du point de vue de la balance des paiements des divers États membres comme aussi de celle de la C.E.E. dans son ensemble.

J'en arrive aux résolutions. On a beaucoup parlé du rapport Kriedemann qui, de ma part, n'appelle aucune critique. Je pense que M. Kriedemann a fait du bon travail. Les jugements critiques que ce rapport contient sont pertinents et il est exempt de longueurs. Il s'agit plus ou moins d'un questionnaire, et même d'un réquisitoire. Le rapport de M. Blaisse est plus théorique. J'ai quelque peine à me rallier au texte de la résolution qu'il nous propose.

J'accorde une grande importance aux paragraphes 4 et 5 de la résolution jointe au rapport Kriedemann. Nous faisons en somme une escale intermédiaire. Il nous reste encore un long chemin à parcourir ensemble. La rencontre d'aujourd'hui se situe quelque part au long du parcours.

Dans la résolution jointe au rapport de M. Blaisse je lis : « fait confiance à la Haute Autorité... ».

M. Blaisse. — (N) Continuez la lecture.

M. Berkhouwer. — (N) Au point 15 je lis :

« fait confiance à la Haute Autorité pour résoudre les problèmes soulevés et l'invite à lui faire rapport en temps voulu sur les résultats obtenus ou les difficultés subsistantes ».

Je trouve qu'un parlement passe la mesure lorsqu'il se contente de s'en remettre à quelqu'un d'autre du soin de résoudre les problèmes. Car « s'en remettre » est bien le terme employé dans le texte néerlandais qui va donc plus loin que la version française. J'estime qu'en tant que représentation nationale, un parlement ne doit pas trop souvent s'en remettre à quelqu'un d'autre, même s'il s'agit de la Haute Autorité et si ses membres sont tous des personnes fort honorablement connues. A mon sens il y a là une certaine contradiction.

Je ne puis pas non plus suivre la commission du marché intérieur lorsqu'elle dit qu'il faut appliquer l'article 95 plutôt que l'article 58.

Je m'en voudrais de chicaner sur les textes mais il est clair qu'en l'espèce l'article 58 ne peut pas

être appliqué : en effet, il n'y a pas de réduction de la demande.

Je tiens à mettre en garde contre une certaine tendance à solliciter les textes, à prétendre que tout est relatif et qu'il y a réduction de la demande dès que celle-ci croît dans une mesure moindre que l'offre.

A l'article 95 il est question de « cas non prévus au traité ». Je crois que nous devons être très prudents dans l'interprétation de cette disposition.

Nous connaissons tous la *clausula rebus sic stantibus* ou la clause des *implied conditions*, comme l'appellent les anglo-saxons, inhérente au droit régissant les traités et les conventions. Tout traité, toute convention est censée établie dans une conjoncture déterminée et dans des circonstances déterminées. Il faut évidemment toujours préciser de quelles circonstances il s'agit, mais il est certain que celles-ci peuvent changer.

Ce mouvement, ce déplacement vers la côte qui, à mon avis constitue un phénomène essentiel, n'était-il pas déjà amorcé dans les années cinquante ? Ou n'avait-il pas atteint l'importance qu'il revêt de nos jours ? J'en doute. Les auteurs du traité auraient-ils eu la vue à ce point courte ? Les hauts fourneaux d'Ymuiden se trouvent à la côte depuis 1924. L'exode se manifestait donc déjà à cette époque-là.

A mon avis, les auteurs du traité ont vu beaucoup plus loin que certains ne sont enclins à le croire.

On parle, pour appeler les choses par leur nom, de « tripotages » sur les prix. Je voudrais à ce propos demander si la Haute Autorité a appliqué l'article 60. La Haute Autorité fait-elle des enquêtes sur les prix ? Évidemment, si personne n'est trouvé sans défaut, on n'aura pas trop de toute une armée de fonctionnaires pour venir à bout du contrôle ; mais qu'importe, ce ne sont pas les crédits qui manqueront. Là n'est pas la difficulté. C'est le premier pas qui coûte... « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre... » selon la parole de Guillaume le Taciturne. A-t-on suivi ce conseil ?

Pour le moment, il n'est donc nullement besoin de recourir à l'article 95.

Monsieur le Président, s'il y a effectivement une crise en ce moment et des « tripotages » sur les prix, on pourrait songer à la possibilité de fixer des prix minima, ce qui ne veut pas encore dire que j'en suis partisan. La Haute Autorité est habilitée à fixer ces prix sans qu'il lui faille une décision unanime du Conseil de ministres. Le traité stipule d'autre part que les prix minima s'appliqueront à l'intérieur du Marché commun ; ils n'affectent donc pas les exportations.

Berkhouwer

J'estime quant à moi que le moment n'est pas encore venu d'invoquer l'article 95, qui parle de cas non prévus au traité. Cet article est d'ailleurs d'une autre catégorie que l'article 58. Les articles 58, 60 et 61 contiennent des dispositions concrètes en vertu desquelles il est possible de faire telle ou telle chose dans une situation déterminée.

Aussi, lorsqu'on dit dans une résolution qu'il est préférable de recourir à l'article 95 plutôt qu'à l'article 58, j'estime qu'on confond diverses catégories de dispositions. En effet, il n'est pas dit ce que l'on veut faire en vertu de cet article 95. L'article 95 est conçu pour différentes catégories alors que l'article 58 est plus spécifique. L'axiome *pacta sunt servanda* me tient beaucoup plus à cœur que la *clausula rebus sic stantibus* dont on use dans les conventions et les traités. Avec lui, en effet, on sait à quoi s'en tenir.

Je voudrais encore poser une question à la Haute Autorité sur les mesures prises en vue du maintien des prix en 1960 et en 1961 et sur tout ce qui s'y rapporte. Je serais très heureux si la Haute Autorité pouvait encore me donner une réponse au cours de ces débats. J'ai posé mes questions *sine ira et studio* en me conformant strictement à la dialectique parlementaire et en respectant les normes. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier de faire. J'estime que la courtoisie ne doit jamais être absente des questions et des réponses qui sont essentielles pour la connaissance des problèmes faisant l'objet du débat.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, s'il est vrai que le problème que nous examinons revêt une importance politique considérable, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il est le résultat d'une évolution peut-être imprévisible il y a quelques années. Il apparaît plus rationnel aujourd'hui de produire dans certaines régions plutôt que dans d'autres. Cette situation pose évidemment des problèmes en ce sens qu'il y a des industries qui sont situées traditionnellement dans certaines régions et qui ont à faire face aujourd'hui à la concurrence d'autres industries qui peuvent s'implanter dans des régions économiquement plus favorables. Je ne crois pas que ce soient les industries implantées en Italie près de la côte qui aient posé ce problème ; il semble que certains ensembles industriels allemands et néerlandais soient en train d'examiner eux aussi la possibilité de concentrer leur production au bord de la mer. A mon avis, nos collègues allemands devraient plus se préoccuper de ce phénomène que du fait qu'en Italie certaines entreprises se sont installées dans des endroits géographiquement plus propices, tel Tarente. Ne perdons pas de vue en effet que ces

entreprises ne couvrent pas même la consommation italienne et qu'une bonne partie de leur production est immédiatement exportée vers les pays tiers. Il n'y a donc là aucun motif de préoccupation.

Si nous devons examiner ce problème, faisons-le dans un esprit communautaire et abordons-le en nous rappelant que nous avons désormais choisi d'examiner dans cet esprit les problèmes qui se posent par intervalles aux industries européennes. Nous devons cependant également tenir compte du fait que personne ne peut arrêter la spécialisation de la production, ce serait en effet une erreur pour la Communauté de freiner une telle spécialisation. Je crois même qu'il est de l'intérêt de la Communauté d'accélérer la mise en œuvre d'une meilleure organisation de la production. Nous savons que la sidérurgie est aux prises avec une concurrence acharnée, désordonnée et stérile. C'est du moins ce que l'on prétend, car il est vraiment difficile dans la pratique d'établir à quel moment une concurrence devient désordonnée, stérile et acharnée. Le principe même de la concurrence conduit à une sélection qui — nous l'avons toujours dit — est préférable à une planification générale réalisée par les autorités politiques ou par les monopoles économiques eux-mêmes. Dans le domaine de la concurrence, il n'est donc pas possible de trouver à un certain moment un remède en invoquant des contrôles politiques.

J'ai dit que l'on se trouve actuellement en présence d'un processus naturel de spécialisation de la production ; évidemment, cette spécialisation entraîne certaines conséquences qui ont pu mettre dans une situation difficile certains secteurs de la sidérurgie qui, dans l'obligation de faire face à cette concurrence, se sont vus, dans certains cas, contraints d'adopter le système de vente à des prix excessivement compétitifs. On ne peut ici parler de concurrence acharnée, désordonnée ou stérile. Tout au plus est-il question de cas limites : des entreprises anciennes qui, pour éviter la ruine, vendent à des prix qui ne sont plus adaptés.

Cependant cette situation pourrait également favoriser un processus de modernisation des installations, processus qui, s'il était trop accéléré, pourrait toutefois aller jusqu'à poser des problèmes sociaux très graves en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre. En ce cas, notre esprit communautaire devrait nous amener à peser les conséquences de cette modernisation et à prévoir les remèdes indispensables. Pour ma part, je ne crois pas que la meilleure solution consiste à limiter la concurrence. On peut également admettre une concurrence organisée pour prévenir certains excès, mais le problème est de fixer les limites de cette organisation des ventes. Si l'intervention d'une institution communautaire devait conduire au monopole de l'organisation des marchés, ce sont surtout les consommateurs des produits sidérurgiques et indirecte-

Sabatini

ment les travailleurs d'autres catégories qui s'en trouveraient affectés ; et je ne sais d'ailleurs si ce phénomène profiterait à la Communauté qui doit tendre toujours davantage à développer une industrie de transformation et non pas seulement une industrie de production d'acier. A mon avis donc, nous devons imbriquer ce processus d'équilibre dans une conception générale de la politique industrielle, et ne pas seulement nous préoccuper de sauvegarder les structures et les conditions actuelles du marché de l'acier, mais voir comment l'industrie sidérurgique doit s'insérer dans un contexte communautaire de politique industrielle qui prenne en considération à la fois la production et la consommation d'acier. D'autre part, je crois qu'il est de l'intérêt de la Communauté d'être exportatrice, non pas tant de l'excédent de production de laminés que de produits manufacturés, d'outillages et de machines, de façon à pouvoir compter davantage sur les capacités techniques et professionnelles, car les pays en voie de développement tendront eux aussi à créer leur propre industrie sidérurgique. Si telles sont les perspectives, nous devons demander que l'on étudie les problèmes sidérurgiques en liaison avec les autres secteurs industriels. Il convient surtout de réaliser une politique active sur le plan de la construction, des équipements et des machines ; il convient d'encourager une modernisation des installations de façon à augmenter la consommation de l'acier, car cette augmentation est indispensable au développement de notre Communauté. Mais cela doit s'effectuer d'une manière ordonnée.

Nous avons déjà parlé au Parlement et au sein des commissions d'un plan de modernisation des chantiers navals destiné à les rendre compétitifs à l'échelon mondial. En assortissant la politique d'assainissement du secteur sidérurgique d'une politique de soutien du développement des autres secteurs, nous contribuons indirectement à éliminer le déséquilibre entre la production et la consommation d'acier. Cet aspect me semble trop négligé. Je comprends que la Haute Autorité ne puisse à elle seule s'acquitter de cette tâche ; mais nous devons souhaiter que l'on puisse aboutir à une harmonisation de toutes les activités de la politique industrielle de la Communauté. Cette harmonisation exigera probablement une collaboration plus large et un dialogue plus loyal et plus contraignant avec les gouvernements intéressés.

C'est pourquoi j'estime qu'il convient de veiller à ne pas proposer des solutions dont les suites pourraient aggraver les problèmes au lieu de les résoudre.

On parle d'un système plus cohérent des investissements, mais en général ceux-ci sont dictés par leur utilité économique. Et d'ailleurs, nos États, les autorités politiques, les pouvoirs publics peuvent-ils décider eux-mêmes de l'orientation générale des investissements ?

On pourra certes contribuer à orienter ces investissements dans un sens souhaité, en agissant sur le taux d'intérêt des capitaux, on pourra également essayer d'orienter et de stimuler les investissements ; mais exercer un véritable contrôle politique, accorder de refuser des autorisations d'effectuer des investissements équivaldrait, me semble-t-il, à trop empiéter sur les compétences des industries et des entrepreneurs qui doivent en assumer la responsabilité directe. C'est pourquoi si je puis comprendre cette orientation des investissements, cette action d'encouragement ou de soutien, fondées sur une politique des taux d'intérêt, le fait de fixer des quotas pour les investissements me semble en revanche contraire à l'esprit de notre traité. Je pense par conséquent que la Communauté doit préparer un marché commun des capitaux à des taux justes.

La question de l'utilisation de la main-d'œuvre a elle aussi été abordée. Une politique européenne de l'utilisation de la main-d'œuvre est absolument nécessaire. Le transfert de main-d'œuvre du secteur sidérurgique à un secteur mécanique de transformation de l'acier peut se développer à condition de l'assortir d'une politique de soutien et de développement, et aussi d'une politique de formation professionnelle, devant permettre d'utiliser cette main-d'œuvre de la manière la plus efficace et la plus rationnelle.

C'est pourquoi les mesures ont besoin d'être coordonnées.

Il a également été question de concentrer davantage la production, afin de répondre aux exigences de la situation actuelle. S'il s'agit seulement de produire des tôles ordinaires pour la construction de navires ou des laminés standardisés qui seront mis dans le commerce, il se peut que cette mesure se justifie ; mais il y a tout le secteur des aciers spéciaux, et il n'est pas toujours vrai qu'une entreprise plus grande ait de plus grandes possibilités de s'affirmer économiquement. Ne généralisons donc pas. Je ne suis pas persuadé qu'une concentration de la production puisse résoudre toutes les questions d'adaptation et d'équilibre. Il faudra inévitablement favoriser également certaines spécialisations dans le domaine de la production d'aciers spéciaux ou particuliers, pour lesquels les taux de productivité peuvent être beaucoup plus élevés dans de petites et de moyennes entreprises bien équipées que dans de grandes entreprises. C'est là un aspect du problème que l'on ne doit pas sous-estimer. Il me semble que la Haute Autorité n'a pas accordé l'importance voulue à ce plan de modernisation et d'efficacité technique qui vise à instaurer un plus grand équilibre et surtout une certaine organisation commerciale favorisant les possibilités d'insertion, dans le commerce mondial, de l'acier brut, mais également de l'acier transformé. Je ne renoncerais donc pas à une orientation fondamentalement libérale.

Sabatini

Il s'agit d'augmenter la consommation dans certains secteurs, ceux des machines-outils et des chantiers navals par exemple, auxquels, pour ma part, j'ajouterais même celui des machines agricoles ; il s'agit de soutenir plus efficacement l'activité d'exportation dans son ensemble, afin que les bureaux servent non seulement à vendre à des conditions meilleures dans le Marché commun, mais également à obtenir de plus larges possibilités d'écoulement sur le marché mondial, pour les produits sidérurgiques transformés.

Pour ce qui est des décisions à prendre en la matière, je crois que nous ne disposons pas encore de données suffisantes pour pouvoir porter des jugements définitifs. Je pense avec le rapporteur, M. Kriedemann, que le débat de ce jour doit être le début d'une discussion. Il nous manque une comparaison des coûts de production des industries européennes et des industries des autres pays, et nous ignorons aussi l'incidence des divers éléments dans les coûts de production. Je crois d'ailleurs que même la Haute Autorité ne dispose pas de ces données. Ce ne sont certes pas les industries qui diront à la Haute Autorité quelles sont les répercussions des coûts de production. Il faut donc approfondir davantage ce problème afin de pouvoir parvenir à prendre des décisions et à tirer certaines conclusions. J'estime donc que le problème est aigu et qu'il est accentué par un développement technique exceptionnel et par l'existence de conditions imprévues.

On a dit qu'une confrontation des idées peut nous aider à trouver la vérité. Je prétends que chacun de nous voit certains aspects de la réalité. Les discours d'aujourd'hui ont d'ailleurs montré qu'il est possible de ne se référer qu'à certains aspects de cette réalité. Il s'agit d'assurer une plus grande coordination pour obtenir un nouvel équilibre de la production sidérurgique. Seule une conception générale de la politique industrielle communautaire est en mesure de garantir cet équilibre. Il convient, non pas tant de décourager l'initiative ou la spécialisation de la production, mais bien plutôt de coordonner davantage ces deux éléments selon un plan et une orientation d'ensemble.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, lorsqu'on intervient à ce stade dans le débat, il convient, me semble-t-il, par respect pour ce Parlement, d'éviter à tout prix les redites.

C'est pourquoi je me limiterai à quelques brèves observations.

Je voudrais tout d'abord faire une observation sur l'évolution de la situation au Royaume-Uni.

Nous avons appris que le gouvernement britannique, en accord avec la Chambre des Communes, avait décidé, la semaine dernière, de procéder à une nouvelle nationalisation de l'industrie sidérurgique. Cela signifie que la Grande-Bretagne s'engage dans la voie d'une administration plus directe, cependant que la Communauté, de son côté, suit de plus en plus nettement une évolution contraire dont il est encore impossible de dire si elle se déroulera sur un plan entièrement communautaire ou d'une manière plus ou moins coordonnée, avec la collaboration des gouvernements des États membres, de la Commission de la C.E.E. et de la Haute Autorité.

Il est évident que cette évolution verra l'État, en Grande-Bretagne, s'occuper sans tarder de l'adaptation, de la rationalisation et de la modernisation de l'industrie sidérurgique. Je suis très curieux de pouvoir comparer, au cours des prochaines années, l'évolution de la situation en Grande-Bretagne et dans notre Communauté. Cette comparaison sera extrêmement intéressante à plus d'un point de vue, car on ignore encore le meilleur moyen d'arriver à l'adaptation et à la rationalisation de ce secteur fondamental de l'économie.

J'aimerais que la Haute Autorité me dise à ce propos quelles seront les incidences de cette action du gouvernement britannique sur la coopération entre le Royaume-Uni et la C.E.C.A. dans le cadre du traité d'association ?

Je voudrais savoir si la Haute Autorité estime que cette nationalisation offre des possibilités positives pour la coordination dans le domaine de l'association.

D'autre part, j'aimerais savoir si cette action faciliterait ou générerait une adhésion éventuelle du Royaume-Uni au traité de Paris, et quelles dispositions de celui-ci se trouveraient notamment mises en cause ?

Je me rends parfaitement compte qu'il s'agit là de questions de portée générale. Je sais aussi que la Haute Autorité ne peut nous donner de réponse détaillée, mais j'estime qu'en raison du caractère d'actualité de ce problème, le Parlement devrait pouvoir obtenir certaines informations.

Je voudrais enfin faire une observation sur le problème fondamental qui est à l'ordre du jour, à savoir celui de l'adaptation harmonieuse et de la rationalisation des industries sidérurgiques de la Communauté, qui doivent, en tout état de cause, aller de pair avec un approvisionnement de qualité et à bon marché, ainsi que le prévoient les articles les plus importants du traité, où il est question du libre accès au marché et du libre choix des utilisateurs qui en résulte.

Parmi les moyens importants — je ne crois pas devoir les énumérer tous — permettant de réaliser cette adaptation à un rythme assez rapide, je vois

Oele

notamment la création d'un puissant appareil communautaire de contrôle, destiné à combattre les ententes inadmissibles et les cartels, et la nécessité de surveiller les fusions internationales d'entreprises. Les gouvernements et la Haute Autorité devront davantage s'intéresser, dans leur politique, à chercher des moyens de contrôler ces fusions internationales d'entreprises.

Un autre moyen qui mérite l'attention dans ce contexte, consiste à parvenir le plus rapidement possible à coordonner les programmes nationaux d'investissements dans un esprit encore plus communautaire. Il convient d'établir de véritables programmes d'investissements communautaires.

M. Blaisse a parlé de la nécessité de passer d'un état de liberté dans la discipline à un état de discipline dans la liberté. Je trouve que cette formule résume bien la situation et qu'elle ne devrait pas seulement s'appliquer aux entreprises, mais également aux gouvernements des États membres. En établissant les programmes d'investissements, les gouvernements nationaux devraient eux aussi comprendre qu'ils doivent passer du stade de la liberté dans la discipline à celui de la discipline dans la liberté.

Je voudrais maintenant demander à la Haute Autorité si elle estime qu'une telle évolution, qui ne reste pas bloquée dès qu'une certaine coordination des programmes nationaux d'investissements aura été réalisée, est possible avec les moyens qu'offre le traité, en vertu de l'article 26 qui prévoit des consultations entre les gouvernements et la Haute Autorité ?

Lorsque nous considérons cette situation sur le fond de prévisions à moyen terme, telles que la Commission de la C.E.E. les a entreprises, je me demande s'il n'est pas possible d'en arriver, à l'aide des deux instruments que nous offrent les deux traités, à une véritable approche communautaire sous forme d'un programme communautaire d'investissements.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous venons d'entendre deux rapports substantiels et de nombreuses suggestions. Permettez-moi d'ajouter quelques observations de caractère principalement politique.

Notre assemblée n'est plus l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, mais bien le Parlement européen. Certes, nous avons encore trois traités différents, mais nous espérons que la Commission unique sera bientôt en place, et que quelques années plus tard le traité unique entrera en vigueur. C'est pourquoi j'estime que

nous devons structurer notre politique dans le domaine sidérurgique de telle manière qu'elle puisse également s'appliquer, en principe du moins, aux autres branches de l'industrie. Comme tous les citoyens et toutes les entreprises sont égaux devant l'impôt, ils ont tout naturellement droit à bénéficier des mêmes avantages. MM. Pedini et Sabatini ont insisté à juste titre sur le fait que les chantiers navals par exemple, se trouvent placés devant des problèmes analogues à ceux de l'industrie sidérurgique.

De ce fait, nous devons nous demander quand l'État doit intervenir dans les crises économiques. A cette question, je répondrai : en premier lieu, dans le cas d'une récession inhabituelle de la demande, si cette récession n'était pas prévisible et si elle se produit d'une manière aussi soudaine que l'on ne peut exiger des entreprises et des travailleurs qu'ils en supportent seuls les conséquences. C'est le cas typique du charbon. Vous n'ignorez pas qu'en 1956, les trois Sages avaient prédit des besoins élevés. J'estime dès lors qu'on ne peut reprocher aux entreprises d'avoir établi des prévisions erronées.

La situation se présente-t-elle de la même façon dans le secteur de l'acier ? Monsieur le Président, je répondrai à cette question par la négative. Certes, la consommation d'acier ne croît plus que dans une faible mesure, mais elle évolue quand même tout à fait normalement dans l'ensemble. Dans tous les domaines de l'économie, nous constatons toujours de petites fluctuations et lorsque nous parvenons aux limites de ces domaines, nous assistons toujours à des remplacements d'un produit par un autre. C'est ainsi qu'actuellement nous pouvons constater que la consommation d'acier diminue considérablement au profit des matières plastiques. Le secteur où ce recul est le plus manifeste est sans conteste celui des tuyaux en matière plastique qui concurrencent fortement les tuyaux en acier. D'un autre côté cependant, nous voyons que les boîtes en fer blanc tendent à éliminer les bouteilles de bière. Nous nous trouvons donc en présence d'une évolution dans les deux sens. Par conséquent, il n'y a aucune raison de parler de crise dans l'écoulement de l'acier.

Les difficultés sont dues, ainsi qu'il a été dit à juste titre au cours de la discussion, à une surcapacité. Une question se pose toutefois ici : une surcapacité, dans la mesure où elle résulte d'une prévision erronée de l'entreprise, suffit-elle pour justifier une intervention de l'État ? Mesdames et Messieurs, je crois que nous devons répondre à cette question par la négative. Où irions-nous si l'État devait intervenir à chaque manifestation de surcapacité ? M. Illerhaus a déjà abordé cette question au cours de la matinée. Nous ne pouvons pas imputer à l'État les conséquences des investissements décidés par le secteur privé, car dans ces conditions, il faudrait également accorder à l'État le droit de participer aux décisions d'investissements. Celui qui veut obtenir des subventions, doit également consentir à un contrôle de ses activités.

Dichgans

Monsieur le Président, en quoi la situation dans le domaine de l'acier est-elle particulière ? Je répondrai qu'elle l'est en ce sens que la surcapacité qui est la cause de nos difficultés actuelles, est imputable, dans une large mesure, aux interventions d'organisations étatiques. Voyons un peu ce qui s'est passé en 1957. A partir de cette date, il ne fait pas de doute que la capacité de l'industrie sidérurgique de la Communauté était en mesure de couvrir entièrement tous les besoins de la transformation de l'acier et même les exportations normales. A partir de ce moment, il n'aurait donc plus été nécessaire que l'État intervienne pour accroître les capacités.

Or, qu'est-il arrivé ? Nous avons vu la Haute Autorité accorder des crédits et des garanties. Nous avons vu les États faire de même, et nous avons même pu voir plusieurs États membres investir des fonds nationaux dans leurs propres entreprises sidérurgiques, en leur accordant un taux très avantageux ou même en renonçant à des intérêts ou à des dividendes.

On a tenté de justifier ces interventions de plusieurs façons, en déclarant notamment que chaque pays doit s'efforcer de couvrir ses besoins par sa production propre. Monsieur le Président, nous avons à nouveau entendu cet argument dans la discussion de ce jour. J'estime qu'il est incompatible avec le principe du Marché commun. Je n'ai cependant pas l'intention d'approfondir ce problème. Je me contenterai simplement de dire que si l'on prétend que chacun des pays membres doit veiller à couvrir ses propres besoins, cette prétention ne doit pas uniquement s'appliquer à l'acier, mais également aux pommes de terre hâtives. Je crois que nous devons tenir compte de cette incidence.

Les interventions dont je viens de parler ont eu des conséquences profondes. Tout d'abord elles ont immédiatement créé de nouvelles capacités. En outre, elles ont également eu un effet de propagande considérable, car il va de soi que lorsque les pouvoirs publics ont estimé qu'il était nécessaire d'intervenir pour créer de nouvelles capacités, les entreprises ont estimé de leur côté que de nouveaux investissements représentaient une bonne opération.

Le résultat de ces interventions est qu'il y a aujourd'hui plus de capacités qu'il ne nous en faut. Supposons maintenant qu'en 1957, toutes les interventions de l'État visant à accroître les capacités aient été arrêtées. Eh bien, je crois que dans cette hypothèse, nos difficultés seraient considérablement moins grandes qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Ainsi, si nous sommes obligés maintenant de faire quelque chose, c'est parce que nous supportons indirectement les conséquences de nos interventions passées. C'est pourquoi il me semble logique, eu égard notamment à l'article 3 c du traité qui prévoit des amortissements et une rémunération normale des capitaux engagés, que nous envisagions temporairement des mesures d'aide.

Que devons-nous faire maintenant ? Monsieur le Président, j'estime que nous devons commencer par poser le postulat suivant : l'industrie sidérurgique européenne n'a pas besoin de subventions. M. Illerhaus a insisté à juste titre, dans son exposé introductif, sur le fait que l'industrie sidérurgique européenne est pleinement compétitive.

Dès lors, les entreprises sidérurgiques européennes qui ne sont pas en mesure, en temps normal — à l'heure actuelle, la situation sur le marché est anormale — de fournir un travail rentable, d'amortir et de faire fructifier les capitaux engagés, ne doivent plus être subventionnées, mais fermées au plus tôt.

Pour le moment, Monsieur le Président, nous devons tout d'abord, nous plaçant dans la perspective du Marché commun, veiller à rétablir une concurrence plus loyale.

Plusieurs de mes collègues ont ici abordé le problème du charbon à coke. Dans ce secteur, nous avons également la pénible question de la taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires qui nous a déjà pris beaucoup de temps et dont M. Berkhouwer a également parlé aujourd'hui. M. Berkhouwer, je partage votre avis lorsque vous dites qu'il convient de surmonter le plus rapidement possible ces difficultés. Nous sommes d'ailleurs sur la bonne voie. Si tout se déroule conformément au programme, la république fédérale d'Allemagne introduira, au 1^{er} janvier 1968, le système de taxation sur le chiffre d'affaires net, d'après le modèle français. A ce moment-là, la taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires disparaîtra automatiquement. Plusieurs de nos collègues sont membres de la commission financière du Bundestag. Nous nous efforçons tous d'arriver au meilleur résultat possible, M. Berkhouwer, mais je ne peux malheureusement pas vous promettre que l'imposition à la frontière diminuera pour autant. Au contraire, elle augmentera sûrement. La taxe sur le chiffre d'affaires net sera au moins de 10 %, sans que pour autant l'ensemble des recettes fiscales augmente. Pour maintenir les recettes fiscales à leur niveau actuel, nous sommes obligés d'introduire un taux de 10 %. Cela nous permet sans doute d'alléger notre conscience, Monsieur Berkhouwer, mais certes pas le trafic frontalier. Le fait toutefois qu'au moment de l'introduction du système de taxation sur le chiffre d'affaires net, les taux augmentent, doit vous démontrer que les taux qui viennent d'entrer en vigueur correspondent à l'imposition effective.

Toutes ces questions ont fait l'objet d'un examen approfondi en Allemagne. Si je suis bien informé, des experts de la Commission ont accompli un voyage d'information à Bonn. Je me suis en outre laissé dire qu'une commission du gouvernement français s'était également rendue à Bonn pour le même motif.

J'aime bien que l'on joue cartes sur table et, dans le domaine qui nous occupe, il n'y a vraiment rien

Dichgans

à cacher. Du seul point de vue psychologique déjà, on devrait tout mettre en œuvre pour éviter que l'on ne pense que sous le couvert d'une taxe, nous prenons en réalité une mesure à caractère tarifaire ; ce qui est faux.

Enfin, je suis reconnaissant à la Haute Autorité du fait qu'elle s'efforce depuis longtemps d'aligner la production sur la consommation, chose qu'elle a d'ailleurs toujours exigée, et qu'elle le fasse d'une manière pragmatique. Je crois qu'il serait particulièrement dangereux que l'on aboutisse, en créant, sur la base de l'une ou l'autre période de référence, des actifs qui auraient pour effet de maintenir en activité des entreprises qui ne disposeraient pas des capacités appropriées, à fixer une situation.

Les mêmes considérations valent également pour les règlements par traité, les ententes conclues dans plusieurs pays, qui ont été approuvées par la Haute Autorité ou qui sont sur le point de l'être. Je pense avec les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune que ces ententes représentent un progrès sur la voie qui mène à de plus grandes unités.

Ces ententes ne seraient toutefois pas bonnes non plus si elles aboutissaient à une situation qui ne tiendrait pas compte de la rentabilité. Ici aussi, il convient de veiller à ce que les capacités modernes remplacent de plus en plus les entreprises vieilles. Les ententes sont par conséquent bonnes lorsqu'elles encouragent la rationalisation, lorsqu'elles appliquent la modernisation à la manière de ce qui se passerait automatiquement dans une grande entreprise fusionnée.

Celui qui invente un haut fourneau meilleur et moins cher ne devrait en aucune manière être empêché de le construire. Nous avons tous intérêt à ce que le progrès technique soit favorisé. Remplacer les installations vieilles par des installations modernes avec une production accrue et des coûts moins élevés, telle est la tâche permanente de toute entreprise, de tout groupe, mais aussi de la Communauté en tant qu'ensemble.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Hellwig.

M. Hellwig, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les débats de ce jour ont mis en lumière un élément dont le caractère de problème politique ne nous était pas toujours apparu clairement jusqu'ici. Les appréciations portées en cet hémicycle sur la situation de l'industrie sidérurgique de la Communauté ont fait ressortir deux conceptions opposées qui coïncident très étroitement avec l'évolution économique qui est celle des différents États membres dans le contexte de l'industrie sidérurgique de la Communauté. Ce n'est pas un effet du hasard si deux des États membres craignent pour

la permanence de leur industrie sidérurgique — et leurs craintes se sont exprimées très nettement ici — tandis que deux autres n'ont pas de meilleur conseil à donner à la politique de la Communauté que de dire : Laissez le champ libre aux nouvelles installations !

M. Berkhouwer s'est demandé si cette évolution n'avait pas déjà été prévue dans le traité. Je me permettrai de rappeler que cette Communauté tire son origine d'un projet visant à placer sous un contrôle unique les industries sidérurgiques allemande et française. Si une telle évolution avait été prévue lors de la conclusion du traité — ainsi que le recul de l'industrie houillère devant le charbon importé — on ne comprendrait pas pourquoi aux termes de la convention sur les dispositions transitoires les deux districts miniers de la Communauté, auxquels était encore promis un long avenir, devaient, selon la volonté des promoteurs du traité, effectuer des versements compensatoires, et l'ont d'ailleurs fait, en vue de faciliter l'intégration dans la Communauté d'un autre district minier.

A elle seule déjà, cette réglementation pour la période transitoire montre clairement que les perspectives dans lesquelles le traité a été conclu étaient différentes de celles qui nous préoccupent actuellement.

Dans cet ordre d'idées, je reviens une fois de plus à la question de l'application de l'article 95, paragraphe 1, relatif aux cas non prévus. Je voudrais d'abord, dans la mesure où cela me sera possible en si peu de temps, répondre à certaines questions qui figurent dans le rapport de M. Kriedemann. Il m'est évidemment impossible ici de les passer toutes en revue. Tel n'était d'ailleurs pas le vœu du rapporteur. Ce qu'il vise est plutôt l'instauration d'un dialogue permanent avec la Haute Autorité.

M. Kriedemann demande ce que la Haute Autorité a fait pour empêcher l'apparition de situations de crise.

Je rappellerai à ce propos — et toutes les interventions de la Haute Autorité sont d'ailleurs mentionnées dans nos rapports annuels : c'était en automne 1963 que la situation prit pour la première fois une tournure critique. Celle-ci provenait, à l'époque, de l'évolution des importations. Au mois de février 1964, la Haute Autorité prit les mesures douanières appropriées, interdit l'alignement des prix pour les livraisons en provenance de pays à commerce d'État et imposa des restrictions quantitatives aux importations de ces pays.

Pendant l'année 1964/1965, l'industrie sidérurgique bénéficia d'une conjoncture très favorable, qui cependant fléchit pendant la seconde moitié de l'année 1965. 1966 vit naître les problèmes qui nous préoccupent depuis l'été, sous l'effet non seulement d'une politique d'importation des prix et des con-

Hellwig

tingents d'importation mais aussi, en quelque sorte, d'une concurrence excessive des prix dans la Communauté, qui a amené une chute des prix pour presque toutes les usines, alors que les quantités à produire et à vendre gardent un certain niveau. C'est l'action conjuguée d'une pression intensifiée exercée par les utilisateurs et les acheteurs et de notre système de réglementation des prix fondé sur l'article 60 qui a provoqué cette chute.

Je veux tout de suite réfuter un malentendu assez fréquent. Il ne s'agit pas, en fait, d'une violation consciente des dispositions de l'article 60 relatives à l'obligation de rendre publics les barèmes des prix. L'article 60 donne aux entreprises le droit d'introduire des rabais sur les prix qu'ils ont notifiés à la Haute Autorité pour les aligner au niveau des conditions offertes par un autre producteur de la Communauté ou par des pays tiers. Il faut y ajouter une série d'autres transactions auxquelles les prescriptions de l'article 60 ne peuvent s'appliquer, telles que les rabais accordés pour les livraisons en exportation indirecte, c'est-à-dire au transformateur qui exporte, les réductions pour le matériel de second choix, ainsi que les transactions uniques telles que les contrats de livraison à long terme à des conditions particulières, toutes transactions qui échappent entièrement à l'obligation de publication inscrite à l'article 60. Et c'est ainsi que, sans que l'on puisse aucunement parler de pratiques illégales, les ventes effectuées aux prix des barèmes ont été réduites au minimum.

Cela signifie — et j'en arrive ainsi à la question posée par M. Berkhouwer — que nous ne sommes pas en mesure de vous faire connaître actuellement le niveau réel des prix dans la Communauté. Nous pouvons l'estimer sur la base de sondages. M. Berkhouwer a demandé ce que nous pourrions faire par des contrôles. Nos contrôleurs sont constamment en route pour surveiller les cotations des entreprises. Dans une situation comme celle que nous connaissons, ce sont là des sondages. Nous en avons tiré des conclusions sur les prix réels et les recettes, que nous avons reproduites dans le memorandum.

Comme nous ne voulons pas nous contenter de sondages et que nous désirons effectuer des travaux préparatoires, de manière à prévoir, le cas échéant, — le cas échéant ! — des prix minima conformément à la réglementation prévue à l'article 61, nous avons publié une décision aux termes de laquelle les entreprises sont tenues de nous communiquer leur mode de cotation des ventes, non seulement donc de nous avertir lorsqu'elles alignent leurs prix sur les offres des pays tiers — ce qu'elles doivent de toute manière notifier —, mais de nous faire connaître tous leurs modes de cotation. Ce n'est que lorsque nous disposerons de ces données pour un temps assez long que nous pourrions mettre le point final aux travaux préalables que requiert l'application de l'article 61.

La physionomie du marché — et je reviens ainsi à la question de M. Kriedemann — s'est nettement détériorée depuis l'été passé. A quoi il convient d'ajouter que l'influence que nous exerçons sur les producteurs pour qu'ils tiennent compte de nos prévisions a perdu de son importance.

Dans l'ensemble, les producteurs ont davantage tenu compte de nos prévisions au début de 1966. Mais ils l'ont probablement fait d'une manière qui a de nouveau incité les parlementaires à émettre des critiques dans cette enceinte, pour la raison que l'on est naturellement enclin à suspecter tout de suite une entente dans la zone d'ombre comprise entre nos prévisions et le comportement effectif des producteurs lorsqu'ils suivent ces prévisions. Les producteurs se trouvent ici dans une situation très délicate. En effet nous leur recommandons de tenir compte de nos prévisions. Mais s'ils se réunissaient entre eux et décidaient de respecter les prévisions de la Haute Autorité, ils se rendraient vraisemblablement coupables d'une entente défendue. La Haute Autorité ne peut ici qu'établir sous sa propre responsabilité les prévisions concernant les différentes entreprises ; c'est à ce travail que nous nous employons en ce moment.

On s'est demandé quels critères devaient respecter les entreprises. La question est on ne peut plus fondée. Nous craignons, et le même souci a été exprimé par plusieurs orateurs, qu'on ne maintienne artificiellement en vie des entreprises trop vétustes pour être encore compétitives. Aussi notre intention est-elle d'introduire dans nos prévisions de production, que jusqu'ici nous établissions par pays, une classification analogue à celle que l'on connaît déjà pour les divers produits laminés, qui sera ensuite ventilée par entreprises. Cette méthode devra tenir suffisamment compte du développement des nouvelles installations. Aussi, la production des années antérieures, d'une part, et la capacité actuellement mise en service, d'autre part, seront les deux facteurs entre lesquels devra s'établir la clef de répartition. La mise au point définitive fait l'objet des négociations que nos spécialistes des marchés mènent actuellement avec leurs collègues de l'industrie dans chacun des six pays — notez bien : dans chaque pays séparément, car nous voulons que les négociations sur ce problème difficile se fassent de la manière la plus ouverte possible.

Ceci est également un travail préparatoire pour le cas où les appels à la discipline devraient se révéler vraiment inopérants.

On a demandé si une réglementation de la production, dont les travaux préparatoires s'effectuent en ce moment de la manière que je viens de décrire, pourrait se concevoir aux termes de l'article 58, celui-ci visant une crise manifeste accompagnée d'une régression de la consommation. Mais il y a ici un cas non prévu de bouleversement complet de la

Hellwig

situation économique et financière de l'industrie, alors même que la consommation demeure inchangée.

L'article 3 du traité stipule que les entreprises intéressées bénéficieront de prix suffisamment élevés pour leur permettre le financement d'investissements et un amortissement suffisant. Tel n'est certainement pas le cas actuellement pour la majorité des entreprises sidérurgiques de la Communauté. Ainsi donc, un objectif que le traité a fait entrevoir aux entreprises n'est pas atteint et ce déjà dans une conjoncture où la demande ne régresse pas encore, mais croît moins vite ou est stationnaire dans certains cas.

A cela s'ajoute, il est vrai, le manque d'homogénéité de la conjoncture dans la Communauté. Les fluctuations de la conjoncture dans les différents pays membres sont de toute évidence plus fortes que ne s'y attendaient les promoteurs des traités sur lesquels se fonde notre Communauté. C'est ainsi qu'à certains moments l'utilisation de la capacité dans l'industrie sidérurgique de la Communauté oscillait entre 74 et 94 %. Vous allez voir quels dangers peuvent présenter pour un marché commun et pour une politique commune des différences aussi caractérisées dans le taux d'utilisation des installations. On ne peut les expliquer en attribuant, par exemple, les 94 % aux installations les plus modernes et les 74 % aux plus anciennes, car tel n'est certainement pas le cas.

En réponse à la question de l'applicabilité de l'article 58, nous avons donc décidé de proposer, au cas où cela serait nécessaire, un régime de quota de production comparable aux possibilités offertes par l'article 58, mais qui se fondera non sur la simple application de la procédure visée à l'article 58, mais sur une décision unanime des gouvernements et de la Haute Autorité conformément aux dispositions de l'article 95, paragraphe 1, du traité. L'article 95, paragraphe 1, n'est pas, en effet, une variante technique de l'article 58, il définit une procédure différente. Il nous donne ainsi la possibilité d'instaurer un régime plus souple, en ce qu'il prévoirait, par exemple, une sélection plus favorable que ne le permettrait l'article 58 aux installations les plus récentes et les plus modernes. Voilà la raison pour laquelle nos études et nos travaux préparatoires s'orientent dans ce sens.

Venons-en maintenant à la politique des prix. J'ai déjà dit que nous effectuons des travaux préparatoires. Nous voulons rétablir la transparence du marché pour ce qui est des prix réels. Elle a, en effet, complètement disparu. Je pense que la physionomie actuelle du marché ne présente certainement pas que des avantages pour les consommateurs. Le manque de transparence des prix de l'acier a pour résultat que, selon les relations qu'il peut avoir, tel utilisateur ou négociant obtient des rabais ou des conditions spéciales qui seraient peut-être

refusés à tel autre. Le rétablissement de la transparence est donc aussi dans l'intérêt des consommateurs. Nous nous sommes demandé si, dans la situation actuelle, l'intervention des institutions communautaires devait porter sur les quantités ou sur les prix. Nous croyons à la nécessité d'une certaine consolidation du niveau des prix qui mette fin au cercle vicieux qui continue à faire baisser les prix. Mais nous pensons qu'on pourrait la réaliser par une réduction relativement modeste de la production.

Pour le dire tout net, si, dans l'année en cours, la production d'acier de la Communauté était inférieure de quelque 2 ou 3 millions de tonnes à une prévision optimiste des besoins, la situation se modifierait aussitôt ; en effet, les carnets de commandes se regonfleraient immédiatement. Or une recrudescence des commandes signifie un travail de laminage rationnel ; c'est précisément ce qui manque pour l'instant du fait que le total des commandes est descendu au-dessous du minimum. Si, cependant, nous ne parvenons pas au but par une discipline librement consentie, soutenue par les prévisions que la Haute Autorité établit pour les entreprises, nous devrions alors envisager une réglementation de la production selon les modalités que je viens d'évoquer. M. Berkhouwer a certes raison de dire qu'il est possible d'arriver au même résultat par le biais des prix, en fixant des prix minima. Dans ce cas toutefois, on porterait également un coup violent à la concurrence, car celle-ci cesse naturellement dès l'instant où tout le monde est obligé de vendre au même prix.

Nous avons dû retenir aussi un autre point. Les institutions communautaires et les gouvernements ne sont pas encore en mesure, pour l'instant, de fournir l'appareil de contrôle nécessaire pour assurer et surveiller le respect des prix minima dans la pratique. C'est ici que gît le problème de la transparence du marché dont il est question à l'article 60. Nous n'avons tout simplement pas assez de contrôleurs. Je pense d'ailleurs que vous serez tous d'accord avec moi pour dire que l'article 60 ne signifie pas qu'en dernière analyse la Communauté doive se réduire à une armée de contrôleurs, un contrôleur étant posté derrière chaque chef d'entreprise pour s'assurer qu'il respecte les prescriptions relatives aux barèmes des prix. Tel est le risque que nous courons lorsque nous envisageons d'agir sur les prix par une réglementation ou une autre intervention. C'est pourquoi, comme je l'ai dit, nous avons mis davantage l'accent sur les problèmes relatifs aux quantités produites. Cela ne signifie cependant pas que nous renoncions à jamais à faire usage de la faculté qu'offre l'article 61 de fixer des prix minima.

Mais cette méthode suppose de la part des gouvernements une collaboration bien plus large que par le passé. Même maintenant, par exemple, la Haute Autorité n'est pas en mesure de contrôler si

Hellwig

les utilisateurs, les transformateurs et une certaine catégorie de négociants respectent les prix prescrits. Nous n'en avons pas le pouvoir. C'est aux gouvernements qu'il appartiendrait d'effectuer ces contrôles. Nous leur avons soumis ce problème et il nous a été répondu que pour pouvoir placer des contrôleurs dans les entreprises en dehors du cadre du traité de la C.E.C.A., il serait nécessaire de créer d'abord une base légale. Vous voyez la difficulté des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Au cas où la situation en matière de prix continuerait à évoluer défavorablement, nous nous réservons de faire appel pour ces problèmes, qui par suite de notre situation juridique doivent être résolus sur le plan national, aux parlementaires ici présents en leur qualité de parlementaires nationaux.

On a demandé aussi quels seraient les résultats d'une telle situation pour les consommateurs, surtout si nous parvenions à consolider quelque peu le niveau des prix. Je pense qu'en ce qui concerne le niveau des prix, les consommateurs de la Communauté peuvent être tout à fait satisfaits en ce moment. Il n'est au monde — je fais exception pour les pays de l'Est sur lesquels nous n'avons pas d'indication — aucun marché à grande consommation d'acier qui affiche pour ce produit des prix aussi bas ; c'est ce qui ressort sans cesse de nos comparaisons avec la Grande-Bretagne, les États-Unis et d'autres pays. C'est la conséquence de ce mouvement régressif des prix.

Mais si les prix sont descendus à un niveau où les meilleurs usines sont menacées dans leur existence même — je ne dévoilerai aucun secret en disant qu'une des entreprises les plus grandes et les plus modernes de la Communauté travaille à perte depuis des années — c'est que tout de même, d'une manière ou de l'autre, en matière de prix, on est allé trop loin dans la préférence accordée aux intérêts des utilisateurs. Il incombera à la Haute Autorité de veiller à ce que, sans compromettre les intérêts des utilisateurs et des producteurs de l'industrie sidérurgique, on en revienne à une ligne médiane équitable et adéquate.

Il a été demandé aussi si d'autres mesures seraient prises. Dans les deux rapports, mais aussi au cours de la discussion, on a plus d'une fois évoqué le commerce extérieur. Sur ce point, je puis être bref.

J'ai déjà déclaré précédemment que les difficultés du marché ne provenaient pas actuellement des importations. Sur le plan de la quantité non plus, celles-ci ne semblent pas évoluer de façon menaçante. Aussi les prix des importations ne représentent-ils pas une menace, car le niveau des prix est si bas dans la Communauté que les importateurs n'ont plus aucun intérêt à les abaisser encore de leur côté. L'importation pourrait à nouveau s'accroître pour des raisons de prix si, par exemple, la consoli-

dation des prix de l'acier dans la Communauté était poussée au delà de la ligne adéquate que j'ai esquissée. En d'autres mots, que ce soit à l'aide de crédits de la Haute Autorité ou par l'intermédiaire des comptoirs de vente ou des entreprises dominant le marché, la politique des prix de notre Communauté ne connaîtra pas de sommets élevés.

La liberté d'importation reste complètement assurée dans notre Communauté. Je puis garantir à M. Berkhouwer que l'on ne songe pas à modifier le caractère de la Communauté. Nous avons formellement proposé au Conseil de ministres que les mesures périphériques, telles qu'elles existent depuis trois ans, soient maintenues mais sans qu'elles soient renforcées.

Il y a eu un changement dans les mesures périphériques : le droit de douane spécifique sur la fonte a été abaissé de 7 dollars à 5 dollars. Mais, en même temps, les contingents élevés de fonte de fonderie, dont bénéficiaient surtout l'Italie, mais également d'autres pays, ont été supprimés. Nous avons, d'une part abaissé un droit de douane spécial et d'autre part éliminé les contingents affectés d'un droit réduit. Nous avons par là uniformisé les conditions d'approvisionnement de l'industrie du moulage de la fonte. Cette dernière précisément ne cessait de se plaindre de la diversité des prix de la fonte de fonderie. On a remédié à cet état de choses. — C'est là tout ce qu'il y a à dire des mesures périphériques.

J'en arrive à l'interpénétration, au problème des livraisons au sein de la Communauté. Nous savons très bien — nous avons fourni des données précises à ce sujet aux commissions — qu'il existe une interaction entre les exportations vers les pays tiers et les livraisons dans d'autres pays de la Communauté. Cela est surtout vrai pour les pays de la Communauté dont le marché intérieur ne suffit pas à absorber la production d'acier. Le Luxembourg, par exemple, ne consomme pas beaucoup d'acier lui-même ; il est obligé d'exporter dans les pays de la Communauté voisins ou dans des pays tiers. Il est normal que des entreprises qui se trouvent dans une telle situation prennent leurs dispositions de vente en fonction des prix escomptés sur le marché mondial ou le marché de la Communauté.

Or, nous avons pu constater la superposition des deux tendances. En ce qui concerne les échanges intracommunautaires, nous enregistrons depuis des années une intensification continue ; les échanges croissent dans des proportions discrètes, sans doute, mais selon une courbe régulièrement ascendante. D'autre part, on observe des augmentations capricieuses des échanges entre certains pays, et ce lorsque le marché mondial de l'acier régresse.

En 1965, nous avons exporté — le chiffre a été cité plusieurs fois — 19 millions de tonnes d'acier sous forme de produits d'acier laminé. L'année

Hellwig

suivante, ce chiffre diminuait de 3 millions de tonnes. Un recul des exportations sur le marché mondial se traduit immédiatement par une augmentation des exportations dans d'autres pays de la Communauté. Nous parlons alors d'une sorte d'évolution anticyclique des échanges intracommunautaires. Ces mutations brusques s'accompagnent naturellement d'une politique des prix agressive, qu'explique le désir d'écouler dans un autre pays de la Communauté les quantités en question.

Plusieurs orateurs ont soulevé la question d'une intervention de la Communauté. Je crois pouvoir me limiter à attirer l'attention sur le problème politique. Je puis montrer aussi qu'il ne concerne pas tous les pays de la Communauté.

C'est ainsi, par exemple, qu'une ventilation des échanges intracommunautaires de 1960 à 1965 montre que le Luxembourg a augmenté de 8 % ses exportations dans d'autres pays de la Communauté, l'Allemagne de 47 %, la France de 65 %, la Belgique de 140 %. Vous touchez ici du doigt comment l'industrie sidérurgique belge est tributaire des exportations et réagit aux fluctuations du marché mondial. Les chiffres relatifs au Luxembourg demandent à être expliqués : ayant déjà pu accroître considérablement ses exportations dans d'autres pays de la Communauté avant 1960, ce pays a pris pied beaucoup plus tôt dans d'autres pays du Marché commun, de sorte que l'augmentation qu'il accuse n'est plus très forte.

Mais la question est de savoir comment il convient d'intervenir en cette matière. Les possibilités légales sont extrêmement limitées, sans parler du problème politique de savoir s'il est compatible avec l'esprit d'un marché commun de soumettre à un contrôle ou à des restrictions les quantités qu'échangent entre eux les pays membres.

Semblable intervention ne serait cependant pas sans précédent. La convention relative aux dispositions transitoires a connu une telle réglementation. La convention prévoyait — et cette réglementation a pu être appliquée dans certaines circonstances — que les livraisons d'un pays à l'autre pouvaient être soumises à des restrictions quantitatives. La fin de la période transitoire a entraîné la disparition de cet instrument. On nous objectera que la Haute Autorité est bien intervenue un jour dans les échanges pour assainir le marché belge du charbon. Mais ce fut sur la base de l'article 37, à la demande du gouvernement belge. C'est, selon moi, la seule hypothèse où l'on pourrait concevoir une réglementation quantitative des échanges entre pays membres. Mais elle suppose que les conditions énoncées à l'article 37 soient remplies, c'est-à-dire que l'économie soit menacée de troubles fondamentaux et que le gouvernement intéressé, craignant ces difficultés, adresse une demande motivée à la Haute Autorité. La seule réponse que je puisse faire pour l'instant à tout ce chapitre de l'« interpénétration » est

d'attirer votre attention sur les possibilités limitées dont nous disposons.

A propos des échanges intracommunautaires, M. Berkhouwer a cité un article de presse assurément remarquable. Évidemment, il n'est pas possible de prendre position ici à l'égard de toutes les vérités, demi-vérités et contre-vérités que l'on y peut lire. Je crois que l'on ferait trop d'honneur à cet article si on le traitait comme document avec le même sérieux qu'un rapport du Parlement européen. Je répondrai cependant à la remarque relative au problème de la taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires et au comité germano-français de l'acier. En ce qui concerne le prélèvement compensatoire, la Haute Autorité s'emploie actuellement à évaluer les répercussions sur le secteur des produits visés par le traité — car d'autres produits sont touchés également — du relèvement de la taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires décidé par la République fédérale. La Haute Autorité continue à estimer que des modifications sectorielles de la taxe compensatoire sont incompatibles avec l'esprit du traité. Certes, on peut encore imaginer une variante, fondée sur le traité de la C.E.E., qui consisterait à prélever comme limite supérieure de la taxe compensatoire la charge intérieure de la production interne comparable. Telle est manifestement la procédure adoptée par le législateur allemand.

Quant à savoir si elle est compatible avec les dispositions du traité de Rome, ce n'est pas notre affaire. Nous sommes, quant à nous, encore occupés à en étudier les répercussions sur l'acier.

Il est un point, cependant, sur lequel je crois devoir attirer votre attention. Si le gouvernement fédéral introduisait pour le 1^{er} janvier 1968, conformément à la directive de la Commission de la C.E.E., la taxe à la valeur ajoutée, c'est-à-dire donc la taxe sur le chiffre d'affaires net selon le système français, il faudrait encore d'ici là toute une série de relèvements pour hausser le système actuel des taux de compensation au niveau futur de la législation sur la taxe à la valeur ajoutée. En d'autres mots — tel est l'argument que nous présente le gouvernement fédéral, et nous n'avons rien à y opposer — : il s'agit en l'espèce d'un processus d'adaptation qui doit aboutir à l'adoption d'une taxe à la valeur ajoutée mise au point par la C.E.E.

Une dernière remarque encore à propos du problème de l'attitude de nos producteurs dans le domaine des exportations. On a souvent critiqué le fait que nos producteurs, lors de leurs exportations, transportent jusque dans les pays tiers leurs rivalités de prix et ce avec une violence qui ne se justifie pas toujours en face de la situation réelle du marché mondial. Les représentants du gouvernement britannique nous ont également exprimé des plaintes semblables lors de la dernière réunion du Conseil d'association. Nous avons passé avec le gouvernement britannique un accord aux termes duquel nous

Hellwig

nous faisons signaler les cas flagrants de semblables pratiques de dumping, nous les examinons de notre côté sur le plan interne pour ensuite nous en entretenir avec les Anglais. Nous espérons pouvoir, sur ce point au moins, apporter notre contribution à l'amélioration de la discipline de nos producteurs ainsi que de l'industrie britannique sur les marchés tiers.

En ce qui concerne la coopération avec d'autres pays, vous savez que nous avons organisé une série de consultations permanentes avec d'autres pays tiers, au programme desquelles figurent les problèmes du développement ultérieur du marché mondial et de la discipline, notamment dans le dessein d'éviter les prix de dumping et d'autres manœuvres analogues. Les commissions seront informées des travaux ultérieurs.

Un dernier mot encore à propos du problème politique soulevé par M. Berkhouver, touchant les pourparlers germano-français. Tout ce que nous savons en tant que Haute Autorité, c'est que lors de la visite à Paris du gouvernement fédéral, deux ou trois ministres des deux pays ont été chargés de discuter prochainement en commun des problèmes de l'industrie de l'acier. On n'en a en effet pas dit davantage jusqu'à présent. J'estime que la Haute Autorité n'a pas lieu d'intervenir lorsque des ministres de nos gouvernements désirent s'entretenir des problèmes de l'industrie de l'acier. Nous ne sommes d'ailleurs pas intervenus et ne le ferions pas davantage au cas où semblable initiative serait prise par des ministres d'autres pays. Lorsque, par exemple, les ministres des affaires économiques des pays du Benelux s'entretiennent de leurs problèmes communs dans le secteur de l'industrie de l'acier, la Haute Autorité ne songe pas à y soupçonner a priori une infraction au traité et à ouvrir quelque procédure. Je crois que nous devons avoir suffisamment confiance en nos gouvernements quant à leur respect, dans leurs actions, des règles du jeu communautaire.

Mais comment expliquer que la sollicitude des gouvernements à l'égard de l'industrie de l'acier puisse faire naître la crainte de difficultés pour la politique communautaire ? La raison en réside dans les carences essentielles du traité de la C.E.C.A. ; celui-ci montre, précisément en temps de crise, que des compétences importantes sont demeurées aux mains des gouvernements, comme par exemple la politique conjoncturelle générale. Nous nous trouvons devant le problème de savoir comment nous pouvons, par des recommandations aux utilisateurs publics, accroître la consommation d'acier au moment même où les recommandations de politique conjoncturelle viennent d'inciter les pays membres à prendre des mesures de freinage et à modérer quelque peu les investissements publics. Pour une intégration partielle comme celle du charbon et de l'acier, nous ne disposons précisément pas de l'arsenal complet des instruments économiques. Une

bonne partie en est demeurée aux mains des gouvernements. Prenez par exemple la politique du marché des capitaux ! Aussi longtemps qu'une des règles appliquées en la matière par les gouvernements sera, comme ce fut le cas jusqu'à présent, de mener une politique économique basée sur la manipulation du taux de l'intérêt, nous ne pourrons prétendre, sur le plan communautaire, à un droit spécial pour l'industrie de l'acier. C'est le problème de l'harmonisation de la politique du marché des capitaux qu'il faut résoudre en l'occurrence.

La lacune capitale du traité se situe sur deux plans. D'abord sur le plan des entreprises publiques. C'est ici que l'on se heurte à des problèmes que M. Dichgans a évoqués précédemment. Dans certains pays, l'évolution de l'industrie de l'acier a encore été influencée pour une bonne part par l'État, agissant comme investisseur.

L'autre lacune a trait à la politique des importations. La politique commerciale du charbon et de l'acier est demeurée aux mains des gouvernements. En tant que Communauté, nous sommes fiers que l'on soit parvenu à combler pour une bonne part déjà cette lacune en ce qui concerne les importations d'acier. Nous espérons parvenir également à une réglementation communautaire en ce qui concerne le charbon à coke, ce qui compensera partiellement l'absence d'accords de politique commerciale. C'est là une des raisons politiques pour lesquelles nous luttons avec tant d'acharnement pour arriver à une réglementation communautaire concernant le charbon à coke.

Monsieur le Président, bien que j'aie déjà abusé de votre temps, je voudrais ajouter quelques mots encore pour exprimer la gratitude de la Haute Autorité aux deux rapporteurs qui ont imprimé à leurs travaux la marque de leurs natures et de leurs tempéraments combien différents. L'un d'eux a déjà ébauché de nombreuses réponses, l'autre a posé de nombreuses questions qui, pour son plaisir comme pour le nôtre, nous obligeront vraisemblablement à aborder de nouveau ce sujet à d'autres sessions. Un cordial merci — également aux commissions — pour leur travail qui ouvre nombre de nouveaux horizons et favorisera au plus haut degré la politique de la Haute Autorité.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Hellwig.

La parole est à M. Berkhouver.

M. Berkhouver. — Et la question du plan professionnel ? J'ai posé des questions sur la comptabilité du plan professionnel avec l'article 4. Est-ce que M. Reynaud en parlera ? Il connaît peut-être mieux le problème que M. Hellwig, puisque c'est une question française.

M. Hellwig, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — (A) Je vous demande pardon, j'ai dû mal comprendre. Tout ce que je voulais dire, c'est que le « plan professionnel » n'est pas nouveau en France. Je vous rappelle que depuis la création de la Communauté, l'industrie sidérurgique française participe aux travaux du Commissariat au plan et que les divers plans quinquennaux lui accordent un traitement spécial. Cela remonte à l'époque de M. Monnet qui fut commissaire au plan avant de devenir président de la Haute Autorité.

A ce propos, le traité présente plusieurs lacunes importantes, témoin, la politique du marché des capitaux, la politique régionale et la politique économique générale. Conscients de ces lacunes, nous avons demandé aux gouvernements que, lorsque l'industrie sidérurgique fait l'objet de plans de développement régionaux ou nationaux, l'on procède, au Conseil de ministres, à une consultation des États membres. En ce qui concerne les prêts à taux d'intérêt réduit, vous connaissez la réponse. Depuis les débuts de la Communauté rien n'a été changé à la pratique qui consistait, pour un État membre, lorsque la politique du marché des capitaux l'exigeait, à octroyer en tant qu'instrument de la politique économique, des prêts à taux réduits à un certain nombre de branches économiques.

Je vous citerai un exemple propre à la République fédérale. A l'époque la Communauté a marqué son accord sur l'aide à l'investissement ; il s'agissait d'un emprunt privilégié pour l'industrie des produits de base dont le charbon, l'acier, l'énergie et d'autres branches économiques ont bénéficié. Il en va de même dans tous les pays de la Communauté. La solution du problème ne peut être trouvée dans un règlement particulier de la Communauté pour la sidérurgie mais uniquement dans l'harmonisation des politiques des marchés des capitaux et des taux d'intérêt pratiquées par les six gouvernements. Voilà la réponse que j'avais à vous faire.

M. le Président. — La parole est à M. Blaisse.

M. Blaisse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, il serait bon, je pense, qu'au cours de la discussion, nous puissions faire, çà et là, une brève intervention. Celle-ci, je la ferai en tant que rapporteur. Le point que M. Berkhouwer vient de soulever, à savoir, le rapport qui existe entre le plan national auquel se réfère l'article 4 et la politique de la Haute Autorité, a été traité à fond dans notre rapport. Ce matin, j'ai demandé à la Haute Autorité si elle partageait notre avis, selon lequel il y a lieu de procéder à une harmonisation entre le « plan professionnel » et ce qui existe déjà en Belgique et dans d'autres pays, la politique de la Haute Autorité devant rester la loi suprême.

Si j'ai bien compris, M. Hellwig répond affirmativement à cette question.

M. le Président. — La parole est à M. Reynaud.

M. Reynaud, membre de la Haute Autorité. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, après M. Hellwig, qui a très largement déblayé le terrain devant notre porte, je voudrais porter le regard au delà des difficultés immédiates pour définir, — comme l'a fait excellemment ici, au nom de la commission économique et financière, M. Kriedemann, — les lignes de force qui commandent l'avenir de nos industries.

Je crains tout de suite de décevoir quelque peu M. Battista car, pas plus aujourd'hui en séance plénière qu'en commission, je ne pourrais définir la nature exacte de la crise. Est-ce une crise de conjoncture ? Est-ce une crise de structure ? Je pense qu'il y a à la fois des éléments de conjoncture et des éléments de structure. Si j'avais un qualificatif à donner à la crise, je dirais qu'elle est essentiellement une crise d'adaptation. A défaut de tomber d'accord sur des définitions, nous pouvons au moins tomber d'accord sur les éléments d'un diagnostic.

La sidérurgie communautaire est emportée par un triple mouvement :

Elle doit d'abord entrer délibérément dans la révolution technique qui s'amorce un peu partout dans le monde, et dont l'un des traits essentiels réside dans l'accroissement considérable de la puissance unitaire des outils. Elle doit entrer dans cette révolution et si elle ne le faisait pas, les générations qui nous suivent porteraient un jugement sévère, sur l'action de la Haute Autorité et de la Communauté tout entière.

Il lui faut simultanément s'adapter aux nouvelles conditions du marché des matières premières et là, vous connaissez bien le problème. Aussi bien le minerai que le charbon communautaire sont, en effet, progressivement refoulés vers les lieux mêmes de leur extraction par l'arrivée à bas prix, sur de grands minéraliers, des productions d'outre-mer mieux favorisées dans leur condition naturelle.

Enfin, ces deux mouvements d'adaptation doivent être réalisés à un moment où le taux d'accroissement de la demande diminue.

Cette tendance à la régression se manifeste, d'une part, à l'intérieur parce que l'activité d'investissements, principale consommatrice d'acier, est moins intense que dans les quinze années d'après-guerre et que l'amélioration des qualités de l'acier permet un certain allègement des produits ; d'autre part à l'extérieur parce que les exportations des nouveaux producteurs provoquent une réduction de la part, jadis majoritaire, de la Communauté dans le marché mondial.

Le fait que la Haute Autorité ait prévu dans ses objectifs généraux cette évolution ne change rien aux problèmes que nous avons à traiter. On nous a de-

Reynaud

mandé — M. Kriedemann notamment nous a posé la question — si des erreurs de prévisions n'avaient pas été commises. Je dois dire que jusqu'à présent il n'y a pas eu d'erreurs de prévision.

Nous avons frappé juste en 1960 ; nous avons frappé juste en 1965. On nous dit aujourd'hui « Vous êtes trop optimistes pour 1970 ». Je ne peux répondre qu'une chose : c'est que dans le domaine des prévisions, il faut attendre l'échéance pour se prononcer. Par conséquent même si nos chiffres paraissent optimistes pour l'instant, je ne vois aucune raison de les réviser.

Ceci étant dit, il n'empêche que des réformes importantes sont nécessaires pour que la sidérurgie de la Communauté puisse faire face victorieusement aux impératifs du triple mouvement que je viens d'analyser.

Je suis entièrement d'accord avec M. Kriedemann lorsqu'il écrit que « ces efforts ne peuvent être ni éludés, ni retardés ». Mais il faut bien voir que le problème n'est pas uniquement un problème technique. La sidérurgie conserve son double caractère. Elle est à la fois une industrie de main-d'œuvre — nous le savons fort bien puisqu'elle utilise plus de 600 000 travailleurs — et une industrie de base, ou si l'on préfère utiliser un néologisme, que je trouve bon, une industrie « industrialisante », une industrie qui doit entraîner avec elle l'industrie dans le pays où elle s'implante même si cela n'a pas toujours été le cas. Une politique sidérurgique à long terme, du genre de celles dont nous avons déjà débattu en commission, et que nous devons élaborer ensemble, ne saurait en conséquence être envisagée sans qu'il soit tenu compte de ses aspects aussi bien économiques et techniques qu'humains.

Vous me pardonnerez, Mesdames, Messieurs, si je n'aborde pas ici l'ensemble des problèmes que pose, sous ce double aspect, la politique sidérurgique que la Haute Autorité a l'intention de promouvoir. Je me bornerai à parler succinctement de trois questions considérées comme particulièrement importantes : la structure des entreprises, leur localisation, et les conversions ou si l'on préfère les reconversions, encore que, vous me passerez cette coquetterie de vocabulaire, je préfère le mot conversion au mot reconversion, parce que cela signifie que la reconversion a réussi.

En ce qui concerne le problème de la structure des entreprises, nous nous heurtons à une grande difficulté parce qu'il faut atteindre simultanément deux objectifs en apparence contradictoires. Quels sont-ils ?

La sidérurgie se trouve d'abord dans l'obligation de se moderniser, je l'ai dit en matière d'introduction. Pour cela il lui faut investir chaque jour davantage et en tout premier lieu dans les techniques de pointe, ce qui accroît les capacités de produc-

tion. Il serait erroné d'arrêter actuellement les investissements, sous prétexte qu'il existe des surcapacités, car les surcapacités, nous le verrons tout à l'heure, ne se produisent pas nécessairement dans les entreprises les mieux équipées et les entreprises de pointe.

Or, dans le même moment où l'on doit investir, il faut éviter d'accentuer, à défaut de le réduire, le décalage qui existe actuellement entre les possibilités de production et l'importance des besoins. Il n'est pas utile, je pense, que j'insiste sur les conséquences de ce décalage.

Le surinvestissement a un double effet qui n'a pas toujours été suffisamment analysé, il obère les coûts par les surcharges financières qu'il impose aux industriels d'une part et il déprime les prix par suite de la concurrence anarchique qui se répand sur le marché. Il en résulte que la Haute Autorité doit guider les entreprises vers les dimensions les meilleures, compte tenu de l'accroissement de la puissance de l'outil et c'est l'objet de sa politique de concentration. Il faut cependant éviter le développement des capacités excédentaires, et c'est l'objet de sa politique d'investissement.

Bien entendu, et cela a été dit par certains de mes collègues, le traité ne donne pas à la Haute Autorité l'initiative d'imposer un choix quant à la forme même que les concentrations d'entreprises doivent revêtir dans la Communauté. Jusqu'à présent, la Haute Autorité s'est limitée, dans ses objectifs généraux, à constater que dans les sidérurgies les plus modernes — celles des États-Unis ou du Japon par exemple — la taille moyenne des entreprises dépasse très largement — il s'agit toujours de moyennes — celle des entreprises de la Communauté.

Dans cette perspective, la Haute Autorité a examiné avec la plus grande compréhension, au regard des articles 65 et 66 du traité, les différentes demandes qui lui ont été soumises par les producteurs. Sous la réserve qu'une certaine concurrence soit maintenue dans le Marché commun, elle a accepté des concentrations pures et simples, des comptoirs de vente, des accords de spécialisation et des unités de production sous forme coopérative.

La question se pose aujourd'hui de savoir si, tout en restant dans l'esprit des articles 65 et 66 du traité, il ne lui serait pas possible d'aller au delà et de suggérer elle-même certaines initiatives.

Il convient toutefois de souligner que la spécialisation sur des produits, des qualités, ou des marchés particuliers, permet — l'expérience le prouve dans la Communauté comme ailleurs — à des entreprises moins importantes, bien adaptées à leur objet, de vivre et de se développer de façon prospère. C'est-à-dire que l'opposition que l'on a l'habitude de nourrir, si je puis m'exprimer ainsi, entre les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises, ne

Reynaud

correspond pas nécessairement à la réalité des choses. Chaque entreprise est adaptée à son objet. Il existe des entreprises de production de masse, des entreprises spécialisées et des entreprises qui peuvent être localisées à des endroits où les usines produisant en masse n'auraient pas leur place.

On a parlé à plusieurs reprises de l'industrie américaine. Elle a été donnée comme exemple à atteindre par M. Berkhouwer — à qui je répondrai tout à l'heure à propos de l'efficacité de l'industrie américaine et de sa productivité — et par M. Armengaud qui a évoqué la façon élégante avec laquelle on a réglé, aux États-Unis, le problème des inter-pénétrations.

Cette économie sidérurgique américaine voit co-exister à la fois des entreprises considérables, dont la production s'élève à quarante millions de tonnes, et de toutes petites entreprises qui demeurent très rentables. Autrement dit, les petits poissons, à l'abri des gros, mènent parfois une vie agréable. Je ne suis pas descendu dans le détail, mais si l'on regarde les rendements de ces différentes entreprises, on s'aperçoit que parfois celui des petites et moyennes est aussi important, sinon beaucoup plus, que celui des plus grandes.

Donc, vouloir opposer systématiquement l'entreprise petite et moyenne à la grande entreprise concentrée est beaucoup plus une vue de l'esprit que l'expression de la réalité des choses.

Il est donc absolument indispensable, certes, que la Haute Autorité prenne des initiatives. Elle verra dans quelle voie elle devra le faire pour compléter son action. Mais en aucun cas, de mon point de vue, ces initiatives ne devraient conduire à condamner sans appel et sans examen les entreprises de taille moyenne et même petite.

Quoi qu'il en soit, il est bien évident que la limitation du nombre des centres de décision sur le marché communautaire rendrait plus aisée l'action de la Haute Autorité visant à porter remède au problème des surcapacités.

La Haute Autorité n'est pas sans moyens pour agir sur les investissements. Elle dispose des objectifs généraux qui donnent une prévision de la demande future et de sa structure, ce qui, par voie de conséquence, influence les décisions d'investissement. De plus, le traité l'appelle à donner des avis sur chacun des projets d'investissement des entreprises qui dépasse une certaine importance.

Constatons toutefois que ces pouvoirs conférés par le traité n'ont pas été à la mesure des événements puisque, en dépit de ce que je viens de dire, nous avons enregistré l'apparition de surcapacités.

Cela ne vient pas — je l'ai indiqué tout à l'heure — de ce que les prévisions de la Haute Autorité se sont révélées inexactes, mais uniquement en rai-

son d'un phénomène que chacun ici comprend parfaitement : nous vivons dans une économie de marché, dans une économie d'entreprise, et il n'est pas certain que la somme des intérêts particuliers des entrepreneurs pris isolément coïncide avec la vision de l'intérêt général.

La stratégie des pouvoirs communautaires est une, celle des entreprises peut être différente. Certaines entreprises peuvent trouver avantage à développer des capacités — pourquoi pas par exemple pour toute la gamme des produits — même si elles savent pertinemment bien que tel investissement n'aura pas la rentabilité voulue.

Et ce problème, il n'y a pas que la Haute Autorité qui ait à le résoudre ; il est commun, il faut bien le reconnaître, à tous les pays de libre entreprise. Les pays de planification autoritaire ont aussi leurs problèmes.

Si donc le problème n'est pas propre à la Communauté européenne du charbon et de l'acier, cela ne signifie pas que nous ne devons pas nous efforcer de le résoudre. Il nous faut chercher une solution dans trois directions différentes : d'abord celle qui a été abordée par M. Coppé, par M. Hellwig et par M. Armengaud — ce rapprochement ne vous étonnera pas (*sourires*) — en fondant l'ensemble des plans nationaux sur un ensemble communautaire. C'est là une bonne initiative. M. Armengaud l'a suggérée mais la C.E.C.A. l'avait elle-même déjà proposée. C'est déjà une orientation possible qui peut être complétée également par une confrontation des points de vue, organisée sous une forme à imaginer, par les industriels de la Communauté.

Là, nous nous retrouvons toujours devant cette grisaille à laquelle M. Hellwig a fait allusion : « Quand tombons-nous sous le coup de l'article 65 ? Quand sommes-nous dans le domaine des articles qui l'autorise ? » Mais je crois qu'il appartiendra à la Haute Autorité, sinon de faire une peinture impressionniste du moins d'obtenir un bon mélange de couleurs.

Une troisième direction qui complète les deux autres est celle qui a été évoquée par plusieurs orateurs, en particulier par M. Dichgans. Mais avant d'y venir, je vais répondre à M. Berkhouwer à propos du problème de la productivité américaine.

Ne devrait-on pas, dans la Communauté, fermer les capacités obsolètes ? Il est bien évident que ce qui pèse sur les prix, ce ne sont pas seulement les produits vendus par les unités les plus productives, ce sont parfois également les prix des produits des entreprises qui le sont le moins.

Il est certain que nous n'avons pas de moyens de contraindre une entreprise à fermer, mais ne peut-on pas envisager des mécanismes — je sais que les mécanismes financiers n'ont pas bonne réputation dans

Reynaud

cette assemblée — qui permettraient une incitation sinon un rachat des capacités obsolètes ?

Je pose des points d'interrogation. Comme vous tous — et j'ai eu souvent l'occasion de le dire en commission — nous sommes actuellement en présence de problèmes un peu nouveaux et nous cherchons. Vous m'autoriserez ici à parler un peu à voix haute et à réfléchir en public bien que, généralement on préfère le silence des cabinets. Toutes ces politiques que nous suggérons, ces politiques auxquelles nous réfléchissons sans en avoir arrêté une qui soit déterminée, se heurtent à l'obstacle, je ne dirai pas du « juridisme », comme M. Armengaud, car le mot « juridisme » a, en français, un sens péjoratif, mais juridique et éventuellement politique.

Mais je m'aperçois que je n'ai pas encore répondu à M. Berkhouwer en ce qui concerne la productivité américaine. Les chiffres qu'il a donnés sont justes, ce qui ne signifie pas qu'ils soient vrais dans chaque cas. J'ai l'impression qu'il s'agit de moyennes. Dans l'ensemble, la productivité de chaque travailleur américain dans le domaine de la sidérurgie est de 30 à 40 % supérieure à la moyenne de celle de la Communauté. Mais il est non moins vrai que dans certaines usines, par exemple, la productivité de la Communauté est égale et même supérieure à la moyenne américaine.

Vous me permettez, non pas que je craigne les coups de bourse, de ne pas vous donner le tableau d'honneur des entreprises européennes les plus productives. Je dirai seulement que ce ne sont pas forcément celles qui gagnent le plus d'argent.

M. Hellwig, membre de la Haute Autorité. — C'est vrai.

M. Reynaud, membre de la Haute Autorité. — En gros, j'ai l'impression que l'avance américaine est surtout très importante dans les produits laminés plats, qu'elle est moins bonne dans les profilés. Cette avance est de 30 à 40 % supérieure à la moyenne européenne du fait que les matières premières sont obtenues dans l'ensemble à meilleur coût et de ce que, jusqu'à présent, elle a eu ses capitaux à meilleur prix. Par contre, ses salaires sont beaucoup plus élevés.

Ce type de situation risque cependant de changer au profit des Américains dans la mesure où l'Europe ne pourrait plus investir, alors que l'industrie américaine investirait beaucoup.

Ce genre de comparaison comporte toujours une part d'incertitude. Mais la question pourrait être mise à l'ordre du jour de la commission économique et financière, où ces problèmes sont habituellement débattus et, rapports en main, nous pourrions alors en discuter. Mais cette question est trop technique pour être examinée longuement ici.

Je confirme donc que l'ordre de grandeur que vous avez donné, Monsieur Berkhouwer, est exact sous les réserves que je viens d'indiquer, ce qui ne signifie pas du tout que l'industrie européenne ne puisse supporter la concurrence avec les industries d'outre-mer puisque nous n'échangeons pas des productivités mais des produits sur la base des coûts, c'est-à-dire de leurs prix. Or dans un coût entrent d'autres éléments que la productivité, notamment la part du salaire horaire. Si nous discutons de la part du travail à l'intérieur des prix, quelle que soit la productivité américaine, les résultats seraient quelque peu différents.

C'est en gros la théorie avancée à un moment donné. Ne prenez cependant pas mon propos pour paroles d'évangile, mais tel est l'état de la question.

J'aborderai enfin un dernier problème particulièrement important, celui de la localisation.

Premier fait, que chacun connaît : il existe une tendance au glissement des industries vers la côte. Les objectifs généraux de la Haute Autorité l'ont mis en évidence. La Haute Autorité n'a pas pour politique de s'opposer à ce mouvement qui va dans le sens général de l'efficacité et de la modernisation, que je viens de prôner.

Cette attitude pourtant ne doit pas nous conduire à considérer comme des données naturelles certains handicaps artificiels dont peuvent parfois souffrir des sidérurgies traditionnelles.

La Haute Autorité s'est engagée dans quatre directions à ce sujet.

La première est celle, dont on a parlé très souvent, du charbon à coke. Cette politique vise à réduire la différence de prix d'achat de ce combustible. Il ne faut pas que les industries de la Communauté, en plus de leur handicap traditionnel, supportent la charge des handicaps des mines, sinon la règle du jeu serait faussée.

Lorsque nous avons recommandé des mesures périphériques, nous avons tendu à placer les différentes régions de la Communauté dans une situation comparable par rapport à la concurrence étrangère et là aussi nous avons agi dans le sens de la meilleure égalisation.

Au point de vue des transports, la Haute Autorité explore aujourd'hui une nouvelle voie qui consiste à diminuer l'écart entre les coûts à l'intérieur de la Communauté et les coûts maritimes. Le champion de cette politique étant M. le vice-président Coppé, je lui laisse le soin d'en parler aujourd'hui ou une autre fois, s'il le désire.

Enfin, les subventions à la recherche visent à une meilleure utilisation des ressources propres de la Communauté.

Reynaud

Vous constatez donc que dans le cadre même du traité, il est possible de combler le handicap que l'on dit quelquefois difficile à surmonter entre les sidérurgies de la côte et les sidérurgies continentales.

Cependant, il ne faut pas se dissimuler que quels que soient les succès attendus d'une politique de structure, tant au niveau des entreprises qu'au niveau régional, et souvent même comme un effet de ces succès, de la main-d'œuvre se trouvera disponible pour laquelle est indispensable de créer de nouveaux emplois.

La Haute Autorité a pris, depuis sept ans déjà, l'initiative de proposer une politique et des moyens permettant de créer des industries nouvelles. Elle est convaincue, plus que jamais, de la nécessité de progresser dans cette voie. En ce qui la concerne, elle s'efforcera de mobiliser le maximum de ressources et de moyens pour que la mutation nécessaire de l'industrie sidérurgique se fasse sans dommage, aussi bien pour les ouvriers et les cadres que pour les régions.

Mai il faut bien voir qu'en raison de son ampleur cette politique de conversion ne peut pas être traitée au jour le jour et cas par cas. Elle doit s'intégrer dans une vue d'ensemble du développement régional et du développement économique de la Communauté dont elle est un élément important. C'est dire que la coopération de tous est exigée au niveau communautaire par une intégration de notre politique sidérurgique de structure dans la politique à moyen terme et dans la politique régionale de la Commission économique européenne, en liaison très étroite avec les gouvernements, la profession et, si possible, les autorités locales.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Reynaud.

La parole est à M. Linthorst Homan.

M. Linthorst Homan, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — (N) Monsieur le Président, je me rallie aux déclarations du vice-président de la Haute Autorité et de mes collègues, qui ont exprimé à M. Kriedemann et M. Blaise leur gratitude pour les travaux accomplis. Pour ce qui concerne mon administration, je tiens à préciser que nous sommes entièrement d'accord sur ce qui est dit, dans les deux rapports et dans les propositions de résolution, au sujet des concentrations et des ententes.

Après les exposés détaillés de mes collègues, je ne me serais pas permis de demander encore la parole si je n'avais pas été personnellement mis en cause par certains orateurs.

Les porte-parole des groupes démocrate-chrétien et socialiste, M. Illerhaus et M^{me} Elsner, ont, d'une manière dont nous ne pouvons que nous féliciter, mis l'accent sur les divers aspects des ententes et des

concentrations. Ils ont insisté, d'une part, sur la nécessité technique et économique de ces concentrations et les incidences sociales qui en découlent et, d'autre part, selon la parole d'un des orateurs, sur le fait qu'elles concentrent beaucoup de pouvoir entre peu de mains.

L'ennui, pour moi, c'est de devoir choisir. Comment dois-je répondre aux questions qui sont plus directement liées aux discussions actuellement en cours à la commission du marché intérieur ? Je suis tout disposé, si le Parlement le désire, à répondre de façon détaillée à toutes les remarques faites au sujet des ententes et des concentrations. Je crains cependant que cela ne prenne une demi-heure, voire trois quarts d'heure. Néanmoins, si on le désire, je suis prêt à le faire.

Je présume toutefois, jusqu'à ce qu'on me dise le contraire, que ce n'est pas cela qu'on veut. Je le comprends d'autant mieux qu'il y a divers points dont, actuellement, il est préférable de ne pas discuter. Le 20 février, la commission du marché intérieur se réunira pour examiner le problème. En outre, nous attendons encore un rapport annuel.

Nous nourrissons toujours l'espoir, en vain peut-être, de voir la commission du marché intérieur désigner un rapporteur sur les problèmes dont l'examen, à l'époque, avait été confié à M. Kapteyn. Une fois que l'affaire est mise en branle, il n'est pas exclu qu'on en arrive — en tant que membre de la Haute Autorité je l'espère depuis bientôt quatre ans — à ce que le Parlement, malgré ses nombreux travaux, trouve le temps nécessaire — quelques heures disons — pour discuter des ententes et des concentrations.

Cependant, je n'ose pas le demander en ce moment ; j'y renonce et les signes qu'on me fait sont des signes de satisfaction plutôt que de regret.

Je dirai donc seulement quelques mots à propos d'une certaine affaire que nous nous refusons à considérer comme un incident. La Haute Autorité vous saurait gré, Monsieur le Président, si vous vouliez, de votre côté également, ne pas la considérer comme telle. Je fais allusion à ce qui a été dit, sur des tons assez variés, concernant l'exposé que j'ai fait sur ces problèmes devant la commission du marché intérieur. Vu que le débat fut interrompu pour être repris le 20 février, nous ne nous attendions pas, à la Haute Autorité, à des communications sur ce sujet.

Il va de soi que nous sommes pleinement conscients de ce que les commissions parlementaires sont souveraines, c'est-à-dire qu'elles décident librement des communications qu'elles entendent faire. Dans le cas qui nous occupe, elles ont, bien entendu, été faites de bonne foi. Seulement, l'accent n'a pas été mis là où nous l'aurions mis nous-mêmes.

Pour éviter de parler en énigmes, je résumerai le point de vue que nous adoptons sur cette série de

Linthorst Homan

problèmes que, généralement, nous désignons du nom de « questionnaire Berkhouwer ».

Premièrement, nous avons découvert toute une série d'affaires de moindre importance dont aucune n'a été couronnée de succès. Nous estimons que personne, ni surtout l'opinion publique, à laquelle à juste titre M. Berkhouwer a fait allusion, n'a intérêt à ce qu'une procédure soit engagée sur toutes ces affaires. Celles-ci, fort heureusement, ont été vouées à l'échec et nous espérons que le même sort attendra tout ce qui se trame ainsi secrètement.

Deuxièmement, nous soupçonnons qu'il existe sur le plan international, et peut-être même mondial, des ententes pour certains produits qui cependant ne nous concernent pas parce que notre traité n'en parle pas.

Troisièmement, au cas où de telles ententes existeraient — et nous avons, nous l'avons dit, certaines présomptions — il importerait de savoir si elles ont eu des répercussions directes ou indirectes sur la concurrence à l'intérieur du marché commun au sens interdit par l'article 65. L'éventualité ne doit pas en être exclue. Il a même été dit que c'était fort vraisemblable. Cependant, l'enquête qui a été entreprise n'est pas encore terminée. Dans cette affaire, nous poursuivrons en tout cas la procédure jusqu'à son dénouement complet.

M. Berkhouwer. — (N) Ces ententes mondiales — je songe par exemple à un pays comme le Japon — peuvent quand même aussi avoir des répercussions sur le marché commun.

M. Linthorst Homan. — (N) Je ne songe pas du tout au Japon, ni à des pays tels que l'Albanie ou le Nicaragua.

M. Berkhouwer. — (N) Ce n'est pas tout à fait la même chose.

M. Linthorst Homan. — (N) Tout ce que je veux dire, c'est que nous examinons si, au cas où il y aurait des ententes mondiales, elles ont sur notre marché commun des incidences qui sont contraires à l'article 65. Dans l'affirmative, nous le signalerons. C'est ce que j'ai promis.

M. Berkhouwer. — (N) Il y a plus de chance que ce soit le cas pour le Japon que pour l'Albanie.

M. Linthorst Homan. — (N) Monsieur le Président, je veux bien approfondir la question, mais il me semble qu'en ce moment, elle n'est pas d'une importance décisive. Je ne l'ai soulevée que pour éviter toute équivoque. Je préférerais ne pas en dire davantage.

Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir estimé que je devais intervenir dans un débat déjà fort long. Nous nous félicitons de la présentation des deux rapports et des déclarations faites par les divers orateurs. Nous sommes d'autre part heureux qu'on ait bien voulu adopter notre suggestion de ne pas traiter en ce moment dans le détail le problème des ententes et des concentrations. Si, en l'espèce, le problème n'est pas dépourvu d'importance, il n'est néanmoins pas décisif.

Nous n'abandonnons pas l'espoir qu'il sera bientôt possible de consacrer un débat public au problème de la formation des ententes et des concentrations. En attendant, nous nous préparons à la discussion qui aura lieu le 20 février au sein de la commission du marché intérieur où, nous l'espérons, nous aurons l'occasion de rencontrer M. Berkhouwer.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Linthorst Homan.

La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — Monsieur le Président, en écoutant attentivement mes collègues, j'ai constaté que la question posée par M. Oele est restée sans réponse. Il s'agissait de savoir si nous avions réfléchi à ce qui pouvait arriver dans l'éventualité de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, compte tenu de la nationalisation récente de la sidérurgie en Grande-Bretagne.

Au dernier Conseil d'association, nous avons entendu un long exposé de M. March sur cette question. Il signalait que la raison de cette nationalisation n'était pas dogmatique, mais visait à activer la rationalisation de la sidérurgie britannique. Cet exposé aurait fort plu à M. Armengaud. Il nous a été dit d'ailleurs qu'à ce moment-là, la structure prévoirait l'indépendance. Et je me souviens que M. March a fait la comparaison avec le cas d'une banque nationale dont on peut, en principe, démettre le gouverneur mais on rapporte assez peu de cas où un ministre des finances ait osé le faire ! Je pense qu'il espérait, de cette même façon, assurer l'indépendance de la sidérurgie nationalisée britannique par rapport au gouvernement.

Quant à la réalisation concrète, rien n'est mûr. Une commission cherche les moyens de réalisation pratique. Par conséquent, il serait prématuré à mon sens pour nous d'aller plus avant que ce que nous avons fait, c'est-à-dire rappeler aux Britanniques qu'ils connaissent notre traité, et qu'ils devaient tenir compte de ses exigences, ainsi que nous l'avons exprimé à l'époque où il s'est agi de l'entrée des Britanniques dans le Marché commun avec une industrie charbonnière nationalisée.

Coppé

Pour le reste, Monsieur le Président, je partage la curiosité de M. Oele qui désirait savoir si la rationalisation de la sidérurgie britannique sera plus rapide que celle de la sidérurgie de la C.E.C.A. Pour ma part, je suis quelque peu sceptique. En effet, depuis près de neuf ans, j'ai l'occasion d'observer la rationalisation de l'industrie charbonnière britannique. Or, si je la compare à la rationalisation de l'industrie charbonnière de la C.E.C.A., non nationalisée dans son ensemble, la différence n'est guère sensible. Je suis, par conséquent, mis sur mes gardes à cet égard et je pense pouvoir dire, sans trahir de secret, qu'au dernier Conseil d'association, alors que nous avions le sentiment que la position des Britanniques vis-à-vis du problème de l'énergie était bien meilleure, eux avaient le même sentiment à notre égard.

(Sourires)

Donc, Monsieur le Président, gardons notre curiosité ; nous aurons l'occasion de l'extérioriser dans les années à venir, si les Britanniques entrent dans le Marché commun, ce qu'il faudrait d'abord voir !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann, rapporteur. — (A) En ma qualité de rapporteur de la commission économique et financière, je voudrais tout d'abord remercier cordialement tous ceux qui, par leur participation à nos travaux, l'intérêt et l'attention qu'ils ont portés à nos activités ou leur concours actif, ont contribué à la préparation de ce débat. Mes remerciements vont bien entendu tout spécialement aux membres de la Haute Autorité qui ont participé au débat.

Je pense que nous avons eu raison d'organiser nos travaux dès le début de façon à ce que leur seule conclusion ne soit pas simplement que nous ajoutions un nouveau document au dossier de l'acier pour nous désintéresser ensuite de la question jusqu'à ce qu'elle revienne à l'ordre du jour à une autre occasion, peut-être l'an prochain. Le débat me paraît avoir démontré qu'il reste encore un certain nombre de choses, voire beaucoup de choses, à mettre au point ; il suffit, pour s'en convaincre, de songer à la diversité des points de vue que l'on peut adopter au sujet de ces problèmes. Je crois néanmoins pouvoir considérer que le débat a déjà apporté des réponses précises à un certain nombre de questions.

En outre, ce qui a été dit ici, ou en tout cas beaucoup de ce qui a été dit peut contribuer à calmer certaines appréhensions. Quant à savoir s'il en ira ainsi partout, nous en ferons bientôt personnellement l'expérience, nous qui devons répondre aux questions qui nous seront posées chez nous. Mais de toute façon, le débat aura contribué à clarifier les

problèmes et à permettre la poursuite des discussions dans un climat plus serein.

La commission économique et financière y est toute disposée. Il lui appartient d'envisager les mesures à prendre à long terme, les mesures de politique économique, avec tout ce que cette notion implique. Il ne fait pas de doute que comme elle l'a toujours fait, la Haute Autorité se fera un plaisir de se tenir à notre disposition, même s'il s'agit parfois de questions difficiles ; difficiles, elles le sont d'ailleurs également pour nous tous.

Permettez-moi d'ajouter un mot au sujet des deux propositions de résolution. M. Blaisse, de son côté, en parlera certainement, lui aussi. On peut avoir le sentiment, comme l'a dit M. Berkhouwer, qu'il y a divergence entre les résolutions. Elles diffèrent non seulement en fonction du tempérament de leur rédacteur ou des tendances des commissions, mais aussi, naturellement, en fonction des attributions des deux commissions. Si la commission économique et financière a estimé ne pas pouvoir se rallier purement et simplement aux vues de la Haute Autorité et juge nécessaire de poursuivre la discussion avec l'exécutif, cela ne doit pas empêcher le Parlement de confier à la commission économique et financière la mission dont elle a demandé à être chargée en présentant sa proposition de résolution, et d'approuver la commission du marché intérieur d'avoir pris à l'égard de la Haute Autorité une position un peu plus optimiste et témoignant d'une plus grande confiance. Il n'y a pas là de contradiction.

M. le Président. — La parole est à M. Blaisse.

M. Blaisse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, on m'a demandé si l'on pouvait parler d'une contradiction entre le paragraphe 15 de notre proposition de résolution et le paragraphe 4 de la proposition de résolution de la commission économique et financière. Nous estimons, comme M. Kriedemann, qu'il n'y en a pas. Le fait est que nous envisageons le problème à plus court terme, en ayant égard à l'état actuel du marché. Dans cette perspective, nous faisons confiance à la Haute Autorité, en attendant, bien entendu, que l'ensemble des mesures qu'elle prévoit ait donné des résultats concrets, tandis que le programme d'adaptation dont il est question au paragraphe 4 vise plutôt à un lent rétablissement de la situation dans le cadre des objectifs généraux acier.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

La parole est à M. Armengaud pour une explication de vote.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes observations seront très brèves. Je ne ferai qu'un reproche très amical au sujet de la proposition de résolution de M. Kriedemann. C'est qu'ayant, dans son rapport, posé toute une série de questions, auxquelles la Haute Autorité a répondu partiellement, sa résolution ne fait pas état de l'insuffisance, depuis des années, des réponses de la Haute Autorité aux questions qu'on lui a maintes fois posées sur les problèmes de structure sidérurgique.

Dans ces conditions, considérant que la proposi-

tion de résolution de la commission économique et financière n'est pas suffisamment ferme, je m'abstiendrai dans le vote.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Kriedemann.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur le mémorandum de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier sur la définition des objectifs généraux « acier » de la Communauté 1970

Le Parlement européen,

- saisi par la Haute Autorité du mémorandum sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970,
- vu le rapport de sa commission économique et financière (doc. 172),

1. Est d'avis que les difficultés affectant actuellement l'industrie sidérurgique dans la Communauté ne sont dues que pour une part seulement à des fluctuations conjoncturelles, et que ce sont l'évolution technique et les changements intervenus sur les marchés qui ont, dans ces difficultés, le rôle déterminant ;

2. Appelle l'attention sur le fait qu'une industrie sidérurgique productive est d'une importance décisive pour le développement futur de l'économie de la Communauté, plus particulièrement pour l'industrie transformatrice d'acier et sa compétitivité sur le marché mondial ;

3. Souligne que les conséquences sociales que peuvent avoir les difficultés présentes inquiètent profondément les couches de population directement touchées et peuvent porter atteinte de façon durable à la confiance dans la Communauté et dans sa capacité d'action, si des mesures efficaces ne sont pas prises à bref délai pour surmonter ces difficultés ;

4. Invite la Haute Autorité et le Conseil à présenter dès que possible un programme d'adaptation de l'industrie sidérurgique à l'évolution technique et économique, et à prévoir des mesures communautaires pour faire face au danger de crise existant actuellement ;

5. Estime nécessaire que le Parlement européen suive très attentivement l'évolution de la situation et l'activité de la Haute Autorité et du Conseil de ministres ;

6. Charge sa commission économique et financière, compétente pour les mesures de politique économique à long terme, d'exploiter les résultats de la discussion du rapport sur le mémorandum de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970, de continuer à discuter avec la Haute Autorité les questions encore en suspens et de présenter dès que possible au Parlement des propositions pour des décisions concrètes ;

7. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite à la Haute Autorité et au Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A.

Président

Nous passons au vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Blaisse.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 14, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 14 sont adoptés.

Sur le paragraphe 15, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Armengaud et Berkhouwer et dont voici le texte :

Rédiger comme suit le début de ce paragraphe :

« 15. Invite la Haute Autorité à lui faire connaître les mesures de caractère structurel et conjoncturel qu'elle entend prendre pour résoudre les problèmes soulevés... (le reste sans changement) ».

La parole est à M. Armengaud pour défendre son amendement.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, je ne vais pas reprendre les explications données par M. Berkhouwer et moi-même à l'occasion de la divergence que nous voyons entre ces deux résolutions.

J'ai fait observer qu'en son paragraphe 4 la résolution de M. Kriedemann, qui vient d'être votée « invite la Haute Autorité et le Conseil à présenter un programme d'adaptation... etc... », alors que le paragraphe 15 de la résolution de M. Blaisse « fait confiance à la Haute Autorité pour résoudre les problèmes soulevés », ce qui couvre aussi bien le long terme que le court terme.

Je considère, contrairement à ce que pense M. Blaisse, qu'il y a contradiction à voter à la fois une invitation à la Haute Autorité à présenter un programme et lui faire confiance sur les mêmes problèmes. De deux choses l'une, ou on lui fait confiance et elle nous rend compte si elle veut de ce qu'elle fait, ou bien on l'« invite... » ce qui signifie qu'elle rédige des propositions qu'elle présente au Parlement.

Jusqu'à présent, ces deux propositions ne sont pas conciliables. Comme je ne suis pas atteint de schizophrénie, j'ai déposé un amendement tendant à modifier le paragraphe 15 de la proposition de résolution de M. Blaisse de manière à la rapprocher de la résolution de M. Kriedemann qui « invite la Haute Autorité à lui faire connaître les mesures conjoncturelles et structurelles qu'elle entend prendre pour résoudre les problèmes soulevés, etc... »

Tel est l'amendement qu'avec mon ami, M. Berkhouwer, je voudrais apporter à la proposition de résolution déposée par la commission du marché intérieur.

M. le Président. — La parole est à M. Seuffert, au nom du groupe socialiste.

M. Seuffert. — (A) Monsieur le Président, je voudrais dire que le groupe socialiste se rallie à l'amendement, d'autant plus que nous ne voyons pas en quoi il y aurait contradiction avec d'autres propositions de résolution que nous avons adoptées, comme l'a déjà fait remarquer M. Armengaud.

Cependant, je voudrais dire que je regrette un peu que les vues que MM. Berkhouwer et Armengaud nous ont exposées aujourd'hui ne nous aient pas été présentées d'une façon plus précise et plus complète sous forme de proposition de résolution, de façon que nous puissions manifester par un vote que quant à nous, nous sommes d'accord, je ne dis pas sur tout ce qui a été dit, mais en tout cas sur bon nombre des choses qui ont été dites.

Je me bornerai à cette constatation. Nous voterons l'amendement.

M. le Président. — Que pense M. Blaisse de l'amendement ?

M. Blaisse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je voudrais dire que je ne vois aucune contradiction entre le paragraphe 4 de la résolution de M. Kriedemann et le paragraphe 15 de notre résolution. Nous disons qu'un ensemble de mesures peut résoudre provisoirement le problème. Nous verrons si cela réussira. Il s'agit d'un programme destiné à assurer l'adaptation de l'industrie dans le domaine considéré, c'est-à-dire exactement de ce que prévoit explicitement, en considérant le problème à long terme, le paragraphe 4 de la résolution de M. Kriedemann.

Je ne vois pas quelle peut être l'utilité de l'amendement. Au contraire, si on le substitue à l'expression de la confiance que le Parlement et notre commission accordent à la Haute Autorité, je trouve même que c'est un amendement dangereux.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 15 dans la version proposée par la commission.

Le paragraphe 15 est adopté.

Sur le paragraphe 16 je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 16 est adopté.

Président

La parole est à M. Armengaud pour une explication de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, étant donné que mon amendement au paragraphe 15 n'a pas été adopté et comme je suis logique avec moi-

même, je vote contre l'ensemble de la proposition de résolution.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution**relative à la situation du marché de l'acier et à certaines questions de charbon de la Communauté**

Le Parlement européen,

- vu l'exposé fait par la Haute Autorité lors de la séance plénière du 29 novembre 1966,
- vu les principales caractéristiques du secteur sidérurgique de la Communauté et après avoir pris connaissance des difficultés apparues dans ce secteur,
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur et les avis de sa commission économique et financière, de sa commission du commerce extérieur et de sa commission de l'énergie ;

1. Considère que le marché commun de l'acier dans la Communauté, compte tenu également de la situation du marché mondial de l'acier, est dans une situation préoccupante et qu'il importe — en vue d'y remédier — de prendre sur le plan communautaire, en harmonie avec l'économie générale des États membres, des mesures à court terme et à long terme, assorties également de mesures de politique commerciale ;

2. Soutient la position prise par la Haute Autorité qui tend, comme première mesure, à rétablir un équilibre entre la production et la consommation par un appel à la discipline propre et à la sagesse des producteurs pour tenir compte de ses programmes prévisionnels ;

3. Approuve les mesures préconisées par la Haute Autorité à cet effet et tendant notamment à améliorer dans un sens sélectif l'application des articles 64 et 47 du traité ;

4. Estime que dans la politique de production à suivre il convient d'examiner si l'on ne peut pas, et dans l'affirmative, selon quels critères, procéder à la fermeture totale ou partielle d'installations périmées ;

5. Estime que des mesures de rationalisation et de modernisation doivent être développées afin de réduire les coûts, d'assurer une place plus solide à la sidérurgie communautaire sur le marché mondial et de dégager les moyens permettant les investissements de productivité nécessaires ;

6. Considère que pour aboutir à un assainissement du marché, par une amélioration de la productivité et la modernisation des installations, un regroupement d'entreprises devrait être réalisé de façon à tendre à la mise en place de plus grandes unités de production et à une promotion de la spécialisation en vue de la réalisation des buts du traité en respectant les règles de concurrence édictées par celui-ci et en tenant compte des situations économiques régionales ;

7. Est d'avis que, dans les conditions actuelles, la politique à suivre en matière de production doit être basée d'abord sur les actions indirectes prévues par le traité et que, si celles-ci devaient s'avérer insuffisantes, il y aurait lieu d'appliquer sans délai l'article 95, paragraphe 1, plutôt que l'article 58, compte tenu des paragraphes 4, 5 et 6 de la présente résolution ; l'application de l'article 95 devrait comporter des mesures à court et à long terme ;

Président

8. Exhorte la Haute Autorité et le Conseil à éclairer pleinement les intéressés et les États membres sur les possibilités d'augmenter la consommation d'acier ;

9. Invite la Haute Autorité, le Conseil et les États membres à prêter une particulière attention aux problèmes des prix et à assurer une meilleure application de l'article 60 ;

10. Approuve les mesures de politique commerciale mises en vigueur et en particulier celles sur lesquelles un accord a été établi entre les États membres ;

11. Insiste pour que des mesures préventives soient préparées afin d'éviter d'éventuelles difficultés sociales et rappelle à ce propos le paragraphe 26 de sa résolution sur le quatorzième rapport général relatif à l'activité de la C.E.C.A. (1) ; les transformations structurelles ne doivent pas s'accomplir au détriment des travailleurs auxquels doit être assuré un emploi et le maintien du niveau de vie actuel ;

12. Fait appel à la Commission de la C.E.E. pour que, dans le cadre de ses compétences, elle apporte sa pleine contribution à la solution des problèmes qui pourraient éventuellement se présenter sur le plan social et régional ;

13. Rappelle, en ce qui concerne le charbon à coke, sa résolution du 20 octobre 1966 (2) ;

14. Invite la Haute Autorité et le Conseil à étudier dans quelle mesure les dispositions du traité ne devraient pas être amendées pour tenir compte d'une situation en matière de charbon et d'acier différente de celle ayant prévalu lors de l'élaboration de ce traité ;

15. Fait confiance à la Haute Autorité pour résoudre les problèmes soulevés et l'invite à lui faire rapport en temps voulu sur les résultats obtenus ou les difficultés subsistantes ;

16. Charge son président de transmettre la présente résolution, et le rapport auquel elle fait suite, à la Haute Autorité et au Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. ainsi qu'à la Commission de la C.E.E.

(1) J.O. n° 130 du 19 juillet 1966, p. 2455/66.

(2) J.O. n° 201 du 5 novembre 1966, p. 3468/66.

3. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 1^{er} février 1967, à 15 heures avec l'ordre du jour suivant :

— Rapport de MM. Dittrich et Troclet sur la politique sociale européenne ;

— rapport de M. Hansen sur la prévention des accidents du travail.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h)

SÉANCE DU MERCREDI 1^{er} FÉVRIER 1967

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	77
2. Vérification des pouvoirs	78
3. Dépôt de documents	78
4. Ordre des travaux	78
5. Renvois en commissions	78
6. Politique sociale européenne. — Discussion d'un rapport de MM. Dittrich et Troclet, fait au nom de la commission des affaires sociales :	
M. le Président	78
M. Troclet, rapporteur	79
M. Dittrich, rapporteur	82
M. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M ^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste ; MM. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Estève, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Merten, au nom du groupe socialiste ; Vredeling, au nom du groupe socialiste ; Sabatini, Dichgans, M ^{me} Gennai Tonietti, MM. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Servais, président en exercice des Conseils ; Vredeling, Servais, Troclet. Examen de la proposition de résolution	83
Préambule et paragraphes 1 à 4 : Adoption	107
Amendement n° 2 de M. Deringer : M. Müller	107
Amendement reporté après le paragraphe 6	108
Paragraphe 5 : M. Troclet, rapporteur. Adoption du paragraphe 5	108
Paragraphe 6 :	
Amendement n° 1 de M. Estève et sous-amendement n° 3 de M. Naveau : MM. Naveau, Troclet, rapporteur ; Merten, Vredeling	108
Sous-amendement oral de M. Vredeling	109

Adoption du sous-amendement de M. Naveau	109
Adoption de l'amendement de M. Estève modifié qui devient le paragraphe 6 bis	109
Adoption de l'amendement de M. Deringer	109
Adoption du paragraphe 7	109
Adoption de la proposition de résolution modifiée	109
Texte de la résolution adoptée	109
7. Prévention des accidents du travail. — Discussion d'un rapport de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire :	
M. Hansen, rapporteur	111
MM. Dittrich, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E.	113
Adoption de la proposition de résolution	114
Texte de la résolution adoptée	114
8. Ordre du jour de la prochaine séance	115

PRÉSIDENCE DE M. VAN DER GOES VAN NATERS

Vice-président

(La séance est ouverte à 15 h 10.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. Vérification de pouvoirs

M. le Président. — Au cours de sa réunion de ce matin, le bureau a vérifié le mandat de M. Behrendt dont la nomination par le Bundestag de la république fédérale d'Allemagne a déjà été annoncée le 30 janvier 1967.

Conformément à l'article 4, paragraphe 3 du règlement, le bureau a constaté la régularité de cette nomination et sa conformité aux dispositions des traités.

Il vous propose en conséquence de valider ce mandat.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

La nomination est ratifiée.

3. Dépôts de documents

M. le Président. — J'ai reçu des commissions parlementaires :

- un rapport de M. Bading fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 177) relative à un règlement modifiant le règlement n° 70/66/C.E.E. en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie ;
- un rapport de M. Dupont fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 160) concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales.

Ces documents seront imprimés et distribués respectivement sous les numéros 179 et 180.

4. Ordre des travaux

M. le Président. — Je propose au Parlement d'inscrire la discussion du rapport de M. Bading, sur l'enquête de base en France et en Italie, dont je viens d'annoncer le dépôt, à la fin de l'ordre du jour de la séance de demain.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

5. Renvois en commissions

M. le Président. — Dans sa réunion de ce matin, le bureau élargi a autorisé la commission de l'agriculture à faire rapport sur les principaux problèmes

posés par les règlements d'organisation de marché au stade du marché unique.

Il vous propose par ailleurs, conformément à l'article 38, paragraphe 3, dernière phrase du règlement, de saisir pour avis la commission sociale des recommandations adoptées les 6 et 7 janvier 1967 par la commission parlementaire mixte C.E.E.-Turquie, qui ont été renvoyées le 30 janvier 1967 pour examen au fond à la commission des associations et pour avis à la commission politique et à la commission du commerce extérieur.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

J'insiste auprès des commissions saisies pour avis pour qu'elles remettent leur avis dans les meilleurs délais, afin que le rapport puisse être inscrit à l'ordre du jour de la session de mars.

6. Politique sociale européenne

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de MM. Dittrich et Troclet, fait au nom de la commission sociale, sur les perspectives de la politique sociale européenne à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966 (doc. 171).

Avant de donner la parole aux rapporteurs, je me permets de souhaiter la bienvenue à M. Léon Servais, président en exercice du Conseil et ministre de l'emploi et du travail de Belgique, qui a bien voulu assister à notre discussion et qui m'a informé qu'il comptait prendre la parole à la fin du débat.

Je me réjouis de sa présence qui me semble de nature à favoriser la collaboration entre notre Parlement et le Conseil et à augmenter l'intérêt de nos discussions.

D'autre part, j'ai reçu une lettre d'excuses de M. Veldkamp, ministre des affaires sociales des Pays-Bas, qui souhaitait assister à nos travaux, mais qui en est empêché.

J'ai également reçu un télégramme de M. Krier, ministre du travail, de la sécurité sociale, des mines et de la santé publique du Luxembourg, me faisant savoir qu'il a été retenu à la Chambre des députés pour un débat important sur un projet de loi concernant l'ajustement des pensions et qu'il regrette de ne pouvoir assister à nos débats sur les perspectives de la politique sociale européenne.

Nous prenons note de ces excuses et regrettons, bien entendu, l'absence de ces ministres.

Je tiens aussi à saluer la présence dans la tribune officielle de M. Louis Major, président du Comité économique et social.

Président

Vous savez que nous sommes deux organismes pour étudier plusieurs affaires qui nous occupent et que, notamment, pour les affaires d'intérêt social, à côté et même avant le Parlement, les avis du Comité économique et social, nous sont très précieux. Pour cette raison et sans oublier la fonction de contrôle qui est la raison d'être de tout parlement, nous pouvons qualifier ces membres de « collègues ».

Je suis très heureux de cette innovation qui permet maintenant un contact direct non formel, je dirai plutôt des relations personnelles entre le Comité économique et social et le Parlement européen.

Dans la présence de M. Major, je salue cette liaison et me réjouis de l'intérêt qu'il porte à nos travaux.

Nous passons maintenant à l'examen du rapport de MM. Dittrich et Troclet.

La parole est à M. Troclet.

M. Troclet, rapporteur. — Mes chers collègues, quand se tint, le 19 décembre dernier, le conseil des ministres des affaires sociales « qui fut bien ébahi et perplexe ? » Ce fut la commission sociale de votre Parlement et votre Parlement lui-même sans doute.

Car, — et je continue à parodier Rabelais — elle « ne savait que dire ni que faire et le doute qui troublait son entendement étant à savoir si elle devait pleurer pour le deuil de son idéal ou se réjouir pour la joie » de voir enfin se réunir après 26 mois de sommeil profond le Conseil de ministres pour les affaires sociales.

« Pleurerai-je ? » se demandait en effet Gargantua et nous pouvons transposer : « mon tant bon idéal est-il mort qui était le plus ceci, le plus cela qui fut au monde ; jamais je ne le verrai, jamais je n'en retrouverai en tel ; vivre sans lui ne m'est que languir. Fausse mort, tant tu m'es outrageuse de me ravir celui à qui immortalité appartenait de droit ».

Mais pour Gargantua un fils lui était né ; pour nous, le Conseil des ministres pour les affaires sociales était ressuscité. « D'un côté et de l'autre, Gargantua avait arguments sophistiqués qui le suffoquaient car il ne les pouvait résoudre et par ce moyen demeurait empêtré comme la souris empiégée. »

Mais, rassurez-vous, mes chers collègues, votre commission sociale est moins embarrassée que Gargantua et c'est ce qui me permet de passer du plaisant au sévère, à supposer que les plaisants comme Rabelais ne soient pas à la vérité les plus sérieux personnages chargés de ridiculiser la faiblesse des hommes pour les corriger : *castigat*

ridendo mores, disait l'obscur poète Santeuil —, à quoi, lycéens, on ajoutait *magistroque*.

Je tiens toutefois à avertir M. le ministre Servais, président en exercice du Conseil des ministres pour les affaires sociales, que ce que je vais dire ne s'adresse pas à lui personnellement mais *ex officio* en sa qualité de président. Nous lui savons grand gré, au contraire — et pour la première fois, si je ne m'abuse — d'être venu devant le Parlement européen comme président en exercice du Conseil des ministres des affaires sociales car c'est, pour le dialogue souhaitable, un très heureux précédent. C'est à l'entité « Conseil de ministres » que nous nous adressons, organe institutionnel de la Communauté. Votre présence, Monsieur le Président, comme vient de le signaler notre président de séance, est un signe favorable, presque une promesse et nous en prenons acte avec plaisir. J'en profite d'ailleurs pour me joindre à la satisfaction exprimée par M. le Président du Parlement européen pour montrer notre satisfaction de voir le Comité économique et social, autre institution de la Communauté, représenté ici par son président et quelques-uns de ses collaborateurs, assister à ce débat social que le Parlement européen tout entier a souhaité depuis si longtemps.

Mais je reviens à mon propos.

Ainsi que nous le rappelions dans cette enceinte, lors du dernier colloque avec le Conseil de ministres, le Parlement européen depuis deux ans n'a cessé de blâmer le Conseil de ministres d'être resté complètement inactif dans le domaine social, bloquant ainsi tout progrès européen en la matière. Et ce ne fut pas seulement la commission sociale, comme on pouvait s'y attendre, qui s'indignait de cette situation, mais les deux derniers rapporteurs de la commission des budgets et de l'administration, MM. De Gryse et Charpentier, qui émirent des jugements très sévères, mais très justes contre cette injustifiable carence. Non seulement le Conseil de ministres était resté dans l'inaction la plus totale, mais encore il freinait l'activité de la Commission exécutive.

Cette attitude était hautement condamnable. D'abord parce qu'elle était résolument contraire au traité, c'est-à-dire à un engagement solennel des États, et l'on sait depuis longtemps qu'indépendamment de la sanction morale qu'il entraîne, un irrespect des traités constitue la plus grave atteinte, le plus grand danger pour la morale et pour la pratique internationales. Et les risques n'en sont pas diminués parce qu'il ne s'agirait pas de traité de frontières ou d'obligations politiques. « *Pacta sunt servanda* » quels que soient les engagements des pactes, sinon la société pacifique et loyale des États est menacée.

Mais cette coupable passivité était grave aussi, hors même du pacte, parce que dans la société

Troclot

contemporaine les objectifs sociaux sont primordiaux si l'on veut conserver un équilibre politique dans chaque nation et entre les nations.

Les auteurs des traités de Paris et de Rome l'avaient très bien compris puisqu'il est dit au préambule « assignant pour but essentiel à leurs efforts — j'insiste sur le terme « essentiel » — l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples » et à l'article 2 « la Communauté a pour mission de promouvoir une expansion continue et équilibrée ». Dans ce contexte, vous apercevez toute la portée du terme « équilibrée » d'autant que l'article 117 ajoute la notion « d'égalisation dans le progrès ».

Devant ces principes généraux de droit international d'une part et les engagements précis des traités d'autre part, on ne peut discerner, on ne peut voir, on ne peut admettre aucune excuse à la longue léthargie du Conseil des ministres des affaires sociales qui a complètement ignoré en outre la signification des mots « continu » et « constant » par lesquels nos six États par leurs signatures et leurs ratifications ont entendu qualifier le progrès social qu'ils assignaient à la Communauté.

Nous, parlementaires européens, qui, par nos Parlements nationaux, avons été délégués ici conformément au traité mais qui, dans ces Parlements, avons émis le vote de ratification, nous avons été entraînés contre notre gré dans cette violation du traité et sommes donc de façon strictement juridique qualifiés pour demander des comptes au Conseil de ministres lorsqu'il ne remplit pas les fonctions que nous lui avons confiées par le traité.

Nous ne nous exprimons pas moins sévèrement, encore que justement, parce qu'il n'est plus admissible que pareille carence se renouvelle d'autant plus que la fin de la période transitoire approche à grands pas.

Enfin, M. le ministre Veldkamp vint, et le premier en ce Conseil, fit sentir dans ses propos qu'une juste cadence devait être reprise. Nous avons suivi son pèlerinage dans les capitales et nous nous doutions bien qu'il trouverait ici ou là quelque bonne volonté car nous ne pouvons, nous n'avons pas le droit d'oublier par exemple le mémorandum si clair et si positif que le gouvernement italien a présenté en 1965.

M. le ministre des Pays-Bas a réussi dans son entreprise de résurrection puisque le Conseil des ministres des affaires sociales s'est réuni enfin le 19 décembre dernier.

Certes le mémorandum qu'il a pris comme instrument de base de cette réunion est loin de recevoir l'approbation enthousiaste des deux commissions à compétence sociale de votre Parlement.

Mais il fallait franchir un premier pas. Et le « bouche-à-bouche » de M. le ministre Veldkamp a

au moins abouti à la réanimation. Il serait injuste de ne pas lui rendre l'hommage que l'on doit à celui qui fait son devoir quand il a mis assez de conviction et de volonté pour réussir. Gargantua se réjouissait d'une naissance ; nous pouvons nous réjouir d'une renaissance.

Mais, cependant, la différence est grande entre les deux situations. C'est que si Pantagruel à sa naissance était « *tant beau et tant grand* », le produit de la renaissance du Conseil est « *tant petit et tant laid* », ce qui réduit ainsi singulièrement notre satisfaction.

Nous avons convenu à la commission sociale de ne pas discuter ici devant vous tous de chacun des points de la politique sociale qui justifient notre profond sentiment de mécontentement, car cela nous entraînerait dans de nombreuses considérations plus ou moins techniques selon les problèmes. Nous serions immanquablement amenés à discuter et controvertir sur des problèmes particuliers et ce serait une trop belle échappatoire offerte au Conseil de ministres pour glisser sur les aspects fondamentalement politiques des reproches de vos deux commissions à compétence sociale.

Car c'est des objectifs indiqués par le traité d'une part, et du mécanisme construit par celui-ci d'autre part, qu'il doit être essentiellement question. C'est sur ce plan politique que les choses doivent être vues en la présente occurrence.

Ainsi que M. Dittrich et moi le disons dans notre rapport, le Conseil n'a abouti à aucune conclusion positive en ce qui concerne de nombreux problèmes dont nous donnons l'inventaire dans notre rapport, inventaire qui va être complété par M. Dittrich. Pour ces problèmes cependant des solutions avaient été préparées depuis longtemps, voire deux ans, et le Parlement européen presque toujours unanime d'ailleurs avait donné son avis à leur sujet.

C'est particulièrement le cas pour deux problèmes parmi les plus importants comme la formation professionnelle accélérée dont nous rappelions, lors du colloque de novembre, que les employeurs européens réclamaient des réalisations avec au moins autant d'insistance que les représentants des travailleurs, ou encore la réforme du Fonds social européen considéré comme un instrument typiquement communautaire, susceptible de répondre aux objectifs fondamentaux du traité.

Que dire alors de « tout le reste », c'est-à-dire en ordre principal de l'article 118 et des domaines auxquels sans doute le mémorandum de la présidence du Conseil a touché avec une prudence que ne peuvent justifier les séances antérieures du Conseil d'octobre 1963, de mars 1964, d'avril 1965, le Conseil de ministres semblant avoir complètement oublié ses propres délibérations et remettant à présent tout en question. Les travaux prioritaires retenus lors de la session de décembre 1966 que

Troclet

nous querellons, pourraient difficilement être considérés comme un programme d'action digne des termes du traité et moins encore d'un considérable retard à rattraper.

Une seule décision est réellement positive, c'est celle relative aux mesures d'ordre social en faveur des ouvriers licenciés des mines de soufre.

Du point de vue des intéressés, certes, la solution est assez largement satisfaisante, car elle est très proche de celle qu'avait activement aidé à préparer le Parlement européen et celui-ci pourra donc s'en réjouir même s'il l'eût préférée meilleure encore et surtout plus prompte.

Mais des hommes politiques responsables ne peuvent se contenter d'enregistrer une solution matérielle plus ou moins acceptable si elle est prise dans des conditions et sur la base de principes contestables, car c'est alors un dangereux précédent qui est créé.

Or, quatre principes sont mis en cause dans cette affaire et le Parlement européen ne peut marquer son accord, ni se dispenser de réserves formelles.

En premier lieu, l'intervention sociale décidée ne s'inscrit pas dans le cadre du Fonds social européen et n'évoque pas l'article 118 du traité.

En deuxième lieu, l'inertie prolongée du Conseil de ministres a abouti à fausser le mécanisme institutionnel prévu par le traité en mettant le Parlement européen dans l'impossibilité de se prononcer sur les dernières propositions que la Commission exécutive a été contrainte de faire à peine de retarder à nouveau de plusieurs mois une solution du problème humain angoissant des travailleurs de l'industrie du soufre. Un mois avant, notre excellent collègue M. Illerhaus nous avait signalé ici même le danger de procédures de ce genre qui détériorent le jeu des mécanismes communautaires.

Ici j'ouvre une parenthèse. En effet, permettez-moi d'apporter une rectification au deuxième alinéa du paragraphe 21 du rapport qui a dû être élaboré avec une rapidité si grande que le recours à une formule elliptique en incombe à un climat de vitesse.

Il est bien évident que ce n'est pas le Conseil de ministres en tant qu'entité qui a reçu la charge de créer la Commission exécutive, mais les ministres par accord intergouvernemental. Il s'agit néanmoins des mêmes ministres coiffés d'une casquette différente, ce qui justifierait une formule brève si l'on ne craignait pas les juristes pointilleux.

Le rapport imprimé comportera la rectification juridico-historique nécessaire.

J'en reviens à mes griefs et j'en ajoute un troisième.

Il faut noter que l'esprit général qui anime tant le mémorandum que les décisions du 19 décembre ne correspond nullement à l'esprit qui a inspiré le traité de Rome. Il s'agissait alors d'action communautaire, tandis qu'on parle à présent d'action conjointe des États — tel le refus de faire intervenir le Fonds social européen pour les travailleurs du soufre — ou même d'action bilatérale comme pour la formation professionnelle accélérée ou encore d'actions intergouvernementales. Je crois pouvoir affirmer que jamais le Parlement européen, gardien vigilant du traité, ne pourra accepter de telles formules qui rompent avec la parole donnée et sont fondamentalement contraires à la notion d'intégration européenne.

En quatrième lieu, il faut une fois de plus constater et regretter vivement le rôle que le Conseil de ministres veut faire jouer au comité des représentants permanents contrairement, pour ne pas dire en violation, à l'esprit du traité. Ceci semble bien être vrai dans l'affaire du soufre et l'est encore davantage dans les autres domaines, celui du Fonds social européen, celui de la formation professionnelle accélérée mais aussi ce qu'on croit, hélas devoir comprendre du mémorandum et du communiqué de presse en ce qui concerne toutes les matières visées par l'article 118 dont il faut d'ailleurs rappeler qu'il n'est pas limitatif. C'est tout juste si, dans certains cas, on ne dessaisit pas la Commission exécutive de ses attributions en violation flagrante du traité.

Qu'on nous entende bien et qu'on ne nous fasse pas dire plus que nous ne disons.

Personnellement, j'ai dit en d'autres circonstances que l'on pouvait trouver une justification de l'existence du comité des représentants permanents dans le fait que, pour l'exécution du traité de Paris, le COCOR était né par génération spontanée, répondant à une nécessité. Et nous avons au surplus assez d'expérience pratique en ces matières pour comprendre l'utilité sinon la nécessité du comité des représentants permanents dont une revue rappelait, récemment, qu'il avait été institutionnalisé dès le 28 janvier 1958 lors de la première session du Conseil de ministres.

Mais tout cela ne justifie pas pour autant une substitution d'un organe par l'autre. Chaque pièce du mécanisme politique européen doit jouer son rôle, à peine d'introduire un néfaste élément de déséquilibre de la machine et finalement de détériorer complètement celle-ci, au grand mécontentement de tous.

Le droit est la garantie de tous. Un traité est un ensemble de règles de droit qui doivent rester la loi commune.

Le traité a chargé la Commission, a chargé le Parlement européen, a chargé le Conseil de ministres de rôles précis ; tout empiètement, tout détour-

Troclét

nement de pouvoirs ou de missions serait néfaste et porterait d'ailleurs une grave atteinte à la confiance réciproque indispensable à la construction de l'Europe, quelles que soient par ailleurs les divergences de vues qui pourraient exister sur des questions de fond ou sur des solutions.

A cet égard, la plupart des décisions préparatoires et le mémorandum de la présidence ne peuvent donner satisfaction à des hommes politiques conscients de leurs responsabilités et du rôle que la démocratie leur a confiés.

Parce que nous n'en avons pas le droit, nous ne lâcherons pas notre étreinte et notre contrôle politique.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich.

M. Dittrich, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, permettez-moi, en ma qualité de rapporteur, d'apporter quelques précisions à ce qu'a dit M. Troclét. Nous nous sommes partagé le travail, et nous avons convenu, le président de la commission sociale, et moi-même, président de la commission de la protection sanitaire, de rechercher, après la séance du Conseil du 19 décembre 1966, la manière dont il serait possible de mettre fin à cette situation déplorable, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Je ne trahis certes pas un secret en disant — je tiens en particulier à le déclarer en présence du ministre — que les membres de la commission sociale ont éprouvé un très vif mécontentement. Consigner par écrit tout ce qui a été dit alors au sein de la commission sociale aurait probablement débordé le cadre de ce rapport. Mais comme nous sommes, M. Troclét et moi, des hommes conciliants, nous avons laissé de côté certaines choses et nous n'en avons pas parlé, mais nous nous sommes réservé de le faire dans cette salle. Je peux m'imaginer qu'un grand nombre de nos collègues qui ont pris part à ces réunions se précipiteront sur l'occasion pour dire tout ce qu'ils ont sur le cœur.

Ni moi, en tant que président de la commission de la protection sanitaire, ni les membres de ma commission ne comprenons pourquoi le Conseil de ministres a laissé en suspens toute une série de propositions et pourquoi il ne s'est jamais occupé jusqu'ici de certains rapports élaborés en 1964 et en 1965. Je vais vous citer quelques-unes de ces propositions pour vous montrer qu'une telle situation ne peut vraiment pas durer. Ce serait le moment de tenir la séance prévue pour le 31 janvier de cette année, c'est-à-dire pour hier. J'ai ici sous les yeux toute une série de propositions de directives et je voudrais faire remarquer au Conseil que jusqu'à présent il n'a encore pris aucune décision à l'égard de ces propositions. Ce sont :

— Proposition de directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la construction et à l'utilisation des pistolets de scellement ; présentée le 15 octobre 1964 ; avis du Parlement du 18 janvier 1965.

— Proposition de directive concernant les problèmes sanitaires dans les échanges de produits à base de viande ; présentée le 5 février 1964 ; avis du Parlement du 18 juin 1964.

— Proposition de directive concernant les problèmes sanitaires en matière d'échanges de viande fraîche de volaille ; présentée le 5 février 1964 ; avis du Parlement du 18 juin 1964.

— Proposition de directive relative au rapprochement des législations des États membres concernant des agents anti-oxygènes pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine ; présentée le 21 septembre 1964 ; avis du Parlement du 20 janvier 1965.

— Propositions relatives à

I. Une directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux substances et préparations dangereuses,

II. Une directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances dangereuses ;

présentées le 15 juin 1965 ; avis du Parlement du 26 novembre 1965.

Je pourrais prolonger cette énumération, Monsieur le Ministre, mais je tiens à m'épargner ce travail. Ces quelques exemples, d'ailleurs, ont sans doute suffi à démontrer combien les membres de la commission sociale ont raison de blâmer ce retard considérable et de dire que le Conseil n'a à peu près rien fait depuis deux ans dans les domaines sociaux et sanitaires. Il s'ajoute à cela que le domaine de la protection sanitaire soulève précisément toute une série de problèmes qui, de par leur nature, devraient inciter le Conseil à agir au plus tôt.

Je voudrais exposer quelques principes que nous avons à l'esprit. Avant tout il s'agit de procéder à un rapprochement vers le haut. Les normalisations mises en œuvre par les États membres et qui offrent la protection sanitaire la plus efficace doivent, dans la Communauté, servir de lignes directrices aux règlements communautaires. Il nous faut aussi éviter — nous tenons à le dire également au

Dittrich

Conseil — des doubles emplois onéreux. En outre, il nous faut freiner l'élaboration de nouvelles décisions dans les États membres et nous employer plutôt à faire établir des règlements communautaires.

Il faudra aussi que la Commission ait la possibilité de créer un service qui serait chargé de coordonner le travail législatif des États membres dans les domaines de la sécurité du travail et de la protection sanitaire et de le poursuivre. La Commission devrait dès maintenant prendre les mesures administratives en vue de l'institution de cet organe pour que la Commission unique, entrant en fonction après la fusion des exécutifs, puisse dès le départ exploiter judicieusement les résultats de ce travail de coordination pour la promulgation d'une réglementation communautaire. Le prochain rapport nous donnera aussi l'occasion d'en reparler ; je pense en tout cas que le rapporteur, M. Hansen, ne manquera pas de le faire.

Il s'agit aussi de faire son profit des résultats du séminaire organisé en 1966 sur les aspects psycho-éducatifs de la prévention des accidents. A intervalles réguliers, la Commission devrait instituer, en collaboration avec le Bureau international du travail, une sorte de dialogue européen sur les problèmes de la prévention des accidents et de la sécurité du travail.

Il serait nécessaire de mettre en place un comité qui soit chargé d'élaborer des règles communautaires uniformes pour le contrôle des dispositifs de sécurité en matière de travail, et s'attache à beaucoup d'autres tâches encore en ce domaine.

Il serait indispensable que dans les cas de catastrophes et d'accidents soit intensifiée et accélérée la collaboration des États membres sur les lieux de travail.

De même, il est nécessaire que la Commission soit dotée par le Conseil de pouvoirs suffisants pour procéder, enfin, aux harmonisations nécessaires dans les domaines des professions médicales et paramédicales et en arriver en particulier à la reconnaissance mutuelle des diplômes de médecins, spécialistes, vétérinaires, dentistes et autres professions médicales. Nous ne pouvons malheureusement noter aucun progrès en ce domaine.

Le catalogue des choses négatives pourrait être allongé ; je le dis à l'adresse du Conseil. La discussion que le Parlement veut engager aujourd'hui donne en tout cas l'occasion de montrer combien le Conseil a négligé ses devoirs et combien il est en retard.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Pêtre. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, qu'il me soit tout d'abord permis, au nom du groupe démocrate-chrétien qui m'a mandaté pour parler en son nom dans ce débat, de dire toute la satisfaction que nous éprouvons en constatant la présence du ministre Servais dans cette enceinte.

Monsieur le Président, après la réunion des ministres des affaires sociales des six pays, nous osons espérer que la présence du ministre Servais qui, dans son pays, n'a cessé de manifester sa volonté de progrès social, et qui préside, cette année, les réunions des ministres des affaires sociales des six pays, nous osons espérer, dis-je, que sa présence sera le signe d'une nouvelle orientation en matière de politique sociale communautaire.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous participons aujourd'hui à un débat dont l'importance est d'autant plus grande qu'il était attendu avec impatience depuis longtemps par le Parlement.

On se souviendra que, chaque fois que nous avons débattu dans cette enceinte des questions relatives à la politique sociale, nous avons, avec la plupart de nos collègues, mis l'accent sur les retards inconsiderés qu'accusaient les développements de la politique sociale au niveau de la Communauté européenne.

La plupart des résolutions de portée sociale que nous avons votées ici, au cours de ces dernières années, manifestaient chaque fois la volonté expresse de notre Parlement d'obtenir de la part du Conseil de ministres une plus grande attention et une activité beaucoup plus dynamique, afin de réaliser un meilleur équilibre entre la politique sociale et la politique économique de la Communauté.

Mais, Monsieur le Président, mon propos n'est pas de ressasser ici nos amertumes sur les carences constatées en matière sociale, et que nous avons d'ailleurs maintes fois déplorées, mais de saisir l'occasion qui s'offre aujourd'hui de connaître des dispositions qu'il convient d'envisager afin de réaliser, au niveau européen, une politique sociale plus efficace que celle que nous avons connue à ce jour.

Puisque le Conseil de la C.E.E. a enfin pu réunir le 19 décembre les ministres responsables de la politique sociale des six pays — le rapporteur l'a rappelé tout à l'heure — qui ne s'étaient plus vus depuis deux ans, est-il permis d'espérer qu'à l'avenir les propositions et les résolutions votées par notre Parlement, en accord avec les Commissions exécutives, seront étudiées et exécutées d'une manière plus positive et plus concrète par le Conseil de ministres ?

Là, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, est toute la question. On peut regretter le passé, bien sûr, mais ce qui importe pour des hommes politiques conscients de leurs responsabilités, c'est

Pètre

l'avenir, que nous devons envisager avec persévérance et dans un esprit d'efficacité. C'est de cet esprit-là qu'a voulu s'inspirer la commission sociale du Parlement européen lorsqu'elle eut connaissance de la récente réunion des six ministres responsables de la politique sociale.

Elle a marqué tout l'intérêt qu'elle attache à cette rencontre en ouvrant immédiatement un large débat et en désignant son président et le président de la commission de la protection sanitaire comme rapporteurs. Je les félicite, en passant, pour la qualité de leur rapport.

Notre espoir, à l'issue de ce débat, est de voir la politique sociale européenne sortir de sa léthargie et des sentiers battus pour prendre enfin les dispositions communautaires à caractère social attendues par des millions de travailleurs européens.

A cet égard, il est permis d'affirmer que c'est l'initiative communautaire qui a le plus manqué.

Il convient donc de créer une volonté et un contexte politique favorables au développement de telles initiatives.

Nous visons ici, bien entendu, le Conseil de ministres, tout en reconnaissant volontiers les mérites des Commissions exécutives des trois Communautés, qui se sont efforcées d'apporter une collaboration active et méritoire dans l'élaboration de la politique sociale réclamée par le Parlement.

Dois-je rappeler que la C.E.C.A., allant jusqu'à l'extrême limite de ce qui est formellement prévu par le traité de Paris, a pris des initiatives spectaculaires dans certains domaines ?

Sait-on assez que, grâce à l'action de la Haute Autorité de la C.E.C.A., quelque 300 000 travailleurs ont bénéficié d'aides à la réadaptation, ce qui a favorisé le reclassement des travailleurs, tout en permettant de faciliter l'intégration des secteurs industriels touchés par la crise structurelle ?

C'est aussi grâce à l'aide de la Haute Autorité de la C.E.C.A. que 100 000 logements ont été construits en quelques années pour les travailleurs du charbon et de l'acier, que 700 projets de recherche, pour un montant de 1,5 milliard de francs belges ont été financés dans le domaine de l'hygiène et de la médecine du travail.

On peut affirmer que, si les activités sociales de la Haute Autorité ne sont pas allées plus loin encore, c'est simplement parce que la politique générale sociale échappait à sa compétence. Quant à la Commission exécutive du Marché commun, la compétence que lui donne le traité de Rome couvre un champ social beaucoup plus vaste encore.

On citera plus particulièrement les dispositions visant à créer dans les six pays de la Communauté

le plus haut niveau de vie et d'emploi possible, la libre circulation des travailleurs, le fonctionnement du Fonds social européen, la politique commune de formation professionnelle, l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'harmonisation des législations sociales, et j'en passe.

Dans ces différents domaines, on regrette de devoir constater combien les résultats obtenus diffèrent. A côté de quelques résultats positifs, le bilan de l'action communautaire est plutôt maigre et décevant, surtout au sujet de l'harmonisation des législations sociales.

Si nous voulons sortir de cette impasse que nous déplorons, avec les organisations syndicales internationales d'ailleurs, il importe que les instances européennes au plus haut degré se ressaisissent et jettent les bases d'une authentique politique sociale.

Jusqu'à présent, les initiatives communautaires dans le domaine social n'ont vu le jour que lorsqu'elles étaient nécessaires au bon fonctionnement de l'union économique du Marché commun. Monsieur le Président, on doit dépasser cette interprétation étroite de la politique sociale et considérer que le progrès social n'est pas seulement un simple résultat de la rentabilité des entreprises, mais aussi un objectif en soi qu'il faut développer sans cesse.

Comme l'a déclaré le C.I.S.C., dans son programme d'action, « de toute évidence on ne peut et on ne saurait envisager la politique sociale dans le cadre du traité de Rome isolément, à l'écart de l'économie générale du traité ; il faut tenir compte de la relation étroite qui existe entre la politique sociale et la politique économique. La politique sociale ne peut pas s'identifier avec la seule amélioration des conditions matérielles de vie et de travail des hommes ; elle doit, en plus, contribuer à une organisation de la société en favorisant une prise de responsabilité individuelle et collective à tous les échelons de la vie sociale ».

C'est bien dans cet esprit, qu'est rédigé l'excellent rapport de MM. Dittrich et Troclet fait au nom de votre commission sociale, de même que la proposition de résolution qui nous est soumise et sur laquelle il me semble superflu, après avoir entendu les deux rapporteurs, d'insister davantage.

Un mot cependant encore au sujet de l'harmonisation des législations sociales. On se souviendra qu'à la suite de la Conférence européenne sur la sécurité sociale, la Commission exécutive a soumis en juillet 1963, au gouvernement de chacun des six pays membres un projet d'harmonisation comportant des orientations générales et un programme à court terme. On nous a dit que ce premier programme avait reçu un commencement d'application. On cite notamment les études des prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, la mise au point des définitions

Pêtre

d'une série de notions de sécurité sociale qui devraient faire l'objet d'un rapprochement ainsi que divers études sur les incidences économiques de la sécurité sociale.

Entre temps, la Commission exécutive appuyée par notre Parlement a réalisé un important travail de documentation, en collaboration avec des experts des six pays et des experts d'organismes internationaux et en contact étroit avec les représentants des grandes organisations professionnelles des travailleurs et des employeurs. La Commission a publié des études juridiques et comparatives des régimes de sécurité sociale dans les six pays ; elle a également organisé pour les fonctionnaires des organismes de sécurité sociale, des stages leur permettant de se familiariser avec la législation d'un autre pays que le leur, ainsi que des rencontres entre les dirigeants des grands organismes de sécurité sociale, des représentants syndicaux et des hauts fonctionnaires des six pays. Tout cela est parfait.

En matière de réalisation plus complète, on citera une recommandation de la Commission exécutive approuvée toujours par notre Parlement, d'une liste européenne de maladies professionnelles donnant droit à indemnisation et qui fait la synthèse de toutes les listes de maladies professionnelles reconnues dans les six États.

Je répète, tout cela est parfait et nous devons nous en réjouir. Mais est-ce suffisant pour démontrer que l'harmonisation des législations sociales est en bonne voie ?

Personne n'oserait l'affirmer. Les progrès sont, en effet, insuffisants pour démontrer que l'harmonisation est en bonne voie et j'ajoute qu'il est très difficile, dans les circonstances actuelles, de formuler des pronostics.

C'est pourquoi nous insistons pour que l'action en matière d'harmonisation de nos législations sociales soit relancée, car personne ne conteste aujourd'hui que l'harmonisation de la sécurité sociale, vue sous l'angle de l'égalisation dans le progrès, doit servir la promotion sociale des travailleurs des six pays, et qu'elle est aussi un facteur favorable à la stabilisation de la vie économique.

En effet, l'harmonisation sociale peut permettre d'éliminer les distorsions sociales qui existent encore aujourd'hui entre les entreprises du Marché commun.

Pour tous ces motifs nous appuyons l'avis exprimé par la C.I.S.C. et la C.I.S.L., qui représentent à elles deux quelque 15 millions de travailleurs européens.

A l'issue de l'entretien avec M. le ministre Veldkamp, avant la session du Conseil des ministres des affaires sociales, les porte-parole des deux

grandes organisations syndicales que je viens de mentionner ont souligné la nécessité de réaliser démocratiquement la politique sociale au niveau européen. Elles ont exprimé le désir de voir traiter les grandes lignes de la politique sociale au cours d'un colloque auquel devraient participer les instances communautaires et les partenaires sociaux au niveau européen, en même temps que serait préparée une conférence tripartite sur la politique sociale communautaire.

Monsieur le Président, je demande que cette proposition soit examinée favorablement et dans le meilleur délai, tant par le président en exercice du Conseil de ministres des affaires sociales que par les exécutifs des trois Communautés.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je suis arrivé au terme de mon intervention et ma conclusion sera brève. Le groupe démocrate-chrétien approuve le rapport de MM. Dittrich et Troclet ; il votera la proposition de résolution.

Après plus de quinze ans que nous sommes engagés dans la voie qui mène à l'unification européenne, nous devons être conscients des progrès qui restent à accomplir pour répondre aux exigences fondamentales de nos populations.

Par delà les difficultés techniques — elles existent — et les divergences de tous ordres qui retardent la mise en œuvre d'une véritable politique d'harmonisation sociale, la persévérance dans l'action et la volonté de réussir doivent pallier toutes les déficiences.

Il est hautement souhaitable que cette session de notre Parlement soit caractérisée par une véritable relance de l'Europe sociale, à laquelle nous attachons la plus grande importance. Nous contribuerons ainsi à l'édification d'une Europe unie profondément empreinte de personnalisme et d'humanisme, où le travail aura enfin toute la place qui lui revient.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, la commission sociale a très bien fait de saisir l'occasion pour présenter un rapport sur les perspectives de la politique sociale européenne, à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966.

Le présent débat n'a, bien sûr, pas pour but de manifester publiquement et en présence de M. le président en exercice du Conseil, notre satisfaction des affaires sociales qu'après un intervalle de plus de deux ans, les ministres se soient enfin réunis pour parler de problèmes sociaux au niveau communautaire. Nous aurions mauvaise grâce

Lulling

de récompenser ainsi une carence que l'on peut presque qualifier de violation manifeste du traité.

Le rapport de MM. Troclet et Dittrich, que mon groupe approuve et dont je félicite les auteurs, ainsi que le débat actuel doivent, au contraire, nous permettre de manifester, de cette tribune européenne et publique, notre inquiétude au sujet du retard de la politique sociale dans la Communauté. De ce retard, les gouvernements sont conscients, puisque, dans le cadre des accords de juin 1966 sur la politique agricole commune, ils ont éprouvé le besoin de faire une déclaration d'intention sur la nécessité de remédier au retard social.

Nous voulons aussi dire aujourd'hui ce que nous attendons du Conseil de ministres afin de combler ce retard et cela pas uniquement pour des raisons sociales — M. Pètre vient de le développer — mais aussi pour sauvegarder l'équilibre économique et l'extension de notre Communauté.

La carence en matière sociale n'a, en effet, dans la conjoncture actuelle, plus uniquement pour effet de retarder l'harmonisation sociale dans le progrès et l'élévation du niveau de vie de nos populations, objectifs essentiels de la Communauté qu'il convient de rappeler de temps en temps :

Le manque d'instruments communautaires aptes à promouvoir, par exemple, une politique active de l'emploi, l'insuffisance ou l'absence de mesures communautaires en matière de reconversion, de formation professionnelle, de rééducation professionnelle, risquent d'avoir des conséquences néfastes pour l'équilibre économique et pour l'expansion économique de la Communauté.

Même les employeurs insistent sur la nécessité de résoudre les problèmes du marché du travail par des initiatives communautaires. Dans une prise de position, intitulée « l'industrie européenne face à l'intégration économique et sociale », les industriels européens ont dit qu'« il est nécessaire de coordonner les politiques d'emploi et de formation professionnelle sur le plan communautaire ». Et ils ajoutent : « les ressources du Fonds social européen devraient être utilisées à ces fins d'une manière plus efficace que jusqu'à présent ».

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, il en va des instruments communautaires de politique d'emploi et de formation professionnelle comme des recherches scientifiques européennes.

Lundi dernier, notre collègue M. Merten a cité, dans cette enceinte, M. le ministre Peyrefitte qui aurait dit que la recherche scientifique qu'on ne fait pas coûte plus cher que celle qui serait entreprise.

Tel est aussi le cas pour la politique sociale communautaire, notamment en ce qui concerne le

Fonds social et la formation professionnelle. Ce que nous ne faisons pas dans ce domaine, nous coûtera finalement beaucoup plus cher que la réalisation de ce que la Commission de la C.E.E. a proposé.

Bien sûr, à l'heure actuelle, ce sont encore les travailleurs individuels qui subissent les effets de l'absence d'instruments communautaires pour organiser un vrai marché de l'emploi européen. Mais, bientôt, nous paierons, tous, ces carences sous forme de fluctuations conjoncturelles plus accentuées et de stagnation de l'expansion économique.

La place que le premier projet de programme de politique économique à moyen terme a réservé aux problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle démontre le bien-fondé de ces remarques.

Vous n'ignorez certainement pas les effets que le suremploi, par exemple en Allemagne, et le manque de main-d'œuvre qualifiée communautaire ont eu sur la stabilité et la croissance économiques dans ce pays et dans d'autres pays de notre Communauté.

Croyez-vous vraiment que la querelle juridique sur les propositions de formation professionnelle accélérée et même le coût communautaire d'une telle action valent l'enjeu de l'équilibre, de la stabilité économique dans l'expansion ? Il en va de même du Fonds social. Actuellement, ce fonds ne peut pas remplir, et vous le savez tous, le rôle qui devrait lui incombier. D'aucuns, et ce ne sont pas nécessairement de mauvaises langues, disent même que, jusqu'à présent, le Fonds social européen n'a servi qu'aux fonctionnaires qui s'en occupent.

En effet, compte tenu des sommes mobilisées, les soldes des compensations opérées dans le cadre du Fonds social sont vraiment très modestes. Certains se demandent même si ces compensations très modestes justifient les coûts de gestion et les frais des opérations de contrôle et de vérification. Tout cela est plus que déplorable. Nous n'ignorons évidemment pas les difficultés et les divergences qui existent entre les gouvernements en ce qui concerne les propositions de modification et d'action complémentaire du Fonds social.

Nous savons que ces divergences ont conduit à une impasse malgré l'engagement de juin 1966 de trouver un accord sur le Fonds social pour le 31 janvier.

Si nous pouvons admettre que, dans certaines situations, il faut sacrifier le désirable au possible, nous sommes tout aussi conscients que, dans l'impasse où se trouve la politique sociale communautaire, céder sur le principe de solutions communautaires pour s'orienter vers des solutions intergouvernementales peut, à moyen terme, nous faire perdre plus que ce que nous pourrions gagner en acceptant le possible à l'heure actuelle.

Lulling

Je dis cela pour bien préciser que nous reconnaissons l'utilité de la recherche de compromis pour sortir de l'impasse. Mais en ce qui concerne l'orientation de ces compromis, par exemple quant au Fonds social européen, je voudrais quand même rappeler ceci :

Le Comité économique et social — auquel certains ministres du travail semblent attacher une telle importance qu'ils estiment toute consultation des partenaires sociaux superflue voire indésirable en dehors du Comité économique et social — a donné un avis favorable unanime aux propositions de la Commission de la C.E.E. pour la réforme du Fonds social.

Notre Parlement a également donné un avis favorable et unanime.

Le Conseil de ministres ou les représentants permanents croient-ils vraiment pouvoir faire fi de ces avis, de cette expression de volonté des forces politiques, économiques et sociales de la Communauté ? En dehors de toutes les querelles juridiques, les gouvernements devraient comprendre que, dans notre démocratie, ils ne peuvent ignorer la volonté des forces politiques et celles des partenaires sociaux.

Pour ce qui est du Fonds social, nous devons insister sur le rôle éminent que cet instrument communautaire devrait jouer dans la conjoncture actuelle notamment, pour la mise en œuvre d'une politique active de l'emploi.

Nous ne sommes pas les seuls à insister à cet égard, vous le savez. J'ai déjà cité l'Union des industries de la Communauté européenne (U.N.I.C.E.) et je tiens à nouveau à citer son avis en ce qui concerne la politique de l'emploi. L'U.N.I.C.E. a souligné, dans un memorandum concernant la politique sociale dans la C.E.E., qu'« une mise en concordance des politiques de l'emploi sur le plan de la Communauté deviendra nécessaire dans une mesure croissante afin de compléter la politique de libre circulation et pour réaliser en même temps une utilisation optimum des forces de travail dans la Communauté. »

En insistant sur la nécessité d'une politique commune de formation professionnelle, l'U.N.I.C.E. estime que « le fonds social européen pourrait être plus efficacement associé à la réalisation de l'objectif mentionné ci-dessus. »

L'U.N.I.C.E. préconise l'utilisation des ressources du Fonds social pour favoriser certains projets de développement structurel et régional ou pour les compléter et compenser ainsi les tensions sur le marché du travail, qui peuvent résulter du progrès technique.

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, si les positions des organisations des travailleurs, que je n'ai pas citées cette fois,

n'ont pas convaincu les gouvernements de la nécessité d'une politique communautaire de formation professionnelle et d'une réforme efficace et réaliste du Fonds social, peut-être ce cri d'alarme de l'industrie pourrait-il les inciter à réfléchir, surtout maintenant que nous sommes confrontés avec les effets négatifs de la carence et de l'insuffisance du Fonds social et des instruments communautaires de politique de l'emploi ?

Bien sûr, ceux parmi nous dont les partis ont des responsabilités gouvernementales n'ignorent pas certaines difficultés qui peuvent résulter de l'application des propositions de la Commission dans les situations financières nationales actuelles que vous savez. Nous comprenons même que certaines revendications d'harmonisation ou plutôt d'uniformisation ou d'égalisation sociale au niveau le plus élevé pour tous les secteurs et toutes les prestations aient pu effrayer des responsables au niveau gouvernemental.

Mais nous croyons aussi que ces réserves et ces craintes ne doivent plus nous maintenir dans l'immobilisme actuel. Il faut sortir de cet immobilisme, et d'abord en ce qui concerne le Fonds social, la politique de l'emploi et la politique de formation professionnelle.

Les tergiversations entre fonctionnaires doivent être liquidées par des discussions au niveau politique. La situation justifie même, à notre avis, un marathon social et, Monsieur le Ministre, peut-être pouvez-vous prendre exemple sur vos collègues de l'agriculture et consacrer une nuit à la solution et à la discussion des problèmes sociaux au niveau communautaire !

La situation actuelle justifierait également, à notre avis, un *hearing* entre le Parlement et le Conseil de ministres sur les propositions d'importance capitale et je répète que ce sont celles qui intéressent le Fonds social, la politique de l'emploi et la politique de formation professionnelle.

Monsieur le Président, je voudrais ajouter un commentaire en ce qui concerne l'application de l'article 118 du traité.

Loin de nous l'idée de vouloir diminuer l'intérêt du memorandum de M. Veldkamp. Mais nous en déplorons la portée limitée. Il n'est en effet pas très encourageant de constater que, dix ans après la mise en vigueur du traité instituant la C.E.E., le Conseil de ministres discute sur la procédure de mise en application de l'article 118 du traité et ce, notamment, pour mettre en cause le droit de la Commission de la C.E.E. de consulter les partenaires sociaux et — ce qui est plutôt grave — pour subordonner à un accord gouvernemental les matières d'harmonisation sociale auxquelles la Commission de la C.E.E. pourra s'atteler et au sujet desquelles elle aura la bénédiction du Conseil pour consulter les partenaires sociaux.

Lulling

Cette procédure, vous me permettrez de le souligner, ignore complètement les réalités et les relations de forces qui existent dans les pays de la Communauté et qui doivent se répercuter du niveau national au niveau communautaire.

Est-ce qu'il faut vraiment rappeler que le progrès social ne relève pas de la compétence exclusive des gouvernements, mais bien d'une collaboration et d'une négociation permanentes entre gouvernements et partenaires sociaux ? Traduit au niveau communautaire, cela veut dire entre Commission, Conseil et partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux ne veulent pas se substituer aux gouvernements dont ils reconnaissent le droit et le devoir de donner un contenu normatif à la volonté qui s'est manifestée à travers la confrontation des responsables politiques et économiques. Ainsi, le reproche fait à la Commission de la C.E.E. d'abuser de la consultation des partenaires sociaux pour exercer une pression sur les gouvernants est tout aussi injustifié qu'il est inacceptable pour nous et pour tous ceux qui reconnaissent le jeu des forces économiques, sociales et politiques dans une démocratie.

Il faut donc mettre en garde les gouvernements qui, sur le plan communautaire, voudraient exclure les partenaires sociaux ou qui voudraient contester aux employeurs et aux travailleurs le droit de collaborer au niveau communautaire à la solution des problèmes d'harmonisation sociale ou des problèmes sociaux créés par l'intégration européenne.

En politique, je ne devrais pas le rappeler ici, ce qui compte ce ne sont pas uniquement les dispositions juridiques, mais aussi les situations de faits. Les gouvernements, réunis en conseil, devraient être les premiers à ne pas oublier ces vérités capitales. Ils ne doivent plus se cacher derrière des dispositions du traité dépassées par les événements et les réalités que l'intégration a créées.

Les lignes directrices des travaux de la Commission dans le secteur des affaires sociales, datées du 30 novembre 1966, nous permettent, face au mémorandum de M. Veldkamp, de voir l'ampleur du fossé entre la conception des gouvernements qui ne veulent qu'une mini-activité en matière de politique sociale communautaire et la volonté concertée de la Commission et des partenaires sociaux, concrétisée par les lignes directrices ; vous connaissez certainement le document.

Bien sûr, celles-ci apparaissent à certains d'entre nous comme bien modestes et aussi très peu concrètes par endroits.

Mais face au mémorandum de M. Veldkamp, les lignes directrices sont réconfortantes pour nous, notamment parce qu'elles sont l'expression de la volonté concertée des partenaires sociaux de la Communauté.

Nous souhaitons qu'en ce qui concerne surtout l'emploi et la formation professionnelle, ces lignes directrices puissent servir de base de discussion afin de sortir de l'impasse la politique sociale au niveau communautaire.

En matière sociale et dans la Communauté, nous ne pouvons plus faire du « chacun pour soi et Dieu pour tous ». L'expérience récente prouve que le système, qui consiste à ce que chacun jouisse de ses avantages mais paye aussi ses propres désavantages, ne fonctionne plus. Ce système dépassé doit faire place à des solutions communautaires, réalistes mais efficaces et rapides.

Dans cet ordre d'idées, surtout en ce qui concerne la rapidité, j'appuie la thèse qui veut que, par analogie avec ce qui se passe dans le domaine du marché commun agricole et du tarif douanier commun, la modification du système d'intervention du Fonds social, prévue pour la fin de la période de transition, intervienne le 1^{er} juillet 1968, et non pas seulement en 1970.

Pour cette accélération sociale, les réalités économiques et les nécessités sociales qui en découlent, par exemple dans le domaine de la reconversion, de la rééducation professionnelle, etc., devront l'emporter sur les considérations d'orthodoxie juridique.

Pour vider les querelles institutionnelles et juridiques, je reprends après M. Pètre l'idée d'une rencontre tripartite entre partenaires sociaux, Commission et gouvernements, idée que soutiennent au moins trois ministres du travail de notre Communauté. Cette idée mérite à notre avis d'être prise en considération.

C'est au nom de mon groupe que j'insiste auprès du Conseil, représenté ici par son éminent président, pour que notre voix — une voix de raison nous le croyons — soit entendue par lui et ses collègues qui doivent reconnaître la nécessité d'en terminer avec les querelles institutionnelles et juridiques pour faire progresser une politique sociale communautaire réaliste, adaptée aux nécessités actuelles et s'inscrivant aussi dans l'évolution future de notre Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Merchiers. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, c'est en effet au nom de ce groupe que je voudrais intervenir sur le rapport rédigé conjointement par MM. Troclet et Dittrich, excellent rapport dont nous approuvons la teneur et la proposition de résolution qu'il contient.

Au cours de la dernière session de notre Parlement, en 1966, de nombreuses voix se sont élevées pour regretter la stagnation de la politique sociale de

Merchiers

la Communauté. On a, à cet égard, souligné — et je le faisais également — le fait que le Conseil des ministres des affaires sociales ne s'était plus réuni depuis deux ans. Nous avons cependant vu un certain point de satisfaction poindre à l'horizon, puisque, à l'époque, on avait pu nous certifier qu'une réunion des ministres des affaires sociales se tiendrait au courant de ce même mois de décembre.

La réunion annoncée a eu lieu. Je dois dire que le Parlement et surtout sa commission sociale en espéraient beaucoup. Maintenant que nous pouvons en juger les résultats, il vous suffira, Mesdames et Messieurs, de vous reporter au rapport de MM. Troclet et Dittrich pour constater que ces résultats ne sont pas d'une très grande ampleur. À dire vrai, nous avons l'impression que cette réunion sentait un peu l'improvisation et qu'elle exprimait surtout le désir de fournir quelques satisfactions de façade, à la suite des récriminations multiples qui s'étaient élevées au sein de ce Parlement.

Pour juger de ses résultats, il suffira de se référer à l'exposé très documenté que M. Levi Sandri a fait devant la commission sociale. Je tiens, à cette occasion, à rendre hommage à l'activité de M. Levi Sandri, pour son dévouement à la cause sociale et aussi pour la sincérité avec laquelle il s'est exprimé lorsqu'il a fait le bilan de ladite réunion.

Nous avons eu, certes, la satisfaction de constater qu'après deux ans de silence, le dialogue était à nouveau repris entre les ministres. C'est là, en soi, incontestablement, un fait positif qu'il importe de saluer et nous ne manquons pas de le faire, mais pour autant, bien entendu, que ce premier geste soit rapidement suivi par de nouvelles réunions, et surtout — et j'y insiste — par des réunions mieux préparées.

Il y a quelques instants, je faisais allusion à l'exposé de M. Levi Sandri sur la réunion de décembre. Il nous a expliqué très honnêtement la cause des faibles résultats qui ont pu être atteints et nous a dit qu'on ne pouvait pas en attendre grand chose, parce que — et c'est peut-être la raison fondamentale — les projets de règlements et de directives qui avaient été soumis par la Commission exécutive à la sagacité du Conseil de ministres n'avaient encore été examinés que par les experts des six pays.

Cela veut donc dire que tous ces projets avaient été uniquement discutés sur le plan technique. Il est certain que, sur ce plan là, il pouvait y avoir bien des divergences de vues. Mais cela signifie aussi que, le 19 décembre, le Conseil n'avait délibéré lui-même au préalable sur aucun sujet en se plaçant sur le plan politique. Or, nous estimons que c'est là un préalable essentiel et indispensable. Il faut commencer par déterminer les directives à donner aux experts selon une ligne politique commune, de façon à pouvoir ensuite examiner les mesures à prendre et proposer des solutions adéquates qui auraient alors moins un

caractère technique que politique tout en étant des solutions pratiques.

Force nous est donc de constater qu'il semble exister une différence, assez marquée hélas ! entre les conceptions de la Commission exécutive et les conceptions du Conseil de ministres, au sujet de la façon dont la politique sociale doit se développer dans la Communauté sur la base du traité.

Quelle est, en réalité, la position de la Commission ? Elle a été définie d'une façon très nette tout récemment dans la note qui donne les lignes directrices des travaux de la Commission de la C.E.E. auxquelles Mademoiselle Lulling a fait allusion il y a quelques instants.

Qu'il me soit permis pour l'édification de cette Assemblée de vous donner lecture du paragraphe 1 de l'introduction de cette note qui vous montrera quelle est la prise de position de la Commission exécutive :

« Il est évident que le traité de Rome a été conçu dans une perspective non seulement économique, mais également sociale. Une autre conception eut d'ailleurs été impensable compte tenu de l'interdépendance étroite des préoccupations et des faits économiques et sociaux. C'est pourquoi la Commission a affirmé clairement, lors de la présentation de son programme d'action pour la seconde étape, que la Communauté devait avoir sa propre politique sociale, en soulignant que la réalisation des buts sociaux du traité ne pouvait être attendue de la seule mise en œuvre du Marché commun, mais qu'elle nécessitait également l'intervention d'initiatives propres de caractère social. La Commission réaffirme aujourd'hui cette nécessité dans le cadre général de l'action communautaire intégrant à la fois, dans une approche globale et réaliste, les aspects économiques et sociaux du développement. »

Et plus loin, dans ce même document, la Commission précise sa position en citant :

« La libre circulation des travailleurs, la sécurité sociale des travailleurs migrants, le Fonds social européen, les régimes de congés payés et l'égalisation des salaires masculins et féminins, la formation professionnelle et l'harmonisation des systèmes sociaux. »

Et la Commission ajoute encore cette phrase significative :

« La politique sociale de la Communauté s'inscrit comme un filigrane à travers l'ensemble du traité. »

Ce qui permet entre autres à la Commission de :

Merchiers

« Fonder juridiquement des interventions de la Communauté touchant au domaine social sur bien d'autres articles que sur ces articles spécifiques à caractère social. »

Telle est donc, Mesdames, Messieurs, résumée en quelques mots, la position de la Commission exécutive.

Nous pouvons maintenant nous poser la question de savoir si les six États représentés par leurs ministres des affaires sociales ont sur ce sujet les mêmes conceptions. Il est évident que nous serions tentés de croire qu'il en est ainsi. Mais nous nous permettons d'en douter quelque peu après la réunion du 19 décembre. Nous ne demandions pas mieux que d'être tranquilisés à cet égard, mais force nous est de retenir quelques preuves que ce dissentiment n'est peut-être pas entièrement écarté. Je n'en retiendrai que deux pour ne pas abuser du temps de l'Assemblée.

En ce qui concerne la position de la Commission à l'égard du Fonds social européen, nous avons, là encore, dû constater qu'aucune conclusion n'a pu être prise car, une fois de plus, il semblait que les experts divergeaient d'opinion quant à la possibilité immédiate de combler certaines lacunes de ce Fonds social européen. Certains pays semblent, en effet, d'avis qu'une réforme de cet organisme n'est possible qu'à la fin de la période transitoire à caractère économique en juillet 1968, mais au contraire, à la véritable fin de cette période qui ne se situe qu'en 1969.

Or, la Commission avait proposé une adaptation du Fonds social aux nécessités du marché de l'emploi tel qu'il se situe actuellement, car ce Fonds a été conçu en tenant compte du marché de l'emploi de 1957, qui est largement dépassé. La Commission avait également proposé l'utilisation du Fonds pour la création de centres de réadaptation professionnelle et pour la construction d'habitations en faveur de travailleurs migrants. Mais lorsqu'on considère les résultats, on doit, une fois de plus constater que par suite d'absence de directives politiques préalables, aucune solution n'est intervenue.

Telle est ma première preuve. La seconde est tirée précisément du seul élément positif que nous avons pu obtenir de la Commission et du Conseil de ministres.

En effet, parmi les multiples points qui ont été soumis à sa sagacité, il n'y a eu qu'une seule décision qui soit intervenue, celle qui concerne les travailleurs italiens licenciés dans les mines de soufre. Nous devons marquer notre satisfaction de ce que, en fin de compte, et après de nombreuses insistances de la part de notre Parlement, le Conseil de ministres ait octroyé 4 300 000 u.c. pour venir en aide aux travailleurs licenciés.

Mais cette satisfaction est à nouveau mitigée, parce que nous constatons que l'octroi de ces aides ne se fera pas par le Fonds social européen, mais après des négociations bilatérales entre les six pays. C'est donc, une fois de plus, semble-t-il, s'écarter des règles de l'esprit communautaire.

Nous ne parlerons pas des autres sujets qui ont été traités ou plutôt effleurés par le Conseil de ministres.

Notre groupe insiste vivement pour que les contacts entre les six ministres des affaires sociales de nos pays reprennent aussitôt et, je l'ai dit il y a quelques instants, avec des directives nettement politiques. Nous souhaitons que les experts chargés de préparer ces réunions soient nantis de ces directives à caractère politique, et que soit ainsi tracée la direction dans laquelle les discussions ultérieures pourraient être aiguillées de façon à aboutir à des décisions unanimes. C'est, à notre sens, la seule méthode pour un travail fructueux.

Il va de soi que notre groupe marque son accord sur la proposition de résolution.

Je me permettrai en terminant d'exprimer une autre satisfaction ainsi qu'un espoir.

Lorsque la séance a débuté, M. le président de cette assemblée a salué la présence du président en exercice du Conseil des ministres chargé des affaires sociales de la Communauté. Je me plains, en tant que compatriote, à marquer à mon tour ma grande satisfaction de la présence de Monsieur le ministre Servais. Connaissant son dynamisme, je dirais presque sa persévérance pour les bonnes causes et son esprit de suite, je suis persuadé que l'appel qui lui est adressé des différents côtés de cette assemblée et en particulier celui que je lui ai lancé seront entendus et que nous pouvons compter sur lui pour atteindre les buts qui nous sont chers. Les semaines et les mois qui viennent indiqueront que notre espérance aura été bien placée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Estève, au nom de l'Union démocratique européenne.

M. Estève. — Monsieur le Président, mes chers collègues, hier, mardi 31 janvier, nous avons discuté très longuement sur les difficultés de la métallurgie européenne et nous avons compris combien était grande l'inquiétude des travailleurs de ces entreprises pour leur propre avenir. Nous nous en inquiétons nous-mêmes.

Mais la Communauté du charbon et de l'acier possède un exécutif de qualité qui connaît à fond les problèmes. Il dispose notamment d'un budget social qui a déjà permis et permettra encore de régler dans les moindres détails les cas extrêmement dou-

Estève

loureux. En est-il de même de l'exécutif de la Communauté économique européenne ?

Sur la qualité de chacun de ses membres nous sommes tous d'accord. Mais les moyens dont chacun d'eux dispose, quels sont-ils ? Telle est à mon sens la manière dont la question doit être posée ?

Aujourd'hui nous abordons les perspectives de la politique sociale de cette Communauté à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966 et nous devons constater que ce qui a été fait jusqu'ici en matière sociale est vraiment peu encourageant, encore suis-je modeste et modéré dans mes appréciations. J'ai lu, d'ailleurs, avec le plus grand intérêt l'excellent rapport de MM. Troclet et Dittrich. J'ai écouté avec non moins d'attention l'intervention publique du président Troclet au cours de cette séance et également celles des orateurs qui m'ont précédé.

C'est donc avec la plus grande satisfaction que j'ai appris ici, à Strasbourg, aujourd'hui même, le dégagement et l'affectation d'un crédit de 4 300 000 u.c. représentant la valeur de 21 millions de nouveaux francs français par négociations bilatérales pour indemniser les travailleurs italiens licenciés des mines de soufre, dont le nombre, m'a-t-on dit, est de 5 700. J'applaudis de grand cœur avec mes amis à cette décision, mais il s'agit là d'une opération fragmentaire, sans plan d'ensemble et tout ceci n'est pas sérieux, je le dis comme je le pense. Une brèche s'ouvre : on va la colmater ; mais le torrent, demain, se précipitera ailleurs.

Je m'explique : le premier but de mon intervention — et je m'en excuse auprès du président Troclet qui aurait voulu qu'on ne soulève que des considérations générales, mais on ne parle bien que de choses que l'on connaît bien — est d'attirer l'attention de l'Assemblée, et, au delà d'elle, celle des membres de la Commission de la C.E.E. et du Conseil de ministres, sur des licenciements massifs prévus en France dans des usines de produits chimiques lors des prochains mois.

En effet, dans le passé, de nombreuses entreprises de cette nature, d'abord à caractère familial, transformées ensuite en sociétés anonymes, se sont implantées au centre de nos régions agricoles. Des fusions, des concentrations, mais surtout des absorptions par la haute industrie toute puissante se sont produites. Cette haute industrie a créé de grands complexes dans les ports loin des anciens établissements pour faire venir par mer les soufres et les pyrites. De ce fait, les travailleurs voient l'usine régionale perdre son importance. Peu à peu, l'effectif se réduit, pour tendre inexorablement vers la fermeture presque complète. Comme, pratiquement, ces régions dites agricoles ne possèdent pas ou peu d'industries, ces travailleurs licenciés, ou en passe de l'être, risquent le chômage ou le sous-emploi.

Je pourrais vous citer, par exemple, le cas typique d'une grande société française venant d'absorber cinq ou six petites usines de ce genre employant au total 700 ouvriers. Nous savons que ce chiffre sera réduit, dans les prochains mois, de 50 %. J'ai cité ce cas parmi beaucoup d'autres. S'il est vrai pour l'industrie chimique, le phénomène est identique pour d'autres industries de pointe et j'ai tout lieu de supposer que ce problème se pose également d'une façon similaire dans chacun des six pays de la Communauté.

Le problème n'est donc plus seulement national, mais européen. Mon désir, en vous demandant de voter l'amendement que j'ai déposé, est de solliciter de la Communauté économique européenne une enquête en vue de faire le bilan des fusions, des concentrations, des absorptions dans toutes les industries de pointe, en particulier dans l'industrie chimique. Il paraît urgent de prévoir le nombre des licenciements qui sont susceptibles d'intervenir dans les deux années qui viennent, par exemple, et de proposer des remèdes en vue du reclassement des travailleurs licenciés et de faire bénéficier les hommes qui n'auront pu être reclassés sur place — comme la simple morale peut leur permettre d'y prétendre — de mesures d'aide sur le Fonds social européen ou sur tout autre moyen communautaire.

Il me serait agréable de savoir de M. le représentant de la Commission économique s'il peut donner dès maintenant son point de vue au Parlement sur le très grave problème que je viens de soulever.

Bien sûr, on m'objectera des raisons économiques, des obligations de prix de revient lesquels doivent être alignés sur les plus bas possibles, de la concurrence accrue résultant de l'abaissement des droits de douane et bientôt de leur suppression à l'intérieur des six pays de la Communauté.

Mais tout cela intéresse davantage les conseils d'administration que les travailleurs et c'est aussi à ceux-là que nous devons penser en priorité.

Si l'objectif numéro 1 du Marché commun, à savoir l'amélioration des conditions de vie et d'emploi est atteint, la classe ouvrière acceptera les impératifs du Marché commun. Sinon nous risquons un échec cuisant.

En ce domaine donc, le Conseil de ministres, l'exécutif de la C.E.E. et même ce Parlement ont de très graves responsabilités. Ensemble, ils doivent les assumer franchement de toutes nos populations et non pas pour soutenir de mesquins intérêts économiques.

Personnellement, et au nom de mes amis de l'Union démocratique européenne, j'approuve les conclusions du rapport qui nous a été présenté. Nous voterons la proposition de résolution en espérant que vous voudrez bien prendre également en con-

Estève

sidération l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer.

(Applaudissements)

M. le Président. — Cinq orateurs sont encore inscrits : MM. Merten, Vredeling, Sabatini, Dichgans, M^{me} Gennai Tonietti. Ensuite, nous entendrons l'intervention de M. Levi Sandri dont je salue la présence car, jusqu'à présent, nous n'avons pas été gâtés : les représentants des Commissions ne sont pas venus très nombreux ici. Pour conclure, nous entendrons l'intervention de M. le président Servais.

La parole est à M. Merten, au nom du groupe socialiste.

M. Merten. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous parlerai au nom de mon groupe, et voudrais d'abord vous renvoyer aux déclarations de Mlle Lulling définissant la position de ce groupe sur le rapport et la résolution. Je m'exprimerai aussi brièvement que les orateurs qui m'ont précédé, ce qui satisfera, je l'espère, cette Assemblée.

Nous avons affaire à un problème d'une extrême importance qui a déjà souvent occupé notre Assemblée. Le Parlement et les Commissions n'ont jamais oublié que l'intégration de l'Europe ne se ramène pas à l'union douanière, à la politique du charbon et de l'acier et à la politique énergétique, à l'organisation du marché agricole, de la vie économique, et de toutes les autres questions importantes, dont parlent les traités. Bien au contraire, ils ont parfaitement conscience qu'ils doivent en fin de compte exercer leur activité dans le cadre des traités pour le bien de la population des six pays, des États associés et des pays tiers, s'ils veulent être fidèles à leur mission.

Le spécialiste des questions sociales n'ignore pas plus que le politique que l'économie n'est autre chose qu'un instrument permettant à l'homme de s'assurer une existence digne de ce nom. On n'a malheureusement pas toujours le sentiment que cet ordre des valeurs est respecté. Il semble de temps à autre que l'on veuille faire de l'économie pour l'économie et non de l'économie pour l'homme qui doit en vivre. Cela signifie en pratique que les questions de politique sociale doivent se voir attribuer, dans la Communauté, au moins la même importance — bien des hommes politiques estiment même une plus grande importance — que les questions économiques.

Le Parlement a toujours été pénétré de cette mission et a étudié, dans le dessein d'assurer le progrès social, les nombreuses propositions présentées en matière de politique sociale, arrêtant un grand nombre de résolutions appropriées. Cette

même constatation vaut également pour la Commission de la C.E.E. que je tiens à remercier tout particulièrement et à assurer de ma profonde reconnaissance d'avoir toujours su, en dépit de circonstances difficiles, créer les conditions permettant de fournir un travail constructif en matière de politique sociale. Par ses études et ses statistiques, par ses rapports sociaux, la Commission a mis à la disposition des hommes politiques un matériel abondant, tandis que par ses recommandations, ses directives et ses règlements, elle s'est efforcée de mettre en pratique les préceptes de politique sociale contenus dans les traités.

Ce que je viens de dire au sujet des travaux du Parlement et de la Commission ne s'applique malheureusement pas à cette autre institution de la Communauté qu'est le Conseil de ministres. Le Parlement s'est vu à diverses reprises contraint d'enjoindre au Conseil des ministres de remplir ses engagements. En pure perte, d'ailleurs ! Ce que tout parlement national peut obtenir, le Parlement européen ne l'a pu, du fait que le Conseil de ministres n'est pas responsable devant lui. Il n'est d'ailleurs en fin de compte responsable devant aucune institution démocratique, ni devant personne. Ce sont là des rudiments de conception anti-démocratique et autoritaire qui se sont, hélas, glissés dans les traités. Les auteurs des traités estimaient de toute évidence que comme nous sommes tous des démocrates, tout se réglerait de soi-même dans la pratique. Ce n'est malheureusement pas le cas. MM. les ministres du travail, des affaires sociales et de la santé publique des divers États membres sont, dans leurs pays respectifs, des représentants reconnus et respectés de leur sphère d'activité propre. Lorsque je considère toutefois leur activité au sein du Conseil de ministres, je ne puis plus parler de cette institution que comme d'une institution manquée qui n'est pas à la hauteur des tâches qui lui incombent.

Comment en effet apprécier autrement ce fait que nous avons déjà mentionné à différentes reprises — et que j'exposerai cette fois sans ambages — à savoir qu'il a fallu au Conseil de ministres deux ans, deux mois et quatre jours pour mettre sur pied une session, et cela bien qu'il existât une masse de projets qu'il aurait dû examiner et qui, notre collègue Dittrich ne nous l'a pas caché, attendaient depuis des années d'être pris en considération ?

Le premier décembre 1966, le Parlement se vit contraint — fait sans doute unique dans ses annales — de menacer, pour manifester sa volonté de voir finir cette situation intolérable, d'introduire un recours en carence devant la Cour de justice.

Après avoir proféré toutes ces critiques visant l'attitude du Conseil, je ne voudrais quand même pas manquer de remercier l'ex-Président néerlandais du Conseil, M. le ministre Veldkamp, d'avoir réussi à organiser la session du Conseil. On a pu se rendre

Merten

compte à cette occasion de l'extrême exigüité de la plate-forme sur laquelle le Conseil peut encore aborder les questions de politique sociale. Le mémorandum que le président Veldkamp a adressé au Conseil au sujet de la politique sociale doit en effet être considéré comme un signal d'alarme extrêmement grave, avertissant que les choses ne peuvent continuer de la sorte en matière de politique sociale, si nous ne voulons nous rendre coupables à l'égard de la population de la Communauté.

Le mémorandum n'a pu faire l'unanimité au Conseil de ministres que sur trois points :

1. La Commission doit promouvoir l'harmonisation des notions et des définitions ;

2. Les coûts de la sécurité sociale, tels qu'ils sont répartis entre employeurs, travailleurs et fonds publics, doivent être définis ;

3. Les traités et conventions internationaux conclus depuis longtemps dans le cadre du Bureau international du travail ou du Conseil de l'Europe par exemple, doivent également être ratifiés par les États membres. Certains de ces traités sont déjà vieux de 10 ans !

Si l'on considère ces trois points avec les yeux de l'homme s'occupant de politique sociale, force est bien de constater qu'ils représentent peu de chose, pour ainsi dire rien du tout. Mais quand deux années se sont écoulées depuis la dernière réunion, on est bien obligé de reprendre les choses à leur début. C'est pourquoi je pense que le retard fatal pris par la Communauté dans le domaine social ne pourra être rattrapé.

Je me félicite de la présence, aujourd'hui, parmi nous, de M. le ministre Servais, nouveau Président du Conseil de ministres. Si le Parlement européen attribuait une médaille du courage, je proposerais de la lui décerner, car il devait bien s'attendre que le Conseil de ministres serait chapitré. Il est néanmoins venu, avec l'intention, du moins je l'espère, de s'entretenir avec nous.

La Commission a également présenté un mémorandum concernant les affaires sociales au Conseil. Un grand nombre de problèmes y sont abordés : problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle, questions relatives à la durée du travail et aux salaires, à la sécurité sociale, aux installations sociales et aux disparités existant dans le domaine social. On pourrait qualifier ces lignes directrices de programme minimum ou de programme d'urgence. Elles ne constituent pas — la Commission ne devrait pas non plus les envisager sous cet angle — une vaste conception de la politique sociale contenue dans un programme à long terme ; elles ne contiennent en fait que les tâches qui pourraient être remplies avant le 1^{er} juillet 1968, à condition que

tous les participants fassent preuve de la bonne volonté nécessaire. Il serait très utile que le Conseil de ministres donne le plus rapidement possible un avis qui l'engage sur ces lignes directrices. La longue interruption de l'activité du Conseil a engagé la politique sociale dans une impasse, ainsi que M. le président Veldkamp lui-même l'a déclaré. L'interprétation des traités varie d'un pays à l'autre. Cette constatation s'applique notamment à l'article 118 du traité, mais à d'autres articles également. L'interprétation juridique que nous en avons donnée nous a engagés sur des voies divergentes, et il faudra longtemps avant qu'un nouvel esprit communautaire ne se forme.

Le Conseil a désormais repris la discussion. Je crois que la plus importante décision qu'il ait prise a été celle de se réunir à nouveau très vite. Comme nous sommes devenus modérés, Monsieur le Président, dans notre appréciation des activités de nos institutions !

Étant donné toutefois que le Conseil ne cesse de dépendre plus étroitement de l'activité des « experts nationaux » et pas seulement dans ce domaine, ses possibilités d'action s'en trouveront de plus en plus amoindries, à moins d'indiquer à ces fameux experts une direction politique à suivre, un but vers lequel orienter leurs efforts. Car ces « experts nationaux » chargés de préparer les décisions du Conseil, assistent souvent aux réunions sans la moindre directive de leur gouvernement, et sans avoir l'ombre d'une idée de la direction politique qu'entend prendre le Conseil. Tant que les experts nationaux demeureront dans cette ignorance, ils ne pourront naturellement pas aplanir leurs divergences de vues, ni surtout fournir au Conseil des bases de négociation valables.

J'estime que si le Conseil et la Commission entretenaient des relations confiantes, il serait inutile de passer par les experts nationaux et les représentants permanents ; car ces experts nationaux sont les mêmes qui conseillent la Commission dans l'élaboration de ses décisions, non seulement ils proviennent des mêmes ministères, mais ce sont encore souvent les mêmes personnes. Qu'ils soutiennent souvent, au cours des délibérations de la Commission, le contraire de ce qu'ils disent au Conseil de ministres, à leurs propres ministres, est une autre histoire. Ce que je veux dire, c'est que s'il régnait entre les deux institutions, le Conseil et la Commission, une confiance mutuelle, il ne serait pas nécessaire d'avoir à emprunter cette voie détournée.

À ce propos, il me faut tout de suite en venir à un deuxième point qui, lui aussi, est certainement le résultat de cette détérioration des relations de confiance. Il consiste en ce que le Conseil accepte de recevoir des propositions, non seulement du seul organisme qualifié pour cela, c'est-à-dire de la Commission, mais qu'il charge également les repré-

Merten

sentants permanents d'élaborer des projets. Il peut, il est vrai, charger les représentants permanents de tous les travaux imaginables, mais il ne peut ôter à la Commission une partie ou la totalité du droit d'initiative dont elle détient le monopole, pour l'attribuer à ces représentants permanents. Au cours de la session de décembre 1966, les représentants permanents ont à nouveau été chargés d'élaborer des projets pour lesquels la Commission était pourtant parfaitement compétente.

Un autre grave danger politique réside dans le fait que le Conseil ait abandonné sa mission communautaire pour conclure des accords bilatéraux ou des accords des États membres avec la Commission. Lorsqu'il procède de la sorte, le Conseil n'agit pas en tant qu'institution communautaire mais comme une conférence de six États, qui cherchent à se mettre d'accord sur certaines choses. Cette procédure — que le Conseil le sache — a pour effet de saper la Communauté et d'en faire une construction juridique exsangue, à l'avenir condamné.

Je voudrais pour cette raison inciter tous les parlementaires de cette Assemblée à s'efforcer, par l'intermédiaire de leurs Parlements nationaux, de réveiller l'esprit européen de la première heure dans leurs gouvernements, de mettre fin à la crise latente qui mine l'idée européenne et d'atténuer ainsi la déception grandissante de notre population et surtout de notre jeunesse.

Mes amis politiques déplorent le long immobilisme du Conseil de ministres dans le secteur social. Ils déplorent également les résultats plus que modestes de la session du 19 décembre 1966. Ils espèrent que le Conseil de ministres reconnaîtra désormais l'importance qu'il y a de régler les problèmes sociaux dans la Communauté et qu'il agira conformément aux prescriptions du traité. Mes amis politiques réclament une interprétation extensive du traité, notamment de son article 118. Nous ne voulons pas assister, au lieu de cela, à l'éclosion d'un fouillis d'accords bilatéraux qui ne manqueraient pas d'engendrer une forte insécurité juridique et une grande inégalité sociale dans la Communauté européenne.

Je voudrais profiter de la présence parmi nous de M. le Président du Conseil, pour lui poser les questions suivantes :

Premièrement : A quelle date aura lieu la prochaine session du Conseil de ministres, et celui-ci a-t-il élaboré un calendrier pour l'examen des problèmes de caractère social énumérés en annexe au rapport de MM. Troclet et Dittrich ?

Deuxièmement : A quels problèmes le Conseil de ministres envisage-t-il de donner la priorité, je pense notamment à ceux énumérés à l'Annexe I du rapport ?

Troisièmement : Quand le Conseil de ministres examinera-t-il les vœux formulés à son adresse par le Parlement et fera-t-il connaître à celui-ci son avis à leur sujet ?

Quatrièmement : Quelle est l'attitude du Conseil à l'égard des lignes directrices de la Commission, et quelles priorités le Conseil accorde-t-il aux diverses questions abordées ?

Cinquièmement : Quand pouvons-nous escompter que le Conseil précisera sa position à l'égard de ces lignes directrices ?

Le Parlement est très déçu, Monsieur le Président, que les vœux qu'il a pu exprimer jusqu'à ce jour à l'endroit du Conseil de ministres, aient été totalement ignorés. Nous espérons voir bientôt la fin d'une telle situation. Nous souhaitons une coopération confiante entre le Parlement, la Commission et le Conseil de ministres, car, croyez-nous, les perpétuelles critiques au Conseil de ministres ne nous réjouissent guère et nous serions heureux de n'avoir plus à les formuler continuellement. Ce n'est que si nous pouvons croire en la bonne volonté politique européenne de toutes les institutions de la Communauté que nous pourrions assurer l'avenir de l'Europe. Qu'une seule institution faillisse, et c'en sera fait de l'avenir de l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — M. Merten a posé des questions très précises au président du Conseil ; j'espère que celui-ci pourra y répondre.

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, le hasard, notre maître à tous, a voulu que j'établisse, il y a quelques temps, un rapport sur le problème des travailleurs licenciés des mines de soufre siciennes. C'est pourquoi le groupe socialiste m'a demandé de dire un mot, à l'occasion de l'examen du rapport de MM. Dittrich et Troclet, de la décision du Conseil relative à l'aide à apporter aux ouvriers des mines de soufre actuellement en chômage.

Je rappellerai brièvement qu'il a fallu des années pour aboutir à cette décision du Conseil. Dès 1960, les États membres avaient adopté un protocole définissant les principes de l'aide à apporter aux travailleurs des mines de soufre. La Commission de la C.E.E. n'a pu faire des propositions qu'en 1965, car les experts gouvernementaux ne parvenaient pas à se mettre d'accord.

Ces propositions ont été présentées au Parlement, qui les a amendées. La Commission de la C.E.E. a alors eu la sagesse politique de reprendre à son compte pour ainsi dire tous les amendements que nous avions proposés.

Vredeling

Mais à partir de ce moment, les choses sont devenues assez confuses et je voudrais dire un mot de cette situation qui paraît ne pas être étrangère à ce qu'a dit M. Merten, à savoir qu'en l'occurrence, il est particulièrement difficile de définir les responsabilités.

Pendant un certain temps, la Commission a discuté avec le Conseil. Ces discussions ont abouti à une décision qui s'écarterait radicalement des propositions initiales de la Commission. En effet, aucune décision concrète n'a été prise ; on s'est contenté de fixer un montant exprimé en unités de compte. M. Levi Sandri prend un air sceptique, alors que je n'ai encore exprimé aucun jugement sur la politique de la Commission. Lorsque je l'aurai fait, il ne s'en plaindra sans doute pas.

Les propositions initiales et les propositions modifiées de la Commission ont été présentées au Parlement selon une procédure normale. Mais à partir du moment où la Commission a discuté de cette question avec le Conseil, elle nous a laissés complètement dans l'incertitude et même dans l'ignorance quant au déroulement de ces entretiens. J'estime donc qu'il n'est pas déplacé de formuler une critique à ce sujet, d'autant plus que nous savons que le Conseil a été saisi en novembre des propositions modifiées. J'en conclus qu'on aurait très bien pu nous informer en temps utile, avant que le Conseil adopte sa décision du 19 décembre.

M. Merten ayant adressé des critiques au Conseil, Monsieur le Président, j'ai estimé devoir, à mon tour, en formuler une à l'égard de l'exécutif, ne serait-ce que pour rétablir un certain équilibre.

Si l'on compare la décision du Conseil de ministres avec les propositions qui ont été faites, on relève un certain nombre de divergences.

Tout d'abord, les mesures adoptées ne s'inscrivent pas dans le cadre du Fonds social européen. Les mesures relatives à la formation professionnelle ne se fondent pas, comme nous l'aurions souhaité, sur l'article 118 du traité.

Chose plus importante encore, aux yeux de notre groupe, les mesures prévues en faveur des ouvriers italiens des mines de soufre et de leurs enfants ne s'intègrent pas dans un programme de développement général de cette région déprimée.

Monsieur le Président, nous avons fortement insisté sur ce point dans les deux rapports que nous avons établis. Or, si l'on a effectivement prévu des crédits pour l'octroi d'aides aux chômeurs et de bourses d'études à différentes catégories de personnes, nous regrettons vivement qu'on n'ait pas défini une politique de diversification de l'économie locale grâce à laquelle, par exemple, les ouvriers dont la formation professionnelle sera assurée

moyennant l'aide financière de la C.E.E. auraient pu être engagés dans d'autres industries.

Pour l'instant, nous ne pouvons qu'attendre : on verra comment les choses se passeront. Mais nous ne pouvons admettre qu'il n'ait pas été prévu de politique d'ensemble applicable, d'une part, au domaine social, et d'autre part, au domaine économique, en vue d'assurer le développement régional. Il faut bien dire que nous sommes déçus.

La décision du Conseil — j'en viens maintenant au jugement politique — prévoit simplement, comme je l'ai déjà dit, un crédit de 4 200 000 unités de compte. L'article 2 de la décision précise que « la Commission fixe, en accord avec la République italienne, les modalités d'octroi des aides et des bourses d'études ».

Mon jugement sur ce point sera un peu plus positif que celui que MM. Dittrich et Troclet ont formulé dans leur rapport.

En effet, il est question, dans ce rapport, d'un « bilatéralisme » entre les institutions de la C.E.E., d'une part, et la République italienne, d'autre part. Je trouve qu'en l'occurrence, le choix du terme « bilatéralisme » n'est pas très heureux. On peut très bien l'appliquer dans d'autres cas, notamment lorsqu'il s'agit de formation professionnelle, mais cela n'est pas très indiqué dans le cas qui nous occupe, puisque c'est la Commission qui définit les modalités d'octroi des aides, en accord, bien entendu, avec la République italienne, qui doit fournir l'autre moitié des crédits.

Je tiens à insister tout particulièrement ; c'est la Commission qui fixe les modalités d'octroi des aides. J'espère qu'on peut vraiment y voir un précédent en matière de politique sociale de notre Communauté. Le fait mérite d'être noté, nous commençons par une intervention modeste, dans l'extrême sud de notre Communauté, en Sicile, où la mesure ne s'applique qu'à quelque 3 000 travailleurs.

Du point de vue politique, le Conseil a créé un précédent de poids en décidant de confier à la Commission l'exercice du pouvoir, qui lui appartenait d'ailleurs déjà, d'utiliser des fonds communautaires pour pratiquer une politique sociale dans une région de notre Communauté qui en a le plus grand besoin.

La Commission définit donc les modalités selon lesquelles elle-même et le gouvernement italien utiliseront les crédits. Je voudrais poser à M. Levi Sandri une question très précise. Peut-il nous assurer que la Commission de la C.E.E. mettra en œuvre, conformément à ses propres propositions et à l'avis qui a été rendu par le Parlement européen, la politique qu'elle est chargée de pratiquer ? Nous avons en effet approuvé des mesures très précises — que je ne détaillerai pas — au sujet des allocations d'attente, de la mise à la retraite anticipée, de la rééducation professionnelle et des bourses d'études.

Vredeling

J'aimerais que la Commission de la C.E.E. nous dise si elle peut nous assurer qu'elle pratiquera, en exécution des dispositions de l'article 2, une politique conforme aux dispositions bien définies qu'elle avait proposées initialement, dispositions que le Conseil de ministres a déclaré ne pas vouloir étudier de façon détaillée parce qu'il entendait confier ce soin à l'exécutif. Je pense que le Conseil a ainsi fait preuve de sagesse, car c'est effectivement à l'exécutif qu'il appartient de définir les modalités d'octroi de bourses d'études, de paiement d'allocations d'attente, etc. Il s'agit là d'une tâche qui incombe non pas au Conseil de ministres, mais bien à la Commission de la C.E.E.

Mon groupe apprécie cette décision du Conseil, bien qu'il eût aimé en être saisi au préalable au sein du Parlement. Il ressort de ce que je viens de dire que si nous avions été consultés, nous n'aurions pas fait obstacle à cette décision.

Monsieur le Président, permettez-moi, pour conclusion, de poser deux questions.

Le règlement prévoit que le gouvernement italien « peut » rendre compte chaque mois à la Commission de l'aide octroyée, etc. Voilà bien une de ces formules caractéristiques des règlements ! On aurait tout aussi bien pu dire « *peut ne pas* rendre compte chaque mois, etc. » ! Dans un texte juridique, le mot « peut » surprend quelque peu. Il ne peut que faire penser que le texte primitif devait être soit : « Le gouvernement italien rendra compte chaque mois de... », soit : « rend compte chaque mois de... », et que l'un ou l'autre fonctionnaire du Conseil se sera dit que dire les choses aussi clairement, c'est s'engager beaucoup. Disons plutôt « peut rendre compte », aura-t-il pensé. C'est sans doute ce qui s'est passé. Je n'aime pas engager des paris dans cette Assemblée, Monsieur le Président, mais dans ce cas précis, je le ferais volontiers.

Monsieur le Président, la Commission ne devrait-elle pas recourir à cette « possibilité » et demander au gouvernement italien — peut-être l'a-t-elle déjà fait ; j'espère qu'elle l'a fait — comment il compte utiliser cet argent. J'aimerais demander à l'exécutif d'avoir l'obligeance — il nous appartient d'ailleurs de le demander — de tenir la commission sociale au courant de cette affaire.

Enfin, me référant à l'article 5, selon lequel « la Commission fait rapport chaque année au Conseil de la mise en œuvre de la présente décision », je voudrais demander à la Commission si elle peut nous donner l'assurance qu'elle rendra compte de la mise en œuvre de la décision non seulement au Conseil, mais aussi au Parlement.

Monsieur le Président, je pense qu'il serait utile que le Parlement soit, lui aussi, informé directement, par un compte rendu de la Commission, de

l'exécution de cette mesure sociale concrète — la première qui ait été prise dans ce domaine —, d'autant plus qu'en vertu de l'article 2, l'exécutif porte la responsabilité de cette politique et qu'il n'en est responsable que devant le Parlement. Je pense que le texte aurait dû être rédigé comme suit : « La Commission fait rapport chaque année au Parlement et au Conseil. » Mais peut-être la Commission a-t-elle estimé qu'il va de soi qu'elle doit faire rapport au Parlement et que de ce fait, il n'y avait pas lieu de mentionner celui-ci.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Les collègues qui m'ont précédé ont déjà parlé des problèmes que pose un développement accentué de la politique sociale, aussi est-il inutile de souligner, une fois de plus ici, les aspects de la politique sociale dont il a déjà été question. Mais, il me semble qu'il y a un problème politique auquel nous devons, puisque nous sommes une assemblée politique, consacrer une attention particulière. Ce problème a d'ailleurs déjà été évoqué par le président Troclet ainsi que par d'autres de nos collègues. Il s'agit de la divergence de plus en plus grande entre ce que la Commission propose et ce que le Conseil de ministres décide. Il y a pourtant un rapport de confiance entre le Conseil de ministres, autrement dit les gouvernements de nos pays, et les organes communautaires. La Commission a été nommée par les gouvernements : c'est dire qu'il lui a été confié une mission et des fonctions auxquelles elle doit faire face. Si, à un moment donné, le Conseil de ministres et la Commission s'engagent dans des voies différentes, on ne voit plus bien en quoi consiste l'action communautaire proprement dite ; de plus, on rend inefficaces les institutions elles-mêmes qui doivent faire progresser en un premier stade la politique d'intégration économique et en un moment ultérieur l'intégration politique.

Je me le demande : comment est-il possible que nos gouvernements, alors qu'ils continuent à répéter dans leurs Parlements nationaux qu'ils sont favorables au développement de cette politique, qu'ils sont partisans de cette intégration européenne, peuvent se mettre en contradiction avec eux-mêmes lorsqu'ils ont la possibilité d'apporter leur contribution dans le cadre d'institutions communautaires telles que le Conseil de ministres ? Entre autres, le communiqué du Conseil de ministres contient un passage d'une réelle gravité du point de vue politique : il s'agit de l'invitation à la Commission de collaborer avec le Comité des représentants permanents en vue d'une interprétation plus précise des obligations concernant l'article 118.

En réalité, la Commission est un organe exécutif nommé par les gouvernements et elle a la faculté

Sabatini

de prendre des initiatives. Les gouvernements disposent de beaucoup de voies pour faire savoir comment ils désirent seconder une politique de développement social sur le plan d'une collaboration réciproque. Or, le faire par le moyen d'une invitation, en disant à la Commission : mettez-vous d'accord avec les fonctionnaires de nos ministères pour réaliser une politique sociale sur la base de l'article 118 est vraiment très grave. Je suis vraiment étonné que le Conseil de ministres, et surtout les ministres qui se déclarent pour cette action en faveur de l'Europe, aient pu accepter un texte de ce genre.

Mais il y a un autre point dont je voudrais vous parler, et c'est le rôle du Fonds social. Quelle est la fonction que nous avons voulu lui attribuer dans les traités ?

Quand on a discuté de l'approbation des traités au Parlement européen, le président du Conseil alors en fonction a tenu à souligner que le Fonds social avait été conçu comme un instrument d'intervention efficace pour le cas où, par suite de la mise en œuvre du marché commun, se seraient manifestés des processus de réorganisation de la production susceptibles de créer des situations plutôt délicates en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre.

L'amendement que notre collègue Estève nous propose a vraiment une très grande valeur politique. Si nous avons accepté l'engagement commun de développer l'économie communautaire pour permettre la libre circulation des biens qui puisse permettre à son tour la réalisation d'un marché commun, alors nous devons nous préoccuper également du fait que cela constitue indirectement une stimulation à une adaptation, à une modernisation de nos entreprises ; c'est pourquoi j'estime que ce phénomène, que l'on relève expressément pour le secteur de l'industrie chimique, ne doit pas être considéré comme limité à ce secteur. Tout en étant disposé à accepter l'amendement, je voudrais que l'on supprime cette limitation à un seul secteur parce que ce phénomène est général. Et ce fait, le Conseil de ministres ne saurait le sous-estimer. Le Fonds social a été institué pour affronter toutes ces situations, en utilisant les instruments capables entre autres de garantir l'emploi de la main-d'œuvre grâce à des cours de requalification, grâce à des cours de formation professionnelle visant à créer, justement, de nouvelles possibilités d'emploi.

Tout le monde sait — et nous l'avons répété souvent devant ce Parlement, mais il semble qu'il n'y a que le Conseil de ministres des affaires sociales qui ne s'en rende pas compte — tout le monde sait qu'aujourd'hui il est possible d'employer de la main-d'œuvre si celle-ci a une qualification professionnelle, alors que le problème devient extrêmement

ardu, s'il s'agit d'une main-d'œuvre dépourvue de toute qualification. Si nous nous y croyons obligés et si nous estimons utile de promouvoir une politique commune de l'emploi, si nous pensons qu'il y a un intérêt commun à se protéger contre les risques de licenciement et de chômage, qui apparaissent comme les risques les plus graves, alors force est de reconnaître au Fonds social une importance primordiale. Voilà pourquoi on ne voit pas le motif pour lequel on ne devrait pas mettre à jour le statut du Fonds social au fur et à mesure que s'accroissent le phénomène de la circulation des biens et des produits et celui du désarmement douanier. C'est là un défaut de sensibilité sociale. Il semble que l'on n'évalue pas à sa juste proportion toute l'incidence humaine et politique de la question.

C'est pourquoi un colloque entre notre Parlement et le Conseil de ministres, qui examinerait ce problème social dans l'esprit de notre Communauté et ferait ressortir les relations qui existent entre le développement industriel, le progrès technologique et l'occupation de la main-d'œuvre, pourrait être des plus opportuns ; un colloque qui étudierait, en outre, les moyens d'éviter que ce ne soient les travailleurs employés dans les entreprises vouées à disparaître devant d'autres technologiquement plus avancées et placées dans de meilleures conditions de production, qui en subissent les conséquences et en supportent les sacrifices.

Il faut donc, en conséquence, une politique rationnelle d'utilisation de la main-d'œuvre, politique qui ne peut plus être considérée dans les limites de l'horizon national, mais qui doit être conçue, tout au contraire, dans les perspectives globales des conditions économiques qui sont en train de se créer dans notre Communauté. Déjà en mai dernier, le ministre Fanfani avait souligné la nécessité d'un équilibre adéquat entre la mise en œuvre d'un marché commun et la politique sociale. C'est pourquoi il m'est apparu opportun également d'attirer l'attention sur la nécessité de traduire en actes toutes ces obligations.

Par la même occasion, la Communauté économique européenne a promis de transmettre le projet de réglementation définitive de la libre circulation de la main-d'œuvre. Mais ce n'est pas seulement le problème de la libre circulation de la main-d'œuvre que nous devons considérer : je suis d'avis que l'on ne peut pas comparer la libre circulation de la main-d'œuvre à la libre circulation des biens. On devrait créer des conditions favorables à l'emploi de la main-d'œuvre là où elle est occupée parce que l'on pourrait éviter de cette façon toute une série d'autres problèmes tels que : le déplacement des familles, le transfert dans d'autres pays, l'adaptation à des situations particulières, la diminution du potentiel de travail, l'alourdissement de la conjoncture, le retour au pays d'origine, etc.

Sabatini

On ne pourra donc considérer le problème de la circulation de la main-d'œuvre de la même façon que celui de la circulation des biens. Personnellement, je préférerais que l'on crée par une politique régionale des possibilités de travail sur le lieu même où réside cette main-d'œuvre parce que l'opération finirait ainsi par être moins onéreuse et assurerait un plus grand équilibre économique.

Il ne faut pas croire qu'il suffit de permettre à la main-d'œuvre de se déplacer d'un pays à l'autre, il faut plutôt aborder le problème de l'emploi dans son contexte naturel ; j'ajouterai que le Conseil de ministres se rend compte du fait que ce problème doit être abordé sous cet angle et qu'il faut donc, pour cela, en même temps que les organisations de production, que nous créions les moyens les plus appropriés pour moderniser nos structures de production et d'expansion économique. Nous avons l'impression que cela ne se fait pas. Mes collègues l'ont déjà souligné ; et ce n'est certes pas avec cet esprit que nous avons mis sur pied la Communauté économique européenne.

Si, en revanche, le Conseil de ministres prenait, demain, la situation en due considération dans l'esprit qui doit guider notre Communauté et que les propositions de la Commission fussent défendues et approuvées par les cinq pays qui estiment devoir agir dans cette direction politique, je suis absolument persuadé que le sixième, en désaccord, réussirait très difficilement à motiver les raisons de son désaccord.

Voilà quelle est la ligne que nous devrions suivre pour une telle politique sociale. Mais j'ai plutôt l'impression qu'on accepte les choses passivement et que l'on affronte ces problèmes avec la même mentalité que nos services nationaux, en ne visant qu'à des solutions de compromis sans respecter la volonté politique et l'orientation inspirant tous nos traités.

Tout ceci je tenais à le souligner, pour montrer que l'un des problèmes auquel j'attache la plus grande importance est le fonctionnement du Fonds social, et la possibilité d'avoir des installations et des cours appropriés répondant aux exigences apparues dans les régions les plus diverses afin de réaliser une conversion de la main-d'œuvre et de créer de nouvelles possibilités de travail et d'emploi.

Pour la modernisation et l'intensification des activités de production, on inventera des machines de plus en plus modernes et de plus en plus efficaces, mais il n'y a pas seulement un problème de machines, il y a autant et même plus le problème de travailleurs qui construisent ces installations, le problème des travailleurs qui doivent utiliser ces machines. C'est pourquoi nous devons nous garder d'une vision purement économique, qui ne considère que l'aspect de l'organisation technico-productrice

sans égard à la question de savoir si celle-ci répond aux conditions modernes d'une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre et surtout à l'impératif de défendre le droit au travail et le revenu des personnes qui doivent être employées dans les industries et les activités de production de l'Europe communautaire.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. METZGER

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la politique sociale n'est pas ma spécialité, mais j'ai déjà assisté, dans cet hémicycle, à de nombreux débats de politique sociale, car je n'ai cessé de porter un intérêt tout particulier à ce domaine. Permettez donc à un auditeur intéressé de présenter quelques observations.

Nous nous plaignons que la politique sociale européenne n'avance pas aussi vite que nous le souhaitons. Ces plaintes sont fondées, certes. Mais nous devons peut-être nous demander si nous ne sommes pas partiellement responsables de cette situation. N'avons-nous pas manqué de mesure dans nos entreprises ? Comme le disent nos amis français : Qui trop embrasse, mal étirent. Mon voisin, M. De Winter, vient de me signaler qu'en Belgique on dit même : Qui trop embrasse, manque le train. Demandons-nous donc si nous n'avons pas cédé à trop d'idées séduisantes et trop embrassées.

Au cours de ce débat, je me suis demandé à plusieurs reprises jusqu'où allaient les compétences européennes en matière de politique sociale. Existe-t-il encore, à côté des compétences européennes, des compétences nationales, ou bien tous les gouvernements et tous les parlements ont-ils cédé tous leurs pouvoirs au Parlement européen ? Posons-nous encore la question autrement : Qui doit intervenir en cas de fermeture d'usine ? L'instance européenne ou une instance nationale ?

Permettez-moi, Monsieur le Président, de revenir à ce qui a été dit au cours du débat d'hier. Nous avons dit alors que bientôt nous n'aurions pas seulement un exécutif unique, mais aussi un traité unique. A partir de ce moment, tous les secteurs industriels devront bénéficier dans la même mesure de nos interventions ; aucun régime spécial ne pourra plus subsister.

Considéré sous cet angle, le débat de ce jour nous amène à soulever certains points. M. Vredeling et

Dichgans

d'autres orateurs qui l'on précédé nous ont parlé des ouvriers des mines de soufre en Sicile. Trois mille travailleurs siciliens sont en chômage. Nous avons voté des directives très complètes qui se préoccupent de leur cas. Le Conseil de ministres s'en est écarté, nous avons élevé des protestations à son encontre.

Je ne désire poser qu'une question : Que se passerait-il, au vrai, si une entreprise de construction d'automobiles, ou une usine de textile française, ou bien encore une entreprise néerlandaise de bâtiments, devait licencier un millier d'ouvriers ? Devrions-nous en chacun de ces cas arrêter des directives particulières pour décider du sort de ces travailleurs, et nous assurer ensuite ici si le Conseil a suivi ces propositions ? Laissez-moi continuer et vous poser des questions plus concrètes encore. Supposons que l'avocat Dittrich de Kötzing ait un employé dont les aptitudes ne correspondent pas, à son avis, aux fonctions qu'il exerce ; il désire s'en séparer pour lui permettre de suivre des cours de rééducation professionnelle. Cette affaire relève-t-elle de la Commission de la C.E.E. à Bruxelles ou de l'Office de l'emploi à Schwandorf ?

Une autre question enfin : Qui doit s'occuper de la construction d'habitations ? La ville de Dortmund ou la Haute Autorité à Luxembourg ? A l'heure actuelle, la situation est telle que... — oui, je vous en prie, M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Le Fonds social a précisément été instauré pour faire face en commun à ce genre de situations.

M. Dichgans. — (A) Oui, Monsieur Sabatini, je reviendrai sur ce point. Je sais que le traité prévoit certaines interventions. Mais on doit tout de même s'interroger sur ce qu'il est judicieux de faire avant de décider de la manière d'agir à l'égard de l'industrie.

En ce qui concerne la construction de logements, la situation aujourd'hui est telle qu'à Dortmund les habitations des ouvriers sidérurgistes et des mineurs sont construites à l'initiative de la Haute Autorité à Luxembourg, alors que pour celles des ouvriers de brasseries et des usines de construction mécanique, c'est la ville de Dortmund qui s'en charge. Il faudra bien prendre un jour ou l'autre une décision à ce sujet : ces habitations doivent-elles être construites par la ville de Dortmund ou Bruxelles, ou bien par l'une et l'autre parallèlement ?

Ces questions je les pose, parce qu'à mon avis, nous ne nous sommes pas encore suffisamment préoccupés de délimiter d'une manière rationnelle la politique sociale aux différents niveaux des compétences européennes, nationales et municipales. Je serais très heureux, Monsieur Troclet, que votre

commission veuille formuler un avis circonstancié sur cette question. Ce serait certainement une excellente préparation à la discussion du nouveau traité unique dont nous avons de toute façon à nous occuper.

Je ne voudrais pas provoquer de malentendus. M^{lle} Lulling a dit tout à l'heure, et elle avait parfaitement raison, que nous ne pouvons plus, en aucune circonstance, laisser l'individu livré à lui-même, mais que nous devons l'aider. Je tiens à souligner instamment cette obligation. Mais il n'y a tout de même là rien de nouveau pour l'Europe. Il convient, me semble-t-il, de rendre hommage ici à nos Parlements nationaux. Chacun de nos six Parlements nationaux, j'en suis certain, déploie les plus grands efforts pour mener une bonne politique sociale.

Je ne sais pas, Monsieur Merten, si c'est ainsi que vous voyez les choses, mais dans mes notes, j'ai gratifié de quelques points d'interrogation le passage où vous parlez du retard fatal de la Communauté dans de nombreux secteurs sociaux. Je suis d'accord avec vous si vous entendez par là le retard apporté à l'étude et à l'adoption de certaines propositions. Mais pour ce qui est du contenu de la politique sociale, je crois, que par maints aspects, les réalisations de la politique sociale des six pays de la Communauté peuvent servir d'exemple au monde entier. Nous savons tous qu'à de nombreux points de vue, notre sécurité sociale est même supérieure à celle des États-Unis.

Qui trop embrasse, mal étreint. Ne devrions-nous pas renoncer à nous occuper de cas particuliers, même de cas semblables à celui des mines de soufre de Sicile, et ne serait-il pas préférable de laisser cela aux soins des États membres qui, après tout, se sont fort bien tiré d'affaire jusqu'ici ?

Monsieur le Président, ne m'étant pas préparé à cette intervention, je n'ai pas pu réunir les données statistiques nécessaires. J'ai toutefois estimé de manière globale l'importance de la politique sociale européenne par rapport à la politique sociale nationale. D'après mes calculs, la république fédérale d'Allemagne consacre chaque année au moins 50 milliards de DM à ses dépenses dans le secteur social. J'estime à moins d'un millième de cette somme, le montant des contributions versées au niveau européen. Autrement dit, la politique sociale relève des États pour 99,9 %. Et à mon avis, ceux-ci ont jusqu'ici résolu de manière entièrement satisfaisante tous les problèmes qui se sont posés à eux.

Ceci ne signifie nullement — j'en viens ainsi à la remarque de M. Sabatini — que nous devons négliger les dispositions du traité. Bien au contraire ! Nous devrions seulement nous demander quel doit être le rôle du traité. Je crois qu'en matière de politique sociale, il ne peut raisonna-

Dichgans

blement être fait appel à ses dispositions que dans les cas où l'intervention d'un seul État ne peut suffire.

Nous avons évoqué aujourd'hui de nombreuses questions qui sont de notre ressort. Je songe par exemple à l'aide européenne en cas de catastrophes, à l'échange d'informations sur la prévention des accidents, que M. Dittrich vient d'évoquer à juste titre. Je songe à la question de la reconnaissance des diplômes, aux problèmes des travailleurs migrants et aux nombreux problèmes qui ont déjà été abordés au cours du débat.

Il n'y a pas le moindre danger de voir s'atrophier la politique sociale européenne en excluant de celle-ci les cas particuliers, ainsi qu'il vient d'être dit. Au contraire ! Si nous limitons notre action au domaine véritablement européen, nous lui conférerons une efficacité beaucoup plus grande.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à Madame Gennai Tonietti.

M^{me} Gennai Tonietti. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, par mon intervention, qui sera brève, je tiens uniquement à faire remarquer que dans la résolution que nous examinons, aucune allusion n'est faite au rapport qu'il y a entre la date d'échéance de la libre circulation des marchandises — fixée au 1^{er} juillet 1968 — et celle de la libre circulation des travailleurs.

Je crois qu'il faut rappeler à ce propos que, lors de la session du Conseil de ministres qui eut lieu à Bruxelles le 10 mai 1966, le ministre des Affaires étrangères italien, M. Fanfani, souligna que la politique sociale est de première importance pour l'évolution équilibrée de la Communauté et qu'il est nécessaire de réaliser la libre circulation des marchandises parallèlement à la libre circulation des travailleurs. C'est là une citation textuelle. La Commission de la Communauté économique européenne promet, ce jour-là, de transmettre le projet de réglementation définitive de la libre circulation des travailleurs le 31 décembre 1966 au plus tard. Le délai est passé. Et s'il est vrai que nous avons été avisés que la présentation du projet de réglementation se ferait avec quelques semaines de retard sur la date prévue, ces semaines sont également écoulées.

Je rappelle encore que c'est au cours de la session du Conseil de ministres des Affaires sociales du 19 décembre 1966 à Bruxelles, que le ministre italien du travail, M. Bosco, insista pour que soit définie la libre circulation des travailleurs, affirmant qu'il était indispensable d'en maintenir la date d'entrée en vigueur déjà fixée au 1^{er} juillet 1968.

Tout ceci n'est pas sans nous préoccuper et peut donner à penser que l'on tente délibérément de renvoyer cette réglementation à laquelle seul le gouvernement italien est favorable. Il faut noter qu'un tel retard pourrait nous conduire jusqu'à l'étape définitive de l'union douanière, prévue pour le 1^{er} juillet 1968, en excluant les travailleurs de la libre circulation. Dans ce cas la circulation des marchandises serait assurée, mais non pas la libre circulation des personnes.

Le but de mon intervention est justement d'attirer l'attention du Parlement européen, et en particulier de la commission sociale, dont j'ai l'honneur de faire partie, sur le fait que si une solution correcte n'est pas donnée à ce problème, nous nous trouverons dans une situation véritablement absurde. Il ne peut y avoir de véritable union économique si seules circulent librement les marchandises et non la main-d'œuvre qui est l'élément fondamental de toute économie.

Je vous invite à réfléchir à cette situation, non seulement pour sauvegarder les intérêts d'un peuple qui a besoin d'envoyer hors de ses frontières un grand nombre de travailleurs, mais aussi parce que nous voudrions que ces frontières tombent afin que les hommes et les choses puissent circuler librement dans notre Europe. Si nous ne trouvons pas de solution à ce problème, nous négligerons un élément social important de l'union économique européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (I) Monsieur le Président, Monsieur le Président des Conseils, Mesdames et Messieurs, l'important rapport élaboré par MM. Dittrich et Troclet a pour but de rendre compte au Parlement des travaux du Conseil de ministres consacrés aux affaires sociales et de porter un jugement politique sur les résultats de ces travaux. L'activité de la Commission exécutive n'a pas été examinée, ce qui ne veut pas dire que la Commission exécutive ait été indifférente à ce débat. D'abord parce que le Conseil a basé la plupart de ses discussions et de ses délibérations sur des propositions de la Commission ; ensuite parce que la Commission exécutive participe aux réunions et aux délibérations du Conseil ; enfin parce que dans les réunions et les discussions et dans le rapport de MM. Dittrich et Troclet, des problèmes ont été soulevés qui demandent une réponse, une explication même brève, de la part de la Commission.

Je voudrais avant tout me réjouir de l'intérêt que le Parlement porte une fois de plus aux problèmes sociaux ; je voudrais aussi exprimer ma joie de voir le Conseil représenté ici en la personne de

Levi Sandri

son président en exercice, M. Servais, qui à maintes reprises déjà, a fait la preuve de sa vocation sociale et communautaire.

Je tiens enfin à remercier les parlementaires qui sont intervenus dans le débat, et particulièrement MM. Merchiers et Merten, pour le jugement positif qu'ils ont porté sur l'activité de la Commission exécutive.

A propos des différentes interventions, permettez-moi, Monsieur le Président, de faire une remarque sur celle de M. Pêtre qui a dit que le bilan social de la Commission de la C.E.E. est décevant, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation sociale. Je dirais quant à moi qu'il est décevant pour l'harmonisation sociale ; je ne crois pas — je l'avoue — qu'il soit décevant pour ce qui est des limites imposées par le traité et des moyens dont nous disposons comme l'a fait remarquer M. Estève ; je ne crois pas qu'il soit décevant pour ce qui a été fait en matière de libre circulation des travailleurs, de sécurité sociale des travailleurs migrants, de fonctionnement du Fonds social qui a contribué jusqu'à présent à la requalification et à la réinstallation d'un demi-million environ de travailleurs ; enfin, en ce qui concerne les principes généraux de formation professionnelle adoptés par décision du Conseil.

Je ne crois pas non plus qu'il faille oublier tout le travail d'étude et de documentation effectué au cours de ces neuf années et qui est, en définitive, le préalable de toute action d'harmonisation.

En ce qui concerne les remarques présentées par M. Vredeling par exemple — le rapport de MM. Dittrich et Troclet les mentionne d'ailleurs aussi — sur les mesures adoptées en faveur des mineurs de l'industrie du soufre, je tiens à dire que si l'on n'a pas consulté le Parlement sur les propositions définitives — vous savez que dans les premiers jours de décembre dernier le Conseil a élaboré une solution qui a obtenu l'accord unanime de tous les gouvernements — c'est qu'il aurait alors fallu renvoyer la décision à une nouvelle réunion du Conseil puisque la consultation du Parlement n'aurait pu avoir lieu qu'aujourd'hui au cours de la présente session. D'autre part, puisqu'il y avait unanimité des gouvernements sur les nouvelles propositions, il était naturel que le Conseil puisse toujours modifier les propositions précédentes dans le sens des nouvelles. Nous avons, dans ce cas, tenu compte de la résolution du Parlement qui avait suggéré à la Commission de la Communauté économique européenne d'apporter elle-même des modifications à ces propositions si les circonstances les rendaient nécessaires et les justifiaient, sans en charger le Comité des représentants permanents.

Nous avons donc voulu nous conformer aux

suggestions contenues dans la résolution votée par le Parlement.

Il est vrai que la forme en a été considérablement modifiée et simplifiée, mais je ne crois pas que l'on ait modifié la substance des mesures prises, compte tenu de la déclaration d'intention de la Commission et du gouvernement italien, inscrite au procès-verbal, et qui prévoit justement les mêmes sortes d'aides que celles qui sont considérées dans la proposition de la Commission amendée par le Parlement.

Il faut dire à ce propos qu'on ne peut pas sous-estimer l'importance de la tâche exécutive qui, dans ce cas, a été confiée à la Commission. Il me semble que cette tâche a été particulièrement importante, comme du reste M. Vredeling l'a souligné dans son intervention. Il ne s'agit pas d'une négociation bilatérale entre gouvernements mais d'un accord entre l'institution qui représente la Communauté, c'est-à-dire la Commission et le gouvernement de l'État qui doit contribuer, dans la même proportion aux dépenses qui en découlent. La Commission a également déploré que l'on ne recoure pas dans ce cas au Fonds social et que les interventions en faveur des travailleurs du soufre ne soient pas à la charge directe du Fonds social ; mais je pense qu'il ne faut pas surestimer ce fait parce qu'il s'agit toujours en définitive d'un concours communautaire et non d'un concours bilatéral des différents gouvernements. Il s'agit donc d'un crédit au budget de la Communauté et que la Communauté verse au gouvernement italien pour que celui-ci puisse faire face aux besoins.

Le recours au Fonds social aurait seulement permis une répartition différente des charges des États membres, mais puisque les États membres qui auraient bénéficié de cette répartition différente des charges y ont renoncé, il me semble que le problème ne doit pas être considéré sous un jour négatif. La Commission exécutive déplore vraiment de devoir constater qu'on n'a pas voulu recourir à l'article 128 du traité ni aux principes généraux de formation professionnelle et, à ce propos, je ne puis que me rallier à l'avis de M. Vredeling à qui je dirai que la déclaration d'intention du gouvernement italien et de la Commission, à laquelle j'ai fait allusion un peu plus haut, sur l'exécution des mesures prises, prévoit l'octroi d'aides de même sorte que celles qui sont mentionnées dans les propositions de la Commission exécutive et qui ont été adoptées et amendées par le Parlement. Je voudrais aussi assurer M. Vredeling que je ne manquerai pas d'informer le Parlement de l'exécution et de la décision.

Un autre point sur lequel ont insisté plusieurs des orateurs qui sont intervenus dans le débat, est le programme de formation professionnelle accélérée qui, en effet, n'a pas trouvé un accueil favorable

Levi Sandri

auprès du Conseil. A ce propos, la Commission partage les inquiétudes exprimées dans le rapport sur la tendance qui s'est manifestée au sein du Conseil à régler ce problème par des accords bilatéraux ou multilatéraux au lieu de se baser sur l'article 128 et sur les principes généraux de formation professionnelle. La Commission n'a pu que prendre acte de l'opposition de la majorité du Conseil à sa proposition et s'est réservé de présenter de nouvelles propositions communautaires après avoir fait une analyse de la situation du marché du travail dans la Communauté qui sera transmise au prochain Conseil. L'évolution intervenue et une certaine détérioration du marché du travail permettront de présenter des propositions différentes, au moins partiellement, de celles qui ont été présentées antérieurement.

Je saisis l'occasion pour assurer M. Estève de tout l'intérêt que porte la Commission à la situation qu'il a signalée. Les conséquences sociales des fusions et des concentrations constituent un problème que la Commission étudie depuis un certain temps déjà.

Je partage également les inquiétudes qui se font jour dans le rapport et dans certaines interventions, notamment celles de M^{lle} Lulling et de MM. Merchiers et Sabatini, sur le problème du Fonds social.

La position de la Commission sur ce point est très claire ; elle a été exposée à plusieurs reprises au sein de cette Assemblée et pour le moment elle n'est en rien modifiée.

Monsieur le Président, je ne m'attarderai pas sur l'article 118 ; je tiens seulement à dire à M^{lle} Lulling que les lignes directrices de l'action sociale de la Commission, sur lesquelles M. Merchiers a insisté de façon si positive, sont le résultat d'un travail que la Commission a mené en collaboration non seulement avec les partenaires sociaux mais aussi avec les représentants gouvernementaux et en particulier avec les représentants des ministres des affaires sociales.

Dans son intervention, M^{me} Gennai Tonietti a rappelé la date fixée au 1^{er} juillet 1968 pour l'entrée en vigueur du règlement définitif sur la libre circulation des travailleurs. Je dois dire que la nécessité d'élargir et d'approfondir les consultations que nous avons déjà engagées au sein du Comité consultatif de la libre circulation a, en effet, donné lieu à un léger retard dans la présentation du projet de règlement au Conseil — retard que je déplore — mais qui, de toute façon, puisqu'il s'agit d'un léger retard, ne compromettra pas l'entrée en vigueur du règlement à la date prévue, car il permettra d'approfondir l'examen de certains problèmes et de rechercher des solutions qui de toute façon auraient dû être approfondies par la suite.

Monsieur le Ministre, dans le rapport de MM. Dittrich et Troclet ainsi que dans les différentes interventions de ce jour un jugement politique a été porté sur les travaux du Conseil. Je ne voudrais pas me soustraire à l'obligation d'exprimer l'opinion de la Commission sur ce sujet. Je ne peux toutefois que répéter ce que j'ai eu l'occasion de dire à la commission sociale, le 3 janvier de cette année, quand, pour conclure un exposé portant sur l'évolution des travaux du Conseil, j'ai fait remarquer que s'il n'a pris qu'une décision en faveur des travailleurs des mines de soufre en Sicile, si, pour les autres mesures, les discussions n'ont amené aucune solution concrète, si l'article 118 n'a donné lieu qu'à un programme plutôt modeste sur lequel cependant tous ont été d'accord, il faut considérer comme positif le fait que les six ministres des affaires sociales aient été d'accord pour se retrouver à bref délai et pour poursuivre une conversation qui a été reprise en dépit de bien des difficultés. Il faut bien reconnaître que le mérite en revient principalement au ministre Veldkamp qui a tant fait pour que la réunion ait lieu.

Aussi, la Commission exprime-t-elle, avec les réserves que naturellement j'ai mentionnées, un jugement essentiellement positif sur le déroulement de ce Conseil.

Je voudrais encore ajouter, Monsieur le Président, que les travaux préparatoires de la nouvelle session du Conseil, qui aura lieu sous la présidence du ministre Servais, ont déjà été engagés sur la base de documents élaborés et présentés par la Commission, compte tenu des pouvoirs et des obligations que le traité lui assigne et qu'elle entend continuer à assumer dans le respect intégral de ses propres attributions et de celles des autres institutions communautaires.

Pour conclure, je ferai remarquer que l'initiative du ministre Veldkamp pour la reprise de l'activité du Conseil et l'initiative de la commission sociale qui s'est concrétisée par l'important rapport de MM. Troclet et Dittrich confirment aux yeux de tous l'importance des problèmes sociaux au sein de la Communauté, problèmes qui ne sont ni secondaires ni purement techniques mais essentiellement politiques et fondamentaux pour la Communauté ainsi que le montre ce débat auquel participe le président en exercice du Conseil. La Commission ne peut que s'en féliciter ; elle remercie les rapporteurs et adresse ses meilleurs vœux au ministre Servais pour l'action qu'il mènera en tant que Président du Conseil. Ces vœux s'adressent à lui, mais aussi à nous tous.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Levi Sandri.

La parole est à M. Servais.

M. Servais, président en exercice des Conseils.

— Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais vous remercier de l'invitation que vous m'avez adressée. Je l'ai acceptée d'autant plus volontiers qu'elle me permet de souligner l'importance que j'attache moi-même, tout aussi bien d'ailleurs que le Conseil de la C.E.E. et tous les gouvernements, à l'objectif ultime du traité : l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des six peuples qui forment la Communauté européenne.

Je me réjouis également de pouvoir connaître les vues de l'Assemblée dans ce domaine et, enfin, je pense que de tels contacts sont utiles et doivent permettre d'éliminer des malentendus pouvant surgir notamment dans un domaine où les mécanismes institutionnels prévus par le traité s'écartent des règles générales.

C'est dans cet esprit que j'ai suivi avec un intérêt particulier le débat sur le rapport de MM. Dittrich et Troclet, et je me propose de vous faire connaître brièvement les réflexions que m'inspirent les diverses interventions.

Rassurez-vous Mesdames, Messieurs, je n'invoquerai ni Gargantua, ni Pantagruel (*sourires*).

Je désire simplement vous dire en guise d'introduction que je m'attendais plus ou moins à l'accueil de l'Assemblée, accueil qui ne me visait pas personnellement, mais ma qualité de membre du Conseil de ministres ; que M. Merten soit rassuré, je n'espère pas recevoir de médailles.

Je dois dire que j'ai été frappé de l'unanimité avec laquelle les porte-parole des groupes se sont plaints de ce que certains ont appelé de façon quelque peu excessive, la carence totale du Conseil des ministres des affaires sociales.

Je ne doute pas, Mesdames, Messieurs, que vous ne manquerez pas de répéter ces plaintes dans chacun des vos pays respectifs.

En ce qui me concerne, je ne manquerai pas en tout cas d'en faire part à la plus prochaine occasion à mes collègues de la C.E.E.

M. Dittrich a évoqué un très grand nombre de problèmes sans doute très importants, mais dont certains relèvent non du domaine des ministres du travail, mais bien de celui des ministres de l'agriculture et du libre établissement des travailleurs indépendants. Je ne peux donc pas en parler. En ce qui concerne toutefois les pistolets de scellement, je voudrais lui dire qu'il s'agit d'une proposition dont la portée dépasse très largement les domaines techniques. Elle touche tout autant au problème de la sécurité du travail qu'aux questions de concurrence, de libre circulation des marchandises et de la reconnaissance mutuelle de certains actes administratifs des autres États membres. C'est en raison de ces

nombreux aspects que les délibérations ne sont pas encore terminées sur ce point.

Il faut, en effet, un examen approfondi avant de créer des précédents qui vaudront pour de nombreux outils et machines

M. Troclet s'est plaint de l'écran ou du matelas que constituerait le comité des représentants permanents entre les diverses activités de la Communauté.

Le comité des représentants permanents a été créé en vertu de l'article 151 du traité ; il est chargé par le Conseil de la préparation de ces délibérations.

Le Conseil ne lui a délégué aucun pouvoir de décision et il ne pourrait pas le faire. C'est donc toujours le Conseil qui porte l'entière et complète responsabilité de ses décisions.

Je voudrais enfin, Monsieur le Président, avant d'aller plus avant dans mon intervention, vous dire que je ne m'exprime pas ici en mon nom personnel, mais au nom du Conseil, plus exactement en ma qualité de président de celui-ci.

Au cours de la discussion du rapport, plusieurs membres de cette assemblée, notamment M^{lle} Lulling, MM. Troclet, Pètre, Merchiers, Sabatini, ont abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour du Conseil du 19 décembre 1966.

Je souhaite parler, tout d'abord, du problème de caractère général qui est la collaboration entre les gouvernements et la Commission dans le domaine social, prévue à l'article 118 du traité. Il était, en fait, au centre des discussions du Conseil et les orateurs lui ont attribué avec raison une particulière importance.

Pour situer mon propos, il me semble bon de rappeler que le traité n'a pas établi, comme par exemple dans les domaines de l'agriculture et des transports, une politique commune caractérisée par des décisions obligatoires du Conseil prises sur proposition de la Commission. Bien entendu, le traité a donné aux institutions de la Communauté les moyens d'action directe dans certains domaines relevant de la politique sociale, tels que la libre circulation des personnes et le Fonds social. Mais le traité réserve d'une façon générale la responsabilité de la politique sociale aux États membres, tout en les obligeant à réaliser une étroite collaboration conformément aux dispositions de l'article 118. Je crois, d'ailleurs, que c'est un peu dans ce sens que M. Dichgans s'est exprimé tout à l'heure.

Le problème de la mise en œuvre et de la réalisation de cette collaboration nous préoccupe depuis un certain temps. Les tentatives faites sous diverses formes n'ayant pas abouti à des résultats satisfaisants, votre Assemblée l'avait regretté à plusieurs reprises. Je ne pense pas qu'il soit utile d'exposer

Servais

les difficultés et les inconvénients de la situation existant avant le 19 décembre 1966. Ils étaient tels qu'ils ont conduit la présidence néerlandaise du Conseil à prendre l'initiative de présenter un mémorandum sur la politique sociale dans la Communauté et de formuler un certain nombre de suggestions pour que la collaboration prévue à l'article 118 du traité puisse être faite dans des conditions réalistes.

Vous me permettez, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de rendre hommage à M. Veldkamp, ministre néerlandais des affaires sociales, mon prédécesseur à la présidence du Conseil qui, par sa ténacité, sa volonté ferme et décidée, et, il n'est pas nécessaire de le dire, son intelligence, a permis de redonner une activité au Conseil des ministres des affaires sociales. Je me réjouis du fait que l'Assemblée a apprécié aussi cette initiative. Elle a permis, effectivement, de surmonter certaines difficultés et ouvre des perspectives pour une évolution plus fructueuse de l'avenir. Cependant, le rapporteur et plusieurs orateurs ont estimé insatisfaisants les résultats de la présidence. Je ne peux partager cette appréciation. Ces résultats me paraissent, en réalité, très importants. En fait, il a été possible de se mettre d'accord sur une solution pragmatique et certains problèmes de procédure. Cela nous permettra de trouver le chemin qui conduit à la collaboration effective entre les États membres et la Commission, sans que des problèmes de caractère institutionnel ne soient soulevés ou que la compétence des uns et des autres ne soit mise en cause.

Je suis convaincu que le nouveau départ que nous avons pris nous permettra dorénavant d'aller de l'avant et que l'Assemblée aura l'occasion d'en apprécier les résultats.

Nous avons d'ailleurs fait un premier pas très concret en déterminant un certain nombre de points sur lesquels portera immédiatement la collaboration prévue à l'article 118. Vous connaissez ces points. Ils sont mentionnés dans le communiqué publié à l'issue du Conseil du 19 décembre 1966 et qui est cité dans le rapport de MM. Dittrich et Troclet.

La Commission vient de nous transmettre ses propositions concernant la réalisation des études qui doivent être entreprises. L'examen de ces propositions est déjà entamé. D'autres points seront ajoutés à cette première liste sur la base de suggestions qui ont été formulées ou qui le seront encore par la Commission et les gouvernements.

Vous n'ignorez pas que plusieurs gouvernements ont formulé dès à présent de telles propositions et que la Commission, fin décembre 1966, a présenté une « Communication au Conseil concernant les lignes directrices des travaux dans le secteur des affaires sociales ». L'analyse du document de la Commission a été entamée selon la procédure habituelle du Conseil et je crois savoir que la Commission étalera ce document par des indications plus détaillées encore.

Je suis convaincu qu'il nous sera possible de décider très prochainement des sujets qui seront ajoutés à la liste des points devant faire, par priorité, l'objet de la collaboration prévue à l'article 118 et j'indique à l'attention de M^{lle} Lulling, de M. Pêtre et de M. Estève que, parmi ces points, figurera sans doute l'examen de la situation des marchés du travail dont l'évolution est observée avec une attention particulière par chacun des gouvernements et par la Commission.

Lors de la session de décembre du Conseil on a, en effet, insisté sur la nécessité d'un tel examen. Dans certains pays de la Communauté, une action sociale, conjuguée avec une politique économique et financière adaptée, est actuellement d'autant plus urgente que nous enregistrons un certain ralentissement de l'essor économique et que la situation sur les marchés du travail, longtemps caractérisée par une pénurie de main-d'œuvre, s'est modifiée. Dès à présent de nombreuses mesures sont prises pour rétablir le rythme de croissance économique.

La décision prise par le Conseil concernant les mesures d'ordre social en faveur des travailleurs italiens licenciés des mines de soufre a fait l'objet de deux ordres de critiques de la part de la commission sociale.

L'Assemblée se plaint du retard avec lequel cette décision a été prise. Je reconnais que l'élaboration de ces textes a pris beaucoup de temps. En effet, le protocole n° III sur lequel se fonde cette décision avait été signé le 2 mars 1960. Ensuite, en septembre 1962, les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, ont institué un comité de liaison et d'action pour l'industrie du soufre en Italie qui a présenté son rapport le 15 avril 1963. La Commission n'a pu présenter ses propositions au Conseil que le 15 avril 1965. L'Assemblée et le Comité économique et social ont donné leurs avis en septembre et octobre 1965. Le Conseil a pris sa décision le 19 décembre 1966, c'est-à-dire un an après.

C'est vrai, c'est long et cela fait beaucoup de mois. Je ne pense pas que le Conseil, eu égard à cette évolution, ait retardé particulièrement sa décision si l'on tient compte par ailleurs de la situation existant en 1965, situation que l'Assemblée connaît bien d'ailleurs.

La commission sociale a souligné que le Conseil a fondé sa décision sur une proposition présentée en « toute dernière minute » par la Commission, qui, « dans sa forme, s'éloigne considérablement des propositions sur lesquelles portait le dernier avis du Parlement sans que celui-ci ait été mis en mesure d'exprimer son opinion ».

Il est vrai que dans sa forme, la décision du Conseil s'éloigne des propositions initiales de la Commission, mais dans la substance, les mesures

Servais

fondamentales préconisées par la Commission à la suite des avis formulés par l'Assemblée et le Comité économique et social, respectivement en septembre et en octobre 1965, sont maintenues par la décision du Conseil. En effet, la déclaration conjointe du gouvernement italien et de la Commission précise bien qu'il s'agit des mêmes mesures et bénéficiaires, notamment en ce qui concerne la répartition des bénéficiaires par classes d'âge, que l'Assemblée avait approuvée dans son avis.

Je ne partage pas le point de vue de ceux qui estiment que la solution retenue soit imprégnée d'un esprit de bilatéralisme. Au contraire, les crédits nécessaires à la participation de la Communauté aux dépenses supportées par le gouvernement italien, sont inscrites dans le budget de la Communauté et une première tranche figure dans le budget 1967. Il n'a pas été possible, en raison même de la nature des dépenses qui ne sont pas prévues aux articles 123 et 125 du traité, de les inscrire à la partie du budget de la Communauté concernant le Fonds social européen.

Enfin, si le détail des opérations est renvoyé à un accord entre la Commission et le gouvernement italien, c'est une solution qui s'inspire des règles du traité de la C.E.C.A. qui a été adopté dans le souci d'assurer à ces opérations la souplesse la plus grande possible. M. Vredeling l'a d'ailleurs souligné tout à l'heure. Les deux éléments, l'intervention financière de la Communauté et la détermination des détails par la Commission et le gouvernement italien, me semblent être une solution communautaire par excellence.

Le rapporteur et plusieurs membres de l'Assemblée regrettent que le Conseil se soit borné à inviter la Commission de la Communauté à lui présenter de nouvelles propositions en vue de la mise en œuvre d'un programme de formation professionnelle accélérée et que le Conseil semble enclin à adopter une solution fondée sur des accords bilatéraux entre les États membres.

Quelle est la situation actuelle ? Le 30 juin 1965, la Commission a, pour la première fois, présenté une proposition qu'elle a fondée sur l'article 128 et sur les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle que le Conseil a adoptée en avril 1963.

Il était donc clair que cette proposition posait des problèmes de principe et nécessitait un examen particulièrement attentif du fait qu'elle risquait de constituer un précédent.

Au cours des discussions intervenues, toutes les délégations avaient assuré qu'elles étaient disposées à réaliser ce programme, mais que cette opération devait tenir compte de l'évolution du marché du

travail. Les délégations étaient, en effet, désireuses d'éviter que soient formés des travailleurs pour lesquels il n'aurait pas été possible de trouver un emploi dans leur nouvelle profession. En outre, les délégations avaient estimé qu'il convenait de répartir les charges financières pour la formation professionnelle accélérée d'une manière équitable. Enfin, les délégations étaient conscientes de la nécessité de respecter les dispositions du traité, notamment en ce qui concerne les charges financières qu'on avait proposé d'imputer au budget de la Communauté.

Toutes ces considérations ont conduit les délégations à envisager une solution qui repose sur les éléments suivants : les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil adopteraient une décision qui déterminerait le nombre global des travailleurs à former pour les différents pays, et l'importance de la contribution financière de chacun des pays qui reçoit des travailleurs compte tenu des charges supportées par l'Italie. Cette décision contiendrait, en outre, un certain nombre de dispositions de caractère général qui s'appliquent à la réalisation de la formation accélérée par les institutions italiennes, aux transferts des travailleurs et aux versements à effectuer au profit de l'Italie.

Cette décision entrerait en vigueur pour chaque pays intéressé dès que les procédures internes auront été accomplies.

Cette forme a été choisie au sein de la Communauté à plusieurs reprises et pour d'autres domaines ; elle a donné des résultats satisfaisants.

Il s'agit donc d'une décision de caractère général qui aurait été valable pour l'ensemble des travailleurs à former.

Un seul élément serait laissé ouvert : la détermination de la date à partir de laquelle les travailleurs doivent être formés pour les différents pays et le nombre des travailleurs à former dans le cadre du chiffre global.

La détermination de ces éléments devrait intervenir d'un commun accord entre les autorités compétentes du pays intéressé et de l'Italie. On avait, en effet, le souci, comme je l'ai déjà souligné, d'assurer que la formation de ces travailleurs se fasse en conformité avec le besoin effectif enregistré sur le marché du travail.

Cette solution qui interviendrait dans le cadre de l'organe communautaire, qui est le Conseil, ne me semble pas être une solution extracommunautaire, et le fait que le début de la formation professionnelle serait déterminé par les autorités responsables du marché du travail, me semble une mesure raisonnable qui devrait être sérieusement prise en considération.

Servais

La commission sociale regrette que le Conseil n'ait pas été en mesure de prendre des décisions sur l'ensemble des propositions présentées par la Commission et tendant à accroître l'efficacité du Fonds social européen. En fait, le Conseil a adopté, quant au fond, un règlement limité modifiant certaines dispositions du règlement n° 9. Bien que ce règlement s'applique à tous les travailleurs, il permet en particulier d'intervenir en faveur des travailleurs des mines de soufre en Italie.

En ce qui concerne la proposition de règlement portant modification générale et la proposition de règlement complémentaire concernant le Fonds social européen, le Conseil s'est trouvé en présence d'une situation difficile.

D'une part, il est apparu que la première proposition de règlement ne posait pas, en ligne générale, de problèmes de principe insurmontables, sauf sur un ou deux points; d'autre part, la proposition de règlement complémentaire pour laquelle la Commission proposait d'avoir recours à l'article 235 du traité reconstruit des objections de principe de la majorité des délégations. Ces délégations ont fait valoir que les dispositions proposées dans le cadre du règlement complémentaire constituaient de nouvelles missions qui ne pouvaient être confiées au Fonds social qu'après l'expiration de la période transitoire. Or, la Commission a lié ces deux propositions en indiquant qu'elles ne pourraient être adoptées séparément ou en partie sans mettre en cause l'équilibre qu'elle entendait établir.

La Commission n'a pas été en mesure de modifier, lors de la discussion du Conseil, sa façon de voir. C'est pourquoi le Conseil a convenu de procéder à un nouvel examen dans l'espoir de trouver une solution aux problèmes techniques urgents et un terrain d'accord sur les autres éléments que la Commission a inclus dans ses propositions. Cet examen est en cours, sans qu'il me soit possible de faire dès à présent des prévisions sur le résultat qui pourrait être atteint.

M^{me} Gennai Tonietti a parlé de la libre circulation des personnes. Je lui répondrai que les possibilités d'élargissement ou d'extension de la situation que nous connaissons seront examinées dès que nous serons en possession des propositions de la Commission.

M. Merten m'a posé plusieurs questions au sujet des travaux du Conseil. J'y ai déjà répondu en partie lorsque j'ai traité des problèmes concernant l'article 118.

Je voudrais vous dire également que le Conseil traitera, lors de sa prochaine session, du moins je l'espère, la question du Fonds social, celle des pistolets de scellement, la situation du marché du travail et son évolution, les substances dangereuses

et les autres propositions qui seraient faites. Il m'est difficile de préciser la date du prochain Conseil. Lors de la réunion de décembre, j'avais personnellement suggéré qu'elle puisse avoir lieu à la fin du mois de février. Il me faut cependant reconnaître que cette date ne pourra peut-être pas être maintenue, car il convient avant tout d'assurer à cette réunion une préparation sérieuse et efficace, ainsi que la plupart des orateurs en ont d'ailleurs exprimé le souhait.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me suis efforcé de répondre aux orateurs qui sont intervenus dans le débat et aux problèmes soulevés dans le rapport de MM. Dittrich et Troclet. J'espère vous avoir ainsi exposé la situation devant laquelle le Conseil a été placé le 19 décembre 1966, et vous avoir convaincus que les résultats qu'il a obtenus sont positifs et imprégnés de la volonté de poursuivre, par des mesures réalistes et efficaces, les efforts tendant à améliorer et à élever le niveau de vie des peuples qui forment la Communauté.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, voir dans ma présence à vos débats l'expression de ma volonté d'apporter à cette œuvre le meilleur de mes efforts.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling qui désire poser une question.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je remercie M. Servais de son exposé sur le problème de l'aide aux travailleurs des mines de soufre, problème dont j'ai déjà entretenu cette assemblée.

Au cours de son intervention, M. Servais a parlé d'une déclaration conjointe de la Commission et du gouvernement italien sur la manière dont seront utilisés les crédits accordés.

Je n'ai pas trouvé cette déclaration parmi les documents que j'ai pu étudier.

Or, comme il s'agit de l'affectation de crédits communautaires, je voudrais demander au ministre s'il serait possible de publier cette déclaration afin que chacun puisse en prendre connaissance et savoir exactement de quoi il s'agit.

Je pose cette question au Président du Conseil ou encore au représentant de la Commission de la C.E.E.

En effet, je ne sais pas à laquelle de ces deux personnalités je dois m'adresser. Mais étant donné qu'il s'agit d'une décision du Conseil, l'initiative doit venir, je pense, du Conseil de ministres.

M. le Président. — La parole est à M. Servais.

M. Servais, président en exercice des Conseils. — Je répondrai à M. Vredeling qu'il peut arriver qu'en raison de leur caractère certains rapports sur des travaux du Conseil n'aient pas à être publiés. J'estime toutefois qu'en cette matière il n'y aurait pas d'inconvénient à publier l'accord qui est intervenu, ceci afin que chacun, de part et d'autre, puisse en mesurer les effets.

M. Vredeling. — Merci, Monsieur le Ministre.

M. le Président. — La parole est à M. Troclet.

M. Troclet, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je tiens à remercier M. le président du Conseil des ministres des affaires sociales d'avoir accepté de bonne grâce les nombreuses critiques qui ont été adressées au Conseil et d'avoir répondu aux nombreuses questions qui lui ont été posées.

Sans doute, les membres de la commission sociale connaissent-ils, sinon toutes, du moins la plupart des réponses, car ils suivent d'aussi près que possible l'activité du Conseil et de la Commission de la C.E.E. Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de les avoir exposées à la tribune. Croyez que mon observation ne diminue en rien la portée et l'intérêt de vos réponses.

Ai-je besoin d'ajouter que, sur beaucoup de points, il est vrai, nous ne sommes pas d'accord avec l'interprétation ou la solution qui est intervenue ? Mais n'allons pas les reprendre aujourd'hui les uns après les autres, car il y aurait beaucoup à dire sur chacun d'eux. Enregistrons cependant un fait positif, la constatation que vous avez faite, Monsieur le Ministre, de l'unanimité des groupes du Parlement européen. J'espère, j'en suis même certain, que vous serez l'interprète de ce sentiment auprès de vos collègues du Conseil de ministres, pour que celui-ci prenne en considération les travaux que nous menons très sérieusement dans nos commissions spécialisées. Nous sommes heureux que vous ayez remarqué cette unanimité, c'est un fait politique d'importance.

Nous devons également constater que le dialogue est maintenant ouvert avec le Conseil de ministres. Ainsi pourrions-nous évoquer à nouveau ces problèmes et nous nous réjouissons tous de la contribution que vous avez apportée à nos débats. Nous voulons y voir la promesse d'une collaboration dorénavant beaucoup plus confiante, beaucoup plus permanente, beaucoup plus constante et positive entre le Conseil de ministre, le Parlement et naturellement la Commission exécutive.

Contentons-nous aujourd'hui de cette conclusion, sous réserve de tous les problèmes qui resteront à examiner.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 4 sont adoptés.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 2 présenté par M. Deringer et dont voici le texte :

Entre le paragraphe 4 et le paragraphe 5, insérer un paragraphe 4 bis nouveau, libellé comme suit :

« 4 bis. — estime indispensable que les partenaires sociaux soient appelés à participer dans une mesure appropriée à l'élaboration de la politique sociale commune ; »

La parole est à M. Müller, suppléant M. Deringer.

M. Müller. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il me faut d'abord vous transmettre les excuses de M. Deringer qui a, en ce moment, un entretien avec le président du Parlement et m'a prié d'exposer brièvement les motifs de son amendement.

Je ne crois d'ailleurs pas qu'un long exposé soit nécessaire. Le texte est clair et n'appelle guère de commentaires. Nous jugeons indispensable que les partenaires sociaux soient appelés à participer dans une mesure appropriée à l'élaboration de la politique sociale commune. La formule est souple et laisse pleinement au Conseil et à la Commission le choix des modalités selon lesquelles ils entendent organiser cette participation.

J'ajouterai un mot encore : ce sont surtout les employeurs qui ont pris l'initiative de cet amendement. Mais je suis profondément convaincu que les travailleurs la soutiennent et que rien ne devrait donc faire obstacle à son adoption.

Pour parler technique, je suggérerais de ne pas insérer la nouvelle version de l'amendement après le paragraphe 4 de la résolution mais plutôt après le paragraphe 6, ce qui serait plus logique. Le problème est d'ordre purement technique. Si l'amendement est adopté, nous indiquerons dans le texte définitif, pour la bonne règle, qu'il doit s'insérer après le paragraphe 6.

M. le Président. — Votre amendement est donc réservé jusqu'au vote sur le paragraphe 6.

Quel est l'avis du rapporteur ?...

M. Troclet, rapporteur. — En tant que rapporteur et en accord, je pense, avec le co-rapporteur et la commission sociale, j'accepte l'amendement car il rejoint les préoccupations de la commission.

M. Müller, vice-président de la commission sociale, propose de placer l'amendement au paragraphe 6. Je vous demande de réserver la numérotation car, tout à l'heure, je proposerai de placer l'amendement de M. Estève à un numéro 6 bis de telle sorte que celui-ci se placera en n° 7 dans le texte définitif.

Sous réserve de cette modification de numérotation, j'accepte l'amendement.

M. le Président. — Nous passons donc au paragraphe 5.

Sur ce paragraphe, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ce texte aux voix.

Le paragraphe 5 est adopté.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par M. Estève et dont voici le texte :

Insérer après le deuxième alinéa (commençant par les mots « Il constate... ») le nouvel alinéa suivant :

« — Il demande à la Commission de la C.E.E. de promouvoir une enquête notamment auprès des sociétés industrielles de produits chimiques de chacun des six pays de la Communauté, sur les fusions et concentrations projetées risquant de provoquer le chômage dans des régions agricoles sous-développées sur le plan industriel, et de proposer par la suite des mesures propres à assurer le reclassement et l'indemnisation des ouvriers licenciés. »

Sur cet amendement, je suis saisi par ailleurs d'un sous-amendement n° 3 de M. Naveau et dont voici le texte :

Dans le texte proposé par l'amendement n° 1 de M. Estève après les mots :

« ... auprès des sociétés industrielles... »

supprimer les mots :

« de produits chimiques... »

La parole est à M. Estève.

M. Estève. — J'ai expliqué dans la discussion générale l'objectif et les raisons qui ont motivé mon amendement.

J'avais prévu la réaction éventuelle d'un de nos collègues. Ce fut celle de notre ami M. Naveau et aussi de M. Sabatini qui, dans la discussion générale, ont demandé la suppression de la mention « de produits chimiques ».

Je ferai observer que si j'ai bien employé cette expression, j'ai employé aussi le mot « notamment ». Dans mon esprit, il s'agit de mener l'enquête auprès de toutes les industries de pointe. Si j'ai visé « notamment » les entreprises chimiques, c'est parce que je pense que le problème y est le plus grave et le plus urgent.

Mais pour donner satisfaction à mon collègue et ami M. Naveau, ainsi qu'à M. Sabatini, j'accepte très volontiers le sous-amendement de M. Naveau tout en demandant à la Commission de bien vouloir retenir quel fut, au départ, l'esprit de mon amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. — Autant que tous les collègues ici présents, je partage les inquiétudes évoquées par M. Estève quant au développement du chômage résultant des fusions et des concentrations d'usines pratiquées d'ailleurs selon un rythme accéléré et qui ont motivé son amendement.

Mais ces regroupements ne se limitent pas aux seules industries chimiques. C'est pourquoi, par mon sous-amendement, j'ai demandé la suppression des trois mots : « de produits chimiques ».

J'entends ainsi généraliser notre action dans toutes les industries pour assurer le reclassement et l'indemnisation des ouvriers licenciés.

M. le Président. — La parole est à M. Troclet.

M. Troclet, rapporteur. — Mais puisque M. Estève accepte le sous-amendement de M. Naveau, ce qui correspond aussi au sentiment de M. Sabatini, tenons-nous en là, étant entendu que l'attention de la Commission exécutive sera particulièrement appelée sur le problème des industries chimiques.

J'ajoute que lorsque M. Estève a eu l'obligeance de me signaler le dépôt de son amendement, je lui ai fait remarquer qu'il ne trouvait peut-être pas tout à fait sa place dans cette proposition de résolution qui s'adresse essentiellement au Conseil de ministres alors que l'action envisagée par M. Estève vise la Commission exécutive.

Néanmoins, eu égard à l'unanimité qui se dégage maintenant dans l'assemblée et qui me réjouit,

Troclet

s'agissant d'un domaine aussi important que la politique sociale, je donne également mon accord à cet amendement en suggérant toutefois qu'il vienne en n° 6 bis.

En effet, le point 6 de notre proposition de résolution s'adresse directement au Conseil. Par conséquent, ne fut-ce que du point de vue de la présentation du texte, il y a avantage à prévoir un numéro 6 bis pour un amendement qui s'adresse à la Commission de la C.E.E. Puis vient l'amendement de M. Deringer.

M. le Président. — La parole est à M. Estève.

M. Estève. — J'accepte la proposition de M. Troclet. Mon amendement deviendrait donc le paragraphe 6 bis de la proposition de résolution.

M. le Président. — Dans ces conditions, je mets aux voix le paragraphe 6.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le paragraphe 6 est adopté.

La parole est à M. Merten pour une explication de vote.

M. Merten. — (A) Dans la résolution, il n'est question que du chômage pouvant résulter de fusions et de concentrations. A mon avis, le chômage dû au fait qu'une entreprise doit fermer ses portes faute de commandes, ou encore à la suite de transformations technologiques, est tout aussi désastreux que celui, malgré tout très limité et pour ainsi dire improbable, que peuvent provoquer les opérations citées. Il se peut que les fusions et les concentrations entraînent le chômage, mais ce n'est certainement pas une règle générale.

C'est la raison pour laquelle, si là aussi des modifications sont apportées — on en arriverait ainsi à faire un texte tout nouveau — je voterai contre l'amendement car celui-ci ne porterait plus que sur des cas exceptionnels d'une importance extrêmement réduite.

M. le Président. — L'assemblée prend acte de cette déclaration.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, ce serait dommage si M. Merten était contraint de voter contre, car j'estime qu'il a raison. Il serait tellement plus simple de lui donner satisfaction en ne parlant pas uniquement de fusions et de concentrations, mais en rédigeant le texte comme suit : « sur les fermetures, reconversions, fusions et concentrations d'entreprises ».

De cette manière, je pense que la voix de M. Merten pourrait nous être acquise.

M. le Président. — M. Vredeling propose par un sous-amendement oral de substituer aux mots « fusions et concentrations projetées » les mots « fermetures, reconversions, fusions et concentrations d'entreprises ».

Je mets aux voix l'amendement n° 3 de M. Naudeau.

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix le sous-amendement oral de M. Vredeling.

Le sous-amendement est adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° 1 de M. Estève, modifié par les deux textes qui viennent d'être adoptés.

L'amendement n° 1 est adopté. Il devient le nouveau paragraphe 7.

Je mets aux voix l'amendement n° 2 de M. Deringer, dont le vote avait été réservé.

L'amendement est adopté. Il devient le nouveau paragraphe 8.

Sur l'ancien paragraphe 7, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ce texte aux voix.

Le paragraphe 7 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les différents amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur les perspectives de la politique sociale européenne à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966

Le Parlement européen,

— vu le rapport fait au nom de sa commission sociale par MM. Dittrich et Troclet (doc. 171),

Président

- se référant aux débats qui ont lieu au cours de sa session de novembre 1966 et aux résolutions adoptées à cette occasion, dans lesquels l'inactivité du Conseil dans le domaine social et de la protection sanitaire a été vivement critiquée ⁽¹⁾,

1. Prend acte du fait que les six ministres des affaires sociales se sont réunis le 19 décembre 1966 ;

2. Apprécie l'initiative :

- de la présidence du Conseil qui a soumis un mémorandum concernant la politique sociale dans la C.E.E., pouvant contribuer à une relance de l'action communautaire dans le domaine social ;
- de la Commission de la C.E.E. qui, en vertu de sa mission de promouvoir une collaboration entre les États membres dans le domaine social, a soumis au Conseil, à l'issue de la session du 19 décembre, des « lignes directrices » dont l'étude mérite d'être approfondie ;

3. Constate que les résultats concrets de cette session sont décevants aussi bien sur le plan des principes généraux que sur le plan social pratique, du fait que :

- la seule décision formelle prise en faveur des travailleurs italiens licenciés des mines de soufre s'écarte considérablement de l'avis rendu antérieurement par le Parlement européen ;
- aucune décision n'est intervenue pour une série de mesures importantes et urgentes — dont la réforme du Fonds social européen — au sujet desquelles le Conseil de ministres est saisi, dans certains cas depuis plus de deux ans, de propositions de la part de l'exécutif, ainsi que des avis du Parlement et du Comité économique et social ;

4. S'élève avec vigueur contre les tendances qui se sont manifestées au cours de cette session du Conseil de ministres et qui aboutiraient à une détérioration des mécanismes de la Communauté :

- en généralisant l'intervention et en étendant les pouvoirs du Comité des représentants permanents ;
- en ne prenant pas suffisamment en considération les avis et propositions du Parlement européen et des autres instances communautaires ;
- en donnant la préférence à des procédures bi- ou multilatérales *ad hoc* plutôt qu'à des mesures communautaires qui sont conformes aux traités et trouvent leurs bases politiques et juridiques dans les engagements que les États membres y ont souscrits ;

5. S'étonne que le Conseil de ministres remette en question la mesure de collaboration au sujet des matières citées à l'article 118 du traité, des procédures à suivre et des moyens pour sa mise en œuvre, nonobstant le fait qu'en octobre 1963 déjà « un point de vue commun s'est dégagé entre les représentants des gouvernements » en ce qui concerne la mise en œuvre de cet article ;

6. Attend du Conseil qu'au cours de sa prochaine session qui, selon ses propres engagements, aurait dû se tenir avant la fin du mois de janvier 1967,

- il statue sur tous les problèmes sociaux et du domaine de la protection sanitaire, dont il est actuellement saisi,
- il arrête un programme substantiel d'action prioritaire dans le domaine social, et de la protection sanitaire ;
- il fixe un calendrier pour ses prochaines sessions, prévoyant des rencontres dont la périodicité serait régulière ;

(1) J.O. n° 232 du 16 décembre 1966.

Président

7. Demande à la Commission de la Communauté économique européenne de promouvoir une enquête notamment auprès des sociétés industrielles de chacun des six pays de la Communauté, sur les fermetures, reconversions, fusions et concentrations d'entreprises risquant de provoquer le chômage dans des régions agricoles sous-développées sur le plan industriel, et de proposer par la suite des mesures propres à assurer le reclassement et l'indemnisation des ouvriers licenciés ;

8. Estime indispensable que les partenaires sociaux soient appelés à participer dans une mesure appropriée à l'élaboration de la politique sociale commune ;

9. Charge son président de transmettre au Conseil de ministres ainsi qu'à la Commission de la C.E.E. la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite.

7. Prévention des accidents du travail

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire, sur les problèmes de la prévention des accidents du travail dans la Communauté (doc. 155).

La parole est à M. Hansen, rapporteur.

M. Hansen, rapporteur. — Au nom de la commission de la protection sanitaire, je vais avoir l'honneur de présenter d'abord le rapport que j'ai établi à la suite du « Séminaire sur les aspects psycho-éducatifs de la prévention des accidents du travail » qui a été organisé à Bruxelles, du 14 au 16 juin 1966, par l'exécutif de la Communauté économique européenne ; et de défendre ensuite la proposition de résolution que nous serions heureux, mes collègues de la commission de la protection sanitaire et moi-même, de voir adopter par le Parlement européen.

Pour le premier point — le rapport même —, je serai bref : mon exposé oral sera aussi court que le rapport écrit est long.

Par contre, j'insisterai sur la proposition de résolution. Je m'efforcerai de mettre clairement en lumière les idées générales qui se trouvent à la base de la rédaction de ce texte.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, oui, le rapport qui vous a été remis est long. Pourquoi ? Parce que la commission de la protection sanitaire a tenu à ce que vous soyez informés, aussi complètement que possible, des résultats du séminaire où — ainsi que la commission sociale — elle a été représentée.

Or, les participants ont abordé tous les aspects psycho-éducatifs de la prévention des accidents : ils n'en ont laissé aucun dans l'ombre ; ils ont fait le point des connaissances et des expériences qui sont actuellement disponibles.

Le rapport devait résumer l'ensemble des travaux. Mais je ne pense pas que vous attendiez de moi qu'ici, aujourd'hui, je résume un résumé. Le second résumé serait, comme le premier et comme le séminaire lui-même, très technique. La technique, c'est l'affaire des experts. Notre tâche, à nous, est politique.

Bornons-nous donc, si vous le voulez bien, à considérer le rapport comme une documentation que chacun de nous consultera de temps en temps pour répondre à certaines questions qui ne manqueront pas de se présenter.

Je suggère que nous ne nous attardions pas sur le rapport. Nous servirons plus efficacement les travailleurs en nous occupant tout de suite de la résolution, dans laquelle nous exprimerons la volonté politique du Parlement européen.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, notre volonté politique, c'est que la Communauté devienne — avant toute autre chose — la mise en commun de la sécurité. Pour cela, nous devons exercer une influence sur les gouvernements et sur la Commission de la C.E.E.

La résolution qui vous est proposée s'adresse à la Commission de la C.E.E. Elle lui demande, en fait, d'agir dans trois directions : la réglementation, la coordination, la diffusion.

Il faut d'abord que la Commission élabore des recommandations sur les buts à atteindre et des directives sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces buts.

S'il est un domaine pour lequel un effort peut être exigé, c'est bien celui de la prévention des accidents du travail.

La justification sociale de cet effort est évidente. Ce qui est en jeu, c'est la santé, l'intégrité physique et la vie de millions d'êtres humains. La société a

Hansen

un devoir impératif à l'égard de chacun de ses membres.

Si on oublie la morale politique (et la morale tout court) pour s'en tenir à des considérations d'un caractère purement économique, les arguments ne manquent pas non plus.

La Haute Autorité a effectué une enquête sur le coût des accidents dans la sidérurgie. Les résultats sont éloquentes. Rien n'est aussi cher que les économies qui sont réalisées aux dépens de la sécurité.

L'expérience prouve en outre que les entreprises où la prévention des accidents fait l'objet de soins attentifs sont en même temps des entreprises où la production est bien organisée, des entreprises prospères.

Ensuite, il faut que la Commission de la C.E.E. coordonne les réglementations au niveau de la Communauté.

Dans un domaine où les problèmes qui se posent sont rigoureusement identiques d'un pays à l'autre, la Commission n'aurait aucune excuse si elle ne parvenait pas à faire adopter très vite, par tous les gouvernements, les mêmes dispositions réglementaires.

Bien entendu, l'harmonisation n'est pas un but en soi. Elle ne nous intéresse que dans la mesure où elle s'opère vers la haut ; c'est-à-dire dans le sens du progrès.

Enfin, il faut que la Commission de la C.E.E. entreprenne une vaste campagne de diffusion.

Il faut qu'elle s'attache à faire connaître dans tous les pays de la Communauté les résultats qui ont été obtenus dans chacun d'eux. La moindre réussite de chacun doit profiter à tous. Aucune réussite ne doit être perdue. Ce qui a été réussi doit immédiatement franchir les frontières, avec l'aide de l'exécutif européen.

Je ne pense pas seulement aux lois, aux décrets et aux ordonnances. Je pense également aux installations et aux procédés techniques, aux moyens de protection individuelle et au matériel de formation et de propagande.

Il est inadmissible, par exemple, que des difficultés douanières ralentissent et — pratiquement — empêchent encore les échanges intracommunautaires des films qui visent à répandre l'esprit de sécurité parmi les travailleurs.

La promotion de la sécurité ne dépend pas uniquement de l'amélioration des machines et des outils ; elle est aussi fonction de la formation et surtout de la conviction des hommes qui travaillent sur ces machines et avec ces outils.

Par conséquent, on ne doit rien négliger pour enseigner la prévention aux travailleurs et pour les persuader de lui accorder toute leur attention.

La sécurité ne saurait se passer de l'adhésion permanente et enthousiaste de l'ensemble des travailleurs.

Monsieur le Président, je vous demande la permission d'appeler l'attention du Parlement européen sur l'importance de la recherche.

Ce faisant, je ne sortirai pas du sujet qu'il convenait de traiter ; au contraire, je lui donnerai sa véritable conclusion logique.

On n'en aura jamais fini avec la sécurité. En effet, il faudra toujours adapter les différents moyens de l'assurer : il faudra toujours les adapter aux techniques, dont l'évolution est ininterrompue et qui créent sans cesse des situations nouvelles.

Mais ne considérons que l'état actuel des techniques...

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques des accidents pour apercevoir les lacunes qui subsistent dans le domaine de la sécurité et pour mesurer l'effort qui reste à accomplir en matière de prévention. Les connaissances — théoriques et pratiques — ne sont pas encore satisfaisantes. Si des résultats appréciables ont été obtenus, de nombreux problèmes réclament encore des solutions et de nombreuses questions restent encore sans réponse. Sur bien des points, les experts n'ont pas encore dépassé le stade des évidences élémentaires ou des vérités premières et des notions incertaines, fragmentaires, sommaires ou provisoires. Ils en sont parfaitement conscients, et ils ne demandent qu'à travailler. A nous de les y aider !

Les recherches, tant fondamentales qu'appliquées, sont indispensables pour faire diminuer le nombre des accidents.

Heureusement, il existe une institution communautaire à laquelle, dans le domaine de la recherche, le traité qui la régit confère une mission impérative et assure la possibilité de remplir cette mission. Cette institution communautaire, c'est la Haute Autorité de la C.E.C.A.

La politique que la Haute Autorité mène en matière de recherche ne résulte pas d'un choix délibéré de sa part, d'un choix sur lequel elle serait libre de revenir. La Haute Autorité est liée par le traité de Paris. Sa politique de la recherche lui est formellement imposée par le traité.

Ce traité fournit également à la Haute Autorité les moyens de contribuer d'une façon décisive à la réalisation de recherches.

Mon rapport signale deux recherches qui ont été effectuées grâce au concours de la Haute Autorité :

Hansen

l'une est relative à la genèse des accidents et l'autre concerne les travailleurs migrants. Il est normal toutefois qu'un texte qui se propose de rendre compte d'une initiative de la Commission de la C.E.E. ne fasse pas une place plus large à la Haute Autorité.

Cependant, il convient de ne pas oublier que, dans le domaine limité qui nous occupe aujourd'hui, la Haute Autorité a lancé un nombre élevé de recherches.

J'énumérerai quelques thèmes: moyens de protection individuelle (inconvenients qui détournent souvent les travailleurs de les utiliser et perfectionnements à apporter pour que les réticences des travailleurs deviennent sans objet), développement de l'esprit de prévention au cours de la formation professionnelle et facteurs humains de la sécurité.

Je mentionnerai en outre le vaste programme de recherches ergonomiques qui est en cours d'exécution.

L'activité de recherche de la Haute Autorité — de même qu'une grande partie des travaux de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille — n'intéresse pas seulement les mines et la sidérurgie. Elle intéresse aussi, dans une large mesure, toutes les industries: la plupart des acquisitions qu'on doit aux différents programmes qui concernent directement les mines et la sidérurgie sont applicables dans les autres secteurs.

Si une œuvre impressionnante a pu être accomplie à Luxembourg, c'est essentiellement parce que la Haute Autorité dispose, en vertu du traité de Paris, de ressources financières qui lui permettent de subventionner des recherches.

On comprend que les syndicats ouvriers insistent d'une part, pour que, jusqu'à la fusion des exécutifs, l'activité de recherche de la Haute Autorité ne subisse ni réduction ni ralentissement; d'autre part, pour que, après la fusion, l'exécutif unique soit doté d'une autonomie financière qui rende possible le financement communautaire des recherches sociales.

Je suis certain que le Parlement européen, unanime, partage le double souci des syndicats.

Pour la recherche, il ne veut pas être le témoin dans l'immédiat, d'une démission de la Haute Autorité, et, dans un avenir plus ou moins rapproché, d'une démission de l'Europe elle-même.

Nous pensons tous que les impératifs sociaux doivent prendre le pas sur les contingences budgétaires.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Dittrich. — (D) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'objet des remerciements que je me dois d'exprimer au nom du groupe démocrate-chrétien est double.

Ma gratitude va tout d'abord à la Commission de la C.E.E. qui a admirablement organisé le séminaire sur la prévention des accidents du travail, séminaire qui s'est ouvert sur un discours de Monsieur le vice-président Levi Sandri, présent parmi nous aujourd'hui. Ensuite il me faut remercier également le rapporteur pour le document extrêmement fouillé qu'il a présenté. Notre reconnaissance va aussi à Monsieur le président du Parlement, qui a chargé la commission de la protection sanitaire d'élaborer ce rapport. J'ose espérer que le nombre, à cette heure fort réduit, des auditeurs n'est pas symptomatique du sort qui sera réservé au document. Nous souhaitons que le rapport sur le séminaire important qui s'est déroulé l'an passé connaisse une large diffusion. Même l'expert en la matière pourra tirer profit de sa lecture.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, je puis déclarer que, tout d'abord, il serait souhaitable d'organiser à des intervalles réguliers et en coopération avec le Bureau international du travail, une conférence européenne sur les problèmes de la prévention des accidents du travail et de la sécurité du travail. Ensuite, nous voudrions qu'une commission soit chargée d'établir des normes communautaires uniformes pour le contrôle des dispositifs de protection et d'élaborer les prescriptions nécessaires pour de nouveaux contrôles. En troisième lieu, il conviendrait d'établir, sur la base des travaux de cette commission, des directives et des recommandations visant à normaliser l'équipement protecteur des travailleurs des diverses professions. En quatrième lieu, il faudrait arrêter, aussi rapidement que possible, une réglementation communautaire sur la présentation et l'usage de la signalisation de sécurité.

En conclusion, je dirai que le groupe démocrate-chrétien se réjouirait particulièrement si tous ceux qui sont chargés de protéger les travailleurs contre les accidents du travail pouvaient élargir leurs connaissances à la lecture de ce rapport.

Mon groupe adoptera la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (I) Monsieur le président, que le Parlement sache que la Commission exécutive a

Levi Sandri

beaucoup apprécié le rapport de M. Hansen. C'est avec un intérêt particulier que M. Hansen a suivi le séminaire sur la prévention des accidents, et son rapport, ouvrage important et circonstancié, est un fidèle reflet du déroulement des travaux. Je partage entièrement l'opinion de M. Dittrich selon laquelle le document mérite la diffusion la plus large et devrait être porté à la connaissance du plus grand nombre possible de personnes intéressées.

La Commission de la C.E.E. se félicite de ce que le Parlement ait été représenté à ce séminaire. Elle remercie vivement la commission de la protection sanitaire et son président, M. Dittrich, d'avoir voté à l'unanimité la résolution dont en ce moment cette assemblée est saisie.

Le séminaire avait pour but de permettre un échange de vues et d'informations touchant les principaux problèmes que pose, dans les États membres, un des aspects particuliers de la prévention des accidents. Le problème de la prévention est immense et notre séminaire n'a voulu en considérer qu'un aspect particulier, celui qui consiste à aider les travailleurs à prendre conscience du danger et à mettre au point les méthodes et les moyens pour y faire face.

La Commission de la C.E.E. ne peut que partager l'opinion du rapporteur sur les différents problèmes et sur la nécessité de trouver des solutions à l'échelle communautaire. Naturellement, les questions soulevées au cours de ce séminaire sont nombreuses ; l'action communautaire devra donc nécessairement s'échelonner dans le temps et respecter un certain ordre de priorité.

A ce propos, je puis assurer le Parlement qu'un inventaire des suggestions et des propositions formulées au cours du séminaire — et notamment de toutes les propositions faites par le rapporteur —

a déjà été soumis aux experts par les services de la Commission ; l'examen approfondi de chaque proposition permettra de fixer l'ordre de priorité.

Je puis affirmer encore que les services de la Commission ont déjà commencé à étudier certains problèmes soulevés au cours du séminaire, problèmes précisément qui figurent dans le rapport de M. Hansen.

Enfin, je puis assurer le Parlement que, dans les limites bien entendu, des moyens dont nous disposons, nous veillerons à ce que les différentes suggestions et propositions soient mises en pratique dans les plus brefs délais.

Je conclus, Monsieur le Président, en faisant remarquer que, par le niveau scientifique des discussions, la façon *up to date* de situer les problèmes, les interventions riches d'expérience, le caractère objectif des débats et surtout par l'assiduité et l'unanimité dont les participants ont fait preuve jusqu'à la fin, les journées du séminaire sur la prévention des accidents ont constitué de véritables journées d'étude européenne dans l'acception la plus large du terme. Je suis heureux que grâce aux travaux de sa commission de la protection sanitaire et du jugement que celle-ci a porté sur cette manifestation, le Parlement ait été en mesure de l'apprécier.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Levi Sandri.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur les problèmes de la prévention des accidents du travail dans la Communauté

Le Parlement européen,

- vu les travaux du séminaire sur la prévention des accidents du travail, organisé par la Commission de la C.E.E. du 14 au 16 juin 1966 à Bruxelles,
- vu le rapport de sa commission de la protection sanitaire (doc. 155),
- considérant que la Communauté doit coordonner efficacement ses mesures de prévention des accidents du travail et arrêter des dispositions harmonisées,

1. Se félicite de ce que la Commission de la C.E.E. a pris l'initiative d'organiser un séminaire sur la prévention des accidents du travail, celui-ci constituant un premier pas vers une réglementation coordonnée de toutes les questions qui se posent au niveau communautaire dans le domaine de la prévention des accidents ;

Président

2. Estime nécessaire que la Commission de la C.E.E. organise à intervalles réguliers, et en collaboration avec le Bureau international du travail, des rencontres européennes sur les problèmes de la prévention des accidents et de la sécurité du travail ;

3. Invite la Commission de la C.E.E. à arrêter des directives et des recommandations visant à normaliser les moyens de protection individuelle des travailleurs dans les différentes professions ;

4. Suggère que la Commission de la C.E.E. charge un comité d'établir des normes communautaires uniformes pour le contrôle des moyens de protection et élabore, le cas échéant, des dispositions prévoyant de nouveaux contrôles ;

5. Demande à la Commission de la C.E.E. d'arrêter au plus tôt une réglementation harmonisée pour la création et l'utilisation des signaux de sécurité ;

6. Propose à la Commission de la C.E.E. d'instituer un groupe d'experts chargé d'examiner régulièrement tous les problèmes qui se posent au sujet des films relatifs à la sécurité ; la Commission de la C.E.E. devra, sur la base des résultats obtenus par ce groupe, prendre les mesures qui s'imposent ;

7. Insiste expressément pour que la Commission de la C.E.E. demande au Conseil de ministres d'autoriser de nouveaux postes à l'organigramme pour sa division « Sécurité et hygiène du travail », afin que cette division puisse être considérablement renforcée et soit à même de remplir à brève échéance les tâches de plus en plus nombreuses que lui impose l'harmonisation des dispositions de la prévention des accidents du travail ;

8. Encourage la Commission de la C.E.E. à favoriser la formation d'un esprit de sécurité et à activer et intensifier ses travaux dans le domaine de la prévention des accidents du travail et l'assure à cet égard de son appui total ;

9. Demande à la Commission de la C.E.E. de faire tout ce qui est en son pouvoir pour satisfaire le plus rapidement possible aux exigences mentionnées dans le rapport de sa commission de la protection sanitaire ;

10. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la Communauté économique européenne et de veiller à une large distribution du présent document dans tous les milieux de la Communauté.

8. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi 2 février 1967, avec l'ordre du jour suivant :

11 h 45 :

— Exposé de M. Marjolin, au nom de la Commission de la C.E.E., sur la situation économique de la Communauté.

15 h :

— Rapport de M. Lückner sur le marché mondial du sucre ;

— rapport de M. Klinker sur l'organisation des marchés du sucre ;

— rapport de M. Dupont sur les prix communs des céréales ;

— rapport de M. Richarts sur les prix à l'importation de la viande bovine ;

— rapport de M. Estève sur la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré ;

— rapport de M. Vredeling sur un règlement concernant le concours du F.E.O.G.A ;

— rapport de M. Bading sur l'enquête de base en France et en Italie.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 20)

SÉANCE DU JEUDI 2 FÉVRIER 1967

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	118	lèvement. — Discussion d'un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commis- sion de l'agriculture :	
2. Composition des commissions	118	M. Richarts, rapporteur	142
3. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence..	118	M. Mansholt, vice-président de la Com- mission de la C.E.E.....	143
4. Situation économique de la C.E.E. — Exposé de M. Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. :		Adoption d'une proposition de résolution	143
MM. Marjolin, van Campen. — Renvoi de cet exposé à la commission écono- mique et financière	118	Texte de la résolution adoptée	143
5. Nombre et composition des commissions du Parlement européen. — Discussion d'urgence d'une proposition de résolution de MM. Illerhaus, Metzger, Terrenoire et Brunhes :		10. Directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré. — Discussion d'un rapport de M. Estève, fait au nom de la commission de l'agri- culture :	
M. Illerhaus	127	M. Estève, rapporteur.....	145
Adoption de la proposition de résolution	128	Adoption d'une proposition de résolution	145
Texte de la résolution adoptée	128	Texte de la résolution adoptée	145
Suspension et reprise de la séance	129	11. Règlement concernant le concours du F.E.O.G.A. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commis- sion de l'agriculture :	
6. Ordre des travaux : MM. Vredeling, le Président	129	Adoption d'une proposition de résolution	149
7. Marché mondial du sucre. — Discussion d'un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture :		Texte de la résolution adoptée.....	149
M. Lückner, rapporteur	129	12. Règlement concernant l'exécution de l'en- quête de base en France et en Italie. — Discussion d'un rapport de M. Bading, fait au nom de la commission de l'agri- culture :	
M. Vredeling, rapporteur pour avis de la commission du commerce extérieur		M. Bading, rapporteur,.....	150
M. Mansholt, vice-président de la Com- mission de la C.E.E.	132	Adoption d'une proposition de résolution	151
Explication de vote : M. Kriede- mann	136	Texte de la résolution adoptée	151
Adoption d'une proposition de résolution	136	13. Dépôt d'un document avec demande de discussion d'urgence	152
Texte de la résolution adoptée	137	14. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre. — Discussion d'ur- gence d'un rapport oral de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agri- culture :	
8. Règlement relatif aux prix communs des céréales. — Discussion d'un rapport de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture :		MM. Vredeling, vice-président de la commission de l'agriculture ; Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Dupont, Vredeling, Mansholt, Vredeling, le Président	153
M. Dupont, rapporteur	138	Renvoi au lendemain du vote sur la proposition de résolution.....	155
Adoption d'une proposition de résolution	139	15. Ordre du jour de la prochaine séance ..	155
Texte de la résolution adoptée	139		
9. Règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du pré-			

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 11 h 45)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe socialiste une demande tendant à nommer :

— M. Dröscher, membre de la commission de l'agriculture ;

— M. Behrendt, membre de la commission économique et financière, en remplacement de M. Dröscher, et membre de la commission sociale en remplacement de M. Preti ;

— M. Seifriz, membre de la commission politique.
Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces nominations sont ratifiées.

3. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence

M. le Président. — J'ai reçu de MM. Illerhaus, Metzger, Terrenoire et Brunhes une proposition de résolution relative au nombre et à la composition des commissions du Parlement européen.

Ce document a été imprimé et distribué sous le numéro 181.

Conformément à l'article 15 du règlement, je propose que la discussion de cette proposition de résolution ait lieu selon la procédure d'urgence, sans renvoi en commission.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

Je propose d'inscrire cette discussion à la fin de l'ordre du jour de ce matin.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

4. Situation économique de la C.E.E.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé fait au nom de la Commission de la C.E.E. sur la situation économique de la Communauté au cours de l'année 1966 et sur les perspectives pour l'année 1967.

La parole est à M. Marjolin.

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, étant donné que le Parlement a débattu récemment des problèmes de la politique économique à moyen terme et de la politique monétaire, je me limiterai aujourd'hui à un exposé sur la situation de l'économie européenne et sur ses perspectives.

La situation est en effet cette année particulièrement complexe et les prévisions dont je vais faire état sont plus incertaines que d'habitude.

J'éviterai, dans toute la mesure du possible, d'entrer dans le détail, et je renverrai, pour des informations plus complètes, au quatrième rapport trimestriel, pour 1966, sur la situation économique de la Communauté qui vient d'être publié par la Commission de la C.E.E.

Le Parlement sait que le Conseil de ministres, le 20 décembre 1966, a adopté sur proposition de la Commission une recommandation adressée aux États membres sur leur politique économique et financière.

Je dois dire aujourd'hui, au nom de la Commission, que cette recommandation est satisfaisante dans l'ensemble, bien qu'elle ne contienne pas tout ce que l'exécutif aurait désiré et que ce qu'elle contient ne soit pas toujours exprimé aussi nettement que l'exécutif l'aurait souhaité.

Si l'on examine l'évolution de la conjoncture en 1966, on peut dire que, d'un point de vue global, l'année dernière a certainement été bonne pour la Communauté sur le plan de l'expansion économique.

En effet, le produit brut a augmenté de 4,5 p. 100 en termes réels, contre 4 p. 100 en 1965.

Cette constatation — ajoutée à une longue suite d'améliorations dont j'ai fait état année après année devant le Parlement et qui montre la vitalité de l'économie communautaire — doit cependant être nuancée si l'on considère, d'une part, l'évolution en cours d'année, et, d'autre part, la situation des divers pays membres. C'est ainsi que la croissance économique a marqué un ralentissement considérable dans la république fédérale d'Allemagne, et je n'hésite pas à dire que cela a été le fait nouveau le plus important de l'année, étant donné le poids spécifique de l'économie allemande en Europe. En raison des relations commerciales de plus en plus étroites que l'Allemagne entretient avec les pays

Marjolin

du Benelux, l'économie de ces derniers pays a subi le contrecoup de cette évolution. En revanche, l'expansion économique s'est poursuivie en Italie et en France à un rythme rapide.

Je voudrais, pour illustrer cette situation, souligner que l'augmentation du produit national brut en termes réels a été ramenée de 4,8 p. 100 en 1965 à environ 3 p. 100 dans la république fédérale d'Allemagne, de 5,4 à 4,5 p. 100 aux Pays-Bas et de 3,3 p. 100 en Belgique. Le taux d'augmentation est demeuré relativement bas (moins de 2 p. 100 au grand-duché de Luxembourg. Par contre, des progrès importants ont été enregistrés en France et en Italie (environ 5,5 p. 100 en 1966, contre 3,4 p. 100 en 1965).

Il importe maintenant que nous nous demandions quelles sont les raisons ayant entraîné ce ralentissement, lequel détermine, en partie comme je viens de le dire, l'évolution analogue observée dans d'autres pays de la Communauté. La république fédérale d'Allemagne avait connu en 1964, un essor économique exceptionnel, aboutissant en 1965 à l'apparition d'un excès caractérisé de la demande. Vous vous rappellerez, peut-être, que j'ai attiré votre attention — il y a un an exactement — sur les dangers que comportait une telle situation et sur la probabilité d'un net affaiblissement de l'activité d'investissement, dont les signes précurseurs commençaient déjà à se manifester à cette époque. Dans le courant de l'année 1966, cet affaiblissement s'est transformé en recul, en termes absolus, et a naturellement modéré de plus en plus la croissance d'autres éléments de la demande intérieure, en particulier de la consommation des ménages. Toutefois, l'effet produit par ce retournement a été atténué par l'essor économique de l'Italie et de la France et par la conjoncture mondiale favorable, qui ont fortement stimulé les exportations allemandes.

On voit mal comment ce ralentissement de la croissance économique et la tendance à la réduction des investissements directement productifs dans la République fédérale, auraient pu ne pas se produire, si l'on considère l'état de tension dans lequel se trouvaient encore, au premier semestre de 1966, tant le marché de l'emploi que les marchés financiers, et si l'on tient compte de l'affaiblissement des progrès de la productivité et de la pression croissante sur les marges bénéficiaires des entreprises.

Bien entendu, une telle situation nécessitait une politique économique de lutte contre les développements inflationnistes, mais du fait que cette action a été poursuivie essentiellement par les moyens de la politique monétaire, ses effets sur les investissements ont été beaucoup plus accentués que si une politique de freinage graduel, à travers les budgets des administrations publiques, avait été mise en œuvre. C'est là, la doctrine constante de l'exécutif, à l'égard des situations inflationnistes.

Aux Pays-Bas, et dans une moindre mesure, en Belgique, principalement durant la seconde moitié de 1966, l'expansion économique s'est également ralentie. La cause en a été non seulement celle que j'ai déjà évoquée, à savoir l'évolution des exportations de ces pays vers la république fédérale d'Allemagne, mais aussi le développement de la conjoncture intérieure. En effet, si l'expansion de la demande intérieure est demeurée vive dans les deux pays, pendant la majeure partie de 1966, depuis quelques mois sa progression montre également des signes d'affaiblissement par suite, notamment, des difficultés de financement qui freinent les investissements aux Pays-Bas, et d'un certain affaiblissement de l'expansion des revenus des ménages en Belgique.

Au Grand-duché, la conjoncture peu favorable du marché sidérurgique, sur laquelle je ne m'étendrai pas dans cet exposé, parce que la question a été évoquée en d'autres occasions, a continué de peser sur l'activité économique, dont les progrès n'ont été soutenus que par l'accroissement des dépenses de consommation ainsi que des investissements du secteur public.

Je puis être bref en ce qui concerne la France et l'Italie, dont l'évolution économique en 1966 présente de nombreuses analogies. Dans les deux pays, la croissance a été régulière et rapide, favorisée par un essor des investissements directement productifs des entreprises et par une expansion accélérée de la consommation des ménages. Bien que le développement des exportations ait encore été considérable, surtout en Italie, il s'est néanmoins ralenti au cours de l'année, sous l'effet notamment de la conjoncture allemande.

L'évolution de la demande et de l'activité dans la construction, dont la conjoncture est souvent déterminée par d'autres facteurs que la conjoncture générale, constitue une ombre dans ce tableau par ailleurs favorable, encore qu'une nette amélioration ait pu être constatée en Italie vers la fin de l'année. Je rappellerai également, pour que mon exposé soit complet, les difficultés structurelles profondes, dont souffrent, dans la Communauté, d'autres industries très importantes, telles que les charbonnages et la sidérurgie.

Je voudrais maintenant aborder, Monsieur le Président, la situation du marché de l'emploi.

Le ralentissement de la croissance économique en Allemagne et dans le Benelux n'a pas entraîné, immédiatement, une détente caractérisée sur le marché de l'emploi, mais dès la fin de 1966, la situation avait changé.

Dans la république fédérale d'Allemagne, le mouvement d'augmentation du chômage est devenu nettement perceptible au début de l'automne.

Au cours des derniers mois de 1966, le nombre de chômeurs s'est sensiblement accru. C'est ainsi que,

Marjolin

pour la première fois depuis 1959, il a dépassé, en décembre, le nombre des offres d'emploi non satisfaites, pour atteindre un peu plus de 1 p. 100 de la population active. On notera cependant que ce chiffre n'a pas été corrigé pour tenir compte des variations saisonnières. En outre, dans certaines branches d'activité, les charbonnages par exemple, le chômage a incontestablement un caractère structurel. L'affaiblissement de l'offre d'emploi émanant des entreprises allemandes s'est également traduit par une diminution de l'immigration nette de travailleurs étrangers, qui pourrait avoir fait place à une émigration nette.

Je voudrais faire ici une remarque que l'exécutif considère comme importante. Dans ce contexte des migrations des travailleurs à l'intérieur de la Communauté se pose un problème extrêmement important : celui de l'application d'un traitement identique à la main-d'œuvre nationale et à la main-d'œuvre originaire d'autres pays de la Communauté en cas de licenciement.

Outre que ce traitement égal est conforme à l'esprit communautaire, il ne serait assurément ni dans l'intérêt des entreprises ni dans celui de l'ensemble de l'économie, d'appliquer des critères discriminatoires.

Le chômage s'est également accru en Belgique et aux Pays-Bas, d'une façon modérée dans le premier de ces pays et plus accentuée dans le second, en raison de l'important accroissement de la population active.

C'est également ce dernier facteur qui explique essentiellement pourquoi le nombre de chômeurs n'a pas sensiblement diminué en France ou a même eu tendance à augmenter par moments, malgré les progrès sensibles de la production et, aussi, plus récemment de l'emploi. En revanche, en Italie, après une période d'hésitation au début de 1965, le nombre de chômeurs a commencé de diminuer ; cependant, le taux de chômage y demeure encore le plus élevé de la Communauté, compte tenu du chômage de caractère structurel.

Le rôle des échanges intracommunautaires en 1966 mérite d'être souligné. Leur expansion a été un peu moins forte peut-être qu'en 1965, mais ils ont cependant joué un rôle important, je serais presque tenté de dire décisif, en tant que facteur de croissance et d'équilibre sur le plan communautaire. L'évolution dynamique de la demande émanant de la France et de l'Italie a soutenu l'activité économique dans les autres pays de la Communauté, principalement dans la république fédérale d'Allemagne, tandis que le ralentissement des importations de ce dernier pays a contribué à modérer les tensions existant dans d'autres pays membres.

Je passerai rapidement sur la question des comptes extérieurs de la Communauté.

On a observé une légère amélioration de la balance des paiements courants. Malgré ce phénomène, l'afflux de liquidités en provenance de l'extérieur n'a pas pris les proportions excessives qu'il avait eues souvent au cours des dernières années, constituant alors un facteur d'inflation. En effet, par suite notamment du « programme de restrictions volontaires » en matière d'exportations de capitaux appliqué aux États-Unis, du fait aussi des restrictions en vigueur au Royaume-Uni et de la hausse des taux d'intérêt à l'extérieur de la Communauté, les importations de celle-ci en capitaux privés ont été limitées.

J'aborde maintenant ce qui, depuis des années vient au premier rang de nos préoccupations : les prix et les coûts de production.

Ceux qui, au vu des conditions économiques que je viens de décrire, se seraient attendus à un net ralentissement de la hausse des prix en 1966, seront certainement déçus.

Je n'ai pas l'intention, car c'est fastidieux, d'entrer dans le détail des chiffres pays par pays. Ceci relève plutôt de la commission économique et financière que du Parlement en assemblée plénière, mais l'on peut retenir qu'en 1966, les prix de détail ou les prix à la consommation, suivant les comptes nationaux, ont augmenté de 2,5 p. 100 en Italie à 6 p. 100 aux Pays-Bas, l'augmentation dans les autres pays se situant entre ces deux extrêmes.

La hausse moyenne pour l'ensemble de la Communauté a été de 3,5 p. 100 en 1966, contre 3,3 p. 100 en 1965. Nous n'avons donc aucune raison d'être satisfaits.

Certes, depuis le milieu de l'année, un ralentissement de la hausse des prix a été observé dans la république fédérale d'Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, mais ce mouvement n'est pas aussi significatif qu'on le souhaiterait. Divers facteurs climatiques, responsables d'une forte augmentation des prix de certains produits alimentaires au printemps n'ont plus joué depuis la fin de l'été, ce qui a provoqué une forte baisse des prix de ces produits et parfois une légère diminution de l'indice global du coût de la vie.

Mais l'augmentation des prix des produits non alimentaires et des services s'est poursuivie à un rythme rapide sous l'effet de la hausse des coûts de la production. C'est là un phénomène sur lequel j'ai attiré votre attention l'année dernière : même lorsque l'économie d'un pays — c'est maintenant une expérience consacrée — évolue vers un équilibre global, ou vers un meilleur équilibre, l'accroissement des coûts de production ne s'arrête pas brusquement ; pendant une période qui peut être plus ou moins longue, ces augmentations des coûts continuent d'être répercutées sur les prix.

Marjolin

En Italie, la situation s'est révélée nettement plus favorable que dans la plupart des pays membres ; malgré un remarquable essor économique, les prix à la consommation n'y ont que peu augmenté. En France un résultat analogue a pu être obtenu pendant une partie de l'année, mais il semble que, depuis quelque temps, de légères tensions sur les prix se soient de nouveau manifestées.

Au total donc, je le répète, nous n'avons aucune raison de satisfaction dans ce domaine.

J'en ai ainsi terminé avec la description de l'évolution des prix en 1966 et je m'efforcerai maintenant de vous exposer nos vues pour l'année qui vient de commencer.

Les perspectives économiques pour 1967 sont plus incertaines que d'habitude.

La conjoncture mondiale apparaît encore favorable mais, après une longue période de vive expansion, il ne serait pas étonnant d'assister à un certain affaiblissement. Celui-ci pourrait se transformer en un ralentissement prononcé si le cours de certains événements politiques venait à se modifier brusquement. Mais rien ne permet d'escompter un tel ralentissement pour l'avenir rapproché ; aussi longtemps que les États-Unis et — il ne faut pas l'oublier — la Communauté, maintiennent une vigoureuse demande d'importation, les exportations de la Communauté vers les pays tiers pourraient accuser un taux de croissance à peine moins élevé qu'en 1966.

Il est vrai que l'existence d'un ralentissement marqué dans l'un des plus importants pays de la Communauté incite à une certaine prudence. La situation économique dans la Communauté sera dominée en 1967 par l'évolution de la conjoncture en Allemagne. Or, d'après les résultats des enquêtes les plus récentes sur les intentions d'investir et l'état actuel des carnets de commandes des industries produisant des biens d'équipement, il est clair que les investissements des entreprises allemandes devraient continuer à diminuer au moins pendant une partie de l'année, sans qu'il soit possible de prévoir dès à présent quand ce mouvement de baisse s'arrêtera.

De même, la construction de logements et les travaux publics devraient se situer à un niveau relativement bas. La situation de l'emploi s'en trouvera affectée. La progression des salaires effectifs sera probablement plus modérée qu'en 1966, ce qui laisse prévoir une croissance ralentie des dépenses de consommation des ménages.

Ayant ainsi présenté, en ce qui concerne la République fédérale qui est, je le répète, pour l'évolution économique de la Communauté en 1967 le pays clé, la situation de ce pays, je dois dire que nous ne croyons pas à un mouvement cumulatif déflationniste qui affecterait l'économie de ce pays.

En fait, notre sentiment est que les difficultés actuelles seront d'une durée relativement courte et qu'une reprise devrait s'amorcer avant la fin de 1967, grâce aux exportations, aux investissements de rationalisation et aux mesures gouvernementales dont nous parlerons tout à l'heure.

Aux Pays-Bas, on peut escompter pour 1967 un net ralentissement des investissements : le progrès d'une année à l'autre sera faible. Les facteurs déterminants étant l'étroitesse des marchés financiers et, dans le logement et le secteur des administrations publiques, les effets de la politique restrictive suivie par les pouvoirs publics. Il en résultera des effets modérateurs sur l'évolution de l'emploi, des revenus et de la consommation des ménages.

En Belgique, les prévisions concernant l'évolution des investissements fixes apparaissaient encore relativement favorables lorsque nous avons établi nos prévisions.

En outre, tant la construction de logements que les investissements des administrations publiques devraient, contrairement à ce qui a été observé en 1966, marquer, en 1967, une progression sensible.

Néanmoins, du fait d'une moindre croissance des dépenses de consommation des ménages, liée à l'évolution de l'emploi, mais surtout à la modération de la hausse des salaires et de certains revenus non salariaux, l'ensemble de la demande intérieure devrait s'accroître à un rythme plus faible qu'en 1966. Ayant revu en toute dernière heure les prévisions concernant la Belgique, je dois, au Parlement, de dire qu'il n'est pas exclu que ces prévisions se révèlent encore trop optimistes.

Une évolution inverse pourrait être observée au grand-duché de Luxembourg, où, après deux années de régression, les investissements pourraient se stabiliser et la consommation privée continuer de s'accroître, bien qu'à un rythme assez faible.

Aucun doute ne peut exister en ce qui concerne la perspective d'une expansion assez sensible de la demande intérieure en France et en Italie.

Dans ce dernier pays, l'expansion s'accélérera vraisemblablement par rapport à 1966.

En France et en Italie, les investissements se développeront à un rythme voisin de celui de 1966 en ce qui concerne l'équipement et les bâtiments industriels et commerciaux, et plus rapide dans le secteur du logement.

Les revenus des ménages s'accroîtront, eux aussi, plus nettement qu'en 1966, surtout en Italie.

L'emploi devrait augmenter plus rapidement que l'an dernier et la hausse des salaires, principalement en Italie, pourrait se renforcer, tandis que dans les deux pays, les revenus de transfert et les revenus non salariaux connaîtront une expansion plus sou-

Marjolin

tenue. Les dépenses de consommation des ménages s'accroîtront donc d'une manière appréciable.

Voilà, Monsieur le Président, une analyse un peu aride et austère, dont je voudrais maintenant tirer la conclusion.

Dans ces conditions, nous pouvons escompter, et nous escomptons, que la production globale de la Communauté augmentera encore en 1967 de quelque 4 p. 100 en termes réels, taux légèrement inférieur à celui de 1966.

Dans la république fédérale d'Allemagne, le produit national brut augmenterait d'une année à l'autre, à prix constants, d'environ 2,50 p. 100 contre 3 p. 100 en 1966. Aux Pays-Bas, le taux de croissance serait de 3 p. 100 contre 4,50 p. 100 l'an dernier. En Belgique et au grand-duché de Luxembourg l'augmentation du produit national ne devrait guère varier et se maintiendrait aux environs de 3 p. 100 dans le premier pays et de 2 p. 100 dans le second. L'expansion devrait se poursuivre en France au même rythme qu'en 1966 et à un taux un peu plus élevé en Italie.

Cependant, et je veux insister sur ce point, toute incertitude n'est pas dissipée. Je ne peux pas exclure, bien que cela ne me semble pas probable, que l'expansion soit plus faible dans certains des pays membres, notamment en Belgique.

Quant aux effets sur l'emploi d'une telle situation, une réduction de l'emploi total semble peu probable dans les pays du Benelux. Elle sera faible dans la République fédérale. Par contre, en Italie et en France, les effectifs occupés augmenteront sensiblement sauf dans l'agriculture. En outre, on peut s'attendre à une certaine diminution du chômage en Italie.

Quant aux paiements extérieurs, il est probable que le rythme de développement des exportations de la Communauté se ralentira en 1967 tandis que celui des importations ne variera sans doute pas sensiblement par rapport à l'an dernier.

Par ailleurs, l'afflux net de capitaux privés demeurera très limité.

Il ne faut certainement pas exclure l'idée que, tout particulièrement dans les pays où ils avaient fortement augmenté en 1966, les taux d'intérêt s'orientent à la baisse en 1967.

Plusieurs raisons permettent d'espérer celle-ci dans la république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas : la faiblesse ou l'affaiblissement de la demande d'investissements ; l'afflux de liquidités en provenance de l'extérieur dans la République fédérale par suite des excédents de la balance des paiements courants ; la réduction des ponctions exercées sur la liquidité intérieure aux Pays-Bas par le déficit des paiements courants ; l'assouplissement des politiques monétaires les plus restrictives, si un tel as-

souplissement est rendu possible par le progrès vers l'équilibre économique. Il y avait, après le quatrième trimestre de cette année, des signes d'une détente des taux d'intérêt dans les deux pays dont je viens de parler.

Une telle détente pourrait avoir des conséquences favorables sur les marchés financiers des autres pays membres, permettant ainsi d'atteindre dans la Communauté des niveaux de taux d'intérêt qui soient plus favorables au développement des investissements des entreprises.

Cependant, à l'extérieur de la Communauté, les taux d'intérêt resteront probablement, pendant un certain temps encore, à un niveau relativement élevé. Cette situation tendra à favoriser les exportations de capitaux de la Communauté et, par conséquent, à réduire l'excédent de sa balance globale des paiements.

Un mot encore, Monsieur le Président, pour en terminer avec cette vue prospective de 1967 en ce qui concerne notre problème favori, celui des prix et des coûts de production.

Alors que les économies des pays, qui pendant une partie de 1966 étaient encore caractérisées par une demande excédentaire, évolueront, comme nous l'avons vu, en 1967 vers un meilleur équilibre global et que, moyennant une politique économique appropriée, cet équilibre pourrait être maintenu en France et en Italie, il n'y a malheureusement pas lieu de se montrer satisfait de l'évolution prévisible des prix et des coûts unitaires. D'après nos prévisions fondées sur les décisions de politique conjoncturelle existantes et sur les hypothèses que je vous ai exposées, la hausse des prix à la consommation devrait se poursuivre à un rythme à peine plus lent qu'en 1966.

S'il est vrai que l'on peut s'attendre à un certain ralentissement dans la république fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique, la hausse des prix pourrait être, en France, un peu supérieure à celle observée l'année dernière. Pour l'ensemble de la Communauté, l'augmentation des prix à la consommation, d'après la définition des comptes nationaux, pourrait atteindre en moyenne 3 p. 100 contre 3,5 p. 100 l'année dernière. Certes, une partie de cet accroissement n'aura pas de lien direct avec l'évolution simultanée de la conjoncture et peut même être une conséquence assez lointaine de développements inflationnistes antérieurs. Dans certains pays, en République fédérale et aux Pays-Bas notamment, des impôts indirects seront majorés pour réduire le déficit des finances publiques et cette majoration sera au moins partiellement répercutée sur les prix à la consommation. Ici, je tiens à souligner — conformément à ce que j'ai toujours dit au Parlement — que la politique qui consiste à assurer l'équilibre budgétaire ou à réduire le déficit par des augmentations d'impôts, politique discutable à première vue puisqu'elle provoque une hausse des prix,

Marjolin

est justifiée et de loin préférable à celle qui consisterait à maintenir des déficits budgétaires susceptibles d'avoir des effets inflationnistes. Il en est de même — nous avons à leur égard le même jugement — des tarifs de certains services publics qui seront augmentés pour les adapter à la hausse des coûts et éviter ainsi une charge budgétaire supplémentaire.

Mais il est à craindre que même dans les pays où l'activité s'est ralentie, je le répète, les coûts de production unitaires, comme le coût de la vie, n'augmentent encore en 1967.

J'en ai terminé, Monsieur le Président, avec la deuxième partie de mon exposé. J'entre dans la troisième partie, la dernière et peut-être la plus intéressante, car elle concerne les problèmes de politique économique. C'est ici qu'une certaine modération dans l'expression est nécessaire.

La hausse des prix et des coûts de production continue, ainsi que vous avez pu vous en apercevoir, à susciter de sérieuses préoccupations. Ces préoccupations ne font pas disparaître, cependant, notre souci de voir réaliser dans tous les pays membres une croissance économique satisfaisante et de voir l'emploi maintenu à un niveau élevé, ce qui, compte tenu de l'interdépendance croissante des diverses économies, pose des problèmes de plus en plus complexes.

A cette fin, il importe, je pense, de restaurer le plus tôt possible les conditions favorables à une expansion des investissements dans les pays où la faiblesse de ceux-ci freine actuellement l'activité économique et restreint les possibilités futures d'expansion. Il faut le faire sans toutefois remettre en cause les tendances à la détente et à l'évolution vers l'équilibre économique. C'est là la difficulté de toute l'entreprise : il faut favoriser les investissements sans, cependant, remettre en cause — je le répète — le mouvement vers un meilleur équilibre global de nos économies. Ce qui veut dire qu'il ne s'agit pas de se lancer, même dans les pays qui éprouvent des difficultés, dans des politiques de relance générale globale, mais de concentrer ses efforts sur les investissements.

Examinons d'abord le cas des deux pays, la France et l'Italie, où il semble bien que la réalisation d'une expansion dans l'équilibre soulève, pour le moment, le moins de difficultés. En effet, dans ces deux pays, à moins d'événements imprévisibles et improbables, une croissance économique satisfaisante paraît assurée. Les perspectives d'évolution des investissements des entreprises sont bonnes. J'ai fait allusion aux perspectives d'évolution des entreprises, ce qui ne concerne pas nécessairement le niveau absolu des investissements.

La politique conjoncturelle devra, dès lors, consister essentiellement, dans ces deux pays, à main-

tenir l'expansion de la demande globale dans les limites compatibles avec la réalisation et le maintien de l'équilibre économique. Les moyens que les deux pays devraient mettre en œuvre pour parvenir à cette fin, diffèrent évidemment en fonction de la situation économique actuelle, des perspectives et des structures économiques. Le thème essentiel est cependant le même : la pratique d'une politique monétaire et budgétaire prudente, ainsi d'ailleurs que, sur proposition de l'exécutif, le Conseil l'a recommandé le 20 décembre dernier.

Dans la république fédérale d'Allemagne et dans les pays du Benelux, l'action de stabilisation des prix et des coûts unitaires est plus difficile à entreprendre et requiert une politique économique beaucoup plus nuancée et beaucoup plus complète.

A cet égard, il ne fait pas de doute que des contacts nombreux et suivis des gouvernements avec les partenaires sociaux pour examiner l'évolution de la conjoncture et le développement souhaitable des divers types de revenus constituent, particulièrement dans ces quatre pays, une contribution nécessaire à la réalisation simultanée des objectifs de stabilité, de croissance et de maintien de l'emploi à un niveau élevé. On voit mal, en effet, comment on pourrait éviter la persistance de la hausse des prix et l'accentuation du chômage, si les coûts de production unitaires continuaient d'augmenter sensiblement. Freiner la progression des coûts de production est devenu une nécessité inéluctable.

L'évolution économique d'ensemble ainsi que le développement prévisible du marché de l'emploi ont d'ailleurs augmenté sensiblement les chances d'appliquer avec succès une politique appropriée des revenus.

En effet, si, dans un passé récent, les tensions sur le marché de l'emploi facilitaient les augmentations de coûts et si en même temps le vif essor de la demande en facilitait la répercussion sur les prix, les conditions économiques actuelles permettent d'envisager que les engagements convenus par les parties intéressées seraient respectés de part et d'autre.

Cela étant, je voudrais maintenant être un peu plus précis et examiner quels sont les impératifs de politique budgétaire et monétaire dans ces quatre pays.

Ils varient, étant donné la diversité qui caractérise les perspectives économiques d'un pays à l'autre, ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure.

Dans ces deux domaines, une extrême prudence s'impose encore aux Pays-Bas, étant donné le notable déséquilibre économique observé en 1966 et qui fut caractérisé non seulement par de fortes tensions des prix, mais aussi par une nette détérioration de la balance de paiements courants.

Marjolin

Aussi ne pouvons-nous qu'approuver les efforts entrepris en vue de limiter étroitement l'impulsion nette émanant des opérations budgétaires des pouvoirs publics, en particulier, par une action dans le domaine fiscal.

Je pense également, me référant toujours aux Pays-Bas, qu'il est sage d'avoir ménagé la possibilité de modifier ces décisions au cas où la conjoncture évoluerait moins favorablement qu'on ne le prévoit actuellement. Dans un pays où la croissance démographique entraîne chaque année une augmentation considérable de la population active, un ralentissement trop marqué de l'activité économique se traduirait, en effet, bien plus que dans d'autres pays de la Communauté, par une élévation sensible du niveau de chômage.

L'application efficace d'une politique budgétaire par l'État, telle que je viens de la décrire, permettrait — je serais assez tenté de dire permettra — d'affecter des fonds publics plus importants au financement des investissements des collectivités locales. De même, pareille politique, si elle réussissait, justifierait, à échéance relativement brève, un assouplissement des restrictions de la politique monétaire dont pourraient bénéficier les investissements des entreprises.

Vous voyez donc que, dans le cas des Pays-Bas, nous sommes déjà en présence d'une situation où une politique économique financière et monétaire saine s'impose mais en ayant toujours présent à l'esprit le danger d'une augmentation trop importante du chômage.

En Belgique également, la situation est caractérisée par une très grande complexité. L'augmentation des prix se poursuit, la balance des paiements est déficitaire. Tout cela rend peu souhaitable un assouplissement global de la politique conjoncturelle, malgré la faiblesse relative qui, par ailleurs, caractérise l'activité économique.

Les opérations budgétaires de l'État, qui se solderont de nouveau en 1967, pour l'ensemble des dépenses, par un déficit important, donneront d'ailleurs des impulsions notables à l'économie.

L'étroitesse des marchés financiers, partiellement imputable aux recours importants des pouvoirs publics à l'emprunt, gêne le développement des investissements des entreprises et l'accroissement du déficit budgétaire ne pourrait qu'aggraver cette situation.

Vous savez que le gouvernement belge vient de déposer devant les Chambres un plan de redressement budgétaire tendant en même temps à stimuler les investissements. Je n'en ai eu connaissance que ces tout derniers jours, ce qui signifie qu'il m'a été très difficile de l'analyser complètement.

Ce plan comporte deux volets : le premier visant, dans l'ensemble — je n'entrerai pas dans le détail — à stimuler les investissements et à favoriser les exportations ; le deuxième tendant à assurer l'équilibre du budget ordinaire, malgré une baisse possible des recettes fiscales, qui résulterait d'un fléchissement conjoncturel.

L'aggravation envisagée de la fiscalité concerne aussi bien les impôts directs que les impôts indirects.

Par ailleurs, les autorités se proposent également d'étendre le contrôle des dépenses effectuées par les organismes publics et des subventions à charge de l'État.

Enfin, des mesures concernant en particulier l'amélioration des mécanismes du marché monétaire et financier, ainsi que de la législation en matière sociale sont proposées.

Dans le cadre de la Belgique comme dans celui des Pays-Bas, l'action entreprise nous semble conforme à la recommandation du Conseil de ministres de la Communauté du 20 décembre dernier.

Une raison supplémentaire de satisfaction en ce qui concerne la Belgique réside dans le fait qu'une politique budgétaire suffisamment limitative constitue une condition essentielle d'un assouplissement des restrictions en matière de crédits, assouplissement souhaitable eu égard à la faiblesse relative des investissements dans certains secteurs d'activité.

Je crois enfin pouvoir affirmer que c'est plus particulièrement en Belgique — c'est vrai partout — que le retour à une expansion plus vive et en même temps équilibrée serait facilité par des accords concrets entre partenaires sociaux, et entre ceux-ci et le gouvernement, sur une expansion des revenus monétaires mieux adaptée aux possibilités de croissance de la production.

Au grand-duché de Luxembourg, une action des pouvoirs publics visant à contrebalancer les effets de la conjoncture moins favorable dans l'industrie sidérurgique, qui pèsent lourdement sur l'ensemble de l'activité économique, n'a que des chances très limitées de succès, eu égard au caractère très ouvert de l'économie luxembourgeoise.

L'expansion de la consommation des ménages constitue certes un important élément de croissance économique, mais il convient de ne pas perdre de vue qu'il s'accompagne d'une nette augmentation des coûts, qui générerait à la longue la diversification industrielle, seul moyen destiné à rendre l'économie luxembourgeoise moins sensible aux fluctuations conjoncturelles. La tendance à l'augmentation des déficits budgétaires, qui entrave notamment le financement des investissements, constitue dans ce contexte un facteur nettement défavorable, qu'il conviendrait d'éliminer, ou du moins d'atténuer, en 1967.

Marjolin

Depuis que ces phrases ont été écrites, Monsieur le Président, le gouvernement du Grand-duché a fait une déclaration à la Chambre des députés, le 10 janvier dernier, précisant les objectifs des autorités en matière de politique économique.

Cette déclaration envisage notamment une réduction des dépenses publiques de consommation qui diminuerait d'au moins 2 p. 100 la masse globale des dépenses comprises dans le budget de l'État pour l'exercice 1967. En même temps, le relèvement de divers impôts indirects est envisagé.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la portée des mesures prévues par le nouveau gouvernement luxembourgeois mais je n'ai pas d'hésitation à dire que cette action se situe dans le cadre de la dernière recommandation du Conseil de ministres de la Communauté. Je pense que des informations complémentaires à cet égard seront disponibles bientôt, ce qui nous permettra d'en reparler lors du débat du mois de mars.

J'en arrive ainsi à la république fédérale d'Allemagne, pays où la conduite d'une politique appropriée en matière budgétaire et monétaire pose le plus de problèmes.

A l'automne de 1966, il apparaissait que le déficit des administrations publiques en 1967 serait du même ordre qu'en 1966, bien que le gouvernement fédéral venait de prendre certaines mesures, de caractère fiscal notamment, pour comprimer le déficit. Depuis lors, en raison du ralentissement de la croissance économique, la progression des recettes fiscales s'est considérablement réduite. Il y a lieu de penser que cette tendance se maintiendra en 1967.

Les conclusions à tirer de cette situation et des perspectives économiques pour 1967 que j'ai indiquées tout à l'heure nous semblent être les suivantes.

Il n'y a pas lieu actuellement de prendre des mesures visant à stimuler globalement l'expansion de la demande, car la stabilisation des prix et des coûts unitaires pourrait s'en trouver compromise.

Il est, au contraire, désirable de réduire sensiblement le déficit de l'ensemble des administrations publiques à condition que l'activité économique ne se dégrade pas fortement.

Par contre, si le ralentissement de l'activité prenait des proportions telles qu'il en résultât un chômage conjoncturel important — ce qui n'est pas le cas en ce moment — il serait nécessaire de prendre les mesures appropriées pour augmenter les investissements publics et privés.

Ces quelques considérations préliminaires me permettent maintenant de décrire en connaissance de cause le programme d'assainissement que le gouvernement de la République fédérale a soumis au Bundestag le 20 janvier dernier. L'exécution de ce

programme, qui doit encore être adopté par le Bundestag, éliminera le déficit budgétaire à concurrence d'environ 3,7 milliards de DM. Ce montant correspond au déficit prévisible si des mesures spéciales ne sont pas prises et si la production aux prix courants augmentait de quelque 5 p. 100.

La réduction sera obtenue par une diminution de la croissance des dépenses, surtout des dépenses de consommation publique et de transfert et par un recouvrement plus rapide de certaines recettes fiscales, surtout de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

En même temps le gouvernement a annoncé officiellement au Parlement le dépôt d'un budget de réserve à utiliser pour des dépenses supplémentaires d'investissements publics jusqu'à concurrence de 2,5 milliards de DM, en cas d'affaiblissement de la conjoncture. Une partie de ce budget, 750 millions environ de DM, serait engagée immédiatement après l'adoption du programme. Au surplus, le gouvernement a consenti dès à présent une augmentation des amortissements pour les investissements des entreprises effectués au cours de l'année 1967.

Un déficit supplémentaire du budget fédéral, qui pourrait résulter d'un affaiblissement plus important que prévu de la croissance des recettes, serait toléré et financé par recours au marché monétaire.

Après ce que j'ai dit en ce qui concerne l'action que nous estimons désirable dans la République fédérale et ce que le gouvernement allemand vient de proposer, je dois constater que, dans l'ensemble, l'action du gouvernement de la République fédérale et les propositions qu'il a faites sont conformes à la recommandation du Conseil du 20 décembre 1966.

Ce programme correspond aux deux exigences de la situation que j'ai indiquées tout à l'heure. D'une part, il prévoit une restructuration des dépenses en faveur des dépenses d'investissements et, d'autre part, une réduction du déficit budgétaire.

Le relâchement des restrictions de la politique monétaire de la Bundesbank pourrait ainsi se poursuivre sans que se trouvent compromises les tendances à la stabilisation des prix.

Vous pouvez constater, Monsieur le Président, que s'il fallait maintenant résumer ces analyses par pays en une phrase, je dirais que l'action qui a été menée en France et en Italie, notamment en 1963 et en 1964, a porté ses fruits. Les deux pays connaissent maintenant une expansion raisonnable de leur économie.

Par ailleurs, les pays qui, après la France et l'Italie, se sont à leur tour trouvés aux prises avec des tensions inflationnistes marquées, la République fédérale et les pays du Benelux, prennent les mesures qui nous semblent nécessaires et qui sont à la fois,

Marjolin

je le répète, des mesures d'équilibre budgétaire et des mesures tendant à empêcher que l'action de ré-équilibrage des finances publiques ne conduise à un affaiblissement trop sérieux des investissements et donc à une trop grande augmentation du chômage.

J'en ai ainsi terminé, Monsieur le Président, avec mes commentaires sur la situation des différents pays. Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots cependant sur la signification qu'il convient d'attacher aux prévisions pour 1967, eu égard à l'action que nous menons pour établir une politique à moyen terme dans la Communauté.

Les prévisions qui ont servi de base à l'élaboration du premier programme de développement européen pour la période 1966-1970 comportent, comme vous vous en souvenez, une augmentation annuelle moyenne de la production d'environ 4,50 p. 100. Vous voyez que les résultats de 1966, 4,50 p. 100, et les perspectives pour 1967, 4 p. 100, ne s'éloignent pas sensiblement des perspectives d'ensemble.

Les lignes directrices de la politique conjoncturelle à suivre en 1967, que je viens d'indiquer et qui se fondent d'ailleurs, encore une fois, sur la recommandation du Conseil du 20 décembre dernier, me paraissent indiquées pour atteindre le résultat recherché et pour assurer la plus grande harmonie dans l'évolution conjonctuelle des divers pays membres.

Il s'agira, pour l'essentiel, et je m'excuse de revenir encore sur ce point, d'éviter que la faiblesse de l'activité économique qui s'est déclarée dans la république fédérale d'Allemagne et, dans une moindre mesure, dans les pays du Benelux, ne prenne des proportions excessives, et de s'assurer que la reprise d'une expansion plus vive puisse intervenir dans des délais raisonnables. Il s'entend qu'en même temps on devrait tendre à consolider l'essor économique de la France et de l'Italie. Dans la mise en œuvre de cette politique, il faudra cependant, je le répète, se garder de mesures inopportunes de relance ou de stimulation globales de l'activité économique qui compromettraient l'équilibre général.

Cette politique prudente et équilibrée est d'ailleurs conforme au contenu du premier programme de politique économique à moyen terme que vous avez accepté dans l'ensemble, qui expose notamment les contraintes auxquelles il convient de soumettre le développement futur de divers éléments de la demande, notamment de la consommation privée, si l'on veut donner à l'expansion un caractère équilibré.

Je conclurai dès lors en disant que, malgré les perspectives incertaines concernant l'évolution économique d'au moins un des pays membres, la Communauté connaîtra sans doute encore une expansion importante en 1967. Notre but essentiel devrait être de ralentir la hausse excessive des coûts et des prix

dans plusieurs pays de la Communauté, tout en veillant à ne pas entraver indûment leur expansion économique et à sauvegarder dans d'autres la poursuite d'une croissance non inflationniste.

Il y a, Monsieur le Président, et ce sera ma conclusion finale, si je peux dire, un équilibre difficile à maintenir qui est l'affaire des praticiens, qui ne tolèrent aucun dogmatisme et qui exigent une surveillance constante de la situation économique, rendue difficile d'ailleurs, par le fait que généralement nous ne constatons la réalité qu'avec plusieurs semaines et quelquefois plusieurs mois de retard ; le présent est difficile à appréhender. Mais c'est en suivant quotidiennement une situation qui change rapidement que l'exécutif n'hésitera pas à recommander les ajustements de politique économique qui se révéleraient nécessaires. Et si j'ai erré dans un sens trop optimiste ou trop pessimiste, les événements de 1967 le révéleront. Je compte sur l'indulgence du Parlement pour ne pas tirer sur un pianiste qui doit jouer dans des conditions particulièrement difficiles.

(Sourires)

Monsieur le Président, je remercie le Parlement de son attention soutenue, et je le prie de m'excuser de lui avoir infligé une analyse aussi détaillée ; il me semble que cela était nécessaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — Le Parlement voudra sans doute remercier avec moi M. le président Marjolin pour sa remarquable intervention et lui donner acte de la modestie du prophète.

Je vais maintenant donner la parole, pour une brève déclaration, à M. van Campen en remplacement de Mme Elsner, présidente de la commission économique et financière.

M. van Campen. — (N) Monsieur le Président, il est d'usage, et c'est heureux, que le président de la commission économique et financière fasse une brève déclaration à la suite de l'important exposé de M. Marjolin sur la situation économique de la C.E.E., exposé que cette commission soumettra, comme d'habitude, à un examen attentif.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, la présidente de la commission économique et financière m'a prié de faire cette déclaration à sa place.

Je puis assurer M. Marjolin que je ne suis pas armé et que je ne tirerai donc pas sur le pianiste. Je voudrais simplement rendre hommage à M. Marjolin pour l'excellent exposé qu'il vient de faire. Il nous a présenté, en effet, une analyse serrée, rigoureuse, de la situation économique actuelle de la Communauté.

van Campen

Cependant, M. Marjolin n'a pu que nous redire, en d'autres termes, que c'est toujours le même problème qui se pose, celui que les Anglo-Saxons appellent — qu'il me soit permis de vous citer, une fois n'est pas coutume, les termes anglais, qui caractérisent bien la situation — le problème de la *balance of international growth*.

Un certain nombre de pays de la Communauté se sont trouvés soumis, à un moment donné, à des tensions excessives. Le déséquilibre affectait principalement la situation économique interne, mais le plein emploi était pratiquement assuré. Cette situation s'accompagnait d'une forte croissance économique.

À l'heure actuelle, il y a ralentissement de la croissance économique et déjà réapparaît le spectre du chômage. Cela signifie que nous ne sommes pas encore venus à bout du problème du maintien d'une croissance à la fois suffisante et équilibrée.

À présent, le problème se pose en d'autres termes. On constate, en effet, que dès que nous tendons à un équilibre global, la menace du chômage se fait de nouveau sentir.

M. Marjolin mérite notre reconnaissance pour avoir posé si clairement le problème et avoir déjà indiqué comment il faudra s'y prendre pour tenter de le résoudre, maintenant qu'il se pose différemment.

Je crois qu'il est maintenant clair qu'on ne pourra y parvenir en recourant uniquement à des mesures de politique monétaire. Pour résoudre ce problème complexe, il faudra mettre en œuvre une politique complexe, elle aussi, associant harmonieusement une politique monétaire, d'une part, et une politique des finances et des revenus des pouvoirs publics, d'autre part.

Je pense qu'on s'inquiète un peu, qu'on s'inquiète même peut-être beaucoup, au sein de ce Parlement, du fait que sur le plan international, précisément, on aborde ce problème en ordre plutôt dispersé. Nous traitons de ces questions dans le cadre de la C.E.E., mais l'O.C.D.E. s'en occupe aussi et il en va de même pour des organismes internationaux tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il y a aussi un Club des Dix et un nouveau-venu, le Club des Cinq.

Il faudrait se demander, me semble-t-il, si le nombre d'organismes internationaux appelés à s'occuper de ces problèmes ne devient pas excessif. M. Marjolin n'a pas soulevé la question. Il ne m'en voudra pas, je pense, de l'aborder maintenant, de façon qu'elle puisse être discutée lorsque le Parlement s'attachera à l'étude de l'exposé de M. Marjolin.

Monsieur le Président, à propos du Club des Cinq, qui se propose d'examiner le problème du niveau

excessif des taux d'intérêt, je me demande si l'on ne se prépare pas une fois de plus à ne voir qu'un seul aspect des choses, c'est-à-dire à ne considérer que du point de vue monétaire les erreurs qui ont été commises quant au maintien d'un bon équilibre économique, problème dont nous avons à nous préoccuper.

La déclaration de M. Marjolin, selon laquelle la Commission de la C.E.E. n'hésitera pas à recommander les ajustements de politique économique qui se révéleraient nécessaires, répond certainement aux vœux des membres de ce Parlement.

Quoi qu'il en soit, Club des Dix ou Club des Cinq, nous faisons confiance, comme par le passé, à notre Club des Six. Nous restons convaincus que les échanges de vues qui se poursuivront entre, d'une part, le Parlement et notamment sa commission économique et financière, qui, je l'espère, restera compétente en la matière et, d'autre part, la Commission de la C.E.E., contribueront à nous rapprocher, en 1967, de la solution du problème de l'expansion équilibrée.

(Applaudissements)

M. le Président. — Comme vous l'avez entendu, le président de la commission, Mme Elsner, demande que, conformément à la tradition, l'exposé de la Commission de la C.E.E. soit renvoyé à la commission économique et financière.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi est ordonné.

5. Nombre et composition des commissions du Parlement européen

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence de la proposition de résolution de MM. Illerhaus, Metzger, Terrenoire et Brunhes relative au nombre et à la composition des commissions du Parlement européen (doc. 181).

La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le président de cette Assemblée et les présidents des groupes politiques ont procédé à un échange de vues sur les possibilités de rationalisation des travaux de nos commissions et sur les initiatives qui pourraient être prises en vue d'assurer cette rationalisation et de réduire les dépenses. Alors que tous les États membres s'efforcent de freiner la croissance de leurs budgets, le Parlement européen se doit de faire de même.

Illerhaus

C'est pourquoi nous avons déposé, au nom des quatre groupes politiques, la présente proposition de résolution. Je souhaiterais, Monsieur le Président, que cette proposition de résolution soit mise aux voix immédiatement, selon la procédure d'urgence, sans renvoi en commission.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.
La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

relative au nombre et à la composition des commissions du Parlement européen

Le Parlement européen,

- vu l'article 37 de son règlement,
- modifiant et complétant ses résolutions adoptées le 20 mars 1958, le 23 octobre 1958, le 28 juin 1960, le 7 mars 1961 et le 22 mars 1965,
- tenant compte des modalités particulières de sa composition et de son fonctionnement,

décide de constituer, à partir de la session de mars 1967, les commissions suivantes :

1. Commission politique ;
2. Commission économique ;
3. Commission des finances, de l'administration et de la comptabilité ;
4. Commission de l'agriculture ;
5. Commission sociale et de la santé publique ;
6. Commission des relations économiques extérieures ;
7. Commission juridique ;
8. Commission de la recherche, de l'énergie et des problèmes atomiques ;
9. Commission des transports ;
10. Commission de l'association avec la Grèce ;
11. Commission de l'association avec la Turquie ;
12. Commission des relations avec les pays africains et malgache.

Les commissions 1 à 6 sont composées de 29 membres.

Les commissions 7 à 9 sont composées de 17 membres.

La commission 10 est composée des 15 membres titulaires de la délégation du Parlement européen au sein de la commission paritaire C.E.E. - Grèce.

La commission 11 est composée des 15 membres titulaires de la délégation du Parlement européen au sein de la commission paritaire C.E.E. - Turquie.

La commission 12 est composée des 18 membres européens de la Commission paritaire de la Conférence parlementaire C.E.E. - E.A.M.A.

Président

Nous allons interrompre nos travaux que nous reprendrons à 15 h 30 pour la discussion des rapports qui sont encore inscrits à l'ordre du jour.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h, est reprise à 16 h)

PRÉSIDENCE DE M. BERKHOUWER

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

6. Ordre des travaux

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling pour une motion de procédure.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, la commission de l'agriculture vient de se réunir pour examiner le rapport de M. Klinker, qui fait l'objet du deuxième point de l'ordre du jour. Certaines difficultés sont apparues au cours de cette réunion. Afin que nous puissions les résoudre et que le Parlement puisse malgré tout procéder à l'examen du rapport cet après-midi, je voudrais demander que la discussion du rapport de M. Klinker soit reportée à la fin de l'ordre du jour ; nous pourrions ainsi rédiger un texte qui tienne compte de ces nouveaux problèmes, le faire imprimer et le faire distribuer aux membres du Parlement.

M. le Président. — Je présume que tous les membres présents sont disposés à accéder à la demande de M. Vredeling.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

7. Marché mondial du sucre

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les problèmes relatifs à l'organisation du marché mondial du sucre (doc. 175).

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, étant donné que du fait de la commission de l'agriculture, qui a dû faire face à des circonstances et à des conditions de travail exceptionnelles, notre

séance de l'après-midi a commencé avec une bonne demi-heure de retard sur l'ordre du jour prévu, vous attendez sans doute de moi que je m'efforce de présenter le rapport en question aussi brièvement que possible, et que je me borne à définir la portée de la proposition de résolution que la commission de l'agriculture a, je crois, adoptée à la quasi-unanimité.

La commission de l'agriculture a examiné de très près le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter. Ce rapport sur les problèmes du marché mondial du sucre, considérés en fonction des négociations Kennedy et des négociations qui sont menées dans le cadre de la conférence sur le commerce mondial en vue de l'organisation du marché mondial du sucre est le deuxième rapport que présente la commission de l'agriculture.

Je me permets de rappeler que le Parlement européen a examiné, au cours de sa session de novembre, un rapport de sa commission de l'agriculture sur l'organisation du marché mondial des céréales. Ce rapport traitait des principaux aspects des problèmes que posent les marchés agricoles, considérés comme des éléments de la situation générale sur les marchés mondiaux de matières premières. Je n'ai donc pas à revenir aujourd'hui sur ces considérations générales. Je rappellerai simplement que ces problèmes ont été étudiés à la suite de nombreuses initiatives et sur la base de nombreux rapports tant de la commission du commerce extérieur que du groupe de travail présidé par notre ancien collègue Kapteyn. On sait qu'il faut voir dans ces rapports la manifestation de la volonté de notre Assemblée de faire entendre, à l'occasion des négociations qui se déroulent dans le cadre de la conférence mondiale sur le commerce et le développement, aussi bien que des négociations Kennedy, la voix de l'opinion publique européenne, dont le Parlement européen est l'interprète légitime, et aussi d'informer comme il convient cette même opinion publique de la portée politique des importants problèmes qui font l'objet de ces négociations.

Mais cela ne justifierait pas la présentation du rapport si en le présentant et en le discutant et en adoptant ensuite une résolution, comme il est d'usage, nous n'avions constamment le souci d'influer politiquement sur le déroulement des négociations. Telle est la principale des tâches qui nous incombent.

Je disais donc, Monsieur le Président, qu'il faut considérer les problèmes du marché mondial du sucre en fonction de la situation sur les marchés mondiaux des matières premières et que nous avons discuté longuement de ces problèmes en nous référant au rapport de M. Kapteyn et, en novembre, au rapport relatif aux céréales.

Cependant, je voudrais attirer votre attention sur quelques particularités du marché mondial du sucre, qui expliquent pourquoi ces problèmes sont si

Lücker

complexes et pourquoi, comme c'est manifeste, il est très difficile, tant du point de vue institutionnel que du point de vue technique, de les résoudre. La première de ces particularités, c'est que le sucre mis sur le marché mondial provient aussi bien de la betterave que de la canne à sucre. Ces deux sources se juxtaposent, se complètent et souvent aussi, dans une certaine mesure, se font concurrence. Si, au début du siècle, la part du sucre de betteraves dans l'approvisionnement du marché mondial était de 55 %, on constate qu'en 1966 ce chiffre est tombé à 43 %.

Il n'y a lieu ni de regretter, ni de prendre au tragique cette évolution. Si je cite ces chiffres, c'est simplement pour montrer qu'un problème se pose du fait que le sucre de canne est un produit des pays subtropicaux et tropicaux, c'est-à-dire essentiellement un produit des pays en voie de développement, alors que le sucre de betteraves est un produit des pays industrialisés, des pays « riches » de la zone tempérée. Il y a là une caractéristique qui ne s'applique pas au marché mondial des céréales. L'organisation du marché mondial des céréales n'est qu'un problème à résoudre entre pays riches industrialisés. Mais pour le sucre, il s'agit de trouver des solutions rationnelles qui satisfassent à la fois les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

La deuxième particularité, c'est qu'en fait le sucre n'est devenu une véritable denrée alimentaire que dans le courant du XX^e siècle. Auparavant, c'était un article de luxe. Le fait qu'aujourd'hui, dans nos pays, le sucre est la seule denrée alimentaire qui soit encore taxée n'est qu'une survivance de cette conception erronée. Il est vraiment ridicule qu'à notre époque, alors que le sucre est devenu depuis longtemps, grâce aux progrès de la diététique et des méthodes d'alimentation modernes, une denrée alimentaire courante, il soit toujours taxé comme aux XVIII^e et XIX^e siècles, lorsqu'on le considérait comme un article de luxe.

Voici des chiffres qui témoignent clairement de l'évolution quasi révolutionnaire du marché du sucre. Entre le début du siècle et l'année 1965, l'indice de la production de sucre est passé de 100 à 450, alors que celui de la production de blé ne progressait que de 100 à 280. L'accroissement de la production de sucre a donc été deux fois plus considérable que celui de la production de blé. L'explication, c'est qu'au cours du XX^e siècle le sucre est devenu, surtout dans les régions tempérées, une denrée alimentaire de consommation courante. Les populations des pays subtropicaux et tropicaux consomment souvent, sous diverses autres formes, le sucre indispensable à leur alimentation, mais elles restent néanmoins soumises, à cet égard, à un régime de carence.

La troisième particularité consiste dans le fait que le marché mondial du sucre est devenu, pratique-

ment, un marché d'excédents, sur lequel les quantités dites libres de la production mondiale de sucre sont souvent offertes et vendues à des prix sacrifiés. A l'heure actuelle, les deux tiers de la production mondiale du sucre sont soumis à des accords préférentiels. Il s'agit du régime préférentiel liant les États-Unis d'Amérique aux Philippines et aux États d'Amérique latine — ainsi que, naguère, à Cuba — et du régime préférentiel accordé par la Grande-Bretagne aux pays du Commonwealth. Il y avait aussi les relations spéciales entre la France et ses territoires d'outre-mer, mais ce problème s'est trouvé résolu par l'intégration de ces territoires à notre Communauté. Quatrièmement, des accords spéciaux ont été conclus, pour des motifs politiques, entre l'Union soviétique et Cuba, qui relevait précédemment du système préférentiel du continent américain. Depuis la crise de Cuba, un accord spécial lie ce pays à l'Union soviétique. Enfin, il y a les liens spéciaux entre le Portugal et ses possessions d'outre-mer, l'Angola et la Mozambique. Pratiquement, les deux tiers de la consommation mondiale de sucre relèvent de ces systèmes préférentiels.

Le marché mondial du sucre est caractérisé par le fait que toutes les qualités non soumises à ces systèmes sont lancées à n'importe quel prix sur le marché mondial libre du sucre, avec les conséquences qui en découlent nécessairement.

Une des conséquences les plus marquantes de cet état de choses — j'en arrive à la dernière particularité du marché mondial du sucre — c'est que le marché mondial du sucre est soumis, plus que tout autre, à une succession rapide de hausses et de baisses qui se répercutent sur les prix, si bien que le problème de la stabilisation du marché mondial du sucre finit par devenir insoluble.

Je ne citerai que deux chiffres. Après la crise de Cuba de mai 1963, le prix du sucre était de 955 DM la tonne. A la fin de 1966, il n'était plus à peine que de 140 DM la tonne, soit 15 % du prix de mai 1963. Ces fluctuations démontrent — on a d'ailleurs pu le constater à d'autres occasions, par exemple lors de la crise de Suez et de la crise de Corée — qu'en deux ans la courbe des prix peut soit s'élever rapidement à un maximum, soit retomber brutalement à un niveau très bas, ce qui ne peut que perturber le marché mondial du sucre et les conditions de production, d'écoulement et de consommation.

Le jeu de ces facteurs est la cause concrète véritable des difficultés auxquelles se heurtent actuellement les négociations internationales. Ces difficultés sont de trois ordres, ainsi que le souligne, dans sa conclusion, le rapport de la commission de l'agriculture.

Tout d'abord, il y a conflit de compétence entre la conférence sur le commerce mondial et le G.A.T.T. L'U.N.C.T.A.D., la conférence sur le commerce mondial, revendique — elle l'a dit clairement

Lücker

à la Commission de la C.E.E. à Bruxelles — la responsabilité d'organiser des négociations sur la réactivation de l'accord mondial sur le sucre. On ne peut nier que l'U.N.C.T.A.D., organisée sous les auspices des Nations unies, puisse se prévaloir, pour prétendre à traiter ces questions, d'un certain droit d'ancienneté. En effet, comme pour le blé, il existe depuis longtemps, pour le sucre, des accords internationaux. Le plus ancien remonte à la convention de Bruxelles de 1902. Déjà Bruxelles, qui est actuellement le centre de nos tentatives d'unification européenne !

Mais ces accords sur le sucre n'ont pas permis, jusqu'ici, de résoudre les problèmes qui se posent, et ce pour les mêmes raisons qu'en ce qui concerne l'accord mondial sur le blé, qui n'a pas permis, lui non plus, de résoudre le fond des problèmes. C'est que les accords internationaux sur le sucre n'ont envisagé comme solution que le recours aux quotas d'exportation et d'importation, c'est-à-dire à l'instrument de politique commerciale classique. Ils n'ont pas entamé l'autorité ni la souveraineté politiques des pays partenaires intéressés. C'était vouloir résoudre un problème international sans accepter les conditions mêmes de sa solution, la soumission de chaque partenaire à des normes internationales communes. C'est presque de la « *contradictio in adjecto* ». Vouloir résoudre un problème en s'inspirant de principes contradictoires, c'est aller au-devant d'un échec.

D'autre part, la conférence des ministres du G.A.T.T. de mai 1963 avait notamment décidé de conclure des accords sur les produits agricoles de la zone tempérée. C'est là une idée que l'on n'a jamais cessé d'avancer et de défendre dans le cadre des relations économiques et de la coopération économique du monde occidental : la charte de Havane et le G.A.T.T., notamment, en témoignent, de même, d'ailleurs, que l'U.N.C.T.A.D. Il s'agit d'améliorer, dans la mesure du possible et des nécessités, les marchés mondiaux de matières premières, non seulement dans le secteur agricole mais également dans le secteur industriel, grâce à la conclusion d'accords mondiaux.

Il est évident que pour la conférence mondiale sur le commerce et le développement il ne s'agit pas uniquement d'une question de compétence, mais que cet organisme entrevoit, en l'occurrence, la possibilité de réaliser l'organisation du futur marché mondial du sucre. D'autre part, l'U.N.C.T.A.D. peut se prévaloir d'une certaine supériorité vis-à-vis du G.A.T.T., du fait qu'elle compte un plus grand nombre de membres et que sa base géographique est plus large que celle du G.A.T.T. Il faut cependant reconnaître à la conférence du G.A.T.T. une supériorité décisive, qui tient à ce que les pays signataires du G.A.T.T. représentent un pourcentage assez considérable de la production mondiale de sucre. Enfin, il est une considération qui l'emporte

sur toutes les autres, c'est qu'à la différence de l'U.N.C.T.A.D., qui ne traite que du problème du sucre, les négociations du G.A.T.T. ont pour objet non seulement le sucre, mais tous les produits agricoles et tous les produits industriels et que les principaux pays producteurs et consommateurs de sucre s'y font des concessions mutuelles et contractent des engagements. Il est donc clair que, l'éventail de ses préoccupations étant plus large, la conférence du G.A.T.T. est mieux placée pour négocier des accords économiques internationaux que la conférence mondiale sur le commerce et le développement.

De plus, s'il faut se garder de vouloir leur accorder une importance excessive, il ne faudrait pas non plus négliger l'expérience acquise à la faveur de la conférence du G.A.T.T. et les possibilités qui en résultent. Encore une fois, Monsieur le Président, je ne voudrais pas en exagérer l'importance. Mais il convient d'en faire état dans cette Assemblée.

La deuxième caractéristique de la situation actuelle, c'est qu'un certain nombre de pays importants participant aux négociations Kennedy de Genève n'ont, pour divers motifs, pas encore présenté d'offres. Je n'oublie pas qu'au départ il existe des divergences entre les intérêts économiques des partenaires. Voyons ce qu'il en est, sans vouloir pour autant porter aucun jugement. Les États-Unis, par exemple, tiennent beaucoup à ce que soit conclu un accord sur les céréales et si leurs préoccupations ne sont pas les mêmes que celles de notre Communauté, il ne s'en dessine pas moins des possibilités d'accord. Pour ce qui est du sucre, le gouvernement américain, de même d'ailleurs que le gouvernement britannique, paraît moins pressé que pour les céréales. Cela s'explique par le fait que leurs importations nettes de sucre font aussi bien des États-Unis que de la Grande-Bretagne de gros importateurs de ce produit, alors que les États-Unis sont, par le volume de leurs exportations nettes, les plus gros exportateurs de céréales du monde. La production de sucre des territoires d'outre-mer étant désormais assimilée à la production européenne, la Communauté européenne est devenue, par le chiffre de ses exportations nettes, un exportateur de sucre. Si l'on considère le chiffre net de nos importations de céréales, nous sommes et resteront sans doute des importateurs de ces produits.

Ces quelques indications illustrent bien la diversité des intérêts économiques en présence.

C'est sans doute aussi ce qui explique pourquoi la Communauté a présenté à Genève, dans le cadre des négociations Kennedy, une offre pour le sucre, alors que d'autres partenaires importants s'en sont abstenus jusqu'à présent. Cependant, la situation peut très bien se modifier, pour les raisons que j'ai indiquées. Nous estimons qu'il est bon que les négociations Kennedy portent non seulement sur les céréales, mais sur tous les produits agricoles importants

Lücker

de la zone tempérée. Il ne faut pas oublier que le succès des négociations Kennedy est appelé à ouvrir la voie aux négociations et à la mise en œuvre des mesures qu'implique l'aide des pays industrialisés aux pays en voie de développement, aussi bien l'aide au développement économique et technique que l'aide alimentaire.

La troisième caractéristique de cette situation, c'est que désormais, pour les négociations Kennedy de Genève, le temps presse. Il ne faut pas nous dissimuler l'importance de ce fait, Monsieur le Président, si nous persistons à vouloir le succès des négociations Kennedy, succès que le Parlement européen a, je pense, toujours souhaité. En conséquence, les négociations doivent aboutir avant la fin du premier semestre de cette année, car les pouvoirs accordés à cet effet au gouvernement américain ne l'ont été que pour jusqu'au 30 juin prochain. Si l'on considère où l'on en est actuellement, on se rend compte qu'il n'y a plus de temps à perdre et l'on peut se demander si l'on aura encore le temps d'aborder à Genève toutes les questions qu'on se proposait de traiter. Bien entendu, notre Communauté se doit, elle aussi, de faire son mea culpa, car du fait de la crise de 1965, elle a tardé à prendre en temps voulu les initiatives qu'appelaient impérieusement les négociations Kennedy de Genève.

J'ai donc ainsi tenté de situer le problème et de définir les considérations dont la commission de l'agriculture s'est inspirée pour arrêter son rapport, après avoir pris l'avis de la commission du commerce extérieur. Je présume que mon collègue Vredeling prendra aussi la parole, en sa qualité de rapporteur de la commission du commerce extérieur. C'est après avoir ainsi posé le problème que nous avons formulé les remarques contenues dans le rapport, remarques qui, à leur tour, ont inspiré la proposition de résolution que nous soumettrons au Parlement.

Je me demande s'il est encore nécessaire de commenter la proposition de résolution. Je pense — on pardonnera au rapporteur de le dire lui-même — qu'elle est brève et suffisamment claire. La commission de l'agriculture l'a adoptée, après avoir consulté la commission du commerce extérieur, à une forte majorité — il y a eu, je pense, deux ou trois votes négatifs, dont celui de M. Kriedemann, je ne l'oublie pas — si bien qu'elle n'appelle plus, me semble-t-il, aucun commentaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, au nom de la commission du commerce extérieur, je voudrais simplement signaler que l'avis de ma commission et le rapport de la commission de l'agriculture concordent quasiment en l'occurrence. Tout à

l'heure, je citerai un point pour lequel cela n'est pas tout à fait vrai, mais dans les grandes lignes la commission du commerce extérieur et la commission de l'agriculture sont d'accord, cette fois, sur l'organisation du marché international du sucre, ce qui peut paraître assez remarquable, étant donné qu'il n'en avait pas été de même pour les céréales. La commission du commerce extérieur avait en effet renoncé à présenter son avis sur cette question, celui-ci ayant donné lieu à un partage égal des voix.

Monsieur le Président, si vous me demandez d'expliquer ce phénomène, tout ce que je puis dire — puisque nous ne devons pas nous jeter de la poudre aux yeux — c'est que, par exemple, la proposition de la commission de l'agriculture ne fixe pas le pourcentage du degré d'auto-suffisance que nous devons chercher à réaliser à l'intérieur de la C.E.E. Elle reste muette sur ce point. Je ne vous cacherai pas qu'à mon avis le désaccord aurait été plus grand si ce pourcentage avait été fixé. Je l'admets volontiers. Je ne dis pas cela, Monsieur le Président, pour créer des divergences là où il n'y en a pas, je le dis simplement pour préciser que cet accord n'est le fruit d'un revirement total, ni de la commission de l'agriculture, ni de la commission du commerce extérieur. Il ne faut pas conclure du fait que nous sommes d'accord sur un point qu'il ne pourra plus y avoir de désaccord à un stade ultérieur.

Au fond, ce qu'il convient de retenir c'est que les critiques avancées par la commission de l'agriculture et la commission du commerce extérieur sont identiques en ce sens que les deux commissions estiment — et je suppose que le Parlement tout entier est de cet avis — que l'offre de la C.E.E. dans le domaine du sucre est absolument insuffisante du fait qu'elle ne dit mot du financement de la politique de stockage du sucre, qui est pourtant un problème urgent. Il n'est pas question d'un certain degré d'auto-suffisance qui servirait de point de départ d'un règlement financier pour certains excédents, dans le cadre de l'aide alimentaire entre autres.

Ce règlement financier, la Commission l'avait présenté dans le temps, ainsi que nous l'ont appris différents articles de presse, mais il n'a pas été inclus dans le mandat confié à la Commission de la C.E.E. Le Conseil l'a donc rejeté.

Monsieur le Président, je dois vous dire que ma déception est grande, d'autant plus grande que nous ne pouvons accuser tel ou tel État membre d'avoir fait obstruction, puisqu'il s'agit ici d'un refus unanime de la part du Conseil de ministres, et que nous pouvons tous en rendre responsable notre propre gouvernement. Le Conseil de ministres a donc décidé à l'unanimité d'exclure cette question du mandat de la Commission de la C.E.E., et je crois que ce fut là une décision particulièrement funeste.

Vredeling

Nous avons ainsi la preuve que la Communauté se dérobe face aux pays en voie de développement, lorsqu'il s'agit d'un produit qui présente précisément de l'intérêt pour ces pays.

Je reconnais que nous avons eu à nous occuper de nos propres problèmes. J'entends par là les problèmes des pays riches, en particulier les États-Unis et la C.E.E.

Lors des négociations sur ces problèmes, la C.E.E. a pu se déclarer prête à mettre au point un règlement sur la base d'une organisation mondiale du marché, comprenant le financement des stocks en cas de dépassement du degré d'auto-suffisance, etc.

Lorsqu'il s'agit toutefois du financement de stocks ou de l'octroi d'une aide alimentaire aux pays en voie de développement pour les produits qui ne proviennent pas en premier lieu de nos pays — la C.E.E. n'exporte que très peu de sucre —, les pays riches, et notamment notre Communauté, se montrent très évasifs. Cette attitude est déplorable, et à mon avis et à celui du groupe socialiste, nous la paierons cher lorsque les négociations reprendront dans le cadre de l'U.N.C.T.A.D.

Je voudrais signaler en passant qu'en ce qui concerne les huiles et les graisses végétales — produits typiques pour un certain nombre de pays en voie de développement, dont nous reparlerons d'ailleurs dans ce Parlement — la C.E.E. veut également utiliser le mandat qu'elle a reçu pour les négociations en vue d'aboutir à une solution différente de celle qui a été adoptée pour les céréales. Ainsi, au lieu de chercher à réaliser une véritable organisation du marché mondial, elle a prévu un mandat modeste qui n'est pas intéressant pour les pays en voie de développement.

Une conclusion s'impose dès lors : c'est que si les pays de la C.E.E., et les pays occidentaux en général — je répète ce qu'a déclaré M. Lückner —, sont prêts à agir lorsqu'il s'agit de leurs propres intérêts, ils ne le sont plus lorsqu'il s'agit des intérêts des pays plus pauvres, en particulier des pays en voie de développement. Et cela à une époque où une telle attitude peut avoir des conséquences graves pour la politique mondiale. Il n'est en effet pas besoin d'être devin pour prévoir qu'elle peut provoquer d'importants conflits !

Il est une autre raison encore pour laquelle cette politique n'est pas logique, une raison qui nous concerne davantage nous-mêmes. Lorsque nous considérons d'une façon générale les réserves mondiales — prenons par exemple les céréales, ou bien un produit n'appartenant pas au domaine agricole, tel que l'étain —, nous nous apercevons que ces réserves se trouvent en grande partie entre les mains des États-Unis d'Amérique qui financent une part importante des réserves mondiales. Si la C.E.E. n'est pas disposée à participer à ce financement, cela si-

gnifie, du point de vue politique, que nous abandonnons le tout au « dollar ». Or, cette politique est en contradiction avec celle que suivent certains pays de notre Communauté, lorsqu'il s'agit d'un problème tel que celui d'une monnaie mondiale. Je ne vais pas m'arrêter plus longuement à cette question, mais je tiens quand même à signaler qu'elle n'est pas sans rapport avec celle qui nous occupe pour l'instant.

Ce n'est pas pour rien non plus, à mon avis, que M. Rostow, du département d'État, parcourt actuellement notre Communauté dans l'intention précisément d'éveiller, auprès des six pays, quelque enthousiasme pour une participation à l'aide alimentaire en faveur des pays en voie de développement. Les Américains encouragent visiblement cette initiative. J'ose affirmer que M. Rostow ne s'est pas rendu et ne se rendra pas auprès de la Commission de la C.E.E., parce que les Américains savent très bien que de toute façon la C.E.E. peut apporter une contribution plus grande à cette aide.

Cela tient au fait — et le sucre est un produit tout indiqué pour le prouver — qu'à l'intérieur de la C.E.E. on vit au-dessous de ses moyens. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer la décision du Conseil de ministres avec ce que les différents départements pour l'aide au développement, qui existent dans nos pays, prévoient dans leurs actes ou leurs discours. Il s'agit là, au fond, d'une contradiction flagrante.

Ma remarque suivante vous montrera qu'il est possible de déceler certaines nuances entre les déclarations de M. Lückner et les commentaires de la commission du commerce extérieur au sujet des relations entre le G.A.T.T. et l'U.N.C.T.A.D.

M. Lückner a affirmé qu'il n'était pas dans ses intentions de dénier à l'U.N.C.T.A.D. un certain droit de s'occuper du problème du sucre. Je trouve que c'est bien trop peu. C'est en effet à l'U.N.C.T.A.D. par excellence qu'il appartient de traiter cette question. Lorsqu'on lit les résolutions, qui ne renferment à vrai dire qu'une déclaration d'intention, que nos pays, eux aussi, ont adoptées lors de la conférence mondiale sur le commerce, on s'aperçoit que l'U.N.C.T.A.D. a notamment pour tâche de stabiliser les accords mondiaux sur les matières premières.

C'est en grande partie précisément dans ce dessein que l'U.N.C.T.A.D. a été créée. Cette organisation n'a pas seulement un certain droit de traiter cette question, c'est à elle, par excellence, qu'incombe cette tâche. Je ne veux pas nier par là que le G.A.T.T. n'ait à intervenir lui aussi dans ce domaine. Le G.A.T.T. peut s'appuyer sur une longue tradition, tandis que l'U.N.C.T.A.D. est toute récente. C'est pourquoi je pense qu'à l'instar de ce qui se fait pour les céréales, on peut très bien, ici aussi, se servir du G.A.T.T. pour aboutir tout d'abord à une solution pratique. Mais je pense être

Vredeling

en droit de dire que la solution qui consisterait à s'en tenir aux négociations du G.A.T.T. — l'offre que nous avons faite dans le cadre de la négociation Kennedy en est déjà la preuve — ne pourra jamais satisfaire les pays en voie de développement. C'est évident. On commencera à en discuter lors de la conférence de l'U.N.C.T.A.D. Je pense donc que derrière les différences de compétence — il serait inutile de s'étendre là-dessus — se cache une tout autre question, à savoir : où vos intérêts sont-ils le mieux défendus ? Lorsqu'on pose cette question, on est surpris de constater que les pays développés, y compris la Grande-Bretagne, les États-Unis et la C.E.E., se retournent instinctivement vers le G.A.T.T. et préféreraient oublier l'U.N.C.T.A.D.

Monsieur le Président, cette attitude est symptomatique. On essaie tout d'abord, au sein du G.A.T.T., de mettre au point un règlement tout à fait précis pour pouvoir dire ensuite aux pays de l'U.N.C.T.A.D. qui ne sont pas partis au G.A.T.T. : Nous sommes libres, vous pouvez vous joindre à nous. Sans doute faudra-t-il alors modifier tel ou tel quota, mais le règlement aura déjà été arrêté. Cela signifie donc que les pays en voie de développement n'exercent aucune influence réelle.

Monsieur le Président, nous trouvons que cela n'est pas juste. La commission du commerce extérieur a une autre opinion sur ce point. Nous estimons qu'il est possible et même nécessaire de discuter de ces questions dans le cadre du G.A.T.T. La négociation Kennedy a abouti à leur sujet à certaines conclusions. Il faut maintenant présenter ces conclusions en tant que telles à l'U.N.C.T.A.D. pour y être examinées. Il doit être possible d'approfondir ces conclusions au sein de l'U.N.C.T.A.D. et d'y apporter éventuellement des modifications. Si le mandat de la Commission se réalise au Kennedy round, il faudra, à mon avis, que nous soyons prêts à poursuivre les entretiens au sein de l'U.N.C.T.A.D. sur les questions de l'aide alimentaire et du financement des réserves mondiales par exemple. C'est pourquoi il ne faut pas prendre de décision définitive à ce sujet au sein du G.A.T.T., mais jeter les bases d'un règlement qui figurera ensuite à l'ordre du jour de l'U.N.C.T.A.D.

Il est vrai, Monsieur le Président, que nous nous heurtons ici à un problème, à savoir qu'au sein du G.A.T.T. c'est la Commission de la C.E.E. qui participe aux négociations, tandis qu'à l'U.N.C.T.A.D., les différents États membres siègent eux-mêmes. Certes, la Commission peut y déléguer un observateur, mais elle ne peut participer aux débats. Je ne serais pas surpris d'entendre les États membres de la C.E.E. et la Commission, mais aussi les pays en voie de développement, déclarer qu'il serait intéressant d'accueillir un jour M. Mansholt pour qu'il expose son point de vue. Cette idée ne serait pas si saugrenue, étant donné que peu à peu les pays en

voie de développement commencent à se rendre compte que les déclarations que peuvent faire l'Allemagne et la France ne présentent pas tellement d'intérêt, et que seul est intéressant ce que déclare la C.E.E. en tant qu'entité. Si auprès du G.A.T.T., c'est la Commission de la C.E.E. qui est le porte-parole de tous les pays de la Communauté, je ne vois, en revanche, pas les États membres de la C.E.E. désigner de sitôt un des leurs comme porte-parole et comme négociateur à l'U.N.C.T.A.D. Je pense que sur ce point nous pourrions espérer certains encouragements de la part des pays en voie de développement, qui amélioreraient certainement notre position en tant que C.E.E. auprès de l'U.N.C.T.A.D.

Au terme de mon argumentation, je crois pouvoir conclure que toute l'évolution de la négociation en matière de politique commerciale dans le cadre du Kennedy round recèle le danger — que nous avons déjà signalé à plusieurs reprises et qui se concrétise sous nos yeux — que les intérêts des pays en voie de développement ne soient totalement négligés.

Or, je sais que les négociations dans le cadre du Kennedy round sont affreusement compliquées. Comme il ne nous reste plus que peu de temps, nous ne pourrions certainement plus inscrire le problème des pays en voie de développement à l'ordre du jour de ces négociations, bien qu'un chapitre spécial, à savoir la nouvelle quatrième partie concernant le G.A.T.T., nous en donne l'entière possibilité.

Je crois que nous devons aborder le Kennedy round en faisant clairement savoir qu'à notre avis ce n'est pas au cours de cette négociation que cette question pourra être définitivement réglée. Nous devons clairement faire entendre que la négociation Kennedy doit être suivie de négociations sur le développement, qui pourraient servir à imbriquer les accords mondiaux qui nous occupent et qui fixent les premiers principes, dans le cadre de l'U.N.C.T.A.D., sous forme de véritables accords internationaux, étant entendu qu'il faudra, ce faisant, tenir compte dans une très large mesure des intérêts des pays en voie de développement.

Nous devons également prendre à cœur les intérêts des pays en voie de développement dans le domaine industriel. Je pense en particulier aux tarifs préférentiels qui pourront être accordés pour aider la jeune industrie de ces pays. Il s'agit là d'une mesure nécessaire. Si, d'une façon générale, la C.E.E. et les pays développés ne sont pas prêts à l'appliquer, les résultats du Kennedy round agiront comme de la dynamite sur la réunion de l'U.N.C.T.A.D., qui doit avoir lieu au début de l'année 1968 à la Nouvelle-Delhi.

Dans cette dernière hypothèse, la conférence de l'U.N.C.T.A.D. sera placée devant des faits accomplis qui assureront les intérêts des pays riches ; et on n'aura plus rien à offrir aux autres pays. Je répète que du point de vue de la politique mondiale, cette

Vredeling

situation peut avoir des conséquences extrêmement critiques et funestes, étant donné qu'à notre avis l'aide aux pays en voie de développement est un des problèmes les plus graves qui dominent le monde. C'est pourquoi nous devons veiller, lors de la réunion de l'U.N.C.T.A.D. qui va s'ouvrir et dans laquelle les pays en voie de développement mettent leurs espoirs, à faire des offres concrètes. J'espère que le Conseil de ministres de la C.E.E. reviendra malgré tout sur sa décision et qu'il réexaminera le mandat que la Commission de la C.E.E. avait sollicité initialement. J'espère en outre que le Conseil complètera ce mandat par les éléments que la Commission de la C.E.E. avait présentés à l'origine.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — N) Monsieur le Président, la tâche qui m'incombe, en l'occurrence, n'est pas difficile. Tout d'abord, il me faut remercier les rédacteurs de leurs rapports. En particulier, je tiens à remercier M. Lückér des commentaires qu'il a fait de son rapport et que je puis approuver jusque dans les termes. La meilleure façon de traduire ma reconnaissance à son égard sera de pouvoir être bref sur ce point. Je puis entièrement souscrire à tout ce qu'a dit M. Lückér, à l'exception d'une nuance au nom de la commission du commerce extérieur.

Je suis d'avis, moi aussi, que la question de l'instance où doit être conclu un accord mondial mérite une réponse plus nuancée que celle que l'on y a faite, selon laquelle il va de soi qu'il faut d'abord discuter de cet accord dans le cadre du G.A.T.T. Je m'étendrai plus longuement sur ce point tout à l'heure.

Pour l'instant, je me trouve dans une situation un peu particulière. Nous devons constater en premier lieu que le Parlement ne discute pas sur une proposition de la Commission de la C.E.E., mais bien sur le mandat confié à la Commission par le Conseil.

En second lieu, nous constatons que le Conseil n'a pas suivi la Commission sur certains points, actuellement en discussion. La critique à l'encontre du mandat que la Commission a reçu finalement pour la conduite des négociations à Genève, s'adresse plutôt — du moins je le suppose — au banc vide à ma gauche qu'à la Commission elle-même.

En effet, les questions du financement communautaire et de la réglementation d'une partie de la production, réglementation qui aboutit à la fixation d'un certain degré d'auto-provisionnement — il s'agit donc, en définitive, de décider des moyens permettant d'instaurer l'équilibre sur le marché mondial — ne font pas l'objet dudit mandat. Or, ce sont

précisément là des points auxquels la Commission, elle aussi, attache une très grande importance.

En troisième lieu, il est extrêmement difficile pour la Commission, qui doit elle-même négocier au sein du G.A.T.T., de faire connaître, dans le détail, son opinion sur ces deux points, alors qu'elle ne peut pas les défendre actuellement à Genève. Vous comprendrez donc que je dois faire preuve de plus de prudence qu'à l'ordinaire en parlant de la politique agricole de notre Communauté.

Quoi qu'il en soit, je puis souscrire entièrement aux déclarations que M. Lückér a faites, parfois d'une manière émue — et qui correspondent à ma conviction profonde, car il s'agit de questions extrêmement importantes — au sujet de ce financement communautaire.

De notre côté, nous sommes persuadés, pareillement, que le degré d'auto-provisionnement, qui a été accepté pour les céréales, mais qui ne l'a pas été pour le sucre, nous placera dans une position difficile au moment des négociations.

Puisqu'on se demande où ces questions doivent être traitées d'abord, je dois reconnaître avec M. Vredeling que ce genre de problème devrait être examiné en premier lieu dans une organisation internationale où les pays moins développés pourraient faire valoir leurs intérêts plutôt que les pays riches. D'un autre côté, nous devons savoir agir de façon pragmatique. Nous savons que le G.A.T.T. est une organisation puissante qui devrait pouvoir prendre ce genre de décision, à condition qu'elle le fasse en tenant compte des intérêts des pays moins développés, ou tout au moins en laissant ouverts certains problèmes afin que par la suite, lors d'une discussion sur des accords analogues, des décisions plus précieuses puissent être prises également dans le cadre de l'U.N.C.T.A.D. Je ne pense donc pas qu'il y ait contradiction entre la saisine de ce problème par le G.A.T.T., d'une part, et par l'U.N.C.T.A.D., d'autre part. Je crois que l'un et l'autre examen doivent se compléter mutuellement. M. Lückér a exprimé le même avis. La Commission estime qu'il est de la plus haute importance que les premiers jalons soient posés à Genève lors de la réunion du G.A.T.T., mais qu'ils doivent l'être de façon telle que l'U.N.C.T.A.D. puisse reprendre en main la suite des choses.

Le point de vue de la Commission revient au fond à ceci : nous entendons fixer un prix de référence qui soit presque identique au prix pratiqué sur le marché mondial, et les pays riches devront s'engager à respecter un certain degré d'auto-provisionnement. Les pays riches devront en tous les cas s'engager à respecter ce prix de référence et si cela ne leur est pas possible, ils devront verser cette différence de prix à un fonds international. Il faudrait, sous certaines conditions, exempter les pays

Mansholt

plus pauvres de cette obligation, à moins que certains quotas maximaux ne viennent à être fixés.

Nous adopterions ainsi, au sein du G.A.T.T., un point de vue qui n'affecterait en rien les efforts ultérieurs déployés au niveau de l'U.N.C.T.A.D. J'espère donc qu'il sera possible, au G.A.T.T., de poser les premiers principes de façon à ce qu'ils puissent être développés à l'U.N.C.T.A.D. ou, troisième possibilité, dans une conférence ad hoc, qui serait en quelque sorte le prolongement de l'ancienne conférence sur le sucre et qui pourrait éventuellement avoir lieu sous les auspices de l'U.N.C.T.A.D.

La Commission n'aperçoit pas d'incompatibilité entre l'une et l'autre organisation. Le tout est de parvenir ici à une coopération.

Je suis d'accord avec les deux orateurs lorsqu'ils regrettent que, jusqu'à présent du moins, le G.A.T.T. ait manqué à sa tâche.

Sans doute essaie-t-on de parvenir à un accord sur les céréales. Il semble bien en tout cas que la volonté politique y soit. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit M. Lückner sur ce point, à savoir qu'en ce qui concerne les céréales, les pays riches sont exportateurs et que s'agissant du sucre, ou bien ces mêmes pays se suffisent à eux-mêmes, ou bien sont importateurs, comme c'est le cas des États-Unis, ou encore sont assez riches pour pouvoir se tirer « aisément » d'affaire avec les excédents qu'ils possèdent, comme c'est le cas de la C.E.E. Je mets le mot aisément entre guillemets parce que nous sommes justement en train au G.A.T.T. de nous occuper de notre politique sucrière.

Les pays moins développés ne peuvent pas en faire autant avec leurs excédents. Lorsqu'il s'agit précisément d'un produit tel que le sucre, le G.A.T.T. se montre évasif. Je dois bien constater que notre Communauté y est d'ailleurs pour quelque chose aussi. Par ses propositions limitées, elle ne contribue pas au fond à la solution de ce problème au sein de cette instance. La Commission, elle aussi, regrette cet état de choses.

Or, comme il ne nous sera pas possible de mettre sur pied un accord sur le sucre pour le 1^{er} juillet de cette année — il faudra des années, car il s'agit d'une matière excessivement complexe —, j'espère quand même que nous parviendrons à dégager quelques principes et à décider de poursuivre ces négociations après le 1^{er} juillet, c'est-à-dire après la clôture du Kennedy round. Dans cette question encore, la Commission adopte le point de vue que M. Lückner a exposé dans son rapport.

Je pense que le dernier mot n'a pas encore été dit sur ce problème. Au fond, nous devons regarder

la décision du Conseil comme un premier pas. La question fera encore l'objet d'autres discussions à Genève. Le Conseil doit, bien entendu, avoir la possibilité de revoir éventuellement son point de vue. Pour ce faire, l'avis du Parlement européen sera, on est en droit de le penser, d'une précieuse contribution.

Monsieur le Président, je voudrais conclure par une brève observation concernant un passage du rapport. A la page 7, il est question du prix pratiqué dans la zone excédentaire ; il s'agit probablement de la zone déficitaire. Il s'agit sans doute d'une coquille d'impression.

J'espère, Monsieur le Président, que le Parlement adoptera la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt d'avoir participé à cet échange de vues.

La parole est à M. Kriedemann pour une explication de vote.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, permettez-moi une brève remarque.

Il y a quelque temps je me suis prononcé, ici même, contre une proposition de résolution dans laquelle le Parlement approuvait les principes dont s'inspire ce règlement relatif à notre marché du sucre. J'avais dit non à ce texte parce que j'ai peine à imaginer que nous puissions, à l'aide de tels principes, contribuer à la solution de ces problèmes que M. Vredeling, en particulier, nous a exposés dans tous leurs détails. Je me prononcerai également contre cette proposition de résolution, et cela notamment parce que les raisons qui se cachent derrière le désir de créer un fait accompli au G.A.T.T. — où nous croyons nous trouver dans une meilleure position — me semblent parfaitement insoutenables.

M. Vredeling. — (N) Étant donné le déroulement du débat, je déclare ne pas avoir parlé au nom du groupe socialiste.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

sur les problèmes relatifs à l'organisation du marché mondial du sucre

Le Parlement européen,

- vu les avis qu'il a formulés antérieurement ⁽¹⁾,
- vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 175),
- vu les directives que le Conseil a données le 6 décembre 1966 à la Commission de la C.E.E. en vue de la négociation d'un « Arrangement général sucre » dans le cadre du Kennedy round,

1. Se félicite de l'offre de la Communauté qui témoigne de sa volonté de négocier un accord mondial sur le sucre et cela d'autant plus que, jusqu'à présent, d'autres pays importants n'ont présenté aucune offre ;

2. Constate, cependant, que l'offre de la Communauté — fondée sur deux éléments : prix de référence mondial et consolidation des montants de soutien — ne suffit pas pour réaliser un accord vraiment efficace ayant pour but de stabiliser et d'assainir à long terme le marché mondial du sucre dans le cadre des principes admis pour l'amélioration, dans le secteur agricole également, des échanges mondiaux ;

3. Estime que ces objectifs ne peuvent pas être atteints s'il n'y a pas une responsabilité commune des partenaires pour les excédents et des mesures spécifiques en faveur des pays en voie de développement ;

4. Juge dès lors nécessaire qu'outre l'offre de la Communauté, fassent également l'objet des négociations :

- des mesures d'assainissement établies pour chaque partie à l'accord sur la base d'un taux d'auto-approvisionnement à fixer par voie conventionnelle ;
- la création d'un Fonds international pour le sucre qui serait alimenté surtout par des prélèvements et dont les ressources ainsi constituées seront exceptionnellement imputées à l'aide au développement des pays industrialisés dont la contribution à ce Fonds est particulièrement élevée ;

5. Rappelle que, pour atteindre les objectifs de l'accord, il importe de définir :

- pour les pays industrialisés, des obligations équivalentes ;
- pour les pays en voie de développement, par contre, des obligations différenciées ;

6. Souligne une nouvelle fois l'importance qu'il convient d'accorder au fait que cet accord permettrait de promouvoir efficacement l'exécution des programmes multilatéraux d'aide au développement et d'aide alimentaire ;

7. Est d'avis qu'il conviendrait de négocier sur l'« Arrangement général sucre » dans le cadre du G.A.T.T., sans pour autant compromettre la conclusion, dans les délais voulus, des négociations Kennedy ; que ces négociations Kennedy devraient tout au moins donner lieu à une définition des objectifs, des principes et des éléments essentiels permettant par la suite la conclusion d'un accord dans une conférence mondiale sur le sucre ;

8. Invite sa commission compétente à suivre ces problèmes et, le cas échéant, à lui faire de nouveau rapport à ce sujet ;

9. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite.

⁽¹⁾ J.O. nos 64 du 25 juillet 1962, p. 1760/62, 106 du 12 juillet 1963, p. 1929/63, 177 du 6 novembre 1964, p. 2801/64, 130 du 19 juillet 1966, p. 2432 et 2458/66, 232 du 16 décembre 1966, p. 3916/66.

8. Règlement relatif aux prix communs des céréales

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales (doc. 180)

La parole est à M. Dupont.

M. Dupont, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, l'objet du rapport que j'ai l'honneur de vous présenter, ce sont les mesures transitoires qui doivent être prises en vue de l'application, à partir du 1^{er} juillet de cette année, des prix communs dans le secteur des céréales.

On sait qu'au 1^{er} juillet de cette année, le prix communautaire entrera en vigueur pour les céréales et aussi pour les produits transformés : porcs, œufs et volailles. Étant donné qu'à cette date les prix de certaines céréales augmenteront dans des proportions considérables dans certains pays alors qu'elles subiront une baisse dans d'autres, il est indispensable que des mesures d'adaptation soient prises.

La commission de l'agriculture a accordé une attention particulière à quatre points ; trois d'entre eux font d'ailleurs aussi l'objet du règlement. Je m'étendrai plus longuement sur le quatrième point. Je vous dirai quelles sont les intentions de la commission de l'agriculture en ce qui le concerne. Il n'est pas mentionné dans le règlement que nous avons devant les yeux.

Premièrement, les prix augmenteront pour certains produits et dans certains pays. Les pays et les produits dont il s'agit sont cités dans le règlement. Celui-ci prévoit que le 30 juin au soir il sera procédé au recensement des stocks se trouvant dans les pays en question. Ces stocks seront frappés d'une taxe, étant entendu que le prix pourra être augmenté d'une unité de compte par tonne pour frais de stockage pendant le mois de juin et que la franchise est de deux unités de compte. En effet, la compensation ne sera payée que si l'écart entre les prix est d'au moins deux unités de compte.

Cette proposition n'a pas soulevé d'objection au sein de la commission de l'agriculture.

Deuxièmement, dans certains pays les prix subiront une baisse. Si une hausse donne lieu à la perception d'une taxe, une réduction du prix donne lieu au versement d'une indemnité. En l'espèce également, les stocks seront recensés : la différence de prix sera définie, celle-ci étant ici l'écart entre les prix de référence, alors que dans le premier cas, c'était l'écart entre les prix de seuil avant la fin du mois de juin et après le 1^{er} juillet qui était prise en considération.

Le troisième point concerne les produits de transformation mentionnés à l'annexe qui est jointe au projet.

La Commission de la C.E.E. propose de proroger d'un mois le système de prélèvement applicable jusqu'au 1^{er} juin pour le maintenir encore avant le mois de juillet.

La commission de l'agriculture estime qu'une prorogation d'un mois ne suffit pas, les stocks ne pouvant pas, dans ce délai, être mis sur le marché. C'est pourquoi elle propose de porter à trois mois le délai cité à l'article 3.

En quatrième lieu, il nous faut soulever le problème des produits de transformation d'origine animale. Rien n'est dit à leur sujet dans le projet. Or, au 1^{er} juillet, en fixant le prix commun des céréales, on déterminera bien entendu aussi celui des produits de transformation.

Il est à prévoir que lorsque dans certains pays les prix des céréales iront en décroissant, les prix des produits de transformation diminueront également. C'est ici que se pose le problème de la compensation à accorder pour les pertes enregistrées du fait que des produits transformés à l'aide de céréales à prix élevés devront être écoulés à bas prix.

L'exécutif de la C.E.E. n'a pas traité ce problème dans son projet, mais dans sa proposition de résolution, la commission de l'agriculture estime qu'il est « en outre nécessaire de prévoir pour chacun des produits animaux transformés à partir de céréales (porcs, volailles, œufs) des délais d'adaptation au marché commun durant lesquels le système de prélèvements actuellement en vigueur sera maintenu. »

Voilà les quatre problèmes sur lesquels la commission de l'agriculture s'est plus particulièrement penchée.

Au paragraphe 15, celle-ci a tenu à appeler l'attention sur le problème du contrôle. Il est déjà apparu que dans ce domaine d'importantes mesures de contrôle devront être instituées en vue du recensement des stocks. recensement qui peut avoir des incidences financières considérables. En application du règlement, le contrôle est confié aux gouvernements nationaux. Cette manière de procéder est assez logique car ce sont les gouvernements nationaux qui bénéficieront de ces incidences financières ou auront à les prendre en charge. La commission de l'agriculture estime — elle a été assez impressionnée par les faits qui ont récemment été révélés ; chacun sait de quoi je parle — qu'il devient indispensable de songer à l'instauration progressive d'un système de contrôle communautaire, notamment pour le cas où les conséquences financières d'une éventuelle opération abusive viendrait complètement à charge de la Communauté.

C'est au paragraphe 15 du rapport que la com-

Dupont

mission de l'agriculture a appelé l'attention sur ce problème.

Voilà donc les quelques mots que j'avais à vous dire pour présenter mon rapport ; j'espère que le Parlement voudra bien adopter la résolution proposée par la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales

Le Parlement européen,

— vu la proposition de la Commission de la C.E.E.,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 160),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 180),

1. Invite la Commission de la C.E.E. à faire siennes les propositions de modifications suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité ;

2. Juge en outre nécessaire de prévoir pour chacun des produits animaux transformés à partir de céréales (porc, volaille, œufs) des délais d'adaptation au marché commun durant lesquels le système de prélèvements actuellement en vigueur sera maintenu ;

3. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E., la présente résolution ainsi que le rapport auquel elle fait suite.

Proposition d'un règlement du Conseil relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales

(TEXTE MODIFIÉ
PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

1. Considérant qu'il est envisagé de mettre en vigueur un régime de prix communs des céréales dès la campagne de commercialisation 1967-1968 ; que, par sa résolution du 15 décembre 1964, le Conseil est convenu du niveau qui devrait être celui de ces prix ; que les prix de seuil communs qui devraient en conséquence être appliqués à partir du 1^{er} juillet 1967 sont parfois séparés par des différences importantes des prix de seuil valables dans les États

membres à la fin de la campagne 1966-1967 ; que ces différences doivent être compensées lors du passage à la nouvelle campagne, dans la mesure nécessaire pour éviter que des perturbations dans le domaine des prix, des courants d'échanges et de l'approvisionnement affectent les marchés de la Communauté ;

2. Considérant que, dans certains États membres, les prix de seuil valables pour juin 1967 seront, pour quelques céréales, inférieurs au prix de seuil commun prévu ; que cette situation pourrait amener, avant la fin de la campagne en cours, la constitution de stocks de céréales importées, susceptibles d'être écoulés sur le marché après l'entrée en vigueur des nouveaux prix ; qu'ainsi la formation des prix pourrait se trouver sensiblement perturbée au cours des premiers mois du régime unique des prix des céréales ; que le remède le plus efficace à cette situation paraît être, dans le cas où la différence entre les prix d'un État membre et les futurs prix communs est importante, d'amener, au moyen d'une taxe, le prix des stocks de céréales concernées recensés à la date du 30 juin 1967 au niveau attendu pour le lendemain, déduction faite d'un montant forfaitaire représentant les frais de stockage expo-

Président

sés ; que, pour faciliter le recensement précité, il convient de stipuler, à titre exceptionnel, que les importateurs pourront être tenus d'indiquer la destination donnée aux marchandises ;

3. Considérant qu'il est envisagé, vu les conditions particulières du marché de l'orge et du maïs en Italie, d'adopter des dispositions communautaires autorisant cet État membre à prendre, à titre transitoire, des mesures tendant à diminuer, sur son marché, le prix résultant pour ces céréales de l'entrée en vigueur des prix communs ; que, si l'Italie prend effectivement ces mesures, il convient de tenir compte de leur répercussion sur la nécessité de percevoir ou non la taxe sur les stocks ;

4. Considérant que les prix d'intervention valables au début de la campagne 1967-1968 en un point quelconque de la Communauté peuvent, du fait de l'entrée en vigueur d'un système unique de prix dérivés, être notablement différents de ce qu'ils étaient en ce même point au début de la campagne 1966-1967 ; que, dans le cas où un État membre accorde une indemnité aux stocks existant en fin de campagne, cette indemnité doit être, pour un lieu considéré, destinée exclusivement à compenser au maximum les conséquences entraînées pour le détenteur des stocks par l'entrée en vigueur en juillet d'un prix d'intervention inférieur à celui qui était valable en juin pour le même lieu ;

5. Considérant que, par l'effet des mesures annoncées ci-dessus et des ventes qu'à partir du 1^{er} juillet 1967 les organismes d'intervention effectueront à un prix supérieur au prix d'intervention, des céréales de base seront, à partir de cette date, disponibles dans toute la Communauté aux prix communs ; que, cependant, dans les États membres pour lesquels il est prévu que le prix de seuil commun sera inférieur au prix de seuil valable en juin 1967, le marché des produits transformés à base de céréales peut être gravement perturbé à la fin de la campagne 1966-1967 et au début de la campagne 1967-1968, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement des consommateurs, si ces produits sont importés dès le 1^{er} juillet sans prélèvement en provenance des autres États membres et avec le prélèvement calculé sur la base du prix commun pour les autres provenances ; qu'il peut être remédié à cela en maintenant pour les mois de juillet, août et septembre 1967, à titre de transition en vue de l'entrée en vigueur des prix communs, le prélèvement applicable à l'égard des pays tiers en juin et l'élément mobile du prélèvement intracommunautaire, qui correspond actuellement aux différences de prix des céréales entre les États membres, tel qu'il sera éventuellement applicable en juin ; que, pour que ces mesures puissent être efficacement appliquées, il faut prévoir, dans les échanges intracommunautaires, le maintien des certificats d'importation pour les produits et la période concernés ;

6. Considérant qu'en vue de l'entrée en vigueur, prévue pour le 1^{er} juillet 1967, du régime unique des prix des céréales ainsi qu'en vue de faciliter l'application des mesures transitoires stipulées au présent règlement, il convient d'interdire la fixation à l'avance du prélèvement et de la restitution intracommunautaire pour toutes les opérations portant sur des produits soumis au règlement n° 19 à effectuer à partir de la date précitée,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :*Article 1*

1. Lorsque, pour le blé dur, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, le sorgho ou le dari, le prix de seuil valable au cours du mois de juin 1967, dans un État membre, est inférieur de plus de 2 unités de compte par tonne au prix de seuil commun valable au cours du mois de juillet 1967, l'État membre en cause procède au recensement des stocks qui sont détenus le 30 juin 1967 par le commerce et l'industrie de transformation ; il perçoit sur ces stocks, à partir d'une quantité minimum, une taxe égale à la différence entre ces deux prix de seuil, diminuée de 1 unité de compte par tonne.

2. Toutefois, l'Italie peut ne pas percevoir la taxe sur les stocks visée au paragraphe 1, ou la percevoir en partie, si elle diminue, à partir du 1^{er} juillet 1967, conformément à la réglementation communautaire en vigueur à cette date, le prélèvement sur l'orge et le maïs.

Au cas où elle ne perçoit pas la taxe sur les stocks, l'Italie applique, lors des expéditions d'orge et de maïs effectuées vers les autres États membres en juillet et août 1967, une taxe de 8 unités de compte par tonne pour l'orge, et de 9,50 unités de compte par tonne pour le maïs, sans préjudice de toute autre taxe qui pourrait être prévue par la réglementation communautaire.

Si la taxe sur les stocks n'est perçue qu'en partie, la taxe appliquée aux expéditions est diminuée du montant de la taxe sur les stocks effectivement perçue.

3. Les États membres qui peuvent percevoir une taxe sur les stocks, conformément aux dispositions ci-dessus, sont autorisés à soumettre la délivrance du certificat d'importation de céréales en cause, jusqu'au 30 juin 1967, à la condition que l'importateur s'engage à indiquer avant le 1^{er} juillet la destination donnée aux quantités importées avant cette date.

Article 2

Si les États membres accordent une indemnité pour les stocks de céréales indigènes détenus le 30 juin 1967 par le commerce ou l'industrie de trans-

Président

formation, cette indemnité est au plus égale au prix d'intervention valable au cours du mois de juin 1967, diminué de celui qui sera valable au cours du mois de juillet. Si le montant ainsi calculé est inférieur à 1 unité de compte par tonne, aucune indemnité n'est accordée.

Par prix d'intervention, on entend le prix valable pour le centre de commercialisation le plus proche du lieu où se trouvent les stocks.

Article 3

Pour les importations des produits visés à l'annexe du présent règlement, effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre 1967, les dispositions suivantes sont applicables :

1. Lors de l'importation en provenance des pays tiers dans un État membre dont le prix de seuil valable en juin 1967 est supérieur au prix de seuil commun valable en juillet 1967, l'élément mobile à retenir pour le calcul du prélèvement est égal à celui qui est valable dans cet État membre le 30 juin 1967.

Si le prélèvement a été fixé à l'avance, il est ajusté en fonction du prix de seuil en vigueur pendant le mois de juin 1967.

2. Si, le 30 juin 1967, un prélèvement comportant un élément mobile est applicable à l'importation d'un produit en provenance d'un État membre, il est perçu un prélèvement égal à cet élément mobile lors de l'importation du produit en cause en provenance de cet État membre.

3. Les dispositions de l'article 16 du règlement n° 19 demeurent applicables, pour un produit déterminé, aux importations effectuées dans un État membre en provenance de tous les autres États membres lorsqu'un prélèvement est perçu en application du paragraphe 2.

4. Les États membres intéressés peuvent, en ce qui concerne le malt d'orge, avoir recours, par dérogation au présent article, aux mesures prévues à l'article 1^{er} sous a du règlement n° 119/66/CEE.

Article 4

Sans préjudice des dispositions du règlement n° 119/66/CEE, le prélèvement et la restitution ne peuvent être fixés à l'avance, dans les échanges intra-communautaires de produits soumis au règlement n° 19, pour une opération à réaliser à partir du 1^{er} juillet 1967.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

ANNEXE

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des produits
ex 11.01	Farine de céréales ex C. d'orge ou d'avoine E. autres
ex 11.02	Gruaux, semoules : grains mondés, perlés, concassés, aplatis (y compris les flocons), à l'exception du riz pelé, glacé, poli ou en brisures ; germes de céréales, même en farines : ex A. Gruaux, semoules, grains mondés, perlés, concassés, aplatis ex I. de froment (à l'exception des gruaux et semoules) II. de seigle III. d'autres céréales (à l'exception des gruaux et semoules de riz) ; a) Flocons d'orge et d'avoine ; ex b) autres B. Germes de céréales, même en farines.
ex 11.06	Farines et semoules de sagou, de manioc, d'arrow-root, de salep et d'autres racines et tubercules repris au n° 07.06 A. de manioc B. autres
11.07	Malt, même torréfié

Président

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des produits
ex 11.08 A	Amidons et féculés I. Amidon de maïs II. Fécule de pommes de terre : a) destinée à la fabrication de dextrines, de colles, d'apprêts ou de parements ⁽¹⁾ ; b) autres IV. autres
ex 11.09	Gluten et farine de gluten, même torréfiés
17.02 B	Glucose et sirop de glucose
ex 23.02	Sons, remoulages et autres résidus du criblage, de la mouture ou d'autres traitements des grains de céréales A. d'une teneur en amidon supérieure à 7 % en poids B. autres
ex 23.07	Préparations fourragères mélassées ou sucrées et autres aliments pré- parés pour animaux ; autres préparations utilisées dans l'alimentation des animaux (adjuvants, etc.) : ex B. contenant des céréales ou des produits auxquels le présent règlement ou le règlement n° 16/64/CEE est applicable à l'exception des préparations et aliments contenant en poids 50 % ou plus de lait en poudre.
⁽¹⁾ L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions à déterminer par les autorités compétentes.	

9. Règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du prélèvement

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/CEE en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine (doc. 169).

La parole est à M. Richarts.

M. Richarts, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, ces jours derniers les groupes politiques de notre Parlement se sont préoccupés de la réforme des travaux parlementaires. Permettez-moi de mettre dès maintenant cette réforme en application et de ne pas reprendre d'un bout à l'autre le rapport, et la discussion qui a eu lieu à son propos en com-

mission. Je me bornerai donc à l'essentiel de la proposition de la Commission.

Certains pays tiers ont découvert une brèche dans la réglementation du marché de la viande bovine et s'en sont servi pour introduire leurs produits dans la Communauté à un prix inférieur au prix d'importation. Ces importations dont une partie émanaient de pays à commerce d'État ont perturbé le marché de la viande bovine, très important, surtout en Italie, pour les revenus agricoles.

Les prix à l'importation est fixé sur la base des cours enregistrés sur les marchés les plus représentatifs du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Pour que de telles distorsions ne se reproduisent plus à l'avenir, la Commission propose que dès que l'on constate que des offres d'États tiers atteignent un niveau anormalement bas, le prélèvement soit calculé sur la base de celui-ci et non plus sur la base du prix à l'importation. Cela est logique et il était nécessaire d'apporter ce complément à l'organisation de marché actuelle.

Richarts

En deuxième lieu, la Commission propose de modifier aussi le coefficient. Il semble que ce soit surtout un problème technique. Étant donné que la fixation du coefficient influence le niveau du prélèvement ainsi que le prix, il s'agit en dépit des apparences d'un problème politique. Là aussi nous sommes d'accord.

Mais nous ne sommes pas en mesure de fixer le niveau du coefficient. C'est la Commission qui doit nous le dire. Notre commission ignore également si les mesures proposées par l'exécutif suffisent pour éliminer l'influence néfaste que les importations croissantes de viande surgelée exercent sur les prix de la Communauté. Nous prions le président Mansholt de nous donner des précisions sur ces deux points.

La commission de l'agriculture a approuvé à l'unanimité la très courte proposition de résolution. Je demande à l'Assemblée de bien vouloir à son tour l'adopter.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) J'aimerais répondre à l'aimable

invitation de M. Richarts, mais tout ce que je puis lui dire, c'est que la Commission de la C.E.E. a mis à l'étude les deux problèmes qu'il a soulevés. Je ne suis donc pas en mesure de donner une réponse précise à ses questions.

Pour ce qui est de la première question de M. Richarts, à savoir celle concernant le problème des importations en provenance de pays à commerce d'État, il s'agit d'un problème d'ordre général qui se pose non seulement pour la viande de bœuf, mais aussi pour d'autres produits.

La Commission a mis cette question à l'étude.

En réponse à la deuxième remarque de M. Richarts, je puis lui assurer, Monsieur le Président, que dès qu'elle aura pris une décision en la matière, la Commission de la C.E.E. en informera la commission de l'agriculture.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution ?...

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/CEE en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine

Le Parlement européen,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. sur la proposition de la Commission, (doc. 144),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 169),

1. Approuve la proposition de la Commission de la C.E.E. ;

2. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Proposition d'un règlement du Conseil modifiant le règlement n° 14/64/CEE en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine

*(Présentée par la Commission au Conseil
le 22 novembre 1966)*

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant qu'aux termes de l'article 5, paragraphe 1 du règlement n° 14/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur

Président

de la viande bovine (1), le prix à l'importation servant au calcul du prélèvement envers les pays tiers est déterminé à partir des cours enregistrés sur les marchés les plus représentatifs de certains pays tiers ;

considérant que des produits du secteur intéressé ont pu être offerts par des exportateurs des pays tiers, autres que ceux dont les marchés ont été retenus pour la détermination du prix à l'importation, à des prix sensiblement inférieurs à celui-ci ; que ces offres peuvent, eu égard à leur niveau de prix, créer des perturbations sur les marchés des États membres en rendant inefficace, pour de telles importations, le système des prélèvements institué par le règlement n° 14/64/CEE ;

considérant que ces perturbations peuvent être évitées par l'instauration d'une procédure permettant, pour les importations en cause, de substituer au prix de l'importation visé à l'article 5, paragraphe 1 du règlement n° 14/64/CEE, un prix déterminé en fonction des possibilités d'achat les plus favorables ;

considérant qu'aux termes de l'article 5, paragraphe 2 du règlement n° 14/64/CEE, le montant du prélèvement applicable aux produits dérivés est égal à la différence entre le prix d'orientation et le prix à l'importation majoré de la charge à l'importation applicable au produit dérivé, cette différence étant affectée d'un coefficient ; que ce coefficient est destiné à tenir compte du rapport entre les prix du bétail vivant et les prix de viandes ;

considérant que ce rapport est différent dans les pays tiers et dans les États membres ; qu'il importe, dès lors, de modifier la méthode de calcul du prélèvement applicable aux viandes pour tenir compte de cette différence ; qu'à cet effet, il y a lieu d'affecter le prix d'orientation de coefficients représentant le rapport de prix existant dans la Communauté entre le bétail vivant et les viandes ; qu'il convient également d'affecter le prix à l'importation de coefficients destinés à tenir compte de ce même rapport dans les pays tiers ;

considérant que le règlement n° 14/64/CEE doit être adapté en vue du marché unique ; qu'il convient de tenir compte de cette situation ; qu'il échet de limiter au 31 mars 1968 l'application du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :**Article 1**

Le paragraphe 1 *bis* suivant est inséré à l'article 5 du règlement n° 14/64/CEE :

« 1*bis*. Dans le cas où les cours enregistrés sur les marchés les plus représentatifs des pays tiers ne sont pas déterminants pour les prix d'offre franco frontière, et où le prix d'offre d'un des produits visés à l'annexe I ou à l'annexe II, section a ou section b, points 1 à 8, converti en prix d'offre du produit correspondant visé à l'annexe I, est inférieur au prix à l'importation visé au paragraphe 1, ce dernier est remplacé par un prix à l'importation spécial pour le ou les produits visés à l'annexe I, importés des pays tiers en cause. Ce prix est déterminé par la Commission en fonction des possibilités d'achat les plus favorables selon les critères fixés suivant la procédure prévue à l'article 20. »

Article 2

Les dispositions de l'article 5, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour chaque produit dérivé, le montant de ce prélèvement est égal à la différence entre, d'une part, le prix d'orientation du produit visé à l'annexe I affecté d'un coefficient et, d'autre part, le prix à l'importation fixé pour ce dernier produit par la Commission, affecté d'un coefficient et majoré de la charge à l'importation applicable au produit dérivé.

Les coefficients sont fixés pour chacun des produits dérivés, par le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2 du traité ».

Article 3

Le membre de phrase « cette différence étant affectée de coefficient visé à l'article 5, paragraphe 2 », figurant aux paragraphes 2, 3 et 5 de l'article 11 du règlement n° 14/64/CEE, est remplacé par « cette différence étant affectée du coefficient visé à l'article 5, paragraphe 2, applicable au prix d'orientation ».

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable jusqu'au 31 mars 1968.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

(1) J.O. n° 34 du 27 février 1964, pages 562/64.

10. Directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Estève, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives aux directives concernant :

1. La lutte contre la gale verruqueuse
2. La lutte contre le nématode doré (doc. 166)

La parole est à M. Estève.

M. Estève, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le rapport que je vais vous présenter n'est pas susceptible, j'en suis persuadé, de sensibiliser chacune et chacun d'entre vous.

Il est dommage que les nécessités de la régularité de la procédure imposent au Parlement européen de donner son avis sur ces deux propositions de directive, concernant l'une la lutte contre la gale verruqueuse et l'autre contre le nématode doré, qui sont deux parasites de la pomme de terre. Il serait opportun que de tels textes puissent être pris d'autorité, par voie réglementaire, comme on dit en France, mais je n'insiste pas.

Je me borne à rappeler que le Parlement avait, dès le 22 octobre 1965, adopté un rapport de M. Bading invitant la Commission de la Communauté économique européenne à poursuivre l'étude de la lutte contre les organismes nuisibles pour les végétaux.

C'est pour répondre au souhait ainsi exprimé que

la dite Commission a établi les propositions de directive qui nous sont aujourd'hui soumises.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que la culture de la pomme de terre prend une place importante dans les cultures végétales de la Communauté. Ainsi que je l'expose dans mon rapport écrit, les mesures qui nous sont présentées constituent un premier pas vers une réglementation communautaire de la protection des plantes, qui posera d'ailleurs beaucoup d'autres problèmes.

En ce qui concerne le caractère technique des opérations, permettez-moi de vous renvoyer purement et simplement à mon rapport écrit. Qu'il vous suffise de savoir que, parmi les mesures retenues à l'encontre des deux maladies précitées, figurent surtout l'interdiction de culture. Aucune pomme de terre ne peut en principe être cultivée sur les surfaces contaminées et aucune plante, destinée à la replantation ne doit y être cultivée, mise en terre ou entreposée.

Au nom de la commission de l'agriculture, je vous demande d'adopter purement et simplement la proposition de résolution qui tend à approuver les propositions de la Commission économique européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives aux directives concernant :

1. la lutte contre la gale verruqueuse
2. la lutte contre le nématode doré

Le Parlement européen,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. sur les propositions de la Commission (doc. 127),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 166),

1. Approuve la proposition de la Commission de la C.E.E. ;

2. Charge son président de transmettre la présente résolution ainsi que le rapport y afférent au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Président**Proposition d'une directive du Conseil
concernant la lutte contre la gale verruqueuse***(présentée par la Commission au Conseil
le 14 octobre 1966)***LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la production de pommes de terre tient une place importante dans l'agriculture de la Communauté économique européenne ;

considérant que le rendement de la production de pommes de terre est constamment compromis par des organismes nuisibles ;

considérant que la protection de la culture de pommes de terre contre ces organismes nuisibles non seulement doit maintenir la capacité de production, mais encore constitue un des moyens d'accroître la production de l'agriculture ;

considérant que les mesures de protection contre l'introduction d'organismes nuisibles dans les États membres n'auraient qu'une portée limitée si, dans le même temps, ces organismes n'étaient pas combattus méthodiquement dans l'ensemble de la Communauté et si leur propagation n'était pas évitée ;

considérant qu'un des organismes nuisibles les plus dangereux pour la pomme de terre est le *Synchytrium endobioticum* (Schieb.) Perc., agent pathogène de la maladie cryptogamique « gale verruqueuse » ;

considérant que cette maladie a déjà fait son apparition dans plusieurs États membres et qu'il subsiste encore dans la Communauté quelques foyers d'infection de faible étendue ;

considérant cependant qu'il existe un danger permanent pour la culture de pommes de terre dans la Communauté si des mesures efficaces ne sont pas appliquées, et maintenues pour lutter contre cette maladie et prévenir sa propagation ;

considérant que, pour juguler cette maladie, il convient de fixer des dispositions minimales communautaires ; qu'il doit être permis cependant aux États membres de prévoir pour leur territoire des prescriptions supplémentaires ou plus rigoureuses dans la mesure où elles paraissent justifiées ;

considérant que les variétés de pommes de terre résistant à certaines races du cryptogame en cause

jouent un rôle important ; que leur utilisation dans les zones de sécurité entourant les surfaces contaminées est primordiale ; que, pour cette raison, la publication périodique de la liste de ces variétés s'avère d'un intérêt général ;

considérant qu'il apparaît nécessaire d'appliquer pour la constatation des cas de contamination et de la résistance des variétés, les méthodes internationales en usage,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :**Article 1**

La présente directive concerne les dispositions minimales à prendre par les États membres pour lutter contre la gale verruqueuse et prévenir la propagation de cette maladie cryptogamique.

Article 2

Lors de la constatation d'une apparition de *Synchytrium endobioticum* (Schieb.) Perc., agent pathogène de la gale verruqueuse, les États membres délimitent la surface contaminée et une zone de sécurité.

Article 3

Les États membres prescrivent que les tubercules et les fanes de pommes de terre produits sur des surfaces contaminées sont traités de façon que le cryptogame soit détruit. S'il n'est plus possible de déterminer le lieu où les tubercules contaminés par le cryptogame ont été récoltés, l'ensemble du lot où ont été trouvés les tubercules contaminés est à traiter.

Article 4

Les États membres prescrivent que, sur les surfaces contaminées,

- a) aucune pomme de terre ne doit être cultivée,
- b) aucune plante destinée à la replantation ne doit être cultivée, mise en terre ou entreposée.

Article 5

Les États membres prescrivent que dans la zone de sécurité ne doivent être cultivées que des variétés résistant à la race décelée du *Synchytrium endobioticum*.

Président*Article 6*

Les États membres ne lèvent les mesures prises pour la lutte contre la gale verruqueuse que si la présence du *Synchytrium endobioticum* n'est plus constatée.

Article 7

Les États membres interdisent toute détention de cultures de *Synchytrium endobioticum*.

Article 8

Les États membres peuvent admettre des dérogations aux mesures visées aux articles 3, 4, 5 et 7 pour des buts scientifiques ou dans le cadre de tests ou de travaux de sélection à condition que ces dérogations ne portent pas préjudice à la lutte contre la gale verruqueuse et n'entraînent pas un danger de propagation de cette maladie.

Article 9

Les États membres peuvent prévoir des prescriptions supplémentaires ou plus rigoureuses concernant la lutte contre la gale verruqueuse ou la prévention de sa propagation, dans la mesure où ces dispositions sont justifiées par les nécessités de cette lutte ou de cette prévention.

Article 10

1. Les États membres communiquent à la Commission, avant le 1^{er} août de chaque année, la liste de toutes les variétés de pommes de terre admises à

la commercialisation pour lesquelles ils ont déterminé, par des contrôles officiels, une résistance au *Synchytrium endobioticum*. Ils indiquent les races auxquelles elles sont résistantes.

2. Au vu des communications des États membres, la Commission assure chaque année, en principe avant le mois de novembre, la publication d'un inventaire de ces variétés.

Article 11

Les États membres veillent à ce que les constatations concernant la contamination par le *Synchytrium endobioticum* et la résistance des variétés à cet organisme nuisible soient effectuées selon les méthodes internationales en usage.

Article 12

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Dès la notification de la présente directive, les États membres veillent en outre à informer la Commission, en temps utile pour qu'elle puisse présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions essentielles d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils envisagent d'adopter dans le domaine régi par la présente directive.

Article 13

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

**Proposition de directive du Conseil
concernant la lutte contre le nématode doré**

(présentée par la Commission au Conseil
le 14 octobre 1966)

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la production de pommes de terre tient une place importante dans l'agriculture de la Communauté économique européenne ;

considérant que le rendement de la production de pommes de terre est constamment compromis par des organismes nuisibles ;

considérant que la protection de la culture de pommes de terre contre ces organismes nuisibles non seulement doit maintenir la capacité de production mais encore constitue un des moyens d'accroître la productivité de l'agriculture ;

considérant que les mesures de protection contre l'introduction d'organismes nuisibles dans les États

Président

membres n'auraient qu'une portée limitée si, dans le même temps, ces organismes n'étaient pas combattus méthodiquement dans l'ensemble de la Communauté et si leur propagation n'était pas évitée ;

considérant qu'un des organismes nuisibles les plus dangereux pour la pomme de terre est le nématode doré (*Heterodera Rostochiensis* Wr.) ;

considérant que cet organisme nuisible a déjà fait son apparition dans plusieurs États membres et qu'il existe des zones d'infection dans la Communauté ;

considérant qu'il existe un danger permanent pour la culture de pommes de terre dans la Communauté si des mesures efficaces ne sont pas appliquées pour lutter contre cet organisme nuisible et prévenir sa propagation ;

considérant que, pour juguler les effets de cet organisme nuisible, il convient de fixer des dispositions minimales communautaires ; qu'il doit être permis cependant aux États membres de prévoir pour leur territoire des prescriptions supplémentaires ou plus rigoureuses dans la mesure où elles paraissent justifiées ;

considérant que les variétés de pommes de terre résistant à certaines races de cet organisme nuisible jouent un rôle important ; que leur utilisation sur des surfaces contaminées peut présenter une certaine utilité ; que, pour cette raison, la publication périodique de la liste de ces variétés s'avère d'un intérêt général ;

considérant qu'il apparaît nécessaire d'appliquer pour la constatation des cas de contamination et de la résistance des variétés les méthodes internationales en usage,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

La présente directive concerne les dispositions minimales à prendre par les États membres pour lutter contre le nématode doré (*Heterodera Rostochiensis* Wr.) et prévenir sa propagation.

Article 2

Les États membres prescrivent que des plants de pommes de terre ne doivent être produits que sur des surfaces qui, après un examen officiel, sont reconnues exemptes du nématode doré.

Article 3

Lors de la constatation d'une contamination par le nématode doré, les États membres délimitent la surface contaminée.

Article 4

Les États membres prescrivent que, sur les surfaces contaminées,

- a) aucune pomme de terre ne doit être cultivée,
- b) aucune plante destinée à la replantation ne doit être cultivée, mise en terre ou entreposée.

Article 5

Les États membres prescrivent que les plants de pommes de terre reconnus contaminés par le nématode doré ne doivent pas être mis en circulation ou utilisés en tant que tels.

Article 6

Les États membres ne lèvent les mesures prises pour la lutte contre le nématode doré que si sa présence n'est plus constatée.

Article 7

Les États membres interdisent la détention de nématodes dorés.

Article 8

Les États membres peuvent — à condition que cela ne porte pas préjudice à la lutte contre le nématode doré et n'entraîne pas un danger de propagation de cet organisme — autoriser :

- a) des dérogations aux mesures visées aux articles 2, 4, 5 et 7, pour les buts scientifiques, des tests et des travaux de sélection ;
- b) en dérogation aux articles 2, 4 et 5, la culture sur des surfaces contaminées de variétés de pommes de terre résistant à la contamination par les races du nématode doré dont la présence sur ces surfaces a été décelée.

Article 9

Les États membres peuvent prévoir des prescriptions supplémentaires ou plus rigoureuses concernant la lutte contre le nématode doré ou la pré-

Président

vention de sa propagation, dans la mesure où ces dispositions sont justifiées par les nécessités de cette lutte ou de cette prévention.

Article 10

1. Les États membres communiquent à la Commission, avant le 1^{er} août de chaque année, la liste de toutes les variétés de pommes de terre admises à la commercialisation pour lesquelles ils ont déterminé, par des contrôles officiels, une résistance au nématode doré. Ils indiquent les races auxquelles elles sont résistantes.

2. Au vu des communications des États membres, la Commission assure chaque année, en principe avant le mois de novembre, la publication d'un inventaire de ces variétés.

Article 11

Les États veillent à ce que les constatations concernant la contamination par le nématode doré

et la résistance des variétés à cet organisme nuisible soient effectuées selon les méthodes internationales en usage.

Article 12

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an à compter de sa notification et en informant immédiatement les Commissions.

Dès la notification de la présente directive, les États membres veillent en outre à informer la Commission en temps utile pour qu'elle puisse présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions essentielles d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils envisagent d'adopter dans le domaine régi par la présente directive.

Article 13

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

11. Règlement concernant le concours du F.E.O.G.A.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sans débat de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement portant prorogation du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1, du Règle-

ment n° 17/64/CEE concernant le concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour l'année 1965 (doc. 165).

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement portant prorogation du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour l'année 1965

Le Parlement européen,

— vu la proposition de la Commission de la C.E.E.,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 157),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 165),

1. Émet un avis favorable à la proposition de règlement,

Président

2. Rappelle néanmoins les termes du titre II (« Au regard de la politique des structures et de la politique sociale en agriculture ») de sa résolution du 2 décembre 1966 ⁽¹⁾ ;

3. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

(1) J.O. n° 232 du 16 décembre 1966, pages 3920/66.

Proposition d'un règlement du Conseil portant prorogation du délai prévu à l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour l'année 1965

(Présentée par la Commission au Conseil
le 19 décembre 1966)

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que, conformément à l'article 20, paragraphe 1, alinéa 1, du règlement n° 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, les demandes du concours du Fonds, section orientation, doivent être présentées à la Commission chaque année avant le 1^{er} octobre et que la Commission doit prendre une décision au fond avant le 31 décembre de l'année suivante ;

considérant, toutefois, que la Commission n'a pas été en mesure, dans cette phase initiale d'activité de la section orientation du Fonds, d'achever en temps voulu l'examen des demandes de concours pour l'année 1966 conformément à l'article 20, paragraphe 1, alinéa 1, du règlement n° 17/64/CEE ; qu'il y a lieu par conséquent, de prolonger le délai prescrit pour la décision de la Commission au sujet de l'octroi d'un concours du Fonds à ces demandes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article unique

La date du 31 décembre 1966 jusqu'à laquelle la Commission doit, conformément à l'article 20 paragraphe 1, alinéa 1, du règlement n° 17/64/CEE, prendre une décision au fond pour les demandes de concours de la section orientation qui lui ont été présentées avant le 1^{er} octobre 1965, est reportée au 31 juillet 1967.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

12. Règlement concernant l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bading, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 70/66/CEE en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie (doc. 179).

La parole est à M. Bading.

M. Bading, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il y a exactement deux

ans, le Parlement se penchait déjà sur cette question. A l'époque la Commission avait fait au Conseil la proposition d'effectuer dans tous les pays de la C.E.E. une enquête sur les structures agricoles afin d'obtenir sur la situation agricole dans les divers pays une meilleure vue d'ensemble que cela n'est possible à l'aide des statistiques nationales. Le Parlement avait alors adopté cette proposition de la Commission à l'unanimité et l'on avait arrêté les règlements d'exécution qui s'imposaient.

Suivant ces règlements, l'enquête de base devait être effectuée entre le 1^{er} novembre 1966 et le 31 mars 1967. Nous nous trouvons donc actuellement dans la période même où chaque État s'emploie à l'établissement de ces statistiques. Quatre

Bading

États membres ont plus ou moins terminé leur enquête de base. En Belgique, elle est entièrement accomplie. La république fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg sont encore en train de dresser les statistiques, mais en ce qui les concerne, l'enquête sera également achevée à peu près dans les délais impartis.

Deux États membres, en revanche, ne s'estiment pas en mesure de terminer celle-ci dans les termes fixés ; ce sont l'Italie et la France. L'Italie a déclaré qu'en raison des inondations, elle ne serait pas en mesure de terminer ces enquêtes statistiques pour le printemps. La France a allégué des difficultés d'ordre technique. Au cours de la conversation que nous avons eue à ce sujet en réunion de commission, la Commission n'a pu toutefois nous expliquer en quoi résidaient exactement ces difficultés. Mais on peut aisément l'imaginer. Aucun de ces deux pays n'avait coutume de se livrer à de pareilles enquêtes et naturellement ils ne cessent de rencontrer des difficultés lorsqu'il leur faut accomplir cette tâche.

Pour ces deux pays la Commission demande la fixation d'un nouveau délai qui s'étendrait du 31 décembre 1967 au 31 mars 1968. Il est certes re-

grettable que les six pays n'aient pas réussi à exécuter cette enquête statistique de front, car un décalage de temps compromet la comparabilité de l'enquête. Mais d'autre part, nous n'avons que la possibilité de nous incliner, car si nous ne donnions pas notre accord, ces pays n'exécuteraient aucune enquête. Or, celle-ci est particulièrement nécessaire. Chacun sait qu'un certain nombre de réformes s'imposent dans le domaine des structures agricoles des Six et pour que l'on puisse entreprendre ces réformes, il est nécessaire que cette enquête soit menée à bien.

Je demande donc à cette Haute Assemblée de donner son accord à la proposition de résolution de la commission de l'agriculture portant approbation du texte de la Commission.

(Applaudissements)

Monsieur le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant, en ce qui concerne la France et l'Italie, le règlement n° 70/66/CEE portant organisation d'une enquête de base dans le cadre d'un programme d'enquêtes sur la structure des exploitations agricoles

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission de la C.E.E.,
- consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 177),
- vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 179),

1. Approuve la proposition de règlement ;

2. Regrette, cependant, que les enquêtes de base ne puissent être réalisées en même temps dans tous les pays membres, ce qui contribue à aggraver le décalage qui existe entre la mise en place de la politique agricole commune, d'une part, dans le secteur des marchés et des prix et, d'autre part, dans le secteur des structures et de la politique sociale ;

3. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite.

Proposition d'un règlement du Conseil modifiant le règlement n° 70/66/CEE en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie

*(Présentée par la Commission au Conseil
le 18 janvier 1967)*

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 40 et 43,

Président

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que, conformément à l'article 7 du règlement n° 70/66/CEE ⁽¹⁾ du Conseil, du 14 juin 1966, portant organisation d'une enquête de base dans le cadre d'un programme d'enquêtes sur la structure des exploitations agricoles, l'enquête de base dans les exploitations agricoles des États membres doit être effectuée au cours de la période du 1^{er} novembre 1966 au 31 mars 1967 ;

considérant qu'au cours de travaux préparatoires effectués en vue de l'exécution de cette enquête, il s'est révélé que ni l'Italie, en raison des inondations catastrophiques qu'elle a subies récemment, ni la France, pour des raisons d'ordre technique, ne seront en mesure d'exécuter l'enquête dans le délai fixé ;

considérant qu'il est, par suite, nécessaire de reporter dans ces États membres l'exécution de l'enquête à une période qui, sans compromettre la comparabilité des résultats obtenus dans la Communauté, réponde aux possibilités techniques desdits États membres ; qu'il y a lieu, par ailleurs, de modifier en conséquence les dates de transmission des documents ainsi qu'une indication du questionnaire figurant à l'annexe III du règlement n° 70/66/CEE,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :*Article 1*

La phrase suivante est insérée entre la première et la deuxième phrase de l'article 7, para-

(1) J.O. n° 112 du 24 juin 1966.

graphe 1, du règlement n° 70/66/CEE :

« Toutefois, pour l'Italie et pour la France, l'enquête de base est effectuée pendant la période qui débute le 1^{er} novembre 1967 et se termine le 31 janvier 1968. »

Article 2

L'article 10 du règlement n° 70/66/CEE est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, ces transmissions devront être effectuées, pour la France, au plus tard le 31 juillet 1968, et pour l'Italie, au plus tard le 31 octobre 1968. »

Article 3

L'instruction contenue dans le cadre suivant le titre « Utilisation du sol » du questionnaire figurant à l'annexe III du règlement n° 70/66/CEE est complétée par la phrase suivante :

« Pour l'Italie et la France, la superficie agricole utilisée comprend les superficies en culture principale ayant servi à la récolte de l'année 1967, y compris les superficies cultivées en 1966 destinées à la récolte de 1967 et les superficies des cultures non encore en production ; sont exclues les superficies cultivées en 1967 destinées normalement à la récolte de 1968. »

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable.

13. Dépôt d'un document avec demande de discussion d'urgence

M. le Président. — La commission de l'agriculture m'a fait savoir que M. Dupont présenterait un rapport oral sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une proposition d'un règlement du Conseil concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968.

Ce rapport qui se substitue à celui de M. Klinker est assorti d'une demande de discussion d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est ordonnée.

14. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre

M. le Président. — L'ordre du jour rappelle la discussion d'urgence du rapport oral de M. Dupont (doc. 182).

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, remplissant les fonctions de président de la commission de l'agriculture, je dois vous présenter mes excuses de ce qu'une tournure inattendue des événements nous empêche de vous soumettre, en ce moment, la proposition élaborée par M. Klinker ainsi que la proposition de résolution qui s'y rapporte.

En effet, il nous est apparu que la Commission de la C.E.E. avait modifié dans l'intervalle sa proposition initiale que le Conseil nous avait adressée pour avis. C'est ce dont nous avons été informés cet après-midi par M. Mansholt.

Je voudrais, Monsieur le Président, vous proposer de prier M. Mansholt de faire un exposé sur ces modifications qui ont été apportées à la proposition initiale de la Commission de la C.E.E., à la suite de quoi l'on pourra procéder à l'examen de la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E.

M. le Président. — La parole est maintenant à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, je saisis volontiers l'occasion qui m'est offerte pour faire savoir au Parlement que le Conseil de ministres a déjà commencé l'examen de la proposition de la Commission concernant les dispositions transitoires applicables en matière de politique du sucre pour la campagne 1967-1968. Le Conseil y était d'ailleurs bien obligé, puisque la période de conclusion des contrats de culture a déjà commencé à courir et que nous sommes même à la veille de la période d'ensemencement des betteraves à sucre pour l'année prochaine.

Au cours des discussions menées au sein du Conseil de ministres, il est apparu qu'un point particulier de la proposition présentée par la Commission, à savoir l'article 7, soulève de sérieuses difficultés. La Commission a fait usage de son droit de modifier une proposition tant que celle-ci n'a pas été adoptée par le Conseil.

Elle a présenté une proposition de modification qui, bien entendu, doit aussi être examinée par le Parlement. Il me paraît également souhaitable que le Parlement fasse connaître son avis sur la proposition de la Commission, qui est actuellement examinée par le Conseil.

Cette proposition est sans effets notables en ce qui concerne la politique communautaire. Elle vise à apporter certaines modifications aux possibilités de production dans les différents pays, pour l'année prochaine. A l'heure actuelle, je ne puis pas encore vous remettre de texte à ce sujet ; tout ce que je puis vous indiquer, c'est que nous avons modifié l'article 7 de telle sorte que la production n'est plus fondée sur celle des années précédentes. Nous avons proposé de fonder la production pour la campagne

1967-1968 sur les quota déjà fixés par le Conseil de ministres pour les années 1968-1969 et les années suivantes, étant entendu, cependant, que l'on ne prendra pas la quantité totale, mais seulement 97 % des quantités indiquées à la page 6, colonne de droite, du projet de rapport élaboré par M. Klinker.

Monsieur le Président, la modification consiste en fait à indiquer dans la colonne de gauche du tableau, intitulée « Article 7 du règlement » le quota des différents pays ainsi que le total qui s'élève à 97 % des quantités figurant à la colonne de droite.

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

Peut-être Monsieur Dupont voudrait-il maintenant prendre la parole, en sa qualité de rapporteur actuel ?

M. Dupont, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je réponds volontiers à votre invitation. Toutefois, je me trouve dans une position quelque peu singulière. En fait, je ne suis pas rapporteur, c'est M. Klinker qui a cette qualité. En son absence, nous avons dû constater que son rapport était dépassé. M. Klinker m'avait demandé d'introduire son rapport, ce qui ne soulevait guère de problèmes. Mais me voilà maintenant obligé de commenter un rapport qui n'existe pas. Nous ne disposons d'aucun texte, et je trouve que nous suivons là une procédure vraiment étrange qui est elle-même le résultat d'une autre procédure singulière, dont je voudrais tout de même dire un mot.

Pendant que le Parlement et le Conseil de ministres étudiaient le règlement, la Commission présentait des propositions qui différaient sensiblement de celles que nous avions dans notre dossier. Lors de la réunion de la commission de l'agriculture, qui s'est tenue avant l'ouverture de cette série de réunions plénières, nous nous sommes efforcés d'harmoniser ces propositions. Nous sommes alors convenus de ne pas soumettre le rapport de M. Klinker, qui ne pouvait être maintenu sous cette forme, à l'approbation du Parlement et de ne lui présenter qu'une résolution. Dans cette résolution, la majorité des membres de la commission de l'agriculture appuient les nouvelles propositions aux termes desquelles l'article 7 est fondamentalement modifié.

Les quota ne seront plus déterminés comme le prévoyait l'article 7, aux termes duquel ils étaient constitués de la consommation globale pendant la campagne 1967-1968, à laquelle venaient s'ajouter les 10 % à reporter sur la consommation de 1968-1969 et un élément égal à la moyenne de la production au cours des années 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, et 1966, diminuée de la moyenne de la consommation pendant la même période.

Dupont

Les quota pour les années transitoires 1967-1968 seront fixés à 97 % du quota définitif qui entre en vigueur au cours de la période 1968-1969.

Considérant que M. Mansholt a fait cette communication lors d'une réunion de la commission — cette communication est maintenant répétée à titre officiel —, la majorité au sein de la commission de l'agriculture a estimé pouvoir donner un avis favorable sur la nouvelle proposition, dont le texte, malheureusement, n'a pas encore été distribué.

Au cours de la réunion de la commission de l'agriculture, un deuxième point a été soulevé, à savoir l'article 8 concernant la quantité maximum de 10 % de la consommation prévisible pour la campagne 1968-1969, que les différents pays pourront reporter aux frais de la Communauté.

A l'origine, la commission a estimé qu'il convenait de majorer purement et simplement ce montant de 10 %. Depuis lors, la majorité au sein de la commission s'est prononcée pour une autre solution. Celle-ci consiste à compenser l'excédent qui dépasserait ce pourcentage sur la base du quota de production pour la campagne 1968-1969 et, le cas échéant, pour la campagne 1969-1970. La majorité au sein de la commission a émis un avis favorable sur cette proposition.

Vous aurez remarqué que je parle toujours de la « majorité » au sein de la commission ; c'est, en effet, que celle-ci ne s'est pas prononcée à l'unanimité. Parmi les membres, certains se sont abstenus de juger ces propositions, parce qu'il n'était pas possible de se prononcer d'une manière positive à leur sujet. En effet, ils n'avaient pas disposé d'un délai suffisant pour apprécier ces propositions sur la base de données chiffrées, et pour examiner quelles seraient les suites de ces modifications fondamentales apportées à la proposition.

J'ignore, Monsieur le Président, s'il est judicieux de vous demander de mettre la proposition de résolution aux voix en ce moment, étant donné que nous n'en possédons pas encore le texte. Comme vous le verrez, mon exposé est à peu près conforme au nouveau texte.

Pour terminer, je puis vous faire savoir que la majorité des membres de la commission de l'agriculture prie le Parlement d'adopter la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, à défaut de pouvoir parler du problème en toute connaissance de cause, du fait que le document en question n'a pas encore été distribué, je me bornerai, en ma qualité de vice-président de la commis-

sion de l'agriculture, à faire une simple mise au point.

Sur le plan de la procédure, ce qui se passe n'a rien d'exceptionnel ni d'anormal et il n'y a pas lieu de parler d'irrégularités. Il n'est pas rare que la même chose se produise dans nos parlements nationaux, c'est-à-dire que l'exécutif signale, en cours de débat, qu'il modifie son projet.

Ce n'est pas rare du tout et en fait, c'est ce qui se passe pour le moment, Monsieur le Président, même si l'exécutif n'a fait connaître son intention qu'oralement et si la commission de l'agriculture a ensuite dû définir sa position un peu hâtivement. Mais, je vous le demande, ne vous est-il jamais arrivé de devoir prendre une décision hâtivement, au sein de votre Parlement national ? Je pense que cela nous est déjà arrivé à tous et que cela ne nous empêche pas de prendre une décision judicieuse et réfléchie, sinon unanime.

Je pense qu'au fond, les difficultés tiennent plutôt au fait que plusieurs langues sont en usage au Parlement européen, ce qui ne nous permet pas de faire face à des problèmes qui se posent à l'improviste.

C'est la seule raison pour laquelle nous ne pouvons pas procéder au vote en ce moment.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, permettez-moi de faire, bien que je ne puisse pas, moi non plus, me référer au texte ad hoc, la remarque suivante.

Je voudrais signaler à M. Dupont que la proposition que la Commission de la C.E.E. vient de faire au Conseil répond au vœu qui a été exprimé par la commission de l'agriculture elle-même, de sorte que nous pourrions dire que l'exécutif a donné suite rapidement à l'avis de la commission de l'agriculture, mais en s'inspirant du texte français et non du texte néerlandais. En effet, il n'y a pas concordance absolue entre ces deux textes. Selon le paragraphe 3 a du texte néerlandais de la résolution, il s'agirait de revoir les éléments prévus à l'article 7 afin de mettre les quota qui en résultent pour la campagne 1967-1968 en concordance avec ceux prévus à partir de 1968-1969, ce qui n'est pas exact. Je crois qu'il vaut mieux dire « en harmonie ». Nous avons retenu le taux de 97 %. Le texte français me paraît plus juste.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voudrais dissiper un malentendu. Ce que M. Mansholt a cité, c'est l'ancien rapport Klinker, qui n'existe

Vredeling

plus. Il a été retiré pendant son examen par la commission de l'agriculture. Il est remplacé par un rapport de M. Dupont, qui consiste simplement en une proposition de résolution.

Je comprends très bien que cela ait pu échapper à M. Mansholt. A vrai dire, c'est la première fois dans l'histoire de notre Parlement que celui-ci est informé oralement, au cours des débats, de la décision de la Commission de la C.E.E. de modifier une de ses propositions. Le fait mérite d'être noté.

M. le Président. — Nous pourrions maintenant clore le débat et reporter le vote à la séance de demain, lorsque nous serons en possession du texte de la proposition de résolution.

Ne croyez-vous pas que c'est la meilleure solution ?

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, j'estime en tant que vice-président de la commission de l'agriculture, que nous devons adopter la proposition et excuser d'avance M. Mansholt, qui ne pourra pas assister à la réunion de demain ni, par conséquent, répondre aux questions que nous pourrions avoir à lui poser. Cela tient aux circonstances et au fait que les documents n'ont pas pu être distribués assez rapidement.

Je crois que nous nous devons d'en donner acte dès maintenant à l'exécutif.

M. le Président. — La discussion générale est close. La proposition de résolution sera donc votée demain.

15. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 3 février 1967 à 10 heures avec l'ordre du jour suivant :

- Vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport oral de M. Dupont sur le règlement relatif à l'organisation du marché du sucre ;
- Rapport de M. Drouot L'Hermine sur les dispositifs indicateurs de direction et le freinage des véhicules à moteur ;
- rapport de M. Jozeau Marigné sur le carburant des véhicules utilitaires ;
- rapport de M. Wohlfart sur les tracteurs agricoles ;
- rapport de M. Berkhouwer sur les parasites radio-électriques ; à la demande de la commission du marché intérieur ce rapport sera traité selon la procédure de vote sans débat.

La séance est levée.

(La séance est levée à 17 h 35)

SÉANCE DU VENDREDI 3 FÉVRIER 1967

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	158
2. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre (suite). — Vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport oral de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
MM. Vredeling, vice-président de la commission de l'agriculture ; Moreau de Melen, Kriedemann	158
Adoption de la proposition de résolution modifiée	158
Texte de la résolution adoptée	159
3. Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur. — Discussion d'un rapport de M. Drouot L'Hermine, fait au nom de la commission des transports :	
M. Brunhes, suppléant M. Drouot L'Hermine, rapporteur	163
MM. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E. ; Faller, au nom du groupe socialiste ; Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. ; von der Groeben	163
Adoption de la proposition de résolution	165
Texte de la résolution adoptée	165
4. Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires. — Discussion d'un rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports :	
M. Jozeau-Marigné, rapporteur	172
MM. Faller, Schaus, membre de la Commission de la C.E.E.	173
Adoption de la proposition de résolution modifiée	174
Adoption du préambule, des considérants et de l'article 1 de la directive ..	174

Article 2 :

Amendement de M. Richarts :

MM. Richarts, Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. ; Jozeau-Marigné, rapporteur ; Richarts, Schaus, Richarts, Jozeau-Marigné, le Président 174

Adoption de l'amendement modifié qui devient l'article 2

Articles 3 à 6 : Adoption

Article 6 bis : M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. ; Jozeau-Marigné, rapporteur

Adoption de l'article 6 bis

Adoption des articles 7 et 8

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution

Texte de la résolution adoptée

5. Directive relative aux tracteurs agricoles à roues. — Discussion du rapport de M. Wohlfart, fait au nom de la commission du marché intérieur :

M. Wohlfart, rapporteur

M. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E.

Adoption de la proposition de résolution

Texte de la résolution adoptée

6. Directive relative à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur. — Discussion de la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Berkhouver, fait au nom de la commission du marché intérieur :

Adoption de la proposition de résolution

Texte de la résolution adoptée

7. Calendrier des prochaines séances

8. Adoption du présent procès-verbal

9. Interruption de la session

PRÉSIDENCE DE M. WOHLFART

Vice-président

*(La séance est ouverte 10 h 5)***M. le Président.** — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Dupont fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968 (doc. 182).

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, en tant que président faisant fonction de la commission de l'agriculture, je voudrais faire une seule observation sur le paragraphe 2 de la proposition de résolution que vous venez de mettre en discussion.

Le paragraphe 2 est rédigé comme suit : « Approuve la proposition de règlement ».

A la suite de la déclaration faite hier par M. Mansholt, ce point, pour être précis, devrait être libellé de la manière suivante : « Approuve la proposition de règlement modifiée oralement par l'exécutif au cours de la séance plénière ».

M. le Président. — Si je vous ai bien compris, Monsieur Vredeling, il s'agirait, en l'occurrence, du paragraphe 2 de la proposition de résolution, qui serait rédigé comme suit :

« approuve la proposition de règlement modifiée oralement en séance par l'exécutif ».

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, dans le préambule de la proposition de résolution, il est dit notamment : « Vu la déclaration orale que M. Mansholt a faite au nom de la Commission de la C.E.E. au sujet de l'article 7 de la proposition de règlement ».

M. Mansholt a fait hier une déclaration à ce sujet. En conclusion de celle-ci, il a modifié formellement le texte.

Dans le paragraphe 2, où il s'agit du règlement lui-même, nous devons donc plutôt dire : « Approuve la proposition de règlement modifiée oralement par l'exécutif au cours de la séance plénière ».

En conséquence, je propose maintenant que la proposition de résolution soit modifiée en ce sens.

La proposition modifiée se rapporte évidemment à l'article 7, mais le préambule le dit déjà. Il n'est donc pas nécessaire de le reprendre dans le dispositif de la résolution, car la seule modification faite par M. Mansholt se rapportait à l'article 7.

Si nous procédons de la sorte, tout sera en ordre.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...**M. Moreau de Melen.** — Quelle est finalement la modification apportée au texte de la proposition de résolution ?**M. le Président.** — Le texte soumis à l'approbation de l'assemblée est le suivant :

« Approuve la proposition de règlement modifiée oralement en séance par l'exécutif ».

M. Moreau de Melen. — C'est parfait !**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann pour une explication de vote.**M. Kriedemann.** — (A) Je m'en tiens à ce que j'ai déjà dit hier sur cette question. Je voterai contre.**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution ainsi modifiée.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968

Le Parlement européen,

- vu l'urgence,
- vu la proposition de la Commission de la C.E.E.,
- consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 161),
- entendu la déclaration orale que M. Mansholt a faite au nom de la Commission de la C.E.E. au sujet de l'article 7 de la proposition de règlement,
- entendu le rapport oral de sa commission de l'agriculture,

1. S'étonne que le Conseil n'ait pas cru devoir publier les résolutions arrêtées le 24 juillet 1966 dans le secteur du sucre alors que, d'une part, l'avis du Parlement avait été sollicité en ce domaine et que, d'autre part, ces résolutions sont à la base des textes actuellement soumis à son examen ;

2. Approuve la proposition de règlement modifiée oralement en séance par l'exécutif ;

3. Invite toutefois la Commission de la C.E.E. à étudier s'il est possible :

- a) d'imputer éventuellement au quota de la campagne sucrière 1968-1969 les stocks à reporter qui excèdent le pourcentage prévu à l'article 8 ;
- b) de procéder à un recensement des stocks de sucre chez les transformateurs et les négociants ;

4. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution.

Proposition d'un règlement du Conseil concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968

*(Présentée par la Commission au Conseil
le 23 décembre 1966)*

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 42, 43 et 227,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que le fonctionnement et le développement du marché commun pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune et que celle-ci doit, notamment, comporter une organisation commune des marchés agricoles établie par produit ;

considérant que l'application d'un prix unique dans la Communauté est prévue dans le secteur du

sucre à partir du 1^{er} juillet 1968 ; qu'il convient de prévoir, pour la campagne 1967-1968, des mesures d'organisation commune permettant d'assurer une transition harmonieuse des régimes nationaux, actuellement appliqués, au régime du prix unique ;

considérant que, pendant cette campagne, les États membres peuvent poursuivre l'application des mécanismes nationaux d'organisation de marché ; qu'il convient, toutefois, de prévoir certaines règles communautaires orientant le jeu de ces mécanismes vers le régime du prix unique ;

considérant que la première règle à poser à cet égard est que l'écart existant entre les prix du sucre nationaux et le niveau du futur prix unique ne soit pas augmenté ;

considérant que pour les échanges il convient, dans le cadre de la procédure d'appel d'offres généralement appliquée par les États membres, de prévoir le remplacement des droits de douane et taxes d'effet équivalent par un prélèvement calculé en fonction des prix d'offre assurant dans chaque État membre le maintien du niveau de prix souhaité ; que l'application du régime de prélèvements doit assurer une préférence communautaire ;

Président

considérant que la réalisation d'un marché unique reposant sur un système de prix communs serait compromise par l'octroi d'aides nationales ; que les dispositions régissant l'octroi d'aides dans le secteur agricole ont été arrêtées dans le cadre du règlement n° 26, modifié par le règlement n° /67/ CEE ; que, toutefois, il y a lieu, afin de créer des conditions égales de concurrence et de permettre les exportations d'un État membre vers un autre État membre à prix bas ou vers le marché mondial, d'autoriser l'État membre exportateur à accorder une restitution calculée sur la base de la différence entre son niveau de prix et le niveau de prix le plus bas de la Communauté dans les échanges entre États membres, ou le niveau du marché mondial dans les échanges avec les pays tiers ; que, en outre, étant donné la limitation du système communautaire d'intervention à certaines disposition pouvant favoriser une valorisation du sucre à un prix plus élevé que sur le marché mondial, les États membres doivent pouvoir pratiquer leur système d'intervention propre et continuer à accorder les aides qu'ils ont octroyées pendant la campagne précédente ;

considérant qu'au cours des dernières années, la production de sucre dans la Communauté a, à plusieurs reprises, dépassé la consommation et que la situation du marché mondial est caractérisée par l'existence d'excédents importants ; qu'il est, dès lors, nécessaire de prévoir des mesures de limitation de la production ; que, pour assurer l'efficacité de ces mesures, il est approprié de restreindre la garantie commune de prix à une quantité déterminée, les quantités produites en excédent devant être écoulées à la charge des intéressés ;

considérant que, pour permettre une transition harmonieuse à la campagne suivante, il convient de limiter les quantités de report bénéficiant de la réglementation future en ce qui concerne la garantie de prix et d'écoulement ; que ces quantités peuvent être déterminées selon les nécessités d'approvisionnement au début de la nouvelle campagne ;

considérant que les dispositions concernant le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, dont l'intervention est indispensable pour la garantie du prix, ne sont pas encore applicables pour les départements français d'outre-mer ; qu'étant donné l'importance particulière de la production du sucre pour l'économie de ces régions, il est nécessaire d'étendre l'applicabilité des dispositions concernant la section garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole auxdits départements ;

considérant que l'organisation commune des marchés du sucre doit tenir compte, parallèlement et de manière appropriée, des objectifs prévus aux articles 39 et 110 du traité ;

considérant que, pour faciliter la mise en œuvre des dispositions envisagées, il convient de prévoir une procédure instaurant une coopération étroite entre les États membres et la Commission au sein d'un Comité de gestion,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

En vue d'assurer le développement progressif du marché commun et de la politique agricole commune, il est établi dans le secteur du sucre une organisation commune des marchés comportant en une première phase des mesures relatives aux prix et aux échanges pour la campagne du 1^{er} juillet 1967 au 30 juin 1968 et certaines mesures transitoires pour la campagne suivante.

Cette organisation régit le sucre de betterave et de canne (position n° 17.01 du tarif douanier commun).

Les mesures d'organisation de marché applicables pour la période débutant le 1^{er} juillet 1968 sont arrêtées avant le 1^{er} juillet 1967.

Article 2

Lors de la fixation des prix du sucre pour leur campagne sucrière 1967-1968, les États membres ne peuvent augmenter la différence qui existe entre les prix pour leur campagne sucrière 1966-1967, d'une part, et 21,23 unités de compte par 100 kg, d'autre part.

Article 3

1. Chaque État membre perçoit sur les importations des produits visés à l'article 1^{er} et non dénaturés un prélèvement, dont le montant est égal au prix de seuil de cet État membre, diminué du prix d'offre ajusté en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type.

2. Pour le sucre blanc et le sucre brut d'une qualité type, chaque État membre fixe un prix de seuil de façon que puisse être atteint sur le marché intérieur son prix du sucre ajusté en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type.

3. Les importations du sucre non dénaturé ont lieu sur la base d'une adjudication à la suite d'appels d'offres publics. Tout appel d'offres permettant l'importation en provenance des pays tiers doit permettre, à la fois, l'importation en provenance des États membres.

L'adjudicataire est celui qui offre au prix le plus bas. Ce prix est calculé comme suit :

a) en ce qui concerne les marchandises en provenance des États membres, il est égal au prix

Président

d'offre, ajusté en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type pour laquelle est fixé le prix de seuil,

- b) en ce qui concerne les marchandises en provenance des pays tiers, il est égal au prix d'offre ajusté en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type pour laquelle est fixé le prix de seuil et augmenté de 90 % de la différence entre le prix d'offre et le prix de seuil de l'État membre importateur, si ce dernier est plus élevé que le premier.

4. La qualité type et les ajustements visés aux paragraphes 2 et 3 sont déterminés selon la procédure prévue à l'article 13.

Article 4

Lors de l'exportation vers les États membres des produits visés à l'article 1, les États membres peuvent accorder une restitution dont le montant maximum est égal au prix de seuil de l'État membre exportateur, diminué du prix de seuil le plus bas dans la Communauté et augmenté d'un montant calculé forfaitairement par chaque État membre pour les frais de commercialisation.

Article 5

1. Afin de permettre l'exportation vers les pays tiers des produits visés à l'article 1, en l'état ou sous la forme de marchandises reprises à l'annexe du présent règlement, sur la base des cours ou des prix sur le marché mondial du sucre, la différence entre ceux-ci et les prix dans les États membres exportateurs peut être couverte par une restitution à l'exportation.

2. Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité, arrête les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation et les critères de fixation de leur montant maximum.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13.

4. Le montant maximum des restitutions est fixé selon la procédure prévue à l'article 13.

Article 6

1. Sans préjudice des dispositions ci-dessous, les États membres peuvent prendre des mesures d'intervention afin de soutenir le prix du sucre.

2. Afin de permettre l'utilisation du sucre pour l'alimentation du bétail, les États membres peuvent accorder une prime de dénaturation au sucre rendu impropre à l'alimentation humaine, dont le montant est fixé selon la procédure prévue à l'article 13, de manière à éviter toute perturbation sur le marché des céréales.

Lors de l'importation dans un État membre du sucre rendu impropre à l'alimentation humaine en provenance :

- des pays tiers, il est perçu un prélèvement égal à la différence entre le prix de seuil valable pour le sucre blanc dans l'État membre importateur et le prix du sucre blanc sur le marché mondial,
- d'un autre État membre, il n'est pas perçu de prélèvement.

Les modalités d'application du présent paragraphe sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13.

3. Les États membres peuvent accorder une restitution à la production pour le sucre utilisé dans la fabrication de certains produits de l'industrie chimique. La liste de ces produits et le montant maximum de cette restitution sont arrêtés par le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité.

Article 7

1. Chaque État membre prend les mesures nécessaires pour limiter la production du sucre de la campagne 1967-1968 de manière que la quantité disponible pendant cette campagne ne dépasse pas, dans l'État des membres concernés, la somme des éléments suivants :

- a) un élément égal à la consommation prévisible dans cet État membre pendant la campagne 1967-1968,
- b) un élément égal à la quantité maximum à reporter, définie pour cet État membre conformément à l'article 8,
- c) un élément égal à la moyenne de la production de cet État membre au cours des campagnes 1961-1962 à 1965-1966, diminuée de la moyenne des quantités écoulées sur le marché intérieur pendant la même période.

2. Dans le cas où la production dépasse la quantité calculée selon les dispositions du paragraphe 1, les pertes résultant de l'écoulement de la quantité excédentaire sont payées par les fabricants de sucre.

Les États membres peuvent prévoir que les fabricants de sucre ont la faculté d'exiger des vendeurs de betteraves le remboursement d'une partie de ces pertes.

3. Les dispositions des articles 5 et 6, paragraphe 2, alinéa 1, ne sont applicables qu'à la quantité visée au paragraphe 1, c diminuée de la quantité exportée vers les autres États membres, à l'exclusion du sucre rendu impropre à la consommation humaine.

Président

Article 8

1. Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité, fixe pour chaque État membre la quantité maximum à reporter à la campagne débutant le 1^{er} juillet 1968.

Cette quantité maximum, exprimée en sucre blanc, est égale à la somme d'une quantité correspondant à 10 % de la consommation de sucre prévisible pour la campagne débutant le 1^{er} juillet 1968 dans l'État membre considéré et d'une quantité correspondant :

- pour l'Italie, à la consommation de sucre prévisible dans cet État pendant le mois de juillet 1968,
- pour les autres États membres, à la consommation de sucre prévisible dans l'État membre considéré pendant les mois de juillet, août et septembre 1968.

La quantité maximum à reporter est répartie par chaque État membre en quota de report à des fabricants, transformateurs et commerçants de sucre.

2. Les quantités de sucre en stock au 1^{er} juillet 1968 auprès des fabricants, transformateurs et commerçants, font l'objet d'un recensement dans les conditions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13.

3. Pour les quantités de sucre en stock au 1^{er} juillet 1968 auprès de chacun des fabricants, transformateurs et commerçants, qui sont comprises dans leur quota de report, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité, arrête les dispositions concernant les mesures nécessaires pour compenser la différence entre les prix nationaux du sucre et les prix valables à partir du 1^{er} juillet 1968. Ces quantités bénéficient des dispositions concernant l'intervention et les restitutions applicables à partir du 1^{er} juillet 1968.

4. Chaque quantité de sucre en stock au 1^{er} juillet 1968, dépassant le quota de report, ne peut en principe être écoulée sur le marché intérieur de la Communauté.

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité, peut arrêter des dispositions spécifiques pour ces quantités.

Article 9

Pour la période du 1^{er} juillet 1967 au 30 juin 1968, les États membres peuvent accorder les aides qu'ils ont accordées pendant leur campagne sucrière 1966-1967, sans augmenter le montant unitaire.

Article 10

Dans les échanges entre les États membres ou avec les pays tiers, tant à l'importation qu'à l'exportation, est incompatible avec l'application du présent règlement la perception de tout droit de douane ou taxe d'effet équivalent non prévu dans le présent règlement.

Article 11

1. Le règlement n° 25, relatif au financement de la politique agricole commune, et les dispositions arrêtées pour la mise en œuvre de ce règlement s'appliquent aux marchés des produits visés à l'article 1 à partir de la mise en application du présent règlement.

2. A partir de cette date, l'article 40, paragraphe 4, du traité et les dispositions arrêtées pour la mise en œuvre de cet article s'appliquent, pour autant qu'il s'agisse de la section garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, aux départements français d'outre-mer pour les marchés des produits visés à l'article 1.

Article 12

1. Il est institué un Comité de gestion du sucre, ci-après dénommé le « Comité », composé de représentants des États membres et présidé par un représentant de la Commission.

2. Au sein du Comité, les voix des États membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 148, paragraphe 2, du traité. Le président ne prend pas part au vote.

Article 13

1. Dans le cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le Comité est saisi par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet un projet des mesures à prendre. Le Comité émet son avis sur ces mesures dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence des questions soumises à examen. Il se prononce à la majorité de douze voix.

3. La Commission arrête des mesures qui sont immédiatement applicables. Toutefois, si elles ne sont pas conformes à l'avis émis par le Comité, ces mesures sont aussitôt communiquées par la Commission au Conseil ; dans ce cas, la Commission peut différer, d'un mois au plus à compter de cette communication, l'application des mesures décidées par elle.

Le Conseil, statuant selon la procédure de vote de l'article 43, paragraphe 2, du traité, peut prendre une décision différente dans le délai d'un mois.

Président

Article 14

Le Comité peut examiner toute autre question évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

Article 15

Le présent règlement doit être appliqué de telle sorte qu'il soit tenu compte, parallèlement et de manière appropriée, des objectifs prévus aux articles 39 et 110 du traité.

Article 16

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est mis en application le 1^{er} juillet 1967.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

3. Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Drouot L'Hermine, fait au nom de la commission des transports, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil, relatives à une directive concernant le rapprochement des législations relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteur et une directive concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur (doc. 128).

La parole est à M. Brunhes.

M. Brunhes. — En tant que vice-président de la commission des transports, je prie le Parlement d'excuser M. Drouot L'Hermine qui a été obligé de regagner Paris et je lui demande de voter sans discussion le rapport qu'il a rédigé et qui a été approuvé par la commission des transports. A mon avis, s'agissant d'un texte technique, il ne devrait pas donner lieu à un débat politique.

M. le Président. — La parole est à M. von der Groeben.

M. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, puisque l'Assemblée désire visiblement adopter ce texte sans débat, je n'engagerai pas non plus de discussion à son propos.

J'aimerais toutefois constater que le texte de M. le rapporteur contient un certain nombre de remarques d'ordre général sur l'harmonisation des législations et surtout sur l'ensemble de notre action dans le domaine de l'harmonisation des dispositions techniques et que la Commission n'est pas d'accord avec M. le rapporteur sur une partie des déclarations qu'il a faites à ce sujet.

Toutefois, comme la proposition de résolution prévoit l'approbation de la proposition de la Commission, je renoncerais pour l'heure à prendre position à ce sujet. Il sera certainement possible, Monsieur le Président, d'examiner ces questions lors d'un débat général sur l'harmonisation des législations. A cette occasion, je ferai connaître mon avis.

M. le Président. — La parole est à M. Fallier, au nom du groupe socialiste.

M. Fallier. — Monsieur le Président, permettez-moi de formuler, au nom de mon groupe, un certain nombre de remarques qui s'appliquent non seulement à ce point mais aux quatre points se rapportant au domaine des transports.

Si je me sens contraint de faire connaître l'opinion de mon groupe, c'est parce que nous regrettons que la Commission n'ait pas donné suite à l'invitation que lui ont adressée à diverses reprises le Parlement et ses commissions compétentes et qui se trouve à nouveau exprimée dans les présents rapports, et notamment dans le rapport relatif aux dispositifs indicateurs de direction et au freinage des véhicules à moteur.

Dans ce rapport, on peut lire ceci :

« Tout en reconnaissant fondée la justification pragmatique donnée par la Commission de la C.E.E., la commission des transports ne peut se dispenser de faire remarquer que l'on s'est encore une fois contenté de traiter des problèmes d'importance secondaire en risquant de perdre de vue les objectifs principaux les plus urgents indiqués à plusieurs reprises par le Parlement européen dans les rapports de M. Drouot l'Hermine. »

Plus loin, au paragraphe 12, on lit encore ceci :

« Votre commission estime que l'on continue à prendre des mesures d'importance minime, et cela

Faller

en évitant ou en négligeant les grands problèmes qui restent en suspens dans le secteur de l'harmonisation des transports routiers de la Communauté. »

Le groupe socialiste s'associe expressément à cette critique. Il ne peut s'empêcher de constater qu'on pourrait avoir l'impression que cette accumulation de petits détails est destinée à faire oublier qu'aucun jalon n'a encore été véritablement posé dans la voie de la politique commune des transports.

Leur contenu donne également à penser qu'une partie des directives proposées auront simplement, pour effet de grossir le lot des projets en instance auprès du Conseil de ministres. On sait dès aujourd'hui par exemple que la directive concernant l'admission en franchise de carburants, loin d'éliminer les distorsions de concurrence en multipliera le nombre. Depuis que j'ai eu hier soir un entretien avec le ministre des transports allemand, je sais que de ce côté aussi on soulève de vives objections à l'encontre de cette directive.

Nous éprouvons également quelque inquiétude au sujet de la directive relative aux tracteurs agricoles à roues. Craignant sans doute de voir le Conseil opposer un refus, on propose une directive qui marque encore un retrait par rapport aux règlements de sécurité actuellement en vigueur dans les divers pays. Si mes sources d'information sont bonnes, le Comité économique et social lui aussi a formulé de sérieuses réserves à l'égard de cette directive.

En conclusion, nous demandons à la Commission de tenir un peu plus compte à l'avenir des désirs si souvent exprimés par le Parlement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Schaus.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Mesdames, Messieurs, je n'ouvrirai pas un grand débat sur cette question, mais je dois tout de même prendre position sur le rapport de M. Drouot L'Hermine et les observations que vient de présenter M. Faller.

On reproche à la Commission de procéder, disons par « pièces détachées » et de ne pas envisager le problème de la circulation routière dans son ensemble, c'est-à-dire compte tenu de toutes ses implications.

Un code de la route européen est certainement important et nécessaire. Vous n'ignorez pas qu'à Genève, à l'E.C.E. et au sein de la Conférence européenne des ministres des transports — la C.E.M.T. — un code de la route est discuté et élaboré. La C.E.M.T. groupe les 17 pays de l'O.C.D.E.; nos six gouvernements y sont représentés et la Commission participe à titre d'observa-

teur à ses travaux. L'élaboration du code de la route européen est déjà presque terminée et la conférence poursuit ses travaux.

Toutefois les mesures préconisées par cette conférence ne sont pas directement applicables dans les différents pays, elles doivent être introduites dans leur droit national. Or il se trouve que déjà, dans tous nos pays — sauf la France où la question reste ouverte — ou bien ces mesures sont déjà introduites dans le droit national, ou bien des projets gouvernementaux tendent à les y introduire.

Telle est donc la situation sur un plan bien plus vaste que celui des Six. Un code de la route élaboré à l'intention de nos six pays ferait double emploi, de plus chacun reconnaît que la législation dans ce domaine doit avoir le champ d'application le plus vaste possible.

Néanmoins, il est un aspect de la question qui nous ramène à la nécessité des directives qui vous sont soumises aujourd'hui : c'est que le code de la route, dans ses formulations européennes et sur le plan national, ne donne que des indications de principe sur toutes ses caractéristiques. Or, pour l'industrie, il est nécessaire que ces dispositions soient spécifiées. Il est important de connaître les données techniques de la construction des voitures automobiles. L'importance de ces caractéristiques techniques apparaît avec plus de netteté au moment même où les États-Unis s'apprêtent à introduire dans leur droit national certaines prescriptions de nature à gêner l'industrie automobile européenne.

Une question parlementaire a été posée à ce sujet qui situe très exactement le problème et montre que les six États membres de la Communauté doivent intervenir auprès des États-Unis, pour chercher à trouver une solution.

En conclusion, j'estime donc qu'un code de la route à six ferait double emploi puisqu'un tel code est en cours d'élaboration à la C.E.M.T. Il est déjà entré en pratique dans la plupart des droits nationaux de nos six pays. Toutefois, comme un code de la route, national ou européen quel qu'il soit, ne règle pas tous les détails techniques, des prescriptions précises sur ce plan sont nécessaires, bien qu'elles puissent paraître trop techniques, ou superfétatoires, pour favoriser la libre circulation des marchandises dans la Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Schaus.

La parole est à M. von der Groeben.

M. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, j'avais pensé que le Parlement souhaitait éviter le débat. Mais comme M. Faller a fait siennes certaines

von der Groeben

remarques du rapport, je vous prie de m'excuser de devoir y répondre.

M. Schaus a déjà donné des éclaircissements au sujet de la signalisation et du trafic routiers ; il a dit notamment que l'on doit séparer cette question de celle des dispositions techniques. Les dispositions techniques nationales qui sont actuellement appliquées entravent, d'une part, la libre circulation à l'intérieur des États membres et, d'autre part, la production en grande série.

La question s'est alors posée pour nous de savoir comment nous devons aborder ce problème : devons-nous attendre d'avoir réuni tous les éléments pour faire une proposition en bloc ou devons-nous procéder point par point pour éliminer les différences existantes ?

Il s'agit, d'une part, du rapprochement des législations et, d'autre part, du rapprochement des règles de contrôle. Nous avons choisi de faire ce qu'il est possible de faire et ce qui peut être fait. En effet, comme vous le savez Monsieur le Président, pour parvenir à un accord sur les dispositions techniques et la nature des contrôles, il faut procéder à des discussions techniques extrêmement ardues. Je crois donc que si l'on fait cette distinction, cela est tout à fait juste et tout à fait raisonnable et que la voie la plus rapide pour arriver à une solution est celle que nous avons choisi de suivre.

Vous avez ensuite demandé comment on peut concilier cela avec la notion de rapprochement des législations. Le rapprochement des législations dans le Marché commun, sur le principe duquel nous aurons certainement encore un jour un débat dans cet hémicycle est un rapprochement fonctionnel, c'est-à-dire qu'il part des nécessités. Un rapprochement des législations est nécessaire dans la mesure où le fonctionnement du Marché commun l'exige. C'est sur ces principes que nous fondons notre politique en la matière. Nous devons donc déterminer ce qui est indispensable au fonctionnement du Marché commun. A cet égard, nous trouvons dans le traité de Rome des dispositions expresses et des objectifs. D'après ces deux critères, nous devons chaque fois déterminer les propositions que nous soumettrons au Conseil de ministres en ce qui con-

cerne le rapprochement et celles sur lesquelles nous consulterons le Parlement.

Et cela, Monsieur le Président, on ne peut le déterminer qu'en fonction de la situation du Marché commun, telle qu'elle se présente au moment où nous exécutons le travail. Puisque selon toute vraisemblance les droits de douane et les contingents seront supprimés l'année prochaine, nous estimons que maintenant le moment est réellement venu de résoudre également ces questions d'entraves techniques aux échanges — et une partie des questions qui constituent le volumineux dossier que nous avons présentement sous les yeux peut être rangé dans cette catégorie — afin de réaliser les harmonisations nécessaires et de faciliter les contrôles.

Les procédures qui sont appliquées à cet effet peuvent être globales, c'est-à-dire que l'on peut tenter de tout unifier d'un seul coup. Il faudra alors vraisemblablement s'accommoder de la longueur relative de la procédure. Ou bien l'on peut se concentrer sur les points qui constituent pour le moment les obstacles les plus graves à la libre circulation et à la production. C'est ce que nous avons fait dans ces deux cas.

Je crois donc qu'à tous les égards nous avons tenu compte des souhaits exprimés par la commission des transports. J'ai l'impression que le rapport n'a pas établi de distinction entre les dispositions qui sont prévues pour la circulation routière et les dispositions techniques dont nous nous occupons ici. Je viens d'essayer de vous exposer pourquoi nous avons suivi cette voie et pourquoi nous estimons toujours, contrairement à l'opinion du rapporteur et aux arguments que vous avez invoqués ici, Monsieur Fallier, que cette voie est le moyen de parvenir le plus rapidement et le plus sûrement à des résultats.

M. le Président. — Merci, Monsieur von der Groeben.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à

- une directive concernant le rapprochement des législations relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteur
- une directive concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la C.E.E., conformément à l'article 100 du traité, sur les deux propositions de la Commission (doc. 19 et 39),

Président

— vu le rapport de sa commission des transports (doc. 128),

1. Regrette de ne pas avoir été saisi de propositions sur l'harmonisation de l'ensemble des législations concernant les véhicules à moteur ;

2. Adopte sans les modifier les deux propositions de la Commission tout en évitant de porter un jugement technique sur les dispositions qu'elles contiennent ;

3. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution ainsi que le rapport auquel elle fait suite.

Proposition d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteur

(Présentée par la Commission au Conseil le 26 juillet 1965)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment celles de l'article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que dans chaque État membre les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises ou de personnes doivent satisfaire à certaines caractéristiques techniques fixées par dispositions impératives ; que ces prescriptions diffèrent d'un État membre à un autre ; que, par leur disparité, elles entravent les échanges et peuvent créer des conditions de concurrence inégales à l'intérieur de la Communauté économique européenne ;

considérant que ces obstacles à l'établissement et au fonctionnement du Marché commun peuvent être réduits, voire éliminés, si les mêmes prescriptions sont adoptées par tous les États membres, soit en complément, soit au lieu et place de leur législation actuelle ;

considérant que, même si elles ne se substituent pas aux dispositions moins rigoureuses en vigueur dans certains États membres, les prescriptions communes offrent aux entreprises la possibilité d'avoir une production dont les caractéristiques techniques sont conformes à la législation de chacun des États membres et qui peut donc être commercialisée et utilisée à l'intérieur de toute la Communauté ; qu'il est raisonnable d'espérer que, dans un secteur où jouent avec force les économies d'échelle, les entreprises appliqueront de plus en plus souvent les prescriptions communes ;

considérant que les prescriptions communes à définir sont celles qui sont nécessaires et suffisantes pour assurer la sécurité de la circulation routière sur toute l'étendue de la Communauté ;

considérant que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules à moteur en vertu des législations nationales ont pour objet de nombreux éléments de ces véhicules ; qu'en raison de la diversité de leur contenu, elles seront la matière d'une série de directives arrêtées successivement ; qu'elles concernent notamment les dispositifs indicateurs de direction ;

considérant qu'une réglementation portant sur les dispositifs indicateurs de direction comporte non seulement des prescriptions concernant leur construction, mais également leur montage sur véhicule ; qu'un contrôle du respect des prescriptions techniques est traditionnellement effectué par les États membres avant la commercialisation des véhicules et pièces détachées auxquels elles s'appliquent ; qu'il porte sur des types de véhicules ou d'éléments de véhicules ; qu'en ce qui concerne les prescriptions communes, un semblable contrôle ainsi que la reconnaissance par chaque État membre de celui effectué par les autres États membres nécessitent le recours à deux procédures, l'une d'homologation pour les dispositifs indicateurs de direction, l'autre de réception pour les véhicules ;

considérant qu'en instituant une procédure d'homologation, chaque État membre a le moyen de constater qu'un type d'indicateur de direction est conforme aux prescriptions communes de construction, se trouve en mesure d'informer les autres États membres de la constatation faite et peut enfin en prenant des dispositions appropriées, selon que la fabrication est faite sur son territoire ou en dehors, prévoir l'apposition d'une marque d'homologation sur tous les dispositifs semblables au modèle homologué ; qu'apposée sur un appareil d'origine nationale, communautaire ou étrangère, cette marque fait présumer qu'il est conforme aux prescriptions communes reprises dans la législation de chaque État membre et rend inutile un contrôle technique lors de l'importation ;

considérant que dans chaque État membre la réception du type de véhicule résulte de la

Président

conformité des divers éléments du véhicule avec les prescriptions applicables à chacun d'eux ; qu'à la demande des intéressés, elle doit pouvoir être accomplie sur base des prescriptions communes au fur et à mesure de leur entrée en vigueur et pour le reste sur base des prescriptions nationales ; qu'il est inutile que les vérifications faites par un État membre, sur base des premières, soient refaites par d'autres lorsqu'une réception est également demandée ; qu'ultérieurement seront précisées pour les véhicules les modalités d'une reconnaissance réciproque des contrôles aussi complète que celle organisée pour les éléments de ces véhicules ;

considérant que, sans préjudice des articles 169 et 170 du traité, il est opportun de prévoir dans le cadre de la collaboration entre autorités compétentes des États membres des dispositions propres à faciliter la solution de conflits de caractère technique relatifs à la conformité d'une production au type homologué ou réceptionné,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :**Chapitre I****Définition et principe****Article 1**

On entend par véhicule au sens de la présente directive : tout véhicule à moteur circulant sur route, avec ou sans carrosserie, ayant au moins 4 roues ou 3 roues symétriques et une vitesse maximale par construction excédant 25 km/h, ainsi que leurs remorques.

Sont exclus les véhicules à usage agricole, industriel ou destinés aux travaux du génie civil, tels que tracteurs agricoles, machines agricoles automotrices, machines pour chantiers et travaux routiers, même utilisés exceptionnellement pour le transport.

Article 2

Les États membres ne peuvent interdire la vente des dispositifs indicateurs de direction pour des motifs concernant leur fabrication ou leur fonctionnement si ces appareils répondent aux prescriptions de construction fixées à l'annexe I de la présente directive.

Ils ne peuvent refuser ou interdire la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des véhicules pour des motifs concernant leur équipement en dispositifs indicateurs de direction si ces derniers répondent aux prescriptions de construction et de montage fixées à l'annexe I de la présente directive.

Chapitre II**Homologation de dispositifs indicateurs de direction****Article 3**

Les États membres homologuent sur demande tout type de dispositif indicateur de direction pour véhicule si :

- a) Le dispositif satisfait aux prescriptions de construction et aux essais prévus à l'annexe I de la présente directive,
- b) Le fabricant, au cas où il n'est pas lui-même établi dans l'État membre auquel il demande l'homologation, a un représentant établi dans cet État et agréé par ce dernier,
- c) L'État d'homologation est mis à même de surveiller la conformité de la production au type homologué.

Article 4

Les États membres attribuent au demandeur une marque d'homologation conforme au modèle établi à l'annexe I de la présente directive pour chaque type de dispositif indicateur de direction qu'ils homologuent en vertu de l'article précédent.

Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour empêcher l'utilisation de marques qui puissent créer des confusions entre les dispositifs indicateurs de direction dont le type a été homologué en vertu de l'article 3 et d'autres dispositifs.

Article 5

En ce qui concerne la construction et le fonctionnement, chaque État membre considère comme conforme à sa législation les dispositifs portant une marque d'homologation satisfaisant aux règles fixées aux points 18, 19 et 20 de l'annexe I de la présente directive et ci-après dénommée marque C.E.E.

Article 6

Les autorités compétentes de chaque État membre envoient sans délai à celles des autres États membres une fiche conforme au modèle fixé à l'annexe II de la présente directive, pour chaque type de dispositif indicateur de direction qu'elles homologuent ou refusent d'homologuer.

Les autorités compétentes de chaque État membre s'informent mutuellement du retrait d'une homologation accordée ainsi que des motifs de cette mesure.

Article 7

Si les autorités compétentes d'un État membre constatent que plusieurs dispositifs indicateurs

Président

de direction portant la même marque C.E.E. ne sont pas conformes au type qu'elles ont homologué en vertu de l'article 3, elles prennent les mesures nécessaires pour rétablir la conformité de la fabrication au type homologué. Elles avisent les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises qui peuvent s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de l'homologation.

Elles prennent les mêmes dispositions si elles sont informées par les autorités compétentes d'un autre État membre d'un tel défaut de conformité.

Si les autorités compétentes de l'État membre qui a procédé à l'homologation contestent le défaut de conformité dont elles ont été informées, la Commission est saisie et convoque les experts désignés par chaque État membre. Autant que de besoin, elle recommande aux États membres intéressés les mesures de nature à régler la contestation; elle peut préalablement charger les autorités compétentes d'un ou de plusieurs États membres de procéder à une expertise.

Chapitre III**Réception de véhicules à moteur****Article 8**

Au sens du présent chapitre, on entend par réception, l'acte administratif dénommé :

- Agréation par type et aanneming dans la législation belge,
- Allgemeine Betriebserlaubnis dans la législation allemande,
- Réception par type dans la législation française,
- Omologazione ou approvazione del tipo dans la législation italienne,
- Agréation dans la législation luxembourgeoise,
- Typegoedkeuring dans la législation néerlandaise.

Article 9

Les États membres ne peuvent refuser, pour des motifs concernant l'équipement en dispositif indicateur de direction, la réception d'un véhicule si :

- a) Les dispositifs portent une marque C.E.E. et satisfont aux prescriptions de montage fixées à l'annexe I de la présente directive,
- b) Le constructeur, au cas où il n'est pas lui-même établi dans l'État membre auquel il demande la réception, a un représentant établi dans cet État et agréé par ce dernier,

- c) L'État de réception est mis à même de surveiller la conformité de la production au type réceptionné.

Article 10

En ce qui concerne l'équipement en dispositif indicateur de direction, chaque État membre considère comme conformes à sa législation les véhicules accompagnés par le certificat prévu à l'article II, paragraphe I, alinéa 2.

Article 11

1. Les autorités compétentes de chaque État membre envoient sans délai à celles des autres États membres copie des fiches établies pour chaque type de véhicule qu'elles réceptionnent ou refusent de réceptionner notamment sur base des prescriptions techniques fixées à l'annexe I de la présente directive.

Pour chaque véhicule construit conformément au type réceptionné, un certificat de conformité est établi par celui qui a présenté la demande de réception.

Les autorités compétentes des États membres s'informent mutuellement du retrait d'une réception accordée ainsi que des motifs de cette mesure.

Les modalités d'application de la procédure prévue aux alinéas précédents, et notamment les modèles de fiches et certificat, seront ultérieurement arrêtées par voie de directive.

2. Si un véhicule est réceptionné, conformément à l'article 9, par un État membre avant que la directive prévue au paragraphe précédent ne soit entrée en application, cet État délivre à la requête de celui qui a présenté la demande de réception un document identifiant le véhicule réceptionné et constatant que son équipement en dispositif indicateur de direction porte la marque C.E.E. et satisfait aux prescriptions de montage fixées à l'annexe I de la présente directive.

Ce document lie les autres États membres auxquels est demandé la réception d'un véhicule appartenant au même type.

Article 12

Si les autorités compétentes d'un État membre constatent que plusieurs véhicules accompagnés d'un certificat de conformité à un même type ne sont pas conformes en ce qui concerne l'équipement en dispositif indicateur de direction au type qu'elles ont réceptionné en vertu de l'article 9, elles prennent les mesures nécessaires pour rétablir la conformité de la fabrication au type réceptionné. Elles avisent les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises qui peuvent

Président

s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de la réception.

Elles prennent les mêmes dispositions si elles sont informées par les autorités compétentes d'un autre État membre d'un tel défaut de conformité.

Si les autorités compétentes de l'État membre qui a procédé à la réception contestent le défaut de conformité dont elles ont été informées, la Commission est saisie et convoque les experts désignés par chaque État membre. Autant que de besoin, elle recommande aux États membres intéressés les mesures de nature à régler la contestation ; elle peut préalablement charger les autorités compétentes d'un ou de plusieurs États membres de procéder à une expertise.

Chapitre IV**Dispositions générales et finales****Article 13**

Tout acte individuel pris en application de la présente directive et portant refus d'homologation ou de réception, retrait d'homologation, de réception ou interdiction de vente ou d'usage est motivé de façon précise. Il est notifié à l'intéressé avec l'indication des voies de recours ouverts par la législation en vigueur dans les États membres et du délai dans lequel ces recours peuvent être présentés.

Article 14

Les États membres informent la Commission en temps utile pour présenter ses observations de tout projet ultérieur de dispositions législatives, réglementaires ou administratives qu'ils envisagent d'adopter dans des matières régies par la présente directive.

Article 15

La présente directive ne préjuge pas l'application des articles 31 et 32 du traité aux produits qui ne répondent pas aux prescriptions fixées à l'annexe I.

Article 16

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant la notification et en informent immédiatement la Commission. Toutefois, ces dispositions ne peuvent être substitués au régime antérieurement existant qu'après trois ans à compter de la publication de la présente directive au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 17

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Proposition d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur

(Présentée par la Commission au Conseil le 3 mars 1966)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne et notamment celles de l'article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que dans chaque État membre les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises ou de personnes doivent satisfaire à certaines caractéristiques techniques fixées par dispositions impératives ; que ces prescriptions diffèrent d'un État membre à un autre ; que par leur disparité, elles entravent les échanges et peuvent créer des conditions de concurrence inégales à l'intérieur de la Communauté économique européenne ;

considérant que ces obstacles à l'établissement et au fonctionnement du marché commun peuvent être réduits, voire éliminés, si les mêmes prescriptions sont adoptées par tous les États membres, soit en complément, soit en lieu et place de leur législation actuelle ;

considérant que, même si elles ne se substituent pas aux dispositions moins rigoureuses en vigueur dans certains États membres, les prescriptions communautaires offrent aux entreprises la possibilité d'avoir une production dont les caractéristiques techniques sont conformes à la législation de chacun des États membres et qui peut donc être commercialisée et utilisée à l'intérieur de toute la Communauté ; qu'il est raisonnable d'escompter que, dans un secteur où jouent avec force les économies d'échelle, les entreprises appliquent de plus en plus souvent les prescriptions communes qu'il sera dès lors possible de substituer intégralement aux prescriptions nationales ;

considérant les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules à moteur en vertu des législations nationales, ont pour objet de

Président

nombreux éléments de ces véhicules ; qu'elles concernent notamment les dispositifs de freinage ; que la diversité de ces dispositifs qui est fonction de celle des véhicules rend possible la définition dès maintenant de prescriptions communautaires pour certaines catégories de véhicules :

considérant que les prescriptions communautaires à définir sont celles qui sont nécessaires et suffisantes pour assurer la sécurité de la circulation routière sur toute l'étendue de la Communauté :

considérant que les dispositifs de freinage ne peuvent être efficacement contrôlés que montés sur le véhicule auquel ils sont destinés ; que donc le contrôle doit s'effectuer dans le cadre de la réception des véhicules ;

considérant que dans chaque État membre la réception d'un type de véhicule résulte de la conformité des divers éléments du véhicule avec les prescriptions applicables à chacun d'eux ; qu'à la demande des intéressés elle doit pouvoir être accomplie sur base des prescriptions communes, en particulier de celles relatives aux dispositifs de freinage et pour le reste sur base des prescriptions nationales ;

considérant qu'il est inutile que les vérifications faites par un État membre sur base des prescriptions communautaires soient refaites par d'autres États membres lorsque la réception du même type de véhicule leur est également demandée ; qu'ultérieurement seront précisées les modalités de la reconnaissance des contrôles entre États membres pour les véhicules construits conformément à un type réceptionné par l'un d'eux ;

considérant que, sans préjudice des articles 169 et 170 du traité, il est opportun de prévoir, dans le cadre de la collaboration entre autorités compétentes des États membres, des dispositions propres à faciliter la solution de conflits de caractère technique relatifs à la conformité d'une production au type réceptionné,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Chapitre I**Dispositions générales et finales****Article 1**

1. On entend par véhicule, au sens de la présente directive, tout véhicule à moteur ayant, par construction, une vitesse maximale dépassant 25 km/h et qui entre dans une des catégories suivantes :

- a) Véhicule affecté au transport de personnes, comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum et ayant, soit au moins 4 roues, soit trois roues et un poids maximal excédant une tonne (catégorie M 1) ;
- b) Véhicule affecté au transport de marchandises ayant, soit au moins quatre roues et un poids maximal n'excédant pas 3,5 tonnes, soit trois roues et un poids maximal n'excédant pas 3,5 tonnes mais excédant une tonne (catégorie N 1) ;
- c) Véhicule affecté au transport de marchandises ayant au moins trois roues et un poids maximal n'excédant pas 12 tonnes mais excédant 3,5 tonnes (catégorie N 2).

2. Dans le cas d'un tracteur destiné à être attelé à une semi-remorque le poids maximal dont il doit être tenu compte pour la classification du véhicule est le poids en ordre de marche du tracteur, augmenté du poids maximal reporté sur le tracteur par la semi-remorque et, le cas échéant, du poids maximal du chargement propre du tracteur.

3. Les véhicules composés de deux éléments indissociables mais articulés seront considérés comme ne constituant qu'un seul véhicule.

Article 2

Les États membres ne peuvent refuser ou interdire la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des véhicules pour des motifs concernant leurs dispositifs de freinage si ces derniers répondent aux prescriptions de construction, de montage et de fonctionnement fixées à l'annexe de la présente directive.

Chapitre II**Réception des véhicules à moteur****Article 3**

Au sens du présent chapitre, on entend par « réception » l'acte administratif dénommé :

- Agréation par type et aanneming dans la législation belge,
- allgemeine Betriebserlaubnis dans la législation allemande,
- réception par type dans la législation française,
- omologazione ou approvazione del tipo dans la législation italienne,
- agréation dans la législation luxembourgeoise.
- type-goedkeuring dans la législation néerlandaise.

Président*Article 4*

Les États membres peuvent refuser, pour des motifs concernant les dispositifs de freinage, la réception d'un véhicule si :

- a) ces dispositifs satisfont aux prescriptions de construction, de montage et de fonctionnement fixées à l'annexe de la présente directive,
- b) le constructeur, au cas où il n'est pas lui-même établi dans l'État membre auquel il demande la réception, a un représentant établi dans cet État et agréé par ce dernier,
- c) l'État de réception est mis à même de surveiller la conformité de la production au type réceptionné.

Article 5

1. Les autorités compétentes de chaque État membre envoient sans délai à celles des autres États membres copie des fiches établies pour chaque type de véhicule qu'elles réceptionnent ou refusent de réceptionner notamment sur base des prescriptions techniques fixées à l'annexe de la présente directive.

Pour chaque véhicule construit conformément au type réceptionné, un certificat de conformité est établi par celui qui a présenté la demande de réception.

Les autorités compétentes des États membres s'informent mutuellement du retrait d'une réception accordée ainsi que des motifs de cette mesure.

Les modalités d'application de la procédure prévue aux alinéas précédents, et notamment les modèles de fiches et certificat, seront ultérieurement arrêtés par voie de directive.

2. Si un véhicule est réceptionné, conformément à l'article 4, par un État membre avant que la directive prévue au paragraphe précédent ne soit entrée en application, cet État délivre, à la requête de celui qui a présenté la demande de réception, un document identifiant le véhicule réceptionné et constatant que son équipement en dispositifs de freinage satisfait aux prescriptions techniques fixées à l'annexe de la présente directive.

Ce document lie les autres États membres auxquels est demandée la réception d'un véhicule appartenant au même type.

Article 6

En ce qui concerne l'équipement en dispositifs de freinage, chaque État membre considère comme conformes à sa législation les véhicules accompagnés par le certificat prévu à l'article 5, paragraphe 1, alinéa 2.

Toutefois, ce certificat ne fait pas obstacle à ce qu'un État membre interdise sur son terrain la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des véhicules équipés d'un dispositif de freinage qui compromet la sécurité de la circulation routière et qui n'est pas conforme aux prescriptions techniques fixées à l'annexe de la présente directive.

Article 7

Si les autorités compétentes d'un État membre constatent que plusieurs véhicules accompagnés d'un certificat de conformité à un même type ne sont pas conformes, en ce qui concerne l'équipement en dispositifs de freinage, au type qu'elles ont réceptionné en vertu de l'article 4, elles prennent les mesures nécessaires pour rétablir la conformité de la fabrication au type réceptionné. Elles avisent les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises qui peuvent s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de la réception.

Elles prennent les mêmes dispositions si elles sont informées par les autorités compétentes d'un autre État membre d'un tel défaut de conformité.

Si les autorités compétentes de l'État membre qui a procédé à la réception contestent le défaut de conformité dont elles ont été informées, la Commission est saisie et convoque les experts désignés par chaque État membre. Autant que de besoin, elle recommande aux États membres intéressés les mesures de nature à régler la contestation ; elles peut préalablement charger les autorités compétentes d'un ou de plusieurs États membres de procéder à une expertise.

Chapitre III**Dispositions générales et finales***Article 8*

1. Si un État membre estime qu'un dispositif de freinage, bien que conforme aux prescriptions de construction, de montage et de fonctionnement fixées à l'annexe de la présente directive, compromet la sécurité de la circulation routière, il peut, pour une période maximale d'un an, interdire sur son territoire la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des véhicules qui en sont équipés. Il en informe, dans un délai d'un mois, les autres États membres et la Commission en précisant les motifs de sa décision.

2. Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité, décide sans délai si les prescriptions de construction, de montage et de fonctionnement fixées à l'annexe de la présente directive doivent être modifiées et, le cas échéant, arrête par voie de directive les modifications nécessaires.

Président

Au besoin, sur proposition de la Commission, le Conseil statuant à la majorité qualifiée, peut également prolonger d'un an au maximum la période mentionnée au paragraphe 1, première phrase.

Article 9

Tout acte individuel pris en application de la présente directive et portant refus ou retrait de réception, ou interdiction de vente ou d'usage, est motivé de façon précise. Il est notifié à l'intéressé avec l'indication des voies de recours ouvertes par la législation en vigueur dans les États membres et du délai dans lequel ces recours peuvent être présentés.

Article 10

La présente directive ne préjuge pas l'application des articles 31 et 32 du traité aux produits qui ne répondent pas aux prescriptions fixées à l'annexe de la présente directive.

Article 11

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administra-

tives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Ils ne peuvent abroger le régime existant pour laisser en vigueur les dispositions seules conformes à la présente directive, qu'après trois ans à compter de la publication de celle-ci au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 12

Dès la notification de la présente directive, les États membres informent la Commission, en temps utile pour présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions législatives, réglementaires ou administratives qu'ils envisagent d'adopter dans des matières régies par la présente directive.

Article 13

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

PRÉSIDENCE DE M. POHER**4. Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires**

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil sur une directive concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires (doc. 178).

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne voudrais pas ajouter un long propos au rapport écrit que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de notre Assemblée après son vote par la commission des transports. Qu'il me soit permis simplement d'apporter quelques précisions et de rappeler à votre Assemblée que cette proposition de directives de la Commission exécutive est fondée sur l'article 1, b de la décision du Conseil du 13 mai 1965 relative à l'harmonisation de certaines dispositions

ayant une incidence sur la concurrence dans le domaine des transports par fer, par routes et par voies navigables.

Je rappelle que, dans la proposition de la Commission qui nous est soumise aujourd'hui, il n'est pas traité du problème concernant la navigation, mais M. le ministre Schaus a bien voulu nous faire savoir que la Commission tenait à se préoccuper de ce problème qui fera l'objet d'une directive ultérieure. Votre commission des transports en a été tout à fait d'accord et demande à la Commission de déposer cette directive complémentaire le plus rapidement possible.

A propos de la directive qui vous est soumise aujourd'hui, votre commission des transports, après avoir, avec la Commission exécutive, marqué son accord sur la nécessité de cette harmonisation afin d'éviter une concurrence déloyale entre certains pays, a estimé qu'elle ne pouvait accepter cependant purement et simplement le texte présenté par ladite Commission et que certains amendements devaient être déposés. Ils ont été votés à une large majorité et même à la quasi unanimité, je vais m'en expliquer en quelques mots.

J'ai rappelé déjà que cette proposition de directive était fondée sur une décision du Conseil

Jozeau-Marigné

du 15 mai 1965. En prenant cette décision, on avait estimé qu'il était indispensable d'uniformiser les dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs, ce qui a fait l'objet de l'article 1, paragraphe b. Toutefois un article 2 précisait qu'au 1^{er} janvier 1965 il serait procédé à l'uniformisation des bases de calcul de la taxe sur les véhicules automobiles et sur les bâtiments de navigation intérieure destinés au transport de marchandises.

Or, dans la proposition de la Commission exécutive on s'est borné à l'application de l'article 1, b mais il n'a pas été question du tout de cet article 2, b. Pourtant, nous sommes bien obligés de le constater, les dates qui ont été déterminées sont dépassées depuis longtemps. S'agit-il d'un nouveau retard ?

Bien qu'il nous ait été promis que, prochainement et en tout cas avant le 1^{er} janvier 1968, une proposition nous serait soumise à cet égard, il nous a semblé que, sous peine de nous déjuger, il était indispensable, dans notre vote d'aujourd'hui, de reprendre la décision que nous avons adoptée dès 1965.

Mais, en 1965, le Parlement était allé beaucoup plus loin, estimant qu'une solution de justice ne pouvait être obtenue que si, d'une part, on uniformisait les bases de calcul de la taxe, et si d'autre part on uniformisait les taux de la taxe sur les véhicules. Et c'est une décision dans ce sens que prit le Parlement en 1964.

Le Conseil ne l'a pas suivi sur ce dernier point et, dans sa décision du 13 mai 1965, il s'est borné à poser le principe de l'uniformisation des bases de calcul, en oubliant celle du taux de la taxe qui cependant était indispensable.

Je sais qu'on nous a parlé du souhaitable et du possible, mais le rôle du Parlement est de bien préciser ce qui est souhaitable. Une situation reconnue bonne en 1965 peut être adaptée différemment pour devenir meilleure en 1967.

Finalement votre commission des transports a estimé qu'elle ne pouvait se borner à reprendre la proposition de la Commission sans y ajouter les principes qui ont fait déjà l'objet d'un vote en 1964, et qui constituaient l'article 2 du texte adopté par l'Assemblée.

Mais votre commission se trouvait en présence d'une alternative : devait-elle rejeter la proposition faite pour marquer sinon sa mauvaise humeur, du moins son regret de n'avoir pas été suivie complètement, ou, au contraire, devait-elle amender le texte ? Il n'est pas concevable qu'un Parlement comme le nôtre ne fasse pas œuvre constructive et en plein accord avec la Commission. Aussi, à l'unanimité a-t-elle retenu la deuxième solution et vous propose-t-elle d'adopter le texte de la Com-

mission exécutive amendé dans les conditions que je viens de préciser.

Votre commission a manifesté très vivement le désir, que dis-je, la volonté, de voir se réaliser dans les meilleurs délais une harmonisation véritable et complète de la fiscalité grevant les transports routiers. Nous l'avons souligné dans nos considérants. Je tiens ici à expliciter le rapport écrit en précisant que, ce faisant, nous entendons cette harmonisation dans l'esprit le plus large.

J'ajoute que, dans une période transitoire, il est indispensable que les gouvernements puissent être appelés à prendre d'autres dispositions pour faire de ce désir d'égalité une réalité.

C'est ainsi que nous avons été amenés à créer un article 6 bis, demandant que, en même temps que la mise en œuvre de la présente directive, « le Conseil, sur proposition de la Commission, fixera les conditions dans lesquelles chaque État membre pourra accorder des exonérations fiscales relativement à l'impôt spécifique sur les carburants pour le transport routier des marchandises importées ou destinées à l'exportation par voie maritime effectuée entre ses ports maritimes et l'intérieur de son territoire ».

Enfin, j'indique qu'une légère modification de forme doit être apportée dans le rapport qui vous a été distribué et cela pour satisfaire à une règle technique.

En effet, dans la proposition de résolution, nous avons employé la formule : « Le Parlement européen propose les modifications suivantes à la proposition de directive de la Commission de la C.E.E. » Il nous a été indiqué que cette formule ne pouvait pas être retenue et qu'on devait lui substituer, dans un esprit de coordination, les mots suivants : « Invite la commission de la C.E.E. à faire siennes les propositions de modification suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité. »

Il s'agit d'une modification non de fond, mais de pure forme afin d'harmoniser l'ensemble de nos textes.

Voilà, Monsieur le Président, dans quelles conditions la commission des transports m'a chargé de rapporter le texte qui vous est soumis aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Faller pour une explication de vote.

M. Faller. — (A) Je suis convaincu que cette mesure entraînera des distorsions de concurrence considérables dans le trafic international et le trafic interne des différents pays. En conséquence, je voterai contre.

M. le Président. — La parole est à M. Schaus.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Mes observations concernent plusieurs articles.

Sur le texte proposé par M. le Rapporteur, je voudrais être très bref. Tout d'abord, il est certain que le Parlement avait émis dans des rapports antérieurs des vœux plus globaux et plus ambitieux.

Le 13 mai 1965, le Conseil de ministres a pris une décision que nous devons exécuter. L'article 1 b traite de l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires et des bâtiments de navigation intérieure.

En ce qui concerne la navigation intérieure, nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de problème, puisque pratiquement la franchise existe. On ne peut pas régler un problème qui est inexistant. C'est pourquoi, à moins que la législation dans un État membre ne change à cet égard, il n'y a pas lieu d'intervenir pour le moment.

En ce qui concerne les véhicules automobiles utilitaires, nous sommes conscients que notre proposition n'est qu'une mesure transitoire, mais elle nous semble nécessaire. Le vrai problème — et M. le Rapporteur l'a bien souligné — réside dans la taxe sur les carburants et la taxe sur les véhicules.

Ces problèmes fiscaux sont très difficiles à résoudre. La décision du Conseil de ministres fixe certains délais à cet égard. Pour tout ce qui se rapporte aux décisions fiscales, les États membres n'aiment pas beaucoup faire des pas en avant.

Il ne s'agit en l'occurrence, je le répète, que d'une solution limitée, d'une solution temporaire, mais nous la croyons utile.

Quant aux amendements proposés par M. le Rapporteur au nom de la commission, je puis me rallier à l'amendement présenté à l'article 3, alinéa 2, et à l'article 6, alinéa 2, tendant à éviter toute discrimination.

Si j'ai bien compris les préoccupations de M. Faller, les dispositions de l'article 6 *bis* devraient résoudre son problème.

Cependant, je fais toutes réserves au sujet de cet article 6 *bis*, non point que je sois opposé à la solution envisagée, mais parce que, lors des travaux préparatoires, nous avons longuement examiné ce point et nous avons rencontré des difficultés que M. Faller connaît bien.

D'ailleurs la formulation ne me semble pas assez claire. L'expression : « en même temps que la mise en œuvre de la présente directive... » sous-entend une concordance dans le temps. Cela signifie-t-il

que la présente directive ne pourra être mise en œuvre avant que ce problème soit résolu ?

Au surplus, sur le fond, j'ai des hésitations car au cours des discussions antérieures nous nous sommes rendu compte de toutes les difficultés que comporte une telle disposition.

J'accepte donc le rapport avec les réserves que je viens de faire.

Je me prononcerai sur l'amendement de M. Richarts lorsqu'il viendra en discussion.

M. le Président. — Merci, Monsieur Schaus.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 et 2, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Nous passons à l'examen de la proposition de directive.

Sur le préambule et l'article 1, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

Sur l'article 2, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par M. Richarts et dont voici le texte :

Modifier et compléter comme suit l'article 2 :

« Au sens de la présente directive, on entend par « véhicule automobile utilitaire » les véhicules routiers à moteur et les engins automoteurs qui, d'après leur type de construction et leur équipement, sont destinés :

1. au transport

a) de personnes pour autant qu'ils soient aptes à transporter plus de 3 personnes (y compris le conducteur);

b) de marchandises;

2. à l'exécution de travaux dans l'agriculture, avec ou sans rémunération. »

La parole est à M. Richarts pour défendre son amendement.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, l'article 2 définit les véhicules qui bénéficient des avantages prévus par cette directive. Je me suis permis de proposer un amendement visant à ce que

Richarts

les engins automoteurs soient également les bénéficiaires de cette directive. Pour justifier mon amendement, j'invoquerai les arguments suivants :

Le trafic international de tracteurs agricoles et d'engins automoteurs, qui sont la propriété d'exploitants agricoles, mais aussi d'entreprises rémunérées s'accroît d'année en année. Ces engins sont aujourd'hui pourvus de réservoirs d'une telle dimension qu'ils sont comparables aux autres véhicules automobiles bénéficiant de ces avantages.

Je sais que la Commission n'est pas particulièrement enthousiasmée par cette proposition. Elle rappelle que des règlements ont déjà été arrêtés par l'intermédiaire d'accords bilatéraux conclus entre différents États membres. Il se peut que dans l'un ou l'autre cas des règlements existent.

Si je suis bien informé, le rejet de ma proposition peut conduire à la situation suivante : si une entreprise rémunérée néerlandaise se déplace avec ses véhicules pour faire la moisson en France — cela se produit de plus en plus — cette entreprise doit acquitter des droits de douane pour le carburant se trouvant dans le réservoir. Mais elle reçoit en France, si elle y travaille, du carburant à prix réduit.

Je vois là une discrimination qui n'est pas nécessaire. On devrait renoncer à une telle procédure eu égard à ceux qui utilisent ces engins, mais aussi aux douaniers et ne pas créer des difficultés supplémentaires à ces gens.

Je vous demanderai donc d'approuver l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Schaus.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je comprends le souci de M. Richarts, mais je crois que le problème qu'il soulève est résolu et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas prévu une disposition à ce sujet. Pour les tracteurs agricoles, je crois que nous en sommes tous conscients que le problème se pose surtout pour les frontaliers, car je n' imagine pas qu'un agriculteur, avec son tracteur, irait de Coblenze jusqu'à Paris. C'est dans les régions frontalières que se pose le problème et, à notre avis, il est résolu en vertu de la directive du Conseil du 14 décembre 1964 sur les modalités de réalisation de la libre prestation des services dans les activités de l'agriculture et de l'horticulture — vous avez oublié l'horticulture, Monsieur Richarts ! Les États sont donc obligés de faire bénéficier les ressortissants des autres États membres des mêmes avantages dont bénéficient leurs propres ressortissants. Par conséquent, à notre avis, par cette directive, pour l'agriculture et l'horticulture, le problème

est résolu et l'amendement de M. Richarts, inspiré par des motifs très nobles, est superflu.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Jozeau-Marigné, rapporteur. — Monsieur le Président, il arrive parfois à un rapporteur d'avoir quelque embarras. M. Richarts, notre excellent collègue, vous l'a laissé entendre puisqu'il a, avec cette loyauté que nous lui connaissons tous, indiqué que la Commission n'était pas très emballée sur son amendement. Cependant, nous ne voudrions pas lui faire une peine, même légère. En sorte que la situation se présente de la manière suivante.

M. Richarts a un souci très louable en ce qui concerne les frontaliers. M. le ministre Schaus a dit très nettement que ceux-ci, dès maintenant, avaient satisfaction, d'une part, en raison même des accords intervenus entre l'Allemagne et la France et réciproquement, et d'autre part, parce que, dans les autres États membres, le carburant normal contenu dans le réservoir est déjà admis.

M. Richarts a donc satisfaction. Je me permets cependant d'attirer son attention sur un point. Je ne voudrais pas que le vote de son amendement puisse être interprété comme favorisant spécialement les véhicules servant à l'agriculture, et non pas toute machine de travail. Cette interprétation pourrait être donnée *a contrario*, ce que M. Richarts ne veut sûrement pas, et que nous non plus ne voulons pas.

Toutes ces précisions étant données, je demande à M. Richarts si, de lui-même *motu proprio*, il accepte de retirer son amendement, tout le monde lui ayant montré qu'il avait satisfaction.

S'il ne croit pas devoir le faire, je ne veux pas dire, Monsieur le Président, comme au Palais, que je m'en rapporte à la justice, mais à la sagesse de cette assemblée.

M. le Président. — Monsieur Richarts, avez-vous été convaincu par les arguments du rapporteur ?

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, je remercie infiniment le rapporteur de son amabilité. Si j'étais convaincu que la situation est bien telle que la Commission exécutive nous l'a décrite, je retirerais effectivement mon amendement.

Je dois donc réitérer ma question à l'exécutif. Les véhicules agricoles et les engins automobiles utilisés en agriculture bénéficient-ils de ces avantages ? Dans l'affirmative, mon amendement est superflu ; dans la négative, je dois le maintenir, même s'il doit être rejeté.

M. le Président. — Monsieur le Commissaire Schaus, les agriculteurs sont des gens pressés, essayez de l'être aussi !

(Sourires)

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, j'ai la conviction que l'amendement est superflu. Par la directive du 14 décembre 1964, fixant les modalités de réalisation de la libre prestation des services dans les activités de l'agriculture et de l'horticulture, le problème est résolu.

Il est évident que si un État membre n'applique pas cette réglementation, il peut y avoir en fait une discrimination, mais juridiquement le problème ne se pose pas. J'ai le sentiment que M. Richarts semble penser qu'éventuellement dans un pays — la république fédérale d'Allemagne — on pourra diminuer les avantages fiscaux accordés à ce genre de véhicules. De nouvelles dispositions fiscales interviendront-elles à l'avenir ? Je l'ignore et j'ignore quelle pourrait être la solution mais, théoriquement, la directive que je viens de citer doit résoudre le problème. C'est tout ce que j'ai à dire à M. Richarts.

M. le Président. — Pour M. Schaus, la réponse donnée à M. Richarts constitue-t-elle une réponse positive ?

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Oui, Monsieur le Président, à moins qu'une législation future ne modifie les choses.

M. le Président. — Monsieur Richarts pense-t-il pouvoir retirer son amendement à la suite des explications qui ont été données ?

La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Je ferai encore une remarque à ce sujet. Je suis d'accord avec M. Schaus lorsqu'il dit que les agriculteurs n'iront pas avec leurs tracteurs de Coblenz à Paris ; cela est exact, mais ils vont de Langsur à Wasserbillig ; des deux côtés de la Sûre, il y a des propriétés qui appartiennent à des Luxembourgeois et à des Allemands. Le fait est que l'on passe la frontière allemande avec un réservoir vide, qu'on le remplit au Luxembourg à meilleur compte et que l'on doit ensuite payer des droits de douane en traversant la frontière allemande. J'espère qu'il n'en sera plus longtemps ainsi, mais c'est le cas maintenant. Je désirerais seulement que ceux qui franchissent la frontière n'aient pas ensuite de droits de douane à payer, du moins sur la quantité qu'ils emportent. Tel est mon vœu.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je voudrais rappeler le principe « *quod abundat non vitiat* ».

M. le Président. — Quel est maintenant l'avis du rapporteur ?

M. Jozeau-Marigné, rapporteur. — Monsieur le Président, contrairement à ce qu'on pourrait croire, je ne suis pas embarrassé. Je suis, en effet, persuadé que le dernier mot de M. le ministre Schaus est le bon : ce qui abonde, ne vicie pas !

Si M. Richarts n'a pas eu toutes les assurances qu'il souhaitait, je lui accorde le préjugé favorable.

M. le Président. — La parole est à M. Schaus.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Si l'amendement, après toutes les explications qui ont été données, devait être adopté, je ne m'y opposerai pas. Mais je demande alors à M. Richarts de donner plus de clarté à son amendement au paragraphe 2, où il parle de « l'exécution des travaux dans l'agriculture... », alors que dans le premier alinéa on traite des « engins automoteurs » en général. Il faudrait bien préciser qu'il s'agit des engins automoteurs pour les travaux agricoles.

C'est bien cela que vous voulez dire ? Il ne faudrait pas généraliser, car cela soulèverait d'autres problèmes.

M. le Président. — Quel serait le texte ?

M. Schaus. — Monsieur Richarts, ne faudrait-il pas apporter une précision ?

M. Richarts. — Monsieur le Président, j'accepte la formule « engins automoteurs servant à l'agriculture ».

M. le Président. — Mes chers collègues, la situation est extrêmement simple. L'amendement de M. Richarts est finalement accepté par la commission des transports et la Commission exécutive n'y fait pas opposition.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cet amendement, étant entendu qu'il sera précisé dans le premier alinéa de l'article 2 qu'il s'agit des engins automoteurs servant à l'agriculture.

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix l'article 2 modifié par l'amendement qui vient d'être adopté.

L'article 2 modifié est adopté.

Sur les articles 3 à 6, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Président

Ces articles sont adoptés.

Nous arrivons à l'article 6 *bis* nouveau.

La parole est à M. Schaus.

M. Schaus, membre de la Commission de la C.E.E. — Je maintiens les réserves que j'ai formulées à cet égard.

M. le Président. — Monsieur le Rapporteur, maintenez-vous l'article 6 *bis* nouveau ?

M. Jozeau-Marigné, rapporteur. — Je suis persuadé que la Commission était d'accord avec nous sur le fond. Elle a eu des difficultés dans la réalisation ; mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, le Parlement doit exprimer le « souhaitable » et je souhaite vivement, avec la grande majorité de la commission des transports, l'adoption de cet article.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 *bis* nouveau.

Cet article est adopté.

Sur les articles 7 et 8, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les amendements qui viennent d'être adoptés.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant une directive concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires

Le Parlement européen,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. conformément aux dispositions de l'article 75 du traité sur la proposition de la Commission (doc. 101),

— vu le rapport de sa commission des transports (doc. 178),

1. Invite la Commission de la C.E.E. à faire siennes les propositions de modifications suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité ;

2. Charge son président de transmettre au Conseil et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite.

Proposition d'une directive du Conseil concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires

(Texte modifié par le Parlement européen)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 75 et 99,

vu la décision n° 65/271/C.E.E. du Conseil du 13 mai 1965 ⁽¹⁾ relative à l'harmonisation de certaines dispositions ayant une incidence sur la con-

currence dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable, et notamment son article 1 b,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social,

vu l'avis du Parlement européen,

1. Considérant que l'instauration d'une politique commune des transports requiert l'établissement de règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou plusieurs États membres ;

2. Considérant que l'établissement de ces règles communes doit comporter dans l'immédiat l'uniformisation des dispositions, largement divergentes à l'heure actuelle, qui concernent l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des

⁽¹⁾ J.O. n° 88 du 24 mai 1965, p. 1500/65.

Président

véhicules utilitaires et dans un délai raisonnable l'uniformisation des bases de calcul et des taux de la taxe sur les véhicules automobiles ;

3. Considérant qu'aux termes de l'article 1 de la décision du Conseil du 13 mai 1965 il sera, entre autres, procédé avec effet à la date du 1^{er} janvier 1967, à l'uniformisation des dispositions qui concernent l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires ;

3 bis. Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la décision du Conseil il sera procédé avec effet du 1^{er} janvier 1968 à l'uniformisation des bases de calcul de la taxe sur les véhicules automobiles ;

4. Considérant que l'importation de carburant en franchise dans le réservoir des véhicules utilitaires routiers constitue une facilité pour les transporteurs participant aux transports internationaux, facilité qui devrait être égale dans les deux sens du trafic et pour des transporteurs qui se font concurrence sur le même parcours ;

5. Considérant qu'il est opportun d'accorder cette facilité en admettant en franchise des quantités de carburant correspondant à la contenance du réservoir normal du véhicule, ceci afin de réduire les contrôles aux passages des frontières ;

6. Considérant que compte tenu des réglementations nationales différentes, il convient de prévoir dans une première étape une franchise portant sur une quantité minimum de 200 l ;

7. Considérant qu'afin d'éviter l'utilisation abusive du carburant importé en franchise, il convient de laisser à chaque État membre la faculté de prendre ou de maintenir des mesures plus restrictives en ce qui concerne les transports internationaux à destination de sa zone frontalière ;

8. Considérant que cette directive ne revêt qu'un caractère transitoire, en attendant l'harmonisation des taxes sur le carburant,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

Les États membres procèdent, conformément à la présente directive, à l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires, traversant des frontières communes entre les États membres.

Article 2

Au sens de la présente directive, on entend par « véhicule automobile utilitaire » les véhicules routiers à moteur et les engins automoteurs servant à l'agriculture qui, d'après leur type de construction et leur équipement, sont destinés :

1. Au transport

a) de personnes, pour autant qu'ils soient aptes à transporter plus de 9 personnes (y compris le conducteur) ;

b) de marchandises.

2. A l'exécution de travaux dans l'agriculture, avec ou sans rémunération.

Article 3

1. Avec effet au plus tard à la date du 1^{er} janvier 1967, les États membres admettent en franchise une quantité minimum de 200 litres de carburant, pour autant que cette quantité ne dépasse pas la contenance du réservoir normal des véhicules automobiles utilitaires.

2. La quantité fixée par chaque État membre doit être la même pour tous les véhicules de la Communauté, quel que soit leur lieu d'immatriculation.

Article 3 bis

Avec effet au 1^{er} janvier 1968, il sera procédé à l'uniformisation des bases de calcul de la taxe sur les véhicules automobiles.

Avec effet à la date du 1^{er} janvier 1969, il sera procédé dans les États membres à l'uniformisation des taux de la taxe sur les véhicules automobiles.

Article 4

Avec effet au plus tard à la date du 1^{er} janvier 1970, les États membres admettent en franchise le carburant contenu dans le réservoir normal des véhicules automobiles utilitaires.

Article 5

Au sens de la présente directive, on entend par « réservoir normal », le réservoir fixé à demeure par le constructeur sur le véhicule et sur tous les véhicules du même type, dont l'agencement permanent permet l'utilisation directe du carburant.

Article 6

1. Par dérogation aux dispositions des articles 3 et 4, chaque État membre a la faculté, après consul-

Président

tation de la Commission, de prendre des mesures plus restrictives en cette matière, ou de maintenir de telles mesures prises antérieurement, en ce qui concerne les transports internationaux à destination de sa zone frontalière, s'étendant sur une profondeur maximale de 25 km à vol d'oiseau.

2. La quantité fixée par chaque État membre doit être la même pour tous les véhicules de la Communauté, quel que soit leur lieu d'immatriculation.

Article 6 bis

En même temps que la mise en œuvre de la présente directive, le Conseil, sur proposition de la Commission, fixera les conditions dans lesquelles chaque État membre pourra accorder des exonérations fiscales relativement à l'impôt spécifique sur

les carburants pour le transport routier des marchandises importées ou destinées à l'exportation, par voie maritime, effectué entre ses ports maritimes et l'intérieur de son territoire.

Article 7

Les États membres arrêtent, après consultation de la Commission, les dispositions législatives, réglementaires ou administratives, nécessaires pour la mise en œuvre de la présente directive.

Article 8

La présente directive est adressée à tous les États membres.

5. Directive relative aux tracteurs agricoles à roues.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Wohlfart, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, sièges de convoyeurs et plates-formes de chargement) (doc. 167).

La parole est à M. Wohlfart.

M. Wohlfart, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de la commission du marché intérieur porte sur une proposition que l'exécutif a soumis au Conseil au mois de mai 1966.

Cette proposition concerne le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues et, en particulier, pour les vitesses maximales, les sièges des convoyeurs et les plates-formes de chargement. L'énoncé de cette directive et les points plus particuliers sur lesquels elle entend rapprocher les législations des États membres indiquent clairement qu'il s'agit d'un problème très technique.

C'est dire que la commission du marché intérieur ne s'est pas sentie très à l'aise.

Elle se limite à émettre deux observations principales.

La première, d'ordre général, concerne l'application qui a été faite jusqu'à présent, par la Commission exécutive, de l'article 100 du traité. Cet article vise le rapprochement des législations des États membres dans l'intérêt du bon fonctionnement du marché commun. Or, force est de constater que, jusqu'à présent, aucun élément n'a permis d'établir que l'exécutif ait défini une politique d'ensemble pour l'application de cet article.

Nous discutons donc maintenant au sujet des tracteurs agricoles à roues, que la commission de l'agriculture voudrait d'ailleurs appeler « tracteurs à pneumatiques ».

Tout à l'heure, M. Berkhouwer présentera un rapport sur les parasites radioélectriques dans les moyens de transport. Et, lors de notre session de mars, peut-être serons-nous appelés à délibérer sur un rapport concernant les thermomètres.

M. le Président. — Ce n'est pas certain.

M. Wohlfart. — Je le sais, Monsieur le Président.

L'occasion est ainsi donnée à votre commission du marché intérieur d'insister auprès de l'exécutif afin que soit définie une politique d'ensemble pour l'application rationnelle de l'article 100 du traité.

La deuxième observation concerne plus directe-

Wohlfart

ment la proposition en cause. L'emploi des tracteurs agricoles se généralise. C'est là un facteur important de rationalisation. Aussi importe-t-il que l'on parvienne également, dans des délais aussi courts que possible, à une harmonisation des régimes fiscaux concernant l'emploi des tracteurs et ce en tenant compte de la situation particulière des coopératives agricoles et des banques de travail qui se constituent toujours davantage entre agriculteurs dans les pays de la Communauté.

Ce sont les deux seules observations que la commission du marché intérieur formule.

Dans la résolution qu'elle présente, elle propose au Parlement européen d'adopter la directive de l'exécutif. L'avis de la commission des transports conclut dans le même sens.

Quant à la commission de l'agriculture, elle a estimé, dans son avis, devoir proposer un certain nombre d'amendements d'un caractère très technique et au sujet desquels la commission du marché intérieur s'est en quelque sorte trouvée dépassée.

Dans ces conditions, elle n'a pas estimé pouvoir reprendre ces amendements à son compte. L'avis de la commission de l'agriculture est cependant joint au rapport. La commission du marché intérieur s'en remet à la sagesse du Parlement européen au sujet de ces amendements à caractère essentiellement technique. Elle remercie vivement les deux co-rapporteurs, MM. Briot et Naveau de leur précieuse collaboration.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. von der Groeben.

M. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, je dois tout d'abord, au nom de la Commission et en particulier au nom de mon collègue, M. Colonna di Paliano, qui est responsable de ces questions dans notre Commission, et se trouve retenu par d'autres obligations, remercier le rapporteur et la commission du marché intérieur du rapport qu'ils ont présenté.

Je me contenterai ensuite de formuler quelques remarques. J'ai déjà pris position sur le problème du rapprochement des législations à l'occasion du précédent rapport. Je crois que la Commission a une conception du rapprochement des législations que nous avons déjà fait connaître dans les différentes propositions que nous avons présentées à cet égard et je crois que ces propositions laissent apparaître la manière dont la Commission considère le problè-

me. Toutefois, Monsieur le Président, je tiens à répéter que la Commission est disposée à participer ici à un débat général sur les questions relatives au rapprochement des législations et à faire rapport au Parlement à ce sujet.

La deuxième question, qui a été abordée, est la question de l'harmonisation fiscale. Dans ce domaine, les travaux sont actuellement très avancés. Le Parlement a déjà été saisi de plusieurs directives à cet égard. Je suppose qu'au cours de cette année il sera encore possible d'inclure d'autres matières dans l'harmonisation des régimes fiscaux. Dans la mesure où la Communauté est compétente en la matière, la procédure normale sera appliquée et le Parlement consulté.

A propos du rapport de M. Brunhes qui vient d'être discuté, M. Faller a formulé quelques observations également au sujet de ce rapport. Si j'ai bien compris, ces remarques concernent la question des sièges de convoyeurs dans les véhicules agricoles. M. Faller a regretté que l'on ne puisse constater aucun progrès en ce domaine, et que certains règlements marquent même un recul par rapport aux dispositions en vigueur dans certains États membres. A cet égard permettez-moi de faire observer que la commission de l'agriculture — est-ce pour des raisons historiques ou pour des raisons politiques, cela je l'ignore — a pris position sur ce problème manifestement délicat des sièges de convoyeurs. Effectivement, la situation est telle que dans certains pays membres, ces sièges de convoyeurs sont obligatoires et que dans d'autres ils ne le sont pas. Il a été impossible de parvenir à un accord sur cette question ardue lors des négociations préalables.

C'est pourquoi une solution a été trouvée à ce problème en ce sens que les gouvernements nationaux ne prescrivent ni n'interdisent de tels sièges. Toutefois si les tracteurs agricoles sont pourvus de sièges de convoyeurs, ceux-ci doivent être conformes aux prescriptions de la directive. Cette solution n'est certainement pas parfaite, mais je crois qu'elle est sage et que dans la perspective de l'intégration européenne, l'on peut s'accommoder provisoirement de ce que les dispositions sur les sièges de convoyeurs ne soient pas complètement harmonisées.

M. le Président. — Merci, Monsieur le Commissaire.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil, relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, sièges de convoyeurs et plates-formes de chargement)

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil,
- consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 60),
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur et les avis de sa commission des transports et de sa commission de l'agriculture (doc. 167),

1. Insiste auprès de l'exécutif pour qu'il s'établisse, dans les délais les plus rapprochés, un programme rationnel d'application de l'article 100 du traité instituant la C.E.E., de telle manière que soient harmonisées en priorité dans les États membres les réglementations dont les divergences ont manifestement les répercussions les plus importantes sur l'établissement et le fonctionnement du marché commun ;

2. Invite, en outre, l'exécutif à définir la longueur et la largeur maxima des plates-formes de chargement des tracteurs agricoles et à réviser la définition même de ces moyens de transport, de façon à ce que cette définition soit la plus complète possible ;

3. Approuve la proposition de la Commission de la C.E.E. ;

4. Charge son président de transmettre la présente résolution ainsi que le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Proposition d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, sièges de convoyeurs et plates-formes de chargement)

(Présentée par la Commission au Conseil le 1^{er} avril 1966)

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment celles de l'article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que dans chaque État membre les tracteurs agricoles doivent satisfaire à certaines caractéristiques techniques fixées par dispositions impératives ; que ces prescriptions diffèrent d'un État membre à un autre ; que par leur disparité elles entravent les échanges et peuvent créer des conditions de concurrence inégales à l'intérieur de la Communauté économique européenne ;

considérant que ces obstacles à l'établissement et au fonctionnement du marché commun peuvent être réduits, voire éliminés, si les mêmes prescriptions sont adoptées par tous les États membres, soit en complément, soit au lieu et place de leur législation actuelle ;

considérant que, même si elles ne se substituent pas aux dispositions moins rigoureuses en vigueur dans certains États membres, les prescriptions communes offrent aux entreprises la possibilité d'avoir une production dont les caractéristiques techniques sont conformes à la législation de chacun des États membres et qui peut donc être commercialisée et utilisée à l'intérieur de toute la Communauté et bénéficier des facilités et exonérations de toute nature accordées par la plupart des États membres aux tracteurs agricoles ; qu'il est raisonnable d'espérer que, dans un secteur où jouent avec force les économies d'échelle, les entreprises appliqueront de plus en plus souvent les prescriptions communes qu'il sera dès lors possible de substituer intégralement aux prescriptions nationales ;

considérant que les prescriptions techniques, auxquelles doivent satisfaire les tracteurs agricoles en vertu des législations nationales, ont pour objet

Président

de nombreux éléments de ces tracteurs ; qu'en raison de la diversité de leur contenu, elles seront la matière d'une série de directives arrêtées successivement ; qu'elles concernent, entre autres, la limitation de la vitesse maximale par construction des tracteurs agricoles ainsi que leur équipement en sièges de convoyeurs et plates-formes de chargement ;

considérant que les États membres, directement ou indirectement, fixent des limitations à la vitesse maximale par construction des tracteurs agricoles ; que ces limitations et leur contrôle sont différents ;

considérant qu'alors que certains États membres interdisent l'équipement en sièges de convoyeurs des tracteurs agricoles, d'autres en font une obligation ; que pour l'équipement en plates-formes de chargement un État membre au moins en interdit l'usage ;

considérant que les prescriptions communes à définir sont celles qui sont nécessaires et suffisantes pour assurer la sécurité de la circulation routière sur toute l'étendue de la Communauté ; que la fixation à 25 km/h de la vitesse maximale par construction répond à cet objectif ; qu'en ce qui concerne l'équipement en sièges de convoyeurs et en plates-formes de chargement aucune obligation ou interdiction ne se justifie, mais que cet équipement, lorsqu'il répond aux prescriptions communes, doit être admis par tous les États membres ;

considérant que le contrôle de la limitation de la vitesse maximale par construction, ainsi que le respect de prescriptions communes concernant le siège de convoyeur et la plate-forme de chargement, lorsque ces équipements existent, s'effectuent dans le cadre de la réception du tracteur agricole ;

considérant que dans chaque État membre la réception d'un type de tracteur résulte de la conformité de divers éléments du tracteur avec les prescriptions applicables à chacun d'eux ; qu'à la demande des intéressés elle doit pouvoir être accomplie sur base des prescriptions communes au fur et à mesure de leur entrée en vigueur et, pour le reste, sur base des prescriptions nationales ; qu'il est inutile que les vérifications faites par un État membre, sur base des premières, soient refaites par d'autres, lorsque la réception du même type leur est également demandée ; qu'ultérieurement seront précisées les modalités de la reconnaissance des contrôles entre États membres pour les tracteurs construits conformément à un type réceptionné par l'un d'eux ;

considérant que, sans préjudice des articles 169 et 170 du traité, il est opportun de prévoir, dans le cadre de la collaboration entre autorités compétentes des États membres, des dispositions propres à faciliter la solution de conflits de caractère technique relatifs à la conformité d'une production de tracteurs au type réceptionné,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Chapitre I**Définition et principes****Article 1**

On entend par tracteur agricole au sens de la présente directive, tout véhicule à moteur, monté sur pneumatiques et ayant au moins deux essieux, dont la fonction réside essentiellement dans sa puissance de traction, et qui est spécialement conçu pour tirer, pousser, porter ou actionner certains outils, machines ou remorques destinés à l'emploi pour l'exploitation agricole ou forestière.

Article 2

1. Les États membres ne peuvent défendre, ni exiger que les tracteurs agricoles soient équipés d'un ou plusieurs sièges pour le transport de convoyeurs, ou d'une ou plusieurs plates-formes pour le transport d'une charge.

Ils ne peuvent interdire le transport sur ces plates-formes de produits dont ils admettent le chargement sur les remorques employées pour l'exploitation agricole ou forestière ; dans les limites prévues par le constructeur, ils autorisent une charge maximale d'au moins 80 % du poids à vide du tracteur agricole en ordre de marche.

2. Les États membres ne peuvent refuser ou interdire la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des tracteurs agricoles ni l'octroi de facilités et exonérations de toute nature pour des motifs concernant la vitesse maximale par construction ou l'équipement en sièges de convoyeurs ou en plates-formes de chargement si :

- a) la vitesse maximale par construction n'excède pas 25 km/h, la détermination de cette vitesse étant effectuée conformément à l'annexe de la présente directive ;
- b) les sièges de convoyeurs ou les plates-formes de chargement, lorsqu'ils existent, répondent aux prescriptions fixées à l'annexe.

Article 3

Parmi les facilités et exonérations de toute nature visées à l'article précédent et accordées à toutes ou certaines catégories de tracteurs agricoles par les États membres sont notamment comprises :

Président

- a) les exonérations fiscales,
- b) les facilités de financement ou subventions,
- c) les facilités relatives au permis de conduire (dispense, âge minimum),
- d) les facilités concernant l'assurance obligatoire,
- e) les facilités concernant les véhicules remorqués,
- f) l'exclusion de présomption de responsabilité civile en cas d'accident.

Chapitre II**Réception de tracteurs agricoles****Article 4**

Au sens de la présente directive, on entend par réception l'acte administratif dénommé :

- Agréation par type et aanneming dans la législation belge,
- allgemeine Betriebserlaubnis dans la législation allemande,
- réception par type dans la législation française,
- approvazione del tipo dans la législation italienne,
- agréation dans la législation luxembourgeoise,
- typegoedkeuring dans la législation néerlandaise.

Article 5

Les États membres ne peuvent refuser, pour des motifs concernant la vitesse maximale par construction, l'équipement en sièges de convoyeurs ou en plates-formes de chargement, la réception d'un tracteur agricole si :

- a) la vitesse maximale par construction n'excède pas 25 km/h, la détermination de cette vitesse étant effectuée suivant les essais fixés à l'annexe de la présente directive ;
- b) les sièges de convoyeurs et les plates-formes de chargement répondent aux prescriptions fixées à l'annexe de la présente directive ;
- c) le constructeur, au cas où il n'est pas lui-même établi dans l'État membre auquel il demande la réception, a un représentant établi dans cet État et agréé par ce dernier ;
- d) l'État de réception est mis à même de surveiller la conformité de la production au type réceptionné.

Article 6

En ce qui concerne la vitesse maximale par construction, l'équipement en sièges de convoyeurs ou plates-formes de chargement, chaque État membre considère comme conformes à sa législation les tracteurs agricoles accompagnés du certificat de conformité prévu à l'article 7, paragraphe 1, alinéa 2.

Article 7

1. Les autorités compétentes de chaque État membre envoient sans délai à celles des autres États membres copie des fiches établies pour chaque type de tracteur qu'elles réceptionnent ou refusent de réceptionner notamment sur base des prescriptions techniques fixées à l'annexe de la présente directive.

Pour chaque tracteur agricole construit conformément au type réceptionné, un certificat de conformité est établi par celui qui a présenté la demande de réception.

Les autorités compétentes des États membres s'informent mutuellement du retrait d'une réception accordée ainsi que des motifs de cette mesure.

Les modalités d'application de la procédure prévue aux alinéas précédents et notamment les modèles de fiches et certificat seront ultérieurement arrêtés par voie de directive.

2. Si un tracteur agricole est réceptionné, conformément à l'article 5, par un État membre avant que la directive prévue au paragraphe précédent ne soit entrée en application, cet État délivre à la requête de celui qui a présenté la demande de réception un document identifiant le tracteur agricole réceptionné et constatant que, en ce qui concerne la vitesse maximale par construction, l'équipement en sièges de convoyeurs ou plates-formes de chargement, ledit tracteur satisfait aux prescriptions fixées à l'annexe de la présente directive.

Ce document lie les autres États membres, auxquels est demandée la réception d'un tracteur agricole appartenant au même type.

Article 8

Si les autorités compétentes d'un État membre constatent que plusieurs tracteurs agricoles accompagnés du certificat de conformité à un même type ne sont pas conformes, en ce qui concerne la vitesse maximale par construction, l'équipement en sièges de convoyeurs ou plates-formes de chargement, au type qu'elles ont réceptionné en vertu de l'article 5, elles prennent les mesures nécessaires pour rétablir

Président

la conformité de la fabrication au type réceptionné. Elles avisent les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises qui peuvent s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de la réception.

Elles prennent les mêmes dispositions, si elles sont informées par les autorités compétentes d'un autre État membre d'un tel défaut de conformité.

Si les autorités compétentes de l'État membre qui a procédé à la réception contestent le défaut de conformité dont elles ont été informées, la Commission est saisie et convoque les experts désignés par chaque État membre. Autant que de besoin, elle recommande aux États membres intéressés les mesures de nature à régler la contestation ; elle peut préalablement charger les autorités compétentes d'un ou plusieurs États membres de procéder à une expertise.

Chapitre III**Dispositions générales et finales****Article 9**

Tout acte individuel pris en application de la présente directive et portant refus ou retrait de réception ou interdiction de vente ou d'usage est motivé de façon précise. Il est notifié à l'intéressé avec l'indication des voies de recours ouvertes par la législation en vigueur dans les États membres et du délai dans lequel ces recours peuvent être présentés.

Article 10

La présente directive ne préjuge pas l'application des articles 31 et 32 du traité aux produits qui ne répondent pas aux prescriptions fixées à l'annexe de la présente directive.

Article 11

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Ils ne peuvent abroger le régime existant pour laisser en vigueur les dispositions seules conformes à la présente directive qu'après trois ans à compter de la publication de celle-ci au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 12

Dès la notification de la présente directive, les États membres informent la Commission en temps utile pour présenter ses observations de tout projet ultérieur de dispositions législatives, réglementaires ou administratives qu'ils envisagent d'adopter dans des matières régies par la présente directive.

Article 13

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

6. *Directive relative à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sans débat de la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Berkhouwer, fait au nom de la commission du marché intérieur, sur la proposition de la Commission de la Communauté écono-

mique européenne au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur (doc. 26).

Aucun orateur n'étant inscrit, je mets aux voix la proposition de résolution.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la C.E.E., conformément à l'article 100 du traité, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. (doc. 26),
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur et l'avis de sa commission des transports (doc. 154),

1. Approuve la proposition de directive de la Commission de la C.E.E., sans toutefois se prononcer sur les dispositions de caractère technique qu'elle contient et sans proposer aucune modification à cette directive ;

2. Charge son président de transmettre la présente résolution ainsi que le rapport auquel elle fait suite à la Commission de la C.E.E.

Proposition d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur

*(Présentée par la Commission au Conseil
le 22 décembre 1965)*

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment celles de l'article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que dans chaque État membre les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises ou de personnes doivent satisfaire à certaines caractéristiques techniques fixées par dispositions impératives ; que ces prescriptions diffèrent d'un État membre à un autre ; que par leur disparité elles entravent les échanges et peuvent créer des conditions de concurrence inégales à l'intérieur de la Communauté économique européenne ;

considérant que ces obstacles à l'établissement et au fonctionnement du marché commun peuvent être réduits, voire éliminés, si les mêmes prescriptions sont adoptées par tous les États membres, soit en complément, soit en lieu et place de leur législation actuelle ;

considérant que, même si elles ne se substituent pas aux dispositions moins rigoureuses en vigueur dans certains États membres, les prescriptions communes offrent aux entreprises la possibilité d'avoir une production dont les caractéristiques techniques sont conformes à la législation de chacun des États membres et qui peut donc être commercialisée et utilisée à l'intérieur de toute la Communauté ; qu'il est raisonnable d'escompter que dans un secteur où jouent avec force les économies d'échelle, les entreprises appliqueront de plus en plus souvent les prescriptions communes qu'il sera dès lors possible de substituer intégralement aux prescriptions nationales ;

considérant que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules à moteur en vertu des législations nationales ont pour objet de nombreux éléments de ces véhicules ; qu'en raison de la diversité de leur contenu, elles seront la matière d'une série de directives arrêtées successivement ; qu'elles concernent notamment la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur ;

considérant qu'afin d'éliminer les parasites radio-électriques produits par les systèmes d'allumage électrique des véhicules à moteur, la plupart des États membres fixent les limites maximales admises du rayonnement de ces véhicules ; que ces limites et leur contrôle sont différents ;

considérant que les prescriptions communes à définir sont celles qui sont nécessaires et suffisantes pour empêcher que le rayonnement électromagnétique émis par les systèmes d'allumage électrique des véhicules à moteur ne perturbe les communications par télévision ou par radio sur toute l'étendue de la Communauté ; que l'obligation du dépa-

Président

rasitage s'impose par conséquent pour toutes les catégories de véhicules à moteur en circulation à l'intérieur de la C.E.E. ;

considérant que l'essai d'un dispositif antiparasite en lui-même aboutirait à des résultats différents selon le véhicule sur lequel ce dispositif serait monté ; qu'afin de mesurer exactement le degré de rayonnement qui subsiste après l'installation d'un dispositif antiparasite sur le moteur du véhicule, il est indispensable, non seulement que ce dispositif soit monté sur le moteur, mais encore que le moteur soit monté sur le véhicule, sa position étant fixée par rapport aux différentes parties de celui-ci ; que l'appréciation des conséquences de l'installation de ce dispositif sur le fonctionnement et sur le rendement du moteur ne peut être assurée que par le constructeur du véhicule ; que donc le contrôle du rayonnement émis ne peut s'effectuer que dans le cadre de la réception du véhicule ;

considérant que dans chaque État membre la réception d'un type de véhicule résulte de la conformité des divers éléments du véhicule avec les prescriptions applicables à chacun d'eux ; qu'à la demande des intéressés, elle doit pouvoir être accomplie sur la base des prescriptions communes au fur et à mesure de leur entrée en vigueur, notamment celles relatives à l'élimination de parasites radio-électriques et pour le reste sur base des prescriptions nationales ; qu'il est inutile que les vérifications faites par un État membre, sur base des premières, soient refaites par d'autres lorsque la réception du même type leur est également demandée ; qu'ultérieurement seront précisées les modalités de la reconnaissance des contrôles entre États membres pour les véhicules construits conformément à un type réceptionné par l'un d'eux ;

considérant que, sans préjudice des articles 169 et 170 du traité, il est opportun de prévoir, dans le cadre de la collaboration entre autorités compétentes des États membres, des dispositions propres à faciliter la solution de conflits de caractère technique relatifs à la conformité, en ce qui concerne le déparasitage d'une production de véhicules au type réceptionné,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :**Chapitre I****Définition et principe****Article 1**

On entend par véhicule, au sens de la présente directive, tout véhicule à moteur circulant sur route, avec ou sans carrosserie, muni de moteur à combustion interne à allumage électrique.

Article 2

Les États membres ne peuvent refuser ou interdire la vente, l'immatriculation, la mise en circulation ou l'usage des véhicules pour des motifs concernant les perturbations radio-électriques produites par les systèmes d'allumage électrique de leurs moteurs si ces véhicules sont équipés d'un dispositif antiparasite répondant aux prescriptions fixées à l'annexe 1 de la présente directive.

Chapitre II**Réception des véhicules à moteur****Article 3**

Au sens du présent chapitre, on entend par réception l'acte administratif dénommé :

- Agréation par type et aanneming dans la législation belge,
- allgemeine Betriebserlaubnis dans la législation allemande,
- réception par type dans la législation française,
- omologazione o approvazione del tipo dans la législation italienne,
- agréation dans la législation luxembourgeoise,
- type-goedkeuring dans la législation néerlandaise.

Article 4

Les États membres ne peuvent refuser, pour des motifs concernant les perturbations radio-électriques produites par le système d'allumage électrique du moteur, la réception d'un véhicule si :

- a) ce véhicule est équipé d'un dispositif antiparasite répondant aux prescriptions fixées à l'annexe 1 de la présente directive,
- b) le constructeur, au cas où il n'est pas lui-même établi dans l'État membre auquel il demande la réception, a un représentant établi dans cet État et agréé par ce dernier,
- c) l'État de réception est mis à même de surveiller la conformité de la production au type réceptionné.

Article 5

En ce qui concerne l'équipement en dispositif antiparasite, chaque État membre considère comme conformes à sa législation les véhicules accompa-

Président

gnés du certificat prévu à l'article 6, paragraphe 1, alinéa 2.

Article 6

1. Les autorités compétentes de chaque État membre envoient sans délai à celles des autres États membres, copie des fiches établies pour chaque type de véhicule qu'elles réceptionnent ou refusent de réceptionner, notamment sur base des prescriptions techniques fixées à l'annexe 1 de la présente directive.

Pour chaque véhicule construit conformément au type réceptionné, un certificat de conformité est établi par celui qui a présenté la demande de réception.

Les autorités compétentes des États membres s'informent mutuellement du retrait d'une réception accordée, ainsi que des motifs de cette mesure.

Les modalités d'application de la procédure prévue aux alinéas précédents, et notamment les modèles de fiches et certificat, seront ultérieurement arrêtés par voie de directive.

2. Si un véhicule est réceptionné, conformément à l'article 4, par un État membre avant que la directive prévue au paragraphe précédent ne soit entrée en application, cet État délivre, à la requête de celui qui a présenté la demande de réception, un document identifiant le véhicule réceptionné et constatant que, en ce qui concerne l'équipement en dispositif antiparasite, ledit véhicule satisfait aux prescriptions fixées à l'annexe 1.

Ce document dont le modèle est fixé à l'annexe II de la présente directive lie les autres États membres auxquels est demandée la réception d'un véhicule appartenant au même type.

Article 7

Si les autorités compétentes d'un État membre constatent que plusieurs véhicules accompagnés d'un certificat de conformité à un même type ne sont pas conformes, en ce qui concerne l'équipement en dispositif antiparasite, au type qu'elles ont réceptionné en vertu de l'article 4, elles prennent les mesures nécessaires pour rétablir la conformité de la fabrication au type réceptionné. Elles avisent les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises qui peuvent s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de la réception.

Elles prennent les mêmes dispositions, si elles sont informées par les autorités compétentes d'un autre État membre d'un tel défaut de conformité.

Si les autorités compétentes de l'État membre qui a procédé à la réception contestent le défaut de

conformité dont elles ont été informées, la Commission est saisie et convoque les experts désignés par chaque État membre. Autant que de besoin, elle recommande aux États membres intéressés les mesures de nature à régler la contestation ; elle peut préalablement charger les autorités compétentes d'un ou de plusieurs États membres de procéder à une expertise.

Chapitre III

Dispositions générales et finales

Article 8

Tout acte individuel pris en application de la présente directive et portant refus ou retrait de réception ou interdiction de vente ou d'usage est motivé de façon précise. Il est notifié à l'intéressé avec l'indication des voies de recours ouvertes par la législation en vigueur dans les États membres et du délai dans lequel ces recours peuvent être présentés.

Article 9

La présente directive ne préjuge pas l'application des articles 31 et 32 du traité aux produits qui ne répondent pas aux questions fixées à l'annexe I.

Article 10

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Ils ne peuvent abroger le régime existant pour laisser en vigueur les dispositions seules conformes à la présente directive qu'après trois ans à compter de la publication de celles-ci au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 11

Dès la notification de la présente directive, les États membres informent la Commission, en temps utile pour présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions législatives, réglementaires ou administratives qu'ils envisagent d'adopter dans les matières régies par la présente directive.

Article 12

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

7. Calendrier des prochains travaux

M. le Président. — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Je constate avec satisfaction que les nouvelles procédures instaurées allègent sensiblement nos travaux. J'espère que, pour les problèmes vraiment techniques, cette méthode sera suivie à l'avenir.

Il me reste à remercier les parlementaires, les membres des commissions et des exécutifs de leur présence à nos débats. Je remercie également nos collaborateurs et les services linguistiques.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances du 13 au 18 mars 1967.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

8. Adoption du présent procès-verbal

M. le Président. — Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre au Parlement le procès-verbal de la présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

9. Interruption de la session

M. le Président. — Mes chers collègues, je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 11 h 5)

TABLE NOMINATIVE

ABRÉVIATIONS

amend.	=	<i>amendement</i>
C.E.E.	=	<i>Communauté économique européenne</i>
C.E.E.A.	=	<i>Communauté européenne de l'énergie atomique</i>
C.E.C.A.	=	<i>Communauté européenne du charbon et de l'acier</i>
com.	=	<i>commission</i>
doc.	=	<i>document</i>
H.A.	=	<i>Haute Autorité</i>
par.	=	<i>paragraphe</i>
propos.	=	<i>proposition</i>
résol.	=	<i>résolution</i>

ARMENGAUD, AndréDocumentation

- Amendement n° 1 (avec M. Berkhouwer) à la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Blaisse (doc. 173) (31 janvier 1967) — (p. 74)

Débats

- Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— procède à un examen cursif de la situation de l'industrie sidérurgique et des difficultés qui se présentent dans ce secteur et énumère, à titre personnel, diverses solutions théoriquement possibles ; engage la Haute Autorité à étudier avec le Conseil les mesures à prendre et à rechercher également la collaboration indispensable des organismes professionnels ; signale certains points contradictoires dans les textes des deux propositions de résolution soumises au Parlement et invite les présidents des deux commissions intéressées à se réunir en vue de coordonner les deux textes (31 janvier 1967) — (pp. 39-40, 41, 41-46)

— annonce son intention de s'abstenir dans le vote de la proposition de résolution annexée au rapport de M. Kriedemann (31 janvier 1967) — (p. 73)

— présente l'amendement n° 1 (31 janvier 1967) — (p. 74)

— déclare que, du fait du rejet de son amendement n° 1, il votera contre l'ensemble de la proposition de résolution (31 janvier 1967) — (p. 75)

BADING, HarriDocumentation

- Rapport (doc. 179) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 177) relative à un règlement modifiant, en ce qui concerne la France et l'Italie, le règlement n° 70/66/C.E.E. portant organisation d'une enquête de base dans le cadre des exploitations agricoles (1^{er} février 1967) — (p. 78)

Débats

- Règlement concernant l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie :

- rapport (doc. 179) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - présente son rapport (2 février 1967) — (pp. 150-151)

BATTAGLIA, Edoardo, vice-président du Parlement européenDébats

- préside au cours de la séance du 31 janvier 1967

BATTISTA, EmilioDébats

- Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— constate que les rapports de MM. Blaisse et Kriedemann contiennent une série d'éléments permettant de déterminer les causes de la crise du secteur sidérurgique ; prend position sur divers aspects du problème, à savoir : le taux d'utilisation des entreprises sidérurgiques, le déséquilibre des bilans de ces entreprises ; la substitution à l'acier des alliages légers et du plastique ; estime qu'une étude approfondie de la part de la Haute Autorité et des gouvernements des États membres, des mesures et des initiatives à prendre s'impose en vue d'assainir, de moderniser et de développer l'industrie sidérurgique (31 janvier 1967) — (pp. 48-51)

BECH, JeanDébats

- Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— présente l'avis de la commission du commerce extérieur sur les deux rapports soumis à l'examen du Parlement (31 janvier 1967) — (pp. 22-24)

BEHRENDT, WalterNominations

- Membre du Parlement européen (1^{er} février 1967) — (p. 78)
- Membre de la commission économique et financière (2 février 1967) — (p. 118)
- Membre de la commission sociale (2 février 1967) — (p. 2)

BERKHOUWER, C., vice-président du Parlement européenDocumentation

- Rapport (doc. 154) et proposition de résolution au nom de la commission du marché intérieur sur

la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 26) relative à une directive concernant le rapprochement des législations relatives à la suppression des parasites radio-électriques produits par les véhicules à moteur (30 janvier 1967) — (p. 4)

Débats

— préside au cours de la séance du 2 février 1967

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— s'oppose énergiquement aux idées émises par M. Catroux en vue d'améliorer la situation de l'industrie sidérurgique ; formule quelques observations sur les origines de cette situation de crise et pose diverses questions à la Haute Autorité sur les moyens qu'elle envisage pour remédier à cet état de choses ; prend position sur les deux propositions de résolution annexées aux rapports de MM. Blaisse et Kriedemann (31 janvier 1967) — (pp. 51-54, 54-55)

— insiste pour que M. Hellwig ou M. Reynaud réponde à la question qu'il a posée à la Haute Autorité relative au « plan professionnel » (31 janvier 1967) — (p. 65)

— intervient (31 janvier 1967) — (p. 71, 71, 71)

BLAISSE, P.A.

Documentation

— Rapport (doc. 173) et proposition de résolution au nom de la commission du marché intérieur sur le fonctionnement du marché de l'acier et sur certaines questions du marché du charbon comme suite à l'exposé fait par le président de la Haute Autorité au Parlement européen le 29 novembre 1966 (30 janvier 1967) — (p. 4)

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— présente son rapport (31 janvier 1967) — (pp. 18-22)

— intervient (31 janvier 1967) — (p. 54)

— donne une précision, en qualité de rapporteur, sur le point soulevé par M. Berkhouwer relatif au rapport existant entre le « plan professionnel » et la politique de la Haute Autorité (31 janvier 1967) — (p. 66)

— approuve la déclaration de M. Kriedemann selon laquelle aucune

contradiction n'existe entre les deux propositions de résolution (31 janvier 1967) — (p. 72)

— s'oppose, en tant que rapporteur, à l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Armengaud (31 janvier 1967) — (p. 74)

BRUNHES, Julien, Vic.

Débats

— Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur :

— rapport (doc. 128) et proposition de résolution de la commission des transports :

— présente le rapport de M. Drouot L'Hermine (3 février 1967) — (p. 163)

CAMPEN, Ph. C.M. van

Débats

— Situation économique de la C.E.E. :

— intervient au nom de M^{me} Elser, présidente de la commission économique et financière ; rend hommage à M. Marjolin pour l'excellent exposé qu'il a présenté sur la situation économique de la C.E.E. ; formule quelques remarques sur différents points de cette déclaration que la commission économique et financière soumettra à un examen attentif (2 février 1967) — (pp. 126-127)

CATROUX, Diomède

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— prend position, au nom du groupe de l'U.D.E., sur les difficultés croissantes qui se posent sur le marché sidérurgique et redoute qu'elles ne mettent en danger l'existence même de la C.E.C.A. ; invite la Haute Autorité à enrayer de façon rapide la baisse continue des prix de l'acier en vue de rétablir l'équilibre du marché et de rechercher l'appui des gouvernements et des professionnels (31 janvier 1967) — (pp. 29-31)

COPPÉ, Albert, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— *rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :*

— expose le point de vue de la Haute Autorité sur les problèmes affectant le marché de la sidérurgie ; déclare que ces problèmes peuvent trouver une solution dans le cadre de la Communauté ; formule quelques observations sur certains points particuliers des rapports, à savoir : l'implantation et la localisation des entreprises, les transports et les mesures sociales ; indique que MM. Reynaud et Hellwig s'efforceront de fournir tous renseignements sur les questions susceptibles d'être évoquées au cours du débat (31 janvier 1967) — (pp. 31-34)

— intervient (31 janvier 1967) — (p. 41)

— répond à la question posée par M. Oele relative aux conséquences de la nationalisation de la sidérurgie en Grande-Bretagne au moment de l'entrée éventuelle de ce pays dans le Marché commun (31 janvier 1967) — (pp. 71-72)

DERINGER, Arved

Documentation

— **Amendement n° 2 à la proposition de résolution faisant suite au rapport de MM. Ditttrich et Troclet (doc. 171) (1^{er} février 1967) — (p. 107)**

DICHGANS, Hans

Débats

— **Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :**

— *rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :*

— *rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :*

— souligne le caractère politique des deux rapports soumis au Parlement et des suggestions émises au cours du débat ; déclare que les difficultés actuelles que rencontre l'industrie sidérurgique sont dues à des prévisions erronées du secteur privé et imputables, dans une large mesure, aux interventions d'organisations étatiques ; estime que l'industrie sidérurgique européenne est pleinement compétitive, qu'aucune subvention ne doit être envisagée dans ce secteur ; prend position sur divers aspects du problème du charbon à coke, à savoir : la taxe compensatoire sur le chiffre d'affaire, les ententes et la modernisation des entreprises (31 janvier 1967) — (pp. 58-60)

— **Politique sociale européenne :**

— *rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :*

— évoque le problème des compétences européennes, nationales et municipales en matière de politique sociale ;

estime que les cas particuliers, tel celui des mines de soufre en Sicile, devraient être réglés par les États membres et que les interventions des Communautés devraient se limiter au domaine véritablement européen (1^{er} février 1967) — (pp. 98-99, 99-100)

DITTRICH, Stefan

Documentation

— **Rapport (doc. 171) (avec M. Troclet) et proposition de résolution de la commission sociale sur les perspectives de la politique sociale européenne à la suite de la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966 (30 janvier 1967) — (p. 4)**

Débats

— **Politique sociale européenne :**

— *rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :*

— présente le rapport établi en collaboration avec M. Troclet (1^{er} février 1967) — (pp. 82-83)

— **Prévention des accidents du travail :**

— *rapport (doc. 155) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :*

— approuve, au nom du groupe démocrate-chrétien, le rapport et la proposition de résolution soumis à l'examen du Parlement ; souhaite que le rapport connaisse une large diffusion auprès des experts en matière de prévention des accidents du travail et formule quelques suggestions en vue d'améliorer la sécurité des travailleurs (1^{er} février 1967) — (p. 113)

DRÖSCHER, Wilhelm

Nomination

— **Membre de la commission de l'agriculture (2 février 1967) — (p. 118)**

Démission

— **Membre de la commission économique et financière (2 février 1967) — (p. 118)**

DUPONT, Josephus

Documentation

— **Rapport (doc. 180) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 160) concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales (1^{er} février 1967) — (p. 78)**

— **Rapport oral (doc. 182) — en application de l'article 15, paragraphe 4, du règlement — et proposition de résolution de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 161) relative à une**

proposition d'un règlement du Conseil concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968 (2 février 1967) — (p. 152)

Débats

- **Règlement relatif aux prix communs des céréales :**
 - rapport (doc. 180) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - présente son rapport (2 février 1967) — (pp. 138-139)
- **Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre :**
 - rapport oral (doc. 182) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - présente son rapport oral (2 février 1967) — (pp. 153-154)

ELSNER, M^{me} Ilse

Débats

- **Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :**
 - rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
 - rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :
 - insiste, au nom du groupe socialiste, sur deux aspects des problèmes qui se posent dans le secteur de l'industrie sidérurgique, à savoir : la coordination des investissements et la volonté de résoudre en commun les difficultés qui existent de façon plus aiguë dans diverses régions de la Communauté ; invite la Haute Autorité à faire des propositions concrètes dans ce domaine ; approuve, au nom de son groupe, les propositions de résolutions présentées (31 janvier 1967) — (pp. 27-29)

ESTÈVE, Yves

Documentation

- **Rapport (doc. 166) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 127) relatives aux directives concernant : 1° la lutte contre la gale verruqueuse ; 2° la lutte contre le nématode doré (30 janvier 1967) — (p. 4)**
- **Amendement n° 1 à la proposition de résolution faisant suite au rapport de MM. Dittrich et Troclet (doc. 171) — (1^{er} février 1967) — (p. 108)**

Débats

- **Politique sociale européenne :**
 - rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :
 - attire l'attention du Parlement et des autorités responsables sur les licenciements massifs prévus en France dans les usines de produits chimiques ; invite le représentant de la Commission

de la C.E.E. à exposer son point de vue sur cette grave question ; approuve, au nom du groupe de l'U.D.E., les conclusions du rapport de la commission sociale et la proposition de résolution qui lui fait suite (1^{er} février 1967) — (pp. 90-92)

— présente l'amendement n° 1 (1^{er} février 1967) — (p. 108)

— accepte la proposition de M. Troclet tendant à insérer l'amendement n° 1 au paragraphe 6 bis dans la proposition de résolution (1^{er} février 1967) — (p. 109)

— **Directives concernant la lutte contre la gale verruqueuse et le nématode doré :**

— rapport (doc. 166) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— présente son rapport (2 février 1967) — (p. 145)

FALLER, Walter

Documentation

- **Rapport complémentaire (doc. 168) et proposition de résolution au nom de la commission des associations sur la réglementation des échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (procédure de vote sans débat) (30 janvier 1967) — (p. 4)**

Débats

— **Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur :**

— rapport (doc. 128) et proposition de résolution de la commission des transports :

— formule, au nom du groupe socialiste, un certain nombre de remarques sur les quatre points du rapport relatifs aux transports ; invite la Commission de la C.E.E. à tenir mieux compte, à l'avenir, des désirs exprimés par le Parlement (3 février 1967) — (pp. 163-164)

— **Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires :**

— rapport (doc. 178) et proposition de résolution de la commission des transports et amendement :

— indique les raisons de son opposition à la proposition de résolution (3 février 1967) — (p. 173)

FURLER, Hans, vice-président du Parlement européen

Débats

— préside au cours de la séance du 31 janvier 1967

GENNAI TONIETTI, M^{me} Erisia

Débats

— **Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :**

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— analyse les diverses raisons du déséquilibre manifeste constaté entre l'offre et la demande sur le marché mondial de l'acier ainsi que les mesures proposées en vue de porter remède aux difficultés qui se présentent dans ce secteur et d'écarter le danger que représente une véritable crise dans un domaine essentiel de l'économie communautaire (31 janvier 1967) — (pp. 46-48)

— Politique sociale européenne :

- rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— attire l'attention du Parlement et, en particulier, de la commission sociale, sur le problème de la libre circulation des travailleurs (1^{er} février 1967) — (p. 100)

GOES van NATERS, Jonkheer M. van der, vice-président du Parlement européen

Débats

— préside au cours de la séance du 1^{er} février 1967

Voir aussi : PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

GROEBEN, Hans von der, membre de la Commission de la C.E.E.

Débats

— Directives relatives aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur :

- rapport (doc. 128) et proposition de résolution de la commission des transports :

— déclare que la Commission de la C.E.E. ne peut marquer son accord sur un certain nombre de remarques d'ordre général contenues dans le rapport ; se réserve de prendre position sur les problèmes de l'harmonisation des législations lors d'un débat ultérieur consacré à ces questions (3 février 1967) — (p. 163)

— répond, au nom de la Commission de la C.E.E., aux observations de M. Faller relatives à l'abolition des dispositions techniques nationales tendant à entraver la libre circulation des marchandises ; donne quelques renseignements sur l'action entreprise par l'exécutif dans ce domaine (3 février 1967) — (pp. 164-165)

— Directive relative aux tracteurs agricoles à roues :

- rapport (doc. 167) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur :

— remercie le rapporteur et les membres de la commission du marché intérieur du rapport qu'ils ont présenté ; formule quelques remarques sur les problèmes du rapprochement des législations, de l'harmonisation fiscale et sur celui de l'harmonisation des dispositions concernant les sièges des convoyeurs dans les véhicules agricoles (3 février 1967) — (p. 180)

HANSEN, Frankie, Léopold

Documentation

- Rapport (doc. 155) et proposition de résolution au nom de la commission de la protection sanitaire sur les problèmes de la prévention des accidents du travail dans la Communauté (30 janvier 1967) — (p. 4)

Débats

— Prévention des accidents du travail :

- rapport (doc. 155) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :

— présente son rapport (1^{er} février 1967) — (pp. 111-113)

HELLWIG, Fritz, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— prend position, au nom de la Haute Autorité, sur les déclarations faites au cours du débat consacré à la situation sidérurgique de la Communauté ; donne quelques précisions sur les interventions de la Haute Autorité dans ce secteur (31 janvier 1967) — (pp. 60-65)

— répond à la question posée par M. Berkhouwer relative au « plan professionnel » (31 janvier 1967) — (p. 66)

— intervient (31 janvier 1967) — (p. 69)

ILLERHAUS, Joseph, président du groupe démocrate-chrétien

Documentation

- Proposition de résolution (doc. 181) (avec MM. Metzger, Terrenoire et Brunhes) relative au nombre et à la composition des commissions du Parlement européen (2 février 1967) — (p. 118)

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— se rallie, au nom du groupe démocrate-chrétien, aux rapports de MM. Blaisse et Kriedemann ; énumère et commente quelques mesures préconisées par son groupe en vue de surmonter les difficultés rencontrées dans le secteur de l'industrie sidérurgique ; lance un pressant appel à la Haute

Autorité, au Conseil, aux gouvernements des États membres et aux responsables de l'industrie sidérurgique afin qu'ils prennent au plus vite et d'un commun accord les mesures qu'il vient de commenter (31 janvier 1967 — (pp. 24-27)

— **Nombre et composition des commissions du Parlement européen :**

— *proposition de résolution (doc. 181) :*

— présente la proposition de résolution (2 février 1967) — (pp. 127-128)

JOZEAU-MARIGNÉ, Léon

Documentation

— **Rapport (doc. 178) et proposition de résolution au nom de la commission des transports sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 101) concernant une directive concernant l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires (30 janvier 1967) — (p. 5)**

Débats

— **Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires :**

— *rapport (doc. 178) et proposition de résolution de la commission des transports et amendement :*

— présente son rapport (3 février 1967) — (pp. 172-173)

— intervient, en tant que rapporteur, dans la discussion de l'amendement de M. Richarts ; prie celui-ci de retirer son amendement (3 février 1967) — (p. 175)

— accorde un préjugé favorable à l'amendement de M. Richarts (3 février 1967) — (p. 176)

— se prononce en faveur du maintien de l'article 6 bis nouveau adopté par la grande majorité de la commission des transports (3 février 1967) — (p. 177)

KRIEDEMANN, Herbert

Documentation

— **Rapport (doc. 172) et proposition de résolution au nom de la commission économique et financière sur le mémorandum de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier sur la définition des objectifs généraux acier de la Communauté 1970 (30 janvier 1967) — (p. 4)**

Débats

— **Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :**

— *rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :*

— *rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :*

— présente son rapport (31 janvier 1967) — (pp. 14-18)

— remercie, en tant que rapporteur, les orateurs qui sont intervenus dans le débat ; considère que ce débat a contribué à clarifier les problèmes et à permettre la poursuite des discussions dans un climat plus serein ; ajoute une précision sur les deux propositions de résolution (31 janvier 1967) — (p. 72)

— **Marché mondial du sucre :**

— *rapport (doc. 175) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— expose les raisons de son opposition à la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture (2 février 1967) — (p. 136)

— **Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre :**

— *rapport oral (doc. 182) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— indique qu'il votera contre la proposition de résolution (3 février 1967) — (p. 158)

LEVI SANDRI, Lionello, vice-président de la commission de la C.E.E.

Débats

— **Politique sociale européenne :**

— *rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :*

— remercie les parlementaires qui sont intervenus dans le débat et répond, au nom de la Commission de la C.E.E., aux remarques formulées sur les problèmes de l'harmonisation sociale, des mesures adoptées en faveur des mineurs de l'industrie du soufre, de formation professionnelle, du Fonds social et de la libre circulation des travailleurs (1^{er} février 1967) — (pp. 100-102)

— **Prévention des accidents du travail :**

— *rapport (doc. 155) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :*

— déclare que le rapport de M. Hansen est un fidèle reflet du déroulement des travaux du séminaire sur la prévention des accidents ; espère que ce document bénéficiera de la diffusion la plus large auprès des personnes intéressées ; précise que les services de la Commission de la C.E.E. ont commencé l'étude des problèmes soulevés au cours du séminaire et donne l'assurance que les diverses suggestions et propositions seront mises en pratique dans les plus brefs délais (1^{er} février 1967) — (pp. 113-114)

LINTHORST HOMAN, J., membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— **Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :**

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— se rallie aux chapitres des deux rapports et des propositions de résolution consacrés aux ententes et aux concentrations ; prend position, au nom de la Haute Autorité, sur certaines déclarations formulées au cours du débat sur ces problèmes et rappelle que ceux-ci font actuellement l'objet de discussions approfondies au sein de la commission du marché intérieur (31 janvier 1967) — (pp. 70-71, 71, 71)

LÜCKER, Hans-August

Documentation

- Rapport (doc. 175) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur les problèmes relatifs à l'organisation du marché mondial du sucre (30 janvier 1967) — (p. 5)

Débats

— Marché mondial du sucre :

- rapport (doc. 175) et propositions de résolution de la commission de l'agriculture :
 - présente son rapport (2 février 1967) — (pp. 129-132)

LULLING, M^{lle} Astrid

Débats

— Politique sociale européenne :

- rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :
 - approuve, au nom du groupe socialiste, le rapport de MM. Dittrich et Troclet ; souligne les conséquences néfastes de la carence constatée dans le domaine social ; évoque quelques problèmes sociaux, dont le Fonds social, la politique de l'emploi et de formation professionnelle ainsi que celui de l'application de l'article 118 du traité ; souhaite, tout comme M. Pètre, l'organisation d'une rencontre tripartite entre partenaires sociaux, Commission de la C.E.E. et gouvernements (1^{er} février 1967) — (pp. 85-88)

MANSHOLT, S.L., vice-président de la Commission de la C.E.E.

Débats

— Marché mondial du sucre :

- rapport (doc. 175) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - remercie les rédacteurs de leurs rapports et souscrit entièrement, au nom de la Commission de la C.E.E., aux déclarations émises par M. Lucker sur le problème du financement communau-

taire du marché du sucre et sur celui de la réglementation d'une partie de la production ; donne quelques indications sur le mandat confié à la Commission de la C.E.E. par le Conseil en ce qui concerne les négociations au sein du G.A.T.T. et de l'U.N.C.T.A.D. (2 février 1967) — (p. 135-136)

— Règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du prélèvement :

— précise que les problèmes évoqués par M. Richarts sont étudiés par la Commission de la C.E.E. et qu'aucune réponse précise ne peut être donnée actuellement ; donne l'assurance que la commission de l'agriculture sera informée dès qu'une décision aura été prise en la matière (2 février 1967) — (p. 143)

— Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre :

- rapport oral (doc. 182) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - donne quelques précisions concernant les modifications apportées à l'article 7 de la proposition présentée par la Commission relative aux dispositions transitoires applicables en matière de politique du sucre pour la campagne 1967-1968 (2 février 1967) — (p. 153)
 - signale un manque de concordance entre les textes français et néerlandais de la proposition de résolution (2 février 1967) — (p. 154)

MARGULIES, Robert, membre de la Commission de la C.E.E.A.

Débats

— Budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1966 :

- rapport (doc. 174) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :
 - remercie M. Merten et la commission des budgets et de l'administration pour le soin et la minutie avec lesquels le rapport a été rédigé ; précise que les réductions de crédit imposées par le Conseil ont contraint la Commission à surseoir à certains paiements venus à échéance ; déclare, à l'intention de M. Pedini, que les travaux de recherche n'ont subi aucun retard et exprime l'espoir que les crédits refusés par le Conseil pourront être accordés dans le budget de l'exercice 1967 (30 janvier 1967) — (pp. 8-9)
 - approuve les observations formulées par MM. Merten et Pedini ; donne quelques précisions sur les difficultés que soulève l'établissement du budget de recherche pour l'exercice 1967 du fait de la demande de la Commission de la C.E.E.A. de modification du deuxième programme quinquennal ; déclare que la Commission travaille intensivement à l'édification du programme d'action pour la période postérieure au 1^{er} janvier 1968 (30 janvier 1967) — (pp. 11-12)

MARJOLIN, Robert, *vice-président de la Commission de la C.E.E.*

Débats

— Situation économique de la C.E.E. :

— fait un exposé, au nom de la Commission de la C.E.E., sur la situation économique de la Communauté au cours de l'année 1966 et sur les perspectives pour l'année 1967 (2 février 1967) — (pp. 118-126)

MARTINO, Gaetano

Documentation

— Proposition de résolution (doc. 170) (au nom du groupe des libéraux et apparentés) relative à des programmes communs dans le domaine de recherche scientifique et du progrès technologique (30 janvier 1967) — (p. 4)

MERCHERS, Laurent

Débats

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— approuve, au nom du groupe des libéraux et apparentés, l'excellent rapport rédigé par MM. Dittrich et Troclet et la proposition de résolution qu'il contient ; souligne le fait positif que représente la reprise du dialogue entre les ministres des affaires sociales ; met l'accent sur quelques divergences existant entre les conceptions des ministres et celles de la Commission de la C.E.E. sur les problèmes sociaux tels l'utilisation du Fonds social européen et l'aide aux travailleurs licenciés des mines de soufre (1^{er} février 1967) — (pp. 88-90)

MERTEN, Hans

Documentation

— Rapport (doc. 174) et proposition de résolution au nom de la commission des budgets et de l'administration sur le projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966 (30 janvier 1967) — (p. 5)

Débats

— Budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1966 :

— rapport (doc. 174) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— présente son rapport (30 janvier 1967) — (pp. 7-8)

— exprime les inquiétudes du groupe socialiste au sujet des budgets de recherches et d'investissement pour les exercices ultérieurs ; souhaite que les ac-

tivités de l'Euratom soient davantage développées et étendues à d'autres domaines que celui de l'énergie atomique ; rappelle que les problèmes de la politique commune dans les secteurs de la science, de la recherche et de la technologie pourront être évoqués de façon plus approfondie lors des sessions de mars et de mai du Parlement (30 janvier 1967) — (pp. 9-10)

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— souligne, au nom du groupe socialiste, la carence du Conseil dans le domaine social ; invite celui-ci à donner un avis, dans les meilleurs délais, sur les lignes directrices du memorandum que la Commission de la C.E.E. lui a soumis ; souhaite une meilleure coopération entre le Conseil et la Commission ; pose au représentant du Conseil quelques questions précises sur le calendrier qu'il prévoit pour l'examen des problèmes de caractère social énumérés en annexe du rapport de MM. Dittrich et Troclet (1^{er} février 1967) — (pp. 92-94)

— indique les raisons de son opposition à l'amendement n° 1 de M. Estève (1^{er} février 1967) — (p. 109)

MOREAU de MELEN, L.E.E.M. Henri

Débats

— Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre :

— rapport oral (doc. 182) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— demande une précision sur le texte de la proposition de résolution (3 février 1967) — (p. 158, 158)

MÜLLER, Josef

Débats

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— présente l'amendement n° 2 (1^{er} février 1967) — (p. 107)

NAVEAU, Charles

Documentation

— Sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1. à la proposition de résolution faisant suite au rapport de MM. Dittrich et Troclet (doc. 171) (1^{er} février 1967) — (p. 108)

Débats

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— présente le sous-amendement n° 3 (1^{er} février 1967) — (p. 108)

OELE, A.P.

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— limite son intervention à quelques brèves remarques sur l'évolution de la situation de l'industrie sidérurgique au Royaume-Uni ainsi que sur le problème fondamental de l'adaptation harmonieuse et de la rationalisation des industries sidérurgiques de la Communauté (31 janvier 1967) — (pp. 57-58)

PEDINI, Mario

Débats

— Budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1966 :

- rapport (doc. 174) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— approuve les conclusions du rapporteur ainsi que la proposition de résolution soumise au Parlement ; invite le représentant de la Commission de la C.E.E.A. à donner quelques précisions sur les réductions apportées au budget supplémentaire par le Conseil (30 janvier 1967) — (p. 8)

— précise que le groupe démocrate-chrétien s'associe pleinement aux paroles prononcées par M. Merten et qu'il appuiera toute initiative permettant à l'Euratom de contribuer à une politique commune de la recherche dans les pays de la Communauté (30 janvier 1967) — (p. 11)

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

- rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
- rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— approuve les deux propositions de résolution annexées aux rapports ; déplore l'absence de représentants des gouvernements au débat ; est d'avis que la crise dans l'industrie sidérurgique pourrait menacer la construction communautaire dans la mesure où elle favorise des tendances nationalistes ; approuve les mesures à long terme proposées par la C.E.C.A. mais estime toutefois que celles-ci devraient être accompagnées de mesures complémentaires de politique économique prises à l'échelon des gouvernements ; évoque les problèmes d'orientation du commerce mondial (31 janvier 1967) — (pp. 36-39)

PÊTRE, René

Débats

— Politique sociale européenne :

- rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— se félicite, au nom du groupe démocrate-chrétien, de la présence du ministre Servais au débat du Parlement consacré à la politique sociale ; émet l'espoir que la récente réunion des ministres responsables de la politique sociale permettra la réalisation de progrès spectaculaires dans le domaine social ; considère que le bilan de l'action communautaire est maigre et décevant en ce qui concerne particulièrement l'harmonisation des législations sociales ; appuie les déclarations des porte-parole de la C.I.S.G. et de la C.I.S.L. tendant à la réunion d'un colloque entre les instances communautaires et les partenaires sociaux au niveau européen, et d'une conférence tripartite sur la politique sociale communautaire ; approuve le rapport de MM. Dittrich et Troclet et la proposition de résolution (1^{er} février 1967) — (pp. 83-85)

POHER, Alain, président du Parlement européen

Débats

— préside la séance du 30 janvier 1967

— préside au cours des séances des 31 janvier et 3 février 1967

Voir aussi : PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENT DES CONSEILS DE LA C.E.E. ET DE LA C.E.E.A.

Documentation

- Lettre (doc. 159) du président des Conseils de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de la Communauté économique européenne en réponse aux résolutions du Parlement européen sur les projets de budgets de fonctionnement de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour l'exercice 1967 (30 janvier 1967) — (p. 3)

- Projet de budget supplémentaire de recherches et d'investissement (doc. 158) de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1966 établi par le Conseil (30 janvier 1967) — (p. 3)

- Proposition (doc. 151) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant une directive relative à l'emploi de certains agents conservateurs pour le traitement en surface des agrumes ainsi qu'aux mesures de contrôle pour la recherche et l'identification des agents conservateurs dans et sur les agrumes (30 janvier 1967) — (p. 3)

- Proposition (doc. 152) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant une directive portant modi-

fication de la directive du Conseil relative au rapprochement des réglementations des États membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (30 janvier 1967) — (p. 3)

- Proposition (doc. 156) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant une décision relative aux formalités requises par les États membres dans leurs échanges mutuels (30 janvier 1967) — (p. 3)
- Proposition (doc. 157) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement portant prorogation du délai prévu à l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour l'année 1965 (30 janvier 1967) — (p. 3)
- Proposition (doc. 160) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales (30 janvier 1967) — (p. 3)
- Proposition (doc. 161) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement concernant certaines mesures d'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre pour la campagne 1967-1968 (30 janvier 1967) — (p. 3)
- Proposition (doc. 162) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (30 janvier 1967) — (p. 4)
- Proposition (doc. 163) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (30 janvier 1967) — (p. 4)
- Proposition (doc. 164) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc (30 janvier 1967) — (p. 4)
- Proposition (doc. 176) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement portant modification du règlement n° 13/64/C.E.E. en ce qui concerne le lait et la crème de lait, frais, non concentrés ni sucrés (30 janvier 1967) — (p. 4)
- Proposition (doc. 177) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 70/66/C.E.E. en ce qui concerne l'exécution de l'enquête de base en France et en Italie (30 janvier 1967) — (p. 4)

PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Débats

— Félicitations à M^{me} Strobel, nommée ministre :

— félicite M^{me} Strobel, au nom du Parlement, à l'occasion de sa nomination au poste de ministre du gouvernement fédéral allemand et lui transmet ses meilleurs vœux pour l'accomplissement de ses nouvelles fonctions (30 janvier 1967) — (p. 2)

— Félicitations à M. Vals, élu président du groupe socialiste :

— adresse les félicitations du Parlement à l'occasion de son élection en tant que président du groupe socialiste (30 janvier 1967) — (p. 2)

— Conférence parlementaire de l'association entre la C.E.E. et les E.A.M.A. :

— annonce que le texte de la résolution adoptée à l'issue de la réunion annuelle de la Conférence qui s'est tenue du 10 au 14 décembre 1966 à Abidjan (30 janvier 1967) — (p. 2)

— Renvois en commissions :

— donne connaissance de diverses décisions de renvois en commissions prises par le bureau élargi au cours de sa réunion du 17 janvier 1967 (30 janvier 1967) — (pp. 2-3, 3)

— Procédure de vote sans débat :

— propose la procédure de vote sans débat pour les rapports de MM. Vredeling et Faller (doc. 153 et 168) (30 janvier 1967) — (p. 5)

— Renvois en commissions : (M. van der Goes van Naters, vice-président)

— annonce divers renvois en commissions décidés par le bureau élargi au cours de sa réunion du 1^{er} février 1967 (1^{er} février 1967) — (p. 78)

PRETI, Luigi

Démission

— Membre de la commission sociale (2 février 1967) — (p. 118)

REYNAUD, Roger, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— définit, au nom de la Haute Autorité, les grandes lignes qui caractérisent la crise que traverse actuelle-

ment la sidérurgie communautaire ; donne quelques indications sur l'action prévue par la Haute Autorité dans les domaines de la structure des entreprises, leur localisation et les conversions ; souligne la nécessité d'une coopération étroite des gouvernements, de la profession et des autorités locales (31 janvier 1967) — (pp. 66-69, 69-70)

RICHARTS, Hans

Documentation

- Rapport (doc. 169) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 144) relative à un règlement n° 14/64/C.E.E. en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine (30 janvier 1967) — (p. 4)

- Amendement n° 1 à la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Jozeau-Marigné (doc. 178) (3 février 1967) — (p. 174)

Débats

- Règlement relatif au prix à l'importation de la viande bovine et au calcul du prélèvement :
 - rapport (doc. 169) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :
 - présente son rapport (2 février 1967) — (pp. 142-143)
- Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires :
 - rapport (doc. 178) et proposition de résolution de la commission des transports et amendement :
 - présente son amendement n° 1 (3 février 1967) — (pp. 174-175)
 - prie le représentant de la Commission de la C.E.E. de donner une précision complémentaire sur les avantages accordés aux véhicules agricoles et aux engins automobiles utilisés en agriculture (3 février 1967) — (p. 175)
 - intervient dans la discussion de son amendement (3 février 1967) — (p. 176, 176)

SABATINI, Armando

Débats

- Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :
 - rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :
 - rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :
 - rappelle que les problèmes que pose l'évolution de la situation sidérurgique doivent être examinés dans un esprit communautaire ; souligne les avantages d'une spécialisation accrue de

la production et d'une modernisation des installations ; prend position sur diverses suggestions émises au cours du débat relatives à l'orientation des investissements et à l'utilisation de la main-d'œuvre ; souligne la nécessité de rétablir un nouvel équilibre de la production sidérurgique selon un plan et une orientation d'ensemble (31 janvier 1967) — (pp. 55-57)

— Politique sociale européenne :

- rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— attire l'attention du Parlement sur la divergence croissante existante entre les propositions de la Commission de la C.E.E. et les décisions du Conseil de ministres ainsi que sur les relations institutionnelles au sein de la Communauté ; émet quelques observations sur l'orientation à donner à la politique sociale et sur le problème important du fonctionnement du Fonds social européen (1^{er} février 1967) — (pp. 96-98)

— intervient (1^{er} février 1967) — (p. 99)

SCHAUS, Lambert, membre de la Commission de la C.E.E.

Débats

- Directive relative aux indicateurs de direction et au freinage de véhicules à moteur :

— prend position, au nom de la Commission de la C.E.E., sur le rapport de M. Drouot L'Hermine et sur les observations formulées par M. Faller ; donne quelques précisions sur l'état d'avancement des travaux tendant à l'élaboration du code de la route européen au sein de la C.E.M.T. ; est d'avis qu'un code de la route dans le cadre des Six ferait double emploi tout en admettant que des prescriptions précises sur le plan technique doivent être arrêtées en vue de favoriser la libre circulation des marchandises (3 février 1967) — (p. 164)

- Directive relative à l'admission en franchise du carburant des automobiles utilitaires :

- rapport (doc. 178) et proposition de résolution de la commission des transports et amendement :

— émet quelques réserves sur divers points du rapport de M. Jozeau-Marigné et sur les amendements proposés par la commission des transports ; se prononcera ultérieurement sur l'amendement de M. Richarts (3 février 1967) — (p. 174)

— indique la manière dont le problème soulevé par M. Richarts dans son amendement est résolu ; considère cet amendement comme superflu (3 février 1967) — (p. 175)

— répète que l'amendement de M. Richarts est, à son avis, superflu (3 février 1967) — (p. 176, 176, 176)

— déclare que si l'amendement de M. Richarts était maintenu, la Commission de la C.E.E. ne s'y opposerait pas ;

propose une modification du paragraphe 2 de celui-ci (3 février 1967) — (p. 176, 176)

— maintient les réserves émises antérieurement à l'égard de l'article 6 bis nouveau de la proposition de résolution (3 février 1967) — (p. 177)

SEIFRIZ, Hans Stefan

Nomination

— Membre de la commission politique (2 février 1967) — (p. 118)

SERVAIS, Léon, président en exercice des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A.

Débats

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— prend position, au nom du Conseil, sur les problèmes, évoqués au cours du débat par divers orateurs, relatifs aux pistolets de scellement, au rôle du Comité des représentants permanents, aux relations entre les gouvernements et la Commission, au marché du travail, aux aides pour les travailleurs des mines de soufre en Sicile, à la formation professionnelle, au Fonds social et à la libre circulation de la main-d'œuvre (1^{er} février 1967) — (pp. 103-106)

— répond au vœu exprimé par M. Vredeling et déclare que l'accord intervenu dans le domaine de l'aide aux travailleurs des mines de soufre sera publié (1^{er} février 1967) — (p. 107)

SEUFFERT, Walter

Débats

— Objectifs généraux « acier » — Situation charbonnière et sidérurgique :

— rapport (doc. 172) et proposition de résolution de la commission économique et financière :

— rapport (doc. 173) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur et amendement :

— souscrit entièrement, au nom du groupe socialiste, aux conclusions du rapport concis et précis de M. Blaisse ; met l'accent sur quelques points importants de ce rapport relatifs à la situation de l'industrie sidérurgique sur le marché mondial, à la définition d'une politique sidérurgique de la Communauté, à la communication à la Haute Autorité des programmes d'investissements des entreprises et aux concentrations d'entreprises ; souligne la nécessité d'appliquer, dans un esprit vraiment communautaire, toutes les dispositions du traité de la C.E.C.A. (31 janvier 1967) — (pp. 34-36)

— déclare que le groupe socialiste se rallie à l'amendement n° 1 de M. Armengaud (31 janvier 1967) — (p. 74)

TROCLET, Léon-Éli

Débats

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— présente le rapport (1^{er} février 1967) — (pp. 79-82)

— remercie M. Servais, président en exercice du Conseil, de ses précisions sur l'activité du Conseil et de la Commission dans le domaine social ; constate, avec satisfaction, la reprise du dialogue avec le Conseil et émet l'espoir de voir les problèmes sociaux résolus grâce à une meilleure collaboration entre les autorités communautaires (1^{er} février 1967) — (p. 107)

— accepte l'amendement n° 2 sous réserve d'une modification de numérotation des paragraphes de la proposition de résolution (1^{er} février 1967) — (p. 108)

— prend position dans la discussion de l'amendement n° 1 de M. Estève et du sous-amendement n° 3 de M. Naveau (1^{er} février 1967) — (pp. 108-109)

VREDELING, H.

Documentation

— Rapport complémentaire (doc. 153) et proposition de résolution au nom de la commission du commerce extérieur sur la proposition modifiée de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement graduel d'une procédure commune de gestion de contingents quantitatifs à l'importation dans la Communauté (procédure de vote sans débat) (30 janvier 1967) — (p. 4)

— Rapport (doc. 165) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 157) relative à un règlement portant prorogation du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour l'année 1965 (30 janvier 1967) — (p. 4)

— Sous-amendement oral à l'amendement n° 1 à la proposition de résolution faisant suite au rapport de MM. Dittich et Troclet (doc. 171) (1^{er} février 1967) — (p. 109)

Débats

— Renvois en commissions :

— intervient (30 janvier 1967) — (p. 3)

— Politique sociale européenne :

— rapport (doc. 171) et proposition de résolution de la commission sociale et amendements :

— intervient, au nom du groupe socialiste, et en tant que ancien rappor-

teur sur le problème des travailleurs licenciés des mines de soufre siciliennes ; analyse l'évolution de la situation et invite la Commission de la C.E.E. à mettre tout en œuvre pour appliquer les mesures précises conformément à ses propres propositions et à l'avis rendu par le Parlement (1^{er} février 1967) — (pp. 94-96)

— remercie M. Servais de son exposé sur le problème de l'aide aux travailleurs des mines de soufre ; émet le vœu de voir publier la déclaration conjointe de la Commission et du gouvernement italien sur la manière dont seront utilisés les crédits accordés (1^{er} février 1967) — (p. 106)

— propose un sous-amendement oral à l'amendement n° 1 de M. Estève (1^{er} février 1967) — (p. 109)

— Ordre des travaux :

— souhaite que la discussion du rapport de M. Klinker soit reportée à la fin de l'ordre du jour (2 février 1967) — (p. 129)

— Marché mondial du sucre :

— rapport (doc. 175) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— intervient en tant que rapporteur pour avis de la commission du commerce extérieur (2 février 1967) — (pp. 132-135)

— précise qu'il n'est pas intervenu au nom du groupe socialiste (2 février 1967) — (p. 136)

— Règlement relatif à l'organisation des marchés du sucre :

— rapport oral (doc. 182) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— invite M. Mansholt à donner quelques indications sur les modifications apportées à la proposition initiale de la Commission de la C.E.E. (2 février 1967) — (p. 153)

— donne une indication concernant la procédure suivie par la commission de l'agriculture pour la discussion de la proposition modifiée de la Commission de la C.E.E. (2 février 1967) — (p. 154)

— intervient dans le but de dissiper un malentendu et précise, à l'intention de M. Mansholt, que le rapport de M. Klinker a été retiré et que la discussion actuelle porte sur le rapport oral de M. Dupont (2 février 1967) — (p. 154-155)

— intervient (2 février 1967) — (p. 155)

— propose, au nom du président de la commission de l'agriculture, une modification du paragraphe 2 de la proposition de résolution (3 février 1967) — (p. 158, 159)

WOHLFART, Joseph, vice-président du Parlement européen

Documentation

— Rapport (doc. 167) et proposition de résolution au nom de la commission du marché intérieur sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 60) relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues (vitesse maximale, siège de convoyeur et plates-formes de chargement (30 janvier 1967) — (p. 4)

Débats

— préside au cours de la séance du 3 février 1967

— Directive relative aux tracteurs agricoles à roues :

— rapport (doc. 167) et proposition de résolution de la commission du marché intérieur :

— présente son rapport (3 février 1967) — (pp. 179, 179-180)

